



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

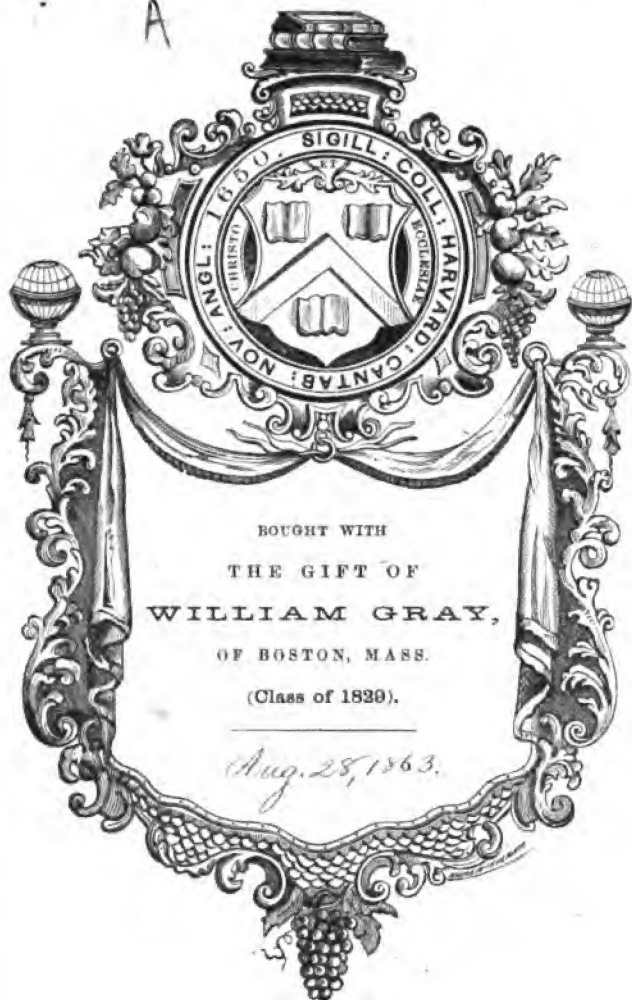
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

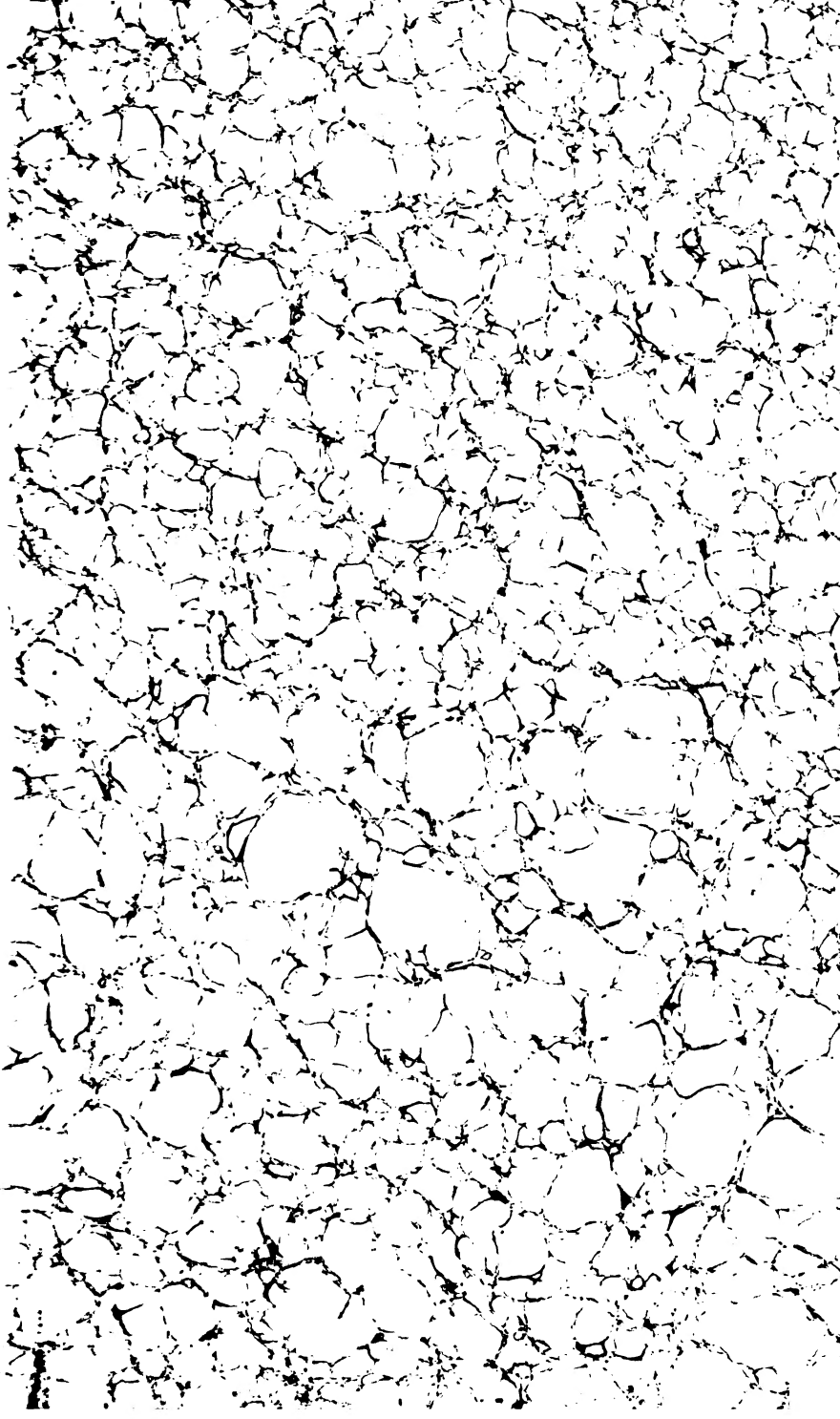
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Int 187.61.5

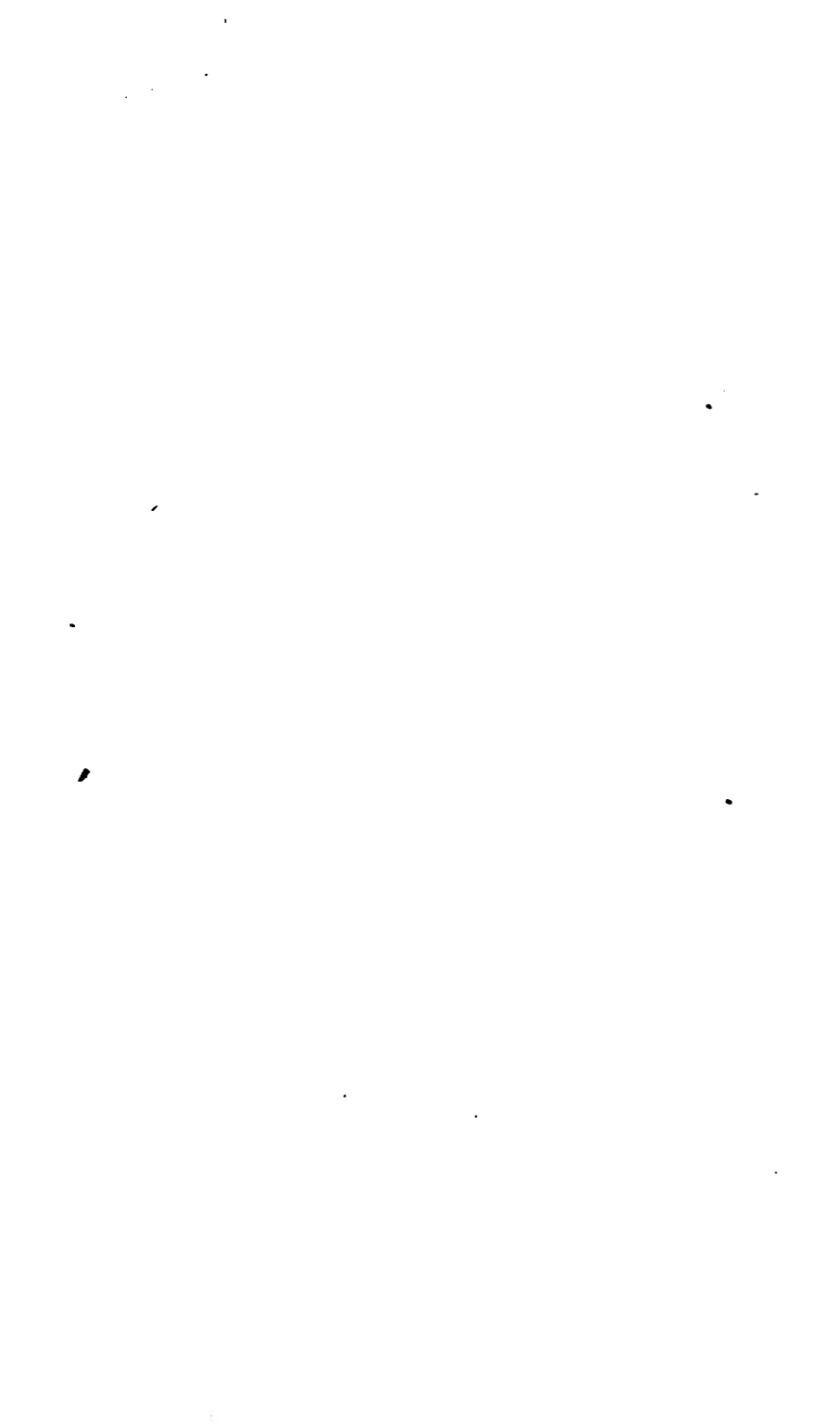
A











NOUVEAU RECUEIL GÉNÉRAL

DE

T R A I T É S,

CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

**SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS
ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.**

RÉDIGÉ SUR DES COPIES AUTHENTIQUES

PAR

FRÉDÉRIC MURHARD.

Continuation du grand Recueil de feu

M. DE MARTENS.

T o m e II.

comprenant l'an 1841,

avec des Supplémens aux Tomes antérieurs de cette collection.

**À GOTTINGUE,
A LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.**

1844.

Int 187.61.5
A

1863. Aug. 28.

W.

I.

Circulaire du Plénipotentiaire an-1841 glais en Chine, annonçant la con- clusion d'un arrangement prélimi- naire de paix avec le Commissaire impérial chinois. En date de Ma- cao, le 20 Janvier 1841.

Le plénipotentiaire de Sa Majesté, la Reine de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, se trouve maintenant dans le cas d'annoncer la conclusion d'arrangemens préliminaires, entre le Commissaire impérial chinois et lui, aux conditions suivantes:

Art. 1. La cession de l'Isle et du port de Hong-Kong à la couronne britannique. Tous les droits justement dus à l'empire chinois sur le commerce qui sera fait dans ce port, seront acquittés, comme si le commerce avait lieu à Whampoa.

Art. 2. Une indemnité au gouvernement britannique de six millions de dollars, dont un payable immédiatement, et le reste par termes égaux annuels, jusqu'en 1846.

Art. 3. Des rapports directs officiels entre les deux pays sur un pied de parfaite égalité.

Art. 4. Le commerce du port de Canton sera libre dans le délai de dix jours après la nouvelle année chinoise, et se fera à Whampoa, jusqu'à ce que de nouveaux arrangemens permettent de le transporter au nouvel établissement; les détails seront l'objet de négociations ultérieures.

1841

2.

Convention entre le Grandduché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant la punition des délits en matière de police, de discipline et des finances. Publiée à Carlsruhe, le 25 Janvier

1841.

(Grossherzoglich - Badisches Staats - und Regierungs-
Blatt. 1841, v. 4. Februar.)

Bekanntmachung des Ministeriums des Grossherzoglichen Hauses und der auswärtigen
Angelegenheiten im Grossherzogthume
Baden,

den Abschluss einer Uebereinkunft mit der Fürstlich
Hohenzollern Sigmaringenschen Regierung wegen Bestrafung der Polizei - Disciplinar - und Finanz - Vergehen betreffend.

Durch eine zwischen der Grossherzoglich Badischen und Fürstlich Hohenzollern Sigmaringenschen Regierung abgeschlossene und beiderseits höchsten Orts ratificirte Uebereinkunft wegen Bestrafung der Polizei - Disciplinar - und Finanz - Vergehen, ist Nachstehendes festgesetzt worden:

Art. 1. Befindet der Ausländer, welcher im Inlande eines der obengenannten Vergehen begangen hat, sich noch im Inlande, ohne seit dessen Verübung in seine Heimath zurückgekehrt zu seyn, so ist der Ausländer den inländischen Behörden und Gesetzen unterworfen, und die erkannte Strafe nöthigenfalls von der ausländischen Behörde zu vollziehen.

Art. 2. Befindet sich der Ausländer nicht oder nicht mehr im Inlande, so ist:

a) bei einfachen Vergehen, bei welchen eine Untersuchung nicht erforderlich wird, wie z. B. bei Ordnungsvergehen der Schriftverfasser, die Sache nach der Bestimmung des Art. 1. zu behandeln, wird aber

b) bei den Polizei- und Finanz-Vergehen eine Untersuchung erforderlich, so hat die betreffende inländische Behörde der competenten ausländischen Stelle Anzeige von dem durch den Ausländer im Inlande begangenen Vergehen, unter Angabe der im Inlande angedrohten Strafen, zu machen und die ausländische Behörde ihren Angehörigen nach ihren Landesgesetzen zu bestrafen.

Art. 3. Sollte in dem einen oder dem andern Staate eine Handlung gar nicht verpönt seyn und sonach einer diessfälligen Requisition der fremden Behörde auf Bestrafung eines, von den Angehörigen des andern Staats im Auslande begangenen Verbrechens keine Folge gegeben werden können, so bleibt dem fremden Staate, in welchem eine, im Inland erlaubte Handlung verboten ist, unbenommen, den Fremden nicht auf der That ergriffenen Staatsangehörigen, falls er sich wieder im Lande betreten lässt, nachträglich zur Strafe zu ziehen.

Art. 4. Jeder der beiden Staaten lässt die Uebertretungen der Forstgesetze (Forstfrevl), welche durch seine Staatsangehörigen in dem Gebiete des andern begangen sind, nach den eigenen Gesetzen aburtheilen, als wäre den letzteren in den eigenen Waldungen von den eigenen Unterthanen zuwider gehandelt worden.

Wenn jedoch ein Forstfrevler auf ausländischem Gebiete, wo er sich vergangen hat, auf dem Vergehen betreten, und von dem Forstpersonal dieses Landes verhaftet wird, so kann er auch von den Behörden desselben Landes nach dessen Gesetzen auf gleiche Weise, wie der Jurisdictions-Vertrag vom Jahre 1827 Art. 31. in Beziehung auf die Uebertreter von Strafgesetzen im Allgemeinen bestimmt, in Untersuchung gezogen und abgeurtheilt werden.

Art. 5. Den auf eigener Wahrnehmung beruhenden Angaben, so wie den amtlichen Schadens- und Werth-Abschätzungen der zuständigen verpflichteten Beamten des einen Staates ist von den erkennenden Behörden des andern Staats derselbe Glaube beizumessen, wie wenn sie von den Beamten des andern Staats ausgegangen wären.

Art. 6. Das Forstpersonal ist berechtigt, den ausländischen Frevler auf dem Gebiete, wo er gefrevelt hat, zu verhaften und denselben entweder an die Be-

4 *Convention entre les gouvernem. de Bade*

1841 hörde seines Wohnortes zur Bestrafung abzuliefern, oder den Strafbehörden des Landes, in welchem er das Vergehen verübt hat, zur Bestrafung nach den Gesetzen dieses Landes zu überlassen.

Art. 7. Gegenseitig wird zur Entdeckung Hülfe geleistet und es werden Haussuchungen auf der Stelle von den Ortsbehörden gestattet, jedoch in Gegenwart der letzteren, welche das Entdeckte verwahren lassen, ohne für ihre Mitwirkung eine Belohnung zu empfangen.

Art. 8. Wenn der Forstexcess dergestalt durch Erkenntniss erledigt ist, dass die Strafe vollstreckt werden kann, so hat die Untersuchungsbehörde dem vorgesetzten Amte des Bestraften nur einen Auszug aus dem Protocollo mitzutheilen, welcher Namen und Heimath des Angezeigten und des Anzeigers, Bezeichnung des Frevels, der Strafe, der Anzeige-Gebühr, des Schadensersatzes und den Tag der Anzeige und des Erkenntnisses enthält, bei einer Strafe von Einem bis Fünf Gulden. Jedoch werden auf Verlangen der beiderseitigen Regierungen im besondern Falle auch die Untersuchungsacten und Abschriften derselben mitgetheilt werden.

Art. 9. Die Untersuchung und Bestrafung wird möglichst beschleunigt und namentlich veranlaßt die untersuchende Behörde auch die Vollstreckung des Erkenntnisses.

Art. 10. Ueber den Schadensersatz wird von den Behörden des Staats, wo die Uebertretung abgeurtheilt wird, und zwar in der Regel sofort bei der Aussprechung der Strafe erkannt, auch derselbe zugleich mit der Vollstreckung des Straferkenntnisses beigetrieben.

Die Behörde, welche den Forstfrevel rügt, erkennt auch über die Anzeigegebühr, deren Statthaftigkeit und Betrag nach den Gesetzen und Verordnungen des Staats festgesetzt werden, von dessen Behörden der Forstfrevel abgeurtheilt wird. Erkannte Geld- und Arbeitsstrafen werden zum Vorthelle des Staats vollzogen, dessen Behörden sie verfügt haben.

Art. 11. Diese Uebereinkunft tritt mit dem 1. März 1841 für beide contrahirende Staaten in Kraft.

In Folge höchster Entschliessung aus Grossherzoglichem Staatsministerium vom 17. Dezember v. J. wird diese Uebereinkunft öffentlich bekannt gemacht und werden sämmtliche Grossherzogliche Behörden angewie-

sen, sich in vorkommenden Fällen genau hiernach zu 1841 achten.

Carlsruhe, den 25. Januar 1841.

Ministerium des Grossherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. VON BLITTERSDORFF.

Vdt. v. ROGGENBACH.

3.

Arrêté (Portaria) du gouverneur-général de l'Inde portugaise, du 26 janvier 1841, relatif aux droits d'entrée sur les marchandises étrangères.

Le gouverneur-général, ~~par intérim~~, des possessions portugaises dans l'Inde, siégeant en conseil :

Considérant combien il importe de relever le commerce déchu des ports de Goa, de Diu et de Damaun, en assimilant les charges qu'ils supportent, et en leur accordant toute la liberté possible, afin d'y attirer les denrées et marchandises de toutes les nations, et plus particulièrement celles des pays voisins; chose demandée avec instance par des hommes éclairés autant qu'instruits des affaires de l'Inde, et tout récemment encore par le gouverneur de la place de Diu, en se fondant sur des considérations d'économie politique, qui se trouvent développées et fortifiées dans le judicieux rapport du directeur, faisant fonctions d'administrateur-général des douanes;

Ayant entendu le conseil du gouvernement, en séance, à laquelle assistaient les procureurs de la couronne et du trésor, ayant pris également l'avis de la commission des finances,

Arrête provisoirement, et sous la réserve de l'approbation souveraine de sa majesté, les dispositions suivantes :

1^o A dater du 1^{er} février 1841, et à l'avenir, toutes denrées et marchandises (y compris l'opium), seront admises; l'entrepôt dans le port de Goa, de Diu et de Damaun, quelle que soit leur nature, et sous quelque pavillon qu'elles soient importées, moyennant la prime

6 Proclamation du plénipotentiaire anglais

1841 d'un droit unique de 1 pour cent, en sus des frais de transport et de garde, jusqu'à la sortie du port, qu'elle ait lieu par l'exportation, la réexportation, le transbordement et le transit;

2^o Les droits de magasinage seront à la charge des négocians propriétaires des marchandises mises en magasin chez des particuliers:

3^o Pour tout le reste, on se conformera aux dispositions du décret du 22 mars 1834, relatif aux ports francs de Lisbonne et de Porto.

Les autorités, et les personnes auxquelles il appartient de veiller à l'exécution du présent arrêté, l'auront pour entendu, et en assureront l'accomplissement.

Donné au palais du gouvernement général, à Panguin, le 26 janvier 1841.

Signé: S.-J. LOPES DE LIMA.

4.

Proclamation du plénipotentiaire anglais en Chine, du 29 janvier 1841, relative à la prise de possession de l'île de Hong-kong.

L'île de Hong-kong ayant été cédée à la couronne britannique par acte scellé par le ministre et haut commissaire impérial Keshen, il est devenu nécessaire de pourvoir à l'administration de cette possession, sauf le bon plaisir ultérieur de S. M.

Ainsi, en vertu de l'autorité dont je suis revêtu, tous les droits, prérogatives royales, et privilèges de toute espèce de S. M. dans et sur ladite île de Hong-kong, soit par rapport aux terres, ports, propriétés ou au service personnel, sont, par la présente, déclarés, proclamés, et entièrement réservés à S. M. Britannique.

Je déclare et proclame par la présente que, sauf le bon plaisir de S. M., l'administration de ladite île sera exercée par la personne remplissant les fonctions de surintendant-général du commerce des sujets britanniques en Chine.

Les naturels de l'île de Hong-kong et ceux de Chine

qui s'y rendent, seront gouvernés selon les lois et coutumes chinoises, toute espèce de torture exceptée. 1841

Tous les délits commis à Hong-kong par les sujets de S. M. ou des personnes autres que les naturels de l'île ou de la Chine qui s'y rendent, seront jugés par la juridiction criminelle et de l'amirauté actuellement existant en Chine.

Les réglemens nécessaires pour l'administration de Hong-kong seront rendus par la personne remplissant les fonctions de surintendant-général du commerce des sujets britanniques en Chine.

Tous les sujets britanniques et étrangers résidant dans l'île de Hong-kong, ou s'y rendant, jouiront de toute sûreté et protection, suivant les principes et la coutume de la loi anglaise, tant qu'ils se conformeront à l'autorité du gouvernement de S. M., exercée sur l'île de Hong-kong et dûment constituée et proclamée par la présente.

Donné sous ma signature et mon sceau officiel, à bord du vaisseau de S. M. „*Wellesley*” à l'ancre dans la baie de Hong-kong, le 29 janvier 1841.

Signé: CHARLES ELLIOT.

Pour copie conforme:

Signé: EDOUARD ELMSLIE,
secrétaire et trésorier.

5.

Proclamation de l'amiral anglais, du 1er février, relative au même objet.

Nous, Bremer, commandant en chef, et Elliot, plénipotentiaire, etc., faisons connaître par cette proclamation aux habitans de l'île de Hong-kong que cette île fait actuellement partie des Etats de la reine d'Angleterre, par suite d'une convention précise et publique conclue entre les grands-officiers des cours céleste et britannique; tous les naturels qui y résident doivent savoir qu'ils sont à présent sujets de la reine d'Angleterre, à laquelle, ainsi qu'à ses officiers, ils doivent soumission et obéissance.

Nous promettons aux habitans protection, au nom

1841 de S. M., contre tout ennemi; nous leur assurons le libre exercice de leurs rites et cérémonies religieuses et coutumes sociales, ainsi que la jouissance de leurs propriétés et intérêts particuliers et légitimes. Ils seront gouvernés, sauf le bon plaisir de S. M., suivant les lois, coutumes et usages chinois (toute espèce de torture exceptée), par les anciens des villages, sujets au contrôle d'un magistrat britannique; et toute personne ayant à porter plainte contre un Anglais ou étranger pour mauvais traitement ou injustice s'adressera sans crainte à l'officier qui est le plus près de son domicile, afin que justice entière lui soit rendue.

Les navires et négocians chinois qui se rendent au port de Hong-kong pour affaires de commerce sont exempts, par la présente, au nom de la Reine d'Angleterre, de toute espèce de frais et droits à payer au gouvernement britannique.

La volonté du gouvernement sera déclarée de temps en temps par des proclamations ultérieures. Les chefs des villages seront responsables de l'exécution des ordres et du respect qui leur est dû.

Fait sous le sceau officiel, le 1 Février 1841.

6.

Ordre du conseil de S. M. Britannique du 25 février 1841, relatif à l'abolition des droits différentiels sur les navires étrangers, en cas de réciprocité.

Attendu que, par divers actes passés la troisième et quatrième année du règne de sa majesté, il a été réservé à sadite majesté le pouvoir de réduire les droits et impôts sur les navires étrangers des puissances avec lesquelles la Grande-Bretagne a des traités de réciprocité, et sur les marchandises importées ou exportées à bord de ces bâtimens, de la manière indiquée dans lesdits actes.

Sa majesté, de l'avis de son conseil privé, et en vertu des pouvoirs à elle conférés par lesdits actes, dé-

clare que les navires de toutes les puissances étrangères 1841
res qui ont des traités de réciprocité avec ce pays, et
les cargaisons importées ou exportées à bord, seront
admis, en vertu desdits actes du Parlement, moyennant
le paiement des mêmes droits et impôts que ceux im-
posés sur les bâtimens anglais et leurs cargaisons.

Et les lords commissaires de la trésorerie de sa ma-
jesté donneront les ordres nécessaires à cet égard.

Signé: C. C. GREVILLE.

1841

7.

Handels- und Schiffahrts-Konvention zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Nassau und Frankfurt einerseits und Grossbritannien andererseits. Vom 2. März 1841.

Seine Majestät der König von Preussen — sowohl für Sich, als im Namen der übrigen Mitglieder des Kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11 Mai 1833., 12. Mai und 10 Dezember 1835. und 2. Januar 1836 bestehenden Zoll- und Handels-Vereins, nämlich Seiner Majestät des Königs von Bayern, Seiner Majestät des Königs von Sachsen und Seiner Majestät des Königs von Württemberg, Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Baden, Seiner Königlichen Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten von Hessen, Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Hessen und bey Rhein, der Mitglieder des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereins, — nämlich Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Sachsen-Weimar-Eisenach, Ihrer Durchlauchten der Herzöge von Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Koburg und Gotha; der Fürsten von Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, so wie der Fürsten von Reuss-Greiz, Reuss-Schleitz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — Seiner Durchlaucht des Herzogs von Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits und ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland andererseits, von gleichem Wunsche beseelt, die Handelsverbindungen und den Austausch der Erzeugnisse der beiderseitigen Staaten möglichst auszudehnen, sind zu diesem Zwecke übereingekommen, einen Schiffahrts- und Handelsvertrag abzuschliessen, und haben zu Bevollmäch-

7.

Convention de commerce et de navigation entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Hesse, les Etats de l'union douanière en Thuringue, le Nassau et la ville de Francfort d'une part et la Grande-Bretagne d'autre part. Datée du 2 Mars 1841.

His Majesty The King of Prussia, on the one part, in His own Name, as well as in the Name of the other Powers, Members of the Association of Customs and Commerce existing in virtue of the Treaties of the 22. and 30. of March; and the 11. of May 1833., the 12. of May and 10. of December 1835., and 2. of January 1836., that is to say, Their Majesties The King of Bavaria, The King of Saxony, and the King of Wurtemberg, Their Royal Highnesses the Grand Duke of Baden, The Prince Electoral and Co-Regent of Hesse; The Grand Duke of Hesse and „bei Rhein“, the States forming the Customs and Commercial Union, called the States of Thuringia, — viz. His Royal Highness the Grand Duke of Saxe-Weimar-Eisenach, Their Serene Highnesses The Dukes of Saxe-Meiningen, Saxe-Altenburg and Saxe-Coburg-Gotha; the Princes of Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondershausen, of Reuss-Greiz, of Reuss-Schleitz, and of Reuss-Lobenstein and Ebersdorf; — His Serene Highness The Duke of Nassau, and the Free Town of Frankfurt; and Her Majesty The Queen of the United-Kingdom of Great-Britain and Ireland, on the other part, being equally animated by the desire of extending, as far as possible, the Commercial Relations between Their respective States, have agreed, for this purpose, to enter into a Convention of Commerce and Navigation; and have named Their respective Plenipotentiaries, that is to say — His Majesty The King of Prussia, in His

1841 tigten hierzu ernannt, nämlich — Seine Majestät der König von Preussen, sowohl für Sich als im Namen der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handels-Vereins, Allerhöchst Ihren Kammerherrn, Wirklichen Geheimen-Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Grossbritannischen Hofe, Heinrich Wilhelm Freiherrn von Bülow, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens erster Klasse, Grosskreuz des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-, des Kaiserlich Russischen St. Annen- und des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens, Ritter des heiligen Stanislaus 2. und des heiligen Wladimir 4. Klasse, Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken; und Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, den sehr achtbaren Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, Pair von Irland, Ihrer Grossbritannischen Majestät Rath im Geheimen Staatarathe, Grosskreuz des Königlichen Grossbritannischen Bath-Ordens, Mitglied des Parlaments und Ihrer Grossbritannischen Majestät Staatssekretair für die auswärtigen Angelegenheiten und den sehr achtbaren Henry Labouchere, Ihrer besagten Majestät Rath im Geheimen Staatarathe, Mitglied des Parlaments, Präsidenten des Geheimen Staataraths-Ausschusses für die Angelegenheiten des Handels und der Kolonien, Präsidenten der Münze, welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten gegenseitig mitgetheilt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über die nachfolgenden Artikel übereingekommen sind:

Art. I. In Erwägung, dass Britischen Schiffen gestattet ist, aus den Häfen aller Länder mit ihren Ladungen in die Häfen Preussens und der übrigen Staaten des vorbezeichneten Zollvereins einzulaufen; in Erwägung der Zugeständnisse, welche vermittelt der gegenwärtigen Konvention dem Britischen Handel hinsichtlich aller Staaten dieses Zollvereins gemacht worden sind; in Erwägung ferner der Leichtigkeit, mit welcher in Folge der Anwendung der Dampfkraft auf die Binnenschifffahrt die Beförderung von Gütern und Waaren aller Art sowohl stromauf-, als stromabwärts Statt findet; in Erwägung endlich der neuen Auswege, welche auf diese Weise dem Handel und der Schifffahrt zwischen dem vereinigten Königreiche und den über-

own name as well as in the name of the other Powers, 1841
Members of the Association of Customs and Commerce, the sieur Henry William, Baron de Bülow, Knight of the Order of the Red Eagle of the first Class of Prussia, Grand Cross of the Orders of Leopold of Austria, of St. Anne of Russia, and of the Guelphs of Hanover, Knight of the Order of St. Stanislaus, of the Second Class, and Knight of St. Wladimir of the Fourth Class, of Russia; Commander of the Order of the white Falcon of Saxe-Weimar; His Chamberlain, Actual Privy Councillor, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannic Majesty; — And Her Majesty The Queen of the United-Kingdom of Great-Britain and Ireland, The Right Honourable Henry, John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, a Member of Parliament, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; — and The Right Honourable Henry Labouchere, a Member of Her said Majesty's most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for the Affairs of Trade and Foreign Plantations, and Master of the Mint; — Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. In consideration of the circumstance that British Vessels are admitted, together with their Cargoes, to entry in the Ports of Prussia and of the other States of the aforementioned Union of Customs, when coming from the Ports of all Countries, and in consideration of the concessions stipulated in this present Convention for British Trade with all the States of this Union of Customs; — in consideration also of the facility which the application of Steam power to inland navigation affords for the conveyance of Produce and Merchandize of all Kinds up and down Rivers; and in consideration of the new opening which may by these means be given to the Trade and Navigation between the United Kingdom and the British Possessions abroad,

1841 seeischen Britischen Besitzungen einerseits und den gegenwärtig zum Zollvereine gehörigen Staaten, deren einige sich als natürlicher Auswege für ihren Handel solcher Häfen bedienen, welche nicht innerhalb ihres eigenen Gebietes liegen, andererseits eröffnet werden können, ist man übereingekommen, dass von und nach dem Tage der Auswechslung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages, Preussische Schiffe und die Schiffe der übrigen zu dem vorgedachten Zollvereine gehörigen Staaten nebst ihren Ladungen, sofern dieselben aus solchen Gütern bestehen, die gesetzlich von diesen Schiffen in das vereinigte Königreich und die auswärtigen Britischen Besitzungen aus den Häfen derjenigen Länder eingeführt werden dürfen, welchen dieselben angehören, — künftig, wenn solche Schiffe aus den Mündungen der Maas, der Ems, der Weser und der Elbe, oder aus den Mündungen irgend eines schiffbaren, zwischen der Elbe und der Maas liegenden Flusses kommen, welcher einen Verbindungsweg zwischen dem Meere und dem Gebiete irgend eines der Deutschen Staaten bildet, die an diesem Vertrage Theil nehmen, — in die Häfen des vereinigten Königreichs und der auswärtigen Britischen Besitzungen in eben so vollständiger und ausgedehnter Weise sollen zugelassen werden, als wenn die Häfen, aus denen diese Schiffe vorgedachtermassen kommen, sich innerhalb des Gebietes von Preussen oder eines andern der mehrgenannten Staaten befänden, auch diesen Schiffen gestattet seyn soll, die oben erwähnten Güter nur unter denselben Bedingungen einzuführen, wie dergleichen Güter aus den eigenen Häfen solcher Schiffe eingeführt werden dürfen. Auf gleiche Weise sollen diese Schiffe, wenn dieselben sich von Grossbritannien oder den Britischen Kolonialbesitzungen nach den oben näher bezeichneten Häfen und Plätzen begeben, eben so behandelt werden, als wenn dieselben nach einem Preussischen Ostseehafen zurückkehrten. Es versteht sich dabei jedoch, dass diese Vergünstigungen den Schiffen Preussens und der vorerwähnten Staaten nur in Bezug auf diejenigen der gedachten Häfen zugestanden werden können, in welchen man fortfahren wird, Britische Schiffe und deren Ladungen bei ihrer Ankunft und ihrem Abgange auf gleichen Fuss mit den Schiffen Preussens und der übrigen Vereinsstaaten zu stellen.

on the one hand, and the States now composing the 1841 Union of Customs, on the other, some of which States use as the natural outlet of their Commerce, Ports not within their own Dominions; — it is agreed that from and after the date of the exchange of the Ratifications of this present convention, Prussian Vessels, and the Vessels of the other States forming the said Union of Customs, together with their Cargoes consisting of all such Goods as can be legally imported into the United Kingdom and the British Possessions abroad by the said Vessels, from the Ports of the Countries to which they respectively belong, — shall, when coming from the Mouths of the Meuse, of the Ems, of the Weser, and of the Elbe, or from the Mouths of any navigable River lying between the Elbe and the Meuse, and forming the means of Communication between the Sea and the Territory of any of the German States which are Parties of this Treaty, — be admitted into the Ports of the United Kingdom and of the British Possessions abroad, in as full and ample a manner, as if the Ports from which such Vessels may have come as aforesaid, were within the Dominions of Prussia, or of any other of the States aforesaid, and such Vessels shall be permitted to import the Goods abovementioned upon the same terms on which the said Goods might be imported, if coming from the national Ports of such Vessels; and also that in like manner, such Vessels proceeding from Great-Britain and her Colonial-Possessions abroad to the Ports or Places thus referred to, shall be treated as if returning to a Prussian Baltic Port: — It being understood that these Privileges are to extend to the Vessels of Prussia and of the States aforesaid, and to their Cargoes, only in respect to each of the said Ports in which British Vessels and their Cargoes shall, upon their arrival thereat and departure therefrom, continue to be placed on the same footing as the Vessels of Prussia and of the other States of the Union.

1841 Art. II. Seine Majestät der König von Preussen willigt sowohl für Sich als im Namen der vorgedachten Staaten ein, den Handel und die Schifffahrt der Unterthanen Ihrer Grossbritannischen Majestät, hinsichtlich der Einfuhr von Zucker und Reis, in jeder Beziehung stets dem Handel und der Schifffahrt der meist begünstigten Nationen mit diesen Artikeln gleichzustellen.

Art. III. Für den Fall, dass andere Deutsche Staaten dem Deutschen Zollvereine beitreten sollten, wird hierdurch bestimmt, dass solche andere Staaten in alle Stipulationen des gegenwärtigen Vertrages eingeschlossen seyn sollen.

Art. IV. Die gegenwärtige Konvention soll bis zum 1. Januar 1842. in Kraft bleiben, und über diesen Zeitpunkt hinaus noch auf die Dauer von sechs Jahren; vorausgesetzt, dass keiner der hohen kontrahirenden Theile dem andern seine Absicht, die Wirkung des Vertrags am 1. Januar 1842. aufhören zu lassen, 6 Monate vor Ablauf dieses Termins erklärt hat, und vorausgesetzt, dass auch keiner der hohen kontrahirenden Theile dem andern seine Absicht, diesen Traktat am 1. Januar 1848. erlöschen zu lassen, 6 Monate vor dem Eintritte dieses Termins angezeigt hat, so soll die gegenwärtige Konvention bis zum 1. Januar 1854. und über diesen Zeitpunkt hinaus noch bis zum Ablauf eines Zeitraums von zwölf Monaten bestehen, nachdem die eine oder die andere der hohen kontrahirenden Mächte der anderen ihre Absicht, denselben aufzuheben, wird zu erkennen gegeben haben; indem eine jede der hohen kontrahirenden Mächte sich das Recht vorbehält, der anderen eine solche Erklärung zugehen zu lassen; wie denn auch hiermit zwischen ihnen festgesetzt wird, dass gegenwärtiger Vertrag mit allen darin enthaltenen Bestimmungen, nach dem Ablaufe von zwölf Monaten, von dem Zeitpunkte an gerechnet, wo die eine der hohen kontrahirenden Mächte jene Erklärung von Seiten der anderen Macht wird erhalten haben, für beide Mächte nicht mehr verbindlich seyn soll.

Art. V. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikations - Urkunden sollen binnen zwei Monaten nach dem Tage der Unterzeichnung, oder, wenn es seyn kann, noch früher zu London ausgewechselt werden.

Art. II. His Majesty The King of Prussia, in His 1841
own Name and in the Name of the States aforesaid,
agrees to place, always and in every way, the Trade
and Navigation of the Subjects of Her Britannic Maje-
sty, in respect to the importation of Sugar and Rice,
upon the same footing as that of the most favoured
Nations.

Art. III. In the event, of other German States
joining the Germanic Union of Customs, it is hereby
agreed that such other States shall be included in all
the stipulations of the present Convention.

Art. IV. The present Convention shall be in force
until the 1. of January 1842; and further, for the term
of Six Years; provided neither of the High Contracting
Parties shall have given to the other Six Months pre-
vious notice that the same shall cease to be in force
on the said 1. of January 1842; and if neither Party
shall have given to the other Six Months previous no-
tice that the present Convention shall cease on the 1.
day of January 1848, then the present Convention
shall further remain in force until the 1. day of Ja-
nuary 1854; and further, until the end of Twelve
Months after either of the High Contracting Parties
shall have given notice to the other of it's intention to
terminate the same; — Each of The High Contracting
Parties reserving to Itself the right of giving such no-
tice to the other. — And it is hereby agreed between
Them, that at the expiration of Twelve Months after
such notice shall have been received by either Party
from the other, this Convention, and all the provi-
sions thereof shall altogether cease and determine.

Art. V. The present Convention shall be ratified,
and the Ratifications thereof shall be exchanged at Lon-
don at the expiration of Two Months, or sooner if
possible.

1841 · Zur Urkunde dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten denselben, unter Beifügung ihrer respektiven Siegel, unterzeichnet.

Geschehen zu London, den zweiten März Ein Tausend acht Hundert und ein und Vierzig.

(L. S.) Bülow.

Die Ratifikations-Urkunden des vorstehenden Vertrages, welche von Sr. Majestät dem Könige von Preussen unter dem 12. und von Ihrer Majestät der Köni-

Transactions dans le corps législatif de la ville libre de Francfort, relatives à la convention qui précède.

Der Senat der freien Stadt Frankfurt legte der gesetzgebenden Versammlung in deren Sitzung v. 24. April 1841 eine am 2. März desselben Jahrs abgeschlossene Handels- und Schiffahrts-Convention zwischen den Staaten des Zollvereins und Grossbritannien vor und begleitete diese Vorlage mit folgendem Vortrage:

„Zwischen Preussen und Grossbritannien hat bisher ein Schiffahrtsvertrag bestanden, demzufolge auf den Grund der Reciprocität die aus preussischen Häfen kommenden preussischen Schiffe und deren Ladungen in den Häfen des vereinigten Königreichs den englischen Schiffen und deren Ladungen gleich behandelt, auch die aus preussischen Häfen kommenden preussischen Schiffe in den britischen Colonien zugelassen wurden. Auf preussische Schiffe, welche aus nicht preussischen Häfen kamen, hatten diese vertragsmässigen Begünstigungen keine Anwendung, und da nach der britischen Seegesetzgebung manche Naturproducte und Handelsgüter in den Häfen von Grossbritannien nur auf englischen Schiffen oder auf Schiffen des Landes, aus welchem sie ausgeführt werden, zum Verbrauch eingeführt werden dürfen, so unterlag der Schiffahrtsverkehr auf preussischen Schiffen auch in dieser Hinsicht wesentlichen Beschränkungen. So konnten z. B. Producte und Güter der fraglichen Art aus Rotterdam, Hamburg und Bremen nur dann auf preussischen Schif-

In Witness whereof the respective Plenipotentiaries 1841
have signed the same and have affixed thereto the
Seals of their Arms.

Done at London, the second day of March, in the
Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and
Forty One.

(L. S.) PALMERSTON. (L. S.) H. LABOUCHERE.

gin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und
Irland unter dem 20. April d. J. vollzogen worden,
sind am 26. April d. J. zu London ausgewechselt worden.

sen nach Grossbritannien verführt werden, wenn ihr
preussischer Ursprung nachgewiesen wurde. Um diese
Schiffahrts - Hindernisse zu beseitigen, hat Preussen
Verhandlungen mit Grossbritannien eingeleitet, und zwar
nicht allein für sich, sondern auch Namens des Zoll-
vereins. In Folge derselben ist zwischen der königl.
preussischen und grossbritannischen Regierung der ab-
schriftlich beiliegende Vertrag *salva ratificatione* abge-
schlossen worden. Nach dessen erstem Artikel sollen
preussische Schiffe und die Schiffe der übrigen zu dem
Zollverein gehörigen Staaten nebst ihren Ladungen,
sofern dieselben aus solchen Gütern bestehen, die ge-
setzlich von diesen Schiffen in das vereinigte König-
reich und dessen Colonien aus den Häfen derjenigen
Länder eingeführt werden dürfen, welchen dieselben
angehören, künftig, wenn solche Schiffe aus den Män-
dungen der Maas, der Ems, der Weser und der Elbe, oder
aus den Mündungen irgend eines schiffbaren, zwischen
der Maas und der Elbe liegenden Flusses kommen, wel-
cher einen Verbindungsweg zwischen dem Meere und dem
Gebiet eines der Zollvereinsstaaten bildet — in die
Häfen von Grossbritannien und dessen Colonien in
eben so vollständiger und ausgedehnter Weise zugelassen
werden, als wenn die Häfen, aus denen diese Schiffe
vorgedachter Maassen kommen, sich innerhalb des Ge-
biets von Preussen oder eines der Zollvereinsstaaten be-
fänden; auch soll diesen Schiffen gestattet seyn, die
oben erwähnten Güter unter denselben Bedingungen
einzuführen, wie dergleichen Güter aus den eigenen
Häfen solcher Schiffe eingeführt werden dürfen. Hier-
nach werden in Zukunft Güter, welche überhaupt auf
preussischen Schiffen zum Verbrauch nach Grossbritan-

1841 nien oder dessen Colonien bisher alsdann eingeführt werden durften, wenn die preussischen Schiffe aus preussischen Häfen kamen, auch in dem Fall auf preussischen Schiffen oder auf Schiffen eines andern Zollvereinsstaats zum Verbrauch nach England und dessen Colonien eingeführt werden dürfen, wenn die Verschiffung aus einem andern der bezeichneten Nordseehäfen erfolgt. Es wird also z. B. den preussischen oder Zollvereinschiffen gestattet seyn, in Zukunft auch solche Güter aus Rotterdam zum Verbrauch nach Grossbritannien zu verföhren, welche bisher dorthier nur auf holländischen oder englischen Schiffen eingeführt werden durften, und zwar unter denselben Bedingungen, als ob die Schiffe aus Häfen ihres eigenen Landes kämen. Es bestimmt der erste Artikel des Vertrags ferner, dass diese Schiffe, wenn dieselben sich von Grossbritannien oder den brittischen Colonialbesitzungen nach den oben näher bezeichneten Häfen und Plätzen begeben, eben so behandelt werden sollen, als wenn dieselben nach einem preussischen Ostseehafen zurückkehren. Endlich enthält der Artikel den aus der Natur der Sache fliessenden Vorbehalt, dass diese Vergünstigungen den Schiffen Preussens und der Zollvereinsstaaten nur in Bezug auf diejenigen Häfen zugestanden werden können, in welchen man fortfahren wird, britische Schiffe und deren Ladungen auf gleichen Fuss mit den Schiffen Preussens und der übrigen Zollvereinsstaaten zu stellen. Würden nämlich z. B. die preussischen Schiffe in Bremen günstiger behandelt, wie die englischen Schiffe, so würden die preussischen Schiffe die englischen Schiffe von der Fahrt zwischen England und Bremen möglicherweise verdrängen können; wenn sie dessen ungeachtet bei ihrer Fahrt zwischen Bremen und England vertragsmässig so behandelt würden, als ob sie aus einem preussischen Hafen ausgelaufen wären, in welchem die englischen Schiffe gleiche Begünstigungen wie die preussischen genossen. In dem zweiten Artikel des Vertrags wird als Gegenleistung für den durch den Artikel 1 der preussischen Schifffahrt zugestandenen Begünstigung die Zusicherung ertheilt, dass der Handel und die Schifffahrt der Unterthanen von Grossbritannien, hinsichtlich der Einfuhr von Zucker und Reis, in jeder Beziehung stets dem Handel und der Schifffahrt der meist begünstigten Na-

tionen mit diesen Artikeln gleichgestellt werden sollen. 1841 Diese Gegenleistung ist um so unbedenklicher, als der zwischen dem Zollverein und den Niederlanden am 21. Jan. 1839 abgeschlossene Vertrag, wodurch den Niederlanden hinsichtlich der beiden genannten Artikel Begünstigungen zugestanden worden sind, mit Ende dieses Jahrs seine Endschaft erreichen wird, indem derselbe aufgekündigt worden ist, und als ferner diese Begünstigungen Grossbritannien auch jetzt schon zu gut kommen, wenn der Zucker entweder über niederländische Häfen oder über die nördliche Gränze des Zollvereins bis Memel, und wenn der Reis über niederländische Häfen eingeht. Diesen Erläuterungen ist nur noch anzufügen, dass, wenn auch für Frankfurt kein unmittelbares Interesse bei dem fraglichen Vertragsabschluss vorwaltet, derselbe dennoch als erster Schritt einer commerciellen Annäherung zwischen Grossbritannien und dem Zollverein nicht ohne Wichtigkeit für hiesige freie Stadt ist. Der Senat wird daher nach Maassgabe der einschlagenden Bestimmungen der Zollvereinsverträge Namens hiesiger freien Stadt dem vorliegenden Vertrag die Genehmigung ertheilen, sobald er der verfassungsmässigen Zustimmung der gesetzgebenden Versammlung versichert ist, und trägt daher darauf an, die gesetzgebende Versammlung wolle demselben ihre Sanction ertheilen." Die gesetzgebende Versammlung ertheilte ohne Discussion der dem Senatsvortrage abschriftlich beigefügten Handels- und Schifffahrtsconvention die verfassungsmässige Sanction.

8.

Convention entre les Royaumes de Prusse et de Saxe sur la protection réciproque des étiquettes des marchandises.

Publication officielle du gouvernement Prussien du
3 Mars 1841.

Gemäss dem §. 4. des Königlich Preussischen Gesetzes vom 4. Juli 1840., betreffend den Schutz der

1841 Waarenbezeichnungen, sollen die Bestimmungen der §§. 1 und 2. dieses Gesetzes auch zu Gunsten der Unterthanen derjenigen fremden Staaten in Anwendung gebracht werden, mit welchen wegen der deshalb zu beobachtenden Reciprocität Uebereinkunft getroffen worden ist. Nachdem nunmehr die Königl. Preussische und die Königlich Sächsische Regierung unter sich übereingekommen sind, gegenseitig ihre beiderseitigen Unterthanen in dem gesetzlichen Schutze der Waarenbezeichnungen einander gleich zu stellen und zu behandeln, so wird hierdurch Seitens des unterzeichneten Königlich Preussischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten noch besonders und ausdrücklich erklärt, dass die Bestimmungen der §§. 1. und 2. des erwähnten Gesetzes vom 4. Juli 1840. auch zum Schutze der Königlich Sächsischen Unterthanen in der gesammten Königlich Preussischen Monarchie Anwendung finden sollen.

Hierüber ist Königlich Preussischer Seits die gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt, und solche mit dem Königlichen Insigne versehen worden.

Berlin, den 12. Februar 1841.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine entsprechende Erklärung der Königlich Sächsischen Regierung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 3. März 1841.

Das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

9.

Arrêté du gouverneur-général de l'Algérie du 6 Mars 1841, relatif au commerce avec les tribus arabes.

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.

Nous, lieutenant-général, gouverneur-général de l'Algérie,

Vu l'arrêté du 27 novembre 1834;

1841

Vu l'ordonnance du 11 novembre 1835;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'article 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834;

Attendu l'urgence;

Sur le rapport du directeur des finances;

Le conseil d'administration entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. 1er. Le commerce d'importation et d'exportation est interdit, soit par mer, soit par terre, avec toutes les tribus arabes et kabayles qui sont en guerre avec le gouvernement français ou avec les tribus alliées à la France.

2. Les tribus qui, se détachant du parti ennemi, auront fait alliance avec le gouvernement français et obtenu sa protection, seront immédiatement admises à jouir de tous les avantages du commerce, conformément aux lois et arrêtés.

3. Les contraventions à l'article 1er seront punies d'après les articles 3 et 4 de la loi du 21 septembre 1793, de la confiscation de tous les moyens de transport, et de 3000 fr. d'amende, solidairement et par corps, contre les propriétaires, consignataires et tous autres chargés du transport, de la conduite ou de la vente des marchandises.

4. Les marchandises saisies, les moyens de transport et les personnes désignées en l'article précédent, seront conduits au bureau de douane le plus voisin du lieu de la saisie, et il sera rédigé procès-verbal, sur le rapport des saisisans.

5. Le directeur des finances et les chefs militaires sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Alger, le 6 mars 1841.

Signé: BUGEAUD.

10.

*Convention entre les Grandduchés
de Hesse et de Bade, concernant la
persécution réciproque des malfai-
teurs sur leurs territoires respectifs.
Publiée à Darmstadt, le 12 Mars
1841.*

Grossherzogl. Hessisches Regierungsblatt. Jahrg. 1841.)

Bekanntmachung,

die Verfolgung von Verbrechern etc. auf fremdem Staats-
gebiete, insbesondere eine desfalls mit dem Grossher-
zogthum Baden abgeschlossene Uebereinkunft betreffend.

Nachdem die nachstehende Erklärung:

In Folge höchster Ermächtigung Seiner Königlichen
Hoheit des Grossherzogs von Hessen stellt das unter-
zeichnete Ministerium folgende förmliche Erklärung aus:

Art. 1. Nachdem die beiden contrahirenden Regie-
rungen übereingekommen sind, das Recht der oben er-
wähnten Nachteile über die Landesgrenze hinaus gegen-
seitig zu gestatten; so sollen die mit der Handhabung
der öffentlichen Sicherheit beauftragten Grossherzoglich
Badischen Polizei- oder Gerichts-Behörden, sowie de-
ren hierzu nach den Grossherzoglich Badischen Ge-
setzen befugten Organe, ermächtigt seyn, flüchtige Ver-
brecher und andere der öffentlichen Sicherheit gefähr-
liche Personen über die Grossherzoglich Hessische Lan-
desgrenze, ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke,
zu verfolgen und innerhalb derselben zu verhaften, je-
doch mit der Verbindlichkeit, den Arretirten unver-
züglich der nächsten Grossherzoglich Hessischen Poli-
zei- oder Justizbehörde abzuliefern, in deren Bezirk
die Verhaftung erfolgt. Letztere wird denselben, falls
er kein Grossherzoglich Hessischer Unterthan ist, auf
gestellte Requisition der betreffenden Grossherzoglich
Badischen Behörde unverzüglich ausliefern.

Art. 2. Im Falle hierbei eine Haussuchung auf Gross-
herzoglich Hessischem Gebiete nothwendig wird, hat der

verfolgende Grossherzoglich Badische Officiant sich zu 1841 dem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde oder Orts-Polizeibeamten zu wenden und diesen zur Vornahme der Visitation in seiner Gegenwart aufzufordern. Derselbe hat den hierbei aufgefundenen Verfolgten in sichere Verwahrung bringen zu lassen, auch über eine solche Haussuchung sogleich ein Protokoll aufzunehmen und weder für dieses noch für jene eine Belohnung zu empfangen. Die eine Ausfertigung des Protokolls ist alsbald dem requirirenden Officianten einzuhändigen, eine zweite Ausfertigung aber dem Untergerichte des Bezirks zu übersenden, bei Vermeidung einer Dienstordnungs-Strafe von Einem bis Fünf Gulden für denjenigen Orts-Vorstand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Zugleich soll auch den zur Nacheile Berechtigten die Ueberwachung des Hauses, worin sich der Geflüchtete befindet, bis zur Herbeikunft des Orts-Vorstandes oder Orts-Polizeibeamten, gestattet seyn.

Art. 3. Es wird jedoch in obigen Fällen vorausgesetzt, dass der verfolgende Officiant zu seiner Legitimation mit einem schriftlichen Vorweise versehen seyn müsse, wenn ihn nicht schon seine Dienstkleidung kenntlich macht.

Diese Erklärung soll gegen eine gleichlautende von Seiten der Grossherzoglich Badischen Staatsregierung gegen das Grossherzogthum Hessen auszustellende ausgewechselt, und sobald dies geschehen ist, das Nöthige wegen gehöriger Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten auf die gewöhnliche Weise verfügt, auch auf die genaueste Befolgung von den beiderseitigen Gerichts-, Polizei- und andern Behörden mit gebührender Strenge gehalten werden.

Darmstadt den 5. Februar 1841.

Grossherzogl. Hess. Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

(L. S.)

(unterz.) DU THIL.

Nachdem hiergegen eine entsprechende Erklärung des Grossherzoglich Badischen Ministeriums des Grossherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden und somit die darin enthaltene Uebereinkunft zwischen beiden Staaten abgeschlossen

26 *Loi publiée en Grèce contre le commerce*

1841 ist; so wird dieses zur Wissenschaft und Nachachtung im Grossherzogthum Hessen hiermit bekannt gemacht.

Darmstadt den 12. März 1841.

Grossherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

V. BREIDENBACH.

11.

Loi publiée en Grèce contre le commerce des esclaves, en date d'Athènes, le 13 Mars 1841.

Othon, etc.

Dans l'intention de régler définitivement et de rendre, par une pénalité spéciale, plus efficace la prohibition du commerce des esclaves (la traite), que réprouve la philanthropie, sur la proposition de notre ministre des affaires étrangères, et ayant entendu l'opinion de notre conseil d'état, avons décidé et ordonnons:

Art. 1er. Le commerce des esclaves, connu sous le nom de *la traite*, continuera d'être défendu à tous nos sujets.

2. Quiconque transgressera cette défense sera puni, si, selon le Code pénal, il est considéré comme coupable, de dix ans à quinze ans de travaux forcés, et, s'il n'est que complice, de la peine portée par l'art. 71 du Code pénal; s'il n'y a eu qu'une simple tentative d'effectuée, seront appliquées les dispositions du même code, relatives aux tentatives.

3. Quant à tout bâtiment hellénique sur lequel serait effectué, soit un transport, soit une tentative de transport d'esclaves destinés au commerce de la traite, le capitaine et tout l'équipage seront condamnés, s'ils ont sciemment contribué à ce transport, le premier, aux peines portées par le précédent art. 2 contre les coupables au premier chef, peines qui, en cas de simple tentative, seront modifiées aux termes de la loi pénale, relatifs aux simples tentatives, et en outre il sera éternellement privé du droit de commander un bâtiment; les gens composant l'équipage, s'ils ne se sont

rendus coupables au premier chef, seront condamnés 1841 aux peines portées contre les complices qui, en cas de simple tentative, seront aussi modifiées selon les termes de la loi pénale relatifs aux tentatives.

4. Seront exempts pourtant des peines portées par le précédent art. 3, les gens de l'équipage, le capitaine excepté, qui, avant le départ du navire, seraient connaître au consul hellénique, ou, en l'absence de celui-ci, au consul d'une des puissances qui réprouvent le commerce de la traite, toutes les circonstances de la transgression aux défenses ci-dessus dont ils auraient connaissance. Si les gens de l'équipage prouvent qu'il ne leur a pas été possible de faire leur dénonciation dans le port d'où le navire est parti, ils seront exemptés de la condamnation en dénouçant la transgression au commandant du premier bâtiment de guerre qui visiterait le navire faisant la traite, ou à l'autorité consulaire dans le premier port où aborderait le navire. Dans ce dernier cas, la dénonciation ne pourra être prise en considération si elle n'a eu lieu qu'après le débarquement et la livraison des esclaves, tandis qu'il serait prouvé qu'elle aurait pu avoir lieu au paravant. Les gens de l'équipage, en faisant cette dénonciation, seront dégagés, d'une part, de toutes leurs obligations envers le capitaine, et, d'autre part, conserveront le droit de recevoir de ce dernier la solde convenue comme si le voyage avait été entièrement achevé; en outre, le capitaine sera tenu de leur fournir les frais de leur retour en Grèce. Nos consuls sont en devoir de leur fournir à cet effet aide et protection.

5. Le propriétaire du navire, si le transport des esclaves a eu lieu de son consentement, outre les peines portées par le précédent art. 2, sera déclaré incapable de commander un navire.

6. Quant à tout navire qui aura transporté des esclaves, s'il n'est pas prouvé que le transport avait pour but la mise en liberté des esclaves, le capitaine sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, et les matelots d'un emprisonnement de six mois à deux ans. Le propriétaire du navire, si le transport des esclaves a eu lieu, lui en ayant connaissance, sera puni des mêmes peines que le capitaine. Les gens de l'équipage qui, aux termes et dans le délai désignés au précédent art. 4, dénonceront le transport aux autorités compé-

1841 tentes, seront exempts de toute peine et auront droit aux avantages mentionnés au même article.

7. Les crimes et délits commis contre les esclaves, sur le navire, seront punis aux termes de la loi pénale.

8. Les consuls, vice-consuls et agens consulaires helléniques, pour l'exécution des dispositions de la présente loi, sont considérés comme juges instructeurs et ont le droit de commencer et de poursuivre l'instruction, sans qu'il soit besoin de l'ordre préalable des procureurs du roi.

9. L'autorité à laquelle est dénoncé le commerce ou le transport des esclaves, ou qui en aura connaissance par tout autre moyen, est tenue, si c'est une autorité hellénique, et est en droit, si c'est une autorité étrangère, de mettre sur-le-champ les esclaves en liberté.

10. Nos ministres de la justice et de la marine sont chargés de la publication et de l'exécution de la présente loi.

Athènes, le $\frac{1}{13}$ mars 1841.

Signé: ΟΥΘΟΝ.

12.

Publication du Ministère de la Hesse-électorale, datée du 31 Mars 1841, concernant l'arrangement fait avec le Royaume de Hanovre sur la restitution des frais judiciaires occasionnés par les délits de douane.

(Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. Jahr 1841. Nr. IV. März.)

Ausschreiben der Ministerien des Aeussern und der Justiz,

vom 31. März 1841,

betreffend die mit dem Königreiche Hannover getroffene Uebereinkunft über die Erstattung der Gerichtskosten in Zoll- und Strafsachen.

Mit Höchster Genehmigung Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten ist die durch das Ausschrei-

ben des Justiz - Ministeriums vom 8ten November 1834 ¹⁸⁴¹
verkündigte Uebereinkunft mit dem Königreiche Han-
nover über Erstattung der Gerichtskosten in Polizei-
Strafsachen auch auf Zollstrafsachen ausgedehnt wor-
den, wonach Alle, die es angehet, sich zu achten
haben.

Cassel am 31sten März 1841.

Kurfürstliches Ministerium	
des Aeussern :	der Justiz :
STUBER.	MACKELDEY.

13.

*Déclaration réciproque de commerce
et de navigation entre S. M. le Roi
de Danemarc et S. A. R. le Grand-
Duc d'Oldenbourg, signé à Copen-
hague et à Oldenbourg, le 31 mars
1841.*

S. M. le Roi de Danemarc et S. A. R. le Grand-
Duc d'Oldenbourg, également animés du désir d'éten-
dre et de favoriser les relations commerciales entre
leurs Etats et sujets respectifs, ont fait arrêter et con-
clu, à cet effet, les articles suivans:

Art. 1er. Les hautes parties contractantes convien-
nent d'accorder réciproquement aux sujets respectifs
qui feront le commerce dans l'un ou l'autre pays, ou
qui y séjourneront, aussi long-temps qu'ils se soumet-
tront aux lois et ordonnances du lieu, tous les avan-
tages, immunités et faveurs, tant pour leurs personnes
et effets que pour leurs expéditions commerciales, que
ceux qui sont ou qui seront concédés aux individus
des nations les plus favorisées par les traités de com-
merce conclus par l'une ou l'autre des hautes parties
contractantes avec d'autres puissances.

2. Les bâtimens et embarcations respectifs, de quelle
capacité ou construction que ce soit, qui arrivent dans
les ports de l'une ou de l'autre des hautes parties con-
tractantes, sur lest ou chargés, seront traités, tant à
leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que
les bâtimens nationaux par rapport aux droits de port,

1841 de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à l'État, aux villes ou à des établissemens particuliers quelconques. Il est expressément stipulé que les bâtimens danois qui entreront dans le Weser ou la Yahde, jouiront de tous les avantages ou faveurs accordés aux vaisseaux d'Oldenbourg.

3. Toutes les marchandises et tous les objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des États respectifs, soit de tout autre pays dont l'importation ou l'exportation est permise aux bâtimens nationaux de l'une des hautes parties contractantes, pourront être également importés ou exportés dans les bâtimens de l'autre, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, sans être assujettis à des droits d'entrée ou de sortie plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises et objets avaient été importés ou exportés dans des bâtimens nationaux.

4. Il ne sera donné, ni directement, préférence quelconque à l'achat d'aucune marchandise en considération de la nationalité du navire qui serait entré avec sa cargaison légalement permise dans un port de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, leur intention étant qu'aucune différence n'ait lieu à cet égard.

5. Quoique le commerce des colonies de S. M. le roi de Danemarck y compris, les îles Ferro, l'Islande et le Groënland, soit soumis à des réglemens particuliers auxquels les dispositions générales de la présente déclaration ne sauraient s'appliquer, il est cependant convenu que les navires et les commerçans oldenbourgeois y jouiront, tant que la présente déclaration restera en vigueur, de la même liberté de commerce et de navigation et des mêmes avantages dont jouit actuellement ou dont jouira à l'avenir toute autre nation favorisée.

6. Au passage du Sund et des Belts, les navires oldenbourgeois et leurs cargaisons ne paieront des droits plus élevés ou autres que ceux qui sont ou seront payés par les nations les plus favorisées.

7. Seront considérés comme bâtimens danois ou oldenbourgeois, ceux qui naviguent sous le pavillon de leur pays et qui sont munis des papiers de bord et

certificats voulus par les législations des Etats respectifs pour constater la nationalité. 1841

8. La présente déclaration sera en vigueur à compter du jour de l'échange des ratifications, pendant dix années, et même au-delà de cette époque, à moins qu'ensuite l'une ou l'autre des hautes parties contractantes ne déclare explicitement l'intention d'en faire cesser l'effet : en ce cas, elle restera encore obligatoire jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle faite par l'une des puissances à l'autre, pour qu'elle soit annulée.

9. Le présente déclaration sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Hambourg*).

Oldenbourg, ce 31 mars 1841.

(L. S.) **EX BERG.**

(L. S.) **KRABBE-CARISIUS.**

14.

Traité entre la Prusse, le Royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick, sur la construction d'une route de fer de Magdebourg à Minden par Brunswick et Hanovre, Signé à Berlin, 10 Avril 1841.

Da Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Hannover und Seine Durchlaucht der Herzog zu Braunschweig und Lüneburg die Absicht haben, Allerhöchst und Höchst Ihre Gebiete durch eine Eisenbahn, welche sich an die von der Königlich Preussischen Regierung bereits genehmigten Bahnlinien anschliessen soll, in nähere Verbindung zu bringen, so sind zur Feststellung der dadurch entstehenden, eine gemeinschaftliche Uebereinkunft erfordernden Verhältnisse, zu Bevollmächtigten ernannt:

von Seiner Majestät dem Könige von Preussen:

Allerhöchst Ihr Geheimer Ober - Finanzrath Adolph

*) Les ratifications ont été échangées à Hambourg, le 9 avril 1841.

1841 Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 3ter Klasse mit der Schleife, des Königlich Bayerischen Civil-Verdienstordens der Krone, des Königlich Hannoverschen Guelphenordens und des Königlich Württembergischen Ordens der Krone;

Allerhöchst Ihr Geheimer Ober-Finanzrath Adolph von Pommer Esche, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 4ter Klasse, Kommandeur des Herzoglich Anhaltischen Gesamt-Hausordens Albrecht des Bären,
und

Allerhöchst Ihr Geheimer Legationsrath Carl Ludwig Gustav Borck, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 3ter Klasse mit der Schleife, des Kaiserlich Russischen St. Stanislausordens 2ter Klasse, des Königlich Französischen Ordens der Ehrenlegion und des Königlich Hannoverschen Guelphenordens;

von Seiner Majestät dem Könige von Hannover:

Allerhöchst Ihr Kammer-Konsulent Friedrich Ernst Witte, Ritter des Grossherzoglich Oldenburgischen Haus- und Verdienstordens;
und

von Seiner Durchlaucht dem Herzoge zu Braunschweig und Lüneburg:
Höchst Ihr Finanz-Direktor und Geheimer Legationsrath August Philipp Christian Theodor v. Amsberg, Kommandeur 2ter Klasse des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrich des Löwen, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 2ter Klasse, Kommandeur des Königlich Hannoverschen Guelphen- und des Kurhessischen goldenen Löwen-Ordens, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienstordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,
und

Höchst Ihr Minister-Resident am Königlich Preussischen Hofe, der Oberst-Lieutenant und Kammerherr Otto Wilhelm Karl v. Roeder, Komthur 2ter Klasse des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrich des Löwen, Komthur 1ster Klasse des Herzoglich Sächsischen Ernestinischen Hausordens, Komthur des

Königlich Belgischen Leopoldsordens, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 3ter Klasse und des Königlich Bayerischen Civil-Verdienstordens, welche nach vorhergegangener Verhandlung über folgende Punkte übereingekommen sind:

Art. 1. Die Königlich Preussische, die Königlich Hannoversche und die Herzoglich Braunschweigische Regierung verpflichten sich, innerhalb ihres Gebiets die Errichtung einer Eisenbahn von Magdeburg über Oschersleben nach Braunschweig, Hannover und Minden zu gestatten.

Zwischen den oben genannten Orten soll die Bahn in einer ununterbrochenen so geraden Richtung geführt werden, als es die Territorial-, Terrain- und Verkehrsverhältnisse irgend zulassen.

Art. 2. Da die im Artikel 1. bezeichnete Eisenbahn ein zusammenhängendes Ganzes bilden soll, so machen die hohen kontrahirenden Regierungen sich verbindlich, die Spurweite für diese Bahn mit der auf den Preussischen Eisenbahnen angenommenen von 4 Fuss 8½ Zoll Englisch im Lichten der Schienen, in Uebereinstimmung zu bringen und zu erhalten.

Art. 3. Es bleibt einer jeden der hohen kontrahirenden Regierungen überlassen, innerhalb ihres Gebietes die Ausführung der Bahn entweder selbst zu übernehmen oder eine Gesellschaft von Privatunternehmern dafür zu konzessioniren, in welchem letztern Falle den konzessionirten Gesellschaften dieselben allgemeinen Erleichterungen zu Theil werden sollen, welche die in den resp. Staaten bereits bestehenden oder künftig zu erlassenden Verordnungen anderen Eisenbahn-Unternehmungen einräumen. Von den solchergestalt ertheilten Konzessionen werden die hohen kontrahirenden Regierungen sich gegenseitig Mittheilung machen.

Art. 4. Die hohen kontrahirenden Regierungen werden dahin sehen, dass die Regulirung der Fahrten auf eine dem Zwecke möglichst entsprechende Weise geschieht. Insbesondere wollen dieselben durch nähere Verständigung zu erreichen suchen, dass täglich wenigstens ein Mal die Fahrten auf den von verschiedenen Unternehmern angelegten Eisenbahnen ineinandergreifen.

Art. 5. Zwischen den gegenseitigen Unterthanen soll sowohl bei Feststellung der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung kein Unterschied gemacht wer-

1841 den; haneutlich sollen die aus dem Gebiete des einen Staats in das Gebiet des andern Staats übergehenden Transporte weder in Beziehung auf die Abfertigung, noch rücksichtlich der Beförderungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus den betreffenden Staaten abgehenden oder darin verbleibenden.

Art. 6. Damit die Benutzung der Eisenbahn zum Waarentransporte befördert werde, wollen die hohen kontrahirenden Regierungen, sobald es thunlich seyn wird, in Unterhandlung treten, um zu einer Vereinbarung über eine solche gegenseitige Ermässigung der Durchgangs-Abgaben zu gelangen, dass dadurch die Waarendurchfuhr durch das Gebiet der kontrahirenden Staaten möglichst erleichtert wird.

Art. 7. Um den Aufenthalt zu beseitigen, welcher entstehen würde, wenn in jedem der drei kontrahirenden Staaten die zur Befahrung der Eisenbahn dienenden Wagen und die auf denselben zu transportirenden Waaren und Effekten den über Deklaration, Revision und sonstige Abfertigung der ein- und ausgehenden Waaren bestehenden zoll- resp. steuergesetzlichen Vorschriften an der Grenze unterworfen werden sollten, sind die hohen kontrahirenden Regierungen übereingekommen, durch entsprechende und übereinstimmend zu treffende Anordnungen, insbesondere durch gleichmässige Bestimmungen über die Verladung und den Verschluss der auf der Eisenbahn zu befördernden Gegenstände, so wie durch Einrichtung einer Begleitung der eingehenden Wagenzüge von der Grenze ab bis zu einem zur Vornahme der zollamtlichen Abfertigung geeigneten Orte im Innern und umgekehrt, so weit nöthig, der ausgehenden Wagenzüge von einem solchen Orte bis zur Grenze durch Zoll- und Steuerbeamte die Anwendung eines erleichternden Verfahrens möglich zu machen, durch welches der oben erwähnte Zweck erreicht werden kann, ohne das Interesse der gegenseitigen Zoll- und Steuerverwaltungen zu gefährden.

Die deshalb anzuordnenden speziellen Maassregeln bleiben einer besonderen Uebereinkunft vorbehalten.

Art. 8. Die Königlich Preussische, die Königlich Hannoverische und die Herzoglich Braunschweigische Regierung verpflichten sich, bei Mobilmachungen und ausserordentlichen Truppenbewegungen Anstalten zu treffen und resp. die Eisenbahn-Unternehmer dazu an-

zuhalten, dass für die auf der Eisenbahn zwischen 1841 Magdeburg und Minden zu befördernden Transporte von Truppen, Waffen, Kriegs- und Verpflegungsbedürfnissen und Militaireffekten aller Art auch ausserordentliche Fahrten eingerichtet und für dergleichen Transporte nicht blos die unter gewöhnlichen Umständen bei Fahrten zur Anwendung kommenden, sondern auch die sonst noch vorhandenen Transportmittel benutzt werden.

Den Militärverwaltungen der kontrahirenden Staaten wird gegenseitig die Befugniss vorbehalten, sich zu dergleichen Transporten eigener Transport- oder eigener Dampfswagen zu bedienen. In solchen Fällen wird an die Eisenbahn-Unternehmer ausser der Erstattung der Feuerungskosten nur ein mässiges Bahngeld, so wie eine Vergütung für die etwaige Benutzung der Transportmittel der Eisenbahn-Unternehmung gewährt.

Auch wollen die hohen kontrahirenden Regierungen darauf hinwirken, dass von den Eisenbahn-Unternehmern eine Anzahl von Transportfahrzeugen so eingerichtet wird, um nöthigen Falls auch zum Transport von Pferden benutzt werden zu können.

Rücksichtlich der Beförderungspreise für Truppen, Waffen, Kriegs- und Verpflegungsbedürfnisse, so wie Militaireffekten jeglicher Art, soll kein Unterschied zwischen den resp. Regierungen gemacht und von keiner derselben ein höherer Preis gefordert werden, als derjenige, welchen die betreffende Regierung für ihre eigene Transporte der gedachten Art an die Unternehmer der in Ihrem Gebiete belegenden Bahnstrecke zu entrichten hat.

Die den resp. Regierungen eigenthümlich gehörigen Militaireffekten, welche auf der Eisenbahn befördert werden sollen, bleiben von der Entrichtung der Durchgangs-Abgaben befreit. Dergleichen Transporte müssen jedoch zu dem Behufe entweder unter militärischer Begleitung gehen, oder mit einem Passe der absenden- den Militärbehörden versehen seyn.

Art. 9. Die Bestimmungen in den zwischen der Königlich Preussischen und Herzoglich Braunschweigischen General-Postverwaltungen bestehenden Verträgen, welche auf den Transit der Königlich Preussischen Reit-, Fahr- und Schnellpost-Sendungen durch das Königlich Hannoversche und durch das Herzoglich

1841 Braunschweigische Gebiet Bezug haben, werden nach Eröffnung einer Eisenbahn-Anlage zwischen Magdeburg und Minden über Braunschweig und Hannover in soweit aufgehoben, als der besagte Transit auf den bisherigen Postrouten und durch die bisherigen Transportmittel entbehrlich wird. Statt dieser Bestimmungen kommen dann folgende zur Anwendung.

a) Die Königlich Hannoversche und die Herzoglich Braunschweigische Regierung werden den Preussischen Brief-, Geld- und Paketsendungen jeglicher Art, welche, den bestehenden Gesetzen gemäss, von der Königlich Preussischen General-Postverwaltung befördert werden, auf der Eisenbahn zwischen Magdeburg und Minden von einer Preussischen Grenzstation bis zur andern den ungehinderten Transit durch das Königlich Hannoversche und durch das Herzoglich Braunschweigische Gebiet in derselben Beschaffenheit, wie solche auf den resp. Grenzen ankommen, so lange gestatten, als jene Eisenbahn besteht.

b) Die gedachten Regierungen sichern der Königlich Preussischen General-Postverwaltung bei dem unter a. erwähnten Transit in Ihren resp. Landesgebieten auf der in Rede stehenden Eisenbahn schnelle und sichere Beförderung aller Preussischen Postsendungen in demselben Maasse zu, wie solche den eigenen Königlich Hannoverschen und Herzoglich Braunschweigischen Postsendungen von den resp. Eisenbahn-Unternehmern gewährt werden muss.

c) Die Königlich Preussische General-Postverwaltung wird dagegen von dem Zeitpunkte an, wo die Eisenbahn von der Braunschweigischen Grenze bis Minden zur Beförderung der Preussischen Postsendungen benutzt wird, an die Königlich Hannoversche und an die Herzoglich Braunschweigische General-Post-Verwaltung für obige Zugeständnisse eine, den veränderten Verhältnissen entsprechende Vergütung gewähren.

Die Feststellung dieser Vergütung, von welcher die Erfüllung der sub a. und b. erwähnten Zugeständnisse abhängig gemacht wird, bleibt einer näheren Vereinbarung der gegenseitigen obersten Postbehörden vorbehalten.

d) Sollte in Folge der Eisenbahn-Anlage künftig im Hannoverschen und im Braunschweigischen eine allgemeine Porto-Ermässigung eintreten, so machen die Re-

gierungen beider Staaten sich anheischig, die Königlich 1841
Preussischer Seits zu entrichtenden Transit-Portosätze
nach dem Verhältnisse jener allgemeinen Porto-Ermäßi-
gung herabzusetzen.

e) Die Königlich Preussische, so wie die Königlich
Hannoversche Regierung machen sich verbindlich, durch
geeignete Verhandlung resp. mit der Kurfürstlich Hes-
sischen und der Fürstlich Lippeschen Regierung, zu
erwirken, dass den Preussischen Brief-, Paket- und
Geldsendungen jeglicher Art der ungehinderte Transit
durch den Theil des Kurfürstlich Hessischen oder Fürst-
lich Lippeschen Gebiets, der etwa von der Eisenbahn
zwischen Magdeburg und Minden berührt werden möchte,
so lange diese Eisenbahn besteht, zugesichert werde.

Art. 10. Obwohl nach Königlich Preussischen, Kö-
niglich Hannoverschen und Herzoglich Braunschweigi-
schen Gesetzen Hazardspiele in den gegenseitigen Lan-
den untersagt sind, so wollen die kontrahirenden Re-
gierungen doch noch besonders ein wachsames Auge
darauf haben, dass auf den Bahnhöfen, oder in den
zur Eisenbahn gehörigen Gebäuden weder Spielbanken
angelegt, noch überhaupt daselbst Hazardspiele gedul-
det werden.

Art. 11. Gegenwärtiger Vertrag soll zur Landes-
herrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechse-
lung der darüber auszufertigenden Ratifikations-Urkun-
den sobald als möglich bewirkt werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den gegenseiti-
gen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 10. April 1841.

AD. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.) FR. E. WITTE. (L. S.)

AUG. PH. CHR. TH. v. AMSBERG. (L. S.)

AD. v. POMMER ESCHÉ. (L. S.) OTTO WILH. KARL v.
ROEDER. (L. S.) CARL LUDW. GUST. BORCK. (L. S.)

(Die Auswechsellung der über den vorstehenden Staats-
vertrag auszufertigten Ratifikations-Urkunden hat am
8. Juni 1841 in Berlin Statt gefunden.)

1841

15.

*Traité entre le Royaume de Prusse
et le Duché de Brunswick sur la
construction d'un chemin de fer de
la ville de Magdebourg à la ville de
Brunswic. Signé à Berlin 10 Avril
1841.*

Nachdem die Königlich Preussische, und die Herzoglich Braunschweigische Regierung über die Herstellung einer Eisenbahnverbindung von Magdeburg nach Braunschweig sich verständiget haben, in Betreff der Ausführung derselben aber eine nähere Vereinbarung vorbehalten worden, so haben zu diesem Behufe zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:
Allerhöchst Ihren geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 3ter Klasse mit der Schleife, des Königlich Bayerischen Civil-Verdienstordens der Krone, des Königlich Hannoverschen Guelphenordens und des Königlich Württembergischen Ordens der Krone;

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Adolph von Pommer Esche, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 4ter Klasse, Kommandeur des Herzoglich Anhaltischen Gesamt-Hausordens Albrecht des Bären,
und

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Carl Ludwig Gustav Borck, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens 3ter Klasse mit der Schleife, des Kaiserlich Russischen St. Stanislausordens 2ter Klasse, des Königlich Französischen Ordens der Ehrenlegion und des Königlich Hanoverschen Guelphenordens;

Seine Durchlaucht der Herzog zu Braunschweig und Lüneburg:

Höchst Ihren Finanz-Direktor und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor v. Amsberg, Kommandeur 2ter Klasse des Herzog-

lich Braunschweigischen Ordens Heinrich des Löwen, 1841
Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens
2ter Klasse, Kommandeur des Königlich Hannover-
schen Guelphen- und des Kurhessischen goldenen
Löwen-Ordens, Ritter des Königlich Sächsischen Ci-
vil-Verdienstordens und Inhaber des Waterloo-Ehren-
zeichens,

und

Höchst Ihren Minister-Residenten am Königl. Preussischen
Hofe, den Oberst-Lieutenant und Kammerherrn Otto
Wilhelm Karl v. Roeder, Komthur 2ter Klasse
des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrich
des Löwen, Komthur 1ster Klasse des Herzoglich
Sächsischen Ernestinischen Hapsordens, Komthur des
Königlich Belgischen Leopoldsorden, Ritter des Kö-
niglich Preussischen rothen Adlerordens 3ter Klasse
und des Königlich Bayerischen Civilverdienstordens,
welche nach vorhergegangener Unterhandlung, über
nachstehende Artikel übereingekommen sind.

Art. 1. Die Königlich Preussische Regierung ge-
stattet der Herzoglich Braunschweigischen Regierung in-
nerhalb des Preussischen Gebiets zum Anschlusse an
die Eisenbahn, welche von Magdeburg nach Oschersle-
ben mit einer Seitenverbindung von dort nach Halber-
stadt im Wege der Aktienunternehmung ausgeführt wer-
den soll, in der Richtung von Oschersleben auf Wolf-
senbüttel eine Eisenbahn für eigene Rechnung zu bauen
und in Betrieb zu nehmen, indem die Herzoglich Braun-
schweigische Regierung ihrerseits die Verpflichtung über-
nimmt; die von Magdeburg nach Oschersleben zu er-
bauende Bahn von diesem letzteren Orte bis Wolfen-
büttel zum Anschlusse an die von dort nach Braun-
schweig gehende Bahn weiter zu führen.

Art. 2. In Betreff der obengedachten innerhalb des
Preussischen Gebiets auszuführenden Eisenbahn von
Oschersleben bis zur Braunschweigischen Grenze sollen
die Bestimmungen des Königlichen Preussischen Ge-
setzes über die Eisenbahn-Unternehmungen vom 3. No-
vember 1838. zur Anwendung kommen, in soweit nicht
der besondere Umstand, dass diese Bahn von der Her-
zoglichen Regierung selbst in Bau und Betrieb genom-
men wird, so wie die Erwägung, dass die innerhalb
des Preussischen Gebiets belegene Bahnstrecke mit dem

1841 im Herzoglich Braunschweigischen Gebiete belegenen Haupttheile der nach Braunschweig führenden Eisenbahn ein Ganzes ausmacht und nur im Zusammenhange damit zu benutzen ist, zu Abweichungen davon Anlass geben.

Demzufolge ist man übereingekommen, dass die Bestimmungen in den §§. 1. 2. 3. 6. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 37. 38. 39. 40. 41. 47 und 48. des in Bezug genommenen Gesetzes vom 3. November 1838. rücksichtlich der mehrerwähnten im Preussischen Gebiete belegenen Bahnstrecke ausser Anwendung bleiben.

Wegen der sonst nöthigen Abweichungen hat man sich dagegen über folgende Punkte vereinigt.

Art. 1. Zu §. 4. des Gesetzes. Rücksichtlich der Feststellung der Bahnlinie und des Bauplanes für die im Königlichen Preussischen Gebiete belegene Bahnstrecke behält die Herzoglich Braunschweigische Regierung die Mittheilung des speziellen Projekts, Behufs der weiteren Vereinbarung sich noch vor, indem dieselbe übrigens sich verbindlich macht, sowohl auf der obengedachten Bahnstrecke, als auf der weiteren Bahn nach Braunschweig hin die Spurweite mit der auf den Preussischen Eisenbahnen angenommenen von 4 Fuss $8\frac{1}{2}$ Zoll Englisch im Lichten der Schienen in Uebereinstimmung zu bringen und zu erhalten.

In Ansehung der auf der Bahn anzuwendenden Fahrzeuge, einschliesslich der Dampfwagen, ist man darüber einverstanden, dass die von der Herzoglich Braunschweigischen Regierung zu veranlassende Prüfung genüge, und eine Genehmigung Seitens der Königlich Preussischen Regierung nicht erforderlich sey.

Art. 4. Zu §. 21. des Gesetzes. Die Herzoglich Braunschweigische Regierung verpflichtet sich, den Bau der mehrerwähnten Bahnstrecke und der weiteren Bahn nach Wolfenbüttel dergestalt betreiben zu lassen, dass die ganze Bahn nach Braunschweig hin mit dem Anfange des Jahres 1845. zur Befahrung eröffnet werden könne, in der Voraussetzung, dass bis dahin auch die Bahn von Magdeburg nach Oschersleben fertig hergestellt werde.

Art. 5. Zu §. 23. des Gesetzes. In Betreff des Bahnpolizeireglements bleibt die weitere Vereinbarung sowohl wegen der auf den Betrieb sich beziehenden Anordnungen, als der zur Sicherstellung desselben Kö-

niglich Preussischer Seite zu erlassenden polizeilichen 1841 Vorschriften vorbehalten.

Die Herzoglich Braunschweigische Regierung wird die bei der Eisenbahnverwaltung ihrerseits anzustellenden Beamten nicht nur auf die Wahrnehmung des Königlichen Preussischen Zoll- und Steuerinteresse, sondern auch auf die Handhabung der vorerwähnten von der Königlich Preussischen Regierung zu erlassenden polizeilichen Anordnungen mit vereidigen lassen.

Art. 6. Zu §. 26. des Gesetzes. Die Bestimmung der Förderungspreise für Personen, Thiere und Sachen bleibt der Herzoglich Braunschweigischen Regierung überlassen, welche dieselbe, zum Besten des öffentlichen Verkehrs, so billig als möglich stellen wird.

Die Förderungspreise für Sachen aller Art sollen jedoch in keinem Falle höher angesetzt werden, als die Fracht auf gewöhnlichen Chausseen und Wegen gleichzeitig und bei gleicher Waarenqualität und Entfernung unter gleichen örtlichen Verhältnissen zu stehen kommt. Auch sollen die gegenseitigen Unterthanen unter übrigens gleichen Verhältnissen, sowohl in Ansehung der Personen als der Waarenbeförderung gleichmässig behandelt werden, so dass den Herzoglich Braunschweigischen Unterthanen als solchen dabei kein Vorzug vor den Königlich Preussischen Unterthanen eingeräumt werden darf.

Art. 7. Zu §. 36. des Gesetzes. Die Herzoglich Braunschweigische Regierung macht sich verbindlich, der Königlich Preussischen General-Postverwaltung in Beziehung auf die Benutzung der innerhalb des Preussischen Gebiets belegenen Bahnstrecke von Oschersleben bis zur Herzoglich Braunschweigischen Grenze unter allen Voraussetzungen ganz dasselbe zu leisten, was derselben in Gemässheit der Bestimmung in den §. 36. des Gesetzes vom 3. November 1838. von der zur Anlegung einer Eisenbahn von Magdeburg nach Oschersleben zu konzessionirenden Gesellschaft geleistet werden muss. Auch wird die Herzoglich Braunschweigische Regierung, die Königlich Preussischen Brief-, Geld- und Packetsendungen jeglicher Art, gegen die in den zwischen den beiden Regierungen bestehenden Postverträgen stipulirten, oder anderweit beiderseits verhältnissmässig zu moderirenden Porto-Antheile in derselben Beschaffenheit, wie sie bis zur Her-

1841 züglich Braunschweigischen Grenze gelangen, auf der Eisenbahn ungehindert, schnell und sicher bis Braunschweig befördern lassen.

Art. 8. Zu §. 42. des Gesetzes. Die Königlich Preussische Regierung behält sich das Recht vor, die in Rede stehende innerhalb ihres Gebiets belegene Bahnstrecke nebst allem zu der Bahn selbst zu rechnenden Zubehör nach Verlauf von 30 Jahren nach Eröffnung der Bahn in Folge einer mindestens zwei Jahre vorher zu machenden Ankündigung, jederzeit gegen Erstattung des Anlagekapitals zu erwerben.

In sofern jedoch zur Zeit der Erwerbung der Zustand der Bahn gegen die ursprüngliche Anlage sich wesentlich verschlechtert haben sollte, soll von dem ursprünglichen Anlagekapital nach einem durch Sachverständige zu bestimmenden Prozentsatze ein dem damaligen Zustande entsprechender Abzug gemacht werden.

Art. 9. §. 45. des Gesetzes. Sofern von Seiten der Königlich Preussischen Regierung der Anschluss von Seitenbahnen für angemessen erachtet würde, erklärt die Herzoglich Braunschweigische Regierung sich bereit, solchen nicht nur geschehen zu lassen, sondern auch die auf diesen Seitenbahnen mit den darauf gangbaren Bahnwagen anlangenden oder abzuführenden Transporte durch ihre Betriebsmittel zu befördern.

Art. 10. Zu §. 46. des Gesetzes. Die Königlich Preussische Regierung wird, Falls sie sich bewogen finden sollte, einen Kommissarius für die gedachte Bahnstrecke zu bestellen, die auf den Bau und Betrieb derselben sich beziehenden Verhandlungen mit der Herzoglich Braunschweigischen Eisenbahnverwaltung durch diesen führen lassen.

Art. 11. Zu §. 49. des Gesetzes. Sollte die Königlich Preussische Regierung veranlasst werden, die in dem mehrerwähnten Gesetze vom 3. November 1838. enthaltenen Bestimmungen durch neue Anordnungen zu ergänzen oder abzuändern und nach Umständen denselben ganz neue Bestimmungen hinzuzufügen, so behalten beide Regierungen sich vor, sich darüber näher zu vereinigen, in wie weit dergleichen Abänderungen, Ergänzungen oder auch neue Bestimmungen auf die in Rede stehende Bahnstrecke zur Anwendung zu bringen seyn werden.

Art. 12. Für den Fall, dass die Herzoglich Braun-

schweigische Regierung veranlasst seyn sollte, die Bahn- 1841
anlage selbst oder den Betrieb der Transporte auf der
Eisenbahn künftig an Privatunternehmer, sey es im
Wege einer Konzession oder der Veräusserung, oder
Verpachtung ganz oder theilweise zu überlassen, so
ist dazu die Zustimmung der Königlich Preussischen
Regierung erforderlich, und wird alsdann über die ei-
ner Abänderung bedürftigen Punkte des gegenwärtigen
Vertrages das Nähere zwischen den beiderseitigen
Regierungen verabredet werden.

Art. 13. Die Landeshoheit bleibt in Ansehung der
in Rede stehenden Eisenbahn, so weit sie das Königlich
Preussische Gebiet berührt, der Krone Preussen
ausschliesslich vorbehalten. Demgemäss sollen alle in-
nerhalb des Königlich Preussischen Gebiets vorkom-
menden, die Bahnanlage oder den Transport auf der
Bahn betreffenden Polizei- oder Kriminalvergehen den
Königlich Preussischen Behörden zur Untersuchung und
Bestrafung angezeigt und nach Königlich Preussischen
Gesetzen beurtheilt werden.

Insbesondere erklärt die Herzoglich Braunschweigi-
sche Regierung sich auch damit einverstanden, dass die
ihrerseits in Oschersleben zu bestellende Eisenbahnver-
waltung wegen aller Entschädigungsansprüche, welche
aus Anlass der Eisenbahnanlage auf Preussischem Ge-
biete oder des Betriebes auf derselben gegen sie erho-
ben werden möchten, der Entscheidung der kompeten-
ten Königlich Preussischen Gerichtshöfe nach den Kö-
niglich Preussischen Gesetzen sich zu unterwerfen habe,
und dass die gegen die vorgedachte Eisenbahnverwal-
tung in Vertretung der Herzoglich Braunschweigischen
Regierung ergehenden Entscheidungen ihrerseits als ver-
bindlich anzuerkennen seyen.

Art. 14. Um den Aufenthalt zu beseitigen, welcher
entstehen würde, wenn in jedem der beiden kontrahir-
enden Staaten die zur Befahrung der Eisenbahn die-
nenden Wagen und die auf denselben zu transportir-
enden Waaren und Effekten den über Deklaration,
Revision und sonstige Abfertigung der ein- und ausge-
henden Waaren bestehenden zoll- und resp. steuerge-
setzlichen Vorschriften an der Grenze unterworfen
werden sollten, sind die hohen kontrahirenden Regie-
rungen übereingekommen, durch entsprechende und
übereinstimmend zu treffende Anordnungen, insbeson-

1841 dere durch gleichmässige Bestimmungen über die Vorladung und den Verschluss der auf der Eisenbahn zu befördernden Gegenstände, so wie durch Einrichtung einer Begleitung der eingehenden Wagenzüge von der Grenze ab bis zu einem zur Vornahme der zollamtlichen Abfertigung geeigneten Orte im Innern und umgekehrt, so weit nöthig, der ausgehenden Wagenzüge von einem solchen Orte bis zur Grenze durch Zoll- und Steuerbeamte, die Anwendung eines erleichternden Verfahrens möglich zu machen, durch welches der oben erwähnte Zweck erreicht werden kann, ohne das Interesse der beiderseitigen Zoll- und Steuerverwaltung zu gefährden.

Die deshalb anzuordnenden speziellen Maassregeln bleiben einer besonderen Uebereinkunft vorbehalten.

Art. 15. Obwohl nach Königlich Preussischen, so wie nach Herzoglich Braunschweigischen Gesetzen Hazardspiele in den beiderseitigen Landen untersagt sind, so wollen die hohen kontrahirenden Regierungen doch noch besonders ein wachsames Auge darauf haben, dass auf den Bahnhöfen oder in den zur Eisenbahn gehörigen Gebäuden weder Hazardspielbanken angelegt, noch überhaupt daselbst Hazardspiele irgend einer Art geduldet werden.

Art. 16. Gegenwärtiger Vertrag soll zur Landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechsellung der darüber auszufertigenden Ratifikations-Urkunden sobald als möglich, spätestens aber innerhalb vier Wochen bewirkt werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 10. April 1841.

AD. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.) A. PH. CHR. TH.
v. AMSBERG. (L. S.) AD. v. POMMER ESCHÉ (L. S.)
OTTO WILH. KARL v. RÜDER. (L. S.) KARL LUDWIG
GUSTAV BORCK. (L. S.)

(Die Auswechsellung der über den vorstehenden Staatsvertrag auszufertigten Ratifikations-Urkunden hat am 26. Mai 1841 in Berlin Statt gefunden).

16.

Convention entre le Royaume de Prusse et le Grand-duché de Hesse sur la Persécution réciproque des malfaiteurs au delà des frontières respectives. Publication officielle du gouvernement Prussien du 10 Avril 1841.

Die Königlich Preussische Regierung ist mit der Grossherzoglich Hessischen Regierung übereingekommen, gegenseitig die Verfolgung der Verbrecher über die Landesgränze hinaus unter folgenden Maassgaben zu gestalten:

Art. 1. Die mit der Handhabung der öffentlichen Sicherheit beauftragten Polizei- und Gerichtsbehörden des einen kontrahirenden Staates, so wie deren hiezu nach den eigenen Landesgesetzen befugte Organe, sollen ermächtigt seyn, flüchtige Verbrecher und andere, der öffentlichen Sicherheit gefährliche Personen über die Landesgränze des anderen kontrahirenden Staates, ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke, zu verfolgen und innerhalb derselben zu verhaften, jedoch mit der Verbindlichkeit, den Arretirten unverzüglich der nächsten Polizei- oder Justiz-Behörde abzuliefern, in deren Bezirke die Verhaftung erfolgt ist. Letztere wird den Verhafteten, falls er kein Unterthan desjenigen Staates ist, in welchem er verhaftet worden, auf ergangene Requisition der betreffenden Behörde des anderen kontrahirenden Staates unverzüglich ausliefern.

Art. 2. Im Falle hierbei eine Haussuchung auf dem Gebiete des anderen Theiles nothwendig wird, hat der verfolgende Beamte sich zu dem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde oder Orts-Polizeibeamten zu wenden und diesen zur Vornahme der Visitation in seiner Gegenwart aufzufordern. Derselbe hat den Verfolgten, wenn er hierbei aufgefunden wird, in sichere Verwahrung bringen zu lassen, auch über eine solche Haussuchung sogleich ein Protokoll in dop-

1841 pelter Ausfertigung aufzunehmen und für diese eben bezeichnete Mitwirkung keine Belohnung zu empfangen. Die eine Ausfertigung des Protokoll's ist alsdann dem requirirenden Beamten einzuhändigen, die zweite Ausfertigung aber dem Untergerichte des Bezirks zu übersenden.

Eine Dienststordnungs-Strafe, welche in Preussen auf $\frac{1}{2}$ Rthlr. bis 3 Rthlr., im Grossherzogthum Hessen auf einen bis fünf Gulden festzusetzen ist, trifft denjenigen Orts-Vorstand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Zugleich soll auch den zur Nacheile Berechtigten die Ueberwachung des Hauses, worin sich der Geflüchtete befindet, bis zur Herbeikunft des Orts-Polizeibeamten gestattet seyn.

Art. 3. Es ist jedoch in den obigen Fällen erforderlich, dass der verfolgende Beamte zu einer Legitimation mit einem schriftlichen Ausweise versehen sey, wenn ihn nicht schon seine Dienstkleidung kenntlich macht.

Hierbei ist Königlich Preussischer Seits vorstehende Ministerial-Erklärung ausgefertigt und mit dem Könighchen Insiegel versehen worden.

Berlin, den 10. April 1841.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung des Grossherzöglich Hessischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten vom 23. v. M. ausgewechselt worden, hiedurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht,

Berlin, den 10. April 1841.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

17.

*Convention signée à Buenos-Ayres,
entre les commissaires français et
argentins, le 26 avril 1841, pour rè-
gler l'exécution de l'art. 2 du traité
du 29 octobre 1840.*

Les soussignés, membres de la commission d'arbitrage créée en exécution de la convention du 29 octobre 1840, entre la France et la Confédération Argentine, dont le teneur suit :

(Suit le texte de la convention du 29 octobre 1840).

Sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er. Le gouvernement de la Confédération Argentine mettra à la disposition du chargé d'affaires de France à Buenos-Ayres, la somme de 163,725 piastres fortes, moyennant quoi, l'art. 1er de la convention du 29 octobre 1840 aura reçu son exécution.

2. Le paiement de la somme ci-dessus mentionnée aura lieu comme suit; savoir:

25,000 piastres fortes le 1er juin 1841, avec les intérêts d'un mois, calculés à raison de 12 pour cent par an;

Les 148,725 piastres fortes restant à payer, par termes mensuels de 4,000 piastres fortes, à partir du 1er juin 1841, époque à laquelle aura lieu le versement du premier terme.

Au montant de chacun des termes mensuels de 4,000 piastres fortes, seront ajoutés les intérêts à 12 pour cent par an, tant du terme échu que des termes à échoir. Ces intérêts seront calculés à partir du 1er mai 1841.

3. Le gouvernement argentin conservera la faculté d'anticiper sur les termes de paiement fixés par la présente convention, avec déduction des intérêts correspondans des sommes ainsi payées par avance; mais sans rien charger aux échéances mensuelles qui devront se suivre sans aucune interruption, et de manière à rap-

1841 procher seulement l'époque du parfait acquittement de la somme totale.

Buenos-Ayres, le 26 avril 1841.

CH. LEFEBVRE DE BÉCOURT, ALPH. PELLION, PENAUD,
THOMAS GUIDO, EDW. LAHITTE, FRANCISCO CASIANO
DE BELAUSSEGUL

18.

Traité de commerce et de navigation entre les Royaumes de Suède et de Norwège et la ville libre et anséatique de Bremen. Signé à Hambourg, le 1 Mai 1841.

(Handels- und Schiffahrt-Verträge der freien Hansestädte und Bremens insbesondere. Bremen, 1842
S. 96 u. f.)

<p>Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, et le Sénat de la ville libre et anséatique de Bremen, également animés du désir d'étendre et de consolider les relations commerciales qui subsistent entre la Suède et la Norwège, et la République de Bremen, et convaincus que ce but salutaire ne saurait être mieux rempli que par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité basé sur des principes équitables, sont convenus en conséquence d'entrer en négociation pour la conclusion d'un Traité de Commerce, et ont nommé à cet effet des Plénipotentiaires, savoir:</p>	<p>Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen und der Senat der freien Hansestadt Bremen, gleichmässig von dem Wunsche beseelt, die zwischen den Königreichen Schweden und Norwegen und dem Bremischen Freistaate bestehenden Handelsverbindungen zu erweitern und zu befestigen, und überzeugt, dass dieser heilsame Zweck nicht besser erfüllt werden könne, als durch die Annahme eines auf Grundsätzen der Billigkeit basirten Systems vollkommener Reciprocität, sind demgemäss übereingekommen, zum Zweck des Abschlusses eines Handelsvertrags in Verhandlung zu treten, und haben zu diesem</p>
--	---

Ende ihre Bevollmächtigten 1841
ernannt, nämlich:

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège: le Comte *Antoine Renaud de Wrangel*, Son Chambellan, Son Chargé d'Affaires près Leurs Altesses Royales les Grands-Ducs de Mecklenbourg et les villes libres et anseatiques de Lübeck, de Brème et de Hambourg, Chevalier de l'Ordre de l'Etoile polaire;

Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen, den Grafen Anton Reinhold von Wrangel, Ihren Kammerherrn und Geschäftsträger bei den Grossherzogen von Mecklenburg und den freien Hansestädten Lübeck, Bremen und Hamburg, Ritter des Ordens vom Nordstern;

et le Sénat de la ville libre et anseatique de Brème: le Bourguemaître *Jean Smidt*, Docteur en droit et Chef de la commission du Sénat pour les affaires étrangères;

und der Senat der freien Hansestadt Bremen: den Bürgermeister J o h a n n Smidt, Doctor der Rechte und Chef der Commission des Senats für die auswärtigen Angelegenheiten;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dte forme, sont convenus des Articles suivans:

welche, nach erfolgter Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben:

Art. 1. Les bâtimens Suédois et Norvégiens qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports de la République de Brème, de même que les bâtimens Brémois qui arrivent dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège sur leur lest ou chargés, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port, de tonnage, de faaux et de pilotage, ainsi qu'à tout autre droit

Art. 1. Schwedische und Norwegische Schiffe, welche beladen oder in Ballast in den Häfen des Bremischen Freistaats, und ebenso Bremische Schiffe, welche beladen oder in Ballast in den Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen ankommen, sollen, sowohl ein- als ausgehend, rücksichtlich der Hafen-, Tonnen-, Leucht- und Lootsengelder, sowie aller anderer Abgaben oder Auflagen jeder Art und Benennung, mögen sie der Re-

1841 ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant au Gouvernement, aux Villes, ou à des établissemens particuliers quelconques. Il est convenu que ces dispositions s'étendent aux droits de navigation par les canaux de Gothie et de Trollhætte.

Art. 2. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports de la République de Brème est légalement permise dans des bâtimens Brémois, pourront également y être importés sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées dans des bâtimens Brémois; et réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie de la République de Brème, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports des Royaumes de Suède, et de Norvège est légalement permise dans des bâtimens Suédois et Norvégiens, pourront également y être importés sur des bâ-

gierung, den Städten oder Privatanstalten irgend einer Art zu Gute kommen, auf völlig gleichem Fusse mit den nationalen Schiffen behandelt werden. Man ist übereingekommen, diese Bestimmungen auch auf die Schiffahrtsabgaben im Götha- und Trollhätta-Canal zu erstrecken.

Art. 2. Alle Waaren und Handelsartikel, sie mögen Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie der Königreiche Schweden und Norwegen, oder irgend eines anderen Landes sein, deren Einfuhr in die Häfen des Bremischen Freistaats in Bremischen Schiffen gesetzlich erlaubt ist, dürfen daselbst auch in Schwedischen und Norwegischen Schiffen eingeführt werden, ohne anderen oder höheren Abgaben, wes Namens es auch sei, zu unterliegen, als wenn dieselben Waaren oder Erzeugnisse in Bremischen Schiffen angebracht wären; und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsartikel, gleichviel ob Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie des Bremischen Freistaats, oder irgend eines anderen Landes, deren Einfuhr in die Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen in Schwedischen oder Norwegischen Schiffen gesetzlich erlaubt ist, gleichmässig auch in Bremischen Schiffen ein-

timens Brémois, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées dans des bâtimens Suédois et Norvégiens.

Les stipulations de l'Article précédent et de celui-ci, sont, dans toute leur plénitude, applicables aux navires Suédois et Norvégiens qui entreront dans les ports de la République de Brème, ainsi qu'aux navires Brémois qui entreront dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, alors même que ces navires respectifs, sans venir directement des ports des Royaumes de Suède et de Norvège, ou bien de ceux de la République de Brème, arriveraient des ports d'une domination tierce ou étrangère.

Art. 3. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports des dits Royaumes dans leurs propres bâtimens est légalement permise, pourront de même être exportés des dits ports sur des bâtimens Brémois, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination

geführt werden, ohne an- 1841
deren oder höheren Abgaben, wie sie auch heißen mögen, zu unterliegen, als wenn die nämlichen Waaren oder Erzeugnisse in Schwedischen oder Norwegischen Schiffen angebracht wären.

Die Bestimmungen dieses und des vorhergehenden Artikels sind resp. auf die in die Häfen des Bremischen Freistaats einlaufenden Schwedischen und Norwegischen, oder auch in die Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen einlaufenden Bremischen Schiffe in ihrer vollen Ausdehnung selbst dann anwendbar, wenn diese Fahrzeuge auch nicht direct aus den Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen oder denen des Bremischen Freistaats, vielmehr aus den Häfen einer dritten oder fremden Macht kommen sollten.

Art. 3. Alle Waaren und Handelsartikel, sie mögen Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie, der Königreiche Schweden und Norwegen, oder irgend eines anderen Landes sein, deren Ausfuhr aus den Häfen der gedachten Königreiche in den eigenen Schiffen der letzteren gesetzlich erlaubt ist, dürfen ebendaher auch in Bremischen Schiffen ausgeführt werden, ohne anderen oder höheren Abgaben,

1841 que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens Suédois et Norvégiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports de la République de Brème, de sorte que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie de la République de Brème, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports de la dite République dans ses propres bâtimens est légalement permise, pourront de même être exportés des dits ports sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens Brémois.

Art. 4. Les stipulations générales des Articles 1, 2 et 3 inclusivement, seront de même appliquées aux navires de la Colonie de St. Barthélemy de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, aux Indes Occidentales, qui entreront dans les ports de la République de Brème, et aux navires Brémois qui entreront dans les ports de la dite Colonie.

Art. 5. Les Hautes Par-

wie sie Namen haben mögen, unterworfen zu sein, als wenn die Ausfuhr in Schwedischen oder Norwegischen Schiffen erfolgt wäre. Und in Beobachtung einer genauen Gegenseitigkeit werden alle Waaren und Handelsartikel, sie mögen Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie des Bremischen Freistaats, oder irgend eines anderen Landes sein, deren Ausfuhr aus den Häfen des Bremischen Freistaats in dessen eigenen Schiffen gesetzlich verstattet ist, auf gleiche Weise auch in Schwedischen und Norwegischen Fahrzeugen verschifft werden dürfen, ohne anderen oder höheren Abgaben, wie sie auch heissen mögen, zu unterliegen, als wenn die Ausfuhr in Bremischen Schiffen geschehen wäre.

Art. 4. Die allgemeinen Bestimmungen der vorstehenden Artikel 1, 2 und 3, sollen gleichmässig auch auf die, der Colonie Seiner Majestät des Königs von Schweden und Norwegen, St. Barthélemy in Westindien, angehörigen Schiffe bei ihrem Eintreffen in den Häfen des Bremischen Freistaats, sowie umgekehrt auf die Schiffe der letzteren bei ihrem Eintreffen in den Häfen der gedachten Colonie, Anwendung finden.

Art. 5. Die hohen con-

ties Contractantes s'engagent que les articles d'exportation, produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs, ne seront point soumis à leur importation d'un pays dans l'autre à des droits plus forts ou autres que les mêmes articles, produits du sol ou de l'industrie d'un autre pays étranger; et qu'aucune prohibition ne frappera l'importation ou l'exportation d'un des pays respectifs à l'autre des articles, produits du sol ou de l'industrie de ces deux pays, sans que cette prohibition ne s'étende en même tems à toute autre nation. Dans tout ce qui concerne le commerce et la navigation, chacune des Hautes Parties Contractantes sera traitée par l'autre sur le pied des nations les plus favorisées.

Art. 6. Il ne sera donné ni directement, ni par l'un des Gouvernemens, ni par aucune Compagnie, Corporation ou Agent, agissant en Son nom ou sous Son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie, soit de l'un des deux Etats, soit de tout autre pays, importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui aurait transporté cette production légalement permise, l'intention bien blen

trahirenden Theile verpflichten sich, ihre gegenseitigen Ausfuhrartikel, Producte des Bodens oder der Industrie der respectiven Territorien, bei deren Einfuhr von einem Lande in das andere mit keinen höheren andern Abgaben zu belegen, als die nämlichen Artikel und Producte irgend eines dritten Landes, desgleichen auch wider den Verkehr mit den beiderseitigen Bodenden- oder Industrie-Erzeugnissen kein Aus- oder Einfuhrverbot zu erlassen, ohne dass solches Verbot gleichzeitig auf jede andere Nation erstreckt würde. — In Allem, was Handel und Schifffahrt betrifft, wird jeder der hohen kontrahirenden Theile den anderen auf dem Fusse der begünstigten Nation behandeln.

Art. 6. Es sollen weder direct noch indirect, weder durch eine der Regierungen selbst, noch von Seiten irgend einer, in ihrem Namen oder Auftrage handelnder Gesellschaft, Corporation oder Agentur, für den Ankauf irgend eines in das Gebiet des anderen Theiles verführten Erzeugnisses des Bodens oder der Industrie, sei es eines der beiden Staaten oder eines dritten Landes, irgend ein Vorzug ertheilt werden dürfen, auf den Grund oder in Berücksichtigung der Nationalität

1841

1841 positive des deux Hautes Parties Contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 7. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Brémois, ne pourront profiter des immunités et avantages que leur accorde le présent Traité, qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats, voulus par les réglemens existans des deux côtés, pour constater leur port et leur nationalité.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'échanger des déclarations, pour faire une énumération claire et précise des papiers et documens dont l'un et l'autre Etat exige que leurs navires soient munis. Si, après cet échange qui aura lieu, au plus tard, deux mois après la signature du présent Traité, l'une des Hautes Parties Contractantes se trouverait dans le cas de changer ou modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

des Schiffes, welches ein solches gesetzlich erlaubtes Erzeugniss verführt hat, — indem es die bestimmte Absicht der hohen contrahirenden Theile ist, dass in dieser Hinsicht keinerlei Verschiedenheiten und Unterscheidungen statthaben sollen.

Art. 7. Die Schwedischen und Norwegischen wie die Bremischen Schiffe können sich die Vorzüge und Befreiungen des gegenwärtigen Vertrags nur dann zu eigen machen, wenn sie mit den, zur Festsetzung ihrer Trächtigkeit und Nationalität erforderlichen Papieren und Certificaten, in Gemässheit der darüber beiderseits bestehenden gesetzlichen Vorschriften, versehen sind.

Die hohen contrahirenden Theile behalten sich vor, Declarationen mit klarer und bestimmter Aufzählung derjenigen Papiere und Documente auszuwechseln, mit denen ihre Schiffe in Gemässheit der Vorschriften des einen und des anderen Staates versehen sein müssen. Sollte, nachdem die, spätestens in zwei Monaten nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrags zu beschaffende Auswechselung erfolgt ist, einer der contrahirenden Theile sich in dem Fall befinden, seine Verfügungen über den betreffenden Gegenstand ganz

oder theilweise zu ändern, 1841
so ist dem anderen davon
amtliche Mittheilung zu ma-
chen.

Art. 8. Le présent Traité sera en vigueur pendant cinq années, à compter du premier Juillet de la présente année, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des deux Hautes Parties Contractantes n'aura point annoncé à l'autre Son intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité restera encore obligatoire une année au-delà, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des deux Hautes Parties Contractantes à l'autre, pour qu'il soit annulé.

Art. 9. Le présent Triaté sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, et les ratifications en seront échangées à Hambourg dans l'espace de deux mois après la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Hambourg, ce premier Mai de l'an de notre Seigneur Mil-huit-cent-quarante-un.

ANTOINE RENAUD, COMTE
DE WRANGEL.

Art. 8. Gegenwärtiger Vertrag soll, vom ersten Juli d. J. an gerechnet, fünf Jahre lang in Kraft, auch über diese Frist hinaus noch ein weiteres Jahr hindurch verbindlich bleiben, wenn nicht zwölf Monate vor Ablauf derselben einer der hohen contrahirenden Theile dem anderen seine Absicht kund gethan, ihn ausser Kraft treten zu lassen; — und so ferner bis zum Ablauf von zwölf Monaten nach der amtlichen Anzeige eines der hohen contrahirenden Theile an den anderen, dass der Vertrag aufhören solle.

Art. 9. Der gegenwärtige Vertrag soll von den hohen contrahirenden Theilen ratificirt und die Ratificationen sollen zu Hamburg ausgetauscht werden innerhalb zweier Monate nach Unterzeichnung desselben oder, wenn thunlich noch früher.

Des zur Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedruckt.

So geschehen zu Hamburg, am 1. Mai im Jahre unsers Herrn Ein Tausend Acht Hundert Ein und Vierzig.
SMIDT.

1841

19.

Convention entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort, relative à la continuation de l'union de douanes et de commerce subsistant entre les dits Etats. Signée à Berlin, le 8 Mai 1841.

(Gesetzsammlungen dieser verschiedenen deutschen Staaten).

Nachdem die in Gemässheit der Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, vom 12ten Mai und 10ten December 1835 und vom 2ten Januar 1836 zu einem Zoll- und Handelsvereine verbundenen Regierungen, — im Anerkenntnisse der wohlthätigen Wirkungen, welche derselbe, Ihren bei dessen Gründung und Erweiterung gehegten Absichten entsprechend, für den Handel und gewerblichen Verkehr der Vereinsstaaten, und hierdurch zugleich für die Beförderung der Verkehrsfreiheit in Deutschland überhaupt, herbeigeführt hat, — in dem Wunsche übereingekommen sind, den Fortbestand dieses Vereins auf eine eben so den Interessen der Gesamtheit, als den besonderen Verhältnissen einzelner Vereinsglieder zugehende Weise sicher zu stellen: so sind zur Erreichung dieses Zweckes Verhandlungen gepflogen worden, wozu als Bevollmächtigte ernannt haben:

Seine Majestät der König von Preussen: Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Ober-Finanzrath und General-Director der Steuern, August Heinrich Kuhlmeier, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit dem Stern und Eichenlaub, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Kommenthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, und

Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Legations- 1841
rath und Director der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit Eichenlaub und des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens;

Seine Majestät der König von Bayern:
Allerhöchst Ihren Ministerialrath und General-Zoll-Administrator, Carl Friedrich Bever, Ritter des Königlich Bayerischen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Ordens der Königlich Württembergischen Krone und des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen;

Seine Majestät des Königs von Sachsen:
Allerhöchst Ihren Zoll- und Steuer-Director Ludwig von Zahn, Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Württemberg

Allerhöchst Ihren Kammerherrn und Legationsrath, Geschäftsträger am Königlich Preussischen Hofe, Franz von Paula Freiherrn von Linden, Ritter des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, des Maltheser-Ordens Ritter, und

Allerhöchst Ihren Ober-Finanzrath Gustav Hauber, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, und Ritter erster Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden:

Höchst Ihren Geheimen Referendär Franz Anton Regnauer, Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen und Commandeur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldnen Löwen, und

1841 Höchst Ihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, Obrist-Lieutenant und Flügel-Adjutanten, Carl von Frankenberg-Ludwigsdorff, Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, Ritter des Grossherzoglich Badischen Carl Friedrich Militair-Verdienst-Ordens, Ritter des Königlich Preussischen St. Johanniter-Ordens, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Commandeur zweiter Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens und Ritter des Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse mit der Schleife;

Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregenten von Hessen:

Höchst Ihren Ober-Berg- und Salzwerks-Direktor Heinrich Theodor Ludwig Schwedes Commandeur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldnen Löwen, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen und Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein:

Höchst Ihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, Kammerherrn, Obristlieutenant im Generalstabe und Flügel-Adjutanten, Freiherrn von Schäffer-Bernstein, Commandeur zweiter Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens, Ritter des Königlich Preussischen St. Johanniter-Ordens, des Kaiserlich Russischen St. Stanislaus-Ordens zweiter Klasse, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, der Königlich Französischen Ehren-Legion, des Königlich Hannöverischen Guelphen- und des Königlich Württembergischen Militair-Verdienst-Ordens, Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, und

Höchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Heinr. Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Baye-

rischen Krone, des Ordens der Königlich Württembergischen Krone und Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen; die bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine, nämlich ausser Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Hoheit dem Kurprinzen und Mitregenten von Hessen:

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen,

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Altenburg,

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg und Gotha,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,

Seine Durchlaucht der Fürst Reuss älterer Linie,

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss-Schleitz, und

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss-Lobenstein und Ebersdorf:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Legationsrath Ottokar Thon, Ritter des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, und Commandeur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen;

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau:

Höchst Ihren Geheimen Rath und Regierungs-Director Wilhelm Magdeburg, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse und Kommandeur erster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens;

1841 der Senat der freien Stadt Frankfurt: den Senator Eduard Franz Souhay, Doctor beider Rechte, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins wird vorläufig auf weitere zwölf Jahre, vom 1sten Januar 1842 anfangend, also bis zum letzten December 1853 festgesetzt. Für diesen Zeitraum bleiben die Zollvereinigungs-Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, vom 12ten Mai und 10ten December 1835 und vom 2ten Januar 1836 auch ferner, jedoch mit den in den folgenden Artikeln enthaltenen Modificationen und zusätzlichen Bestimmungen in Kraft.

Art. 2. Der die gemeinschaftlichen Anmeldestellen an den Binnengrenzen zwischen Bayern, Württemberg und Baden einerseits und den übrigen Vereinslanden andererseits betreffende Art. 8. der Zollvereinigungs-Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, und vom 12ten Mai 1835 tritt ausser Wirksamkeit, und es unterliegt in der Folge der Verkehr mit Handelsgegenständen an den bezeichneten Binnengrenzen keiner weiteren Beaufsichtigung, als jener, die zum Behufe der Erhebung innerer Steuern (Art. 3) in dem einen oder anderen Vereinsstaate erforderlich ist.

Art. 3. Was die in den Art. 11 und 12 der Zollvereinigungs-Verträge vom 22sten und 30sten März und vom 11ten Mai 1833, ferner vom 12ten Mai 1835, in gleichen in den Art. 8 und 9 der Zollvereinigungs-Verträge vom 10ten December 1835 und 2ten Januar 1836 gedachten inneren Steuern betrifft, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils auf die Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar auf den Verbrauch gewisser Erzeugnisse gelegt sind, so wird es auch ferner von allen Theilen als wünschenswerth anerkannt, hierin eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und Besteuerungssätze in ihren Staaten thunlichst hergestellt zu sehen, weshalb ihr Bestreben auf Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit, insbesondere durch Vereinigung mehrerer Staaten zu gleichen inneren Steuer-Einrichtungen, mit oder ohne Gemeinschaftlichkeit der Steuer-Erträge, gerichtet bleiben wird. Bis dahin,

wo dieses Ziel erreicht worden, sollen hinsichtlich der 1841
vorbemerkten Steuern und des Verkehrs mit den davon betroffenen Gegenständen unter den Vereinsstaaten, zur Vermeidung der Nachtheile, welche aus einer Verschiedenartigkeit der inneren Steuersysteme überhaupt, und namentlich aus der Ungleichheit der Steuersätze, sowohl für die Produzenten, als für die Steuer-Einnahme der einzelnen Vereinsstaaten erwachsen könnten, abgesehen von der Besteuerung des im Umfange des Zollvereins erzeugten Rübenzuckers, weshalb auf die besonders getroffenen Vereinbarungen Bezug genommen wird, — folgende Grundsätze in Anwendung kommen.

I. Hinsichtlich der ausländischen Erzeugnisse.

Von allen Erzeugnissen, von welchen entweder auf die in der Zoll-Ordnung vorgeschriebene Weise dargethan wird, dass sie als ausländisches Ein- oder Durchgangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde des Vereins bereits bestanden haben oder derelben noch unterliegen, oder von welchen, dafern sie zu den tarifmässig zollfreien gehören, durch Bescheinigungen der Grenz-Zollämter nachgewiesen wird, dass sie vom Auslande eingeführt worden sind; darf keine weitere Abgabe irgend einer Art, sey es für Rechnung des Staats, oder für Rechnung von Communen und Corporationen erhoben werden; jedoch — was das Eingangsgut betrifft — mit Vorbehalt derjenigen inneren Steuern, welche in einem Vereinsstaate auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite Bearbeitungen aus solchen Erzeugnissen, ohne Unterschied des ausländischen, inländischen oder vereinsländischen Ursprungs allgemein gelegt sind.

II. Hinsichtlich der inländischen und vereinsländischen Erzeugnisse.

1) Von den innerhalb des Vereins erzeugten Gegenständen, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden, dürfen innere Steuern weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung von Communen oder Corporationen erhoben werden.

- 1841 2)** Jedem Vereinsstaate bleibt es zwar freigestellt, die auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbräuche von Erzeugnissen ruhenden inneren Steuern beizubehalten, zu verändern oder aufzuheben, so wie neue Steuern dieser Art einzuführen, jedoch sollen
- a. dergleichen Abgaben für jetzt nur auf folgende inländische und gleichnamige vereinsländische Erzeugnisse, als: Branntwein, Bier, Essig, Malz, Wein, Most, Cider (Obstwein), Tabak, Mehl und andere Mühlenfabricate, desgleichen Backwaaren, Fleisch, Fleischwaaren und Fett gelegt werden dürfen. Auch wird man sich,
 - b. so weit nöthig, über bestimmte Sätze verständigen, deren Betrag bei Abmessung der Steuern nicht überschritten werden soll.
- 3)** Bei allen Abgaben, welche in dem Bereiche der Vereinsländer hiernach zur Erhebung kommen, wird eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung dergestalt stattfinden, dass das Erzeugniss eines andern Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher oder in einer lästigeren Weise, als das inländische oder als das Erzeugniss der übrigen Vereinsstaaten, besteuert werden darf. In Gemässheit dieses Grundsatzes wird folgendes festgesetzt:
- a. Vereinsstaaten, welche von einem inländischen Erzeugnisse keine innere Steuer erheben, dürfen auch das gleiche vereinsländische Erzeugniss nicht besteuern. Jedoch soll ausnahmsweise denjenigen Vereinsstaaten, in welchen kein Wein erzeugt wird, freistehen, eine Abgabe von dem vereinsländischen Weine nach den besonders getroffenen Verabredungen zu erheben.
 - b. Diejenigen Staaten, in welchen innere Steuern von einem Consumtions-Gegenstande bei dem Kanfe oder Verkaufe oder bei der Verzehrung desselben erhoben werden, dürfen diese Steuern von den, aus andern Vereinsstaaten herrührenden Erzeugnissen der nämlichen Gattung nur in gleicher Weise fordern; sie können dagegen die Abgabe von den, nach andern Vereinsstaaten übergehenden Gegenständen unerhoben oder ganz oder theilweise zurückgeben lassen.
 - c. Diejenigen Staaten, welche innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung eines Consum-

tions-Gegenstandes gelegt haben, können den gesetzl. 1841
gesetzlichen Betrag derselben bei der Ausfuhr des
Gegenstandes aus anderen Vereinsstaaten voll er-
heben, und bei der Ausfuhr nach diesen Staaten
theilweise oder bis zum vollen Betrage zurücker-
statten lassen.

Welche, dem dermaligen Stande der Gesetzge-
bung in den gedachten Staaten entsprechende Be-
träge hiernach zur Erhebung kommen und bezie-
hungsweise zurückerstattet werden können, ist
besonders verabredet worden. Treten späterhin
irgendwo Veränderungen in den für die inneren
Erzeugnisse zur Zeit bestehenden Steuersätzen ein,
so wird die betreffende Regierung den übrigen
Vereins-Regierungen davon Mittheilungen machen,
und hiermit den Nachweis verbinden, dass die
Steuerbeträge, welche, in Folge der eingetretenen
oder beabsichtigten Veränderung, von den vereins-
ländischen Erzeugnissen erhoben, und bei der Aus-
fuhr der besteuerten Gegenstände vergütet werden
sollen, den vereinbarten Grundsätzen entsprechend
bemessen seien.

- d. So weit zwischen mehreren, zum Zollvereine ge-
hörigen Staaten eine Vereinigung zu gleichen Steuer-
Einrichtungen besteht, werden diese Staaten in
Ansehung der Befugniss, die betreffenden Steuern
gleichmässig auch von vereinsländischen Erzeugnis-
sen zu erheben, als ein Ganzes betrachtet.
- 4) Die Erhebung der inneren Steuern von den damit
betroffenen vereinsländischen Gegenständen soll in
der Regel in dem Lande des Bestimmungsortes statt-
finden, insofern solche nicht, nach besonderen Ver-
einbarungen, entweder durch gemeinschaftliche He-
bestellen an den Binnengrenzen, oder im Lande der
Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staa-
tes erfolgt. Auch sollen die, zur Sicherung der
Steuer-Erhebung erforderlichen Anordnungen, soweit
sie die, bei der Versendung aus einem Vereinsstaate
in den anderen, einzuhaltenden Strassen und Controlen
betreffen, auf eine, den Verkehr möglichst wenig
beschränkende Weise und nur nach gegenseitiger Ver-
abredung, auch, dafern bei dem Transporte ein drit-
ter Vereinsstaat berührt wird, nur unter Zustimmung
des letzteren, getroffen werden.

1841 5) Die Erhebung von Abgaben für Rechnung von Communen oder Corporationen, sey es durch Zuschläge zu den Staatssteuern oder für sich bestehend, soll nur für Gegenstände, die zur örtlichen Consumption bestimmt sind, nach den deshalb getroffenen besonderen Vereinbarungen bewilligt werden, und es sollen dabei die vorstehend unter II. 2. b. gegebene Bestimmung und der unter II. 3. ausgesprochene allgemeine Grundsatz wegen gegenseitiger Gleichmässigkeit der Behandlung der Erzeugnisse anderer Vereinsstaaten, eben so, wie bei den Staatssteuern, in Anwendung kommen.

Vom Tabak dürfen Abgaben für Rechnung von Communen oder Corporationen überall nicht erhoben werden.

6) Die Regierungen der Vereinsstaaten werden sich gegenseitig,

a. was die hier in Rede stehenden Staatssteuern betrifft, von allen noch gültigen Gesetzen und Verordnungen, ferner von allen in der Folge eintretenden Veränderungen, so wie von den Gesetzen und Verordnungen über neu einzuführende Steuern,

b. hinsichtlich der Communal- etc. Abgaben aber darüber, in welchen Orten, von welchen Communen oder Corporationen, von welchen Gegenständen, in welchem Betrage und auf welche Weise dieselben erhoben werden,

vollständige Mittheilung machen.

Art. 4. Da die hohen contrahirenden Theile eine Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Runkelrüben bereiteten Zuckers für nothwendig erachtet haben, so ist hierüber die anliegende besondere Uebereinkunft getroffen worden, die einen Bestandtheil des gegenwärtigen Vertrages bilden, und ganz so angesehen werden soll, als wenn sie in diesen selbst aufgenommen wäre.

Dieselben sind ferner dahin einverstanden, dass, wenn die Fabrication vom Zucker oder Syrup aus anderen inländischen Erzeugnissen, als aus Runkelrüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrication ebenfalls in sämtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzuckersteuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen seyn würde.

Ar. 5. In Bezug auf das Münzwesen haben die 1841 contrahirenden Regierungen sich bereits durch die Convention vom 30sten Juli 1838 über die Annahme einer gleichen Grundlage für ihr Münzsystem, und über die Ausprägung einer gemeinschaftlichen, in allen Vereinstaaen gleich dem eigenen Landesgelde anzunehmenden Vereinsmünze geeinigt, und es werden dieselben auch fernerhin der weiteren Ausbildung ihrer Münzverfassung auf der hierdurch gegebenen gemeinschaftlichen Grundlage ihre Sorgfalt widmen. Hiernach bewendet es bei den Stipulationen der bisherigen Zollvereinigungsverträge dahin, dass

- 1) der gemeinschaftliche Zolltarif auch fortan in zwei Haupt-Abtheilungen nach dem 14-Thaler-Fusse und nach dem $24\frac{1}{2}$ -Gulden-Fusse ausgefertigt wird, und dass
- 2) die Silbermünzen der sämmtlichen contrahirenden Staaten — mit Ausnahme der Scheidemünze — nach der durch die vorgedachte Münz-Convention festgestellten Gleichwerthung von Vier Thalern gegen Sieben Gulden bei allen Zoll-Hebestellen des Vereins angenommen werden.

Was aber

- 3) die Goldmünzen betrifft, so bleibt einer jeden Vereins-Regierung die Bestimmung, ob und in welchem Silberwerthe dieselben bei den Zoll-Hebestellen ihres Landes angenommen werden sollen, überlassen.

Art. 6. Für das Zollgewicht wird auch ferner der bereits in dem jetzt geltenden Vereins-Zolltarif in Anwendung gebrachte Zoll-Centner die gemeinschaftliche Form geben. Daneben aber werden die contrahirenden Regierungen ferner ihre Sorgfalt dahin richten, auch für das Maass- und Gewichtssystem ihrer Länder im Allgemeinen die zur Förderung des gegenseitigen Verkehrs wünschenswerthe Uebereinstimmung herbeizuführen.

Art. 7. In Hinsicht auf die Vertheilung der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben soll statt der Bestimmungen des Artikels 22 der Zollvereinigungsverträge vom 22sten und 30sten März, auch 11ten Mai 1833, so wie vom 12ten Mai 1835, imgleichen des Artikels 18 der Zollvereinigungsverträge vom 10ten December 1835 und 2ten Januar 1836 Folgendes in Anwendung kommen:

- 1841 1) Der Ertrag der Eingangs-Abgaben wird nach Abzug
- a. der Kosten, welche an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und in dem Grenzbezirke für den Schutz und die Erhebung der Zölle erforderlich sind (Art. 30 der Verträge vom 22sten und 30sten März, auch 11ten Mai 1833, so wie vom 12ten Mai 1835, und Art. 26 des Vertrages vom 10ten December 1835),
 - b. der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen,
 - c. der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen,
- zwischen sämmtlichen Vereinsgliedern nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesamtverein sich befinden, vertheilt.
- 2) Der Ertrag der Aus- und Durchgangs-Abgaben wird,
- a. soweit diese Abgaben bei den Hebestellen in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen (also mit Ausnahme der Provinz Westphalen und der Rheinprovinz), im Königreiche Sachsen und im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins eingehen, zwischen Preussen, Sachsen und den Staaten des Thüringischen Vereins nach dem von ihnen zu verabredenden Theilungsfusse, dagegen
 - b. soweit dieselben bei den Hebestellen in den übrigen Vereinstheilen eingehen, nach der Bevölkerung dieser Vereinstheile unter die betreffenden Staaten vertheilt, und zwar lediglich nach Abzug der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen, und der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen.
- 3) Bei der nach den Sätzen 1 und 2 Statt findenden Vertheilung der Ein-, Aus- und Durchgangs- Abgaben wird die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten, unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung, dem Zollsysteme desselben beigetreten sind oder etwa künftig noch beitreten werden, in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

4) Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinseinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt, und die Nachweisung derselben von den Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

5) Unter Berücksichtigung der besonderen Verhältnisse, welche hinsichtlich des Verbrauchs an zollpflichtigen Waaren bei der freien Stadt Frankfurt obwalten, ist wegen des Anthells derselben an den gemeinschaftlichen Einnahmen ein besonderes Abkommen getroffen.

Art. 8. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens zwei Jahre vor dessen Ablaufe gekündigt wird, soll derselbe auf weitere zwölf Jahre, und sofort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll unverzüglich zur Ratifikation der hohen contrahirenden Theile vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden soll spätestens binnen acht Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 8ten Mai 1841.

(gez.) KUHLMAYER. (L. S.) EICHMANN. (L. S.) BEVER. (L. S.)
 VON ZAHN. (L. S.) FRH. V. LINDEN. (L. S.) HAUBER. (L. S.)
 REGENAUER. (L. S.) V. FRANCKENBERG-LUDWIGSDORFF. (L. S.)
 SCHWEDES (L. S.) FRH. V. SCHÄFFER-BERNSTEIN. (L. S.)
 BIRSACK. (L. S.) THON. (L. S.) MAGDEBURG. (L. S.)
 SOUCHAY. (L. L.)

20.

Convention entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. Signée à Berlin, le 8 Mai 1841.

Im Zusammenhange mit dem die Fortsetzung des Zoll- und Handelsvereins betreffenden Vertrage v. 8. Mai d. J. ist zwischen den betheiligten Regierungen die folgende Uebereinkunft wegen der Besteuerung des Runkelrübenzuckers getroffen worden.

1841 Art. 1. Der im Umfange des Zollvereins aus Runkelrüben verfertigte Zucker soll mit einer überall gleichen Steuer belegt werden, deren Ertrag gemeinschaftlich ist, und nach den nämlichen Grundsätzen, wie das Einkommen an Eingangszöllen, unter die Vereinsstaaten getheilt wird.

Neben dieser Steuer darf in keinem Falle eine weitere Abgabe von dem Runkelrübenzucker, weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung der Communen erhoben werden.

Art. 2. Die Besteuerung nach einem überall gleichen Steuersatze tritt mit dem 1sten September 1841 ein; die Gemeinschaftlichkeit des Steuer-Einkommens dagegen wird bis zum 1sten September 1844 ausgesetzt, um auf der Grundlage der während dieses dreijährigen Zeitraums zu gewinnenden Erfahrungen zuvor die angemessenste Besteuerungsweise zu ermitteln und eine allgemeine und übereinstimmende Gesetzgebung zu vereinbaren.

Vereinigungen mehrerer Vereinsstaaten zu dem Zwecke, noch vor dem 1sten September 1844 eine übereinstimmende Gesetzgebung und Verwaltung rücksichtlich der Steuer vom Rübenzucker, unter Gemeinschaftlichkeit des Ertrages der letzteren, einzuführen, sind jedoch durch diese Bestimmung nicht ausgeschlossen.

Art. 3. Während des Zeitraums vom 1sten September 1841 bis dahin 1844 bleibt die Wahl der Besteuerungsweise dem Ermessen einer jeden Vereins-Regierung in der Art anheimgestellt, dass sie die Rübenzuckersteuer entweder

- a) von dem fertigen Fabricate oder
- b) von den zur Zuckerbereitung zu verwendenden rohen Rüben, und zwar entweder bei deren Einbringung in die Aufbewahrungsräume, oder unmittelbar vor ihrer Verwendung zur Fabrication erheben lassen kann.

Art. 4. Ueber die Höhe des Steuersatzes wird folgendes bestimmt:

- a) Die Steuer soll in dem ersten Betriebsjahre, vom ersten September 1841 bis dahin 1842, Zehn Silbergroschen (35 Xr.) für den Zollcentner Rüben-Rohzucker betragen.
- b) Dieser Steuersatz wird auch im zweiten und dritten Betriebsjahre, nämlich vom 1sten September 1842 bis

dahin 1843, und vom 1sten September 1843 bis da- 1841
hin 1844 beibehalten, wenn nach Zusammenrech-
nung des in dem vorangegangenen Betriebsjahre im
gesammten Vereine versteuerten Quantums Rüben-
zucker mit der im vorangegangenen Kalenderjahre
verzollten Menge ausländischen Zuckers, sich ergibt
dass unter 100 Zentnern der also ermittelten Ge-
samtmenge weniger als 20 Zentner Rübenzucker
begriffen sind.

Erreicht aber die Menge des Rübenzuckers 20
Procent, so wird die Steuer vom Zollzentner Rü-
benzucker auf $\frac{3}{4}$ Thaler (1 Fl. 10 Xr.) festgesetzt;
erreicht oder übersteigt sie endlich 25 Procent der
gesammten Zuckermenge, so wird die Steuer auf
1 Thaler (1 Fl. 45 Xr.) erhöht.

Art. 5. Die Vereins - Regierungen werden sich die
von ihnen in Gemässheit der Art. 2, 3 und 4 erlasse-
nen Gesetze, Verordnungen und Instructionen mitthei-
len und räumen sich gegenseitig das Recht ein, durch
die Vereins - Bevölmächtigten oder durch besondere
Commissarien von der Ausführung der getroffenen Steuer-
Einrichtungen und deren Ergebnissen Kenntniss zu
nehmen.

Art. 6. Nach dem Ablaufe der dreijährigen Periode,
also mit dem 1sten September 1844, tritt in Absicht
der Besteuerung des Rübenzuckers, eben so, wie sol-
ches hinsichtlich der gemeinschaftlichen Ein-, Aus- und
Durchgangszölle der Fall ist, eine völlig übereinstim-
mende Gesetzgebung und Verwaltung in sämmtlichen
Vereinsstaaten ein.

Art. 7. Bei Abmessung der Steuer von Rübenzucker
wird alsdann nach folgenden Grundsätzen verfahren
werden:

- a) Der Eingangszoll vom ausländischen Zucker und Sy-
rup und die Steuer vom vereinsländischen Rüben-
zucker zusammen sollen für den Kopf der jeweili-
gen Bevölkerung des Zollvereins jährlich mindestens
eine Brutto - Einnahme gewähren, welche dem Er-
trage des Eingangszolles vom ausländischen Zucker
und Syrup für den Kopf der Bevölkerung im Durch-
schnitte der drei Jahre 1844 gleichkommt.
- b) Der Betrag der Rübenzucker-Steuer wird jedesmal
für einen dreijährigen, vom 1sten September an lau-
fenden Zeitraum festgesetzt, und wenigstens acht Wo-

1841 chen vor Anfang des letztern öffentlich bekannt gemacht.

Gleichzeitig mit der Rübenzucker-Steuer werden auch die Eingangs - Zollsätze für den ausländischen Zucker und Syrup festgestellt, verkündigt und in Anwendung gebracht, daher solche aus der Reihe der übrigen, mit dem Kalenderjahre laufenden Sätze des Zolltarifs ausscheiden.

- c) Die Steuer vom vereinsländischen Rübenzucker wird gegen den Eingangszoll vom ausländischen Zucker stets so viel niedriger gestellt werden, als nöthig ist, um der inländischen Fabrication einen angemessenen Schutz zu gewähren, ohne zugleich die Concurrenz des inländischen Zuckers auf eine, die Einkünfte des Vereins oder das Interesse der Consumenten gefährdende Weise zu beschränken.
- d) In keinem Falle, und wenn auch dereinst die Einnahme an Eingangszoll vom ausländischen Zucker hinter dem durchschnittlichen Ertrage der Jahre 1848 nicht zurückbleiben sollte, wird die Steuer vom Rüben-Rohzucker unter den Betrag von 20 Procent des Zollsatzes für ausländischen, zum Versieden eingehenden Rohzucker gestellt werden.

Art. 8. Alle durch die Zollvereinigungen - Verträge oder in Folge derselben getroffenen Bestimmungen und Verabredungen über die, den Vereins-Regierungen rücksichtlich der Zoll-Abgaben zustehende Theilnahme an der gemeinschaftlichen Gesetzgebung und an der Controle der Verwaltung, wohin insbesondere die Stipulationen wegen Bestellung der Vereins-Bevollmächtigten und Stations-Controleurs und wegen der jährlichen General-Conferenzen gehören, ingleichen die Vereinbarungen in dem unter den Vereins-Regierungen abgeschlossenen Zollkartel vom 11ten Mai 1833, sollen auch in Beziehung auf die Rübenzucker - Steuer volle Anwendung finden.

So geschehen Berlin den 8ten Mai 1841.

(gez.) KUHLMAYER. EICHMANN. BEVER. VON ZAHN.
FRH. VON LINDEN. HAUBER. REGENAUER. V. FRANCKEN-
BERG - LUDWIGSDORFF. SCHWEDES. FRH. V. SCHÄFFER-
BERNSTEIN. BIRSACK. THON. MAGDEBURG. SOUCHAY.

21.

Convention entre la Prusse, la Saxe royale et les Etats de Thuringue, sur la continuation des conventions du 30 Mars et du 11 Mai 1833, concernant l'imposition uniforme de produits indigènes. Signée à Berlin, le 8 Mai 1841.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Sachsen, und die ausser Sr. Majestät dem Könige von Preussen noch bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine sind übereingekommen, gleichzeitig mit den zwischen den Gliedern des Gesamt-Zoll- und Handelsvereins wegen dessen Fortsetzung eingeleiteten Verhandlungen auch besondere Unterhandlungen in Beziehung auf die Fortsetzung der zwischen Ihnen bestehenden Verträge vom 30sten März und 11ten Mai 1833 wegen gleicher Besteuerung innerer Erzeugnisse, eröffnen zu lassen. Demgemäss ist von den ernannten Bevollmächtigten, nemlich

Seine Majestät des Königs von Preussen:
 Allerhöchst Ihrem Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Offizier der französischen Ehrenlegion, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Commandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, Commandeur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens, Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken und des Herzoglich Anhaltischen Gesamtthaus-Ordens Albrecht des Bären, und
 Allerhöchst Ihrem geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse

1841 mit der Schleife, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, des Königlich Hannöverschen Guelphen-Ordens und des Ordens der Königlich Württembergischen Krone;

Seine Majestät des Königs von Sachsen:
Allerhöchst Ihrem Zoll- und Steuer-Director Ludwig von Zahn, Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

der bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsverein, ausser Preussen, betheiligten Souveraine,
Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten von Hessen:

Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seiner Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Meiningen,

Seiner Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Altenburg,

Seiner Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Coburg und Gotha,

Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen,

Seiner Durchlaucht des Fürsten Reuss älterer Linie,

Seiner Durchlaucht des Fürsten von Reuss-Schleitz, und

Seiner Durchlaucht des Fürsten von Reuss-Lobenstein und Ebersdorf:

dem Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Legationsrath Ottokar Thon, Ritter des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, und Commandeur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen;

folgende Uebereinkunft unter dem Vorbehalte der Ratification abgeschlossen worden.

Art. 1. Die in den Verträgen vom 30sten März und 11ten Mai 1833 getroffene Vereinbarung, nach wel-

cher eine gleiche Besteuerung der Branntwein-Fabrication, des Tabaks- und des Weinbaues in Preussen, Sachsen und in den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten und Gebietstheilen besteht, soll auch ferner aufrecht erhalten werden.

Eben so bleiben die in den gedachten Verträgen wegen gleicher Besteuerung des Braumalzes in Preussen und Sachsen, und wegen Abmessung der Steuern von der Bierbereitung im Thüringischen Zoll- und Handelsvereine enthaltenen Verabredungen in Kraft.

Art. 2. Eine Abgaben-Erhebung oder Rückvergütung bei dem Uebergange von Bier, Branntwein, Tabaks-Blättern und Tabaks-Fabricaten, ingleichen von Traubenmost und Wein aus dem einen in das andere Gebiet wird auch künftig nicht stattfinden, vielmehr behält es bei dem bereits bisher bestandenen freien gegenseitigen Verkehr mit den genannten Erzeugnissen sein Bewenden.

Art. 3. In Folge der gleichen Besteuerung des Wein und Tabakbaues in Preussen, Sachsen und im Gebiete des Thüringischen Vereins soll die Abgabe, welche von dem aus anderen Zollvereins-Staaten übergehenden Traubenmost und Wein, von Tabaks-Blättern und Tabaks-Fabricaten, gemäss dem Vertrage vom heutigen Tage wegen der Fortsetzung des Zoll- und Handelsvereins erhoben wird, wie bisher gemeinschaftlich seyn und nach dem Bevölkerungs-Verhältnisse getheilt werden. Eine gleiche Gemeinschaftlichkeit wird in Hinsicht der künftig zur Erhebung kommenden Abgabe von dem aus anderen Zollvereins-Staaten übergehenden Biere eintreten.

Art. 4. Unter Voraussetzung der Fortdauer einer gesetzlich gesicherten Erhebung des Steuerbetrages von 1½ Silber- (Neu-) Groschen für ein Quart Branntwein zu 50 Procent Alkoholstärke nach *Traillés*, auf der Grundlage der bestehenden Gesetzgebung, soll auch die Gemeinschaftlichkeit der Einnahme von der Fabrikations-Steuer des Branntweins und der in Folge des im Artikel 3 gedachten Vertrages zu erhebenden Abgabe von dem aus anderen Vereinsstaaten übergeführten Branntwein, zwischen Preussen, Sachsen und den Thüringischen Vereinsstaaten, nach Maassgabe der deshalb getroffenen besonderen Verabredung fortbestehen.

Art. 5. Der gegenwärtige Vertrag soll bis zum letz-

1841 ten December 1853 gältig seyn, und, wenn er nicht spätestens achtzehn Monate vor diesem Zeitpunkte gekündigt wird, als auf fernere zwölf Jahre, und sofort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden. Derselbe soll alsbald zur Ratification der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden soll spätestens binnen acht Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 8ten Mai 1841.

(gez.) MICHAELIS. (L. S.) POCHHAMMER. (L. S.)
 VON ZAHN. (L. S.) THON. (L. S.)

22.

Nouvel article additionnel à la convention de poste, conclue le 27 Mai 1836, entre la France et la Belgique. Signé à Bruxelles, le 11 Mai 1841.

(Les ratifications de cet article additionnel ont été échangées à Bruxelles le 31 Juillet 1841).

(voy. la page suivante.)

23.

Traité de Commerce entre Sa Majesté le Roi de Saxe et Sa Majesté le Roi de la Grèce, fait en Duplicate à Drèsde et à Athènes le 12 Mai 1841.

Sa Majesté le Roi de Saxe et Sa Majesté le Roi de la Grèce, également animés du désir sincère de maintenir les rapports de bonne intelligence qui ont si heureusement subsisté jusqu'ici entre Leurs Etats respectifs, et d'en étendre et consolider les relations commerciales, et convaincus que cet objet ne saurait être mieux rempli qu'en adoptant le système d'une parfaite réciprocité, basée sur des principes d'équité également avantageux aux deux pays, sont convenus en conséquence d'entrer en négociations pour conclure un Traité de commerce et ont nommé à cet effet des Plénipotentiaires :

(Moniteur universel. Moniteur belge. 1841). 1841

Entre nous soussignés, ambassadeur de sa majesté le roi des Français près sa majesté le roi des Belges, d'une part;

Et nous ministre des affaires étrangères de sa majesté le roi des Belges, d'autre part, il a été convenu ce qui suit:

La disposition suivante est ajoutée à l'article 2 de la convention du 27 mai 1836;

„Néanmoins, le bureau français de Longwy pourra être mis en correspondance directe avec le bureau d'Arlon, et *vice versa*, sans que les comptes d'échange du bureau de Longwy soient distraits de la comptabilité du bureau de Thionville.”

Fait en double original, sous la réserve de l'approbation de nos souverains respectifs, à Bruxelles, le 11 Mai 1841.

(L. S.) H. DE RUMIGNY. (L. S.) Cte. DE MUELENAERE.

23.

Handelsvertrag zwischen Sr. Majestät dem Könige von Sachsen und Sr. Majestät dem Könige von Griechenland, doppelt ausgefertigt zu Dresden und zu Athen, den 12 Mai 1841.

Seine Majestät der König von Sachsen und Seine Majestät der König von Griechenland, von dem aufrichtigen Wunsche gleichmässig beseelt, die freundschaftlichen Verhältnisse aufrecht zu erhalten, welche bisher so glücklich zwischen Ihren beiderseitigen Staaaten bestanden haben, und die Handelsverbindungen zwischen selbigen auszu dehnen und zu befestigen; und überzeugt, dass dieser Zweck nicht besser als durch Annahme eines, beiden Staaten gleich vortheilhaften, auf Grundsätzen der Billigkeit beruhenden Systems einer vollkommenen Gegenseitigkeit erreicht werden kann, sind in Folge dessen übereingekommen, wegen des Abschlusses eines Handelsvertrags in Unterhandlung zu treten, und haben zu diesem Behufe zu Bevollmächtigten ernannt:

1841

Sa Majesté le Roi de Saxe,
 le Sieur Henri Antoine de Zeschau,
 Son Ministre d'Etat des Finances, faisant fonctions également de Son Ministre des affaires étrangères, Grand-Croix de Son Ordre du Mérite civil et de ceux de St. Alexandre-Newsky de Russie, de l'aigle rouge de Prusse, de l'ordre du mérite civil de la Couronne de Bavière et de celui des Maisons Ducales de Saxe etc. etc.

et Sa Majesté le Roi de Grèce,
 le Sieur Andronic Païcos,
 Son Secrétaire d'Etat au Département de la Justice, dirigeant le Ministère de la Maison Royale et des Relations extérieures, Commandeur de Son Ordre Royal du Sauveur;
 lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront, avec toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et cargaisons, aborder librement dans les places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis aux nationaux. Ils pourront s'y arrêter et résider dans quelque partie que ce soit, des dits territoires, y louer et occuper des maisons et des magasins pour leur commerce, et ils jouiront généralement, tant pour leurs personnes, que pour leurs propriétés de la plus entière sécurité et il leur sera accordé pour les affaires de leur négoce la même protection, dont jouissent les indigènes, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances des Pays respectifs.

Art. 2. Il ne pourra être établi dans la Saxe sur les productions du sol ou de l'industrie de la Grèce, aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, ni aucun droit de quelque espèce ou dénomination que ce soit, qu'autant que ces prohibitions, ces restrictions et ces droits seraient également établis sur les objets de même nature provenant de toute autre contrée. Et réciproquement, il ne pourra pas être établi dans la Grèce, sur les productions du sol ou de l'industrie de la Saxe, aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, ni aucun droit de quel-

1841

Seine Majestät der König von Sachsen,
den Herrn Heinrich Anton von Zeschau,
Allerhöchst Ihren Staats- und Finanz- auch gleichzeitig
mit der Leitung der auswärtigen Angelegenheiten beauf-
tragten Minister, Grosskreuz Ihres Ordens für Verdienst
und Treue, so wie des kaiserlich russischen St. Alexander-
Newsky, des königlich preussischen rothen Adler-Ordens,
des Civil-Verdienst-Ordens der Baierischen Krone und des
Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Hausordens etc.

und Seine Majestät der König von Griechenland,
den Herrn Andronicus Paikos,
Allerhöchst Ihren Staats-Secretair für das Justiz-Departement,
gleichzeitig mit der Leitung der Ministerien des Königh-
lichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten be-
auftragt, Comthur des königlich griechischen Ordens des
heiligen Erlösers;

welche, nach Auswechselung Ihrer in guter und gehöriger
Form befundenen Vollmachten, die folgenden Artikel
festgestellt haben:

Art. 1. Den Unterthanen der beiden hohen kontrahirenden Theile soll es freistehen, in den Plätzen und Flüssen der Gebiete des andern Theils, überall, wo der fremde Handel den eigenen Unterthanen erlaubt ist, mit Sicherheit für ihre Personen, Ladungen und Schiffe zu landen. Sie sollen daselbst sich aufhalten und in jedem Theile der gedachten Gebiete Wohnsitz nehmen, Häuser und Magazine miethen und für ihren Handel inne haben dürfen, und überhaupt für ihre Personen wie für ihr Eigenthum der vollständigsten Sicherheit geniessen, auch soll ihnen für ihre Handelsgeschäfte — unter der Verpflichtung sich den Gesetzen und Verordnungen der resp. Länder zu unterwerfen — derselbe Schutz, dessen die Inländer geniessen, gewährt werden.

Art. 2. In dem Königreiche Sachsen sollen auf die Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses Griechenlands, keine Verbote, Beschränkungen der Ein- und Ausfuhr, oder Abgaben irgend einer Art oder Benennung gelegt werden dürfen, als in soweit diese Verbote, Beschränkungen und Abgaben eben so auch auf die gleichartigen Gegenstände, welche aus irgend einem andern Lande herkommen, gelegt werden. Umgekehrt sollen in Griechenland auf die Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses Sachsens keine Verbote, Beschränkungen der Ein- oder Ausfuhr, noch Abgaben irgend einer Art oder Benennung

1841 que espèce ou dénomination que ce soit, qu'autant que ces prohibitions, ces restrictions et ces droits seraient également établis sur les objets de même nature provenant de toute autre contrée.

Art. 3. Toute faculté d'entrepôt et toutes primes et remboursements de droits, qui seraient accordés dans les territoires d'une des Hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation de quelque objet que ce soit, seront également accordés aux objets de même nature, produits du sol ou de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Art. 4. Il est entendu que dans le cas où l'un des deux Gouvernements viendrait à diminuer les droits sur les productions brutes ou manufacturées d'un autre pays, ou à lui accorder d'autres avantages ou facilités (comme p. ex. celles dont il est fait mention dans les articles 2 et 3 ci-dessus) à la suite d'un Traité formel sur l'assurance d'une diminution de droits analogue, ou d'autres avantages commerciaux particuliers, l'autre des Gouvernements, contractant la présente convention, ne pourra demander la même diminution de droits pour ses importations dans les Etats du premier, ou les mêmes avantages et facilités pour le commerce de ses sujets, qu'en offrant la même diminution de droits, ou les mêmes autres avantages, et il n'en jouira qu'à dater du moment, où il les aura assurés, et s'il ne peut en présenter de même étendue et qualité, qu'après en avoir donné d'équivalents; et dans tous les cas les deux Gouvernements devront conclure un arrangement particulier à cet égard.

Art. 5. Chacune des hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans ses places de commerce des Consuls, Vice-Consuls ou Agents de commerce, qui jouiront de toute la protection et recevront toute l'assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions; mais elles se réservent la faculté de refuser la résidence d'un Consul, Vice-Consul ou Agent dans tel endroit qu'elles jugeront à propos d'en excepter.

Les Consuls de quelque classe qu'ils soient, dûment

gelegt werden dürfen, als in soweit diese Verbote, Beschränkungen und Abgaben ebenso auch auf die gleichartigen Gegenstände, welche aus irgend einem anderen Lande herkommen, gelegt werden. 1841

Art. 3. Alle Niederlage-Befugnisse und alle Prämien und Abgaben-Erstattungen, welche in dem Gebiete des einen der hohen kontrahirenden Theile der Einfuhr oder der Ausfuhr irgend eines Gegenstandes bewilligt werden möchten, sollen in derselben Weise den gleichartigen Gegenständen, welche Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses des anderen kontrahirenden Theiles sind, zugestanden werden.

Art. 4. Man ist darüber einverstanden, dass in dem Falle, wo die eine der beiden Regierungen in Folge eines förmlichen Vertrages, gegen Zusicherung einer entsprechenden Verminderung der Abgaben oder anderer besonderer Handelsvorteile, die Abgaben von den rohen oder verarbeiteten Erzeugnissen eines anderen Landes ermässigen oder diesem andere Vorthelle oder Erleichterungen (wie z. B. solche, von denen in den Artikeln 2 und 3 die Rede ist) zugestehen würde, die andere der den Vertrag eingehenden Regierungen, die nämlichen Abgaben-Verminderungen für ihre Einfuhren in die Staaten der ersteren, oder die nämlichen Vorthelle und Erleichterungen für den Handel ihrer Unterthanen nur dann soll in Anspruch nehmen können, wenn sie dieselbe Abgaben-Verminderung oder dieselben anderen Vorthelle anbietet, auch erst in dem Augenblicke in den Genuss jener treten soll, wo sie diese sicher gestellt, oder, sofern sie dergleichen nicht von eben dem Umfange und derselben Art vorschlagen könnte, eine angemessene Gegenleistung dafür gewährt haben wird. Jedenfalls würde darüber eine besondere Uebereinkunft zwischen beiden Regierungen zu treffen seyn.

Art. 5. Ein jeder der hohen kontrahirenden Theile gesteht dem andern das Recht zu, in seinen Handelsplätzen Consuls, Vice-Consuls oder Handelsagenten zu unterhalten, welche allen Schutzes geniessen und allen erforderlichen Beistand erhalten sollen, um ihre amtlichen Verrichtungen gehörig verwalten zu können; sie behalten sich jedoch vor, den amtlichen Wohnsitz eines Consuls, Vice-Consuls oder Handelsagenten an einem solchen Orte zu verweigern, welchen sie davon auszunehmen für angemessen erachten möchten.

Die in gehöriger Form von den betreffenden Regierun-

1841 nommés par leurs Gouvernements respectifs et après avoir obtenu l'exéquatur de celui dans le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leur personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les Consuls des nations les plus favorisées. Il est pourtant entendu, que si ces privilèges ne sont accordés aux autres nations que sous des conditions spéciales, le Gouvernement respectif ne peut y prétendre qu'en remplissant ces mêmes conditions.

Du reste il est expressément déclaré que dans le cas d'une conduite illégale ou improprie envers les lois ou le Gouvernement du pays, dans lequel les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents de commerce résideraient, ils pourront être privés de l'exercice de leurs fonctions par le Gouvernement offensé, qui fera connaître à l'autre ses motifs pour avoir agi ainsi.

Bien entendu cependant, que les archives et documents relatifs aux affaires du Consulat seront à l'abri de toute recherche et devront être soigneusement conservés sous le scellé des Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux et de l'autorité de l'endroit.

Art. 6. Dans le cas où quelque bâtiment sur lequel seraient embarqués des sujets Saxons et qui serait chargé de marchandises provenant de la Saxe, aurait échoué, fait naufrage ou souffert quelque dommage sur les côtes de la domination du Royaume de la Grèce, il sera donné de la part des autorités Grecques toute aide et assistance aux personnes naufragées ou qui se trouveraient en danger, et il leur sera accordé des passe-ports pour retourner dans leur patrie. Les marchandises naufragées, ou leurs produits, si elles ont été vendues, seront restituées à leurs propriétaires ou ayants-cause, si elles sont réclamées dans l'an et jour, en payant les frais de sauvetage que payeraient les nationaux dans les mêmes cas. — Les articles sauvés ne seront assujettis à payer des droits qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la consommation dans les pays du Royaume de la Grèce.

Art. 7. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications et si avant l'expiration des neuf premières an-

gen ernannten Consuln jeder Classe, werden, nachdem sie 1841 von derjenigen Regierung, in deren Gebiete sie residiren sollen, das Exequatur erhalten haben, sowohl für ihre Personen als auch für Amtsverrichtungen derselben Privilegien wie die Consuln der begünstigten Nationen genießen; wohl verstanden jedoch, dass, wenn dergleichen Privilegien anderen Nationen nur unter besonderen Bedingungen zugestanden sind, die betreffende Regierung darauf nur Anspruch machen kann, wenn sie dieselben Bedingungen erfüllt.

Uebrigens wird ausdrücklich erklärt, dass den gedachten Consuln, Vice-Consuln oder Handelsagenten im Falle eines ungesetzlichen oder ungeeigneten Betragens gegen die Gesetze oder gegen die Regierung des Landes, wo sie residiren, von dem letzten Gouvernement, unter Mittheilung seiner Beweggründe an das andere Gouvernement, die Ausübung ihrer Amtsverrichtungen wird entzogen werden können.

Es versteht sich jedoch, dass die auf die Geschäfte des Consulats Bezug habenden Archive und Urkunden vor jeder Untersuchung gesichert sind, und sorgfältig unter dem Siegel der Consuln, Vice-Consuln oder Handelsagenten und demjenigen der Ortsbehörde, aufbewahrt werden müssen.

Art. 6. In dem Falle, dass ein Schiff, auf welchem sächsische Unterthanen eingeschifft sind, und welches mit Waaren sächsischen Ursprungs beladen ist, an den Küsten des Königreichs Griechenland Strandung, Schiffbruch oder sonst Beschädigung erlitten haben sollte, wird den verunglückten oder in Gefahr befindlichen Personen alle Hülfe und Beistand geleistet, und sollen ihnen Pässe zur Rückkehr in ihr Vaterland ertheilt werden.

Die geretteten Waaren, oder wenn sie verkauft worden, der Erlös daraus, sollen den Eigenthümern oder deren Rechtsvertretern, wenn sie binnen Jahr und Tag reclamirt worden, gegen Erlegung der Bergegelder zurückgegeben werden, welche die Eingebornen in demselben Falle entrichten würden. — Die geborgenen Gegenstände sollen der Entrichtung von Abgaben nur in so weit unterworfen werden, als sie in der Folge zum Verbräuche in den Läden des Königreichs Griechenland bestimmt werden sollten. —

Art. 7. Der gegenwärtige Vertrag soll, von dem Tage der Auswechselung der Ratificationen ab, Zehn Jahre hindurch gültig seyn, und wenn vor Ablauf der ersten Neun

1841 nées l'une ou l'autre des hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ce traité restera obligatoire une année au-delà, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable notification, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. 8. Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Saxe et par Sa Majesté le Roi de Grèce et les ratifications en seront échangées à Athènes dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs des hautes Parties contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en duplicata à Dresde et à Athènes ce $\frac{1}{2}$ Mai 1841.

(signé) (L. S.) HENRI ANTOINE DE ZESCHAU.

(L. S.) A. PAÏCOS.

(Die Ratifications-Urkunden des vorstehenden Vertrags sind resp. vom 26 Mai und $\frac{23\text{sten Juni}}{5\text{ Juli}}$ 1841 aus Dresden und Athen datirt, und im Wege der Correspon-

24.

Correspondances qui ont eu lieu en Angleterre pour la répression de la traite des nègres sous pavillon américain)*

I.

Lettre adressée le 18 mai 1841, par le département des affaires étrangères, aux lords de l'amirauté, au sujet de la poursuite des bâtimens américains soupçonnés de se livrer à la traite.

Monsieur, j'ai soumis au vicomte Palmerston votre lettre du 3 du courant, contenant les copies des instruc-

*) Nous publions ces correspondances à cause des principes importants de droit maritime qui s'y trouvent établis.

Jahre der eine oder der andere der hohen kontrahirenden Theile dem anderen nicht seine Absicht, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, mittelst einer officiellen Eröffnung angezeigt haben sollte, noch ein Jahr ferner, und sofort bis zum Ablaufe der auf eine solche Eröffnung folgenden Zwölf Monate, zu welcher Zeit erstere auch stattgefunden haben mag, verbindlich bleiben. —

Art. 8. Der gegenwärtige Vertrag wird von Seiten Seiner Majestät dem Könige von Sachsen und von Seiner Majestät dem Könige von Griechenland ratificirt werden, und die Ratificationen desselben sollen zu Athen binnen zwei Monaten, oder wo möglich noch früher, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Dresden und Athen, den 27 Mai 1841.

(L. S.) HEINRICH ANTON VON ZESCHAU..

(L. S.) A. PAÏCOS.

denz ausgewechselt worden. Officiell bekannt gemacht durch eine Verordnung v. 3. Novemb. 1841 im Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1841. St. 20).

tions données aux officiers qui commandent les croiseurs de S. M. „pour qu'ils s'abstiennent de capturer les navires américains qui se livrent à la traite des noirs." Je dois vous prier de communiquer aux lords commissaires de l'amirauté, que lord Palmerston est d'opinion que, lorsqu'il y a bonnes raisons de soupçonner qu'un navire rencontré par les navires de S. M. n'est pas américain et se livre à la traite des noirs, le fait seul que ce bâtiment hisse le pavillon américain ne doit pas empêcher qu'il soit abordé pour examiner ses papiers; et que, si de pareils bâtimens ont à bord des papiers américains évidemment irréguliers ou imparfaits, ou quoiqu'ayant des papiers américains réguliers, ils en ont également qui ont été délivrés par les autorités d'un autre pays qui a concédé à la Grande-Bretagne le droit de visite, de tels navires, dans l'un ou l'autre de ces cas, doivent être visités; et que, si des navires

1841 melle que les croiseurs de S. M. ne doivent ni capturer, ni entraver la navigation, ni même visiter les navires des Etats-Unis, qu'ils aient ou non des esclaves à bord, vous remarquerez cependant qu'on n'a pas l'intention de permettre que les navires d'autres nations échappent à la visite et à l'examen, par le seul fait qu'ils arborent le pavillon des Etats-Unis; ainsi, si l'un des croiseurs de S. M. rencontrait un navire arborant le pavillon des Etats-Unis, mais qu'il le supposât, d'après quelque avis reçu ou d'après les manoeuvres du bâtiment, ou par une autre cause suffisante, ne pas appartenir aux Etats-Unis, il doit, le temps ou le vent le permettant, aller en avant du navire soupçonné, après avoir communiqué son intention en le hélant, et envoyer à son bord une chaloupe (malgré son pavillon américain), pour s'assurer de sa nationalité, sans cependant en opérer la détention dans le cas où il se trouverait qu'il fut réellement un navire des Etats-Unis; mais si la force du vent ou d'autres circonstances rendaient ce mode de visite impraticable, le croiseur sera autorisé à exiger du navire de se mettre en panne (seulement pour qu'on puisse s'assurer de sa nationalité), et à l'y contraindre *si cela était nécessaire*, bien entendu toujours qu'il ne recourra à aucune mesure coercitive avant que tous les autres moyens pour effectuer la visite exigée, ne soient épuisés; et de quelque manière que la dite visite soit faite, de force ou autrement, l'officier qui abordera le bâtiment étranger doit seulement vérifier en premier lieu sa nationalité par les papiers du navire ou par d'autres preuves, et s'il trouve que le navire appartient en effet aux Etats-Unis, il doit, sans perdre de temps, le quitter et s'offrir d'indiquer sur les papiers de bord le motif pour lequel il a douté de sa nationalité et qui seul l'a engagé à insister sur la visite, en ajoutant le nombre des minutes pendant lesquelles le bâtiment a été détenu (si toutefois il l'a été) pour l'objet en question. Cette note sera signée par l'officier visiteur avec l'indication de son rang et le nom du bâtiment croiseur; soit que le capitaine du navire américain consente ou non à ce que note soit faite sur les papiers de son bâtiment (et elle ne le sera pas sans son consentement), toutes ces circonstances seront sur-le-champ consignées en détail dans le journal de navigation du croiseur anglais et un rap-

port à cet effet sera adressé au secrétaire de l'amirauté 1841 et envoyé directement en Angleterre par la première occasion, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre du Secrétaire d'état. Un rapport pareil, adressé au plus ancien officier de la station, sera transmis par Vous au Secrétaire de l'amirauté pour l'information de leurs seigneuries, accompagné des observations qu'il y aurait lieu à faire.

Il s'entend que, si les soupçons du croiseur anglais, sont fondés, et s'il est prouvé que le navire abordé, bien qu'il eût porté le pavillon des Etats-Unis, n'appartient pas à cette nation, le capitaine du croiseur anglais agira à son égard, ainsi qu'il est également indiqué dans la lettre du secrétaire d'état, comme s'il eût été de son devoir de le faire si ce bâtiment n'avait pas arboré le pavillon des Etats-Unis.

Signé : JOHN BARROW.

25.

Convention de navigation, conclue entre l'Autriche et la France.

Extrait.

A partir du 1er juin 1841, tout navire de commerce autrichien entrant en relâche forcée dans un port du royaume y sera, à charge de réciprocité, exempté de tous droits de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'il ne se livre, dans le port de relâche, à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu toutefois que les déchargemens et les chargemens motivés par l'obligation de réparer le navire, son avitaillement et le transbordement de la cargaison, en cas de nécessité, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le navire ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

1841

26.

*Convention entre la Prusse et le
Grand-duché de Hesse sur l'exécution
réciproque des jugemens don-
nés par les tribunaux de justice dans
la Prusse et dans la Hesse rhénane.
Signée à Berlin le 4 Juin et à
Darmstadt le 19 Juin 1841.*

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten.
Jahrg. 1841. Nro 10. v. 15. Juli. Grossherzogl. Hessi-
sches Regierungsblatt. 1841. Nro 21. v. 17. Juli).

(Les déclarations ministérielles respectives sur cet ob-
jet ont été échangées le 19 Juin 1841.)

Von Seiten der Königlich Preussischen Regierung ist mit der Grossherzoglich Hessischen Regierung zur wechselseitigen Beförderung der Rechtspflege in dem Bezirke des Königlich Preussischen Appellationsgerichtshofes zu Cöln und in der Grossherzoglichen Provinz Rheinhessen, mit Rücksicht auf die wesentliche Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Gerichtsverfassung in den eben erwähnten beiderseitigen Gebietstheilen, nachfolgende Uebereinkunft getroffen worden.

Art. 1. Die in einem der genannten beiden Landestheilen in Civilsachen gegen Privatpersonen künftig ergehenden, gerichtlichen, dort vollstreckbaren Definitivurtheile sollen auch in dem anderen so, als ob sie in diesem ergangen wären, unter den nachfolgenden Bedingungen, gegen den Verurtheilten sowohl Hypothekar-Inskriptionen begründen als auch unweigerlich vollstreckt werden.

Ausgeschlossen sind hiervon nur diejenigen Civilurtheile, durch welche in dem einen der genannten Landestheile über Streitigkeiten entschieden worden ist, welche den Stand der Person (quaestiones status) oder solche Angelegenheiten eines Angehörigen des anderen Landestheils betreffen, in welchen nach den in diesem geltenden Gesetzen eine Prorogation des Gerichtsstandes nicht statthaft ist.

Art. 2. Die im Artikel 1. bezeichneten, in dem ei- 1841
nen Landestheile ergangenen Civilurtheile können jedoch nur dann in dem anderen Hypothekar-Inskription begründen und vollstreckt werden, wenn sie in demselben von demjenigen Gerichte erster Instanz für vollstreckbar erklärt worden sind, in dessen Bezirke die Inskription oder Exekution stattfinden soll.

Sollten die Urtheile in den Bezirken mehrerer dieser Gerichte inskribirt oder vollstreckt werden, so genügt die von einem derselben erfolgte Vollstreckbarer-Erklärung.

Art. 3. Diejenige Parthei, welche die Vollstreckbarer-Erklärung nachsuchen will, hat dem Präsidenten des Gerichtes des Exekutionsortes (Art. 2.) durch einen Anwalt eine exekutorische Ausfertigung und eine beglaubigte Abschrift des Urtheils mit dem schriftlichen Gesuche zu überreichen, das Urtheil für vollstreckbar zu erklären.

Art. 4. Ueber dieses Gesuch wird, ohne dass es einer vorgängigen Ladung bedarf, nach erfolgtem Bericht eines Referenten und dem Antrage der Staatsbehörde in der Rathskammer erkannt.

Erklärt das Gericht das Urtheil für vollstreckbar, so wird eine Ausfertigung der diesfälligen Entscheidung auf die überreichte exekutorische Ausfertigung des Urtheils gesetzt und dieselbe dem Anwalte übergeben, wogegen die überreichte beglaubigte Abschrift jenes Urtheils der Urschrift des bezüglich der Vollstreckbarkeits-Erklärung erlassenen Urtheils angebogen und nebst diesem auf der Gerichtskanzlei aufbewahrt wird.

Versagt die Rathskammer die Vollstreckbarer-Erklärung, so geschieht dieses in einem besonderen Urtheile, in welchem die Rückgabe der überreichten Ausfertigung des Urtheils verordnet wird. Gegen diese Entscheidung kann der Extrahent unter Vorlegung einer Ausfertigung derselben und der des Urtheils, ein Rekurs-gesuch bei dem Gerichte der zweiten Instanz anbringen, unter Beobachtung der im Art. 3. vorgeschriebenen Form.

Die Gerichte erster und zweiter Instanz haben in solchen Fällen nur zu prüfen, ob das Urtheil nicht zur Kategorie der im Art. 1. a linea 2. erwähnten Ausnahmen gehört. Ausserdem steht ihnen weder eine Prüfung der Kompetenz des Gerichtes, welches das

1841 Urtheil erlassen hat, noch eine Beurtheilung der Gesetzmässigkeit der Entscheidung zu.

Art. 5. Die Vollstreckung der in Gemässheit des Art. 4. für exekutorisch erklärten Urtheile findet sowohl in das bewegliche und unbewegliche Vermögen, als auch, insoweit die Gesetze des Landestheils, wo sie geschehen soll, dies gestatten, gegen die Person des Verurtheilten statt.

Art. 6. Einsprüche des Verurtheilten wider die Vollstreckung des für exekutorisch erklärten Urtheils gehören nur dann vor das Gericht erster Instanz des Bezirks, in welchem sie geschieht, wenn sie auf einen der nachfolgenden Gründe gestützt werden:

- 1) dass das Urtheil zur Kategorie der im Art. 1. a linea 2. erwähnten Ausnahmen gehöre;
- 2) dass die Vollstreckungsfähigkeit des Urtheils durch eingelegte Rechtsmittel oder sonst suspendirt, oder im gesetzlichen Wege aufgehoben oder erloschen sey;
- 3) dass gegen die am Vollstreckungsorte geltenden Förmlichkeiten der Exekution gefehlt, oder eine unstatthafte Art der Exekution stattgefunden;
- 4) dass nach Erlassung des für exekutorisch erklärten Urtheils die Schuld durch Zahlung, Kompensation, Erlass, Vergleich oder sonst erloschen sei, insoweit diese Einrede nicht im Wege der Rechtsmittel wider das Urtheil selbst geltend gemacht werden kann.

Art. 7. Einsprüche, welche von dritten Personen gegen die Vollstreckbarkeit des Urtheils erhoben werden, insbesondere diejenigen, durch welche das Eigenthum der gegen den Schuldner gepfändeten Gegenstände in Anspruch genommen wird, gehören vor das Gericht, in dessen Bezirke die Exekution geschieht.

Art. 8. Alle gegen das für vollstreckbar erklärte Urtheil selbst, nach den Gesetzen, unter deren Herrschaft es erlassen worden, zulässigen Rechtsmittel, müssen bei den kompetenten Gerichten desjenigen Landes angebracht werden, in welchem es ergangen ist, selbst wenn sie auf den Einwand der Inkompetenz des erkennenden Gerichts gestützt werden.

Art. 9. Das Gesetz vom 10. Dezember 1807. über die Körperhaft gegen Fremde findet in der Königlich Preussischen Rheinprovinz gegen Angehörige der Grossherzoglichen Provinz Rheinhessen, und in dieser gegen

Angehörige der Preussischen Rheinprovinz keine Anwendung.

Art. 10. Die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft wird unter Voraussetzung des fortdauernden Bestandes der gegenwärtigen Civilgesetzgebung und Civilgerichtsverfassung in dem Bezirke des Appellationsgerichtshofes zu Cöln und der Provinz Rheinhessen auf zwölf Jahre, vom 1. Juli 1841 angerechnet, festgesetzt.

Erfolgt sechs Monate vor dem Ablaufe keine Aufkündigung von einer oder der anderen Seite; so gilt sie, ihrem ganzen Inhalte nach, auf einen ferneren Zeitraum von zwölf Jahren.

28.

Proclamation de Charles Elliot, Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne en Chine, relative à la rançon de la Ville de Canton. En date de Macao, le 5 Juin 1841.

La perfidie des commissaires impériaux Chinois ayant mis les forces de terre et de mer de Sa Maj. britannique dans la nécessité d'entreprendre de brillantes opérations, et toutes les positions et les hauteurs qui commandent Canton ayant été occupées, les autorités de cette ville ont demandé, le 27 du mois dernier, la suspension des hostilités à des conditions dont les termes ont été garantis par elles.

1^o Il est convenu que les trois commissaires impériaux et toutes les troupes, autres que celles de la province de Canton, évacueront la ville dans six jours, et se retireront à une distance d'au moins soixante milles.

2^o Six millions de dollars seront payés dans une semaine à compter du 27 mai, comme indemnité à S. M. B. Un million sera payé de suite, le 27 mai.

3. Les troupes britanniques conserveront la position qu'elles occupent actuellement, et sans aucune nouvelle disposition de part ni d'autre. Si toute la somme de six millions de dollars n'était pas payée dans sept jours, elle sera portée à sept millions; au bout de quatorze jours, elle sera portée à huit millions, et

1841 après vingt jours à neuf millions. Quand elle aura été intégralement payée, les forces britanniques se retireront de Bocca-Tigri, de Wangtong, et toutes les places fortifiées sur la rivière seront rendues, mais ne pourront être réarmées jusqu'à ce que toutes les affaires entre les deux nations aient été définitivement réglées.

4^o Toutes les pertes occasionnées par la destruction de la factorerie et celle du brick espagnol *Bilbaino* seront remboursées dans la semaine.

5^o Il est convenu que Kwangchowfoo sera muni des pleins pouvoirs des trois commissaires impériaux pour conclure les arrangemens ci-dessus, le gouverneur-général de la garnison et le fooyued étant dépositaires du sceau de leurs excellences.

(Suit le sceau de Kwangchowfoo).¹

Les troupes britanniques avaient pris possession de la ville de Canton, où elles étaient entrées sans déployer leurs bannières; mais cinq millions de dollars ayant été payés sur-le-champ et des garanties convenables ayant été données pour le million restant, les forces de S. M. se sont retirées des positions qu'elles occupaient dans la ville. Les places qui doivent être rendues seront remises aussitôt que le départ des deux commissaires impériaux aura été officiellement notifié au commandant des forces de S. M. devant Canton.

Dans cette brillante campagne qui n'a pas duré dix jours, une seule nuit a suffi pour incendier la flotte chinoise et détruire tous leurs autres moyens de résistance; une flotte d'environ 100 voiles de jonques armées et de brûlots a été détruite; un vaisseau de ligne, armé de 60 canons, a été remorqué, et avec un courage, une ardeur et une constance admirables, une faible division britannique, au milieu d'une contrée inconnue et remplie d'obstacles, est restée en face d'une nombreuse armée ennemie et a combattu pendant dix heures, une ligne fortifiée et protégée par les forts et les hauteurs de la ville, et a chassé une masse considérable de troupes de toutes les positions qu'elles occupaient.

Macao, 5 juin 1841.

CHARLES ELLIOT.

28.

*Proclamation du Plénipotentiaire de
la Grande-Bretagne en Chine, adres-
sée aux habitans de la ville de Can-
ton, le 6 Juin 1841.*

Que toute la population de Canton sache bien qu'elle peut rentrer dans ses foyers et se livrer à ses habitudes en parfaite sécurité, tant que les autorités chinoises rempliront fidèlement leurs engagemens. Les hostilités récentes dans cette province ont eu lieu contre la volonté des officiers anglais. On doit les attribuer au manque de foi et à la violence des commissaires impériaux. Bien que l'on ne doive renoncer aux mesures générales contre la cour impériale que lorsque justice entière aura été faite, la population de Canton et de cette province n'aurait jamais été inquiétée sans la conduite coupable des commissaires impériaux. Les commissaires impériaux, dans cette province, ont compromis l'honneur de la cour impériale, en violant des engagemens signés, et ils ont plongé dans la douleur et le deuil des milliers de familles innocentes. Après le départ des commissaires et de toutes les autres troupes que celles de la province, la population de Canton jouira encore de la paix et de la sécurité.

Canton, le 6 Juin.

CHARLES ELLIOT.

29.

*Proclamation du Plénipotentiaire de
la Grande-Bretagne en Chine, rela-
tive au port de Hong-Kong. Datée
de Macao, le 7 Juin 1841.*

Savoir faisons à tous les marchands et négocians de Canton et de toutes les parties de l'empire de la Chine, qu'eux et leurs navires ont libre accès dans le port de Hong-Kong, où ils pourront faire le commerce sous a

1841 protection des officiers anglais. Hong-Kong étant sur le littoral de l'empire chinois, il ne sera payé au gouvernement anglais aucun droit d'importation ni d'exportation. Savoir faisons en même temps que l'embargo immédiat sera mis sur le port de Canton et sur tous les ports considérables de l'empire chinois, si le moindre obstacle est apporté à la franchise de Hong-Kong. Seront récompensées libéralement toutes personnes qui donneront aux officiers anglais les renseignements de nature à faire découvrir les pirates. Les pirates seront pris et livrés aux officiers du gouvernement chinois pour être punis.

Macao, le 7 Juin 1841.

CHARLES ELLIOT.

30.

Circulaire du ministre de la guerre en Espagne aux capitaines-généraux, en date du 21 juin 1841, relative à la répression de la contrebande.

L'attention du régent du royaume a été vivement appelée sur la contrebande scandaleuse qui a lieu sur les côtes et les frontières, et qui, s'étendant ensuite dans les provinces de l'intérieur, ruine le commerce de bonne foi, diminue sensiblement le produit des revenus publics et, ce qui est encore plus grave, répand la démoralisation la plus complète parmi des populations entières donne lieu à toute espèce de crimes. Son altesse a résolu de réprimer promptement et exemplairement des maux si grands, et, en conséquence, elle a jugé convenable d'ordonner que votre excellence, en faisant usage de toutes les troupes disponibles dans le district dont vous êtes chargé, organise des colonnes et des troupes volantes, en faisant choix, pour les commander, de chefs dont la fermeté, l'aptitude et la moralité sont reconnues. Votre excellence se mettra d'accord avec les intendants des provinces de ce district pour que l'on poursuive sans relâche les malfaiteurs et contrebandiers qui, avec une audace si criminelle, violent les lois et causent au pays de si grands maux.

Et, pour que ces dispositions produisent tous les effets salutaires que l'on doit en attendre et que réclament les véritables intérêts nationaux si profondément menacés par l'excès auquel la contrebande est portée dans quelques provinces par l'impuissance des autorités, le régent du royaume a jugé à propos d'ordonner les mesures ci-après :

1^o Dans les capitales des districts militaires, on formera une junta composée du capitaine-général, de l'intendant, de l'assesseur de la subdélégation des revenus, d'un colonel et d'un officier. Cette junta s'occupera du mode de distribution des marchandises qui seront prises par les forces de l'armée, destinées à la poursuite de la contrebande dans les districts respectifs, soit par elles seules, soit avec les carabiniers du trésor public.

2^o Si, dans le délai de huit jours, l'intéressé ne se présente pas pour réclamer les marchandises saisies devant les tribunaux compétens, la junta procédera à la distribution mentionnée dans l'article précédent.

3^o Les prises qui seront faites par les forces de l'armée uniquement, lui seront appliquées en entier, sauf paiement des droits revenant au trésor.

4^o Les prises qui seront faites par les postes de douane, sans l'intervention des troupes de l'armée, seront soumises aux dispositions en vigueur.

5^o Quand les prises seront faites par les deux forces, l'adjudication des objets confisqués sera entière, sous déduction des droits, en prélevant sur la somme qui reviendra aux postes de douane, la partie assignée à leur fonds spécial par les ordonnances et instructions royales.

6^o Pour le paiement des droits revenant au trésor, on observera les tarifs établis ou qui s'établiront au sujet des marchandises dont le commerce est permis ; à l'égard des marchandises prohibées, on appliquera au trésor 25 pour cent sur le produit de leur vente publique.

7^o Dans les distributions, on appliquera la huitième partie du montant de la prise au subdélégué des revenus qui déclarera la confiscation, et trois parts de prise au chef commandant la troupe et les postes de douane. Si la prise a été faite uniquement par les forces de

1841 l'armée, on distribuera le reste par égales parts entre tous les individus qui auront contribué à la prise.

8^o Si la prise est faite par les deux forces combinées, celle de la douane excédant de dix hommes, on ôtera du total qui la concerne une part de prise pour le commandant du corps.

9^o On considérera comme le chef devant percevoir les trois parts de prises mentionnées ci-dessus, l'officier du plus haut grade des deux forces.

10^o Les marchandises saisies seront vendues en encan public, avec condition d'exporter celles prohibées dans le délai et avec les précautions ordonnées par le tribunal.

11^o Dans les prises de marchandises prohibées, on observera ce qui est ordonné par les dispositions en vigueur dans tout ce qui n'est pas opposé à la présente détermination.

12^o La junte aura soin de faire remettre aux personnes qui feront les prises les récompenses qui leur appartiennent. Elle entendra leurs plaintes, et décidera les difficultés qui pourraient s'élever au sujet de la juste application des confiscations dans tout le district militaire.

Par ordre de son altesse, je communique le présent à votre seigneurie, afin que dans tous les bureaux et postes de cette province on l'accomplisse exactement, et que le gouvernement, libre de ces embarras, puisse s'occuper de l'organisation complète desdits postes.

Madrid, le 30 juin 1841.

Signé: PIERRE SURRA Y RULL.

31.

Loi du 9 juillet 1841, qui autorise l'établissement provisoire d'un nouveau tarif des douanes en Espagne.

Doña Isabella II, par la grâce de Dieu et par la constitution de la monarchie espagnole, reine des Espagnes, et durant sa minorité, D. Baldomero Espartero, duc de la Victoire et de Morella, régent du royaume, à tous ceux qui les présentes verront, savoir: faisons,

que les Cortès ont décrété et que nous avons sanctionné 1841
ce qui suit :

Art. 1er. Le gouvernement de S. M. est autorisé à mettre à exécution, dans le plus bref délai possible, dans la péninsule et les îles adjacentes, à l'exception des Canaries, les tarifs d'importation de l'étranger, d'Amérique, d'Asie, celui d'exportation du royaume, ainsi que la loi destinée à en régler leur exécution, dont les projets ont été rédigés et présentés par la junta de révision instituée par le décret royal du 4 janvier 1839, et rétablie par celui du 23 novembre dernier; il fixera l'époque à laquelle ces tarifs devront entrer en vigueur, et prendra immédiatement les dispositions opportunes, afin que les réductions accordées sur les droits de différens produits étrangers tournent au profit et à l'utilité de l'industrie et de la richesse de la nation.

2. Le gouvernement présentera, dans les premiers jours de la prochaine législature, un projet de loi qui complète les tarifs, en y comprenant les céréales et les cotons.

3. Le gouvernement présentera aux Cortès, dans la législature de 1843, ou plus tôt s'il le juge convenable, le résultat de cet essai; il y joindra la proposition des rectifications, modifications ou changemens conseillés par l'expérience, afin que les Cortès puissent en délibérer.

Nous ordonnons à tous les tribunaux, chefs, gouverneurs et autres autorités civiles, militaires et ecclésiastiques qu'ils gardent et fassent garder, accomplir et exécuter la présente loi dans toutes ses parties. Vous l'aurez pour entendu, etc.

Au palais, le 9 juillet 1841.

Signé: le duc DE LA VICTOIRE.

32.

Décret du 14 juillet, publié en Espagne, relatif à l'importation des produits des provinces basques.

Le régent du royaume a pris connaissance de la demande adressée par différens négocians de Malaga,

1841 pour que les denrées, produits et marchandises des provinces exemptes de droits, c'est-à-dire des provinces basques, n'aient pas à acquitter les droits de subvention, d'amirauté, de nivellement et autres qu'ils paient actuellement lors de l'importation de ces marchandises dans les provinces soumises aux droits.

Conformément à l'avis de cette direction, et de la commission des tarifs, le régent a décidé ce qui suit.

Pour le moment, et jusqu'à l'exécution des dispositions de la loi du 25 octobre 1839, relative à la modification des privilèges desdites provinces, il ne sera perçu dans les douanes frontières qu'un droit unique, conformément au tarif spécial du 26 janvier 1789, pour les articles qu'il contient, ou bien par des ordres postérieurs, et sans qu'il puisse être exigé d'autres droits d'internation, de consolidation, subvention, amirauté, nivellement ou autres quelconques. Quant aux douanes maritimes, on y percevra le droit fixé par le même tarif ou les ordres ultérieurs relatifs au commerce maritime, sans qu'il puisse être exigé non plus d'autres droits particuliers qui ne seraient pas perçus sur le commerce étranger. Cette disposition n'aura pas d'effet rétroactif.

Par ordre de S. A., je vous adresse cette communication dont vous ferez l'usage convenable.

Madrid, 14 juillet 1841. Signé: SURRA Y RULL.

33.

Loi des douanes, tarifs et instruction en vigueur dans l'Espagne et les îles adjacentes, à partir du 1^{er} novembre 1841.

Chap. 1^{er}. — Dispositions générales.

1. Les tarifs de douanes seront au nombre de quatre, savoir: 1^o celui d'importation de l'étranger; 2^o celui d'importation d'Amérique; 3^o celui d'importation d'Asie; 4^o celui d'exportation du royaume. Les tarifs d'importation et d'exportation seront communs à la Péninsule et aux îles adjacentes.

2. Tous les deux ans au moins, le gouvernement 1841 soumettra aux cortès les points susceptibles de modification dans les divers tarifs.

3. Le gouvernement, en cas d'utilité notoire pour la production ou l'industrie nationale, pourra provisoirement, si les cortès ne sont pas réunies :

1^o Prohiber l'entrée des marchandises de fabrication étrangère, comprises ou non dans les tarifs, ou augmenter les droits fixés pour leur importation. Les prohibitions et augmentations ne s'appliqueront pas aux objets sortis des ports de leur provenance avant qu'on ait pu y recevoir l'avis de ces mesures; et ces objets seront admis moyennant le paiement des droits antérieurement établis conformément aux articles 17 et 18 de la présente loi.

2^o Diminuer les droits des matières premières employées dans les fabriques nationales.

3^o Habilitier une ou plusieurs douanes qui ne le seraient pas, et suspendre ou modifier l'habilitation de celles comprises dans la présente loi.

Les dispositions que le gouvernement prendra en exécution de cette faculté seront présentées aux cortès, dans leur plus prochaine réunion, sous forme de projets de loi, et si cette présentation n'a pas eu lieu dans le cours de la législature, ces dispositions demeureront sans effet à l'expiration de la session.

4. Le tarif d'importation de l'étranger contiendra :

1^o Le numéro de l'article; 2^o le nom des marchandises par l'ordre alphabétique; 3^o les nombre, poids ou mesure; 4^o la valeur attribuée à l'objet en réaux de veillon; 5^o le tant pour cent qu'il devra payer sous pavillon national; 6^o l'augmentation que devra subir cette fixation le pavillon étranger; 7^o la quotité qui devra être payée sur le droit du pavillon respectif à titre de droit de consommation.

A ce tarif sera annexée la liste, également par ordre alphabétique, des objets prohibés.

Le tarif d'importation d'Amérique et celui d'Asie contiendront : 1^o le numéro de l'article; 2^o le nom des marchandises, par ordre alphabétique; 3^o les nombre, poids ou mesure; 4^o la valeur attribuée à l'objet en réaux de veillon; 5^o le tant pour cent que devra payer le pavillon national; 6^o la quotité qui devra être

1841 payée pour droit de consommation sur le droit du pavillon ou de la provenance respective.

Le tarif d'exportation contiendra :

1^o Les produits naturels et industriels du royaume dont l'extraction doit donner lieu au paiement du droit indiqué pour chaque objet; 2^o les produits naturels et industriels du royaume dont l'extraction est défendue.

5. Le type des droits d'importation sera le tant pour cent indiqué pour le pavillon national.

Le pavillon étranger paiera ce type, plus l'augmentation fixée dans chaque tarif ou établie par voie de règle générale.

6. Les poids et les mesures seront ceux légalement en usage en Castille, et la monnaie, le réal de veillon.

7. Les articles francs de droits sous pavillon national le seront également sous pavillon étranger, à moins que le tarif n'indique une exception.

8. Sera réputée faite sous pavillon étranger, toute importation par terre, quelles que soient les personnes nationales ou étrangères, qui y seront employées, et quels que soient les moyens de transport employés.

9. Il ne sera accordé aucune remise de droits pour encourager l'entrée ou la sortie d'aucune denrée.

10. Le droit de consommation ou de portes qui se perçoit dans les ports habilités et les capitales de provinces où il est établi, et celui qui se perçoit dans les endroits autorisés à faire des perceptions spéciales sur les ventes et reventes, de même que dans les foires et marchés, sous le nom de dix pour cent des marchandises étrangères, seront exigés dans les douanes de première entrée en même temps que le droit d'importation, en prenant pour type le montant du droit respectif d'entrée selon le pavillon.

Seront également soumis à cette règle, les bâtimens venant d'Amérique ou d'Asie ou employés dans le commerce de ces pays; avec cette seule différence qu'ils paieront à ce titre les droits fixés par les tarifs respectifs.

11. En place des perceptions qui se font sur les marchandises dans les douanes sous le titre d'*arbitrios*, il ne sera exigé à l'avenir qu'un sixième pour cent, à prendre sur le montant des droits du tarif, ainsi que cela a eu lieu pour le droit appelé de balance.

Les droits de port et de navigation imposés sur les

navires, seront perçus conformément aux réglemens et 1841 tarifs en vigueur ou à établir.

Ces dispositions sont applicables dans toute leur étendue aux bâtimens employés dans le commerce d'Amérique ou d'Asie.

12. Une fois les marchandises expédiées en douane et les droits payés, il ne sera admise aucune réclamation si ce n'est pour erreur de compte ou de paiement.

13. Il ne sera accordé aucun délai pour modifier les manifestes aux capitaines ou patrons nationaux ou étrangers qui entreront dans les ports de la Péninsule et des îles adjacentes, mais ils devront les présenter de la manière, dans les délais et la forme réglés par l'instruction des douanes.

14. Pour qu'un bâtiment espagnol, légitimement immatriculé, puisse jouir des bénéfices accordés au pavillon national dans le commerce d'importation de l'étranger, d'Amérique et d'Asie; le propriétaire, le capitaine, le pilote et le contre-maître et les deux tiers de l'équipage devront être positivement Espagnols.

15. Ne jouiront pas du bénéfice du pavillon les bâtimens qui viendront, chargés de fruits, denrées et effets, de Gibraltar, des ports situés entre les rivières de la Gironde inclusivement et de la Bidassoa, du Minho et de la Guadiana; des ports compris entre la limite d'Espagne et de France et Marseille inclusivement, et des ports appartenant à des puissances européennes sur la côte d'Afrique dans la Méditerranée.

16. Est censé renoncer au bénéfice de pavillon, tout bâtiment espagnol qui, sans nécessité urgente, reconnue devant le consul de sa majesté, recevra un radoub dans un port étranger ou y subira d'autres réparations que celles qui sont indispensables pour qu'il retourne sans risque dans un port du royaume.

17. Les dispositions qui, à l'avenir, altéreront ou modifieront les réglemens et ordonnances, en permettant l'entrée d'un article précédemment prohibé ou non compris dans le tarif, ou en allégeant le droit établi, seront exécutées immédiatement après leur publication dans les douanes respectives, et seront appliquées aux marchandises non expédiées en douane, emmagasinées ou en dépôt. La publication devra être faite dans les douanes exactement le jour qui suivra celui auquel l'in-

1841 tendant aura reçu la communication officielle par la gazette, ou directement par la voie ordinaire.

18. Les dispositions qui, à l'avenir, prohiberont quelque article antérieurement permis ou qui augmenteront les droits du tarif, n'auront d'effet qu'après l'écoulement des délais fixés par le règlement émané du gouvernement, le moindre étant de trois jours, le plus éloigné de 180 jours, à compter de la date de l'expédition des bâtimens à la sortie pour leurs destinations respectives, suivant les distances; le gouvernement demeurant autorisé à accorder des dispenses pour les cas imprévus à l'égard des voyages d'Asie et d'Amérique.

19. Les bâtimens de toute puissance quelconque et les bâtimens espagnols venant de l'étranger, qui feront échelle dans quelqu'un des ports de première ou de deuxième classe du royaume, seront censés renoncer aux délais accordés en l'article précédent, à moins qu'ils ne justifient que leur arrivée a eu lieu par force majeure.

20. Les objets de nouvelle invention et ceux qui ne sont pas compris dans le tarif d'importation de l'étranger, pourvu qu'ils appartiennent à la classe des objets licites, paieront les droits fixés pour les objets analogues ou similaires.

Lorsqu'il n'y aura ni analogie ni similitude, ils seront expédiés en douane sous la réserve de payer les droits qui seront fixés.

En cas de doute ou de contestation entre les introducteurs et les employés, l'expédition aura lieu pareillement, moyennant l'obligation de s'en rapporter au résultat de ce qui aura été décidé; et les demandes d'avis de la douane seront accompagnées d'échantillons des articles qui y donneront lieu.

21. Le bétail dont l'admission est permise par le tarif, pourra être débarqué au moment de l'arrivée des bâtimens dans le port, moyennant l'obligation préalable de remplir les formalités de l'instruction et de payer les droits.

22. Les franchises accordées pour les bois nécessaires à la construction et à la mâture des navires, ne pourront être réclamées qu'autant que les bâtimens importateurs seront espagnols et apporteront leurs chargemens directement des ports de provenance.

23. Il sera accordé à tout propriétaire d'un bâti-

ment construit, armé et équipé dans les chantiers du 1841 royaume et des îles adjacentes, dont le tonnage sera de 400 tonneaux, à 20 quintaux castillans chaque, une prime de 120 réaux de veillon par tonneau, dès qu'il aura fait voile du port où il aura été construit ou de tout autre port du royaume pour se rendre dans quelque port d'Amérique ou d'Asie.

Le propriétaire, pour toucher cette prime, aura le choix ou de la recevoir de la trésorerie de la province où se trouve situé le port de la construction, ou de déclarer qu'il l'applique au paiement des droits de douane que devront acquitter les marchandises qu'apportera le navire à son retour, et si ceux-ci ne sont pas suffisans pour absorber la prime, au paiement de ceux qui seront dus sur une seconde expédition, sans en exclure les droits de sortie, pourvu que la destination soit pour quelque port d'Amérique ou d'Asie. Cette prime ne sera payée qu'une seule fois, et seulement tant que l'introduction des bâtimens étrangers jaugeant plus de 400 tonneaux sera maintenue.

24. Pour que les marchandises avariées par accident de mer ou de terre, et qui auront perdu la valeur fixée par le prix-courant des objets de même nature, puissent jouir, quant à la partie avariée, de la remise de droits correspondante, il devra intervenir d'abord un jugement d'experts nommés l'un, par l'administrateur de la douane, l'autre par les consignataires, qui tous les deux choisiront un troisième arbitre en cas de partage. Si l'administrateur, après avoir entendu le contrôleur, refuse d'admettre l'évaluation, il pourra exiger que la partie avariée desdites marchandises soit vendue en vente publique, dont le résultat déterminera la véritable valeur qui devra supporter les droits du tarif.

Des réglemens du gouvernement fixeront les formalités qui devront être observées dans ces ventes, de manière à concilier l'intérêt du trésor avec celui des particuliers.

25. Les douanes auront la faculté de s'adjuger les marchandises avariées, en déclarant leur intention dans le délai de 24 heures après la vente, et en payant 5 pour cent en sus du prix réalisé en la vente.

26. Lorsque les propriétaires ou consignataires des marchandises ne voudront pas se soumettre aux condi-

1841 tions du jugement des experts ou de la vente publique, ils pourront, avant la vente, demander la réexportation de ces marchandises, bien qu'ils aient fait la déclaration qu'elles étaient destinées à être expédiées en douane et mises en consommation.

27. Les mêmes propriétaires ou consignataires auront la faculté de désigner dans une quantité de marchandises, les colis qu'ils voudront réexporter, faire vendre en vente publique, ou soumettre à séparation.

28. On entend par séparation, la faculté de distinguer dans un même colis les marchandises intactes ou non avariées, de celles qui sont endommagées ou avariées. Les premières paieront le droit intégral du tarif, et les autres seront soumises à la vente publique ou détruites en présence de l'intéressé.

29. Les comestibles et substances médicinales avariées ne pourront être admis à la consommation qu'après une déclaration de l'autorité sanitaire compétente, attestant que le dommage reçu ne peut nuire à la santé.

Il est entendu que les avaries par terre sont soumises aux mêmes règles que celles par mer.

30. Sera considéré comme abandon des marchandises en douane :

1^o Lorsque les propriétaires ou consignataires déclareront par écrit qu'ils ne veulent pas payer les droits ;

2^o Lorsqu'en outre du délai accordé par l'instruction des douanes, il se sera écoulé soixante jours sans que les consignataires ou propriétaires aient présenté la déclaration relative à l'habilitation et à l'expédition des marchandises ;

3^o Et lorsqu'il y aura abandon de fait dans des cas qui ne sont pas expressément prévus dans les deux paragraphes précédens.

Les marchandises abandonnées seront vendues en vente publique dans les mêmes termes que les marchandises avariées ; et les instructions du gouvernement détermineront la destination et l'emploi du produit.

31. Les marchandises sauvées du naufrage d'un bâtiment national ou étranger, arrivé sur les côtes du royaume, seront déposées dans les magasins de la douane. S'il n'y a pas de douane à proximité immédiate du point où le naufrage a eu lieu, et s'il est nécessaire d'occuper d'autres magasins, l'administrateur de la douane

du district où le naufrage a eu lieu prendra une clef 1841 de ces magasins.

Si les navires naufragés se mettent en état de continuer leur voyage, ils reprendront leur cargaison sans payer aucun droit.

Si les bâtimens sont innavigables, et si les intéressés veulent réembarquer les marchandises, ils pourront le faire, en franchise de droits, sous quelque pavillon que ce soit, en se conformant aux règles tracées par l'instruction des douanes.

S'ils préfèrent expédier en douane tout ou partie des marchandises sauvées de commerce licite, celles-ci seront soumises aux droits du tarif. Les marchandises prohibées seront réembarquées avec les formalités établies.

32. Tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des céréales et graines, ainsi que les droits qu'ils devront payer, sera régie par une loi particulière.

Chap. II. — *Classification des douanes de terre et de mer.*

33. Les douanes maritimes établies sur les côtes de la Péninsule et des îles adjacentes, sont divisées en quatre classes d'habilitation, sans préjudice des exceptions de faveur qui pourront être accordées à quelques-unes d'entr'elles suivant la situation et la nature des produits du pays.

34. Les douanes de première classe seront habilitées pour le commerce général d'importation et d'exportation et pour le commerce de cabotage.

Celles de deuxième classe le seront pour le commerce d'exportation et d'importation de l'étranger et de l'Amérique et pour le commerce de cabotage.

Celles de la troisième classe pour le commerce d'exportation à l'étranger et pour l'Amérique, ainsi que pour le commerce de cabotage.

Celles de quatrième classe pour le commerce d'exportation à l'étranger, ainsi que pour le commerce de cabotage.

35. Les douanes de terre établies sur les frontières de la Péninsule seront distribuées en deux classes d'habilitation, 1^o pour l'importation et l'exportation de l'étranger, et 2^o pour l'exportation à l'étranger.

36. A la première classe des douanes maritimes, appartiendront les ports suivans :

1841 Alicante, Barcelonne, Bilbao, Cadix, La Corogne, Malaga, Palma, Saint-Sébastien, Santander.

A la seconde classe :

Almeria, Bonanza, Calahonda, Cartagène, le Ferrol, Iviza, Gijon, Mahon, Palamos, le Passage, Puebla del Dean, Rivadeo, Salou, Santona, Tarragone, Vigo, Villanueva del Grao de Valence.

A la troisième classe :

Avilés, Deva, Fontarrabie, Huelva, Rosas, Suances.

la quatrième classe :

Dans la province d'Alicante : Altea, Benidorme, Denia, Gandia, Jabea, Torreviéja, Villajoyosa.

Province d'Almería : Adra, Vera.

Province de Barcelonne : Arens de Mar, Mataro, Sitges.

Province de Biscaye : Bermeo, Plencia.

Province de Cadix : Algesiras, Ceuta, Conil, Xeres de la Frontera, port Sainte-Marie, San Fernando, Tarifa.

Province de Castellon de la Plaine : Benicarlo, Castellon, Nules, Vinaroz.

Province de la Corogne : Camarinas, Corcubion, Muños, Noya.

Province de Gêronne : Blanes, Cadaquès, la Escala, Lloret, Palafurgell, San Feliu de Guixols, Selva de Mar.

Province de Grenade : Almunecar.

Province de Guipuscoa : Guetaria.

Province de Huelva : Ayamonte, Cartaya, Higuerita, Lepe, Moguer, Sanlucar de Guadiana, San Juan del Puerto.

Province des Iles Baléares : Alcudia, Soller.

Province de Lugo : Puebla, Santiago de Fos, Vivero.

Province de Malaga : Estepona, Marvella, Velez Malaga.

Province de Murcie : Aguilas, Mazarron.

Province d'Oviedo : Candas, Castropol, Cudillero, Figueras, Lastres, Luanco, Luarca, Llanes, Navia, Riva-desella. San Esteban de Pravia, Vega de Navia, Vega de Rivadeo, Villaviciosa.

Province de Pontevedra : Bayona, Carril, Guardia, Marin, Pontevedra, Villagarcia.

Province de Santander : Castro-Urdiales, Laredo, San Vicente de la Barquera.

Province de Tarragone : Cambrils, San Carlos de

**la Rapita, Torredembarra, Tortose, Vendrall, Villa- 1841
nueva y la Geltru.**

Province de Valence: Cullera, Murviédro.

37. Les douanes maritimes qui jouiront de quelques exceptions favorables, sont les suivantes:

Algésiras, pour admettre et expédier en douane, des cuirs en poils provenant de l'étranger, destinés aux fabriques de tannerie qui y sont établies.

Avilés et Vivero, pour l'importation du lin et du chanvre étranger.

Ceuta, pour admettre et expédier en douane, des objets destinés à la nourriture, à la boisson, ou au chauffage des habitans, et sans qu'il puisse être fait aucune réexportation de ces objets.

Rosas, pour admettre et expédier en douane, des douves étrangères.

38. Seront douanes de terre de première classe:

Dans la province de Badajoz: Albuquerque, Badajoz, Olivenza.

Dans la provinze de Caceres: Alcantara, Saint-Vincent.

Dans la province de Gironne: la Jonquière, Puycerda.

Dans la province de Guipuscoa: Irun.

Dans la province de Huelva: Aroche, Encinasola, Paimogo, Puebla de Guzman, Santa Barbara.

Dans la province de Huesca: Anso, Benasque, Canfranc, Sallent, Siresa, Torla.

Dans la province de Lerida: Bosost, Esterridanéo.

Dans la province de Navarre: Urdax, Roncevaux.

Dans la province d'Orense: Mezquita, Verin.

- Dans la province de Pontevedra: Puente de las Barjas, Salvatierra, Tuy.

Dans la province de Salamanque: Albergueria, Aldea del Obispo, Barba de Puerco, Fregeneda.

Dans la province de Zamora: Fermoselle, Figue-ruela, Fonfria, Pedralba.

Seront de la seconde classe, les douanes suivantes:

Dans la province de Badajoz: Alconchel, Villanueva del Fresno.

Dans la province de Caceres: Valencia de Alcantara, Valverde del Fresno, Zarza la Mayor.

Dans la province de Gironne: Besalu, Campredon, Llivia, Olot, Rivas, San Lorenzo de la Muga.

Dans la province de Huelva: Aracena, El Granado.

1841 Dans la province de la Huesca: Aragûes del Puerto, Bielsa, Fago, Panticosa, Plan.

Dans la province de Lerida: Belver, Salardu, Seu d'Urgel, Tirvia.

Dans la province de Navarre: Echalar, Eugui, Isaba, Valcarlos.

Dans la province de Salamanque: Aldea Davila, Saucelle.

Chap. III. — *Importation de l'étranger.*

39. Les tissus de fil de lin et de chanvre paieront les droits d'importation par fils et par poids, et non suivant le nom des tissus et la longueur ou l'aunage des pièces.

La mesure pour déterminer le nombre des fils sera le quart du pouce carré d'Espagne, et le poids, le quintal, ou les 100 livres de Castille.

Les tissus de soie paieront les mêmes droits, non suivant le nom des étoffes ou la longueur ou l'aunage des pièces, mais suivant les classes entre lesquelles ils sont divisés, et à raison du poids de chaque livre.

40. Les ballots ou colis qui contiennent des tissus de lin ou de chanvre, qu'ils soient d'une seule ou de plusieurs espèces, ne seront pas admis, s'ils pèsent moins de deux quintaux, à l'exception des batistes et de toute pièce choisie de quelque classe que ce soit, qui sera introduite pour l'usage personnel, par des voyageurs.

Les tissus de soie ne pourront être importés par mer que dans des bâtimens de 40 tonneaux de 20 quintaux castillans chaque.

Il n'est rien innové au système actuel, quant à l'importation par terre.

41. Si le colis ou le ballot contient deux enveloppes, l'enveloppe intérieure paiera le droit comme entière.

42. Les bâtimens à vapeur, étrangers ou nationaux, venant de ports étrangers ou faisant échelle dans quelque port étranger, du moment qu'ils transporteront des effets commerciaux, seront soumis aux règles et aux obligations prévues dans l'instruction des douanes.

Chap. IV. — *Importation d'Amérique et d'Asie.*

43. Les denrées, marchandises et effets compris dans le tarif d'importation d'Amérique, sont distingués suivant leurs provenances, savoir:

1^o Provenances des possessions espagnoles; 1841

2^o Provenances des anciennes possessions espagnoles;

3^o Provenances des colonies et ports étrangers, y compris ceux qui, ayant été espagnols, appartiennent à des puissances étrangères.

44. Le pavillon étranger, employé au commerce d'importation d'Amérique, paiera constamment à titre de droit différentiel, le double de celui qui est fixé dans le tarif respectif pour le pavillon espagnol.

45 Les produits naturels et industriels des îles Philippines, ainsi que ceux de la Chine, permis par le tarif qui les concerne, ne seront admis dans les ports de la Péninsule et des îles adjacentes que sous pavillon national.

46. Les denrées, marchandises et effets non spécifiés dans le tarif d'importation d'Amérique qui arriveront par bâtimens munis de registres délivrés par les douanes des possessions espagnoles dans cette partie du monde, constatant qu'ils sont produits naturels ou industriels de ces pays, paieront deux pour cent sous pavillon national, et quatre pour cent sous pavillon étranger, sur la valeur portée dans le tarif d'importation de l'étranger. Les articles qui n'y sont pas portés paieront sur l'évaluation faite par les douanes.

On n'admettra, des provenances des anciennes possessions espagnoles et des possessions étrangères d'Amérique, d'autres objets aux droits spéciaux du tarif que ceux qui y sont compris. Ceux qui ne s'y trouvent pas portés, mais qui sont de commerce licite d'après le tarif d'importation de l'étranger, seront admis en payant les droits fixés par ce tarif, suivant le pavillon.

Dans le commerce d'Asie, les denrées, marchandises et effets, produits naturels et industriels des îles Philippines, non spécifiés au tarif, paieront également deux pour cent sur l'évaluation qui en sera faite par les douanes d'importation du royaume.

47 Les denrées, marchandises et effets provenant des entrepôts de la Havane et de Porto-Ricco ne paieront les droits suivant le tarif relatif aux produits de ces îles, qu'autant qu'ils seront conformes à la qualité de la marchandise et à l'origine ou provenance déclarées au moment de la mise à l'entrepôt, ce dont il devra être fait mention dans les registres que les bâtimens devront avoir à bord.

1841 48. Les bâtimens qui transportent des denrées, marchandises et effets des possessions espagnoles d'Amérique et d'Asie, continueront à être soumis à des registres délivrés par les douanes de ces possessions; et ceux qui viendront des autres ports d'Amérique et d'Asie, qui pourront être admis dans les ports de la Péninsule et des îles adjacentes, seront soumis à la formalité des manifestes et aux autres formalités établies ou à établir pour le commerce étranger.

49. Les bâtimens espagnols qui transportent des denrées, marchandises et effets, munis d'un registre délivré par les douanes des possessions espagnoles d'Amérique et d'Asie, à destination des ports habilités de la Péninsule, pourront continuer leur voyage pour des ports étrangers d'Europe ou transborder leurs chargemens sur d'autres bâtimens espagnols avec la même destination, en payant la différence des droits qu'ils auraient dû acquitter dans les douanes des possessions espagnoles d'Amérique et d'Asie, s'ils les avaient exportés pour des pays étrangers.

50. Ces mêmes denrées, marchandises et effets transportés par bâtimens espagnols et enregistrés à destination des ports habilités, pourront aussi être transbordés sur des bâtimens étrangers et à destination de ports étrangers, en payant le droit différentiel mentionné en l'article précédent.

51. Pour l'exécution des articles précédens, les douanes d'Amérique et d'Asie indiqueront au bas du registre ou de la feuille respective, les droits qu'auraient dû payer à l'exportation les effets contenus dans ledit document, s'ils avaient été destinés pour des ports étrangers, suivant le pavillon du bâtiment chargeur, en énonçant lesdits droits per articles et par quotité du cent applicable à chacun.

52. Les denrées, marchandises et effets provenant de ports étrangers d'Europe, d'Asie ou d'Afrique, et transportés d'Amérique avec d'autres objets provenant des possessions espagnoles, paieront les droits du tarif d'entrée de l'étranger, même quand il serait constaté par les registres que les droits ont été payés dans ces possessions, et ils ne seront pas admis s'ils appartiennent à la catégorie des objets prohibés.

53. Pour jouir de la modération de droits établie

par le tarif d'importation d'Amérique, le transport de 1841 vra avoir été effectué en droiture.

On entend par provenance directe, que le bâtiment transporte seulement les denrées et productions du pays d'où il vient. Lorsque cette circonstance ne se rencontre pas dans le chargement, celui-ci paiera les droits indiqués aux articles respectifs du tarif d'importation de l'étranger.

54. Toute échelle volontaire dans un port étranger par un bâtiment venant des Philippines à destination d'Espagne, dénationalisera son chargement et le soumettra, par ce seul fait, à payer les droits du tarif de l'étranger pour le pavillon étranger.

55. Quant à présent, les denrées d'Amérique importées dans l'Alava, le Guipuscoa, la Biscaye et la Navarre, bien qu'il soit justifié qu'elles ont payé les droits dans quelque port habilité de la Péninsule, ne pourront être introduites dans les autres provinces du royaume, sans que le propriétaire s'oblige à payer les droits d'entrée, jusqu'à ce que les douanes aient été transportées sur les côtes et aux frontières, excepté toutefois les denrées expédiées en douane, à leur première entrée, par le port de Saint-Sébastien dont la douane est habilitée.

56. Les dispositions relatives au commerce d'Amérique et les droits de son tarif d'importation dans la Péninsule ne font pas obstacle aux traités et aux arrangemens du gouvernement de S. M. avec ceux des gouvernemens des différens Etats qui ont été possessions espagnoles, et qui n'ont pas été incorporés de quelque manière que ce soit à des puissances étrangères.

Chap. V. — *Exportation du royaume.*

57. Les produits naturels et industriels du royaume non compris ni mentionnés dans le tarif d'exportation, pourront être exportés en toute franchise de droits, *arbitrios*, subventions ou émolumens sous tous pavillons.

58. Les denrées, marchandises et effets soumis à des droits d'exportation paieront, si l'exportation a lieu par mer, sous pavillon national, les droits portés au tarif; et si l'exportation a lieu sous pavillon étranger à destination de ports étrangers, ils subiront une augmentation d'un tiers sur les droits indiqués pour le pavillon national, sauf les exceptions portées au tarif.

1841 A l'exportation par terre, il ne sera perçu que les droits indiqués au tarif sous le pavillon national, et il ne sera exigé ni *arbitrios*, ni subventions, ni émolumens d'aucune espèce.

59. A l'exportation des denrées, marchandises et effets qui doivent payer des droits, il sera perçu sur le montant de ces droits un sixième pour cent à titre d'*arbitrios*, conformément à l'article 11.

60. Les denrées, marchandises et effets du royaume exportés d'un port habilité à destination des ports de nos possessions d'outre-mer, seront traités comme s'ils étaient exportés pour un autre port de la Péninsule et les îles adjacentes.

61. Les denrées, marchandises et effets nationaux exportés à destination d'un port étranger quelconque, pourront être réimportés dans les ports de la Péninsule et des îles adjacentes : mais ils seront considérés comme étrangers et paieront les droits que le tarif d'importation fixe pour les objets similaires, suivant le pavillon ; et ceux qui sont prohibés d'après ce tarif ne pourront être réimportés, et la tentative soumettra les propriétaires et consignataires aux peines établies.

Les denrées, marchandises et effets du royaume exportés sous pavillon national pour nos possessions d'outre-mer, pourront être réimportés en franchise de droits, pourvu qu'ils reviennent dans le même bâtiment ou dans un autre bâtiment espagnol, que leur origine soit certifiée par les douanes d'outre-mer des ports d'où ils reviennent, et qu'avant l'importation la douane respective de la Péninsule et des îles adjacentes ait reconnu leur identité avec les objets exportés.

Chap. VI. — *Des entrepôts et transits.*

62. Il n'y aura pas d'entrepôt pour les denrées, marchandises et effets de commerce illicite, et pour les objets de commerce licite, il n'en pourra être établi que dans les entrepôts dont les douanes sont de première ou de deuxième classe.

Le maximum des droits d'entrée et de sortie qui sera perçu à ce titre sur toutes les marchandises, ne pourra excéder deux pour cent de leur valeur, suivant les évaluations du tarif.

Le gouvernement est autorisé à faire sur cette quotité la réduction convenable, pourvu que le commerce

du port respectif consente à se charger des frais occasionnés par son entrepôt. 1841

63. Le transport de marchandises de commerce illécite, à titre de transit pour des ports étrangers, ne sera permis que sur des bâtimens d'un tonnage de 200 tonneaux, au moins, de 20 quintaux castillans chaque tonneau.

Chap. VII. — *Du commerce de cabotage.*

64. Le commerce de cabotage, ou entre ports de la nation, ne pourra se faire que par bâtimens de construction espagnole, appartenant à des Espagnols et montés par des Espagnols.

Est excepté le transport du charbon de terre indigène, qui pourra aussi être effectué sous pavillon étranger, pourvu que le chargement comprenne exclusivement cet article et aucun autre.

65. Les denrées, marchandises et effets nationaux, ou les objets étrangers qui ont été légalement expédiés en douane et qui ont payé les droits de première entrée dans une douane habilitée, qui seront transportés d'un port du royaume à l'autre, ne seront sujets à aucun droit d'importation ou d'exportation : il en sera de même pour leur transport par terre d'un point de la Péninsule et des îles adjacentes à l'autre.

66. La circulation par mer des denrées, marchandises et effets nationaux, étrangers, d'Asie et d'Amérique, d'un port habilité de la Péninsule et des îles adjacentes à l'autre, aura lieu au moyen de registres ou d'acquits-à-caution et avec les formalités établies par l'instruction des douanes, sauf les exceptions qui y seront indiquées pour les bâtimens espagnols employés au transport des produits du jardinage, légumes, fruits, combustibles et autres articles de cette nature.

67. Les denrées, marchandises et effets nationaux paieront le droit de consommation dans les ports de leur destination, où ce droit se trouve établi, conformément aux instructions qui le régissent, s'ils ne l'ont payé dans le port de leur sortie. Seront affranchis de ce droit les denrées, marchandises et effets étrangers, d'Asie et d'Amérique, pourvu qu'il soit prouvé qu'ils l'ont payé à leur première introduction.

Ni les unes ni les autres de ces marchandises ne

1841 seront soumises à aucun autre droit de quelque nature et dénomination que ce soit.

68. Pourvu que l'annotation convenable soit inscrite sur le registre ou l'acquit-à-caution, les capitaines ou patrons des bâtimens nationaux seront libres de décharger dans quelque port habilité que ce soit, bien que ce ne soit pas celui de leur destination, tout ou partie de leur chargement; mais dans le cas de déchargement total, le registre ou l'acquit-à-caution *déchargé* sera renvoyé à l'administration de la douane de son origine.

69. Le bâtiment national qui, dans son voyage pour la circulation ou le transport, d'un port de la Péninsule et des îles adjacentes à l'autre, de denrées, marchandises et effets de l'étranger, d'Asie, d'Amérique, ou nationaux, fera échelle dans un port étranger sera considéré comme étranger, et les denrées, marchandises et effets mentionnés dans le registre ou l'acquit-à-caution, paieront les droits d'entrée et de consommation comme étrangers, bien qu'il soit justifié qu'ils les ont acquittés une première fois.

70. Est interdit aux bateaux à vapeur étrangers le transport de denrées, marchandises et effets d'un port de la Péninsule et des îles adjacentes à un autre: sont exceptés les bagages des passagers, qui demeureront soumis aux règles indiquées dans l'instruction des douanes.

71. Toutes les lois, les réglemens et dispositions portés jusqu'à ce jour pour régler le commerce d'importation de l'étranger, d'Amérique et d'Asie, en Espagne, et celui d'exportation de ce royaume, ainsi que le commerce de cabotage, qui seraient contraires à la présente loi, demeurent abrogés et révoqués.

Article additionnel.

Quant à l'expédition en douane, à l'entrée du coton brut ou manufacturé, sous quelque forme et de quelque provenance que ce soit, on observera ce qui est réglé par les ordonnances en vigueur; et il en sera de même pour les prohibitions qui existent relativement à quelques articles de coton; le tout provisoirement.

1^o TARIF D'IMPORTATION DE L'ETRANGER.

NUMEROS de l'article.	ARTICLES DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids ou mesure.	VALEUR estimative. — Réaux de veillon.	QUOTITE p. 100 du droit à payer sur la valeur sous pavillon nat.	AUGMENTATION sous pavillon étranger.	DROIT de consommation.
1	Verroteries: grains de chapelet, strass, cornalines, patenôtres gros ou fins, rocailles de toute espèce, tout en verre et de toute couleur	la livre.	3	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
2	Eventails en corne, baleine, os ou bois, vernis ou non vernis, en acier, en écaille, en ivoire, en métaux dorés ou en nacre, à jour et ouvrés ou sans sculpture ni ouvrage	la douze.	400	40	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{3}$
3	— montés en or ou en argent, avec des perles fines ou des pierres précieuses	chaque.	sur estim.	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
4	Abécédaires (lettres), figures d'ornemens pour marquer des livres et marques isolées	la livre.	7	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
5	Agrafes en acier, fer, os, ivoire ou métal doré ou argenté, ou non, pour bourses, cordons de chapeaux et autres usages	la douze.	15	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
6	— Bouteroles, et crochets en acier, corne, fer ou laiton, pour fourreaux d'épées	id.	18	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
7	— en argent doré ou non doré et avec ou sans pierres fausses	chaque.	20	10	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
8	Huile ordinaire ou à manger, en barils, bouteilles, flacons, outres et cruches, y compris le droit sur les vases	l'arrobe.	70	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
9	— concrète de noix muscade (graisse du fruit de la muscade)	la livre.	25	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
10	— de camphre (composition de camphre et d'acide nitrique)	id.	35	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
11	— de baleine (graisse de baleine)	l'arrobe.	24	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
12	— de bergamotte (huile de la peau du fruit du cèdre)	la livre.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consom.
13	Huile de cajepout (huile volatile du mélaeuca leucodendron)	la livre.	100	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
14	— de colza (huile de la graine du colza, navet champêtre et autres).	l'arrobe.	67	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
15	— de croton-triglio (huile extraite des graines du triglio ou arbre des Moluques ¹⁾ 1) Cet article ne peut être admis que dans les douanes de 1re et 2e classes et à destination de laboratoires ou magasins de pharmacie ou drogueries.	l'once.	200	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
16	— de noix, y compris l'huile du noyer royal	la livre.	3	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
17	— de senteur pour les cheveux, y compris le vase	id.	20	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
18	— de pétrole (bitume pétrole)	id.	10	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
19	— de vitriol ou acide sulfurique.	id.	6	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
20	— pour lithographier, huile de lin mélangée avec l'oxide de plomb et la litharge	id.	8	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
21	— volatile de cannelle (huile de l'écorce du laurier cannellier)	id.	1700	16	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
22	— volatile de gérofie (huile des boutons du caryophyllus aromaticus)	id.	133	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
23	— volatile de jasmin (huile des fleurs du jasmin médicinal, ou huiles inodores par leur nature, imprégnées artificiellement de l'arome desdites fleurs)	id.	60	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
24	— volatile de macis (huile de l'écorce du fruit du myristica muscada)	id.	320	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
25	— volatile de noix muscade (huile du fruit du myristica muscada)	id.	50	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
25	— volatile de bois de rose (huile du bois du palmier convolvulus)	l'once.	120	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
27	Olives vertes, avec ou sans préparation ou en saumure, y compris le droit sur le vase contenant	l'arrobe.	35	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION etc.	DROIT de consom.
28	Acier en barres ou planches non ouvré	la livre.	2	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
29	— fondu en barres de toute di- mension	id.	8	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
30	— vieux ou en pièces hors de service	l'arrobe.	28	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
31	Aloès (suc d') cabalin (prépa- ration faite à ce qu'il paraît, avec les résidus des deux sui- vants)	la livre.	12	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
32	— hépatique, suc de l'aloès barbue	id.	8	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
33	— succotrin, suc de l'aloès suc- cotrin.	id.	3	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
34	Acide borique	id.	20	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
35	— oxalique ²⁾	id.	50	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
	2) Voir la note à l'article: Huile croton-triglio.					
36	— sulfurique de Saxe (acide sulfurique glacial) ³⁾	id.	4	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
	3) Voir la note 2, ci-dessus.					
37	— tartarique.	id.	14	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
38	Rocou ou achiote en branches ou en herbe (bixa orellana)	le quint.	500	5	$\frac{3}{4}$	$\frac{2}{3}$
39	— (extrait d'), matière colo- rante extraite des graines du bixa orellana	la livre.	10	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
40	Parures composées de colliers avec ou sans croix, bracelets et boucles d'oreilles en jais, métal, pierres fausses et ver- res, avec monture de métal	la douze.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
41	— en acier bruni et bronzé, en imitation d'ambre, en émail, en métal fin doré, avec fili- granes ou unies, et de toutes autres espèces analogues	chaque.	25	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
42	— en ambre véritable ou en co- rail poli, ouvragées ou unies	id.	150	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
43	— — montées en or ou argent	id.	s. estim.	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
44	Pavots (têtes de)	l'arrobe.	50	25	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
45	Breloques pour cordons de mon- tres, de quelque matière que ce soit, autres qu'en or ou argent, avec ou sans pierres communes.	la douze.	36	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consom.
46	Noix du galle du Levant	la livre.	3	5	$\frac{1}{4}$	$\frac{2}{5}$
47	Agaric blanc ⁴⁾	id.	10	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
	4) Voir la note 1, page 118.					
48	Agnus castus (graines du vitex agnus castus)	id.	6	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
49	Eaux de fleurs d'orange des Bar- bades, des carmes, de Cologne, de lavande, de melisse, de la reine, thériaque et gouttes amères, en barils, bouteilles ou flacons, y compris le droit sur les vases.	id.	10	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
50	Aiguilles à crochets pour broder	l'once.	35	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
51	— en acier, fer, os, laiton ou ivoire, pour faire le point de filet	la douze.	3	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
52	— en acier, plus longues que les aiguilles ordinaires, pour chirurgie et autres usages	id.	3	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
53	— en acier pour peignes de tisserand	la livre.	3	10	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
54	— en cuivre ou en fil de fer ou de laiton pour fabriquer des bas	id.	12	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
55	— en fer, os ou laiton, pour carder	la douze.	5	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
56	— en laiton pour peignes de tisserand	la livre.	5	10	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
57	— pour boussoles (de marins)	chaque.	50	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
58	— en métal doré ou argenté ou non doré ou argenté, avec ou sans pierres fausses, pour placer dans les cheveux	la douze.	36	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
59	— à tricoter pour tous usages	le mille.	60	40	$\frac{2}{5}$	$\frac{2}{5}$
60	— à coudre de toutes dimen- sions ⁵⁾	la livre.	30	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
	5) On comprendra dans le poids les papiers servant à l'emballage.					
61	Jugioline. Fruit du Sesamum indicum	id.	30	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
62	Fil de cuivre	id.	10	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
63	Fil de fer, depuis celui qui sert aux cardes jusqu'au plus gros pour petites tringles	id.	4	6	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{5}$
64	Fil de laiton de toute grosseur,					

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consom.
	y compris celui pour <i>gratas</i> (?), et celui destiné aux instruments de musique					
65	Carthame ou safran bâtard	la livre.	10	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
66	Céruse, sous-carbonate de plomb	l'arrobe.	50	30	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
67	Sanguine, pierre hématite	la livre.	3	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
68	Alcali volatil, ammoniacque li- quide	id.	3	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
69	Camphre, produit naturel du laurier camphrier	id.	6	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
70	Câpres grosses ou petites, ap- prêtées ou saumure	id.	32	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
71	Câpres grosses ou petites, ap- prêtées ou saumure	l'arrobe.	24	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
72	Épingles longues en acier, étain ou métal avec têtes pareilles, garnies de pierres fausses	la douze.	12	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
73	— avec têtes en jais, cornaline, émail, perles ou pierres faus- ses, montées sur argent	id.	50	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
74	— avec têtes des mêmes ma- tières, montées sur or	chaque.	15	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
75	— en laiton de toutes espèces et dimensions, isolées ou pi- quées sur papier, y compris le papier sur lequel elles sont attachées et dans lequel elles sont emballées	la livre.	8	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
76	Étais à épingles ou cure dents, moyens et petits, en acier, corne, fer, feuille de fer blanc verni et os; de laiton, avec ou sans ressort; — communs en carton, étain et toute es- pèce de bois	la douze.	20	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
77	— en écaille, ivoire ou nacre, avec déet vis; en métal doré ou en porcelaine, avec tuyau intérieur en corne, écaille ou argent; et en nacre, avec gar- niture ou ornement extérieur en or ou argent	id.	60	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
78	Civettes (sécrétion glanduleuse, folliculaire, inguinale et par- ticulière de la civette ou chat musqué)	l'onze.	157	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
78	Algalie de gomme élastique (espèce de sonde)	la douze.	60	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consommm.
79	Caroubes ou carrouges, fruit d'un arbre	l'arrobe.	4	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
80	Pincés d'orfevre (petites) en acier ou fer	la douze.	18	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
81	Perles fines (semence de)	l'once.	67	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
82	Mastic, résine du pistachier len- tisque	la livre.	12	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
83	Ocre rouge	l'arrobe.	25	30	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
84	Almanachs nautiques, tables de logarithmes et traités de navigation	id.	140	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
85	Amandes amères ou douces en coques	id.	20	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
86	— cassées	id.	75	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
87	Amidon	id.	50	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
88	Mortiers en cristal ou en verre, avec ou sans pilon	chaque.	15	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
89	— en marbre ou toute autre pierre, avec ou sans pilon	la douze.	72	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
90	Musc (sécrétion glandulaire, fol- liculaire, inguinale et parti- culière du moschus-moschi- ferus	l'once.	200	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
91	Alpiste, à l'exception de celui d'Afrique	l'arrobe.	10	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
92	— d'Afrique	id.	15	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
93	Gomme adragante, de l'astragale véritable	la livre.	4	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
94	Térébenthine compacte	l'arrobe.	12	3	$\frac{1}{4}$	$\frac{2}{5}$
95	Dragées ou bonbons (<i>chochos</i>)	id.	6	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
96	Alun commun, sous-sulfate d'a- lumine et de potasse, ou d'a- lumine d'ammoniaque, ou d'a- lumine de potasse et d'am- moniaque	la livre.	20	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
97	Alun de plume, sulfate de zinc	id.	20	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
98	— de Rome, de Civita-Vecchia et de Hollande	id.	1	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
99	Jaune de chromate, chromate de potasse	id.	12	6	$\frac{1}{4}$	$\frac{2}{5}$
100	Améthystes (quartz améthyste)	id.	26	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
101	Ambre commun, jaune, blanc et citrin (bitume succin)	id.	12	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
102	— gris ou véritable, concrétion excrémentielle de la baleine macrocéphale.	id.	3200	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consumm.
103	Amberine ou graine d'ambrette	la livre.	8	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
104	Amome (grains d'), fruit de l'a- mome cardamome	id.	30	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
105	Ammoniaque, gomme résine de la dorena ammoniacale	id.	10	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
106	Anacarde orientale ou anacar- dina, fruit du semecarpa ana- carda	id.	8	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
107	Ancre en fer, avec chaînes-câ- bles appropriées à leurs di- mensions et non seules	le quint.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
108	Plomb (protoxide de), amorea	la livre.	3	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
109	Angélique, racines et graines de l'angelica archangelica	id.	4	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
110	Burettes et porte-vinaigriers en bois, avec ou sans peinture	chaque.	10	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
111	Anneaux astronomiques en bronze ou laiton	id.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
112	Anime, résine de l'hymenea cur- baril	la livre.	12	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
113	— copal ou oriental, résine ex- trêmement dure, de la cou- leur et de la transparence des topazes.	id.	5	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
114	Anis vert et graines de carvi	l'arrobe.	40	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
115	— étoilé, fruit de l'illicium ani- satum	la livre.	8	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
116	Lunettes ordinaires, garnies en acier, corne, baleine, fer, os ou métal, et sans étui	la douze.	18	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
117	— garnies en écaille ou argent, avec ou sans étui en écaille, nacre ou peau de chagrin	id.	120	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
118	— avec oreillères, garnies en écaille ou argent, avec ou sans étui en écaille, nacre ou peau de chagrin	id.	160	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
119	— avec oreillères en acier ou fer, garnies de même et sans étui	id.	50	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
120	— à mains, à un ou deux ver- res, garnies en corne, carton ou laiton, avec poignées ou étuis pareils, et de toutes dimensions	id.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$
121	— à mains, garnies en écaille, argent, ivoire ou nacre	id.	160	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{5}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMDRCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consommm.
122	Lunettes avec fourreau en carton et avec ou sans étui, garnies en corne, os ou métal	la douze.	90	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
123	— avec fourreau en écaille, os, bois, ivoire, métal, nacre ou peau de chagrin, garnies des mêmes matières, avec argent	id.	200	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
124	— à longue vue, avec fourreau en carton, garnies en corne, os ou métal, depuis un quart de long jusqu'à la plus grande dimension	chaque.	20	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
125	— avec fourreau en écaille, ivoire, bois, métal ou peau de chagrin, garnies de matières pareilles ou d'argent léger, depuis un quart de long jusqu'à la plus grande dimension	id.	120	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
126	Hameçons pour pêcher, de tout genre et de toute dimension, y compris les papiers qui leur servent d'enveloppes	la livre.	15	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
127	Indigo, matière colorante extraite de l'indigofera anil, pour teinture et autres usages.	id.	20	30	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{4}$
128	Lustres petits, en cristal, jusqu'à trois mèches ⁶⁾	chaque.	55	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
	6) Lorsque les lustres ont plus de trois mèches et moins de six, il sera perçu pour les trois premières mèches le droit ci-dessus indiqué et il sera pris en sus 6 réaux pour chacune des autres mèches. Depuis six jusqu'à douze mèches, il sera perçu pour les trois premières comme ci-dessus, et pour les autres 8 réaux par chacune. Et depuis treize et au-dessus, 8 réaux pour chaque mèche, sans distinction pour les trois premières.					
129	Arbres en plants	le cent.	„	libres.	auc.	auc.
130	Coffres en fer pour garder l'argent	chaque.	3000	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
131	Cercles ou cerceaux de toute espèce de bois, pour toute espèce de tonneaux.	l'arrobe.	15	10	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consom.
132	Cercles pour tamis, cribles et autres usages	l'arrobe.	30	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
133	— pour violons	chaque.	10	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
134	Carcasses pour parasols et parapluies, composées de manches ou poignées en bois ou métal, tringles en baleine ou bois, et garniture correspondante en fer ou métal	id.	30	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
135	— de la même espèce, mais sans tringles	id.	15	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
136	Porte-serviettes en bois, pâte ou cuir	id.	5	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
137	Boucles d'oreilles, en métal doré ou non doré, de toutes espèces et dimensions, sans pendans, avec ou sans perles ou pierres fausses de toute espèce	la grosse de paires.	150	25	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
138	— de toutes espèces et grandeurs, en métal doré ou non doré, avec pendans pareils, ou enchâssés de pierres, perles fausses ou verre, et avec des poires ou tous autres ornemens, bien que de métal seul ⁷⁾	id.	360	25	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
	7) Si les pendans ou les ornemens sont introduits séparément, ils paieront le droit de 25 par 100 sur une valeur de 250 réaux.					
139	Arrow-root, féculé tirée de la racine du maranta indica	la livre.	8	10	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
140	Riz	Parrobe.	30	40	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
141	Assafoetida, gomme résine de la férule assafoetida	la livre.	5	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
142	Nard sauvage ou asarum, racine de l'asarum vulgago d'Europe	id.	4	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
143	Sciure des bois qui peuvent servir à des usages médicaux ou à la teinture et sciure de rable pour l'envoi des oeufs ou leur exportation	le quint. la livre.	„ 8	libre. 15	auc. $\frac{1}{3}$	auc. $\frac{1}{3}$
144	Asphalte ou bitume-asphalte	l'arrobe.	70	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
145	Dépôts d'huile commune					

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consomm.
146	Meubles appelés <i>bidets</i> avec ou sans bassin et seringues	chaque.	100	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
147	Cornes d'animaux, non ouvrées, de gros ou petit bétail, y compris celles qui viendront en feuillets	la douze.	3	5	$\frac{1}{4}$	$\frac{2}{5}$
148	Echardes de bois pour fabriquer des peignes	l'arrobe.	3	16	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
149	Noisettes	id.	30	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
150	Jais, minéral ouvré en petites pièces d'ornement ou pour tout autre usage	la livre.	60	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
151	— ouvré en grandes pièces, comme boîtes, écritoires, figures et autres	id.	100	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
152	Corbeilles et petites assiettes en acier, cuivre, fer ou métal, ouvrées ou unies, vernissées, laquées ou peintes, y compris les plateaux pour présenter des fruits, dessous de bouteilles ou de vases, et petits plateaux pour mouchettes et tables à jeu	id.	16	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
153	— en carton ou bois, vernissées, laquées, peintes ou couvertes de feuilles de couleur ou de copeaux de bois	la "	10	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
154	Safran sec, grillé ou liquide	la livre.	80	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
155	Minium ou deutocide de plomb	l'arrobe.	50	20	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
156	Sucre blanc, jaune, moscouade, pilé ou terré	id.	60	25	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
157	— raffiné en pains ou candi	id.	110	30	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{4}$
158	— de lait, substance saline particulière extraite du lait	id.	$2\frac{1}{2}$	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
159	Cendres bleues, produit artificiel des hydrates de cuivre et de chaux	la livre.	20	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
160	Bleu de Prusse, hydrocyanite de fer	id.	30	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
161	— minéral, sous-carbonate de cuivre natif	id.	20	15	$\frac{1}{5}$	$\frac{1}{5}$
162	Morue venant directement des pêcheries d'Europe et d'Amérique, sous pavillon national	le quint.	80	30	"	$\frac{1}{4}$
363	— des mêmes pêcheries, impor-					

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consom.
	tées directement sous pavillon étranger, paieront 40 pour 100	le quint.	80	"	"	$\frac{1}{4}$
164	Morue de toutes autres provenances sous pavillon national	id.	80	45	"	$\frac{1}{4}$
165	— de toutes autres provenances sous pavillon étranger, paieront 45 pour 100	id.	80	"	"	$\frac{1}{4}$
166	Bassons (bajones) en bois, garnis, ouvrés ou unis	chaque.	100	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
167	Balles, bombes, grenades et autres projectiles pour l'artillerie, de quelque matière et dimension que ce soit, lorsque l'importation en aura été autorisée par un ordre royal	le quint.	100	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
168	Balles de paume	la douze.	90	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
169	Baume de copahu, résine liquide de copaïfera officinalis	la livre.	10	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
170	— de Marie, résine du calophyllum inophyllum	id.	25	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
171	— de Tolu, baume du toluifera balsamum	id.	48	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
172	— de la Mecque, résine d'amyris gyleadensis	id.	50	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
173	— liquide du Pérou, des Indes, ou baume noir, suc du myroxylum peruiferum	id.	68	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
174	— opodeldoc, composé d'alcool et de savon animal	id.	24	25	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
175	Fanons de baleine, tirés de la mâchoire supérieure de la baleine	id.	10	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
176	— ouvrés, pour parapluies avec ou sans têtes de laiton	"	35	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
177	Vernis d'esprit-de-vin, dissolution de différentes résines dans l'alcool	"	12	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
178	— noir	l'arrobe.	6	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
179	Baromètres en bois ordinaire	chaque.	40	20	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
180	— — fin	"	100	30	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
181	— en métal	"	150	30	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
182	Argile vitrifié ou non vitrifié, en pièces de toutes formes, pour usage domestique	l'arrobe.	20	30	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
183	Cannes en balaine, joncs (jun-					

Nos de l'art.	ART. DE COMMERCE LICITE.	NOMBRE, poids, etc.	VALEUR estimative.	QUOTITE p. 100, etc.	AUGMENTA- TION, etc.	DROIT de consom.
	quillos), bois de palmier ou palmiers coupés imitant les joncs, et cannes en cuir dites joncs sans ou avec pommes, non en or, argent ou pierres précieuses	chaque.	25	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{4}$
184	Canes dites bambou sans pommes	id.	30	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
185	— en jonc des Indes en un seul bout et de qualité supérieure, sans pommes	id.	100	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
186	— — de qualité inférieure sans pommes	id.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$
187	— en fer vernis ou non vernis, avec pommes du même métal, de corne ou de bois	id.	60	15	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{3}$

34.

Conférence des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte-Ottomane, relative aux affaires de l'Orient, tenue à Londres, le 10 Juillet 1841.

Protocole.

Les difficultés dans lesquelles Sa Hautesse le Sultan, s'est trouvé placé et qui l'ont déterminé à réclamer l'appui et l'assistance des cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, venant d'être applanies, et Mehemet-Ali ayant fait envers Sa Hautesse le Sultan l'acte de soumission que la convention du 15 Juillet 1840 était destinée à amener, les Représentans des cours signataires de la dite convention ont reconnu, qu'indépendamment de l'exécution des mesures temporaires résultant de cette convention, il importe essentiellement de consacrer, de la manière la plus formelle,

le respect dû à l'ancienne règle de l'Empire ottoman, en 1841 vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtimens de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bospore.

Ce principe étant par sa nature d'une application générale et permanente, les Plénipotentiaires respectifs, munis à cet effet des ordres de leurs Cours, ont été d'avis, que pour manifester l'accord et l'union qui président aux intentions de toutes les Cours dans l'intérêt de l'affermissement de la paix Européenne, il conviendrait de constater le respect dû au principe susmentionné, au moyen d'une transaction à laquelle la France serait appelée à concourir, à l'invitation et d'après le voeu de Sa Hautesse le Sultan.

Cette transaction étant de nature à offrir à l'Europe un gage de l'union des cinq Puissances, le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique ayant le Département des affaires étrangères, d'accord avec les Plénipotentiaires des quatre Puissances, s'est chargé de porter cet objet à la connaissance du Gouvernement français, en l'invitant à participer à la transaction par laquelle, d'une part, le Sultan déclarerait sa ferme résolution de maintenir à l'avenir le susdit principe; de l'autre, les cinq Puissances annonceraient leur détermination unanime de respecter ce principe et de s'y conformer.

(Signé): ESTERHAZY. NEUMANN. PALMERSTON. BULOW.
BRUNNOW. CHEKIB.

1841

35.

Convention signée et conclue à Londres le 13 Juillet 1841 entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part et la Porte Ottomane de l'autre part, dans le but de maintenir à l'avenir le principe que la passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore reste toujours fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix.

Au nom de Dieu Très-Miséricordieux.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, persuadés que Leur union et Leur accord offrent à l'Europe le gage le plus certain de la conservation de la paix générale, objet constant de Leur sollicitude, et Leurs dites Majestés voulant attester cet accord en donnant à Sa Hautesse le Sultan une preuve manifeste du respect qu'Elles portent à l'inviolabilité de ses droits souverains, ainsi que de Leur désir sincère de voir se consolider le repos de Son Empire; Leurs dites Majestés ont résolu de se rendre à l'invitation de Sa Hautesse le Sultan, afin de constater en commun par un acte formel Leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, d'après laquelle le passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore doit toujours être fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix.

Leurs dites Majestés, d'une part, et Sa Hautesse le Sultan, de l'autre, ayant résolu de conclure entre Elles une convention à ce sujet, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires; savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie

et de Bohème, le Sieur Paul Prince *Esterhazy de 1841 Galantha* etc. et le Sieur Philippe Baron de *Neumann* etc.

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur François Adolphe Baron de *Bourqueney* etc.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-Honorable Henry Jean, Vicomte de *Palmerston* etc.

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Henry Guillaume Baron de *Bulow* etc.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Philippe Baron de *Brunow* etc.

et Sa Majesté le Très-Majestueux, Très-Puissant, Très-Magnifique Sultan Abdul Medjid, Empereur des Ottomans, *Chekib Effendi* etc.

Lesquels s'étant réciproquement communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans :

Art. I. Sa Hautesse le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de Son Empire, et en vertu duquel il a été de tout tems défendu aux bâtimens de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que tant que la Porte se trouve en paix, Sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans les dits détroits.

Et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Roi des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan, et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Art. II. Il est entendu qu'en constatant l'inviolabilité de l'ancienne règle de l'Empire Ottoman mentionnée dans l'article précédent, le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtimens légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est usage, au service des législations des Puissances amies.

Art. III. Sa Hautesse le Sultan se réserve de porter la présente convention à la connaissance de toutes les Puissances avec lesquelles la Sublime-Porte se

1841 trouve en relation d'amitié, en les invitant à y accéder.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres à l'expiration de deux mois ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Londres, le treize Juillet, l'an de grâce mil-huit-cent-quarante et un.

(L. S.) ESTERHAZY. (L. S.) PALMERSTON. (L. S.) CHERKIZ.

(L. S.) NEUMANN. (L. S.) BULOW. (L. S.) BOURQUENEY.

(L. S.) BRUNNOW.

36.

Circulaire du gouvernement de la Hesse électorale sur le renouvellement de la convention avec la Bavière concernant la punition des délits forestiers, de chasse, champêtres et de pêcheries. En date du 30 Juillet 1841.

(Samml. von Gesetzen für Kurhessen 1841. Nro IX.)

*Ausschreiben der Ministerien der Finanzen,
des Aeussern und der Justiz,*

vom 30sten Juli 1841,

betreffend die Erneuerung der Uebereinkunft mit dem Königreiche Baiern wegen Untersuchung und Bestrafung der Forst-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel.

Mit höchster Genehmigung Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten ist die mit dem Königreiche Baiern wegen Untersuchung und Bestrafung der Forst-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel in den gegenseitigen Waldungen, Fluren und Fischwassern vom 1sten August 1835 an vorerst auf sechs Jahre abgeschlossene, durch ein Ausschreiben der Ministerien der Finanzen und der Justiz vom 3ten Juli 1835 (Gesetzblatt Bd. 7,

Jahr 1835, S. 19) bekannt gemachte Uebereinkunft bis 1841 auf Widerruf der einen oder der anderen Regierung erneuert worden, welches, unter Bezugnahme auf die allgemeine landtändische Zustimmung zu solchen Verträgen, zur öffentlichen Kenntniss gebracht wird.

Cassel am 30sten Juli 1841.

Die Kurfürstlichen Ministerien
der Finanzen: des Aeußern: der Justiz:
MOTZ. STEUDER. MACKELDEY.

37.

*Proclamation de Sir Henr. Pottin-
ger, nouveau plénipotentiaire anglais
en Chine, adressée aux sujets de Sa
Majesté britannique. En date de
Macao, le 12 Août 1841.*

Nous, sir H. Pottinger, en acceptant les fonctions de seul plénipotentiaire de sa majesté la reine de la Grande-Bretagne, de ministre extraordinaire et de surintendant en chef du commerce britannique en Chine, faisons savoir que nous entrons dans l'exercice de nos importantes fonctions avec le désir de consulter les vœux et de travailler à la prospérité et à la sécurité de tous les sujets de sa majesté, et autres étrangers (en tant que leurs intérêts pourraient être affectés par ses actes), résidant en ce moment dans les Etats de l'empereur de la Chine. Nous porterons en tout temps et en toute circonstance, notre attention sérieuse sur les questions qui nous seront soumises. En même temps, notre premier devoir est de déclarer nettement que notre intention est de consacrer exclusivement nos facultés et nos pensées aux moyens à prendre pour terminer la guerre d'une manière prompte et satisfaisante. En conséquence, nous ne permettrons pas que les mesures vigoureuses que nous jugerons à propos d'autoriser et d'adopter envers le gouvernement et les sujets de la Chine, pour arriver à une paix honorable et durable, soient arrêtées par des considérations se rattachant à des intérêts commerciaux et autres. Nous savons que parmi les personnes auxquelles cette noti-

1841 fication est adressée, il y a quelques individus qui ne peuvent, comme nous, se former une juste idée de la confiance que l'on peut avoir dans les conventions et les promesses du gouvernement provincial de Canton. Nous avons déclaré à ce gouvernement que nous respecterons, pour le moment, la trêve existante, mais que la plus légère infraction aux conditions entraînerait la reprise immédiate des hostilités dans cette province.

En conséquence, il ne faut pas perdre de vue qu'un tel événement est non seulement très-probable, en égard à la perfidie et à la mauvaise foi des officiers provinciaux eux-mêmes, mais aussi parce qu'ils peuvent être forcés, à tout moment, par ordre du cabinet impérial, de désavouer leurs propres actes. Nous avertissons les sujets de sa majesté, et tous autres étrangers, de se garder de confier leurs personnes et leurs propriétés aux autorités chinoises pendant l'état actuel, si irrégulier, de nos relations avec l'empire, et nous déclarons que, s'ils se mettaient au pouvoir des Chinois, ils agiraient à leurs risques et périls. Nous maintenons les arrangemens faits par notre prédécesseur, relativement à l'île Hong-kong, jusqu'à ce que les intentions de sa majesté britannique, concernant cette île, soient connues. Nous appelons à ce sujet l'attention de tous ceux qui y sont intéressés, sur l'avis publié, le 10 juin dernier, par le plénipotentiaire de sa majesté.

Macao, le 12 août 1841. HENRI POTTINGER.

38.

Règlement publié en Russie pour le port de Riga. En date du 17 juillet 1841.

De l'arrivée.

§. 1. Tout capitaine, arrivant par le Sund, doit être muni d'un permis de quarantaine ou d'une quittance des droits du Sund, délivrée à son dernier passage.

Tous les bâtimens venant d'Espagne, de Portugal ou des ports occidentaux encore, doivent être munis, sous peine d'une amende de 140 roubles argent, d'un permis de quarantaine délivré par le consul russe à

Elseneur, ou d'une quittance des droits du Sund, certifiée conforme par ledit consul.

Chaque patron de navire doit être pourvu de connaissances en double, exactement conformes à son chargement.

Lorsqu'un bâtiment arrive en charge ou sur lest dans la Bolderaa, pour y commercer, ou pour remettre bientôt à la voile, le patron ne peut pas jeter l'ancre au-delà de l'église Blanche, à Magnusholm; il faut également que sa lettre de mer, ainsi que ses connaissances conformes, portent, sans désignation d'un port spécial, les mots suivans: *pour un port de la Baltique*.

Si, au contraire, Riga est explicitement, désigné comme lieu d'abordement ou de chargement le navire et toute sa cargaison sont soumis à la totalité des droits qui se perçoivent en pareil cas.

§ 2. Une fois le bâtiment en rade, personne, à l'exception du pilote, ne peut aller à bord, et nul passager ou matelot ne peut toucher terre sans l'autorisation du poste; si le capitaine se présente à cet effet, il faut qu'il puisse exhiber les documens désignés au § 1er.

§ 3. Dans la rade extérieure, un pilote va à la rencontre du navire; par des temps orageux, l'eau navigable est indiquée au moyen du télégraphe; dans le cas où ce dernier ne porterait pas le pavillon de commerce russe, il serait prudent de rester sous voile; si, de toute manière, le patron veut jeter l'ancre, c'est à lui d'agir avec toute la circonspection désirable.

§ 4. Le droit de pilotage, à l'entrée aussi bien qu'à la sortie de chaque bâtiment, se paie d'après son immersion aux lieux de chargement et de déchargement; ce droit est de rigueur; le pilote lui-même ne peut rien exiger.

De l'entrée dans le Fleuve.

§ 1er. Tout patron est tenu d'arrêter devant la garde; si des circonstances quelconques l'en empêchent, il s'excusera ultérieurement de ce chef; il est passible d'une amende de 5 roubles d'argent, dans le cas où un coup de fusil est lâché.

§ 2. Doivent être exhibés à l'officier de garde qui se rendra à bord:

A. Le permis de quarantaine ou la quittance des péages du Sund;

1841 B. Le rôle d'équipage, avec indication des chargemens qui peuvent y avoir eu lieu;

Personne ne pouvant être caché, sous peine de punition sévère, on aura soin de faire connaître tous les passagers, ainsi que les lieux où ils ont été reçus à bord;

C. Le passavant, le certificat de jauge, d'après le contrat de construction et les connaissements. Les ordres du commandant du poste doivent être exécutés, sous peine d'une amende d'au moins 500 roubles argent.

§ 3. L'employé du poste choisit, parmi les susdits documens, ceux qui sont destinés à la douane de Riga; il les cachète et remet le paquet au capitaine.

§ 4. Dès que le bateau a fait son entrée dans le fleuve, un employé de la douane se rend à son bord, reçoit le paquet cacheté par l'officier de garde, l'envoie en ville par la poste, met un visiteur à bord du navire, en fait sceller les écoutilles et autres issues dont il mentionne le nombre dans un certificat qu'il remet ensuite au capitaine; celui-ci le fait viser au bureau du port, près du pont, l'emporte pour faire sa déclaration à la douane, qui l'envoie ensuite au bailli maritime.

§ 5. Nul individu de l'équipage, nul passager ne peut quitter le bateau avant l'apposition des scellés dans la Bolderaa; personne ne peut non plus être admis à bord.

§ 6. Chaque endommagement de cachet donne lieu à une amende de cent roubles argent.

§ 7. Toutes lettres, ouvertes ou cachetées, se trouvant entre les mains du capitaine, de l'équipage ou des passagers, doivent être immédiatement remises à l'employé de la douane, chargé de recevoir les papiers à bord du bateau.

Ces lettres pourront être restituées aux porteurs, à leur demande; à cet effet, ils sont tenus d'en acquitter préalablement le port légal au bureau de la poste de la Bolderaa, où elles doivent être aussi revêtues du cachet de la poste.

Ceux qui se sont soustraits à cette obligation encourrent une amende de 7 roubles argent par lettre.

§ 8. Le capitaine se rend ensuite au bureau du pilotage, y répond aux questions qui lui sont adressées relativement à son bâtiment, reçoit du commandant du port un certificat, avec indication du lieu où il doit déchar-

ger son lest, et met à la voile au premier vent favorable, pour se rendre à sa destination. 1841

§ 9. Endéans les vingt-quatre heures, après l'apposition des cachets au bateau dans la Bolderaa, le capitaine doit se rendre en ville, au bureau de la douane, avec son certificat de jauge étranger, pour y faire sa déclaration.

L'employé de la douane remet, à cet effet, au capitaine, une feuille imprimée, sur laquelle ce dernier inscrit ses réponses; cette feuille lui est remise avec le texte de la langue qu'il préfère. A l'égard de ses réponses, il lui est libre de demander des renseignemens à l'employé; vingt-quatre heures lui sont en outre accordées, sans qu'il soit passible d'amende de ce chef, pour rectifier les erreurs qu'il pourrait avoir commises, ou pour compléter ladite déclaration, s'il y a lieu.

§ 10. Dans des cas particuliers, mais seulement pour autant qu'il y ait force majeure, le capitaine est en droit de faire sa déclaration dans la Bolderaa.

§ 11. Aussitôt que le bailli maritime a reçu la déclaration de la douane, il est permis de décharger, et la visite a lieu immédiatement après le déchargement. Cette visite s'opère, en présence du capitaine, et sans que l'on cherche à y soustraire quelque partie du bâtiment que ce soit, sous peine de 100 roubles argent d'amende.

Après que le patron a remis son certificat de jauge à ce jaugeur du bureau d'expédition près du pont, à l'effet de constater les dimensions de son bâtiment, il peut être procédé au chargement.

§ 12. Pour pouvoir prendre à bord des victuailles ou autres approvisionnemens, le capitaine reçoit, par l'intermédiaire de son correspondant, deux permis de douane, qui doivent d'abord être enregistrés au bureau du haillage maritime près du pont.

Le visiteur inscrit sur ces permis tous les objets mis à bord; le capitaine fait légaliser ces pièces (appelées *jerlike*) par le visiteur sous le contrôle duquel il se trouve placé, ainsi que par le bailli maritime; ensuite il les envoie à son correspondant qui les produit à la douane.

§ 13. Quand un navire, pour pouvoir atteindre la ville, est obligé de décharger dans la Bolderaa, ou lorsqu'il veut se rendre dans la Bolderaa avec un chargement complet ou partiel, il faut que, chaque fois,

1841 le capitaine en instruit le bailli maritime, afin que celui-ci puisse apposer les cachets prescrits; le capitaine reçoit un billet constatant le nombre de ces cachets.

Il n'est pas permis au patron de diriger son bateau d'un endroit à un autre sans cette apposition de cachets, à moins que son bateau ne soit à vide et surveillé, et encore faut-il que, dans ce cas, il en ait averti le bailli maritime. Les cachets ne peuvent être levés que par des employés de la douane.

§ 14. Les patrons venant de la mer du Nord peuvent avoir avec eux, en franchise de droits, les provisions suivantes, destinées à l'usage de l'équipage, savoir, pour chaque homme, y compris le patron :

3 ancres *) de porter ou de bière;

2 „ de rhum ou d'autres liqueurs fortes

1 „ de vin;

10 livres de café;

40 „ de sucre,

1 „ de thé.

Pour toute quantité dépassant la susdite proportion, on acquitte le droit légal; quant aux autres espèces de victuilles nécessaires à l'équipage, elles peuvent entrer en franchise, qu'elle qu'en soit la quantité.

Les patrons venant d'endroits situés en-deçà du Sund ne peuvent introduire, pour leur usage, que la moitié de la quantité de chacun des six articles prémentionnés.

§ 15. Il est défendu de remettre, de donner ou de promettre de l'argent à un employé de la douane.

§ 16. Tant qu'un bateau n'a pas été visité, il n'est permis à personne d'aller à bord sans l'autorisation du bailli maritime.

§ 17. Une garde reste jour et nuit sur le navire; chaque ancre doit avoir une bouée.

§ 18. Il est défendu d'attacher un bateau au pont; chaque bateau doit être établi sur ses ancres.

Du délestage.

§ 1. Toutes les dispositions qui précèdent sont également applicables aux bateaux sur lest.

§ 2. Les patrons ne peuvent opérer le délestage qu'aux lieux qui leur sont indiqués à cet effet, sous

*) L'ancre équivaut à un demi-muid.

peine de 140 roubles argent d'amende pour chaque 1841 pelletée.

Cette défense s'applique également aux bâtimens qui se trouvent en mer, en deçà de Domesnaes ou en vue du port; en cas de contravention, il y a 100 roubles argent d'amende, à moins de force majeure, ce qui devra être constaté par un procès-verbal et par le journal du bord.

§ 3. Sous peine de 29 roubles argent d'amende, les patrons doivent, pendant le délestage, prendre des précautions au moyen des toiles à voiles, afin que rien ne tombe dans le fleuve.

§ 4. Sous peine de 10 roubles argent d'amende, il est défendu aux capitaines de délester à l'insu du commandant du port.

§ 5. Sous peine de 140 roubles argent d'amende, il est interdit de délester pendant la nuit.

§ 6. Les patrons sont tenus, sous peine d'une amende de 9 roubles argent 80 cop., de déclarer la quantité du lest qu'ils ont à bord.

§ 7. Les patrons doivent avoir soin que ni sable ni ordures ne soient jetés dans le fleuve, sous peine d'une amende proportionnelle, § 2.

§ 8. Il est défendu de prendre du lest sans en avoir demandé l'autorisation au magistrat, et en avoir donné connaissance au bailli maritime.

De l'usage du feu et de la lumière.

§ 1er. Il est interdit d'avoir du feu à bord, depuis la sortie au-delà de la ville jusqu'à la citadelle, vis-à-vis du fleuve, vers et sur le pont, soit que le bateau tienne le large du fleuve, soit qu'il en longe les quais.

Il est permis d'avoir de la lumière dans les cahutes, pourvu qu'elle soit renfermée dans de fortes lanternes ou dans des vases remplis d'eau, mais pas au-delà de neuf heures du soir.

Il est défendu, sous peine de 28 roubles argent d'amende, de fumer sur le tillac, dans les endroits précités.

§ 2. Les bateaux qui sont mouillés plus bas, vers l'embouchure du fleuve, peuvent avoir du feu à bord jusqu'à neuf heures du soir, excepté lorsqu'ils sont établis près des fortifications de Dunamunde; cette disposition s'applique également aux fumeurs.

1841 § 3. Sur toute la partie du fleuve, jusqu'à son embouchure, il est défendu, sans exception, de faire bouillir du goudron à bord des navires: des endroits sur terre sont spécialement affectés à cette opération.

§ 4. Il n'est permis de marcher avec de la lumière sur le tillac que dans des cas de force majeure, et seulement dans les parties où l'usage du feu, en général, n'est pas interdit. Outre que le capitaine, sur le bâtiment duquel un incendie s'est déclaré, encourt la peine légale, tous les dommages qui résultent de l'incendie tombent aussi à sa charge.

Du départ.

§ 1er. Le patron reçoit son passavant de son correspondant; il est tenu de l'exhiber au bailliage maritime dans la ville, à l'intendance de la Bolderaa, ainsi qu'à la garde; il reçoit en outre, pour cette dernière, un certificat indicatif du lieu de destination de son bateau, etc., ainsi qu'une quittance du pilotage, exactement conforme à son tirant d'eau réel. Cette quittance lui est demandée par le pilote de service sur la rade.

Lorsque le bateau passe devant le poste, un officier se rend à bord pour faire la visite de l'équipage; personne, sous peine d'une forte amende, ne peut être soustrait à cette visite.

§ 2. Après qu'un bateau a été expédié de la sorte, il ne peut plus prendre personne à bord, et personne de l'équipage ne peut se rendre à terre, sans l'autorisation du poste.

Dispositions à suivre pendant le mouillage au port.

§ 1er. Nul bâtiment ne peut jeter l'ancre dans les parties du fleuve où il pourrait gêner d'autres bateaux à la remonte ou à la descente. Tout contrevenant est responsable des résultats de sa contravention.

§ 2. Lorsque des bateaux sont obligés, pour prendre charge, de remonter vers le pont, les patrons doivent d'abord en instruire le péage du pont, et se conformer ensuite, pour le passage, aux instructions qui leur seront données par l'employé préposé à cet effet; mais ils doivent avoir soin, avant tout, de rentrer les ancres inutiles ainsi que tout ce qui pourrait entraver la marche du bateau.

Il est sévèrement interdit de cingler à pleines voiles à la remonte vers le pont à radeaux; arrivé à une

certaine distance de ce dernier, on est tenu de jeter 1841 l'ancre et de serrer les voiles.

§ 3. Lorsqu'un bateau est sur le point de mettre à la voile, il faut que le patron se rende personnellement au bureau du pilotage, pour s'assurer un pilote et s'inscrire dans le registre qu'il y trouvera déposé à cet effet.

§ 4. Lorsqu'un matelot a déserté, ou qu'il a été congédié par son patron, celui-ci doit en informer à temps opportun son correspondant, afin que le fait soit consigné dans la déclaration du bâtiment.

Dans le cas où le matelot serait parti après que cette déclaration aurait été faite, il faut que le patron en instruisse le consul de sa nation, lequel lui délivre de ce chef un certificat pour le poste déjà mentionné.

§ 5. Lorsqu'un patron a perdu en rade ou dans le fleuve ses ancres, qu'il n'a pas encore retrouvées au moment de son départ, il doit en donner connaissance au capitaine de port, ainsi qu'au chef des pilotes, en leur disant où et comment il les a perdues et à quels signes distinctifs elles peuvent être reconnues. Ce n'est qu'à cette condition que, plus tard, le patron peut réclamer sa propriété contre le salaire d'usage en pareil cas.

§ 6. Il est interdit de la manière la plus sévère aux patrons d'attacher leurs bateaux, soit à la remonte, soit à la descente, aux bouées ou balises de la rade ou du fleuve, et de les faire servir, de cette manière, à la manoeuvre de leurs bateaux.

§ 7. Tout patron est tenu, sous sa responsabilité personnelle, de faire connaître à son équipage le règlement du port.

§ 8. Le pilote ne peut, sous aucun prétexte, quitter le bâtiment à bord duquel il est placé. Les plaintes que l'on pourrait avoir à faire à ce sujet doivent être adressées au correspondant ou au commandant du port.

§ 9. Aussi long-temps qu'un navire est mouillé dans le port, le patron et le pilote ne peuvent s'absenter en même temps; il faut aussi que l'ordre le plus parfait soit maintenu à bord.

§ 10. En été, après dix heures, et en automne, après neuf heures du soir, il est défendu aux matelots de rester au cabaret ou de circuler dans les rues, sous

1841 peine d'arrêt, et de punitions plus sévères en cas de récidive.

Donné à Riga, le 17 Juillet 1811.

Le gouverneur-général militaire
BARON VAN DER PALEN.

39.

*Protestation de la Reine Christine
contre la nomination de M. Arguel-
les en qualité de tuteur de sa fille,
Isabelle Reine d'Espagne. Datée de
Paris, le 19 Juillet 1841.*

A la Nation espagnole.

Moi la Reine Marie-Christine de Bourbon.

Considérant que par l'article 10 du testament de mon auguste époux, le Roi Ferdinand VII, je suis appelée à exercer la tutelle et curatelle de mes augustes filles mineures;

Que cette nomination est valable et légitime en ce qui concerne la tutelle de la Reine Isabelle, ma fille, aux termes de la loi 3, du titre 15 de la *partida* 2, et en vertu de l'article 60 de la Constitution de l'Etat, et que les lois civiles rendent cette nomination non moins légitime et valable en ce qui concerne la personne de l'infante Marie-Louise-Fernande, ma fille;

Qu'alors même que je ne serais pas devenue tutrice et curatrice des augustes orphelines, par la volonté de mon époux, je le serais en qualité de mère et de veuve, par le bénéfice et le vœu de la loi;

Que ni les lois du royaume, ni la Constitution de la monarchie, n'accordent au gouvernement la faculté d'intervenir dans la tutelle des rois, ni dans celle des infans d'Espagne;

Que les droits des Cortès, résultant de l'article de la constitution déjà cité, s'étendent seulement à nommer un tuteur au Roi mineur, quand le testament n'en a pas désigné, et que le père ou la mère ne demeurent pas en état de veuvage, sans que ce droit

puisse être applicable à aucun autre cas, ni à aucun 1841
autre genre de tutelle.

Attendu que le gouvernement a mis des entraves à la tutelle que j'exerçais, en nommant des agens pour intervenir dans l'administration du domaine et patrimoine royal, dans la forme et pour les fins énoncées au décret du 2 décembre dernier, contre lesquels j'ai déjà protesté formellement par lettre du 22 janvier de cette année adressée à don Baldomero Espartero, duc de la Victoire;

Que les Cortès, au mépris de la loi de *partida*, de l'article 60 de la constitution, et de la loi commune, ont déclaré vacante la tutelle de mes augustes filles, et ont nommé un autre tuteur;

Attendu enfin que mon absence temporaire n'infirmait point les droits que je tiens des lois civiles et politiques;

Que l'abandon de mes droits légitimes entraînerait aussi l'oubli de mes devoirs les plus sacrés, par cela même que la mission de veiller sur les princesses mes filles m'a été confiée, non à mon avantage, mais dans leur intérêt et dans l'intérêt de la nation;

Je déclare que la décision des Cortès est une usurpation de pouvoirs, basée sur la force et sur la violence, usurpation à laquelle je ne dois ni ne puis consentir;

Que les droits, les privilèges et les prérogatives qui m'appartiennent comme reine-mère et comme tutrice et curatrice testamentaire et légitime de la Reine Isabelle et de l'Infante Marie-Louise-Ferdinande, mes filles bien-aimées, ne sauraient se perdre ni se prescrire; que je ne renonce point à ces mêmes droits, privilèges et prérogatives, mais qu'ils subsistent et qu'ils subsisteront dans toute leur force et validité, quoique de fait l'exercice en soit suspendu et entravé pour moi par suite de la violence.

A ces causes, reconnaissant que je suis en devoir de repousser publiquement un acte de violence aussi monstrueux par tous les moyens qui sont à ma portée, j'ai résolu de protester comme je proteste une et mille fois solennellement devant la nation et à la face du monde, de ma pleine et libre volonté et d'un mouvement spontané, contre les décrets déjà énoncés du 2 décembre dernier, qui ont entravé dans mes mains l'exercice de la tutelle, contre la résolution des Cortès qui déclare cette

1841 tutelle vacante, et contre tous les effets et toutes les conséquences de ces dispositions.

Je déclare, de plus, nuls et faux les motifs allégués pour m'enlever la tutelle de mes augustes filles en déchirant ainsi mes entrailles de mère.

Une seule consolation me reste: c'est que pendant que mes mains ont tenu le gouvernail de l'Etat, nombre d'Espagnols ont vu luire pour eux le jour de la clémence, tous le jour de l'impartiable justice, aucun le jour de la vengeance.

C'est moi qui, à Saint-Ildephonse, accordai le bienfait de l'amnistie: Madrid fut témoin de mes constans efforts pour faire renaître la paix: Valence enfin me vit la dernière à défendre les lois foulées scandaleusement aux pieds par les hommes qui étaient le plus obligés à les défendre.

Vous le savez, Espagnols, les objets privilégiés de ma sollicitude et de mes pensées ont toujours été et seront toujours la plus grande gloire de Dieu, la défense et le maintien du trône d'Isabelle II, et le bonheur de l'Espagne.

Fait à Paris, le 19 juillet 1841.

Signé MARIE-CHRISTINE.

40.

Lettre adressée par la Reine Christine au duc de Victoria, Régent du royaume d'Espagne, relative à la protestation qui précède. En date de Paris, le 19 Juillet 1841.

A Don Baldomero Espartero, duc de la Victoire.

Paris, 19 juillet 1841.

Une triste et douloureuse expérience m'a démontré que l'outrage qui, à Valence, acheva de porter un coup funeste à l'autorité royale et au gouvernement, dont j'étais légalement et légitimement dépositaire, pendant la minorité de la Reine Isabelle, ma fille bien-aimée, n'était que le prélude des nouvelles violences et des nouvelles persécutions qui m'étaient réservées. Peu satisfaits de m'avoir arraché la régence, à laquelle je

me vis forcée de renoncer pour ne pas trahir mes ser- 1841
mens, peu satisfaits de m'avoir réduite à la cruelle
nécessité de m'éloigner pour un tems de l'Espagne, les
auteurs de cet attentat, manquant à tous les principes
consacrés par la religion et l'humanité, et se servant
de prétextes mensongers et contraires à mon honneur
et à ma considération, ont travaillé depuis ce moment,
et d'une manière ouverte, à me ravir la plus douce
et la plus tendre consolation dont puisse jouir une
mère animée de la sollicitude et de l'amour que je porte
à mes filles. Les paroles me manquent pour exprimer
toute l'étendue de la douleur que j'ai ressentie en ap-
prenant qu'enfin j'avais été arbitrairement dépouillée
de la tutelle dont l'exercice m'était assuré, à moi seule,
par des titres aussi nombreux que légitimes et sacrés.
Les Cortès en décidant ainsi de cette affaire, vous et
les ministres en la soumettant à leur délibération, vous
vous êtes arrogé des pouvoirs qui ne vous appartiennent
pas, vous avez méconnu les sentimens de la na-
ture, et autant qu'il était en vous, vous en avez rompu
les liens; vous avez bouleversé, vous avez enfreint
toutes les règles de la justice, et vous m'avez impitoyable-
ment choisie pour votre victime, moi qui, pour arri-
ver à une sage conciliation, ai fait en vain tous les
sacrifices compatibles avec ma dignité et avec mes de-
voirs maternels. La longue correspondance que dans
ce but j'ai entretenue avec vous en porte un éclatant
témoignage.

C'est pourquoi je ne saurais me soustraire à l'ac-
complissement du devoir si grave que Dieu et la na-
ture m'imposent en cette occasion; et, obéissant à la
voix de ma conscience, poussée d'ailleurs par l'extrême
nécessité de ma propre défense, j'ai pris aujourd'hui
même la résolution de faire une protestation solennelle
contre tout ce qui a été décidé par les Cortès, au mé-
pris et au détriment de mes droits légitimes comme
Reine-mère et comme seule tutrice et curatrice testa-
mentaire de mes augustes filles. Je joins à cette lettre
ladite protestation, écrite en entier de ma main, afin
que vous la fassiez publier immédiatement dans la *Ga-
zette de Madrid*.

Je compte que vous le ferez ainsi, et sur ce je prie
Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

Signé: MARIE-CHRISTINE.

41.

Additional-Schifffahrtsvertrag zwischen Grossbritannien und den Hansestädten. Abgeschlossen in London, am 3ten August 1841.

Ihre Majestät, die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, eines Theils, und die Senate der freien Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg, (jeder dieser Staaten für sich besonders) andern Theils, beseelt von dem Wunsche, den Handelsverkehr zwischen ihren respectiven Unterthanen und Staatsangehörigen zu erleichtern und zu erweitern, haben in dieser Absicht und in Uebereinstimmung mit den Stipulationen des achten Artikels der Handels- und Schifffahrts-Convention zwischen Grossbritannien und den Hanseatischen Freistaaten, unterzeichnet zu London am 29. September 1825, den Beschluss gefasst, eine Convention abzuschliessen, welche als supplementarisch zu der oben erwähnten Convention von 1825 betrachtet werden soll.

Ihre Britische Majestät und die besagten Hanseatischen Freistaaten haben deshalb zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland: den sehr ehrenwerthen Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, Pair von Irland, Mitglied Ihrer Majestät höchst ehrenwerthen Geheimen Raths, Ritter Grosskreuz des höchst ehrenwerthen Bath - Ordens, Mitglied des Parlaments und Ihrer Britischen Majestät ersten Staatssecretair für die auswärtigen Angelegenheiten, — und die Senate der freien Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg: Herrn Eduard Banks, Doctor der Rechte, Mitglied des Senats und einen der Syndiker der freien Hansestadt Hamburg; —

welche, nachdem sie einander ihre respectiven, in guter Form befundenen Vollmachten mitgetheilt, die folgenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Art. I. Die Senate der freien Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg genehmigen hiedurch, dass Britische Schiffe, welche aus Ländern kommen, die keinen

41.

*Traité additionnel de navigation,
conclu à Londres, le 3 Août 1841, en-
tre la Grande-Bretagne et les villes
anséatiques.*

Her Majesty The Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, and The Senates of the Free Hanseatic Cities of Lubeck, Bremen, and Hamburg, (each State for Itself separately) on the other part, being desirous of improving and extending the commercial intercourse between Their respective Subjects and Citizens, have, with this view, and in conformity with the Stipulations of the Eighth Article of the Convention of Commerce and Navigation between Great Britain and the Free Hanseatic Republics, signed at London on the 29th of September 1825, resolved to conclude a Convention, which shall be considered as Supplementary of the abovementioned Convention of 1825.

Her Britannic Majesty and the said Free Hanseatic Republics have therefore named as Their Plenipotentiaries for this purpose, that is to say:

Her Majesty The Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Right Honourable *Henry John Viscount Palmerston*, Baron *Temple*, a Peer of Ireland, a Member of Her Majesty's most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the most Honourable Order of the Bath, a Member of Parliament, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; —

And The Senates of the Free Hanseatic Cities of Lubeck, Bremen, and Hamburg, *Edward Banks*, Doctor of Laws, a Member of the Senate, and one of the Syndics of the Free Hanseatic City of Hamburg; —

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. The Senates of the Free Hanseatic Cities of Lubeck, Bremen, and Hamburg hereby agree that British Vessels coming from Countries not being part

1841 Theil der Dominien Ihrer Britischen Majestät ausmachen, von nun an mit ihren Ladungen in den Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg zugelassen werden, und dass solche Schiffe bei ihrer Zulassung keine höhere Abgaben bezahlen sollen, als diejenigen, welche unter ähnlichen Umständen von den, Lübeck, Bremen und Hamburg gehörigen Schiffen zu bezahlen sind, und dass die für die Ladungen solcher Britischen Schiffe zu bezahlenden Abgaben nicht höhere oder andere sein sollen, als wenn solche Ladungen in Lübeck, Bremen oder Hamburg gehörigen Schiffen eingeführt worden wären; — und in Berücksichtigung dieses Zugeständnisses, genehmigt Ihre Britische Majestät, dass von und nach dem Tage der Auswechselung der Ratificationen der gegenwärtigen Convention die Schiffe der besagten Hanseatischen Freistaaten Lübeck, Bremen und Hamburg, wenn sie aus Hanseatischen Häfen kommen, mit ihren Ladungen in die Häfen aller Ihrer Majestät Besitzungen zugelassen werden, und dass solche Schiffe bei ihrer Zulassung keine höhere oder andere Abgaben bezahlen sollen, als solche, welche unter ähnlichen Umständen von Britischen Schiffen zu bezahlen sind, und dass die für die Ladungen solcher Hanseatischen Schiffe zu bezahlenden Abgaben nicht höhere oder andere sein sollen, als wenn solche Ladungen in Britischen Schiffen eingeführt wären.

Art. II. In Betracht der Berechtigungen, welche die gegenwärtige Convention auf Britischen Handel und Britische Schifffahrt ausdehnt, genehmigt Ihre Britische Majestät ferner, dass alle Güter, Waaren und Handelsartikel, welche das Erzeugniss der Hanseatischen Freistaaten oder der andern Staaten des Deutschen Bundes oder der in dem Deutschen Zollverein begriffenen Staaten sind, und welche eingeführt werden können in irgend einem nicht Britischen Schiffe aus den Häfen von Hamburg, Bremen und Lübeck oder irgend einem an der Elbe oder Weser belegenen Hafen in die Häfen der auswärtigen Britischen Besitzungen, Gibraltar und Malta mit eingeschlossen, ebenfalls zur Einfuhr erlaubt sein sollen aus den gedachten Häfen der Hanseatischen Freistaaten in die Häfen der gedachten auswärtigen Britischen Besitzungen, Gibraltar und Malta mit eingeschlossen, in Schiffen, welche Lübeck, Bremen und Hamburg angehören, gebaut, geeignet und bemannt

of the Dominions of Her Britannic Majesty, shall henceforward, together with their Cargoes, be admitted into the Ports of Lubeck, Bremen and Hamburg; and such Vessels shall, on their admission, pay dues not higher nor other than those which shall be paid, in similar circumstances, by Vessels belonging to Lubeck, Bremen, or Hamburg; and the duties to be paid upon the Cargoes of such British Vessels shall not be higher nor other than if such Cargoes had been imported in Vessels belonging to Lubeck, Bremen or Hamburg. — And in consideration thereof, Her Britannic Majesty agrees that, from and after the date of the exchange of the Ratifications of this present Convention, the Vessels of the said Free Hanseatic Republics of Lubeck, Bremen and Hamburg, when coming from Hanseatic Ports, shall, together with their Cargoes, be admitted into the Ports of all Her Britannic Majesty's Possessions; and such Vessels shall, on their admission, pay dues not higher nor other than those which shall be paid, in similar circumstances, by British Vessels; and the duties to be paid upon the Cargoes of such Hanseatic Vessels shall not be higher nor other than if such Cargoes had been imported in British Vessels. —

Art. II. In consideration of the privileges extended to British Trade and Navigation by the First Article of the present Convention, Her Britannic Majesty further agrees that all Goods, Wares, and Merchandise, being the produce of the States of the Free Hanseatic Cities of Lubeck, Bremen, and Hamburg, or of the other States of the Germanic Confederation, or of the States comprised in the Germanic Union of Customs, and which may be imported in any Foreign Vessels, from the Ports of Lubeck, Bremen, and Hamburg, or from any Port situated on the Elbe or Weser, into the Ports of the British Possessions abroad, including Gibraltar and Malta, shall also be permitted to be imported from the said Ports of the Free Cities of Lubeck, Bremen, and Hamburg, into the ports of the said British Possessions abroad, including Gibraltar and Malta, in Vessels belonging to Lubeck, Bremen, and Hamburg, built, owned and navigated, as stipulated

1841 wie festgesetzt ist im fünften Artikel der am 29. September 1825 zwischen Grossbritannien einerseits und den freien Hansestädten Lübeck, Bremen und Hamburg anderseits abgeschlossenen Schiffahrts- und Handels-Convention; — und solche Güter, Waaren und Handelsartikel, welche das Erzeugniss der Hanseatischen Freistaaten oder der andern Staaten des Deutschen Bundes oder der in dem Deutschen Zollverein begriffenen Staaten sind, so eingeführt in Hanseatischen Schiffen in die Häfen der gedachten auswärtigen Britischen Besitzungen, Gibraltar und Malta mit eingeschlossen, — und alle Güter, Waaren und Handelsartikel, ausgeführt in Hanseatischen Schiffen, gebaut, geeignet und bemannt wie vorerwähnt, aus den Häfen der Britischen auswärtigen Besitzungen, Gibraltar und Malta mit eingeschlossen, nach irgend einem nicht Britischen Lande, sollen keine andere oder höhere Abgaben bezahlen, als wenn dieselben in Britischen Schiffen eingeführt oder ausgeführt wären.

Art. III. Die gegenwärtige Convention, welche als supplementarisch zu der zwischen Grossbritannien und den Hanseatischen Freistaaten am 29. September 1825 abgeschlossenen Convention zu betrachten ist, soll ratificirt und die Ratificationen sollen in London sobald wie möglich, innerhalb eines Zeitraums von sechs Wochen, ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde haben die respectiven Bevollmächtigten dieselbe unter Beidrückung ihres Wappensiegels unterzeichnet.

So geschehen zu London am dritten Tage des Monats August im Jahre Unseres Herrn Ein Tausend Acht Hundert und Ein und Vierzig.

(Les ratifications de ce Traité ont été dûment échan-

in the Fifth Article of the Convention of Commerce and Navigation, concluded on the 29th of September 1825, between Great Britain, on the one part, and the Free Hanseatic Cities of Lubeck, Bremen, and Ham-
burgh on the other part; and such Goods, Wares, and Merchandise, being the produce of the Free Hanseatic Republics, or of the other States of the Germanic Con-
federation, or of the States of the Germanic Union of Customs, and so imported in Hanseatic Vessels, into the Ports of the said British Possessions abroad, in-
cluding Gibraltar and Malta, — and all Goods, Wares, and Merchandise, exported in Hanseatic Vessels, built, owned, and navigated as aforesaid, from the Ports of the British Possessions abroad, including Gibraltar and Malta, to any Foreign Country whatever, shall pay no other, or higher Duties, than if the same were imported or exported in British Vessels. —

Art. III. The present Convention, which shall be considered as Supplementary to the Convention concluded between Great Britain and the Free Hanseatic Republics on the 29th of September 1825, shall be ratified; and the Ratifications shall be exchanged at London as soon as possible within the space of Six weeks. —

In Witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the third day of August, in the year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and and Forty One.

PALMERSTON. BANKS.

gées à Londres, le 28 Août 1841.)

1841

42.

Publication ministerielle dans la Hesse-électorale, datée du 11 Août 1841, concernant une convention conclue avec la Principauté de Schaumburg-Lippe sur la jurisdiction du tribunal mixte à Obernkirchen dans la province de Schaumbourg.

(Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. Jahr 1841. Nro IX. August).

Ausschreiben der Ministerien des Aeussern und der Justiz,

vom 11ten August 1841,

betreffend eine Uebereinkunft mit dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe über den Gerichtsstand des Gesamt-Bergamtes in Obernkirchen.

Nachdem zufolge höchster Entschliessung Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten und mit landständischer Zustimmung eine Uebereinkunft mit dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe dahin abgeschlossen worden ist, dass

1) zu einer Entscheidung über Besitz- und Real-Klagen, welche gegen das Gesamt-Bergamt in Obernkirchen gerichtet sind, nur das Gericht der belegen - Sache, dagegen

2) zu einer Entscheidung über jede sonstige, gegen das genannte Gesamt-Bergamt gerichtete Klage, nur das Kurfürstliche Obergericht in Rinteln; falls dasselbe früher, als die Fürstlich Schaumburg-Lippesche Justiz-Canzlei zu Bückeburg, und nur die zuletzt genannte Behörde, falls sie früher, als das erwähnte Kurfürstliche Obergericht, diese Klage zum Gegenstande einer Verfügung gemacht hat, zuständig seyn soll,

so wird Solches hiermit zur Nachachtung bekannt gemacht.

Cassel am 11ten August 1841.

Die Kurfürstlichen Ministerien
des Aeussern: STEUBER. der Justiz: MACKELDEY.

43.

Convention entre la Grande-Bretagne et le Danemarck sur les droits du Sund. Conclue à Elseneur, le 13 Août 1841.

Entre les soussignés, pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, Francis Colman Mac Grégor, chevalier, consul de sa majesté britannique dans le royaume de Danemarck et au Sund; et pour le Danemarck, le chevalier Nicolaus Holten, chevalier grand'croix de l'ordre de Danebrog, conseiller de conférence de sa majesté danoise et directeur de la chambre de douane d'Orësund; spécialement désignés et autorisés par leurs gouvernemens respectifs pour négocier, comme commissaires, dans le but de régler divers points concernant la douane du Sund et le mode de perception, il a été arrêté le présent pour les articles suivans, sauf l'approbation de leur Cour.

§ 1er. Conformément aux principes établis durant les négociations qui ont eu lieu à Londres dernièrement sur les droits du Sund, le tarif de Christianople, de l'année 1645, doit être maintenu dans son intégrité et, par conséquent, tous les droits qui y sont spécifiés ne peuvent subir de changemens.

§ 2. Tous les articles contenus dans la cédule A, ci-annexée, qui ont été examinés à Londres, continueront de payer les droits qui ont été fixés pour chacun d'eux, suivant la déclaration des gouvernemens respectifs, datée de Londres, le 4 juin 1841.

§ 3. En conséquence de la révision du tarif en usage à la chambre de douanes d'Orësund, faite conformément aux instructions de leurs gouvernemens respectifs par les commissaires soussignés, en ne s'écartant jamais du principe ci-dessus, tous les articles énumérés dans la cédule B, ci-annexée, sont désormais soumis aux droits qui ont été arrêtés aujourd'hui par les commissaires respectifs et qui y sont notés à côté de chaque article.

§ 4. Tous les autres articles contenus dans le tarif

1841 en usage dans la douane d'Orësund restent assujettis aux mêmes perceptions de droits qu'autrefois.

§ 5. Un tarif général sera rédigé par la chambre de douanes d'Orësund renfermant tous les articles appartenant aux différentes catégories ci-dessus mentionnées, spécifiant toutes les perceptions de droits arrêtés à l'avenir sur chaque article et qui, indépendamment d'un tableau révisé des taxations; contiendra l'ensemble exact des réglemens de la chambre de la douane.

§ 6. Toutes les marchandises et articles non spécifiés dans le tarif révisé qui sera publié par la chambre de douane du Sund et chargés sur les navires anglais, paieront un droit, suivant les stipulations de l'art. 3 de la convention du 15 juin 1801, de 1 pour cent *ad valorem*, en se réglant pour cette appréciation sur les prix des places respectives d'où ils sont exportés.

§ 7. Il est désormais arrêté que les articles non énumérés chargés sur un navire anglais qui met à la voile d'un port qui n'est pas anglais, et destiné pour un port non privilégié au Sund, ne paiera que 1 pour cent *ad valorem*, au lieu de $1\frac{1}{4}$ pour cent qui avait été perçu jusqu'à présent.

§ 8. Les vins d'Espagne et de Portugal chargés également sur navires anglais, dans les mêmes circonstances relatives à l'article précédent, ne paieront que 36 stuvers par muid au lieu d'un species thaler jusqu'à présent prélevé.

§ 9. Les vins provenant des îles Canaries doivent être considérés désormais au Sund comme vins d'Espagne, et seront réduits d'un species thaler à 36 stuvers par muid quand ils seront chargés sur navires anglais.

§ 10. Il a été convenu pour l'avenir que le droit appelé *droit de rose noble*, de 4 species thaler et $\frac{3}{4}$ prélevé actuellement sur les cargaisons des navires anglais et destinées pour certaines places de la Balique, est entièrement aboli.

§ 11. Les objets suivans: le bois de chauffage, les pierres pour paver, le poisson frais, à l'exception des écrevisses de mer et des huîtres, les lingots et les monnaies d'or et d'argent, les objets d'ameublemens pour maisons et les vêtemens, la chaux vive et les pierres à chaux, le plâtre et le gypse en morceaux, les petites pierres pour filets, les charbons, les cendres et les pierres meulières, les cordages et autres matériaux pour

les navires résultant de naufrages et les différentes espèces d'argile, à l'exception de la terre de pipe, continueront à être exempts de droits au passage du Sund et des Belts suivant l'ancien usage. Les navires ayant une cargaison composée des marchandises sus-énoncées sont néanmoins soumis aux droits de sannaux stipulés dans les art. 28 et 29. 1841

§ 12. Conformément à l'art. 2 de la convention du 15 juin 1701, les valeurs et les mesures spécifiées dans le tarif général seront basées sur celles en usage dans les places d'où les marchandises soumises aux droits ont été embarquées. Il est stipulé, en outre, que des tables indiqueront les calculs adoptés par la chambre des douanes pour réduire les valeurs et les mesures étrangères différentes de celles du Danemarc. Les unités faisant la base des droits perçus dans le tarif seront revisées avec attention par les commissaires, et les erreurs qu'on pourrait y relever seront rectifiées avec soin.

§ 13. Chaque navire de commerce anglais, abordant à Elseneur, est forcé de montrer ses couleurs, c'est-à-dire quand il vient de la mer du Nord, préalablement en passant devant le château de Croneborg; et quand il vient de la Baltique, lorsqu'il se trouve à la hauteur du bâtiment de garde danois, stationnaire sur la rade.

§ 14. Chaque navire de commerce anglais est également dans l'obligation de payer les droits quand, dans son voyage, il passe la ligne de la chambre de la douane, et par ligne du Sund on entend une ligne imaginaire tirée entre la batterie du pavillon du château de Croneborg et le point nord d'Helsingborg sur la rive opposée. Dans le grand Belt, la ligne imaginaire sera entre *Halskon*, en Sélande, et *Kundshoved*, en Fionie; et dans le petit Belt, la ligne sera entre *Strib*, en Fionie, et le vieux Gerry-Bridge à Fridencia, en Jutland.

§ 15. La règle générale, établie par l'article précédent, est soumise cependant aux modifications suivantes :

a. Les navires, forcés par la tempête de chercher un abri dans la rade ou qui y entrent pour attendre un convoi, mais qui ensuite rétrogradent (*return again*), sont complètement exempts de droits et de charges.

b. Un navire, qui vient pour recevoir un ordre et

1841 rétrograde sans charger ou sans décharger des marchandises, n'est soumis à aucun droit, excepté à celui de fanal et aux droits de douane intérieurs.

c. Les navires qui portent une flamme et sur lesquels il est reconnu qu'il se trouve des marchandises, quoique soumis aux droits sur les articles de la cargaison comme autrefois, sont exempts de droit de fanal et de toute autre redevance à la douane.

§ 16. Pour maintenir le bon ordre, il a été décidé que les capitaines anglais ou autres sujets anglais qui débarquent à Elseneur, pour solder les droits du Sund, doivent, du lieu de débarquement, se rendre immédiatement à la douane, remettre leurs papiers et faire la déclaration requise afin qu'il n'y ait pas de délai inutile dans l'expédition de leur navire.

§ 17. Quant à la manière de calculer les droits dans des circonstances particulières, les stipulations suivantes ont été arrêtées :

Le droit de 1 pour cent *ad valorem*, décidé par le § 6 est évalué d'après la valeur ou les prix relatés sur les connaissements (*shipspapers*), mais s'ils ne contiennent pas les indications *requises* ou si l'on a la preuve que la déclaration est inexacte, les employés de la douane feront une évaluation autant que possible, suivant les prix courans, cotés sur les bulletins actuels des places d'exportation. Si on ne pouvait obtenir ces prix-courans, on laisse la faculté aux employés d'agir suivant leur discernement et d'après les principes de la plus grande équité.

§ 18. Quand la valeur des marchandises embarquées n'est pas désignée sur le revers du papier appelé *acquit de douane* (*cocket*), et si une facture régulière ne l'accompagne, la valeur spécifiée sur l'acquit de douane sera adoptée comme base pour calculer les droits qui sont dus; mais, si on prouve qu'une surcharge est résultée de cette manière de procéder, la rectification aura lieu d'après le mode indiqué dans le paragraphe suivant.

§ 19. Quand, par suite du mauvais état des papiers de douane ou par toute autre cause, les droits sur une partie de marchandises appartenant à des sujets anglais, ont été surchargés par la douane, la différence sera remise aux réclamans, s'ils présentent des

preuves suffisantes dans l'espace d'un an à dater du 1841 jour où le droit aura été prélevé.

§ 20. Dans le cas où une discussion s'élèverait sur le montant d'un droit du Sund légalement dû et déjà payé pour une partie de marchandises appartenant à un sujet anglais, la douane d'Orësund sera dans l'obligation de délivrer aux parties, et cela gratuitement, un état détaillé fait en bonne et due forme des droits imposés et soldés. Ce document sera certifié, gratis, par le consul de sa majesté britannique quand il en sera requis.

§ 21. Quant aux droits des employés de la douane du Sund, il a été convenu et décidé que la taxe d'un species dollar et 6 stivers pour l'*inspecteur* ou le *visiteur* serait continué d'être payée par navire anglais avec un *chargement* sur le même pied qu'auparavant. Mais, quant aux navires *sur lest*, ledit droit ne sera prélevé à partir de ce jour que sur les navires anglais qui n'ont pas avec eux un acquit-à-caution du port d'expédition, quelle que soit la nationalité du navire; si la circonstance du départ sur lest est omise sur l'acquit-à-caution et sur le billet d'avitaillement (*victualling bills*) produit, ces documens seront, à l'avenir, admis par la douane, néanmoins en leur donnant un caractère authentique par suite du serment imposé au capitaine qui se présentera, à cet effet, devant le consul d'Angleterre, sans que cette circonstance puisse préjudicier à l'expédition dudit capitaine, au Sund.

§ 22. L'*interprète* de la chambre de la douane pour traduire les connaissements et pour rendre un compte détaillé des droits du Sund, en calculant la proportion qui doit être payée par le consignataire ou le chargeur, continuera de prélever le droit de 32 stivers qui lui a été alloué jusqu'à présent pour ce service pour une quantité de un à quatre connaissements. Si ces connaissements excèdent cependant le nombre de quatre, la taxe, jusqu'à présent payée de 8 stivers, sera réduite, pour l'avenir, à 4 stivers pour chaque connaissement.

Quand il n'y a pas de connaissement à bord, l'*interprète* recevra 32 stivers pour une quantité d'acquits de douane qui n'excédera pas le nombre de six et pour chaque acquit de douanes en dehors de ce chiffre, 4

1841 stivers. Le droit de 12 stivers pour les navires sur lest ou chargés avec du charbon est maintenu.

Les navires anglais, venant des pays ci-dessous nommés, sont exempts des dépenses pour le traducteur, et paieront seulement 8 stivers pour une copie de leur passe, s'ils veulent qu'elle leur soit rendue, savoir: du Danemarc, de la Norwége, de la Suède, de la Prusse, de la Finlande, (à l'exception de Viborg et Frédérickhamn) des provinces russes de la Baltique, (à l'exception de Saint-Pétersbourg et de Narva), et du Meckelbourg à l'exception de Rostock.

§ 23. D'un autre côté, toutes les taxes qui ont, jusqu'à présent, été prélevées sur le commerce anglais dans le Sund, suivant le tarif danois, sont reconnues, excepté les modifications contenues dans les §§ 21 et 22.

§ 24. En considération cependant de la nécessité qui existe d'augmenter le nombre des employés de la chambre des douanes, afin que les navires anglais, arrivant dans le Sund, puissent ne pas souffrir de délais dans leur expédition, les droits payables au garde du sceau, au caissier, etc., sont mentionnés dans l'article suivant, et s'élèveront de 1 species dollar à un species dollar et 10 stivers par navire.

§ 25. Le montant de tous les droits prélevés par les employés de la chambre des douanes sur chaque navire du commerce anglais, traversant le Sund et les Belts (à l'exception des droits de casuel mentionnés aux articles 21 et 22 ont été établis ainsi qu'il suit :

1 ^o Au directeur.	„ species 24 stivers.
2 ^o Aux quatre kamereers	1 „
3 ^o Au garde du sceau et au caissier l'argent de la passe inclusivement	1 10
4 ^o Aux deux huissiers	„ 8
5 ^o Au navire de garde	„ 6

Total, montant des droits 3 species „ stivers.

Soit, trois species dollars qui doivent être prélevés à l'avenir en une seule somme sous la dénomination de droits de la chambre de douane et pour laquelle, aussi bien que pour les droits de casuel, une quittance en due forme sera donnée sur la passe du Sund.

Les navires anglais, jaugeant moins de 40 tonneaux,

à l'avenir, ne paieront néanmoins que 2 species pour 1841 le montant des droits.

§ 26. Pour donner toute la facilité possible au commerce et afin d'expédier promptement les navires au Sund, il a été jugé nécessaire d'augmenter le nombre des heures de travail de la douane, ceux-ci devant regarder comme un devoir d'expédier les navires à toute heure du jour sans interruption. Ils sont, en conséquence, obligés de se trouver journellement à la douane, suivant les époques qui sont fixées ainsi qu'il suit :

Du 1er avril au 31 octobre, de 6 heures du matin à 9 heures du soir.

Pendant le mois de mars, de 7 heures du matin à 9 heures du soir.

Pendant les mois d'hiver: novembre, décembre, janvier et février, de 8 heures du matin à 6 heures du soir.

De plus, quatre employés ont été désignés afin d'être présens à la douane en dehors des heures d'expédition ci-dessus mentionnées, pour recevoir les papiers et déclarations des capitaines et préparer l'expédition subséquente des navires, savoir :

Du 1er avril au 30 septembre, de 4 heures du matin à 10 heures du soir.

Et pendant le reste de l'année, de 6 heures du matin à 8 heures du soir.

En conséquence de cet arrangement, il a été convenu que la perception nommée *droit supplémentaire des pauvres*, (*extra poor money*), d'un species par navire, d'après les heures spécifiées durant lesquelles il était jusqu'à présent prélevé dans les jours ouvrables, est aboli. Si cependant l'expédition d'un navire est demandée et accordée en dehors des heures de la douane spécifiées ci-dessus, le droit supplémentaire des pauvres sera payé comme précédemment, et tous les navires anglais sont de plus exposés à payer ce droit, s'ils demandent leur expédition et s'ils sont expédiés le dimanche ou les jours de fêtes légalement établies.

§ 27. Pour expédier, par la suite, avec plus de promptitude, les navires au Sund, il a été aussi stipulé qu'aussitôt qu'un capitaine anglais aura remis à la douane les papiers ayant rapport à sa cargaison et aura fait la déclaration exigée, il pourra, sur sa demande, et en donnant toute sécurité à la douane, au moyen de ses agens pour le paiement des droits, re-

1841 cevoir une passe en blanc, continuer son voyage, si le vent est favorable, sans être dans l'obligation de s'arrêter pour obtenir une expédition régulière de la douane.

§ 28. Quant aux droits de fanaux, payables au Sund et aux Belts, il a été décidé que la stipulation suivant laquelle les navires suédois, au-dessous de 40 tonneaux, acquitteraient des droits moins forts, serait étendue aux navires anglais. En conséquence, si un navire anglais prouve que son jaugeage est au-dessous de 40 tonneaux, quand il est *sur lest*, il ne paiera, à l'avenir, qu'un droit de 1 species dollar et demi; et s'il a un *chargement*, seulement 3 species pour les fanaux chaque fois que les navires sont expédiés.

§ 29. Quand un navire anglais est chargé de briques et de tuiles ou d'une quantité de marchandises qui n'excède pas six lasts ou douze tonneaux, il est considéré *sur lest* et ne paiera le droit de fanal que d'après le mode arrêté à cet égard. Pour les liquides un last sera considéré comme égalant huit muids. Pour les marchandises de poids, un last équivaldra à 12 skeppunds de 300 livres net et par mesures de baril, la quantité nécessaire de barils pour constituer un last d'articles suivant le tarif. Un navire avec huit chevaux ou bestiaux est considéré comme ayant une cargaison complète.

§ 30. Les yachts de plaisir, appartenant aux membres de l'assemblée du royal yacht, en Angleterre, sont entièrement exempts des droits de fanaux et de droits au passage du Sund et des deux Belts, mais pour la satisfaction de la douane, ils doivent prouver qu'ils jouissent de cette qualité.

§ 31. Il a été ultérieurement convenu que si le gouvernement danois, pour acquiescer aux demandes des capitaines anglais, consentait à établir et à entretenir les feux suivans :

1^o Un fanal, d'une élévation convenable, au point nord-ouest du Sulland dans un endroit appelé *Halmen* ;

2^o Un feu flottant sur le récif qui s'étend dans la direction est de l'île d'Anhold et appelé les *Knoben* ; et que, si le gouvernement danois, en outre, venait à s'entendre avec celui de Suède à l'effet :

3^o De remplacer le présent feu de charbon de Flat-terbo par un feu de lampe plus efficace, ou qu'un feu

flottant fût placé de l'autre côté du récif, dans un lieu 1841 plus convenable;

Le présent droit de faul, de 2 species dollars par navire sur lest et de 4 dollars species pour un navire chargé, stipulé par le traité du 12 février 1647, sera augmenté afin de couvrir les dépenses additionnelles qui auront lieu. Cette augmentation sera faite dans la proportion que tout navire de commerce anglais de 40 tonneaux et au-delà, sur lest, contribuera, à l'avenir, pour une somme de 2 species et un quart; et s'il a une cargaison, 4 species dollars et demi chaque fois qu'il passera le Sund ou les deux Belts. Le paiement de cette taxe commencera le 1er janvier 1842, s'il est prouvé que des préparatifs ont déjà commencé pour établir les feux stipulés.

§ 32. Les droits, les taxes pour les fanaux, les redevances et autres perceptions du Sund et des Belts seront désormais payés en species rixdollars de 48 stivers, desquels 9 un quart, je dis 9 un quart, constituent la valeur d'un marc d'argent fin de Cologne. Il est néanmoins entendu que le papier-monnaie sorti de la banque nationale de Danemarc sera reçu en paiement dans les transactions.

§ 33. Le gouvernement anglais devra veiller avec le plus grand soin à ce que les papiers ayant rapport au navire et à la cargaison délivrés par l'administration du Royaume-Uni aux navires qui se rendent dans la Baltique, soient rédigés en bonne et due forme et que particulièrement les acquits de la douane soient numérotés comme précédemment, retenus par un cordon et scellés du cachet de l'administration sur une bande de parchemin sur laquelle le nombre des acquits de la douane est exprimé en lettres ainsi qu'il est stipulé par les premiers traités.

§ 34. Quant à l'indemnité accordée aux capitaines pour la dépense qu'ils font nécessairement pour venir acquitter les droits du Sund, la redevance ordinaire de 4 pour cent sur la valeur des droits payés sur leurs cargaisons sera maintenue par la chambre de la douane, comme autrefois, pour chaque capitaine anglais qui aura présenté un état exact du manifeste de chargement.

Egalement, si un capitaine ou un marin anglais, par suite du naufrage de son navire, arrive à Elseneur en détresse et s'adresse à la chambre des douanes soit

1841 en personne, soit par l'intermédiaire du consul anglais, il recevra, à l'avenir, la donation ordinaire du *droit supplémentaire* des pauvres mentionnée au § 26. Le montant de ce don sera progressivement augmenté d'après les circonstances et si l'état de ce fonds le permet.

§ 35. Les punitions établies pour infractions ou déviations des réglemens en vigueur à la chambre de la douane, sont confirmées ainsi qu'il suit:

1^o Pour une fausse déclaration de la quantité ou de la qualité de la cargaison et pour le passage du Sund (excepté dans des cas de détresse) avec l'intention manifeste de frauder les revenus de la douane, la punition imposée égalera le degré de culpabilité du contrevenant, c'est-à-dire, en dehors du droit légalement dû, une somme sera payée qui, dans les cas les plus condamnables, ne pourra excéder le double du montant du droit qu'on avait eu l'intention de frauder;

2^o Quand un capitaine se rend à Copenhague et à la voile de ce port sans avoir préalablement acquitté les droits du Sund, bien qu'il ait envoyé ses papiers à Elseneur pour se faire expédier, il est passible d'une amende de 2 species dollars et demi;

3^o Une amende d'un species dollar sera payée, si les connoissemens sont envoyés à Elseneur, pour être expédiés préalablement, par un navire arrivant du midi, ou si les papiers sont remis à la douane par une autre personne que le capitaine, le second ou le subrécargue.

§ 36. Pour ce qui regarde les punitions de première classe mentionnées dans le précédent paragraphe, il est arrêté, à l'avenir, qu'elles ne pourront être infligées à un sujet anglais, à moins que le directeur de la douane d'Orésund n'ait communiqué au consul d'Angleterre le motif de la punition; de son côté, le consul est tenu de coopérer le mieux qu'il lui sera possible avec le directeur pour faire exécuter le traité sur la douane du Sund avec une égale justice par les deux parties intéressées; à l'effet qu'aucun droit ou taxe ne puisse être prélevé sur un sujet anglais, autres que ceux stipulés dans la présente convention, et également que le revenu de sa majesté danoise au Sund n'éprouve des pertes ou des dommages par un rapport infidèle fait à la chambre de douane de la cargaison passible des droits ou par toute autre pratique irrégulière.

§ 37. Le tarif révisé par les deux parties avec le 1841 tableau de droits et réglemens de la chambre de commerce, mentionnés au § 5, après avoir reçu la sanction des gouvernemens respectifs, seront mis en vigueur au Sund et aux deux Belts à dater du 1er janvier 1842, et une copie officielle de ces pièces sera transmise sans délai au gouvernement britannique.

§ 38. Le gouvernement danois, sur la proposition qui lui en a été faite, consent à introduire des améliorations dans les établissemens de quarantaine à Elsenneur, afin de prévenir, à l'avenir, tout délai inutile dans les transactions des capitaines anglais avec les préposés de la quarantaine.

§ 39. La présente convention (qui ne peut en rien porter préjudice au traité signé par les gouvernemens respectifs le 11 juillet 1670, ni à celui pour les droits du Sund du 13 juin 1645 à Christianople et à celui de Copenhague du 15 juin 1801), a été conclue pour l'espace de 10 ans à commencer du 15 juin de la présente année, cette date étant celle du tarif A des articles non spécifiés arrêtés à Londres, sera en vigueur au Sund et maintenue douze mois après qu'un des gouvernemens respectifs n'aura pas déclaré à l'autre l'intention de ne pas le prolonger au-delà du temps fixé.

En foi de quoi les commissaires soussignés y ont apposé leur signature et leur sceau à Elsenneur, le 13e jour du mois d'août de l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quarante-un.

(L. S.) FRANCIS C. MAC-GREGOR.
(L. S.) HOLTEN.

CÉDULE B. — *Etat des articles énumérés dans le tarif en vigueur à la chambre de la douane d'Orléans, réduits aujourd'hui par convention entre les commissaires soussignés.*

NOTA. Les droits ci-après mentionnés seront prélevés au passage du Sand et des Belts, à partir du 1^{er} janvier 1842.

DENOMINATION DES ARTICLES.	DROITS PERÇUS jusqu'à ce jour.		UNITE DU TARIF.		DROITS A PERCEVOIR à partir du 1 ^{er} janvier 1842.	
	steyers.	fr. c.	la pièce. id.		steyers.	fr. c.
1. (Baize double) revêche, sorte de finelle doub.	6	0 75	la pièce.		3	0 37 $\frac{1}{2}$
2. (Baize Swan), sorte de molleton	6	0 75	id.		3	0 37 $\frac{1}{2}$
3. Couvertures fines de lit ou de chevaux, en laine	90	11 25	2 douzaines.		50	6 25
4. Eaux-de-vie: Tafia ou Arack	36	4 50	30 veltes 171 litres.		24	3 "
— de Charante	36	4 50	do		24	3 "
— de Cognac	36	4 50	do		24	3 "
— de pommes de terre et de grain	6	0 75	le baril		4	0 50
5. Bougran, sorte d'étoffe forte et gommée	3 $\frac{1}{2}$	0 44	4 pièces		3	0 37 $\frac{1}{2}$
6. Taureaux	36	4 50	par tête		18	2 25
7. Veaux	24	3 "	id.		8	1 "
8. Os d'animaux	1 p. $\frac{2}{3}$ ad valeur.		le skeppund, 160 kilogrammes.		1	0 12 $\frac{1}{2}$
9. Cinabre vermillon fin	36	4 50	100 pounds, 50 id.		24	3 "
— ordinaire	24	3 "	do		24	3 "
10. Vaches	36	4 50	par tête, do		18	2 25
11. Coriandre	9	1 12 $\frac{1}{2}$	200 pounds, 100 kilogrammes.		3	0 37 $\frac{1}{2}$
12. Planches de pin et de sapin de Prusse de 21 pieds et au-dessus	48	6 "	60 pièces.		36	4 50
— de moins de 21 pieds	36	4 50	do		36	4 50
— d'autres lieux, de 21 pieds et au-dessus	48	6 "	do		36	4 60
— de 18 au-dessous de 21	24	3 "	do		24	3 "
— de 15 au-dessous de 18	24	3 "	do		24	3 "
— au-dessous de 15	36	4 50	1000 pièces.		36 p. 1000	4 50
13. (Dozens) double	18	2 25	4 pièces.		36	4 50
14. Pelisson, harang tamé	12	1 50	le last ou 12 barils, 3 tonneaux		9	1 12 $\frac{1}{2}$

16. Galliot, espèce de réaline	1	12 1/2	100 pnds, 50 kilogrammes.	5	62 1/2
17. Pelli de chèvre ordinaire	9	1 12 1/2	le skeppund, 160 id.	3	0 25
18. Grasse	9	1 12 1/2	do	5	62 1/2
19. Gruaux : orge de cortiquée; gruan d'orge; français et écossais	6	0 75	id.	4 1/2	0 56
20. Orge dit <i>Eyer-grout</i>	36	4 50	le last ou 12 berils, 2 tonneaux.	30	3 75
21. Orge perlé	9	1 12 1/2	100 pnds, 50 kilogrammes.	2	0 25
22. Gruau sans autre désignation	9	1 12 1/2	200 — 100 id.	2 1/2	0 31
23. Gouttières en bois	18	2 25	400 — 200 id.	5	0 62 1/2
24. Génisses (jeunes vaches)	4, 8, et 25	3 12 1/2	3 pièces.	3	0 25
25. Cuirs salés.	36	4 50	par tête.	18	2 25
26. Poêles en fer	60	7 50	10 douzaines.	36	4 50
27. Baies de genièvre	12	1 50	le skeppund, 160 kilogrammes.	6	0 75
28. Cendres de varec	27	0 31	la baril.	3	0 80
29. Lattes de Frederikshavn	6	0 75	le skeppund, 160 —	4	0 50
— de Memel	16	2	1000 pièces.		
— de Narva	3	0 37 1/2	160 id.		
— de Pernau	16	2	1000 id.		
— de Saint-Petersbourg	48	6	100 id.		
— de Wibourg	16	2	1000 id.		
— de Suède et de Norwège	16	2	1000 id.		
30. Mine de plomb	20	2 50	1000 id.		
31. Boeufs	9	1 12 1/2	100 pnds, 50 —	8	1
32. Poires	30	4 50	par tête.	2	0 25
33. Pommes de terre	2	0 25	2 barils.	18	2 25
34. Brunes de Sainte-Catherine	1 p. 9 ad <i>valorem</i> .	1 12 1/2	100 barils.	1	0 12 1/2
— de Brignolles	9	1 12 1/2	100 pnds, 50 —	18	2 25
— de Hongrie	9	1 12 1/2	id.	4 1/2	0 56
35. Courbes, pour la construction des navires de Russie et de Prusse	18	2 25	400 pnds 200 —	4 1/2	0 56
— de Suède et de Norwège			60 pièces.	9	1 12 1/2
36. Esparses	12	1 50	de 5 à 6 pouc. on prélève, 6 stuv. pour 10 piéc., pour les autres dimens. comme pour les esparses de Suède et de Norwège.	48	9

Les droits seront prélevés d'après la longueur, comme sur les autres lattes.

Les droits sont à prélever comme pour esparses, suivant la longueur et la largeur.

DENOMINATION DES ARTICLES.	DROITS PERÇUS jusqu'à ce jour.		UNITÉ DU TARIF.		DROITS A PERCEVOIR à partir du 1 ^{er} janvier 1843.	
	stuvers.	fr. c.			stuvers.	fr. c.
37. Mousse de montagne de Suède, Ilchen	9	1 12½	le skeppund, 160 kilogrammes.		3	0 37½
38. Soie filée ou non filée	16½	2 33	10 punds, 5 id.		3	0 37½
39. Esparres de Meme	3	0 37½	160 pièces.		Voy. Esparres.	
40. Dourves merrains de Suède	6	0 75	8 shocks. Voir ci-après.		1	0 12½
41. Fonds de tonneau (bois pour)	3	0 37½	2 id.		Sont considérés et taxés comme merrains.	
42. Jonjoix de Nuremberg	30	3 75	1 tonneau.		1 p. 9 ad valorem.	
43. Vins de pompes	37½	4 68	25 pièces.		36	4 50
44. Vins d'Espagne, comme Pedro Ximenea, Ivica, Canarie, Palma, Ténériffe, Vido- nia, et tous les vins des Iles Canaries.	48	6 "	le muid, 171 litres.		36	4 50
45. Pastel ou guède	4½	0 56	100 punds, 50 kilogrammes.		2	0 25
46. Bois de construction, dit <i>Azunholt</i>	30	3 75	800 id. 400 id.		1 p. 9 ad valorem.	
— — — dit <i>Banholt</i>	37½	4 68	25 pièces.		36	4 50
— — — dit <i>Flabholt</i>	37½	4 68	25 id.		36	4 50
— — — dit <i>Laugholt</i>	37½	4 68	25 id.		36	4 50
47. Bois de tonnellier	4	0 50	4 shocks. Voy. ci-après.		3	0 37½
— dit <i>Bodkerholt</i>	3	0 37½				
48. Laine de qualité inférieure	9	1 12½	le skeppund, 160 kilogrammes.		5	0 62½
— d'Espagne	18	2 25	100 punds, 50 id.		3	0 37½
49. Produits filés d'Elberfeld	60	7 50	id. id.		} 36 par skeppund, ou 160 kil. 4 50	
50. — de lin	60	7 50	id. id.			

Suivant les termes et les abréviations employés dans la cédule qui précède, il est entendu que le skeppund, quand il a rapport aux marchandises de Russie et de Suède, est de 400 punds (200 kilog.); pour le Danemarck et la Norvège, de 320 punds (160 kilog.), et pour les autres pays, de 300 punds (150 kilog.). Le dicker est 10 pièces; un shock est 60 pièces.

En foi de quoi lesdits commissaires ont signé à Elseneur la présente convention, le 13 août 1841.
Signé: (L. S.) HOLTEN. (L. S.) FRANCIS MAC-GREGOR.

44.

Articles additionnels à la convention de Poste du 31 Mai 1831, conclus entre la France et la République et Canton Suisse de Genève. En date de Paris, le 16 Août 1841.

(Les ratifications de cette nouvelle convention de poste ont été échangées à Paris, le 8 Décembre 1841).

Entre les Soussignés, M. *François-Pierre-Guillaume Guizot*, Ministre et Secrétaire d'état au département des affaires étrangères de Sa Majesté, le Roi des Français, muni des pleins pouvoirs de sadite Majesté,
Et M. *Georges de Tschann*, chargé d'affaires de la confédération helvétique à Paris, également muni de pouvoirs spéciaux de la part de la république et du canton de Genève,

Ont été convenu les articles suivans:

Art. I. § 1. Les lettres de la Turquie, de l'Archipel, de Smyrne, de la Grèce, de l'Egypte, ainsi que des divers ports de l'Italie, à destination du canton de Genève, et transportées par les paquebots réguliers de l'administration des postes françaises;

Et réciproquement, les lettres du Canton de Genève pour la Turquie, l'Archipel, Smyrne, la Grèce, l'Egypte et les divers ports de l'Italie, qui, selon la volonté des envoyeurs, devront être transportées par les mêmes paquebots,

Seront payées par l'office de France, à raison de *six Francs* par trente grammes, poids net.

§ 2. Les échantillons de marchandises payeront le *tiers*, et les lettres chargées le *double* du prix ci-dessus fixé.

§ 3. Le port des journaux, prix courans et autres imprimés, sera de *dix Centimes* par journal ou feuille d'impression.

Art. II. Le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Français promet ses bons offices au gouvernement du canton de Genève, pour lui procurer la faculté d'échanger ses correspondances avec le Royaume uni

1841 de la Grande-Bretagne, sans affranchissement préalable ou en affranchissant jusqu'à destination. Le prix à payer à l'office des postes de France par l'office de Genève, pour les correspondances non affranchies, venant du royaume uni de la Grande-Bretagne ou les correspondances destinées au dit royaume et affranchies jusqu'à destination, se composera d'un port moyen remboursable à l'office anglais et d'un port de transit français; et le prix à payer par l'office de France à l'office de Genève, pour les correspondances non affranchies destinées au royaume-uni, ou les correspondances du royaume-uni affranchies jusqu'à destination, à raison du parcours sur le territoire genevois, sera fixé à un taux moyen d'accord avec l'office anglais. Les offices respectifs sont mutuellement autorisés à régler les conditions d'exécution du présent article.

Fait double et arrêté entre les soussignés, sous la réserve expresse des ratifications de sa majesté le roi des Français et de celles de la république et canton de Genève.

A Paris, le 16me jour du mois d'août de l'an 1841.
(L. S.) GUIZOT. (L. S.) DE TSCHEMKE.

45.

Loi du 26 Août 1841 publiée par le gouvernement hessois - électoral sur la compétence du sénat criminel de la cour suprême d'appel à Cassel, relativement aux délits commis dans les districts possédés en commun par la Bavière et la Hesse électorale.

(Kurbessische Gesetzssammlung. Jahrgang 1841. Nro IX August).

G e s e t z

vom 26sten August 1841.

die Zuständigkeit des Criminal-Senates des Ober-Appellationsgerichtes in Ansehung der in den Kurbessischen und Königlich Baierischen Condominats-Bezirken begangenen Vergehen betreffend.

Von Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm, Kurprinz und Mitregent von Hessen etc. etc.

ertheilen nach Anhörung Unseres Gesamt-Staatsministeriums und mit Zustimmung der getreuen Landstände folgendes Gesetz:

Dem Criminal-Senate des Ober-Appellationsgerichtes wird die Befugniß beigelegt, Berufungen gegen diejenigen Erkenntnisse, welche in Untersuchungen wegen der in den zwischen Kurbessen und Baiern gemeinschaftlichen Besitzungen im Sinngrunde verübten Vergehungen nach der bestehenden Observanz von dem Criminal-Senate des Obergerichtes in Hanau und dem Königlich Baierischen Appellationsgerichte in Aschaffenburg ertheilt werden, ohne Rücksicht auf das Maasse der erkannten Strafe, gemeinschaftlich mit dem Königlich Baierischen Ober-Appellationsgerichte in München zu entscheiden.

Alle, die es angeht, haben sich hiernach zu achten.

Urkundlich Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und des bedruckten Staatsiegels. Gegeben zu Wilhelmshöhe am 26sten August 1841.

FRIEDRICH WILHELM. (St. S.) Vt. MACKELDEY.

1841

46.

Convention postale entre la Grande-Bretagne et la ville libre hanséatique de Bremen, en date du 30 Août 1841.

Porto-Bestimmungen

der Postconvention zwischen Grossbritannien und Bremen.

In Gemässheit dieser Convention liegen der Berechnung des Porto's für die zwischen Bremen und England, oder über England von und nach dritten Ländern, beförderte Correspondenz die folgenden ermässigten Ansätze zum Grunde:

Es ist von jedem einfachen Briefe zu entrichten: für die Strecke

1) von Bremen bis zur Seegrenze	— 4 Grote
2) von da nach England und durch das Vereinigte Königreich	— 6 Pence
3) von England nach	
Spanien (üb. Falmouth)	2 s. 8 d.
Ober- und Untercanada, Neubraunschweig, Prince-Edward-Island und Neuschottland (mit Ausnahme von Halifax)	1 „ 8 „
Newfoundland, den Bermuden, Halifax und den Vereinigten Staaten von America	1 „ 6 „
Gibraltar, Malta, den jonischen Inseln und Ostindien (üb. Falmouth)	1 „ 6 „
Griechenland, Syrien und Aegypten (üb. Falmouth)	2 „ 9 „
Portugal	2 „ 1 „
Madeira	2 „ 2 „
Brasilien	3 „ 1 „
Buenos-Aires, Chile und Peru	2 „ 4 „
Mexico, Columbien und Cuba	2 „ 7 „
Haiti und dem nichtbritischen Westindien	1 „ 9 „
Jamaica und Britisch-Westindien	1 „ 6 „
Frankreich	1 „ 4 „
Spanien (üb. Frankreich)	2 „ 1 „

1841 Art. 3. Toutes les productions *non européennes* qui ne sont pas dénommées dans l'article 4, toutes les *marchandises fabriquées et travaillées*, les fils et tissus de coton, soies écruës ou travaillées, drogueries, parfumeries, légumes, eaux spiritueuses, vins en bouteilles et tabac, paient à l'entrée 2 *batzen* par quintal brut, poids suisse.

A la classe générale ci-dessus payant un droit d'entrée de 2 *batzen* par quintal, poids suisse, appartiennent les articles d'importation du commerce suisse suivants, spécifiés par ordre alphabétique :

Acides.	Coutil et emballage.
Acier et articles en acier, lames, scies, ressorts, etc.	Cuir et marchandises de cuir, souliers, corroierie.
Allumettes chimiques.	Cuivre (articles en).
Antimoine.	Denrées coloniales, toutes celles non spécifiées dans le tarif.
Argent en lingots et argenterie.	Draps et articles en laine.
Armes.	Drogueries.
Articles divers, en tant que ce sont des produits non européens, des marchandises fabriquées ou travaillées.	Drogues de toute espèce non spécifiées dans le tarif.
Baleine.	Drogues médicinales et de pharmacie.
Bimbeloterie.	Eau-de-vie.
Bois, ouvrages fins.	Eaux spiritueuses et de senteur.
Bois tressé.	Encre d'imprimerie.
Bonnets de toute-éttoffe.	Epicerie de toute espèce non spécifiées dans le tarif.
Bougies.	Epices.
Boutons de toute matière.	Eponges.
Brosserie.	Esprit de vin.
Cacao, chocolat.	Essences.
Café.	Etain (articles en).
Cannelle.	Faïence, gresserie.
Chandelles de suif.	Fil de chanvre.
Chapeaux de feutre, de laine, et de soie.	Fil de coton et toile de coton.
Chicorée.	Fil retors.
Cochenille.	Fournitures de bureau de tout genre.
Confitures.	Gommes.
Corderie.	Gravures, lithographies.
Cordes pour instrumens de musique.	Horlogerie, dito en bois.

Indigo.	Poil de chameau.	1841
Jus de réglisse.	Poivre.	
Laine filée.	Porcelaine.	
Laiton (articles en).	Poterie.	
Liége articles en) et bouchons.	Poudre à canon.	
Lin, toiles, rubans et fil.	Produits chimiques de toute	
Liqueurs.	espèce non spécifiés dans	
Livres.	le tarif.	
Machines et instrumens.	Quincaillerie de toute espèce	
Marchandises de coton, brutes et imprimées.	non spécifiée dans le tarif.	
Marchandises manufacturées	Saucisses.	
de toute espèce non spécifiées dans le tarif.	Savon.	
Mercerie de toute espèce non spécifiée dans le tarif.	Sirop.	
Meubles.	Smalt.	
Miroirs.	Soie écrue, filée et teinte,	
Musique et instrumens de musique.	articles en soie, mi-soie.	
Objets tournés.	Soie (tissus).	
Objets d'art.	Sucre, sucre candi.	
Or en lingots et ouvrages d'orfèvrerie.	Sucreries, gâteaux.	
Paille (ouvrages en).	Tabac à fumer et à priser	
Papiers blancs, peints, tapisserie, cartes à jouer.	et cigares.	
Parfumerie.	Tableaux peints.	
Pâtes de farine, macaronis, etc.	Tapis.	
Pelleterie.	Térébenthine.	
Pipes de terre.	Thé.	
Plâtres moulés.	Toile cirée, taffetas ciré.	
Plomb (articles en).	Vases d'airain et ouvrages de fonte.	
	Verre et articles en verre.	
	Vêtemens en effets d'habillement.	
	Vin en bouteilles.	

Art. 4. Les laines, cotons, bois pour la teinture et drogueries, filasse et bourre de soie, peaux crues, chanvre, lin, fer et marchandises de fer, plomb, cuivre, étain, huile, huile de baleine, vins sous cercles, bière, riz, fruits secs, et toutes les autres marchandises qui n'appartiennent pas à la classe de celles imposées par l'article 3, paient 1 batz par quintal brut, poids suisse.

A la classe des objets d'importation du commerce suisse qui ne paient que 1 batz de droit d'entrée par

1841 quintal brut, appartiennent ceux spécifiés ci-après par ordre alphabétique :

Airain.	Fer (marchandises de), faux, faucilles, etc.
Albâtre.	Ferblanc non ouvré.
Algue, crin de marais, de forêt.	Fil de toile d'emballage.
Alun.	Filasse.
Amadou.	Fromages.
Amandes.	Fruits secs et verts.
Amidon.	Galles.
Anis.	Garance.
Argent vif.	Goudron.
Articles divers, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la classe art. 3.	Graine de Perse, d'Avignon etc.
Baies de laurier.	Graisses.
Bière.	Herbes et plantes en général.
Bois de teinture, baies, herbes, racines.	Houblon.
Bois d'ébénisterie de tout genre.	Huile de baleine.
Bourre de soie, fleuret, filosselle.	Huiles.
Boyaux.	Laine brute.
Buis.	Laiton brut.
Céruse.	Liège.
Chanvre.	Lin.
Chiffons.	Litharge.
Cire.	Manganèse.
Colle.	Miel.
Cornes de boeuf.	Moutarde.
Coton en laine et déchet de coton.	Noir d'os.
Craie, terre de pipe.	Objets d'histoire naturelle.
Crin.	Oignons de fleurs.
Cuir crus.	Orge d'Ulm.
Cuivre brut.	Peaux non tannées.
Eaux minérales.	Pierre ponce.
Ecorces d'orange.	Pierres, marbres, meules, pierres à lithographier, dito à feu, à aiguiser, meules à aiguiser.
Estomacs de veau.	Plomb.
Etain.	Plombagine ou molybdène.
Fenouil.	Plumes à lit.
Fer, fer de fonte et en gueuse.	Poils de lièvre, de cheval, etc. Poisson salé et fumé.
	Poix résine.
	Potasse.

Racines.	cant fournit la preuve de 1841
Riz.	cette destination.
Salpêtre.	Suifs et cretons.
Semences.	Sumac.
Soies de porc.	Tabac en feuilles.
Soude.	Tartre.
Soufre.	Tonneaux neufs.
Sucre de Saturne.	Viande fumée.
Sucres bruts, lorsqu'ils sont	Vinaigre.
destinés à être raffinés en	Vins en tonneaux.
Suisse, et que le fabri-	Vitriol.
	Zinc.

Art. 5. Si quelque doute vient à s'élever sur la véritable interprétation du tarif contenu dans les articles 3 et 4, on en référera au Directoire, lequel, après avoir pris connaissance du rapport de l'administrateur des fonds de guerre fédéraux, donnera les directions en conséquence.

Sur la demande d'un canton, le Directoire aura toutefois à soumettre, à la prochaine Diète ordinaire, la décision émanée de lui, sans préjudice de son exécution provisoire.

Art. 6. En calculant les droits, on comptera le poids excédant vingt-cinq livres, poids suisse, pour un demi-quintal, et le poids excédant cinquante livres pour un quintal, poids suisse. En revanche, ce qui ne pèse que vingt-cinq livres ou moins est exempt de tout droit.

Art. 7. Quant aux productions des biens-fonds que possèdent les habitans des lieux près des frontières suisses, sur le territoire d'un Etat voisin, elles ne seront exemptes du droit d'entrée susmentionné qu'autant que cette origine sera pleinement constatée au gouvernement cantonal respectif. Les marchandises et effets, qui seront expédiés par la poste, n'acquitteront pas non plus le droit d'entrée suisse.

Art. 8. Les marchandises chargées sur la frontière suisse, et qui, après avoir passé sur le territoire étranger rentrent par un autre bureau frontière de la Suisse, ne seront exemptes audit bureau qu'autant que leur provenance est prouvée par la lettre de chargement ou par le timbre de la douane, ou, à défaut de ce dernier, par un certificat du bureau de péage du lieu d'expédition, et que leur rentrée en Suisse a lieu dans le terme de *dix* jours, à dater de leur premier chargement.

1841 Art. 9. Toute fraude des droits ou fausse déclaration du poids ou de la qualité des marchandises, ainsi que les négligences et délits des préposés aux douanes, seront jugés par l'autorité compétente du canton dans lequel le délit a été commis, d'après les lois cantonnelles existantes pour le péage de frontière.

Les amendes resteront également au profit du canton; toutefois les jugemens rendus seront communiqués à l'administrateur fédéral pour être portés à la connaissance du canton directeur, lors de l'envoi des états de compte.

Art. 10. Le droit d'entrée fédéral sera perçu par les employés aux douanes et péages des cantons, aux bureaux de frontières ou douanes ordinaires ci-après désignés d'après les dispositions et sous la surveillance des cantons frontières respectifs, et le produit en sera remis, tous les trois mois, aux autorités cantonnelles.

Les cent vingt bureaux de frontière, auxquels les droits d'entrée devront être perçus de la manière prescrite par le présent *règlement*, sont les suivans:

1^o Dans le canton de Zurich: 1. Eglisau. 2. Rheinau.

2^o Dans le canton de Berne: 1. Boncourt. 2. Reclère avec Damvant. 3. Bernevesin. 4. Miécourt. 5. Goumois. 6. Fahy.

3^o Dans le canton de Bâle-Ville: 1. Bâle.

4^o Dans le canton de Schaffhouse, si les marchandises passent. 2. Schaffhouse, à la douane, si elles sont déchargées. 3. Stein sur le Rhin.

5^o Dans le canton de Sainte-Gall: 1. Steinach. 2. Rorschach. 3. Rheineck. 4. Sainte-Marguerite. 5. Monstein. 6. Au. 7. Kriesern. 8. Oberriedt. 9. Buhel. 10. Haag. 11. Burgerau. 12. Trubbach.

6^o Dans le canton des Grisons: Pour les marchandises venant d'Italie, 1. Brusio ou Campo-Cologno. 2. Castasegna. 3. Splugen. 4. Coire. — *Idem* d'Allemagne: 5. Luciensteig. 6. Coire. 7. Martinsbruck.

7^o Dans le canton d'Argovie: 1. Rheinfelden. 2. Seckingen. 3. Laufenbourg. 4. Kaiserstuhl. 5. Zurzach, bourg vis-à-vis de Rheinheim. 6. Zurzach, sur la route de Kadelbourg. 7. Klein-Dottingen. 8. Koblenz.

8^o Dans le canton de Thurgovie: 1. Arbon. 2. Altnau. 3. Berlingen. 4. Bottigkofen. 5. Diessenhofen. 6. Ermattigen. 7. Gottlieben. 8. Guttingen. 9. Horn.

10. Kessweil. 11. Kreuzlingen. 12. Romanshorn. 13. Steck- 1841
born. 14. Tagerweilen. 15. Utweil.

90 Dans le canton du Tessin, 1re section: Ascona.

2. Brissago. 3. Dirinella. 4. Locarno. 5. Magadino.

90 Dans le canton du Tessin (suite), 2e section:

1. Chiasso. 2. Morcote. 3. Lugano. 4. Pontetresa. 5. Brusata. 6. Stabio. 7. San Simone. 8. Rongiana. 9. Ligor-netto. 10. Sesseglio. 11. Figino. 12. Novazzano. Ponte-Cremenaga. 14. Arogno. 15. Arzo. 16. Caslano. 17. Ma-donna del Piano. 18. Sessa. 19. Magliasco. 20. Cabbio. 21. Astano. 22. Riva San Vitale.

100 Dans le canton de Vaud: 1. Ballaigue. 2. Bras-sus. 3. Coppet. 4. Crassier. 5. Faoug. 6. Granson. 7. Lau-sanne. 8. Morges. 9. Moudon. 10. Nyon. 11. Rollè. 12. Ouchy. 13. Payerne. 14. Pont. 15. Pont-Saint-Mau-rice. 16. Sains-Cergues. 17. Sainte-Croix. 18. Vallor-bes. 19. Vevey. 20. Yverdun.

11. Dans le canton du Valais: 1. Gondo. 2. Sim-plon. 3. Zum Loch. 4. Obergestelen. 5. Bourg-Saint-Pierre. 6. Martigny. 7. Porte du Sex.

120 Dans la canton de Neuchâtel: 1. Les Verriè-res. 2. Les Brenets.

130 Dans le canton de Genève: 1. Meyrin. 2. Ver-soix. 3. Carouge. 4. Chesne. 5. Vesenaz. 6. Grand-Saconnex. 7. Porto-Neuve. 8. Porte-de-Rive. 9. Porte-de-Cornavin. 10. Porte-du-Lac.

Art. 11. Toute augmentation, suppression ou dé-placement des bureaux frontières susmentionnés devra être portée, par le gouvernement du canton respectif, à la connaissance du Directoire fédéral. Les cantons frontières ont aussi le devoir d'avertir le Directoire fé-déral chaque fois qu'ils voudront construire une nou-velle route débouchant sur le territoire étranger.

Art. 12. Les registres des droits perçus, dressés d'après la formule litt. A ci-après, après avoir été vé-rifiés et signés par une autorité du gouvernement ou par l'inspecteur en chef des péages du canton respectif, devront être transmis, dans le courant du trimestre suivant, à l'administrateur des fonds de guerre fédéraux.

Art. 13. Tous les cantons frontières doivent trans-mettre, chaque trimestre, à l'administrateur des fonds de guerre fédéraux, un aperçu général sur les droits d'entrée suisses perçus par eux, en se conformant à la formule lit B ci-après.

1841 Art. 14. Tous les cantons frontières sont de même tenus de joindre, aux aperçus trimestriels mentionnés à l'article 13 ci-dessus des droits d'entrée fédéraux perçus sur leur territoire, un tableau qui fasse connaître facilement la quantité de chaque espèce de marchandises importées, ainsi que le produit du droit d'entrée qui en a été perçu. Ce tableau devra être examiné, et son exactitude certifiée par l'autorité cantonale supérieure compétente; ce tableau doit contenir aussi toutes les spécifications indiquées aux articles 3 et 4.

Art. 15. Les argens provenant des droits d'entrée, qui auront été perçus dans le courant d'un trimestre, seront remis, en bonnes espèces et au cours fédéral, dans le courant du trimestre suivant, par les cantons frontières, à l'administrateur des fonds de guerre fédéraux, ou tenus à sa disposition.

Pour ce qui concerne le montant du quatrième trimestre de chaque année des droits d'entrée suisses qui auront été perçus ainsi que les registres tenus à cet effet et les aperçus prescrits par les articles 13 et 14, ils seront transmis à l'administrateur des fonds de guerre, jusqu'à la fin de février au plus tard, afin que ce dernier puisse dresser, jusqu'à l'époque de la réunion ordinaire de la Diète fédérale, un aperçu général qui fasse connaître la quantité de chaque espèce de marchandises introduits en Suisse pendant l'année écoulée, et assujéties aux droits d'entrée fédéraux, ainsi que le produit qui en a été perçu.

Cet aperçu général sera communiqué, chaque fois, en exemplaires imprimés, à tous les cantons, aussitôt après avoir été ratifié par le Conseil fédéral d'administration.

Art. 16. Une provision de 10 p. $\frac{0}{100}$ de la recette est accordée aux cantons frontières, pour la perception des droits d'entrée suisses.

Art. 17. Si l'administrateur rencontrait, dans l'exécution du présent règlement, des difficultés quelconques qu'il ne pourrait lever de son chef, il recourra au Directoire fédéral. Mais, si toutefois des indices plus ou moins éloignés d'une perception irrégulière ou inexacte des droits d'entrée fédéraux parviennent à la connaissance de l'administrateur, celui-ci, pour autant qu'il ne pourrait y être porté remède, soit par la voie de correspondance, soit par la coopération du Direc-

(Litt. B.)

FORMULAIRE.

De l'aperçu sur la perception des droits d'entrée fédéraux que les cantons frontières respectifs sont tenus de transmettre à la fin de chaque trimestre à l'administration des fonds de guerre fédéraux.

RECAPITULATION des droits d'entrée perçus pendant le trimestre, aux bureaux de frontière dans le canton de												
PERÇUS aux bureaux des frontières.	POIDS des marchandises.		DROITS D'ENTRÉE perçus						MONTANT des 10 p. 0 pour les frais de perception.		SOMME NETTE à verser.	OBSERVATIONS.
	à 1 batz. à 2 batz.		à 1 batz. à 2 batz. total.									
	quintaux.	quintaux.	f.	b. rp	f.	b. rp	f.	b. rp	f.	b. rp		
1 N. N.												
2 N. N.												
Somme totale.												

Le Conseil des Finances (le département, la commission) certifie que les aperçus ci-dessus sur les droits d'entrée perçus pendant le trimestre 18 , aux bureaux de frontière susmentionnés, ont été revus et trouvés arithmétiquement justes, en suite de quoi la somme nette à envoyer à M. l'administrateur des fonds de guerre fédéraux à , se monte à

Donné à

Le Président du Conseil (départ., comm.) des finances,
Pour le Conseil (départ., comm.): Le Secrétaire,

48.

*Traité de navigation, conclu entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne, le 6 septembre 1841 *).*

Sa majesté le Roi de Sardaigne et sa majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande désirant améliorer, étendre et régler les relations commerciales entre leurs royaumes respectifs, et fournir toutes sortes de facilités et d'encouragemens à leurs sujets respectifs qui se trouvent en rapport entr'eux par des opérations de commerce, et étant persuadés que rien ne peut contribuer davantage à atteindre ce but désirable qu'une abrogation réciproque de tous les droits différentiels de navigation quels qu'ils soient à l'égard des bâtimens de l'une des deux nations dans les ports de l'autre, ont nommé plénipotentiaires pour conclure un traité à cet effet, savoir :

Sa majesté le Roi de Sardaigne, le comte Clément Solar de la Marguerite, chevalier grand-cordon de son ordre religieux et militaire des saints Maurice et Lazare, grand'croix des ordres d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, et de saint Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre du Christ, grand'croix des ordres du mérite de saint Joseph de Toscane, et de Léopold Belge, commandeur de l'ordre de l'Etoile-Polaire de Suède, son premier secrétaire d'état des affaires étrangères, notaire de la couronne et sur-intendant-général des postes,

Et sa majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'honorable Ralph Abercromby, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour de sa majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Les bâtimens sardes qui arriveront chargés dans les ports du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, venant des ports du royaume de

*) Les ratifications ont été échangées à Gênes, le 6 novembre 1841.

1841 Sardaigne, et réciproquement les bâtimens britanniques qui arriveront chargés dans les ports du royaume de Sardaigne, venant des ports de la Grande-Bretagne, ainsi que les bâtimens sardes ou britanniques qui arriveront sur lest d'un voyage quelconque dans les ports de l'un ou de l'autre de ces deux royaumes, y seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux quant aux droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, de balise, de quaiage, de signaux et autres droits de navigation quels qu'ils soient qui affectent le navire et sont perçus au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes, ou d'établissement quelconque.

Art. 2. Afin d'éviter tout malentendu à l'égard des règles, d'après lesquelles sont fixées les conditions qui établissent la nationalité des bâtimens, il est convenu que l'on considérera comme bâtimens sardes tous les navires construits dans les Etats de sa majesté le Roi de Sardaigne, ou qui, ayant été pris à l'ennemi par des vaisseaux de guerre de sa majesté, ou par ses sujets munis de lettres de marque, auront été régulièrement déclarés de bonne prise par l'une des Cours des prises du royaume de Sardaigne, de même que tous les bâtimens qui auront été condamnés par une Cour compétente quelconque pour contravention aux lois contre la Traite des noirs, pourvu qu'ils soient possédés, navigués et enregistrés selon les lois dudit royaume, qu'ils soient la propriété entière d'un ou de plusieurs sujets de sa majesté le Roi de Sardaigne, et que le patron et les trois quarts de l'équipage soient sujets sardes. Seront également considérés comme bâtimens britanniques tous les navires construits dans les Etats de sa majesté britannique, et tous ceux qui, ayant été pris à l'ennemi par des vaisseaux de guerre de sa majesté ou par ses sujets, munis de lettres de marque des lords commissaires de l'amirauté, auront été régulièrement déclarés de bonne prise par une des Cours des prises de sa majesté britannique; ainsi que tous bâtimens qui auront été condamnés par une Cour compétente quelconque pour contravention aux lois contre la Traite des noirs, pourvu qu'ils soient possédés, navigués et enregistrés selon les lois de la Grande-Bretagne, qu'ils soient la propriété entière d'un ou de plusieurs sujets de sa ma-

jesté la Reine de la Grande-Bretagne et que le patron 1841
et les trois quarts de l'équipage soient sujets anglais.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement dans les ports, bassins, rades ou havres de l'un des deux Etats, il ne sera accordé aucun privilège aux navires nationaux qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtimens soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

Art. 4. Les bâtimens des deux Etats pourront décharger en totalité ou en partie seulement leur cargaison dans un des ports des Etats de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, selon que le capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison le jugeront convenable, et se rendre ensuite avec le reste de leur cargaison dans les autres ports du même Etat.

Art. 5. S'il arrivait que quelques vaisseaux de guerre ou navires marchands de l'un des deux Etats fissent naufrage sur les côtes de l'autre, ces bâtimens ou leurs parties ou débris, leurs agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayant droit sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci ne se trouveraient point sur les lieux, lesdits objets, marchandises, ou leur produit seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ces bâtimens, au consul sarde ou britannique dans le district duquel le naufrage aura eu lieu, et il ne sera exigé soit du consul, soit des propriétaires ou ayant-droit, que le paiement des dépenses pour la conservation de la propriété et la taxe du sauvetage, qui serait également payée en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

Art. 6. Il est expressément entendu que les articles précédens ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des deux hautes parties contractantes se réservent exclusivement.

Art. 7. Les bâtimens sardes qui se rendront dans

1841 les ports de l'île de Malte et de Gibraltar y jouiront de tous les avantages qui leur seront assurés en vertu de la présente convention dans le royaume - uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et réciproquement, les bâtimens anglais provenant de Gibraltar ou de Malte jouiront dans les ports de sa majesté le Roi de Sardaigne des mêmes avantages qui y sont accordés à ceux provenant du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 8. La présente cconvention sera en vigueur pendant dix ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser, chacune des parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des dix ans susmentionnés.

Art. 9. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Turin, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi; nous plénipotentiaires l'avons signée en double original et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Turin, le 6 septembre 1841.

(L. S.) SOLAR DE LA MARGUERITE.

(L. S.) RALPH ABERCROMBY.

49.

Convention supplémentaire au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 18 Mai 1839 entre les villes libres et anséatiques de Lübeck, Bremen et Hambourg et la Porte Ottomane. Signée à Constantinople le 1er Septembre 1841.

Supplementar-Convention

zu dem

Freundschafts-, Handels- und Schiffahrts-Vertrag vom 18. Mai 1839 zwischen den freien Hansestädten Lübeck, Bremen und Hamburg und der Hohen Pforte. Unterzeichnet zu Konstantinopel, den 7. September 1841. (Die Ratificationen sind am 10. März 1842 zu Konstantinopel ausgewechselt worden).

(Hamburg. Unpartheiischer Correspondent. 1842. Nro 96, 97 und 98).

Im Namen Gottes!

Um den kürzlich zwischen den Senaten der freien und hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg und der hohen ottomanischen Pforte abgeschlossenen Freundschafts-, Handels- und Schiffahrts-Vertrag besser zu erläutern, so wie, um den Tarif der Zölle von den aus der Türkei ausgeführten, wie von den in die Staaten des Grossherrn eingeführten Waaren zu reguliren, und um die Rechte, Vorrechte, Freiheiten und Verbindlichkeiten der hanseatischen Kaufleute, welche in dem Umfange des ottomannischen Reiches Handel treiben oder wohnen, festzusetzen und zu sanctioniren, ist man übereingekommen, durch eine besondere Zusatz-Acte die Handelsbeziehungen ihrer Bürger und Unterthanen zu reguliren, Alles zu dem Endzweck, den Handel zwischen ihren resp. Staaten zu vermehren, und den Austausch der Producte des einen der Länder mit denen des andern noch mehr zu erleichtern; zu dem Ende haben sie zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

1841 der Senat der freien und hanseatischen Republik
Lübeck,
der Senat der freien und hanseatischen Republik
Bremen,
der Senat der freien und hanseatischen Republik
Hamburg,
den Hrn. Patrick Colquhoun, Doctor der Rechte,
und
Se. Kaiserl. Maj. der Sultan Abd-ul-Medschid
Chan,

Se. Excellenz Muhammed Sadyk Rifaat Pascha, einen der Grossvezire und der edlen Minister der hohen Monarchie, gegenwärtig Minister der auswärtigen Angelegenheiten der hohen Pforte, geziert mit den besonderen Ehrenzeichen seines hohen Ranges und mit den Ordens-Decorationen des Königreichs der Niederlande, Spaniens, Belgiens und Schwedens;

Welche, nachdem sie sich ihre, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten gegenseitig mitgetheilt haben, über die folgenden Artikel einig geworden sind.

Art. 1. Alle Rechte, Vorrechte und Freiheiten, welche den hanseatischen Bürgern und Unterthanen oder Schiffen durch den bereits bestehenden Vertrag verliehen sind, werden heute und für immer bestätigt, mit Ausnahme derjenigen, welche durch den gegenwärtigen Vertrag besonders werden modificirt werden, und es ist überdies ausdrücklich vereinigt, dass alle Rechte, Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse, welche die hohe Pforte den Schiffen und den Unterthanen irgend einer andern auswärtigen Macht heute gewährt oder in Zukunft gewähren wird, oder welche sie den Unterthanen oder den Schiffen irgend einer andern Macht zu geniessen gestatten wird, gleicher Weise den hanseatischen Bürgern, Unterthanen oder Schiffen gewährt werden sollen, welche sie von Rechts wegen ausüben und geniessen sollen.

Art. 2. Die Bürger und Unterthanen der freien und hanseatischen Republiken, oder ihre Agenten, können von heute an in allen Theilen des ottomanischen Reiches, sey es, dass sie sie auszuführen gedenken, alle Artikel ohne Ausnahme, welche Producte des Bodens oder der Industrie dieses Landes sind, kaufen.

Die hohe Pforte verpflichtet sich förmlich, alle Mo-

nopole abzuschaffen, welche die Producte des Acker-¹⁸⁴¹baues und alle andern Erzeugnisse ihres Gebietes treffen, so wie sie auch dem Gebrauch der Teskéré's oder Erlaubnisscheine entsagt, welche von den Ortsbehörden zum Ankauf dieser Waaren, oder um sie von einem Orte nach einem andern zu bringen, wenn sie gekauft waren, verlangt wurden; jeder Versuch, der von irgend einer Behörde gemacht werden würde, um die Bürger oder Unterthanen zu zwingen, sich mit solchen Erlaubnisscheinen oder Teskérés zu versehen, soll als ein Bruch der Verträge betrachtet werden, und die hohe Pforte wird alle Vezire oder andere Beamte, denen man einen solchen Bruch vorzuwerfen hatte, sogleich streng bestrafen, und sie wird die hanseatischen Bürger oder Unterthanen für die Verlüste oder Bedrückungen, von denen sie beweisen können, dass sie sie zu erleiden gehabt haben, entschädigen lassen.

Art. 3. Die hanseatischen Kaufleute oder ihre Agenten, welche irgend einen Gegenstand, welcher Product des Bodens oder der Industrie der Türkei ist, kaufen werden, in der Absicht, ihn zum Consumo im Innern des ottomannischen Reiches wieder zu verkaufen, sollen bei dem Ankauf oder Verkauf dieselben Zölle bezahlen, welche unter ähnlichen Umständen von den muselmännischen Unterthanen oder von den am meisten begünstigten unter denjenigen Rajaa's, welche den Binnen-Handel treiben, bezahlt werden.

Art. 4. Jeder Artikel, welcher Product des Bodens oder der Industrie der Türkei ist, und zur Ausfuhr gekauft wird, soll frei von jeder Art von Abgabe oder Zöllen nach einem beliebigen Verschiffungs-Ort durch die hanseatischen Kaufleute oder ihre Agenten gebracht werden. Dort angekommen, soll er bei seinem Eintritt einen festen Zoll von 9 pCt. von seinem Werthe bezahlen, anstatt der alten Binnenhandels-Zölle, welche durch den gegenwärtigen Vertrag abgeschafft werden. Bei seiner Ausfuhr soll er den Zoll von 3 pCt bezahlen, der vor Alters festgesetzt ist, und welcher fortbesteht.

Es versteht sich jedoch, dass jeder am Verschiffungs-Orte zur Ausfuhr gekaufte Artikel, welcher bei seinem Eintritt den Binnen-Zoll schon bezahlt hat, nur noch dem blossen ursprünglichen Zoll von 3 pCt. unterworfen seyn wird.

1841 Art. 5. Jeder Artikel, welcher ein Product des Bodens oder der Industrie der freien und hanseatischen Republiken, oder der Staaten des deutschen Bundes ist, und jede Waare, von welcher Art sie seyn möge, welche auf hanseatischen Fahrzeugen verschifft, und das Eigenthum der hanseatischen Bürger oder Unterthanen ist, oder zu Lande oder zu Wasser aus andern Ländern, durch die oben genannten gebracht wird, soll nach wie vor in allen Theilen des ottomannischen Reiches ohne irgend eine Ausnahme gegen einen nach dem Werthe dieser Artikel berechneten Zoll von 3 pCt. zugelassen werden.

Anstatt aller Binnen-Zölle, welche heut zu Tage von den besagten Producten oder Waaren erhoben werden, soll der Kaufmann, welcher sie einführen wird, sey es, dass er sie an dem Orte ihrer Ankunft verkauft, sey es, dass er sie in's Innere befördert, um sie dort zu verkaufen, einen Zusatz-Zoll von 2 pCt. bezahlen. Wenn hernach diese Producte oder Waaren im Innern wieder verkauft werden, so soll von ihnen kein anderer Zoll, weder von dem Verkäufer, noch von dem Käufer, noch von demjenigen, der sie, nachdem er sie gekauft, in das Ausland zu befördern wünscht, gefordert werden.

Die Waaren, welche in einem Hafen den alten Einfuhrzoll von 3 pCt. bezahlt haben, können frei von jedem Zolle nach einem andern Hafen geschickt werden, und erst, wenn sie dort verkauft oder von dort nach dem Innern des Landes gefördert werden, soll der Zusatz-Zoll von 2 pCt. entrichtet werden.

Es versteht sich übrigens, dass von den Regierungen der freien und hanseatischen Republiken nicht beabsichtigt wird, weder durch diesen Artikel, noch durch irgend einen andern des gegenwärtigen Vertrages über den natürlichen und bestimmten Sinn der gebrauchten Ausdrücke hinaus etwas zu stipuliren, oder in irgend einer Weise die Regierung Sr. K. Maj. der Ausübung ihrer Rechte innerer Verwaltung zu berauben, insofern nämlich diese Rechte den Bestimmungen des Vertrages, und den durch gegenwärtigen Vertrag den hanseatischen Bürgern und Unterthanen und ihrem Eigenthum bewilligten Vorrechten keinen Eintrag thun.

Art. 6. Die hanseatischen Bürger oder Unterthanen, oder ihre Agenten, dürfen in allen Theilen des ottoma-

nischen Reiches mit den aus fremden Ländern eingeführten Waaren unbehindert Handel treiben; und wenn diese Waaren bei ihrer Ankunft bloss den Einfuhr-Zoll hezahlt haben, so soll der hanseatische Kaufmann oder sein Agent die Befugniss haben, damit Handel zu treiben, indem er den Zusatz-Zoll von 2 pCt. bezahlt, dem er für den Verkauf der Waaren, die er selbst eingeführt hat, oder für ihre Weiterbeförderung in's Innere mit der Absicht, sie dort zu verkaufen, unterworfen seyn wird. Ist diese Zahlung einmal entrichtet, so sollen die Waaren frei von allen andern Zöllen seyn, was auch die fernere Bestimmung seyn möge, die ihnen gegeben wird. 1841

Art. 7. Von den hanseatischen Waaren, welche Product des Bodens oder der Industrie sowohl der freien und hanseatischen Republiken als der Staaten des deutschen Bundes sind, und von den Waaren, welche Product des Bodens oder der Industrie eines jeden andern fremden Landes sind, soll überall kein Zoll erhoben werden, wenn diese beiden Arten von Waaren auf hanseatischen Schiffen, welche hanseatischen Bürgern und Unterthanen gehören, verschifft, die Meerengen der Dardanellen, des Bosphorus oder des Schwarzen Meeres passiren, sey es, dass diese Waaren auf den Schiffen bleiben, welche sie gebracht haben, oder dass sie auf andere Schiffe geladen werden, oder endlich, dass sie anderswo verkauft werden sollen, und für eine bestimmte Zeit an's Land gebracht werden, um an Bord eines andern Schiffes geladen zu werden und ihre Reise fortzusetzen.

Alle Waaren, welche in der Türkei eingeführt werden, um nach andern Ländern gebracht zu werden, oder welche in den Händen des Importeurs bleiben und durch ihn nach andern Ländern befördert werden, um dort verkauft zu werden, sollen nur den ersten Einfuhr-Zoll von 3 pCt. bezahlen, ohne dass man sie unter irgend einem Vorwande andern Zöllen unterwerfen könne.

Art. 8. Die von den hanseatischen Kauffahrteischiffen bei ihrer Durchfahrt durch die Dardanellen und den Bosphorus verlangten Firmane sollen ihnen immer auf eine Weise, welche ihnen den mindest möglichen Aufenthalt verursacht, überliefert werden.

Art. 9. Die hohe Pforte willigt ein, dass die durch

1841 den gegenwärtigen Vertrag gebildete Gesetzgebung in allen Provinzen des ottomannischen Reiches ausführbar sey, d. h. in den Besitzungen Sr. Kais. ottomannischen Maj. in Europa, Asien, in Aegypten und in allen andern Theilen von Afrika, welche der hohen Pforte gehören, und dass sie auf alle andere Klassen ottomannischer Unterthanen anwendbar sey.

Art. 10. Um jeder Schwierigkeit und jedem Aufenthalt in der Abschätzung des Werthes der durch hanseatische Bürger oder Unterthanen in die Türkei eingeführten, oder aus den ottomannischen Staaten ausgeführten Waaren vorzubeugen, ist man übereingekommen, dass man annehmen will, wie man von jetzt an, und zwar nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages annimmt, den Tarif, welcher in Gemässheit der Bestimmungen des englischen Vertrages abgefasst ist, und welcher in Grossherrlicher Münze die Summe feststellt, welche die hanseatischen Bürger und Unterthanen von dem Werthe aller durch sie eingeführten oder ausgeführten Handels-Artikel als Zoll von 3 pCt. bezahlen sollen, so wie die billige Berechnung der Binnen-Zölle, denen der gegenwärtige Vertrag die zur Ausfuhr bestimmten türkischen Waaren und Producte unterwirft.

Der so angenommene Tarif soll während sieben Jahre, von dem Austausch der Ratificationen angerechnet, in Kraft bleiben. Nach dieser Frist soll jeder der hohen contrahirenden Theile das Recht haben, die Revision desselben zu fordern. Wenn aber während der sechs Monate, welche auf den Ablauf der sieben Jahre folgen werden, weder der eine noch der andere sich dieser Befugniss bedient, so soll der Tarif für sieben andere Jahre, von dem Tage angerechnet, wo die ersten abgelaufen sind, gesetzliche Kraft behalten, und eben so soll es am Ende jeder folgenden Periode von sieben Jahren seyn.

Schluss.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt werden; die Ratificationen desselben sollen zu Constantinopel in dem Zeitraum von sechs Monaten, oder wenn es möglich früher ausgetauscht werden; er soll jedoch sogleich bei dem Austausch der Ratificationen anfangen, in Ausführung gebracht zu werden.

Nachdem die zehn voranstehenden Artikel verabre-

det und beschlossen sind, ist die gegenwärtige Acte 1841 von uns unterzeichnet und besiegelt worden, und sie ist Sr. Excellenz dem Bevöllmächtigten der hohen Pforte übergeben worden, im Austausch derjenigen, welche er selbst uns übergiebt.

So geschehen zu Konstantinopel, den siebenten September Ein Tausend Acht Hundert und Ein und Vierzig.

(L. S.) (Unterz.) PATRICK COLQUHOUN, Dr.

(L. S.) (Unterz.) MUHAMMED SADYK RIFAAT.

50.

Correspondance diplomatique, échangée entre le gouvernement des Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la Grande-Bretagne, au sujet du droit de visite.

I.

Note de M. Stevenson, Ministre plénipotentiaire des Etats-unis de l'Amérique à Londres, au Comte Aberdeen, Ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne. En date du 10 Septembre 1841.

Le Soussigné a déjà combattu dans sa correspondance antérieure avec Lord Palmerston la doctrine que l'on prétend établir, s'en rapportant à ses précédentes communications, il ne veut pas rouvrir ici la discussion générale; cependant il croit utile, pour ses communications actuelles avec lord Aberdeen, de rétablir ici la question dans l'état où elle se trouvait lors de la retraite de lord Palmerston.

„Le gouvernement de S. M. B., disait ce ministre, ne prétend exercer aucun droit de visite sur les bâtiments américains. Il y a en effet une différence entre visiter un bâtiment et lui demander d'exhiber ses papiers de bord afin de prouver qu'il appartient réellement à la nation dont il porte le pavillon; et bien qu'en thèse générale le pavillon prouve la nationalité, le gouvernement de S. M. B. ne peut pas cependant admettre que tout bâtiment échappera à la visite de

1841 ses croiseurs, par cela seul qu'il aura hissé un pavillon aux couleurs américaines." — Le même ministre dit encore dans un autre passage : „Les croiseurs de S. M. devront s'assurer, par l'inspection des papiers de bord, de la nationalité des bâtimens suspects, afin que, si ces bâtimens appartiennent à l'une des puissances qui se sont accordé mutuellement le droit de visite, ils soient visités en effet, ou afin que, si ces bâtimens appartiennent à une puissance qui, comme les Etats-Unis, n'a pas voulu reconnaître le droit réciproque de visite, ces bâtimens puissent passer librement, et aller consommer leur odieux trafic (*their pretended iniquity*) sans être visités ni molestés en aucune manière."

Cette doctrine tendrait à établir une usurpation de droit évidente au bénéfice des croiseurs anglais, puisqu'elle leur reconnaîtrait le droit d'arrêter tout bâtiment, à quelque nation qu'il appartienne, de lui demander ses papiers, et de juger si véritablement il peut réclamer le bénéfice du pavillon sous lequel il navigue. Il est inutile sans doute de remarquer que la différence qu'on voudrait établir entre le droit de visite qu'on reconnaît ne pas avoir, et celui auquel on prétend, est complètement imaginaire. Tout cela revient exactement au même. Et d'ailleurs le droit d'aborder un bâtiment en haute mer, et en temps de paix, de le retenir de décider de sa nationalité, est encore plus odieux, plus insultant, plus tyrannique que ce qu'on a appelé jusqu'ici le droit de visite, droit qui ne peut s'exercer que pendant la guerre, et qui n'a jamais été appliqué en temps de paix.

D'un autre côté, la question n'est pas de savoir si le droit qu'on s'arroe est nécessaire et utile, mais de savoir d'abord si ce droit existe. C'est donc au gouvernement de S. M. de voir si les principes sur lesquels il croit pouvoir s'appuyer ne sont pas autre chose au fond que la prétention extraordinaire de décider sous quelles conditions une puissance indépendante et souveraine pourra naviguer en temps de paix; c'est à lui de voir si cette prétention ne se produit pas dans le seul but de favoriser l'exécution de traités que cette puissance n'a pas signés, et qui ne peuvent par conséquent l'engager. L'erreur manifeste de lord Palmerston, c'est d'arguer de l'opportunité et de l'uti-

lité dont ce droit, s'il existait, pourrait être aux croi- 1841
seurs comme une preuve même de son existence.

De tous les principes qu'une puissance qui prétend à la domination des mers a jamais voulu établir, il en est peu de plus dangereux et de plus injurieux pour les neutres que celui sur lequel lord Palmerston appuie son argumentation, et sans doute le gouvernement de S. M. B. ne peut pas croire sérieusement qu'une nation indépendante souscrirait, même pendant un moment, à des doctrines qui impliquent l'hypothèse extravagante de reconnaître à aucune autre puissance le droit de déterminer les conditions sous lesquelles elle pourrait elle-même envoyer des bâtimens sur l'Océan en temps de paix profonde. Après avoir fait une pareille concession, il ne serait pas de dégradation à laquelle on ne la fit descendre.

Il n'est pas nécessaire de montrer encore que cette doctrine serait complètement inapplicable si l'on voulait la traduire en fait, et qu'il est tout-à-fait impossible à une nation souveraine de laisser à tout officier d'une marine étrangère le droit d'arrêter ses bâtimens, et de prononcer en dernier ressort sur leur nationalité; encore une fois, c'est la question de principe même qui est ici en cause et il n'importe aucunement de savoir si les négriers ont pu chercher à se couvrir du pavillon américain.

Le gouvernement des Etats-Unis est loin d'être insensible aux considérations morales sur lesquelles s'appuie le gouvernement de S. M. B.; il désire autant que personne l'abolition définitive de la traite; mais quelque sincères que soient ses désirs à cet égard, il ne croit pas pouvoir leur sacrifier les droits de ses citoyens et l'honneur de son pavillon.

Le gouvernement de S. M. B. ne saurait, de son côté, méconnaître l'importance des droits des neutres. Ces droits intéressent surtout les grandes nations, et c'est seulement en respectant tous les droits qu'on peut espérer de conserver la paix du monde.

Tels sont les points sur lesquels le soussigné a cru devoir appeler l'attention de lord Aberdeen; tel est son jugement des doctrines exposées par lord Palmerston, doctrines si alarmantes pour les droits des puissances souveraines, et si dangereuses pour la durée de la paix entre les deux pays. Il ne lui reste plus qu'à

1841 transmettre les notes de lord Palmerston à son gouvernement, puisqu'elles sont approuvées par lord Aberdeen, et de protester en même temps, comme il proteste, en effet, de la manière la plus solennelle, contre les principes que l'on prétend établir.

II.

Réponse de lord Aberdeen à la note ci-dessus, en date du 13 octobre 1841.

Le soussigné, ministre des affaires étrangères, a eu l'honneur de recevoir la note de M. Stevenson, envoyé extraordinaire, en date du 10 septembre. S'il croit avoir à faire quelques remarques sur la note de M. Stevenson, il désire cependant les présenter avec tout le calme et la modération nécessaires, dans un sujet qui touche à des passions vives. Il désire montrer à M. Stevenson les conséquences du principe invoqué par lui, et en appeler à sa bonne foi, il oserait presque dire à son bon sens (*plain sense*), pour lui faire condamner à lui-même les résultats logiques de ses doctrines.

M. Stevenson réclame pour le pavillon américain une liberté absolue, et il dénie au gouvernement britannique, sous quelque prétexte que ce puisse être, le droit de visiter en temps de paix un bâtiment portant les couleurs de l'Union. Le soussigné admet sans doute que, soumettre en temps de paix un bâtiment américain à la visite, ce serait violer le droit des nations, mais ce n'est pas ici le droit de visite qu'on invoque.

Nous professons le plus sincère respect pour les bâtimens des Etats-Unis, mais peut-être aussi avons-nous bien le droit de savoir si notre respect est bien adressé. Sans doute, en thèse générale, le pavillon est la preuve de la nationalité du bâtiment qui le porte; mais malheureusement tous les pavillons ont été et sont tous les jours encore arborés par des bâtimens qui n'ont pas le droit de les porter.

Que le pavillon des Etats-Unis ait été souvent usurpé, M. Stevenson le reconnaît, comme de son côté le soussigné n'hésite pas à déclarer qu'on ne saurait rendre les Etats-Unis responsables du mauvais usage qui a pu être fait de leur pavillon; mais cependant, si l'on voulait persister à refuser le droit de vérifier la nationalité des bâtimens, ne serait-ce pas moralement

au moins assumer la responsabilité qu'autrement on a 1841
le droit de repousser?

M. Stevenson prétend, dans une de ses notes, qu'il n'y a pas de bâtiment américain compromis dans la traite. Cette allégation et le fait également reconnu, que beaucoup de bâtimens chassés par les croiseurs ne craignent pas de hisser pavillon américain, ne justifient-ils pas le droit d'enquête que nous réclamons?

Le soussigné repousse au nom de son gouvernement toute prétention de visiter en temps de paix aucun bâtiment américain; et si parfois on vérifie la nationalité d'un bâtiment portant les couleurs des Etats-Unis, ce n'est pas comme américain, mais comme suspect qu'on lui fait subir cet examen; car il a toujours été dans les usages de la marine britannique, et, nous le croyons, de toutes les marines du monde, de visiter tout bâtiment, dont la nationalité ou les manoeuvres étaient suspectes.

M. Stevenson n'exige pas sans doute que le gouvernement britannique permette à ses sujets de faire la traite, en ajoutant à ce délit celui de se couvrir du pavillon américain! M. Stevenson n'exige sans doute pas non plus que le gouvernement britannique ou aucun gouvernement doive respecter tous les pirates qui voudront, pour exercer paisiblement leur infâme industrie, se mettre à couvert sous le pavillon américain!

A moins cependant que M. Stevenson ne veuille avouer de pareilles exigences, toute argumentation s'écroule, car, encore une fois, le soussigné repousse, au nom de son gouvernement, toute prétention de visiter aucun bâtiment dont la nationalité américaine ne sera pas douteuse; et il la repousse si bien, que les croiseurs anglais ont ordre de ne visiter aucun bâtiment dont la nationalité n'est pas douteuse, lors même qu'ils sauraient de la manière la plus positive que ce bâtiment se livre à la traite.

D'ailleurs, la Grande-Bretagne n'élève aucune prétention, ne réclame aucun droit qu'elle ne soit prête à accorder aux Etats-Unis.

Un droit de visite réciproque et réglé de manière à prévenir le retour d'aucune circonstance irritante a toujours semblé au soussigné être le plus raisonnable, le plus simple et le meilleur moyen d'atteindre le grand but que les deux gouvernemens se proposent également.

1841 Mais ce moyen a déjà été repoussé par les Etats-Unis, et le soussigné n'a aucun pouvoir de l'offrir une seconde fois.

III.

Réplique de M. Stevenson, en date du 21 octobre.

Le soussigné, envoyé extraordinaire des Etats-Unis, a l'honneur d'accuser, par la présente, réception de la note qui lui a été adressée par lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères, le 13 de ce mois, et il s'empresse, à l'exemple du noble lord, de témoigner de son bon vouloir à éviter toute discussion fâcheuse, à saisir tous les moyens de conciliation qui lui seront ouverts.

Mais malheureusement le gouvernement de S. M. B. refusant toujours les réparations et indemnités que le soussigné est chargé de poursuivre au nom de son gouvernement, et de plus, le ministre de S. M. B. prétendant maintenir et justifier pour les croiseurs anglais le droit d'arrêter tous les bâtimens qui naviguent dans les mers de l'Afrique, le soussigné est obligé de protester au nom de son gouvernement.

Lord Aberdeen repousse, au nom de son gouvernement, la prétention d'établir un droit de visite sur les bâtimens américains, et il admet même qu'aucune visite ne peut être faite qui ne soit une violation ouverte du droit des gens. Mais en même temps sa seigneurie prétend qu'en soumettant les navires sous pavillon américain à la nécessité de prouver leur nationalité par l'exhibition de leurs papiers, elle n'exige rien dont le gouvernement des Etats-Unis ait à se plaindre. C'est la question qui a déjà été discutée plusieurs fois, et au sujet de laquelle le soussigné, s'en rapportant à des communications antérieures, croit convenable d'ajouter encore quelques observations.

Quelle différence essentielle sa seigneurie a-t-elle pu indiquer entre le droit de visite qu'elle repousse et celui qu'elle prétend établir? Aucune.

A quelles conséquences ne pourrait-on pas être conduit par un précédent aussi dangereux, si l'on cédait sur ce point? Si la Grande-Bretagne peut exercer ce droit, pourquoi tous les autres états qui ont aussi signé des traités pour l'abolition de la traite ne l'exerceraient

ils pas? Et alors, que n'auraient pas à souffrir la 1841
marine et le commerce des Etats-Unis? Qu'on suppose aussi, pour montrer où l'on pourrait être conduit par ce dangereux précédent, qu'on suppose que la Grande-Bretagne signe avec d'autres puissances des traités qui garantissent le droit réciproque de visite pour rechercher les déserteurs sur toutes les mers, et bientôt, pour faciliter l'exécution de ces traités, ne forcera-t-on pas, comme on veut le faire aujourd'hui, les puissances neutres à se soumettre au droit de visite?

Sur quels principes de droit public ou privé veut-on établir une prétention aussi extraordinaire que celle contre laquelle le soussigné proteste. C'est ce qu'il a déjà demandé, c'est ce qu'il demande encore, et on ne lui répond toujours qu'au nom de l'opportunité.

Quant aux exigences qu'on attribue au gouvernement des Etats-Unis, le soussigné les dénie formellement, et il est heureux qu'on lui ait fourni cette occasion de s'expliquer.

Le gouvernement des Etats-Unis ne prétend aucunement que son pavillon doive protéger tous les bâtimens qui veulent s'en couvrir; l'Angleterre a le droit, et toutes les puissances ont le droit de retenir et de visiter les navires de leurs sujets, négriers ou non, ne portant pas de pavillon, ou en portant un, lors même que ce serait celui des Etats-Unis; mais il est bien entendu que cela ne leur donne aucune espèce de droit d'étendre ces prérogatives souveraines à des bâtimens appartenant à des citoyens américains, naviguant sous la protection de leur pays, comme il est bien entendu encore que le gouvernement des Etats-Unis ne permettra aucune usurpation de pouvoir de cette espèce.

En finissant, le soussigné doit encore répéter ce qu'il a déjà dit: que vouloir exiger la concession d'un droit pareil à celui qu'on réclame, et vouloir l'exercer sans le consentement des parties intéressées, et même malgré leur refus positif, ce serait aux yeux des Etats-Unis violer ouvertement les droits nationaux et souverains, tous les principes du droit des gens. Que l'exercice de ce prétendu droit finirait par produire des conséquences regrettables, c'est ce qui ne serait que trop probable. Dans les cas ordinaires de dissentiment entre deux puissances, chaque nation peut céder et cède en effet le plus souvent quelque chose à l'autre;

1841 mais ici ce n'est pas le cas. Les prétentions qu'on élèverait, si elles réussissaient, auraient des conséquences beaucoup trop importantes, pour qu'une transaction soit possible; et si on veut les maintenir, il est à craindre qu'elles ne mettent en péril la bonne intelligence des deux pays.

Le gouvernement de Sa Maj. Britannique insistera-t-il? Le Soussigné aime à en douter et à espérer qu'en réfléchissant plus mûrement sur ce sujet, le gouvernement britannique verra la nécessité d'adopter pour la répression de la traite, d'autres mesures mieux calculées pour atteindre plus sûrement son but, et surtout pour conserver la bonne harmonie entre les deux gouvernemens.

51.

Acte du 11 septembre 1841, qui modifie les droits de douanes dans les Etats-unis de l'Amérique septentrionale.

Le Sénat et la Chambre des représentans des Etats-Unis, assemblés en congrès, ont ordonné que, sur tous les articles importés aux Etats-Unis, depuis et après le 13 septembre 1841, il sera imposé et perçu sur tous les articles qui sont admis en franchise de droits, ou qui paient des droits montant à moins de 20 pour cent *ad valorem*, un droit de 20 pour cent *ad valorem*, excepté sur les articles ci-après énumérés, c'est-à-dire: acide muriatique, acide sulfurique ou huile de vitriol, alun, acide tartrique, eau-forte, vitriol bleu, calomel, carbonate de soude, sublimé corrosif, peignes, couperose, indigo, nitrate de plomb, céruse sèche ou broyée à l'huile, *sucres de plomb*, manganèse, sulfate de magnésie, bichromate de potasse, prussiate de potasse, sel de Glauber, sel de la Rochelle, sulfate de quinine, salpêtre raffiné, lesquels articles paieront les mêmes droits auxquels ils sont imposés par les lois existantes, et les articles suivans seront exempts de droits, c'est-à-dire: le thé et le café, tous les tableaux

et les statues qui sont les productions des citoyens américains qui résident à l'étranger, tous les articles importés pour l'usage du gouvernement des Etats-Unis, et les articles suivans, lorsqu'ils seront importés par un ordre spécial, et pour l'usage de toute société créée ou établie dans des vues philosophiques ou littéraires, ou pour l'encouragement des beaux-arts, ou par ordre ou pour l'usage de tout collège, académie, école ou séminaire, dans lesquels on se livre aux sciences dans les Etats-Unis, savoir :

Appareils philosophiques, instrumens, livres, mappemondes, cartes, statues, bustes de marbre, en bronze, d'albâtre ou plâtre de Paris, moulures, peintures, gravures, modèles de sculpture, cabinets de monnaies, de pierres, médailles, et toutes les autres collections d'antiquités, de statues, de modèles de peintures, de dessins, de gravures à l'eau-forte ou gravures, et aussi toutes les importations de spécimen d'histoire naturelle, de minéralogie, de botanique, des préparations anatomiques, modèles de machines, et les modèles des autres inventions, plantes et arbres, habillemens et autre bagage personnel déjà employé, et les outils des personnes arrivant aux Etats-Unis, antimoine non préparé, régule d'antimoine, animaux importés pour en propager l'espèce, les lies, gomme arabique, aloès, ambre gris, bol d'Arménie, arrow-root, annatto, anis, huile d'anis, assafoetida, racine d'ava, *alcornogue*, cannelle blanche, liège non travaillé, pierres à meule brutes, airain en saumon ou en barres, vieil airain qui n'est propre qu'à être retravaillé, soufre, *barilla*, *braziletto*, acide boracique;

Poix de Bourgogne, les graines employées pour la teinture, émail, lasting ou prunelle employé dans la confection des boutons et des souliers, vanille, baume *tolu*, pièces d'or, d'argent et de billon, terre de pipe non travaillée, cuivre importé sous toutes les formes pour l'usage de la monnaie, cuivre en saumons, barres ou plaques, ou plaques ou feuilles dont le cuivre fait la principale valeur, propres au doublage des navires, vieux cuivre propre à être refondu, lapis calaminaris, cochenille, fleurs de camomille, graine de coriandre, marinades, cantharides, châtaignes, craie *coculus indicus*, racine de colombo, graine de cumin, cascarille, crème de tartre, légumes et noix de toutes espèces em-

1841 ployées principalement à la teinture, vernis, émeri, épau-
 lettes de diverses formes, d'or et d'argent, fourrures
 non travaillées de toute espèce, graine de lin, lin non
 travaillé, pierres moulues, meules à aiguiser, *gamboge*,
 cuirs verts, ciguë, jusquiame, plaques de corne pour
 lanternes, cornes de boeuf et autres.

Huile d'Harlem, corne de cerf, cheveux non tra-
 vaillés, pinceaux de crins, ipécacuanha, ivoire non
 travaillé, racine d'iris, baies de genièvre, huile de ge-
 nièvre, sel de soude, kermès, garance, racine de ga-
 rance, musc, manne, moelle et autres articles propres
 à faire le savon, huile de palmier, moire, nacre de
 perle, aiguilles, noix vomique, racine d'orris, huile
 d'amande, opium, feuille de palmier, platine, quinquina,
 vieil étain qui n'est propre qu'à être refondu, plâtre de
 Paris, vis-argent, chiffons de toutes les espèces, gomme
 élastique, roseaux non travaillés, rhubarbe, terre pourrie,
 dents d'éléphant et d'autres animaux, pierres à polir,
 soies de cochon ou sanglier, rotins non travaillées, peaux
 non travaillées, zinc, salpêtre, gomme du Sénégal, safran,
shellac, cendres de soude, éponges, sagou, salsepa-
 reille, séné, sumac, tapioca, tamarin, tartre, *tenteneg*,
 ferblanc en feuilles, en saumons, barres, plaques ou
 planches, ongles d'os ou de corne, écaille, *tumeric*,
 pastel, bois du Brésil, bois de nicaragua, bois rouge,
 bois de campêche, bois de teinture de toutes les espè-
 ces, non travaillés, excepté le bois de rose, bois de
 satin et l'acajou, l'huile de baleine et les autres huiles
 provenant de pêches américaines et tous les autres ar-
 ticles provenant desdites pêches et le zinc, et aussi la
 laine non travaillée, dont la valeur au lieu d'exporta-
 tion n'excédera pas huit cents la livre.

Il est arrêté que si une partie de belle laine est
 mêlée à de la boue ou à d'autres matériaux, et que si
 elle est ainsi réduite à la valeur de huit cents la livre
 ou au dessous, les estimateurs évalueront ladite laine
 au prix que, suivant leur opinion, elle aurait coûté si
 le mélange n'avait pas eu lieu, et un droit sera perçu
 en conformité de ladite estimation. Et il est arrêté, en
 outre, que quand de la laine de qualités différentes
 est importée dans la même balle, sac ou emballage, et
 qu'une partie de cette laine coûte plus de huit cents
 la livre, évaluée comme il est dit ci-devant, cette par-
 tie paiera un droit de 20 pour cent *ad valorem*. Il

est arrêté que les bordages, planches, bouts de bois de 1841 toutes grandeurs, bois scié et toutes les espèces de bois qui auront été travaillées pour un usage spécial et permanent, sans autre travail, seront considérés comme bois travaillé.

Section 2. Il est en outre ordonné qu'il sera prélevé et perçu sur chacun des articles non énumérés qui est semblable, soit en matériaux, qualité, forme ou usage auquel il peut s'appliquer, à un article énuméré qui doit payer le droit, le même taux du droit qui est levé sur l'article énuméré auquel il ressemble le plus par les raisons ci-devant mentionnées; et si un article non énuméré ressemble à plusieurs articles énumérés sur lesquels il y a une différence de droits, on fera payer pour cet article non énuméré le même droit que l'on fait payer à l'article auquel il ressemble, et qui paie le droit le plus élevé; et quant aux objets manufacturés composés de plusieurs matériaux sujets aux droits, ce droit sera assis au taux le plus élevé que paie un des matériaux qui composent l'objet.

Il est arrêté que si, en vertu de cette section, un droit excédant 20 pour cent *ad valorem* est levé avant le 30 juin 1842, cela n'affectuera en aucune manière la disposition du produit des terres publiques, ainsi qu'il a été statué par un acte passé dans la présente session du congrès. Et il est de plus arrêté qu'aucun droit plus élevé que 20 pour cent *ad valorem*, en vertu de ladite section, ne sera payé sur les objets non manufacturés.

Section 3. Il est de plus ordonné qu'à partir de la promulgation de cet acte, les drawbacks payables à l'exportation sur les sucres raffinés extraits de sucres étrangers, et à l'exportation sur le ruhm distillé des melasses étrangères, seront réduits en proportion de la réduction qui aura été faite par la loi (après la promulgation des actes du congrès des 21 juin 1829 et 29 mai 1830, accordant ces drawbacks) sur les droits qui sont assis, à l'importation, sur les sucres et les melasses qui auront servi au raffinage ou à la distillation, de sorte que, dans aucun cas, le drawback ne puisse excéder le montant du droit payé à l'importation sur l'un ou l'autre de ces articles.

Section 4. Il est de plus ordonné qu'avant le 2 février prochain, les vins de France ne seront pas sou-

1841 mis, par les dispositions du présent acte ou par toute autre loi, au paiement d'un droit plus élevé que celui qui suit, savoir: sur les vins rouges en cercles, 6 cents par gallon; sur les vins blancs en cercles, 10 cents par gallon; et sur les vins français de toute sorte en bouteilles, 22 cents par gallon. Il est arrêté qu'il ne sera exigé par cet acte ou toute autre loi, sur les vins rouges de l'Autriche, aucun autre droit plus élevé que ceux qui sont ou pourront être perçus par cet acte sur les vins rouges d'Espagne importés en cercles.

Section 5. Il est de plus ordonné que la loi ayant pour titre: „Loi pour exempter du droit le fer préparé pour les chemins de fer ou plans inclinés”, approuvée le 14 juillet 1832, est rapportée par la présente loi, et qu'un droit de 20 pour cent *ad valorem* sera perçu sur ce fer. Il est arrêté que cette abrogation n'aura d'effet et que ce droit ne sera perçu que le 3 mars 1843 sur les rails des chemins de fer qui seront importés conformément aux dispositions de cette loi, et placés sur un chemin de fer ou plan incliné dont la construction a déjà été commencée, et qui seront nécessaires à son achèvement.

Section 6. Il est de plus ordonné que rien de ce que cet acte contient ne s'appliquera aux marchandises embarquées à bord d'un navire en destination des Etats-Unis, s'il a laissé le dernier port où il a chargé à l'est du cap de Bonne-Espérance ou au-delà du cap Horn, avant le 1er août 1841.

Section 7. Il est de plus ordonné que toutes les lois ou parties de loi contraires à la présente sont abrogées.

JOHN WHITE,
président de la Chambre des représentants.

SAML. L. SOUTHARD,
président du Sénat *pro tempore*.

Approuvé le 11 septembre 1841.

JOHN TYLER.

52.

Convention additionnelle à la convention du 27 Mai 1836, réglant le transport des correspondances entre la France et la Belgique. Signée à Paris, le 13 Septembre 1841.

(Les ratifications de cette nouvelle convention ont été échangées à Paris, le 8 Décembre 1841.)

Sa Majesté le Roi des Français et sa Majesté le Roi des Belges, ayant reconnu qu'il est urgent d'introduire quelques améliorations nouvelles dans le service des postes établi entre la France et la Belgique, et voulant donner une plus grande activité aux relations des deux pays, ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une convention additionnelle à la convention de poste conclue à Bruxelles, le 27 mai 1836.

Et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur *François-Pierre-Guillaume Guizot*, son ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, grand-croix de son ordre royal de la Légion-d'Honneur;

Et sa Majesté le Roi des Belges, le sieur *Charles-Amé-Joseph*, comte *Le Hon*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa Majesté le Roi des Français, officier de l'ordre royal de Léopold, grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, et décoré de la croix de fer;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Indépendamment des bureaux d'échange désignés par la convention du 27 mai 1836, et par l'article additionnel à cette convention conclu le 11 mai 1841, pour effectuer la transmission des correspondances entre les offices de postes de France et de Belgique, il en sera créé un nouveau, pour le même effet, du côté de la France: ce nouveau bureau sera établi à Avesnes.

1841 Art. 2. Le bureau d'échange établi à Avesnes sera mis en correspondance avec le bureau belge de Mons.

Art. 3. Le bureau français d'Avesnes fera dépêche chaque jour pour le bureau belge de Mons. Cette dépêche comprendra les lettres, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature pour toute la Belgique (Chimay et son arrondissement exceptés) originaires de l'arrondissement d'Avesnes (Maubeuge excepté), de la partie du département de l'Aisne comprenant l'arrondissement de Vervins, et des départemens situés à l'est de la France dont la correspondance pourra être dirigée avec avantage par ledit bureau d'échange.

Art. 4. Réciproquement, le bureau belge de Mons fera dépêche tous les jours pour le bureau français d'Avesnes. Cette dépêche comprendra les lettres, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires de la Belgique, et destinés pour les diverses parties de la France désignées à l'article précédent.

Art. 5. Afin de donner toute facilité à la correspondance des villes situées sur les territoires français et belge entre Lille et Tournay, d'une part, et Mons et Avesnes, d'autre part, les offices des postes de France et de Belgique feront dépêches, savoir :

Du côté de la France,

1^o Par les bureaux de Roubaix et de Turcoing, pour les bureaux belges de Menin et de Tournay ;

2^o Par le bureau de Maubeuge, pour le bureau belge de Mons ;

3^o Par les bureaux d'Avesnes et de Trélon, pour le bureau belge de Chimay.

Du côté de la Belgique,

1^o Par les bureaux de Menin et de Tournay, pour les bureaux français de Roubaix et de Turcoing ;

2^o Par le bureau de Mons, pour le bureau français de Maubeuge ;

3^o Par le bureau de Chimay, pour les bureaux français d'Avesnes et de Trélon.

Art. 6. Les correspondances affranchies ou non affranchies que se transmettront réciproquement les bureaux belges et français désignés dans l'article précédent, seront livrées, de part et d'autre, aux mêmes prix et conditions stipulés dans la convention du 27 mai 1836; les frais de comptabilité résultant de cette

transmission seront rattachés aux comptes à ouvrir pour 1841 le même objet, savoir :

Entre les bureaux d'échange de Lille, Menin et Tournay, pour les correspondances échangées par les bureaux de Roubaix et de Turcoing, et ceux de Menin et de Tournay, d'une part; et entre les bureaux d'échange d'Avesnes et de Mons, pour les correspondances échangées entre les bureaux de Maubeuge et de Mons, et les bureaux de Chimay et de Trélon, d'autre part.

Art. 7. Il sera établi entre Lille et Menin des services en voiture, à cheval ou même à pied, suivant les localités et les besoins du service des correspondances, pour le transport des dépêches qui devront être échangées, au plus, trois fois par jour, entre les bureaux de Lille, Roubaix et Turcoing, d'une part, et celui de Menin, d'autre part. L'un de ces services sera combiné avec ceux de l'intérieur de la France, de manière à ce que la correspondance de Paris et des lieux situés au-delà de Paris, pour les provinces occidentales de la Belgique, soit toujours expédiée par le bureau de Lille sur celui de Menin, au plus tard, à dix heures et demie du matin.

Il sera pareillement établi un service pour le transport des dépêches entre Maubeuge et Mons, au plus, deux fois par jour; et une fois seulement par jour, entre Roubaix, Turcoing et Tournay, ainsi qu'entre Trélon et Chimay.

Art. 8. Conformément aux dispositions de l'art. 6 de la convention du 27 mai 1836, les frais de transport des dépêches françaises et belges entre

Lille, Turcoing et Menin;

Roubaix, Turcoing et Tournay;

Maubeuge et Mons;

Trélon et Chimay,

seront supportés *par moitié* entre les deux offices.

Art. 9. Si l'établissement du chemin de fer entre Courtray et Lille donne lieu de supprimer des services établis et entretenus à frais communs, en vertu de l'art. 8 ci-dessus, sur les lignes de Lille et Turcoing à Menin, et de Roubaix à Tournay, les indemnités de résiliation dues aux entrepreneurs, d'après leurs cahiers de charges, seront supportées, par moitié, par les offices belge et français.

Art. 10. Du moment où l'établissement du chemin de fer de Courtray à Lille permettra de mettre le bureau de poste de Lille en relation avec le bureau belge

1841 de Courtray ou tout autre bureau du même office, l'échange des correspondances des deux pays entre Lille et Menin, tel que cet échange est réglé par l'art. 2 de la convention du 27 mai 1836, cessera d'avoir lieu, et ces opérations seront respectivement attribuées aux bureaux de Lille et de Courtray, ou tout autre bureau belge à désigner, de commun accord, entre les deux offices.

Art. 11. L'office des postes belges transportera sur son territoire, par les moyens les plus accélérés dont il dispose, et aux conditions stipulées dans l'art. 23 de la convention du 27 mai 1836, les correspondances, eu dépêches closes, que les offices de France et de Hollande conviendront de se transmettre réciproquement par leurs bureaux respectifs de Lille, Breda et Maëstricht.

Art. 12. Les lettres originaires de la Grande-Bretagne, à destination de la France, passant accidentellement par la Belgique, seront livrées par l'office belge à l'office de France, à raison de *un franc cinquante centimes* (1 fr. 50 c.) par trente grammes, poids net. Les journaux de même origine paieront, pour parcours sur le territoire belge, *deux centimes* (0 fr. 02 c.) par journal.

Art. 13. Les lettres originaires des pays d'outremer, à destination de la France, transitant par la Belgique, seront livrées par l'office belge à l'office français, à raison de *trois francs vingt centimes* (3 fr. 20 c.) par trente grammes, poids net.

Art. 14. Les lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle qu'en soit l'origine, seront respectivement livrées, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

Art. 15. Les présens articles, qui seront considérés comme additionnels à la convention du 27 mai 1836, seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de deux mois ou plus tôt, si faire se peut: ils seront mis à exécution au plus tard dans le délai d'un mois après l'échange desdites ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé les présens articles additionnels et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 13^{me} jour du mois de septembre de l'an 1841.

(L. S.) GUIZOT.

(L. S.) LE HON.

53.

Convention conclue le 17 septembre 1841, entre la Belgique et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour assurer aux sujets des deux pays la faculté réciproque de succéder et d'acquérir aux mêmes titres que les nationaux.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Son Altesse Sérénissime le duc régnant d'Anhalt-Bernbourg, d'autre part, voulant régler, par des stipulations formelles, les droits des sujets respectifs des deux pays, à l'égard des transmissions de biens, ont, à cet effet; muni de leurs pleins pouvoirs:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Pierre Willmar, général-major au corps du génie, son aide-de-camp, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Son Altesse Sérénissime le Duc d'Anhalt-Bernbourg, officier de son ordre, commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et commandeur de première classe de l'ordre de la branche Ernestine de Saxe;

Son Altesse Sérénissime le Duc régnant d'Anhalt-Bernbourg, le sieur Frédéric de Kersten, son président de la régence, commandeur de l'ordre d'Albert-l'Ours de la maison d'Anhalt, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge, 2e classe de Prusse, et de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Les sujets belges jouiront, dans tout le territoire du duché d'Anhalt-Bernbourg, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des sujets du duché d'Anhalt-Bernbourg, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les indigènes.

Réciproquement, les sujets du duché d'Anhalt-Bernbourg jouiront du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal

1841 des sujets belges, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les indigènes.

La même réciprocité entre les sujets des deux pays existera pour les donations entre-vifs.

Art. 2. Lors de l'exportation des biens recueillis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans le territoire du duché d'Anhat-Bernbourg, ou par des habitants de ce dernier pays en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun autre droit quelconque, auquel les indigènes ne seraient pas assujettis.

Art. 3. L'abolition sus-mentionnée s'étend, non-seulement sur les droits de détraction qui seraient perçus par le trésor public, mais également sur tous les droits de détraction dont la perception serait du ressort d'individus, de communes ou de fondations publiques.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Berlin, dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont apposé leurs sceaux.

Berlin, le 17 septembre 1841.

Bernbourg, le 20 septembre 1841.

Signé: KERSTEN. WILLMAR.

La convention qui précède a été ratifiée par S. M. le Roi des Belges, le 3 novembre 1841, et par S. A. S. Mgr. le Duc régnant d'Anhalt-Bernbourg, le 7 octobre de la même année. L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 27 janvier 1842.

54.

Convention entre le Grandduché de Hesse et la ville libre de Francfort, concernant la persécution réciproque des malfaiteurs sur leurs territoires respectifs.

(Les ratifications de cette convention ont été échangées le 21 Septembre 1841).

Art. 1. Nachdem die beiden contrahirenden Regierungen des Grossherzogthums Hessen und der freien

Stadt Frankfurt übereingekommen sind, das Recht der 1841 Nacheile, zur Verfolgung von Verbrechern, über die Landesgrenze hinaus gegenseitig zu gestatten; so sollen die mit der Handhabung der öffentlichen Sicherheit beauftragten Polizei- und Gerichts-Behörden, so wie deren hierzu nach den Gesetzen befugten Organe, ermächtigt seyn, flüchtige Verbrecher und andere der öffentlichen Sicherheit gefährliche Personen über die Landesgrenze, ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke, zu verfolgen und innerhalb derselben zu verhaften, jedoch mit der Verbindlichkeit, den Arretirten unverzüglich der nächsten Polizei- oder Justizbehörde abzuliefern, in deren Bezirk die Verhaftung erfolgt. Letztere wird demselben, falls er Unterthan des andern Staats ist, auf gestellte Requisition der betreffenden Behörde in diesem unverzüglich ausliefern.

Art. 2. Im Fall hierbei eine Haussuchung nothwendig wird, hat der verfolgende Officiant sich zu dem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde oder Ortpolizeibeamten zu wenden und diesen zur Vornahme der Visitation in seiner Gegenwart aufzufordern. Derselbe hat den hierbei aufgefundenen Verfolgten in sichere Verwahrung bringen zu lassen, auch über eine solche Haussuchung sogleich ein Protokoll aufzunehmen und weder für dieses noch für jene eine Belohnung zu empfangen. Die eine Ausfertigung des Protokolls ist alsbald dem requirirenden Officianten einzuhändigen, eine zweite Ausfertigung aber dem Untergerichte des Bezirks zu übersenden, bei Vermeidung einer Dienstordnungsstrafe von 1 bis 5 Gulden für denjenigen Ortsvorstand oder Ortpolizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Zugleich soll auch den zur Nacheile Berechtigten die Ueberwachung des Hauses worin sich der Geflüchtete befindet, bis zur Herbeikunft des Ortsvorstandes oder Ortpolizeibeamten, gestattet seyn.

Art. 3. Es wird jedoch in obigen Fällen vorausgesetzt, dass der verfolgende Officiant zu seiner Legitimation mit einem schriftlichen Vorweise versehen seyn müsse, wenn ihn nicht schon seine Dienstkleidung kenntlich macht.

Diese Erklärung soll gegen eine gleichlautende zwischen den beiden kontrahirenden Regierungen ausgetauscht und sobald dieses geschehen ist, das Nöthige

1841 wegen gehöriger Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten auf die gewöhnliche Weise verfügt, auch auf die genaueste Befolgung von den beiderseitigen Gerichts-Polizei- und anderen Behörden mit gebührender Strenge gehalten werden.

55.

Ordre de la Trésorerie de la Grande-Bretagne du 15 Octobre 1841 qui assimile les droits sur les riz importés des Etats-Unis aux droits sur les riz provenant de la côte occidentale d'Afrique.

Leurs seigneuries ont reconnu que la discussion qui s'est élevée au sujet de l'admission du riz brut des Etats-Unis, aux mêmes droits que le riz provenant de la côte occidentale d'Afrique, tient à l'interprétation de l'art. 2 de la convention de juillet 1815, pour laquelle le ministre américain diffère de vues avec le bureau de la trésorerie et du commerce.

D'après les doutes qui règnent sur cette interprétation, leurs seigneuries sont disposées à changer la loi des douanes, de manière à la rendre conforme à l'interprétation donnée par le ministre des Etats-Unis à l'art. 2 de la convention, et ils proposeront au Parlement, dès que les circonstances le permettront, l'égalisation des droits sur le riz des Etats-Unis et celui de la côte d'Afrique; dans le but de hâter l'effet d'une mesure considérée comme désirable par les citoyens des Etats-Unis, leurs seigneuries donneront, en attendant, des ordres pour que tous les riz bruts des Etats-Unis, qui n'ont pas encore acquitté les droits, soient admis au droit d'un denier par quarter, sous la réserve de l'approbation du Parlement, approbation sur laquelle leurs seigneuries n'ont aucun doute. Il sera transmis des copies du présent ordre aux commissaires des douanes, avec ordre d'admettre le riz brut importé des Etats-Unis, sur lequel les droits n'ont pas encore été prélevés, au même droit inférieur que celui importé

de la côte occidentale d'Afrique, sous la réserve de l'approbation ultérieure du Parlement: les négociants importateurs devant signer l'engagement ordinaire de se soumettre à la décision du Parlement. 1841

56.

Traité entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les États de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et la Principauté de Lippe-Detmold de l'autre part, sur l'accession de ce dernier Etat à l'Union de douanes et de commerce allemande. Signé à Berlin, le 18 Octobre 1841.

(L'échange des ratifications de ce Traité a eu lieu à Berlin le 14 Décembre 1841).

Nachdem Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe den Wunsch zu erkennen gegeben haben, dem Fürstenthume Lippe durch eine nähere Verbindung desselben mit Preussen und den übrigen Staaten des Zoll- und Handelsvereins die Vortheile eines möglichst freien gegenseitigen Verkehrs zuzuwenden; so haben, Behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen, zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen: für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des, kraft der Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, 12ten Mai und 10ten December 1835, 2ten Januar 1836 und 8ten Mai 1841 bestehenden Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Kronen Bayern, Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Koburg und

1843 Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Reuss-Schleiss und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt,

Allerhöchst Ihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Director der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Comthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Commandeur des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Commandeur erster Klasse des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen und des Grossherzoglich Hessischen Ludwigs-Ordens, Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, und Commandeur erster Klasse des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, und

Allerhöchst Ihres Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Kommandeur des Königlich Bayerischen Verdienst-Ordens vom heil. Michael, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Kommandeur erster Klasse des Königlich Hannöverschen Guelphen-Ordens, Ritter des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Kommandeur zweiter Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludwigs-Ordens; Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe

Höchst Ihren Regierungs- und Kammer-Präsidenten Wilhelm Arnold Eschenburg, Ritter des Königlich Hannöverschen Guelphen-Ordens, und

Höchst Ihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, den Oberst-Lieutenant und Kammerherrn Otto Wilhelm Karl von Röder, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Comthur erster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, Comthur des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und Kommandeur des Königlich Belgischen Leopolds-Ordens,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist. 1841

Art. 1. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe tritt mit Ihren Landen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hebeitsrechte, dem Zollsysteme des Königreichs Preussen und der mit diesem zu einem Zollvereine verbundenen Staaten bei.

Art. 2. In Folge dieses Beitritts werden Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe, mit Aufhebung der gegenwärtig in Ihren Landen über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, dasselbst die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in Uebereinstimmung mit den desfallsigen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen, wie solche in Preussen dormalen bestehen, eintreten, und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife und Verordnungen publiciren, sonstige Verfügungen aber nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, durch Ihre Regierung zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Etwanige künftige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen oder neuer derartige Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen im Fürstenthume Lippe zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Fürstlich Lippischen Regierung. Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 4. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Grenzen zwischen Preussen und dem Fürstenthume Lippe auf, und es können alle Gegenstände aus letzterem frei und unbeschwert in die Preussischen und in die mit Preussen im Zollvereine befindlichen Staaten, und umgekehrt aus diesen in das Fürstenthum Lippe eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte

a) der in den Staatsmonopolen gehörenden Gegenstände (Sals), ingleichen der Spielkarten und der Kalender,

b) des im Innern des Zollvereins mit einer Steuer be-

1841 legten inländischen Erzeugnisse, nach Massgabe des Art. 8, und endlich

- c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 5. 1. In Betreff des Salzes treten Se. Durchlaucht der Fürst zur Lippe den zwischen den Mitgliedern des Zollvereins bestehenden Verabredungen in folgender Art bei:

- a) die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinstaaten; ist verboten; in so weit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe in deren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht;
- b) Die Durchfuhr des Salzes und der vonbenannten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln stattfinden, welche von selbigen für nothwendig erachtet werden;
- c) die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frey;
- d) was den Salzhandel innerhalb der Vereinstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in die anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landesregierungen besondere Verträge deshalb bestehen;
- e) wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesamtvereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will; so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden;
- f) wenn ein Vereinstaat durch das Gebiet eines andern aus dem Auslande, oder aus einem dritten Vereinstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will; so soll dies

Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport, und die erforderlichen Sicherheitsmaassregeln zur Verhinderung der Einschwärmung verabredet werden. 1841

2. Rücksichtlich der den Landesbedarf übersteigenden Salzfabrikation im Fürstenthume Lippe, und der sowohl daraus als aus der Verschiedenheit der Salzpreise in den beiden contrahirenden Staaten für das Königreich Preussen hervorgehenden Gefahr der Salzeinschwärmung werden beide Regierungen sich über Maassregeln vereinigen, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten und Kalendern kommt der Grundsatz, wonach es in sämtlichen zum Zollvereine gehörigen Staaten und Gebiets-theilen bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungsgesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden behält, auch in Beziehung auf das Fürstenthum Lippe in Anwendung.

Art. 7. Die in Betreff der innern Steuern, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils auf die Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar auf den Verbrauch gewisser Erzeugnisse gelegt sind, sowie hinsichtlich des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen, durch den Vertrag vom 8ten Mai d. J. unter den Vereinsstaaten vereinbarten Bestimmungen werden auch in dem Fürstenthume Lippe Anwendung erhalten. Demgemäss wird, in Rücksicht auf die Steuern, welche in letzterem von inneren Erzeugnissen nach den in dem besondern Vertrage zwischen Preussen und Lippe vom heutigen Tage deshalb getroffenen Verabredungen zur Erhebung kommen, zwischen Preussen und den Fürstlichen Landen gegenseitig von sämtlichen inneren Erzeugnissen, bei dem Uebergange in das andere Gebiet, weder eine Rückvergütung der Steuern geleistet, noch eine Uebergangs-Abgabe erhoben werden, dagegen den übrigen Staaten des Zollvereins gegenüber das Fürstenthum Lippe hinsichtlich der zu gewährenden Rückvergütungen und der zu erhebenden Uebergangs-Abgaben in dasselbe Verhältniss, wie Preussen, treten.

1841 Art. 8. Seine Fürstliche Durchlaucht treten der zwischen den Staaten des Zollvereins unter dem 8ten Mai d. J. getroffenen Uebereinkunft wegen Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Runkelrüben bereiteten Zuckers bei, und erklären Sich auch damit einverstanden, dass, wenn die Fabrikation von Zucker oder Syrup aus anderen inländischen Erzeugnissen, als aus Runkelrüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrikation ebenfalls in sämmtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzucker-Steuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen seyn würde.

Art. 9. Seine Fürstliche Durchlaucht treten den Verabredungen bei, welche in den zwischen Preussen und anderen deutschen Staaten abgeschlossenen, der Fürstlichen Regierung mitgetheilten Zollvereinigungs-Verträgen über folgende Gegenstände getroffen worden sind:

1. wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, der Thor-sperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob alle diese Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde, Statt finden;

2. wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Mass- und Gewichtssystems;

3. wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Beförderung der Gewerbsamkeit, insbesondere:

a) wegen der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem Gebiete eines anderen, zum Zollvereine gehörigen Staates, Arbeit und Erwerb zu suchen;

b) wegen der, von den Unterthanen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;

c) wegen der freien Zulassung von Fabrikanten und sonstigen Gewerbetreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen;

d) wegen des Besuches der Messen und Märkte;

4. wegen der Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind.

Inbesondere schliessen Se. Durchlaucht der zwi- 1841
schen den Regierungen der zu dem Zoll- und Handels-
vereine gehörigen Staaten unter dem 30ten Juli 1839
abgeschlossenen allgemeinen Münxconvention, hiernach
mit der Erklärung Sich an, den Vierzehn-Thalerfuß in
dem Fürstenthume Lippe als Landeshülfss. anzunehmen
zu wollen.

Art. 10. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld Ge-
bühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche
das Schiffsgesäß treffen (Recognition-Gebühren), sind
von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die
Bestimmungen des Wiener Congresses, oder besondere
Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig
nach jenen Bestimmungen zu entrichten, insofern hier-
über nichts Besonderes verabredet wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem
Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den Eingangs-
genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem
Maasse auch der Schifffahrt der Unterthanen der an-
deren Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die
Wiener Congressacte, noch andere Staatsverträge An-
wendung finden, werden die Wasserzölle nach den
privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen
erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Un-
terthanen der contrahirenden Staaten und deren Wa-
ren und Schiffsgesäße überall gleich behandelt werden.

Art. 11. Von dem Tage an, wo die gemeinschaft-
liche Zoll-Ordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird,
sollen im Fürstenthume Lippe, wie bereits in den übrige-
n zum Zollverein gehörigen Gebieten geschehen ist,
alle etw. noch bestehenden Stapel- und Umschlag-
rechte aufhören, und Niemand soll zur Anhaltung, Ver-
ladung oder Lagerung gezwungen werden können, als
in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zoll-
Ordnung oder die betreffenden Schifffahrts-Reglements
es zulassen oder vorschreiben.

Art. 12. Seine Fürstliche Durchlaucht treten hier-
durch dem zwischen den Gliedern des Zoll- und Han-
delsvereins zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zoll-
systems, gegen den Schleichhandel und ferner innere
Verbrauchs-Abgaben gegen Dasbaudationen bestehenden
Zollkartel bei, und wendet die betreffenden Artikel des-
selben gleichzeitig auf den gegenwärtigen Verträge in

1861 dem Fürstenthume publiciren lassen; auch die übrigen Vereinstaaen werden die erforderlichen Anordnungen treffen, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 13. Die den im Art. 2 erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung im Fürstenthum Lippe, insbesondere die Bildung des Grenzbezirks, und die Bestimmung, Einrichtung und amtliche Befugniß der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen, sollen in gegenseitigem Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Ausführungs-Commissarien angeordnet werden.

Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe wollen die gedachte Verwaltung dem Verwaltungsbezirk der Königlich Preussischen Provinzial-Steuer-Direction zu Münster zuthellen.

Bei Bildung des Grenzbezirks und der Bestimmung der Binnenlinie wird darauf gesehen werden, den Verkehr so wenig, als die bestehenden Vorschriften und der gemeinsame Zweck dies irgend gestatten, zu erschweren.

Die Zollstrassen sollen mit Tafeln bezeichnet, und der Zug der Binnenlinie soll öffentlich bekannt gemacht werden.

Die zu entrichtenden Hebe- und Abfertigungsstellen sollen als gemeinschaftliche angesehen werden.

Art. 14. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe werden für die ordnungsmässige Besetzung der im Fürstenthume Lippe zu errichtenden gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungsstellen, sowie der daselbst erforderlichen Aufsichts-Beamtenstellen nach Maassgabe der deshalb getroffenen näheren Uebereinkunft Sorge tragen.

Die in Folge dessen im Fürstenthume Lippe fungirenden Zoll- und Steuerbeamten werden von der Fürstlich Lippeschen Regierung für beide Landesherrn in Eid und Pflicht genommen, und mit Legitimationen zur Ausübung des Dienstes versehen werden.

In Beziehung auf ihre Dienst-Obliegenheiten, namentlich auch in Ansicht der Dienst-Disciplin, werden dieselben jedoch nur der Königlich Preussischen Provinzial-Steuer-Direction in Münster untergeordnet seyn.

Die Schilder vor den Lokalen der Hebe- und

Abfertigungsstellen im Fürstenthume Lippe sollen das 1841 Fürstlich Lippische Hoheitszeichen, die Einfache Inschrift

„Haupt-Steueramt“, „Zoll-Amt“, oder „Steuer-Amt“ erhalten, und gleich den Zolltafeln, Schlagbäumen etc. mit den Lippischen Landesfarben versehen werden.

Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur das Fürstlich Lippische Hoheitszeichen führen.

Art. 15. Die Untersuchung und Bestrafung der im Fürstenthume Lippe begangenen Zollvergehen erfolgt nach Maassgabe des daselbst zu publicirenden Zoll-Straf-Gesetzes, und zwar beim administrativen Verfahren, von dem im Fürstenthume Lippe zu errichtenden Haupt-Steuer-Amte und dessen vorgesetzten Verwaltungs-Behörden, im gerichtlichen Verfahren aber von den Fürstlichen Gerichts-Behörden, nach den bestehenden Normen und Competenzbestimmungen.

Art. 16. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die, wegen verschuldeter Zollvergehen im Fürstenthume Lippe verurtheilten Personen bleibt Sr. Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe vorbehalten.

Art. 17. In Folge des gegenwärtigen Vertrags wird zwischen dem Königreiche Preussen und dem Fürstenthume Lippe eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben Statt finden, und der Ertrag dieser Einkünfte, den dieserhalb getroffenen näheren Verabredungen gemäss, nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 18. Da die in den Staaten des Zollvereins besteuerten ausländischen Waaren in dem Fürstenthume Lippe, mit wenigen Ausnahmen, gegenwärtig mit keiner Abgabe belegt sind, so verpflichtet sich die Fürstlich Lippische Regierung, vor Herstellung des freien Verkehrs zwischen dem Fürstenthume und dem Gebiete des Zollvereins, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zolleinkünfte des Vereins durch die Anhäufung und Einführung unverzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 19. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum letzten December 1853 festgesetzt.

Erfolgt nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der anderen Seite

1841 eine Aufkündigung, so wird der Vertrag auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen.

Derselbe soll alsbald sämmtlichen theilhaftigen Regierungen zur Ratification vorgelegt und die Auswechsellung mit möglichster Beschleunigung, spätestens aber binnen sechs Wochen, in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 28ten October 1841.

(gez.) FRANZ AUGUST EICHMANN. (L. S.) WILHELM
ARNOLD ESCHENBURG. (L. S.) ADOLPH GEORG THEO-
DOR POCHHAMMER. (L. S.) OTTO WILHELM KARL V.
ROEDER. (L. S.).

57.

Traité entre la Prusse et la Principauté de Lippe - Detmold sur les droits à percevoir des produits indigènes dans la dite Principauté. Conclu et signé à Berlin, le 18 Octobre 1841.

(Les Ratifications respectives de ce Traité ont été échangées à Berlin le 14 Décembre 1841).

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe sind übereingekommen, im Zusammenhange mit dem zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits und Lippe andererseits neu abgeschlossenen Verträge wegen Anschliessung des Fürstenthums Lippe an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins zum Zwecke möglichster Erweiterung der durch diesen Anschluss bewirkten Verkehrsfreiheit zwischen den beiderseitigen Ländern, noch weitere Verabredungen treffen zu lassen. Demgemäss ist von den ernannten Bevollmächtigten

Seiner Majestät, des Königs von Preussen:

Allerhöchst Ihrem Wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor der 2ten Abtheilung im Ministerium

der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August 1841
Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen
Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiser-
lich Oesterreichischen Leopolds-Ordens, Kommandeur
des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen
Krone und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-
Ordens, Kommenthur des Ordens der Königlich Würt-
tembergischen Krone, Kommandeur 1ster Klasse des
Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Lö-
wen und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Or-
dens, Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen
Haus-Ordens vom weissen Falken und Kommandeur
1ster Klasse des Herzoglich Braunschweigischen Ordens
Heinrichs des Löwen,
und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Adolph
Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Kön-
iglich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse
mit der Schleife, Kommandeur des Königlich Bayeri-
schen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, Ritter
des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen
Krone, Kommandeur 1ster Klasse des Königlich Han-
növerischen Guelphen-Ordens, Ritter des Ordens der
Königlich Württembergischen Krone und Kommandeur
2ter Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-
Ordens;

und Seiner Durchlaucht des Fürsten zur
Lippe:

Höchst Ihrem Regierungs- und Kammer-Präsidenten
Wilhelm Arnold Eschenburg, Ritter des König-
lich Hannöverischen Guelphen-Ordens,
und

Höchst Ihrem Minister-Residenten am Königlich
Preussischen Hofe, dem Oberstlieutenant und Kammer-
herrn Otto Wilhelm Karl v. Roeder, Ritter des
Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse,
Komthur 1ster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernesti-
nischen Haus-Ordens, Komthur des Herzoglich Braun-
schweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Ritter des
Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone,
Kommandeur des Belgischen Leopolds-Ordens,

folgender Vertrag unter dem Vorbehalte der Rati-
fikation abgeschlossen worden.

Art. 1. Um gleichzeitig mit dem Anschlusse des

1841 Fürstenthums Lippe an das Zoll-System Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins auch alle Hindernisse zu entfernen, welche einer völligen Freiheit des gegenseitigen Verkehrs zwischen den Königlich Preussischen Landen und dem Fürstenthume Lippe in der Verschiedenheit der Besteuerung innerer Erzeugnisse entgegenstehen würden, wollen Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe eine Gleichstellung der Besteuerung der nachstehend genannten inneren Erzeugnisse mit der in Preussen gesetzlich bestehenden Besteuerung in ihren Landen bewirken.

Demgemäss werden Seine Fürstliche Durchlaucht, was

A. den Branntwein, und

B. das Bier

betrifft, von dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages an die bisher in Ihrem Fürstenthume, mit Ausschluss der Gebietstheile Lipperode, Cappel und Grevenhagen, bestandenen Verbrauchs- und Fabrikations-Abgaben, von inländischem Branntwein und Bier aufhören, und daselbst eine Branntwein-Steuer, ingleichen eine Braumalzsteuer, nach Maassgabe der deshalb in Preussen bestehenden Gesetzgebung, sowohl den Steuersätzen, als auch den Erhebungs- und Kontrollformen nach, erheben lassen.

C. Für den Fall, dass innerhalb der Fürstlichen Lande Weinbau zur Kelterung von Most betrieben werden sollte, machen Seine Durchlaucht sich anheischig, eine Besteuerung des Weinmostes in Uebereinstimmung mit den in Preussen bestehenden Gesetzen eintreten zu lassen.

D. Ferner wollen Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe in dem Falle, dass in Ihren Landen der Tabacksbau einen irgend erheblichen Umfang erreichen sollte, daselbst die in Preussen bestehende Besteuerung des inländischen Tabacksbaues einführen.

Art. 2. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe werden die den vorstehenden Verabredungen entsprechenden Gesetze und Verordnungen erlassen, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen sich zu richten haben, durch Ihre Regierung zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Etwanige Abänderungen der betreffenden in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch im Fürsten-

thume Lippe zur Ausführung kommen müssten, bedür- 1841
fen der Zustimmung der Fürstlich Lippischen Regierung.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden,
wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 4. Wegen alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der fraglichen Steuern, insbesondere die Errichtung der Steuerämter und Rezepturen, die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichts-Beamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse und die obere Leitung des Steuerdienstes, ferner die Untersuchung und Bestrafung der Steuervergehen betrifft, sollen eben dieselben Verabredungen massgebend sein, welche in dem zwischen den hohen kontrabirenden Theilen am heutigen Tage abgeschlossenen Vertrage wegen Ausschlussung des Fürstenthums Lippe an den Zollverein, hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsabgaben getroffen worden sind.

Art. 5. In Folge der vorstehenden Bestimmungen wird zwischen Preussen und Lippe eine Gemeinschaftlichkeit der Einkünfte von der Brauntwein- und Braumalzsteuer Statt finden und der Ertrag nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt werden.

Art. 6. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher mit dem 1. Januar 1842. zur Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig auf zwölf Jahre, mithin bis zum letzten Dezember 1853. festgesetzt. Erfolgt nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen oder der anderen Seite eine Aufkündigung, so wird der Vertrag auf weitere zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen.

Derselbe soll alsbald den betheiligten Regierungen zur Ratifikation vorgelegt und soll die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung, spätestens aber binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 18. Oktober 1841.

Fr. A. EICHMANN. (L. S.) W. A. EICHMANN. (L. S.)
Ad. G. T. POCHHAMMER. (L. S.) O. W. K. v. ROMER. (L. S.)

1841

58.

Traité entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold, sur le renouvellement du Traité du 27 Juin 1826, portant extension du système de douanes et des contributions indirectes de la première sur les territoires de la dernière, enclaves de la Prusse. Conclu et signé à Berlin le 18 Octobre 1841.

(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Berlin le 14 Décembre 1841).

Der Vertrag zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe, den erneuerten Anschluss der Fürstlich Lipptischen Gebietsheile Lipperode, Cappel und Grevenhagen an das Preussische Zoll- und indirekte Steuersystem betreffend. Vom 18. Oktober 1841.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe, sind in der Absicht, das durch den Vertrag vom 27 Juni 1826, in Betreff der Zoll- und Verkehrsverhältnisse der vom Preussischen Gebiete umschlossenen Lipptischen Landestheile Lipperode, Cappel und Grevenhagen gegründete, den gegenseitigen Verkehrsinteressen entsprechende Verhältniss unter denjenigen Modifikationen, welche sich in Folgendes seit dem zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten, erzielten Zoll- und Handelsvereins als nothwendig ergehen, auch ferner bestehen zu lassen, übereingekommen, dieselbe bei Gelegenheit der Verhandlungen über den Anschluss des Fürstenthums Lippe an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins die erforderlichen Verabredungen treffen zu lassen.

Demgemäss ist von den beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich

Königlich Preussischer Seits:
dem Königl. Wirklichen Geheimen Legations-

rath und Direktor der 2ten Abtheilung im Ministerium 1841
der auswärtigen Angelegenheiten Franz August Eich-
mann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Ad-
ler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiserlich
Oesterreichischen Leopolds-Ordens, Kommandeur des
Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone
und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens,
Kommenthur des Ordens der Königlich Württember-
gischen Krone, Kommandeur 1ster Klasse des Gross-
herzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen
und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens,
Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Or-
dens vom weissen Falken und Kommandeur 1ster Klasse
des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs
des Löwen,
und

dem Königlischen Geheimen Ober-Finanzrath Adolph
Georg Theodor Pöschhammer, Ritter des König-
lich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse mit
der Schleife, Kommandeur des Königlich Bayerischen
Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, Ritter des Ci-
vil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone,
Kommandeur 1ster Klasse des Königlich Hannöverischen
Guelphen-Ordens, Ritter des Ordens der Königlich
Württembergischen Krone und Kommandeur 2ter Klasse
des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens,

und Fürstlich Lippischer Seite:
dem Fürstlichen Regierungs- und Kammer-Präside-
nten Wilhelm Arnold Eschenburg, Ritter des
Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens,
und

dem Fürstlichen Minister-Residenten am Königlich
Preussischen Hofe, Oberst-Lieutenant und Kammerherrn
Otto Wilhelm Karl von Röderer, Ritter des Kö-
niglich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse,
Komthur 1ster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernesti-
nischen Haus-Ordens, Komthur des Herzoglich Braun-
schweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Ritter des
Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone
und Kommandeur des Königlich Belgischen Leopolds-
Ordens,

der nachstehende Vertrag mit Vorbehalt der Landes-
herrlichen Ratifikation abgeschlossen worden.

Art. 1. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe

1841 wollen, unbeschadet ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, den Anschluss ihrer souverainen Gebietstheile Lipperode, Cappel und Grevenhagen an das Preussische Zollsystem, wie solches auf den Grund der Gesetze vom 23. Januar 1838. und der seitdem erlassenen Bestimmungen und Tarife dermalen besteht, oder durch gesetzliche Deklarationen und Tarife künftig abgeändert werden möchte, vom 1. Januar 1842. ab auch ferner Statt finden lassen, und wird dieses, Preussischer Seite bisher auf die westlichen Provinzen der Monarchie beschränkt gewesene Zollvereinigung sich künftig auf das ganze zum Gesamtzollvereine gehörige Preussische Staatsgebiet erstrecken.

Art. 2. Von der Fabrikation des Branntweins und dem zur Bier- und Essigbereitung zu verwendenden Braumalz werden in den Fürstlich Lippischen Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen auch ferner die nämlichen Abgaben, wie in den Preussischen Staaten erhoben werden; auch wird daselbst, wie bisher, in Absicht der Erhebung und Kontrolle derselben eine völlige Uebereinstimmung mit den deshalb in Preussen bestehenden Vorschriften und Einrichtungen Statt finden.

Art. 2. Für den Fall, dass in den gedachten Gebietstheilen künftig Weinbau zur Kelterung von Most, ferner Tabacksbau oder die Fabrikation von Runkelrübenzucker betrieben werden sollte, wollen Se. Durchlaucht der Fürst zur Lippe eine Besteuerung in völliger Uebereinstimmung mit den in Preussen dabei zur Anwendung kommenden Steuersätzen, Erhebungs- und Kontrolleformen und sonstigen Einrichtungen eintreten lassen.

Art. 4. Die Versorgung der Einwohner in den Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen mit dem Benötigten Salze bleibt, unter Beobachtung der zum Schutze gegen Salz-Einschwarzungen in das Königlich Preussische Gebiet getroffenen besonderen Verabredungen, der Fürstlich Lippischen Regierung vorbehalten.

Art. 5. Die in den Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen zur Erhebung der Branntwein- und Braumalz-Steuer, so, wie der Zollgefälle dermalen bestehenden oder künftig zu errichtenden Hebestellen sollen als gemeinschaftliche angesehen und als

solche bezeichnet werden. Auch wollen Seine Durch- 1841.
laucht der Fürst zur Lippe ferner gestatten, dass mit der Kontrolirung jener Abgaben in den gedachten Gebietstheilen Königlich Preussische Beamte beauftragt werden.

Es verbleibt dabei, dass letztere zwar von der Königlich Preussischen Regierung angestellt, besoldet und uniformirt, jedoch für die Dauer ihrer Dienstausbübung in den gedachten Fürstlichen Gebietstheilen für beide Landesherren in Eid und Pflicht genommen werden, auch das Königlich Preussische und das Fürstlich Lip-pische Wappen vereint an der Kopfbedeckung tragen.

Art. 6. Die von den Fürstlichen Unterthanen in den fraglichen Gebietstheilen verübten Zoll- und Steuer- vergehen sollen, in sofern gegen die, nach vorgängiger summarischer Untersuchung, erfolgte administrative Ent- scheidung der betreffenden Zoll- und Steuerbehörde auf förmliches gerichtliches Verfahren provoziert wird, von den Fürstlichen Gerichten nach den über die Kompe- tenz derselben bestehenden allgemeinen Grundsätzen un- tersucht, und nach Vorschrift der vereinbarten Gesetze bestraft werden.

Art. 7. Alle in Folge überwiesener Steuer- und Zollvergehen in den Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen anfallenden Geldstrafen und Konfis- kate verbleiben, nach Abzug des Denunziantenanteils, resp. (in Zoll-Strafsachen) der dem Beamten-Gratifika- tions-Fonds zufließenden Quote, dem Fürstlichen Fis- kus und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftli- chen Einnahmen.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwan- delungs- Rechts in den bei den Fürstlichen Gerichten verhandelten Straffällen ist Seiner Durchlaucht vorbe- halten, jedoch wird der Straferlass nicht auf den ge- setzlichen Denunzianten Antheil, resp. (in Zoll-Strafsa- chen) den Antheil des Beamten- Gratifikations- Fonds ausgedehnt werden.

Art. 8. Seine Durchlaucht treten für die Gebiets- theile Lipperode, Cappel und Grevenhagen den Verab- redungen bei, welche in den zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten abgeschlossenen, der Fürst- lichen Regierung mitgetheilten Zollvereinigungs- Verträ- gen über folgende Gegenstände getroffen worden sind:

1. wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-,

1841 Damm-, Brücken-, Fähr-, Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob dergleichen Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde Statt finden;

2. wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichts-Systems;

3. wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Beförderung der Gewerbsamkeit, und insbesondere

a) wegen der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem Gebiete eines anderen, zum Zollverein gehörigen Staates, Arbeit und Erwerb zu suchen;

b) wegen der, von den Unterthanen des einen Vereinstaaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinstaaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;

c) wegen der freien Zulassung der Fabrikanten und sonstigen Gewerbetreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen; ferner

d) wegen des Besuches der Messen und Märkte;

4. wegen der Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind.

Art. 9. Bei dem erfolgten Beitritte Seiner Durchlaucht des Fürsten zur Lippe zu dem zwischen den Gliedern des Zollvereins unter dem 11. Mai 1833. abgeschlossenen Zollkartel behält es auch für die Zukunft sein Bewenden.

Art. 10. In Folge der in den vorhergehenden Artikeln getroffenen Vereinbarungen wird auch ferner nicht nur zwischen den Fürstlichen Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen und den Königlich Preussischen Landen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr, mit alleiniger Ausnahme des Salzes (Art. 4.) und der in dem nachfolgenden Artikel 11. bezeichneten Gegenstände Statt finden, sondern auch den Unterthanen in den gedachten Fürstlichen Gebietstheilen, sowohl rückichtlich des gegenseitigen Verkehrs mit eigenen und fremden Erzeugnissen, als auch in Betreff des Gewerbebetriebes, in den Verhältnissen zu allen mit Preussen durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten eine völlige Gleichstellung mit den Preussischen Unterthanen gesichert bleiben.

Art. 11. In Betreff des Uebergangs von Spielkarten aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen der kontrahirenden Theile behält es bei den in jedem der beiden Staaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden.

In den Preussischen Städten, wo Mahl- und Schlachtsteuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Abgabe auch von den, aus den Fürstlichen Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen eingehenden Gegenständen, wie von den gleichartigen Preussischen Erzeugnissen zu entrichten.

Den Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Kommune beim Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Gegenstände derselben Art, welche aus den gedachten Fürstlichen Gebietstheilen in eine zu einer solchen Erhebung befugte Preussische Gemeinde und umgekehrt aus Preussen in eine gleichmässig befugte Gemeinde der gedachten Fürstlichen Gebietsheile eingeführt werden.

Art. 12. Hinsichtlich der Zollgefälle, der Branntwein- und der Braumalz-Steuer findet zwischen den kontrahirenden Theilen eine Gemeinschaft der Einnahme Statt. Demgemäss wird der den Fürstlichen Kassen zu gewährende jährliche Antheil

a) an den Zollgefällen, und zwar rücksichtlich der Eingangs- Abgaben nach Maassgabe des Rein-Ertrages in dem zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten bestehenden Gesamt-Zollvereine, rücksichtlich der Aus- und Durchgangs-Abgaben aber nach Maassgabe des Rein-Ertrages in dem westlichen Theile des Zollvereins nach den darüber bestehenden vertragsmässigen Verabredungen;

b) an der Branntwein- und Braumalzsteuer, nach Maassgabe des Rein-Ertrages dieser Steuern in Preussen und denjenigen Staaten, mit welchen Preussen deshalb vertragsmässig in Gemeinschaft steht, nach dem Verhältnisse der Bevölkerung Preussens und der Fürstlichen Gebietstheile Lipperode, Cappel und Grevenhagen vom 1. Januar 1842. an regulirt, und in vierteljährlichen Raten aus der Königlichen Provinzial-Steuer-Kasse in Münster gezahlt werden.

Art. 13. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum letzten December 1853. festgesetzt. Erfogt

1841 spätestens neun Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraums keine Aufkündigung von der einen oder der anderen Seite, so wird der Vertrag als auf zwölf Jahre und so weiter von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen.

Derselbe soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratifikation vorgelegt und sollen die Ratifikations-Urkunden binnen sechs Wochen ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und unterschrieben worden.

So geschehen Berlin, den 18ten October 1841.

(gez.) FRANZ AUGUST EICHMANN. (L. S.) WILHELM
ARNOLD ESCHENBURG. (L. S.) ADOLPH GEORG THEO-
DOR PUCHHAMMER. (L. S.) OTTO WILHELM KARL V.
ROEDER. (L. S.)

59.

Traité entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et le Duché de Brunswick de l'autre part, sur l'accession du dernier Etat à l'union de douanes et de commerce allemande. Signé à Berlin, le 19 Octobre 1841.

(L'échange des ratifications respectives de ce Traité a eu lieu à Berlin, le 16 Décembre 1841).

Nachdem Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg den Wunsch zu erkennen gegeben haben, dem zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zu dem Thüringischen Vereine gehörigen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt bestehenden Zoll- und Handelsvereine beizutreten, so haben Behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen zu Bevollmächtigten ernannt;

Seine Majestät der König von Preussen: 1841
für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des,
kraft der Verträge vom 22sten und 30sten März und
11ten Mai 1833, 12ten Mai und 10ten December 1835,
2ten Januar 1836 und 8ten Mai 1841 bestehenden
Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Kronen Bayern,
Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden,
des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums
Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein
bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums
Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-
Altenburg und Sachsen-Koburg und Gotha, und der Fürstenthümer
Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen,
Reuss-Greiz, Reuss-Schleiz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, —
des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt;

Allerhöchst Ihren wirklichen Geheimen Legationsrath
und Director der 2ten Abtheilung im Ministerium der
answärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann,
Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens
zweiter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiserlich Oesterreichischen
Leopold-Ordens, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens
der Königlich Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen
Civil-Verdienst-Ordens, Commenthur des Ordens der Königlich
Württembergischen Krone, Commandeur erster Klasse
des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen
und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens,
Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Hausordens
vom weissen Falken, und Commandeur erster Klasse
des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs
des Löwen, und

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Adolph
Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich
Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse
mit der Schleife, Commandeur des Königlich Bayerischen
Civil-Verdienst-Ordens vom heil. Michael; Ritter des
Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone,
Commandeur erster Klasse des Königlich Haanöverischen
Guelphen-Ordens; Ritter des Ordens der Königlich
Württembergischen Krone und Commandeur 2ter Klasse
des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens; und
Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg;

1841 Höchst Ihrem Finanz-Direktor und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur 1ster Klasse vom Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse, Kommandeur 1ster Klasse des Königlich Hannöversischen Guelphen-Ordens, Kommandeur des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens, und

Höchst Ihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, den Oberst-Lieutenant und Kammerherrn Otto Wilhelm Karl von Röder, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Comthur des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Comthur erster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und Kommandeur des Königlich Belgischen Leopolds-Ordens, von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg treten mit Ihren Landen dem zwischen den Königreichen Preussen, Bayern, Sachsen und Württemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen, den zu dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, dem Herzogthume Nassau und der freien Stadt Frankfurt, Behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handelssystems errichteten Vereine bei, wie solcher auf den Grund der darüber abgeschlossenen Verträge vom 22ten und 30ten März und 11ten Mai 1833, vom 12ten Mai und 10ten December 1835, vom 2ten Januar 1836 und vom 8ten Mai 1841 besteht, indem Höchstdieselben übrigens das Fürstenthum Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried und das Amt Calvörde in Beziehung auf die Zollverwaltung und die indirecten Steuern, nach Massgabe des hierüber abgeschlossenen besonderen Vertrages, in nähere Verbindung mit Preussen setzen.

In Folge dieses Beitritts wird das Herzogthum Braunschweig mit den zu dem gedachten Vereine gehörigen

Staaten, gegen Uebernahme gleicher Verbindlichkeiten 1841 und Erlangung gleicher Rechte, wie diese, einen Gesamt-Zoll- und Handelsverein bilden.

Der Inhalt der gedachten Verträge wird daher hier mit den für den jetzigen Beitritt des Herzogthums Braunschweig verabredeten besonderen Bestimmungen in Nachstehendem aufgenommen.

Art. 2. In diesen Gesamt-Verein sind insbesondere auch diejenigen Staaten einbegriffen, welche schon früher entweder mit ihrem ganzen Gebiete, oder mit einem Theile desselben dem Zoll- und Handelssysteme eines oder des anderen der contrahirenden Staaten beigetreten sind, unter Berücksichtigung ihrer auf den Beitrittsverträgen beruhenden besonderen Verhältnisse zu den Staaten, mit welchen sie jene Verträge abgeschlossen haben.

Art. 3. Dagegen bleiben von dem Gesamt-Verein vorläufig ausgeschlossen diejenigen einzelnen Landestheile der contrahirenden Staaten, welche sich ihrer Lage wegen zur Aufnahme in den Gesamtverein nicht eignen.

Hierbei werden jedoch in Beziehung auf die schon jetzt zum Zollvereine gehörigen Staaten, diejenigen Anordnungen aufrecht erhalten, welche rücksichtlich des erleichterten Verkehrs der ausgeschlossenen Landestheile mit dem Hauptlande gegenwärtig bestehen.

Weitere Begünstigungen dieser Art können nur im gemeinschaftlichen Einverständnisse der Vereinsglieder bewilligt werden.

Art. 4. Da in den Gebieten der contrahirenden Staaten übereinstimmende Gesetze über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen, dabei jedoch diejenigen Modificationen zulässig seyn sollen, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der Eigenthümlichkeit der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden Theil nehmenden Staates oder aus localen Interessen sich als nothwendig ergeben, so wird dieses auch für das Herzogthum Braunschweig Anwendung finden. Bei dem Zolltarife namentlich sollen hierdurch in Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei einzelnen, weniger für den grösseren Handelsverkehr geeigneten Gegenständen, und in Bezug auf Durchgangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Handelsstrassen es erfordert, solche Abweichungen von den allgemein an-

1841 genommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Staaten als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen seyn, sofern sie auf die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken.

Desgleichen soll auch die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in allen Ländern des Gesamt-Vereins, unter Berücksichtigung der in denselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss gebracht werden.

Art. 5. Veränderungen in der Zollgesetzgebung, mit Einschluss des Zolltarifs und der Zoll-Ordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesamt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 6. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den contrahirenden Vereinstaaten und dem Herzogthume Braunschweig Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beide in den folgenden Artikeln bestimmt werden.

Art. 7. Es hören von diesem Zeitpunkte an alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen der Staaten des bisherigen Zollvereins und des Herzogthums Braunschweig auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere Gebiet gegenseitig eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte

- a) der zu Staatsmonopolen gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maassgabe der Artikel 8 u. 9;
- b) der im Innern der contrahirenden Staaten mit einer Steuer belegten inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Artikels 10, und endlich
- c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten Erfindungspatente oder Privilegien nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Patente oder Privilegien von der Einfuhr in den

Staat, welcher dieselben ertheilt hat, noch ausge- 1841
schlossen bleiben müssen.

Art. 8. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es bei den in den contrahirenden Vereinsstaaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. 9. In Betreff des Salzes tritt die Herzoglich Braunschweigische Regierung den zwischen den contrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredungen in folgender Art bei:

- a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörenden Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in so weit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe in deren Salz-Aemtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.
- b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln stattfinden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.
- c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei;
- d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landesregierungen besondere Verträge deshalb bestehen.
- e) Wenn eine Regierung von einer anderen innerhalb des Gesamtvereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.
- f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen andern aus dem Auslande, oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgän-

1841 gige Uebereinkunft der theilhaftigen Staaten die Strassen für den Transport, und die erforderlichen Sicherheitsmaassregeln zur Verhinderung der Einschwärmung verabredet werden.

g) Wenn zwischen den Salzpreisen des Herzogthums Braunschweig und eines der jetzt oder künftig an dasselbe grenzenden Vereinsstaaten eine solche Verschiedenheit bestände, dass daraus für den einen oder den anderen dieser Staaten eine Gefahr der Salz-Einschwärmung hervorginge, so werden die hierbei theilhaftigen Regierungen sich über Maassregeln vereinbaren, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 10. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils bei ihrer Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar bei ihrem Verbräuche mit einer inneren Steuer belegt sind (Artikel 7, Litt. b), wird es von der Herzoglich Braunschweigischen Regierung in gleichem Masse, wie von sämmtlichen anderen contrabirenden Theilen als wünschenswerth anerkannt, hierin eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze in den Vereinsstaaten thunlichst hergestellt zu sehen, und es wird daher auch ihr Bestreben auf Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit, insbesondere durch Vereinigung mehrerer Staaten zu gleichen inneren Steuer-Einrichtungen, mit oder ohne Gemeinschaftlichkeit der Steuer-Erträge, gerichtet seyn. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, sollen hinsichtlich der vorbemerkten Steuern und des Verkehrs mit den davon betroffenen Gegenständen unter den Vereinsstaaten, zur Vermeidung der Nachtheile, welche aus einer Verschiedenartigkeit der inneren Steuersysteme überhaupt, und namentlich aus der Ungleichheit der Steuersätze, sowohl für die Produzenten, als für die Steuer-Einnahme der einzelnen Vereinsstaaten, erwachsen könnten, — abgesehen von der Besteuerung des im Umfange des Zollvereins erzeugten Rübenzuckers, weshalb auf die besonders betroffenen Vereinbarungen Bezug genommen wird, — folgende Grundsätze in Anwendung kommen.

1. *Hinsichtlich der ausländischen Erzeugnisse.*

Von allen Erzeugnissen, von welchen entweder auf

die in der Zollordnung vorgeschriebene Weise darge- 1841
than wird, dass sie als ausländisches Ein- oder Durch-
gangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhe-
bungs-Behörde des Vereins bereits bestanden haben
oder derselben noch unterliegen, oder von welchen,
dafern sie zu den tarifmässig zollfreien gehören,
durch Bescheinigungen der Grenz-Zollämter nachgewie-
sen wird, dass sie vom Auslande eingeführt worden
sind, darf keine weitere Abgabe irgend einer Art, sei
es für Rechnung des Staats, oder für Rechnung von
Communen und Corporationen, erhoben werden; je-
doch — was das Eingangsgut betrifft — mit Vorbehalt
derjenigen inneren Steuern, welche in einem Vereins-
staate auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite
Bereitungen aus solchen Erzeugnissen, ohne Unterschied
des ausländischen, inländischen oder vereinsländischen
Ursprungs allgemein gelegt sind.

II. Hinsichtlich der inländischen und vereinslän- dischen Erzeugnisse.

1. Von den innerhalb des Vereins erzeugten Gegen-
ständen, welche nur durch einen Vereinsstaat transiti-
ren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder
nach dem Auslande geführt zu werden, dürfen innere
Steuern weder für Rechnung des Staats, noch für Rech-
nung von Communen oder Corporationen erhoben werden.

2. Jedem Vereinsstaate bleibt es zwar freigestellt,
die auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem
Verbrauche von Erzeugnissen ruhenden inneren Steuern
beizubehalten, zu verändern oder aufzuheben, so wie
neue Steuern dieser Art einzuführen, jedoch sollen

a) dergleichen Abgaben für jetzt nur auf folgende in-
ländische und gleichnamige vereinsländische Erzeug-
nisse, als: Branntwein, Bier, Essig, Malz, Wein,
Most, Cider (Obatwein), Taback, Mehl und andere
Mühlenfabrikate, desgleichen Backwaaren, Fleisch,
Fleischwaaren, und Fett gelegt werden dürfen. Auch
wird man sich

b) so weit nöthig, über bestimmte Sätze verständigen,
deren Betrag bei Abmessung der Steuern nicht über-
schritten werden soll.

3. Bei allen Abgaben, welche in dem Bereiche der
Vereinsländer hiernach zur Erhebung kommen, wird
eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung der-

1841 gestalt Statt finden, dass das Erzeugniss eines andern Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher oder in einer lästigeren Weise, als das inländische oder als das Erzeugniss der übrigen Vereinsstaaten, besteuert werden darf. In Gemässheit dieses Grundsatzes wird Folgendes festgesetzt:

- a) Vereinsstaaten, welche von einem inländischen Erzeugnisse keine innere Steuer erheben, dürfen auch das gleiche vereinsländische Erzeugniss nicht besteuern. Jedoch soll ausnahmsweise denjenigen Vereinsstaaten, in welchen kein Wein erzeugt wird, freistehen, eine Abgabe von dem vereinsländischen Weine nach den besonders getroffenen Verabredungen zu erheben.
- b) Diejenigen Staaten, in welchen innere Steuern von einem Consumtions-Gegenstande bei dem Kaufe oder Verkaufe oder bei der Verzehrung desselben erhoben werden, dürfen diese Steuern von den, aus andern Vereinsstaaten herrührenden Erzeugnissen der nämlichen Gattung nur in gleicher Weise fordern; sie können dagegen die Abgabe von den nach andern Vereinsstaaten übergehenden Gegenständen unerhoben, oder ganz oder theilweise zurückgeben lassen.
- c) Diejenigen Staaten, welche innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung eines Consumtions-Gegenstandes gelegt haben, können den gesetzlichen Betrag derselben bei der Einfuhr des Gegenstandes aus andern Vereinsstaaten voll erheben, und bei der Ausfuhr nach diesen Staaten theilweise oder bis zum vollen Betrage zurückerstatten lassen.

Welche, dem dermaligen Stande der Gesetzgebung in den gedachten Staaten entsprechende Beträge hiernach zur Erhebung kommen und beziehungsweise zurückerstattet werden können, ist besonders verabredet worden. Treten späterhin irgendwo Veränderungen in den für die inneren Erzeugnisse zur Zeit bestehenden Steuersätzen ein, so wird die betreffende Regierung den übrigen Vereins-Regierungen davon Mittheilung machen, und hiermit den Nachweis verbinden, dass die Steuerbeträge, welche, in Folge der eingetretenen oder beabsichtigten Veränderung, von den vereinsländischen Erzeugnissen erhoben, und bei der Ausfuhr der besteuerten Gegenstände vergütet werden sollen, den vereinbarten Grundsätzen entsprechend bemessen seyen.

d) So weit zwischen mehreren, zum Zollvereine gebö- 1841
rigen Staaten eine Vereinigung zu gleichen Steuer-
Einrichtungen besteht, werden diese Staaten in An-
sehung der Befugniss, die betreffenden Steuern gleich-
mässig auch von vereinsländischen Erzeugnissen zu
erheben, als ein Ganzes betrachtet.

4. Die Erhebung der inneren Steuern von den da-
mit betroffenen vereinsländischen Gegenständen soll in
der Regel in dem Lande des Bestimmungsortes stattfin-
den, in sofern solche nicht, nach besonderen Verein-
barungen, entweder durch gemeinschaftliche Hebestellen
an den Binnengrenzen, oder im Lande der Versendung
für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erfolgt.
Auch sollen die zur Sicherung der Steuer-Erhebung
erforderlichen Anordnungen, so weit sie die bei der
Versendung aus einem Vereinsstaate in den anderen,
einzuhaltenden Strassen und Controlen betreffen, auf
eine den Verkehr möglichst wenig beschränkende Weise
und nur nach gegenseitiger Verabredung, auch, dafern
bei dem Transporte ein dritter Vereinsstaat berührt wird,
nur unter Zustimmung des letzteren getroffen werden.

5. Die Erhebung von Abgaben für Rechnung von
Communen oder Corporationen, sei es durch Zuschläge
zu den Staatssteuern oder für sich bestehend, soll nur
für Gegenstände, die zur örtlichen Consumption bestimmt
sind, nach den deshalb getroffenen besonderen Verein-
barungen bewilligt werden, und es sollen dabei die vor-
stehend unter II. 2. b. gegebene Bestimmung und der
unter II. 3. ausgesprochene allgemeine Grundsatz we-
gen gegenseitiger Gleichmässigkeit der Behandlung der
Erzeugnisse anderer Vereinsstaaten, eben so; wie bei
den Staatssteuern, in Anwendung kommen.

Vom Taback dürfen Abgaben für Rechnung von Com-
munen oder Corporationen überall nicht erhoben werden.

6. Die Regierungen der Vereinsstaaten werden sich
gegenseitig

a) was die hier in Rede stehenden Staatssteuern betrifft,
von allen noch gültigen Gesetzen und Verordnungen,
ferner von allen in der Folge eintretenden Verände-
rungen, so wie von den Gesetzen und Verordnungen
über neu einzuführende Steuern,

b) hinsichtlich der Communal- etc. Abgaben aber dar-
über, an welchen Orten, von welchen Communen
oder Corporationen, von welchen Gegenständen, in

1841 welchem Betrage und auf welche Weise dieselben erhoben werden, vollständige Mittheilung machen.

Art. 11. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig treten der Uebereinkunft bei, welche die zu dem Zoll- und Handelsvereine gehörigen Regierungen wegen Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Runkelrüben bereiteten Zuckers unterm 8ten Mai d. J. geschlossen haben, und erklären Sich ferner damit einverstanden, dass, wenn die Fabrikation von Zucker oder Syrup aus andern inländischen Erzeugnissen, als aus Runkelrüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrikation ebenfalls in sämmtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzuckersteuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen seyn würde.

Art. 12. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staats oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf unchaussirten Land- und Heerstrassen, welche die unmittelbare Verbindung zwischen den an einander grenzenden Vereinsstaaten bilden und auf denen ein grösserer Handels- und Reiseverkehr Statt findet, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das in dem Chausseegeld-Tarife vom Jahre 1828 bestimmte Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen, und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden, mit alleiniger Ausnahme des Chausseegeldes auf solchen Chausseen, welche von Corporationen oder Privatpersonen oder auf Actien angelegt sind oder angelegt werden möchten, in sofern dieselben nur Nebenstrassen sind oder blos locale Verbindungen einzelner Ortschaften oder Gegenden mit grösseren Städten oder mit den eigentlichen Haupt-Handelsstrassen bezwecken.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsätze gemäss aufge-

hoben, und die Ortopflaster den Chausseestrecken der- 1841
gestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chaus-
seegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung
kommen.

Art. 13. Seine Herzogliche Durchlaucht der Her-
zog von Braunschweig schliessen Sich den Verabredun-
gen an, welche zwischen den, zu dem Zoll- und Han-
delsvereine gehörigen Regierungen wegen Herbeiführung
eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichtssystems ge-
troffen worden sind, und treten insbesondere der zwis-
schen den gedachten Regierungen unter dem 30sten
Juli 1838 abgeschlossenen allgemeinen Münz-Conven-
tion hierdurch mit der Erklärung bei, den 14 Thaler-
fuss, welcher im Herzogthume Braunschweig bereits der
Landes-Münzfuss ist, als solchen auch ferner beibehal-
ten zu wollen.

Demgemäss kommen die Stipulationen der bishe-
rigen Zollvereinigungs-Verträge, wonach

1. der gemeinschaftliche Zolltarif in zwei Haupt-Abthei-
lungen nach dem 14-Thalerfusse und nach dem 24½-
Guldenfusse ausgefertigt wird;
2. die Silbermünzen der sämtlichen contrahirenden Staa-
ten — mit Ausnahme der Scheidemünze — nach
der durch die vorgedachte Münz-Convention festge-
stellten Gleichwerthung von Vier Thalern gegen Sie-
ben Gulden bei allen Zoll-Hebestellen des Vereins
angenommen werden; dagegen
3. hinsichtlich der Goldmünzen einer jeden Vereins-Re-
gierung die Bestimmung überlassen bleibt, ob und
in welchem Silberwerthe dieselben bei den Zoll-He-
bestellen ihres Landes angenommen werden sollen,
auch für das Herzogthum Braunschweig zur Anwendung.

In Betreff des Gewichtes treten Seine Herzogliche
Durchlaucht der Herzog von Braunschweig, der in dem
Zollvereine vertragemässig bestehende Einrichtung bei,
wonach der Grossehrzoglich Badische und Hessische
Centner (50 Kilogramme) als Einheit für das gemein-
schaftliche Zollgewicht angenommen ist. Es wird da-
her im Herzogthume Braunschweig die Declaration, Ver-
wiegung und Verzollung der nach dem Gewichte zoll-
pflichtigen Gegenstände ausschliesslich nach jenem Ge-
wichte geschehen.

Die Declaration, Messung und Verzollung der nach
dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird in allen

1841 Theilen des Vereins, und mithin auch in dem Herzogthume Braunschweig, so lange nach dem landesgesetzlichen Maasse erfolgen, bis man sich über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls vereinigt haben wird.

Uebrigens werden die contrahirenden Regierungen ihre Sorgfalt dahin richten, auch für das Maass- und Gewichtssystem ihrer Länder im Allgemeinen die zur Förderung des gegenseitigen Verkehrs wünschenswerthe Uebereinstimmung herbeizuführen.

Art. 14. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld-Gebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffgeßes treffen (Recognition-Gebühren), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen des Wiener Congresses oder besonders Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, in sofern hierüber nichts Besonderes verabredet wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den Eingangs genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse auch der Schifffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Congressacte noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privaten Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der contrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffgeßes überall gleich behandelt werden.

Art. 15. Von dem Tage an, wo die gemeinschaftliche Zollordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird, sollen im Herzogthume Braunschweig, wie bereits in den übrigen zum Zollvereine gehörigen Gebieten geschehen ist, alle etwa noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrechte aufhören, und Niemand soll zur Anhaltung, Verladung oder Lagerung gezwungen werden können, als in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zollordnung oder die betreffenden Schifffahrts-Reglements es zulassen oder vorschreiben.

Art. 16. Kanal-, Schleusen-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlagegebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben, und in der Regel nicht, keins-

falls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöht, auch überall von den Unterthanen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, imgleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden. 1841

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Controle Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 17. Die Herzoglich Braunschweigische Regierung wird auch ihrerseits gemeinschaftlich mit den contrahirenden Vereinsstaaten dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert, und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der contrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende, welche bloß für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in dem Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbetreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten eben so wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Art. 18. Die Preussischen Seehäfen sollen dem Handel der Herzoglich Braunschweigischen Unterthanen, wie dem der übrigen Vereinsstaaten, gegen völlig gleiche

1841 Abgaben, wie solche von den Königlich Preussischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen; auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Consuln eines oder des anderen der contrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten sich in vor kommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 19. Seine Herzogliche Durchl. der Herzog von Braunschweig treten hiedurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defraudationen unter dem 11ten Mai 1833 abgeschlossenen Zollkartel für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei, und werden die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit letzterem in Ihren Landen publiziren lassen. Nicht minder werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder die erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 20. Die als Folge des gegenwärtigen Vertrages eintretende Gemeinschaft der Einnahme der contrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in den Königlich Preussischen Staaten, den Königreichen Bayern, Sachsen und Württemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen, dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine, dem Herzogthume Braunschweig, dem Herzogthume Nassau und der freien Stadt Frankfurt, mit Einschluss der, den Zollsystemen der contrahirenden Staaten bisher schon beigetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und bleiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen einzelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privaten Genusse der betreffenden Staats-Regierungen vorbehalten:

1. die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden, einschliesslich der nach Art. 10 von den vereinsländischen Erzeugnissen der nämlichen Gattung zur Erhebung kommenden Uebergangs-Abgaben;
2. die Wasserzölle;

3. Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, so wie Waage- und Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden mögen; 1841
4. die Zollstrafen und Confiscate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denuncianten, jeder Staats-Regierung in ihrem Gebiete verbleiben. • •

Art. 21. In Hinsicht auf die Vertheilung der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben ist Folgendes verabredet worden:

1. Der Ertrag der Eingangs-Abgaben wird nach Abzug
- a) der Kosten, welche an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und in dem Grenzbezirke für den Schutz und die Erhebung der Zölle erforderlich sind (Artikel 30 der Verträge vom 22sten und 30sten März, auch 11ten Mai 1833, so wie vom 12ten Mai 1835 und Artikel 26 des Vertrages vom 10ten December 1835);
 - b) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen;
 - c) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen;

zwischen sämmtlichen Vereinsgliedern nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesamtvereine sich befinden, vertheilt.

2. Der Ertrag der Aus- und Durchgangs-Abgaben wird,
- a) so weit diese Abgaben bei den Hebestellen in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen (also mit Ausnahme der Provinz Westphalen und der Rheinprovinz) im Königreiche Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereins und im Herzogthume Braunschweig, mit Ausschluss der Kreisdirections-Bezirke Holzminden und Gandersheim, so wie des Amtes Harzburg eingehen, zwischen Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig nach dem von ihnen zu verabredenden Theilungsfusse, dagegen
 - b) so weit dieselben bei den Hebestellen in den übrigen Vereinstheilen eingehen, nach der Bevölkerung dieser Vereinstheile unter die betreffenden Staaten vertheilt, und zwar lediglich nach Abzug der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen, und der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen.

- 1841 3. Bei der nach den Sätzen 1 und 2 Statt findenden Vertheilung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben wird die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten, unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an dem gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung, dem Zollsysteme desselben beigetreten sind oder etwa künftig noch beitreten werden, in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.
4. Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt, und die Nachweisung derselben von den Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.
5. Unter Berücksichtigung der besonderen Verhältnisse, welche hinsichtlich des Verbrauchs an zollpflichtigen Waaren bei der freien Stadt Frankfurt obwalten, ist wegen des Antheils derselben an den gemeinschaftlichen Einnahmen ein besonderes Abkommen getroffen.

Art. 22. Vergünstigungen für Gewerbetreibende hinsichtlich der Zoll-Entrichtung, welche nicht in der Zollgesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last. Hinsichtlich der Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, bewendet es bei den darüber zwischen den bisherigen Vereinsgliedern bereits bestehenden Verabredungen.

Art. 23. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da, wo sie dormalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungs-Verhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegen geführt, neue aber ohne allerseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 24. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltung der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser, oder für die bei ihren Höfen accreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht aus-

genommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt ha- 1841
ben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rech-
nung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigun-
gen, welche in einem oder dem anderen Staate den
vormals unmittelbaren Reichsständen, oder an Commu-
nen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zoll-
rechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt wer-
den müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen,
einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Ent-
richtung ein-, aus - oder durchgehen zu lassen. Der-
gleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich be-
handelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit
den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und
die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären,
kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung
demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausge-
gangen sind, in Abrechnung.

Art. 25. Das Begnadigungs- und Strafverwandel-
ungs-Recht bleibt jedem der contrahirenden Staaten in
seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden pe-
riodische Uebersichten der erfolgten Straf-Erlasse ge-
genseitig mitgetheilt werden.

Art. 26. Die Ernennung der Beamten und Diener
bei den Local- und Bezirkstellen für die Zoll-Erhe-
bung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffe-
nen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Be-
stimmungen angeordnet, besetzt und instruiert werden
sollen, bleibt der Herzoglich Braunschweigischen Re-
gierung, wie sämmtlichen Gliedern des Gesamt-Ver-
eins, innerhalb ihres Gebietes überlassen.

Art. 27. Nicht minder wird auch im Herzogthume
Braunschweig die Leitung des Dienstes der Local- und
Bezirks-Behörden, sowie die Vollziehung der gemein-
schaftlichen Zollgesetze überhaupt, einer Zoll-Direction
übertragen, welche dem Staats-Ministerium untergeord-
net ist. Die Bildung dieser Direction und die Einrich-
tung ihres Geschäftsganges bleibt der Herzoglich Braun-
schweigischen Regierung überlassen; der Wirkungskreis
derselben aber wird, in soweit er nicht schon durch
gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zoll-
gesetze bestimmt ist, durch eine gemeinschaftlich zu
verabredende Instruction bezeichnet werden.

1841 Art. 28. Die von den Zoll-Erhebungs-Behörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartal-Extracte, und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die resp. im Laufe des Vierteljahres und während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werden von der Herzoglich Braunschweigischen, eben so wie von den Zoll-Directionen der anderen contrahirenden Vereinsstaaten, nach vorgegangener Prüfung in Haupt-Uebersichten zusammengetragen, und diese an das in Berlin bestehende Central-Büreau des Zollvereins eingesendet.

Auf den Grund jener Uebersichten wird von dem Central-Bureau von drei zu drei Monaten die provisorische Abrechnung zwischen den vereinigten Staaten gefertigt, dieselbe den Central-Finanzstellen der letzteren übersandt und zugleich Einleitung getroffen, um die etwaige Minder-Einnahme einzelner Vereinsglieder gegen den ihnen verhältnissmässig an der Gesamt-Einnahme zuständigen Revenüen-Antheil durch Herauszahlung von Seiten des oder derjenigen Staaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefunden hat, auszugleichen.

Demnächst bereitet das Central-Büreau auch die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Art. 29. In Absicht der Erhebungs- und Verwaltungskosten sollen, auch im Verhältnisse des Herzogthums Braunschweig zu den contrahirenden Vereinsstaaten, folgende Grundsätze in Anwendung kommen:

1. Man wird keine Gemeinschaft dabei eintreten lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ihrem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwaltungskosten, es mögen diese durch die Einrichtung und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter, der inneren Steuerämter, Hallämter und Packhöfe, und der Zoll-Directionen, oder durch den Unterhalt des dabei angestellten Personals und durch die den letzteren zu bewilligenden Pensionen, oder endlich aus irgend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.
2. Hinsichtlich desjenigen Theils des Bedarfs aber, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die Zollerhebungs- und Aufsichts- oder Control-Behörden und Zollschutzwachen erforderlich ist, wird man sich über Pauschsummen vereinigen, welche je-

der der contrahirenden Staaten von der jährlich aufkom- 1841
menden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-
Einnahme an Zollgefällen in Abzug bringen kann.

3. Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da, wo die
Perception privativer Abgaben mit der Zoll-Erhebung
verbunden ist, von den Gehalten und Amtsbedürf-
nissen der Zoll-Beamten nur derjenige Theil in An-
rechnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer
Geschäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften
überhaupt entspricht.

4. Man wird sich mit der Herzoglich Braunschweigi-
schen Regierung über allgemeine Normen vereinigen,
um die Besoldungsverhältnisse der Beamten bei den
Zollerhebungs- und Aufsichts-Behörden, ingleichen
bei den Zoll-Directionen, auch in Beziehung auf
das Herzogthum Braunschweig in möglichste Ueber-
einstimmung zu bringen.

Art. 30. Die contrahirenden Theile gestehen sich
gegenseitig das Recht zu, den Haupt-Zoll-Aemtern an-
derer Vereinsstaaten, sowohl an den Grenzen, als im
Innern (Haupt-Steuer-Aemter mit Niederlage) Contro-
leure beizuordnen, welche von allen Geschäften dersel-
ben und der Neben-Aemter in Beziehung auf das Ab-
fertigungs-Verfahren und die Grenzbewachung Kennt-
niss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen
Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaiger Män-
gel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung
zu enthalten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienst-Ordnung bleibt
es vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an
den laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. 31. Der Herzoglich Braunschweigischen Regie-
rung steht das Recht zu, an die Zoll-Directionen der
anderen Vereinsstaaten, wie umgekehrt den letzteren
an die Herzoglich Braunschweigische Zoll-Direction,
Beamte zu dem Zwecke abzuordnen, um sich von al-
len vorkommenden Verwaltungs-Geschäften, welche sich
auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene
Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu ver-
schaffen. Das Geschäfts-Verhältniss dieser Beamten
wird, übereinstimmend mit demjenigen, welches für
die Abgeordneten bei den Zoll-Directionen der anderen
Vereinsglieder bereits besteht, durch eine besondere In-
struction näher bestimmt werden, als deren Grundlage

1841 die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Zollverwaltung, und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, anzusehen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet seyn muss, eintretende Anstände und Meinungsverschiedenheiten auf eine, dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältnisse verbundener Staaten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der sämtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und in so fern zu diesem Behufe zeitweise oder dauernd die Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselben nach dem oben ausgesprochenen Grundsatz alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung bereitwillig zu gewähren.

Art. 32. Jährlich in den ersten Tagen des Juli findet zum Zwecke gemeinsamer Berathung ein Zusammentritt von Bevollmächtigten der Vereinsglieder Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Conferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Conferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 33. Vor die Versammlung dieser Conferenz-Bevollmächtigten gehört:

- a) die Verhandlungen über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grundvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zollordnung und Tarife, in einem oder dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungsstellen geführten Correspondenz erledigt worden sind;
- b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsglie-

dern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den 1841 Grund der von den obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Bureau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zollgesetzes, der Zollordnung, des Zolltarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der contrahirenden Staaten in Antrag gebracht worden, überhaupt über die zweckmässige Entwicklung und Ausbildung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. 34. Treten im Laufe des Jahres, ausser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung der Conferenz-Bevollmächtigten, ausserordentliche Ereignisse ein, welche unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die contrahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 35. Den Aufwand für die Bevollmächtigten und deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied des Gesamtvereins, welches sie absendet.

Das Canzlei - Dienstpersonale und das Locale wird unentgeltlich von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zusammentritt der Conferenz Statt findet.

Art. 36. Da die im Herzogthume Braunschweig dermalen bestehenden Eingangs-Abgaben von vielen Waarengattungen um ein ansehnliches niedriger sind, als der künftige Vereins - Zolltarif es mit sich bringt, so verpflichtet sich die Herzoglich Braunschweigische Regierung, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll - Einkünfte des Gesamt-Vereins durch die Einführung und Anhäufung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 37. Für den Fall, dass andere deutsche Staaten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den Zollverein aufgenommen zu werden, erklären sich die hohen Contrahenten bereit, diesem Wunsche, soweit es unter gehöriger Berücksichtigung der besonderen Interessen der Vereins-Mitglieder möglich erscheint, durch desfalls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

1841 Art. 38. Auch werden sie sich bemühen, durch Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

Art. 39. Alles was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Verträge und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 40. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher mit dem 1sten Januar 1842 in Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig auf zwölf Jahre, also bis zum letzten December 1853, festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit, und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist, nicht gekündigt, so soll er auf weitere 12 Jahre, und so fort von 12 zu 12 Jahren, als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen contrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 19ten October 1841.

FRANZ AUGUST EICHMANN. (L. S.) AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG. (L. S.) ADOLPH GEORG THEODOR POCHHAMMER. (L. S.) OTTO WILHELM KARL VON ROEDER. (L. S.)

60.

Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswic sur des droits uniformes à percevoir de produits indigènes. Signée à Berlin, le 19 Octobre 1841.

Uebereinkunft zwischen Preussen und Braunschweig wegen gleicher Besteuerung innerer Erzeugnisse. Vom 19. Oktober 1841.

Im Zusammenhange mit dem zwischen Preussen für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handelsvereins einerseits und Braunschweig andererseits heute abgeschlossenen Zollvereinigungs-Vertrage, ist von den Bevollmächtigten

Seiner Majestät des Königs von Preussen: 1841

Allerhöchst Ihrem Wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Komthur des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Kommandeur 1ster Klasse des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens, Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken und Kommandeur 1ster Klasse des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen,

und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse mit der Schleife, Kommandeur des Königlich Bayerischen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Kommandeur 1ster Klasse des Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Ritter des Ordens der Königlich Württembergischen Krone und Kommandeur 2ter Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens;

und

Seiner Durchlaucht des Herzogs von Braunschweig und Lüneburg:

Höchst Ihrem Finanz-Direktor und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur 1ster Klasse vom Herzoglich Braunschweigischen Orden Heinrichs des Löwen, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse, Kommandeur 1ster Klasse des Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Kommandeur des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,

und

Höchst Ihrem Minister-Residenten am Königlich

1841 Preussischen Hofe, dem Oberstlieutenant und Kammerherrn Otto Wilhelm Karl v. Roeder, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Komthur des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Komthur 1ster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, und Kommandeur des Belgischen Leopolds-Ordens, noch die folgende auf besondere Verhältnisse Bezug habende Uebereinkunft unter dem Vorbehalte der Ratifikation getroffen worden.

Art. 1. Um eine völlige Freiheit des gegenseitigen Verkehrs auch mit denjenigen inneren Erzeugnissen herzustellen, bei welchen eine Verschiedenheit der Besteuerung die gegenseitige Erhebung einer Uebergangs-Abgabe und die Anwendung besonderer Kontrol-Maassregeln nothwendig machen würde, wollen Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig in Ihren dem Zollvereine anzuschliessenden Landen vom 1. Januar 1842. ab dieselbe Besteuerung der Branntwein-Fabrikation, des Braumalzes und des Tabacksbaues eintreten lassen, welche in Preussen gesetzlich besteht.

Auch übernehmen Seine Durchlaucht für den Fall, dass in Ihren Landen Weinbau zur Kelterung von Most betrieben werden sollte, die Verpflichtung, die in Preussen bestehende Weinsteuer einzuführen.

Art. 2. In Folge einer solchen Gleichmässigkeit der inneren Besteuerung wird, bei dem Uebergange von Branntwein, Bier, Traubenmost und Wein, imgleichen von Tabacks-Blättern und Tabacks-Fabrikaten aus dem einen in das andere Gebiet, auf keiner Seite eine Abgaben-Erhebung oder Rückvergütung, vielmehr gegenseitig ein völlig freier Verkehr mit den genannten Erzeugnissen Statt finden.

Art. 3. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll bis zum letzten Dezember 1853. gültig seyn, und wenn sie nicht spätestens achtzehn Monate vor diesem Zeitpunkte gekündigt wird, als auf fernere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden.

Dieselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt, und die Auswechselung der

Ratifikations-Urkunden soll spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden. 1841

So geschehen Berlin, den 19. Oktober 1841.

FR. A. EICHMANN. (L.S.) A. PH. CHR. T. v. AMSBERG. (L.S.)

A. G. T. POCHHAMMER. (L.S.) O. W. K. v. ROEDER. (L.S.)

(Die Auswechselung der Ratifikationen der vorstehenden Uebereinkunft hat am 16. December 1841 zu Berlin Statt gehabt).

58.

Traité entre la Prusse et le Duché de Brunswick sur l'exécution du système commun de douanes dans la principauté de Blankenbourg et dans les districts de Walkenried et de Calvoerde, ainsi que sur les droits à percevoir des produits indigènes dans ces territoires. Conclu et signé à Berlin, le 19 Octobre 1841.

(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Berlin le 16 Décembre 1841).

Vertrag zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Braunschweig und Lüneburg, betreffend die Ausführung des gemeinsamen Zollsystems in dem Fürstenthume Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, so wie in dem Amte Calvörde, imgleichen die Besteuerung innerer Erzeugnisse in diesen Herzoglichen Landtheilen. Vom 19. Oktober 1841.

Da die zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handelsvereins, und Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Braunschweig und Lüneburg unter dem 1. November 1837. wegen des Anschlusses des Fürstenthums Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, des Amtes Calvörde, des Herzoglichen Antheils des Dorfes Pabstdorf und des Dorfes Hessen an das Zollsystem Preussens und der

1841 übrigen Staaten des Zollvereins geschlossene Uebereinkunft, imgleichen die Uebereinkunft von demselben Tage wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse in den gedachten Herzoglichen Landestheilen, mit dem 1. Januar 1842. ihre Endschaft erreichen, Seine Herzogliche Durchlaucht aber vermittelst des Vertrages vom heutigen Tage mit Höchst Ihren gesammten Landen dem Deutschen Zoll- und Handelsvereine beigetreten sind; so ist in Beziehung auf die fernere Ausführung des gemeinschaftlichen Zollsystems in dem Fürstenthume Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, so wie in dem Amte Calvörde, imgleichen auf die dortige Besteuerung innerer Erzeugnisse, zwischen den Bevollmächtigten

Seiner Majestät des Königs von Preussen:

Allerhöchst Ihrem Wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Kommandeur 1ster Klasse des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens, Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken und Kommandeur 1ster Klasse des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen,

und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse mit der Schleife, Kommandeur des Königlich Bayerischen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Kommandeur 1ster Klasse des Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Ritter des Ordens der Königlich Württembergischen Krone und Kommandeur 2ter Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens,

und

**Seine Durchlaucht des Herzogs von Braun-1841
schweig und Lüneburg:**

Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legations-Rath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur 1ster Klasse vom Herzoglich Braunschweigischen Orden Heinrichs des Löwen, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse, Commandeur 1ster Klasse des Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Commandeur des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,
und

Höchst Ihrem Minister - Residenten am Königlich Preussischen Hofe, Oberst-Lieutenant und Kammerherrn Otto Wilhelm Karl von Roeder, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Komthur des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen, Komthur 1ster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, Ritter des Civil - Verdienst - Ordens der Königlich Bayerischen Krone, Kommandeur des Königlich Belgischen Leopolds-Ordens,
folgender Vertrag unter dem Vorbehalte der Ratifikation abgeschlossen worden.

Art. 1. In dem Fürstenthume Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried und in dem Amte Calvörde wird auch ferner die Erhebung und Verwaltung der Zölle, wie solche in Preussen auf Grund der Gesetze vom 23. Januar 1838. und der seitdem erlassenen Bestimmungen und Tarife dermalen besteht, oder durch gesetzliche Deklarationen und Tarife künftig abgeändert werden möchte, Statt finden.

Art. 2. Von der Fabrikation des Branntweins und dem zur Bier- und Essig-Bereitung zu verwendenden Braumalz, imgleichen vom Tabacksbau werden Se. Durchlaucht der Herzog von Braunschweig in den gedachten Landestheilen die nämlichen Abgaben, wie in den Preussischen Staaten, erheben lassen; auch wird daselbst in Absicht der Erhebung und Kontrolle derselben eine völlige Uebereinstimmung mit den deshalb in Preussen bestehenden Vorschriften und Einrichtungen beobachtet werden.

Art. 3. Etwanige Abänderungen der in Beziehung

1841 auf die in den Artikeln 1. und 2. gedachten Abgaben in Preussen dermalen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche, der Uebereinstimmung wegen, auch in den fraglichen Braunschweigischen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Herzoglich Braunschweigischen Regierung. Diese Zustimmung wird nicht versagt werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein Statt finden.

Art. 4. Für den Fall, dass in den fraglichen Herzoglich Braunschweigischen Gebietstheilen künftig Weinbau zur Kelterung von Most, oder die Fabrikation von Zucker aus Runkelrüben betrieben werden sollte, wollen Se. Herzogliche Durchlaucht die Erzeugnisse dieses Betriebs — den Weinmost und den Rübenzucker — einer Besteuerung in völliger Uebereinstimmung mit den in Preussen dabei zur Anwendung kommenden Steuersätzen, Erhebungs- und Kontrolle-Formen und sonstigen Einrichtungen unterwerfen.

Art. 5. Hinsichtlich des Salzdebts schliessen Se. Durchlaucht der Herzog von Braunschweig Sich für das Amt Calvörde den in Preussen bestehenden Regie-Einrichtungen an, wogegen der Salzverkauf im Fürstenthume Blankenburg und im Stiftsamte Walkenried der Herzoglichen Regierung vorbehalten bleibt.

Da der hiernach in den zuletzt gedachten Herzoglich Braunschweigischen Gebietstheilen zur Anwendung kommende Salzpreis geringer ist, als der in den angrenzenden Preussischen Landen bestehende, so werden die beiderseitigen Regierungen sich, mit Zugrundelegung der im Artikel 9. des Zollvereinigungs-Vertrages vom heutigen Tage unter a. bis f. enthaltenen Verabredungen über Maassregeln vereinigen, welche die aus einer solchen Preisverschiedenheit für Preussen entspringende Gefahr der Salzeinschwärzung möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 6. In Betreff des Ueberganges von Spielkarten und Kalendern aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen der kontrahirenden Theile, behält es bei den in jedem der beiden Staaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debts-Einrichtungen sein Bewenden.

Art. 7. Die Verabredungen, welche in dem Ver-

trage vom heutigen Tage wegen Anschliessung des Herzogthums Braunschweig an den Zollverein über folgende Gegenstände getroffen worden sind, als:

- a) wegen der Grundsätze hinsichtlich der, die Hervorbringung oder Zubereitung, oder den Verbrauch gewisser Erzeugnisse treffenden inneren Steuern und des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen unter den Vereinsstaaten;
- b) wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob dergleichen Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen, oder eines Privat-Berechtigten, namentlich einer Gemeinde, Statt finden; imgleichen wegen der Höhe und Erhebung der Kanal-, Schleusen-, Hafen-, Waage-, Krannen- und Niederlage-Gebühren;
- c) wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichts-Systems;
- d) wegen der Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Förderung der Gewerbsamkeit, insbesondere
 - aa. wegen der von den Unterthanen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;
 - bb. wegen der freien Zulassung der Fabrikanten und sonstigen Gewerbetreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen; ferner
 - cc. wegen des Besuchs der Messen und Märkte;sollen auch in dem Verhältnisse der in Rede stehenden Braunschweigischen Landestheile zu Preussen in Anwendung kommen.

Art. 8. In Folge und nach Maassgabe der in den vorhergehenden Artikeln getroffenen Vereinbarungen, wird nicht nur zwischen den mehrerwähnten Braunschweigischen Landestheilen und den Königlich Preussischen Landen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr, mit alleiniger Ausnahme der in den Artikeln 5. und 6. bezeichneten Gegenstände, Statt finden, sondern auch den Braunschweigischen Unterthanen in den gedachten Landestheilen, sowohl rücksichtlich des gegenseitigen Verkehrs mit eigenen und fremden Erzeugnis-

1841 sen, als auch in Betreff des Gewerbebetriebes, in den Verhältnissen zu allen, mit Preussen durch Zoll-, Steuer- und Handels-Verträge verbundenen Staaten eine völlige Gleichstellung mit den Preussischen Unterthanen zu Theil werden.

Art. 9. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig werden für die ordnungsmässige Besetzung der für den Zoll- und Steuerdienst in den fraglichen Gebietstheilen erforderlichen, und als gemeinschaftliche Behörden anzusehenden Hebe- und Abfertigungsstellen, imgleichen für die Ernennung des nöthigen Aufsichtspersonals nach Massgabe der deshalb getroffenen näheren Uebereinkunft Sorge tragen. Die in Folge dessen dasselbst fungirenden Beamten werden von der Herzoglich Braunschweigischen Regierung für beide Landesherren in Eid und Pflicht genommen und mit einer Legitimation zur Ausübung des Dienstes versehen.

In Beziehung auf ihre Dienstobliegenheiten, namentlich auch in Absicht der Dienstdisziplin sind die in dem Fürstenthume Blankenburg und in den übrigen mehrgedachten Herzoglichen Landestheilen angestellten Zoll- und Steuerbeamten ausschliesslich der Königlich Preussischen Regierung und insbesondere der Provinzial-Steuer-Direktion in Magdeburg untergeordnet, welcher Letzteren Seine Herzogliche Durchlaucht die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes in Höchstdero fraglichen Landestheilen übertragen wollen.

Der Herzoglich Braunschweigischen Regierung bleibt es jedoch vorbehalten, die für den gemeinschaftlichen Zoll- und Steuerdienst angestellten Beamten, soweit es ohne Beeinträchtigung der eigentlichen Dienstobliegenheiten der letzteren geschehen kann, auch mit der Kontrolle der Braunschweigischen direkten, der Stempel- und Salzsteuern, auch der Chaussee- und Wegegelder zu beauftragen.

Die Schilder vor den Lokalen der gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungsstellen sollen, eben so wie die Zolltafeln, Schlagbäume etc., mit den Braunschweigischen Landesfarben versehen werden, die einfache Inschrift: „Zollamt“ oder „Steueramt“ führen, und, gleich den, bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempeln und Siegeln, das Herzoglich Braunschweigische Hoheitszeichen enthalten.

Art. 10. Die Untersuchung und Bestrafung der in

den anzuschliessenden Herzoglichen Landestheilen be- 1841
gangenen Zoll- und Steuervergehen erfolgt durch die
Braunschweigischen Gerichte, nach Maassgabe der ver-
einbarten strafgesetzlichen Bestimmungen, und nach den
daselbst für das Verfahren einzuführenden Normen und
Kompetenz - Festsetzungen.

Die von diesen Gerichten verhängten Geldstrafen und
konfiszirten Gegenstände fallen nach Abzug der, in
Uebereinstimmung mit den deshalb in Preussen bestehen-
den Bestimmungen, dem Beamten - Gratifikations - Fonds
zufließenden Quote, respektive des Denunzianten - An-
theils, dem Herzoglich Braunschweigischen Fiskus zu.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwand-
lungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und
Steuervergehen von Braunschweigischen Gerichten ver-
urtheilten Personen bleibt Seiner Durchlaucht dem Her-
zog von Braunschweig vorbehalten.

Art. 11. In Folge des gegenwärtigen Vertrages wird
zwischen Preussen und Braunschweig in Beziehung auf
das Fürstenthum Blankenburg nebst dem Stiftsamte Wal-
kenried und das Amt Calvörde eine Gemeinschaftlich-
keit der Einkünfte an Zollgefällen, imgleichen an Brannt-
wein-, Braumalz- und Tabackssteuer stattfinden, und
der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der
Bevölkerung getheilt werden.

Wegen des der Herzoglich Braunschweigischen Re-
gierung zu gewährenden Einkommens aus dem Salzde-
bit im Amte Calvörde ist besondere Verabredung ge-
troffen worden.

Art. 12. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläu-
fig auf zwölf Jahre, also bis zum letzten Dezember
1853. festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit,
und spätestens neun Monate vor Ablauf der Frist nicht
gekündigt, so soll er auf weitere 12 Jahre und so fort
von 12 zu 12 Jahren als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen
kontrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung
der Ratifikations - Urkunden spätestens binnen sechs
Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 18ten October 1841.

(gez.) FRANZ AUGUST EICHMANN. (L. S.) AUGUST

PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG. (L. S.)

ADOLPH GEORG THEODOR POCHHAMMER. (L. S.)

OTTO WILHELM KARL V. ROEDER. (L. S.)

1841

61.

Traité entre la Prusse et le Duché de Brunswic sur l'exécution du système commun de douanes et sur les droits à percevoir des produits indigènes dans les territoires prussiens de Wolfsbourg, Hehlingen, Hesslingen, et Lüchtringen. Conclu et signé à Berlin le 19 Octobre 1841.

(L'échange des ratifications respectives de ce Traité s'est effectué à Berlin, le 16 Décembre 1841.)

Da die zwischen Preussen einerseits und Hannover, Oldenburg und Braunschweig andererseits wegen des Ausschlusses verschiedener Preussischer Gebietstheile an das Steuersystem Hannovers, Oldenburgs und Braunschweigs unter dem 1. November 1837. geschlossene Uebereinkunft mit dem 1. Januar 1842. ihre Endschaft erreichen wird, Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg aber vermittelst des Vertrages vom heutigen Tage mit Höchst Ihren gesammten Landen dem Deutschen Zoll- und Handelsvereine beigetreten sind; so ist in Beziehung auf die fernere Feststellung der Zoll- und steuerlichen Verhältnisse in den Königlich Preussischen Gebietstheilen Wolfsburg, Hehlingen, Hesslingen und Lüchtringen zwischen den Bevollmächtigten

Seiner Majestät des Königs von Preussen, nämlich:

Allerhöchst Ihrem wirklichen Geheimen Legationsrath und Director der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit Eichenlaub, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Komthur des Ordens der Königlich Württembergischen Krone, Kommandeur erster Klasse des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen und des Grossherzoglich Hessischen

Ludewigs - Ordens, Commandeur des Grossherzoglich 1841
Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, und Com-
mandeur erster Klasse des Herzoglich Braunschweigi-
schen Ordens Heinrichs des Löwen, und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Adolph
Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königl-
ich Preussischen rothen Adler - Ordens dritter Klasse
mit der Schleife, Kommandeur des Königlich Bayerischen
Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, Ritter des Ci-
vil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen Krone,
Kommandeur erster Klasse des Königlich Hannöveri-
schen Guelphen-Ordens, Ritter des Ordens der Königlich
Württembergischen Krone und Kommandeur 2ter Klasse
des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs - Ordens; und
den Bevollmächtigten

Seiner Durchlaucht des Herzogs von Braun-
schweig und Lüneburg, nämlich:

Höchst Ihrem Finanz-Direktor und Geheimen Lega-
tionsrath August Philipp Christian Theodor
von Amsberg, Kommandeur 1ster Klasse vom Her-
zoglich Braunschweigischen Orden Heinrichs des Lö-
wen, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-
Ordens 2ter Klasse, Kommandeur 1ster Klasse des Kö-
niglich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Kommandeur
des Kurfürstlich Hessischen Haus-Ordens vom goldenen
Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-
Ordens und Inhaber des Waterloo - Ehrenzeichens, und

Höchst Ihrem Minister-Residenten am Königlich Preu-
ssischen Hofe, den Oberst-Lieutenant und Kammer-
herrn Otto Wilhelm Karl von Röder, Ritter
des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter
Klasse, Komthur des Herzoglich Braunschweigischen
Ordens Heinrichs des Löwen, Komthur erster Klasse des
Herzoglich Sachsen - Ernestinischen Haus - Ordens, Rit-
ter des Civil - Verdienst - Ordens der Königlich Bayeri-
schen Krone, Kommandeur des Königlich Belgischen
Leopold - Ordens,

unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Ver-
trag abgeschlossen worden.

Art. 1. In den Königlich Preussischen Ortschaften
Wolfsburg, Hehlingen, Hesslingen und Lüchtringen
wird vom 1sten Januar 1842. ab die Erhebung und
Verwaltung der Zölle, wie solche im Herzogthume
Braunschweig in Gemässheit des Zollvereinigungs - Ver-

1841 trages vom heutigen Tage bestehen wird, oder durch gesetzliche Deklarationen und Tarife künftig abgeändert werden möchte, Statt finden.

Art. 2. Von der Fabrikation des Branntweins und dem zur Bier- und Essig-Bereitung zu verwendenden Braumalze, imgleichen vom Tabacksbau werden Seine Majestät der König von Preussen in den gedachten Gebietstheilen die nämlichen Abgaben, wie im Herzogthume Braunschweig erheben lassen; auch wird daselbst in Absicht der Erhebung und Kontrolle derselben eine völlige Uebereinstimmung mit den deshalb in Braunschweig bestehenden Vorschriften und Einrichtungen beobachtet werden.

Art. 3. Etwanige Abänderungen der in Beziehung auf die in den Artikeln 2. und 3. gedachten Abgaben im Herzogthume Braunschweig bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Preussischen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Königlich Preussischen Regierung. Diese Zustimmung wird nicht versagt werden, wenn solche Abänderungen in den Herzoglich Braunschweigischen Landen allgemein Statt finden.

Art. 4. Für den Fall, dass in den fraglichen Königlich Preussischen Gebietstheilen künftig Weinbau zur Kelterung von Most, oder die Fabrikation von Zucker aus Runkelrüben betrieben werden sollte, wollen Seine Majestät die Erzeugnisse dieses Betriebes — den Weinmost und den Rübenzucker — einer Besteuerung in völliger Uebereinstimmung mit den im Herzogthume Braunschweig dabei zur Anwendung kommenden Steuersätzen, Erhebungs- und Kontrollformen und sonstigen Einrichtungen unterwerfen.

Art. 5. Der Debit des Salzes in den in Rede stehenden Preussischen Gebietstheilen, welches zu den in Preussen allgemein bestehenden Regiepreisen daselbst verkauft werden wird, bleibt der Königlich Preussischen Regierung vorbehalten.

Art. 6. In Betreff des Ueberganges von Spielkarten und Kalendern aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des andern der kontrahirenden Theile behält es bei den in jedem der beiden Staaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden.

Art. 7. Die Verabredungen, welche in dem Ver- 1841
trage vom heutigen Tage wegen Anschliessung des Herzogthums Braunschweig an den Zollverein über folgende Gegenstände getroffen worden sind, als:

- a) wegen der Grundsätze hinsichtlich der, die Hervorbringung oder Zubereitung, oder den Verbrauch gewisser Erzeugnisse treffenden inneren Steuern, und des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen unter den Vereinsstaaten;
- b) wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob dergleichen Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde, Statt finden; imgleichen wegen der Höhe und Erhebung der Kanal-, Schleusen-, Hafen-, Waage-, Krannen- und Niederlage-Gebühren;
- c) wegen Herbeiführung eines Maass- und Gewichts-Systems;
- d) wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Förderung der Gewerbsamkeit, insbesondere
 - aa. wegen der von den Unterthanen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines andern Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;
 - bb. wegen der freien Zulassung der Fabrikanten und sonstigen Gewerbtreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen; ferner
 - cc. wegen des Besuches der Messen und Märkte;sollen auch in dem Verhältnisse der in Rede stehenden Preussischen Gebietstheile zu dem Herzogthume Braunschweig in Anwendung kommen.

Art. 8. In Folge und nach Maassgabe der in den vorhergehenden Artikeln getroffenen Vereinbarungen wird nicht nur zwischen den mehrerwähnten Preussischen Gebietstheilen und den Herzoglich Braunschweigischen Landen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr, mit alleiniger Ausnahme der in den Artikeln 5. und 6. bezeichneten Gegenstände, Statt finden, sondern auch den Unterthanen in den gedachten Preussischen Gebietstheilen, sowohl rücksichtlich des gegenseitigen

1841 Verkehrs mit eigenen und fremden Erzeugnissen, als auch in Betreff des Gewerbebetriebes, in den Verhältnissen zu allen, mit dem Herzogthume Braunschweig durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten eine völlige Gleichstellung mit den Braunschweigischen Unterthanen zu Theil werden.

Art. 9. Seine Majestät der König von Preussen werden für die ordnungsmässige Besetzung der für den Zoll- und Steuerdienst in den fraglichen Gebietstheilen etwa erforderlichen und als gemeinschaftliche Behörden anzusehenden Hebe- und Abfertigungs-Stellen, imgleichen für die Ernennung des nöthigen Aufsichtspersonals nach Maassgabe der deshalb getroffenen näheren Uebereinkunft Sorge tragen.

Die in Folge dessen daselbst fungirenden Beamten werden von der Königlich Preussischen Regierung für beide Landesherren in Eid und Pflicht genommen, und mit einer Legitimation zur Ausübung des Dienstes versehen.

In Beziehung auf ihre Dienst-Obliegenheiten, namentlich auch in Absicht der Dienst-Disziplin, sind die in den mehrgedachten Preussischen Gebietstheilen angestellten Zoll- und Steuer-Beamten, ausschliesslich der Herzoglich Braunschweigischen Regierung, und insbesondere der Zoll- und Steuer-Direktion in Braunschweig untergeordnet, welcher Letzteren Seine Majestät der König von Preussen die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes in Allerhöchstdero fraglichen Landestheilen übertragen wollen.

Der Königlich Preussischen Regierung bleibt es jedoch vorbehalten, die für den gemeinschaftlichen Zoll- und Steuerdienst angestellten Beamten, soweit es ohne Beeinträchtigung der eigentlichen Dienst-Obliegenheiten der letzteren geschehen kann, auch mit der Kontrolle der privativen Preussischen Abgaben zu beauftragen.

Die Schilder vor den Lokalen der gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungsstellen, sollen, eben so wie die Zolltafeln, Schlagbäume etc. mit den Preussischen Landesfarben versehen werden, die einfache Inschrift: „Zollamt“ oder „Steueramt“ führen und, gleich den bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempeln und Siegeln, den Preussischen Adler enthalten.

Art. 10. Die Untersuchung und Bestrafung der in den anzuschliessenden Preussischen Gebietstheilen be-

gaugenen Zoll- und Steuervergehen erfolgt durch die 1841
Königlich Preussischen Behörden nach Maassgabe der vereinbarten strafgesetzlichen Bestimmungen, jedoch nach den daselbst für das Verfahren jetzt schon bestehenden Normen und Kompetenzfestsetzungen.

Die von diesen Behörden verhängten Geldstrafen und konfiscirten Gegenstände fallen, nach Abzug der, in Uebereinstimmung mit den deshalb im Herzogthume Braunschweig bestehenden Bestimmungen, dem Beamten-Gratifikations-Fonds zufließenden Quote, respective des Denunzianten-Antheils, der Königlich Preussischen Staatskasse zu.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuervergehen von den Preussischen Behörden verurtheilten Personen bleibt Seiner Majestät dem Könige von Preussen vorbehalten.

Art. 11. In Folge des gegenwärtigen Vertrages wird zwischen Preussen und Braunschweig in Beziehung auf die dem letzteren anzuschliessenden Königlich Preussischen Gebietstheile, eine Gemeinschaftlichkeit der Einkünfte an Zollgefallen, imgleichen an Branntwein-, Braumalz- und Tabackssteuer Statt finden, und der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 12. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig auf zwölf Jahre, also bis zum letzten Dezember 1853 festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit und spätestens neun Monate vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll er auf weitere 12 Jahre und so fort von 12 zu 12 Jahren als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 19ten October 1841.

FRANZ AUGUST EICHMANN. (L. S.) AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG. (L. S.) ADOLPH GEORG THEODOR POCHHAMMER. (L. S.) OTTO WILHELM KARL VON ROEDER. (L. S.)

62.

*Traité de commerce et de navigation,
conclu à Vienne, le 25 Octobre 1841,
entre l'Autriche et la Belgique.*

(Oesterreichisch Kaiserlich Wiener Zeitung. Nro 36 v.
5ten Februar 1842).

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême etc., et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats respectifs et consolider par des stipulations formelles la réciprocité qui existe déjà provisoirement dans les ports des deux pays, relativement aux droits de navigation, ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une convention à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Son Altesse Clement Wenceslas Lothaire Prince de *Metternich - Winnebourg*, Duc de Portella, Comte de Königswart etc., Grand d'Espagne de la première classe, Chevalier de la Toison d'or, Grand'Croix de l'ordre de St. Etienne de Hongrie et de la décoration pour le mérite civil etc., Chambellan, Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Son Ministre d'Etat et des Conférences et Chancelier de Cour et d'Etat et de la Maison Impériale ;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le Baron Alphonse Albert Henri *O'Sullivan*, de Grass de Sevoaud, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Officier de l'ordre de Léopold, décoré de l'ordre Impérial du Sultan de la première classe en brillans, Commandeur de l'ordre de St. Grégoire le Grand, Chevalier de l'ordre de St. Anne de Russie de la deuxième classe en brillans etc. etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs plein-pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des Articles suivans :

Art. I. A dater de l'échange des ratifications de la 1841
présente convention, il sera permis aux navires de
chacune des Hautes Parties contractantes, soit chargés,
soit sur leur lest, de fréquenter librement et sur le
même pied que les bâtimens nationaux toutes les bayes,
rivières, ports, rades et ancrages ouverts au commerce
maritime dans les pays respectifs.

Art. II. Cette liberté de navigation comprend pour
les navires et sujets respectifs des deux Hautes Parties
contractantes la faculté de faire le commerce d'entrée
et de sortie dans la même étendue que les navires et
sujets nationaux, tout comme aussi la faculté de se li-
vrer à toutes les opérations commerciales dont l'exer-
cice est permis en vertu des lois.

Quant au transport de personnes et de marchandises
d'un port à l'autre dans les Etats respectifs des Hautes
Parties contractantes, la liberté de commerce est réci-
proquement soumise aux restrictions généralement exis-
tantes pour la navigation des nations étrangères les
plus favorisées dans chacun des deux pays, sans que
pour cela le commerce réciproque provenant de ports
étrangers ou dirigé pour de tels ports ait à éprouver
aucune limitation.

Art. III. Dans toute l'étendue des Etats de chacune
des deux Hautes Parties contractantes, les navires de
l'autre Partie, quelque soit leur provenance ou leur
destination, seront traités sur le même pied que les
navires nationaux, soit à leur entrée, soit pendant leur
séjour ou à leur sortie, tant à l'égard des droits de
tonnage, d'ancrage, de pilotage, de quai, de port, de
phare et en général des droits quelconques de naviga-
tion, sous quelque dénomination que ce soit, qu'à l'é-
gard des droits de quarantaine, de santé, d'entrepôt et
de magasinage, s'il y a lieu, de telle sorte, que ces
droits ne peuvent être ni plus élevés ni perçus sous
des conditions ou des formes plus onéreuses que les
droits acquittés par les navires nationaux.

Art. IV. En tout ce qui concerne le placement des
navires, leur chargement et déchargement dans les ports,
rades, bassins, havres de l'un des deux Etats, et géné-
ralement pour toutes les formalités ou dispositions quel-
conques, auxquelles peuvent être soumis les navires de
commerce, leur chargement et leur équipage, il est
également convenu qu'il ne sera accordé aux navires

1841 nationaux aucun privilège ni faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des deux Souverains étant que, sous ce rapport aussi, les bâtimens des deux Etats soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. V. Seront considérés comme navires Autrichiens et Belges ceux qui naviguent avec des lettres de mer de leur Gouvernement, nécessaires pour la légitimation du navire et du capitaine, et qui seront possédées conformément aux lois et règlement en vigueur dans leur pays respectif.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à changer les réglemens relatifs aux lettres de mer, il en sera donné communication à l'autre Partie, pour autant que la connaissance de ces changemens pourrait être de quelque intérêt pour Elle.

Art. VI. Il est expressément stipulé que dans les ports et rades des Hautes Parties contractantes il ne sera perçu, pour compte du trésor public, des navires de l'autre Partie qui viendraient y relâcher par suite d'une circonstance forcée, aucune espèce de droit de navigation et de port, en autant que les motifs d'une telle relâche forcée soient réels et évidens, que le navire n'y exerce aucune opération de commerce et qu'il ne s'arrête point au delà du temps où les dits motifs de relâche forcée seraient venus à cesser. Dans les ports et rades réciproques, où il pourrait y avoir à acquitter en pareille circonstance des droits autres que ceux perçus pour compte du fisc, les navires des deux Etats n'auront à payer que les droits qui pourraient être exigés des bâtimens appartenant aux nations les plus favorisées. Il est bien entendu également que le déchargement, rechargement ou transbordage des marchandises à cause de leurs avaries ou des réparations indispensables du navire, de même que son approvisionnement ne seront pas réputés comme opérations commerciales.

Art. VII. Relativement aux cas de naufrage, les gouvernemens respectifs s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit voué au sauvetage des navires de l'une des Parties contractantes, échoués sur les côtes des Etats de l'autre, ainsi que des personnes et objets de tout genre qui se trouvent à leur bord, les mêmes soins qui, en pareille circonstance,

seraient apportés au sauvetage des bâtimens nationaux; 1841
ils s'engagent également à veiller à ce que les débris
du navire, les papiers de bord, les espèces, effets, né-
cessaires, marchandises et autres objets de valeur soient
mis sous bonne garde, ainsi que cela se pratique à
l'égard des navires nationaux naufragés, et à ce que
tous ces objets sauvés, ou bien le prix de leur vente,
dans le cas où celle-ci aurait dû s'effectuer, soient fidèle-
ment remis aux propriétaires ou à leurs fondés de
pouvoir, ou bien, à défaut des uns et des autres, à ce
qu'il soit donné connaissance du fait au gouvernement
intéressé, par le canal de ses agens commerciaux les
plus rapprochés ou par toute autre voie, en mettant le
tout à sa disposition de la manière qui sera le plus à
sa convenance.

Chacun des deux gouvernemens prendra en outre
les mesures nécessaires pour que, dans ces cas de nau-
frage, il ne soit exigé ni droits ni taxes plus élevés des su-
jets de l'autre Partie contractante que de ses propres sujets.

Art. VIII. Chacune des Hautes Parties contractan-
tes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans les
ports et places maritimes de commerce, où d'autres
gouvernemens étrangers jouissant déjà de la même pré-
rogative, des Consuls, Vice-Consuls ou Agens commer-
ciaux qui jouiront de toute la protection et recevront
toute l'assistance nécessaire pour remplir dûment leurs
fonctions.

Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dû-
ment nommés par leur gouvernement respectif, et après
avoir obtenu l'Exequatur de celui dans le territoire du-
quel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre
pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de
leurs fonctions, des privilèges dont jouissent les Con-
suls des nations les plus favorisées.

Art. IX. La présente convention sera en vigueur
pendant six ans, à compter de la date de l'échange des
ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration
de douze mois, après que l'une des Hautes Parties con-
tractantes aura annoncé à l'autre son intention de la
faire cesser chacune de ces Parties se réservant le droit de
faire à l'autre une telle déclaration au bout des six ans
susmentionnés, et il est convenu entre Elles qu'à l'ex-
piration de douze mois après qu'une telle déclaration
aura été faite par l'une des Hautes Parties contractan-

1841 tes à l'autre, la présente convention et toutes les stipulations qui y sont renfermées cesseront d'être obligatoires pour les deux Parties.

Art. X. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Vienne, dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée en double et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Vienne le 25 Octobre 1841.

(L.S.) METTERNICH. (L.S.) BARON O'SULLIVAN DE GRASS.

Ratification de ce Traité par l'Empereur d'Autriche.

Nos Ferdinandus Primus, Divina favente Clementia Austriae Imperator; Hierosolymae, Hungariae, Bohemiae, Lombardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae Rex; Archidux Austriae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Superioris et Inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae, Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et a Plenipotentiaro Serenissimi ac Potentissimi Regis Belgarum sine stabiliendarum et ampliandarum inter utriusque Nostrum Imperia et subditos commercii navigationisque relationum, die 25. Octobris anni currentis Conventio Viennae inita et signata fuit, tenoris sequentis.

(Suit le texte du Traité).

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hiace profiteamur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo - Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatueros, nec, ut illis ulla ratione a Nostris contraveniantur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes tractatus tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabuntur Viennae die decima tertia mensis Novem-

bris, anno millesimo octingentesimo quadragesimo primo, 1841
Regnorum Nostorum septimo.

FERDINANDUS.

PRINCEPS A METTERNICH.

L.S. Ad Mandatum Sacr. Caes. ac Reg. Apostol. Ma-
jestatis proprium:

IGNATIUS LIBER BARO A BRENNER-FELSACH.

La ratification de la part du Roi des Belges a eu
lieu à Bruxelles, le 22 Novembre 1841.

Les ratifications ont été échangées à Vienne, le
7 Janvier 1842.

1841

63.

Note du gouvernement du royaume des Pays-Bas sur le refus de ratifier l'accession du grand-duché de Luxembourg à l'union des douanes allemandes, communiquée le 29 Octobre 1841 au corps diplomatique à la Haye et adressée aux différens gouvernemens des états de la dite union.

Le conseiller intime pour les affaires du grand-duché de Luxembourg, après avoir présenté à S. M. le Roi grand-duc le mémoire que M. le comte de Lottum, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, a remis à la date du 23 octobre 1841 par ordre de son gouvernement au dit conseiller intime, est autorisé par son souverain à faire à M. de Lottum les communications suivantes. Il est très douloureux pour Sa Majesté de voir que l'on s'efforce incessamment de dénaturer le sens des actes de Sa Majesté qui cependant ont uniquement pour but la prospérité réelle de son grand-duché de Luxembourg, en cherchant à attribuer à sa non ratification du traité du 8 août un but politique qu'elle n'avait point. L'Europe est en paix et rien n'indique que cette paix doive être sitôt troublée. Ainsi chaque souverain est libre de conclure à son choix et suivant son intérêt des traités de commerce, sans pour cela se brouiller avec les autres. C'est ainsi du moins que S. M. considère l'état de la paix et de la bonne intelligence qui règne entre toutes les puissances européennes. Le grand-duché de Luxembourg a *trois voisins*. S'il accède à l'union douanière allemande, il ne sera plus libre de nouer, selon ses convenances, des relations commerciales avec la Belgique ou avec la France. C'est ce qu'a déjà mis en évidence le seul fait, que les commissaires prussiens ont, le 1er août de cette année, repoussé le désir exprimé par S. M. le Roi grand-duc de voir donner une extension suffisante à la diminution de l'impôt en faveur de la Belgique, et d'assurer au Luxembourg la continuation des avantages que lui

63.

Note der Niederländischen Regierung über die Verweigerung des Beitritts des Grossherzogthums Luxemburg zum deutschen Zollverein, welche am 29 Oktober 1841 dem diplomatischen Corps im Haag, so wie den Regierungen der Zollvereinsstaaten mitgetheilt ward.

(Allg. Zeit. 1841 v. 14 Novemb.)

Der Geheime Rath für die Angelegenheiten des Grossherzogthums Luxemburg, nachdem er Sr. Maj. dem König-Grossherzog die Denkschrift vorgelegt hat, welche der Hr. Graf von Lottum, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister Sr. Maj. des Königs von Preussen, am 23. Oct. 1841 auf Befehl seiner Regierung dem genannten Geheimen Rath übergeben, findet sich durch seinen erlauchten Herrn ermächtigt, dem Hrn. Grafen v. Lottum folgende Mittheilung zu machen. Es ist Sr. Maj. sehr schmerzlich (pénible) zu sehen, dass man fortwährend sich bemüht, den Sinn zu entstellen, in welchem Höchstdieselbe handelt, und der doch allein in dem Wunsche für die wirkliche Wohlfahrt Ihres Grossherzogthums Luxemburg besteht, indem man Ihrer Nichtratification des Vertrags vom 8. August einen politischen Zweck zu unterlegen sucht, den sie keineswegs hat. Europa befindet sich im Friedensstande, und nichts zeigt an, dass dieser Friede so bald gestört werde. Jeder Souverän kann also ungehindert Handelsverträge nach seiner Wahl und seinem Interesse abschliessen, ohne sich deshalb mit andern zu überwerfen. So betrachtet wenigstens Se. Maj. den Stand des Friedens und des guten Einvernehmens, welches unter allen europäischen Mächten herrscht. Das Grossherzogthum Luxemburg hat drei Nachbarn *). Tritt es dem Zollverein bei, so ist es nicht mehr frei, nach

*) Die hier gesperrt gesetzten Worte sind auch im Original theils einfach, theils doppelt unterstrichen.

1841 avait procurés la loi du 6 juin 1839. Ces avantages sont une question vitale pour le grand-duché. En conséquence M. de Scherff partit de La Haye le 7 août dernier, et arriva à Berlin le 10 du même mois, ayant reçu de son souverain l'ordre de déclarer: *que jamais le traité ne serait ratifié*, si le Roi grand-duc n'obtenait les assurances nécessaires touchant les conditions du maintien de la loi belge du 6 juin 1839. La réponse des commissaires prussiens à cette déclaration fut: *Ratifiez d'abord, nous négocierons ensuite*. Si le Roi grand-duc se fut jeté dans la voie qu'on lui proposait, il aurait, pour négocier sur une question vitale pour son pays, échangé sa position de souverain indépendant contre celle de membre de l'union douanière. Par là il se serait lié les mains d'avance et n'aurait plus été dans le cas de négocier avec la Belgique autrement qu'avec l'assentiment de l'union des douanes allemandes tout entière.

Cette position n'était pas acceptable. Le mémoire précité part aussi d'un point de vue erroné, savoir qu'un parti dans le grand-duché ne veut point l'accession à l'union, tandis qu'au contraire *un parti seulement la voulait*, et qu'en revanche *la grande majorité du pays s'y opposait*. C'est là la conviction intime que S. M. a acquise pendant son voyage et le séjour qu'elle a fait dans le pays, et non celle qu'elle s'est formée d'après les explications que lui a données la commission luxembourgeoise, réunie *par hasard* à La Haye au moment où l'on y reçut la nouvelle que le traité du 8 août avait été signé. Cette conviction a encore été corroborée par le nombre et la valeur des adresses de remerciemens pour la non-ratification, que S. M. le Roi reçoit chaque jour encore du grand-duché. En conséquence, S. M. le Roi déclare de nouveau qu'il ne saurait ratifier le traité du 8 août; mais elle ne croit pas agir par là contrairement au droit des gens, *qui ne peut exiger* que, lorsqu'un souverain a acquis la conviction qu'un traité signé par *ses plénipotentiaires*, est contraire aux intérêts de ceux pour qui il est négocié, la signature du souverain *soit apposée comme une pure formalité*. Dans un cas semblable le refus de ratifier devient pour le souverain un devoir de conscience et il y aurait faiblesse à apposer sa signature à un traité qu'à tort ou à rai-

seiner Willkür Handelsverhältnisse mit Belgien oder 1841 Frankreich anzuknüpfen. Das hat sich schon durch die einzige Thatsache bewiesen, dass die preussischen Commissäre am 1. Aug. d. J. das Verlangen des Königs-Grossherzogs abgelehnt haben, nämlich die Zoll-erleichterungen in Bezug auf Belgien hinlänglich auszudehnen, um dem Land Luxemburg die Fortdauer der Vortheile zu sichern, die es durch das Gesetz vom 6. Jun. 1839 erhalten hatte. Diese Vortheile sind eine Lebensfrage für das Grossherzogthum. Hr. v. Scherff erhielt daher von seinem Souverän den Befehl, abgeschickt vom Haag den 7. Aug. und angelangt zu Berlin den 10. Aug. d. J., zu erklären: dass der Vertrag niemals ratificirt würde, wenn der Königs-Grossherzog über die Bedingungen der Fortdauer des belgischen Gesetzes vom 6. Jun. 1839 nicht die nöthigen Zusicherungen erhalte. Die Antwort der preussischen Commissäre auf diese Erklärung war: ratificiren Sie zuerst und nachher wollen wir unterhandeln. Aber wenn der Königs-Grossherzog diesen Weg eingeschlagen hätte, so würde er, um über eine Lebensfrage seines Landes zu unterhandeln, seine Stellung als unabhängiger Souverän mit der eines Mitgliedes des Zollvereins vertauscht haben. Er hätte sich dadurch zum voraus gebunden und wäre nicht mehr im Stande gewesen, mit Belgien anders zu unterhandeln, als mit Zustimmung des ganzen Zollvereins. Diese Stellung war nicht annehmbar.

Die vorgenannte Denkschrift geht auch von einer irrigen Ansicht aus, nämlich, dass eine Partei im Grossherzogthum den Zollverein nicht wolle, während im Gegentheil nur eine Partei ihn gewollt hat, die grosse Mehrheit des Landes aber sich ihm widersetzte. Das ist die innerste Ueberzeugung, welche Se. Maj. auf Ihrer Reise und während Ihres Aufenthalts im Lande erhalten hat und welche Höchst- denselben nicht durch die Erklärungen der Luxemburger Commission, die zufällig im Haag versammelt ist, im dem Augenblick zukam, als die Nachricht von der Unterzeichnung des Vertrages vom 8. Aug. dort eintraf. Aber diese Ueberzeugung wurde noch verstärkt durch die Anzahl und den Werth der Dankadressen über die Nichtratification, welche der König noch täglich aus dem Grossherzogthume erhält.

1841 son il croit préjudiciable au bien de ses sujets. S. M. le Roi grand-duc déclare également qu'il est prêt à conclure avec la *Prusse* ou même avec l'*union douanière* un traité de commerce de la même manière qu'il se propose d'en conclure un spécialement avec la Belgique, et peut-être aussi avec la France; mais tout en réglant ses rapports commerciaux avec la Belgique et la France, S. M. le Roi ne songe nullement à conclure une association douanière qui changerait la position indépendante du Luxembourg, et serait de nature à compromettre les rapports qui unissent ce pays à la confédération germanique. S. M. n'a d'autre intention que de faire usage de son *droit de souverain*, pour préparer des traités de commerce avec ses voisins, afin de favoriser les intérêts matériels de ses sujets qui demandent spécialement que les relations commerciales soient rendues plus faciles avec cette partie du grand-duché qui est échue à la Belgique et n'est séparée du grand-duché actuel que depuis 1839.

Il est indispensable pour ces deux parties du pays que leurs relations commerciales soient allégées parce que leurs intérêts qui ont été indivisibles pendant des siècles et que le traité conclu par les grandes puissances pour les Pays-Bas, a séparés en vertu d'une force majeure, sont réciproques. Du reste, ces rapports commerciaux n'influeraient aucunement sur le système politique de S. M. le Roi grand-duc; il sera constamment fidèle à ses sentimens et à ses devoirs de prince allemand. Un autre fait qui mérite d'être signalé dans cette note, c'est la correspondance particulière entre S. M. le Roi grand-duc et S. M. le Roi de Prusse, correspondance dont il n'a point été fait mention dans le mémoire déjà cité. Cette correspondance n'est pas, il est vrai, rédigée dans les formes diplomatiques, mais la première lettre que S. M. le Roi grand-duc écrivit à S. M. le Roi de Prusse et lui envoya officiellement par un général et aide-de-camp, qui rapporta aussi la réponse de S. M. le Roi de Prusse, avait pour but de demander au moins l'assentiment tacite de S. M. le Roi de Prusse à la non-ratification avant que l'on prit une décision quelconque, et après y avoir été exposé avec une entière franchise l'embarras où S. M. le Roi grand-duc se trouverait placé par la signature de ce traité. La réponse de S. M. le Roi de Prusse n'a pu être in-

Der König erklärt also von neuem, dass er den 1841 Vertrag vom 8. Aug. nicht ratificiren könne, aber er glaubt dadurch keineswegs gegen das Völkerrecht zu handeln, welches nicht verlangen kann, dass, wenn ein Souverän die Ueberzeugung erhalten hat, dass ein Vertrag, unterzeichnet durch Seinen Bevollmächtigten, den Interessen derjenigen zuwider ist, für welche man unterhandelt, alsdann Seine (des Souveräns) Unterschrift als eine pure Formsache beigesetzt werden müsse. In einem solchen Fall wird die Verweigerung der Ratification für den Souverän eine Gewissenspflicht, und es wäre Schwachheit, seine Unterschrift einem Vertrag beizusetzen, welchen er, mit Recht oder Unrecht, dem Wohle seiner Unterthanen für nachtheilig hält. Der König-Grossherzog erklärt auch seine Bereitwilligkeit, mit Preussen oder auch mit dem Zollverein ebenso einen Handelsvertrag abzuschliessen, wie er einen vorzüglich mit Belgien und vielleicht auch mit Frankreich einzugehen beabsichtigt, aber indem der König seine Handelsinteressen mit Belgien und Frankreich ordnet, denkt er keine Zollvereinigung abzuschliessen, welche die unabhängige Stellung von Luxemburg verändern und die Verbindung gefährden könnte, die dieses Land an den deutschen Bund knüpft. Se. Maj. hat nur die einfache Absicht, von seinem Fürstenrecht Gebrauch zu machen, um Handelsverträge mit seinen Nachbarn einzuleiten, damit die materiellen Interessen seiner Unterthanen bedacht werden, welche besonders Erleichterung des Verkehrs mit demjenigen Theil des Grossherzogthums verlangen, der zu Belgien kam, und von dem jetzigen Grossherzogthum erst 1839 getrennt wurde. Diese beiden Theile des Landes können ihre Verkehrserleichterung nicht entbehren, weil ihre Interessen gegenseitig sind, die seit Jahrhunderten eins und untheilbar waren und welche der Vertrag, den die grossen Mächte für die Niederlande abschlossen, durch höhere Gewalt getrennt hat. Uebrigens werden die Handelsbeziehungen in keiner Art das politische System des Königs-Grossherzogs bestimmen, er wird seinen Gesinnungen und Pflichten als deutscher Fürst immer getreu bleiben.

Eine weitere Thatsache verdient noch Erwähnung in dieser Note, nämlich der besondere Briefwechsel

1841 interprétée que d'une manière parfaitement conforme aux vœux de S. M. le Roi grand-duc, et c'est seulement alors que la résolution définitive fut prise de ne pas ratifier. Ce n'est que quelques semaines plus tard, et après que la non-ratification eut été notifiée officiellement au cabinet de Berlin que S. M. le Roi grand-duc reçut de S. M. le Roi de Prusse une seconde lettre qui devait expliquer la première et qui s'efforçait d'en affaiblir le contenu. Une autre observation qu'il importe de faire c'est que le mémoire prussien contient plusieurs fois ces expressions :

„Les *Pays-bas* ont sollicité l'accession du grand-duché de Luxembourg à l'union douanière allemande. Négociations qui ont été conduites dans l'intérêt commun de l'Allemagne, de l'union des douanes et des Pays-bas. Aussi les relations de bon voisinage qui ont existé de tout tems entre la Prusse, ainsi qu'entre les autres états de l'union douanière et les Pays-bas, n'ont pas été altérées.” Ces expressions sont une preuve que la Prusse reconnaît la vérité de ce qui s'est passé c'est-à-dire, que depuis 1839 on négociait relativement au Luxembourg, pour le Luxembourg, mais sans le Luxembourg, que des Non-luxembourgeois et des personnes complètement étrangères aux intérêts de ce pays, décidaient de son sort. S. M. le Roi grand-duc a regardé comme un devoir envers ses sujets luxembourgeois, de modifier cet état de choses et de les appeler à prendre part à la régularisation de leurs intérêts. Ce changement dans l'état des choses est cela même qui a si puissamment contribué à donner à S. M. le Roi grand-duc d'autres vues sur les besoins du grand-duché. La Chambre du commerce récemment créée à Luxembourg, entr'autres, vient d'adresser à S. M. le Roi grand-duc ses remerciemens pour la non-ratification dans une adresse signée par les deux tiers de ses membres.

STURT.

zwischen dem König-Grossherzog und Sr. Maj. dem Kö- 1841
nig von Preussen, welcher in der genannten Denkschrift gar nicht angeführt ist. Diese Correspondenz ist freilich nicht in den diplomatischen Formen abgefasst, aber der erste Brief, den der König-Grossherzog an Se. Maj. den König von Preussen schrieb und officieller Weise durch einen General und Flügeladjutanten übersandte, der auch die Antwort Sr. preussischen Maj. zurückbrachte, hatte den Sinn und Inhalt, wenigstens die stillschweigende Zustimmung des Königs von Preussen zu der Nichtratification zu begehren, bevor man irgend einen Entschluss fassen wollte, und nachdem darin mit völliger Offenheit die Verlegenheit dargestellt war, worein der König-Grossherzog durch die Unterzeichnung des Vertrags versetzt wurde. Die Antwort des Königs von Preussen konnte nicht anders als in vollkommener Uebereinstimmung mit den Wünschen des Königs-Grossherzogs ausgelegt werden und erst darauf wurde der bestimmte Entschluss gefasst, nicht zu ratificiren. Erst einige Wochen später und nachdem die Nichtratification officiell dem Cabinet zu Berlin bekannt gemacht war, kam dem König-Grossherzog ein zweites Schreiben Sr. preussischen Maj. zu, welches den ersten Brief erklären sollte und den Inhalt desselben zu schwächen suchte.

Eine andere Bemerkung ist darauf zu machen, dass die preussische Denkschrift mehrmals sagt: „Niederland suchte den Anschluss des Grossherzogthums Luxemburg an den Zollverein nach. Unterhandlungen, welche im gemeinsamen Interesse Deutschlands, des Zollvereins und Nederlands geführt wurden. Auch in den freundnachbarlichen Verhältnissen, welche von jeher zwischen Preussen, so wie den übrigen Staaten des Zollvereins und den Niederlanden bestanden, hat sich eine Veränderung nicht zugetragen.“ Diese Ausdrücke beweisen, dass die preussische Regierung die Wahrheit dessen kennt, was geschehen ist, nämlich, dass man seit 1839 um Luxemburg, für Luxemburg aber ohne die Luxemburger unterhandelte, dass Nicht-Luxemburger und solche Personen, welche den Interessen dieses Landes fremd sind, über sein Schicksal entschieden. Der König-Grossherzog hielt es für Pflicht gegen seine luxemburgischen Unterthanen, diesen Stand der Sache zu ändern und sie zu berufen, um bei der

1841 Anordnung ihrer Interessen mitzuwirken. Diese Veränderung in dem Stande der Dinge hat eben so mächtig beigetragen, dem König-Grossherzog über die Bedürfnisse des Grossherzogthums andere Ansichten zu geben. Unter Anderm hat die Handelskammer, welche neulich in Luxemburg errichtet wurde, so eben dem König-Grossherzog ihren Dank für die Nichtratification in einer Adresse dargebracht, welche von zwei Dritteln ihrer Mitglieder unterzeichnet war.

STUTT.

64.

Arrêté du gouvernement espagnol de la Havane du 25 octobre 1841, sur l'admission des paquebots à vapeur de la Compagnie royale anglaise des malles des Antilles.

Dans la très-constamment fidèle ville de la Havane, le 18 octobre 1841, se sont réunis en commission administrative, à l'effet de délibérer sur les conditions d'admission, dans les ports de l'île de Cuba, des paquebots à vapeur de Londres: son excellence don Jérôme Valdès, capitaine-général; don Antoine de Larrea, intendant d'armée et surintendant-général des finances royales, et don Manuel de Canas, chef d'escadre et commandant général des forces navales de la station, et après lecture du procès-verbal de la séance précédente, le secrétaire soussigné a donné connaissance de la communication faite le 15 du présent mois, par M. l'intendant à M. le président de la commission, ainsi que d'un règlement spécial rédigé dans le but d'éviter tout embarras et tout retard dans l'expédition en douane desdits bâtimens à vapeur; et la commission, après avoir discuté chacune des dispositions séparément, ainsi que l'ensemble du règlement, l'a approuvé à l'unanimité.

La commission a ensuite procédé, sans déssemparer, à l'examen des différens points contenus dans la demande de M. McQueen, agent de la Compagnie royale

des paquebots à vapeur de Londres; et désirant concilier les précautions réclamées dans l'intérêt de la police et de la santé publique avec les faveurs que l'on peut prudemment accorder à cette entreprise, elle a arrêté les dispositions suivantes:

1^o Lesdits paquebots à vapeur anglais seront admis dans les ports de la Havane, de Matanzas et de Santiago de Cuba; ils pourront y entrer à toute heure de jour ou de nuit et ils y recevront la libre pratique, dès que la commission sanitaire, le commissaire du port, et l'adjudant chargé de procéder à la reconnaissance des navires, auront fait à leur bord la visite d'usage, ce qui s'effectuera immédiatement après leur entrée, si elle a lieu de jour, et dans la matinée du lendemain, s'ils arrivent pendant la nuit.

2^o Ils pourront débarquer dans les mêmes ports, et transborder de l'un à l'autre les malles contenant la correspondance, les bagages des voyageurs, et les colis de toute espèce, conformément aux règles portées dans l'instruction réglementaire ci-dessous mentionnée.

3^o Ils acquitteront, sur le même taux que les autres navires de commerce, les droits attribués à la capitainerie du port, à la commission sanitaire et à l'interprète du gouvernement.

4^o Les capitaines présenteront, au moment de la visite, leur patente de santé; et dans le cas où cette patente ne serait pas nette, le bâtiment sera soumis aux mesures sanitaires prescrites par les réglemens sur la matière.

5^o Ils remettront aussi à l'adjudant chargé de la reconnaissance des navires deux listes nominatives des passagers à bord des paquebots, dont l'une comprendra ceux qui viendraient résider dans l'île, et l'autre ceux qui poursuivraient leur voyage, soit sur le même navire, soit en passant à bord d'un autre bâtiment.

6^o Les passagers qui s'arrêteraient dans l'île ne pourront débarquer avant d'avoir remis leurs passe-ports à l'adjudant chargé de la reconnaissance du navire, et ils devront se présenter dans les vingt-quatre heures à la secrétaire du gouvernement civil avec une personne connue qui leur servira de caution; quant aux autres passagers qui ne feraient que transiter, ils pourront débarquer immédiatement sans aucune formalité.

7^o Les individus de sang mêlé qui seraient à bord

1841 des paquebots, ne pourront, de quelque lieu qu'ils viennent, débarquer dans l'île, à moins qu'ils ne soient nés dans les possessions espagnoles et qu'ils ne viennent établir leur résidence dans la colonie, auquel cas, ils seront admis moyennant la caution requise.

8^o Tous les individus nationaux ou étrangers qui prendront passage à bord des paquebots à vapeur, soit pour se rendre d'un des ports de l'île à un autre de ceux où ces bâtimens ont la permission d'aborder, soit pour un des ports étrangers compris dans la ligne qu'ils desservent, devront se munir d'un passe-port de l'autorité compétente, faute de quoi les capitaines ou commandans ne pourront les admettre sans s'exposer aux peines que le gouvernement a déterminées.

9^o Les personnes chargées de la correspondance à bord des paquebots à vapeur, enverront à l'administration des postes, immédiatement après leur arrivée dans un des ports de l'île et leur admission à libre pratique, les dépêches destinées à cette colonie, et lors de leur départ, ils recevront de la même administration celles qui porteraient l'adresse des autres ports de la ligne, conformément à ce qui sera convenu avec l'agent de l'entreprise.

10^o La correspondance précitée devra être expressément envoyée à l'administration des postes, ainsi qu'il est établi dans l'article ci-dessus, d'après l'ordonnance sur les postes et les ordres postérieurs, et elle ne pourra en aucun cas être remise aux personnes auxquelles elle serait adressée.

11^o Copie de la présente délibération, à laquelle sera annexé le règlement arrêté par son excellence le surintendant délégué des finances royales, sera envoyée à chacune des autorités qui font partie de la commission administrative, afin qu'elles adressent, en conséquence, les directions nécessaires aux gouverneurs, aux chefs de service des finances, aux administrateurs des postes, et aux capitaines des trois ports ci-dessus indiqués, en ce qui concerne chacun d'eux, en même temps qu'il en sera rendu compte au gouvernement supérieur, pour connaître sa résolution définitive. Donnant ainsi fin au présent procès-verbal, qu'ont signé avec le secrétaire soussigné :

JÉRÓNIMO VALDÈS, ANTONY DE LARREA, MANUEL DE
CANAS, PEDRO ESTEBAN, secrétaire.

*Instruction pour les employés du bureau des 1841
douanes des ports de Cuba, de Matanzas et
de la Havane.*

1^o Les paquebots, bien qu'admis à mouiller de nuit, ne peuvent cependant s'approcher du quai, ni communiquer avec aucune embarcation, avant d'avoir été admis à libre pratique par la commission sanitaire, le capitaine du port et le gouverneur de la place. En conséquence, les préposés du service actif qui seront chargés de la surveillance des ports auront soin, dès que le paquebot aura mouillé, de placer leur canot assez près pour que rien ne sorte du bâtiment et que personne ne s'en approche, jusqu'au moment permis par les lois.

2^o Immédiatement après l'admission à libre pratique, les préposés du service actif feront une visite à bord, dans la forme usitée pour tout autre service étranger; ils recevront du capitaine le manifeste des marchandises qu'il aurait à la destination du port; et comme dès ce moment les gens de l'équipage seront libres de descendre à terre, tout colis que l'on voudra débarquer, bien qu'on l'indique comme ne contenant que des effets d'usage, sera visité, afin de reconnaître s'il ne renferme pas quelque chose sujette aux droits d'entrée, et dans ce cas, il sera transporté à la douane pour qu'on acquitte ces droits.

Quant aux autres colis consignés à des négocians ou appartenant à des passagers qui devraient être débarqués dans l'un des points ci-dessus désignés, on se conformera aux règles et à l'ordre établis pour les nationaux ou étrangers.

3^o Comme le paquebot à vapeur peut sortir du port immédiatement pour continuer son voyage ou être remplacé par un autre, dans l'un ou l'autre cas, le chef du service actif, tout en s'abstenant de commettre aucune exaction au préjudice soit du capitaine, soit de l'équipage et des passagers, prendra les mêmes mesures de précaution qu'il mettrait en usage à l'égard de tout autre navire étranger, afin qu'on ne se livre à aucune sorte de fraude pendant les opérations du ravitaillement et du renouvellement du combustible.

4^o Les administrateurs et les contrôleurs des bureaux de douanes des trois ports devront, par eux-mêmes, ou

1841 par des employés qu'ils désigneront sous leur responsabilité, être prêts, au moment de l'arrivée des paquebots, à quelque heure que ce soit, pour procéder à la vérification des effets qui seraient manifestés par des passagers qui ne s'arrêteraient pas dans les villes ou par le capitaine et l'équipage, et qui devraient acquitter des droits; on recevra en même temps, et avec toutes les précautions nécessaires, les objets destinés à des habitans de la ville, ainsi que les effets appartenant à des passagers qui ne continueraient pas sur-le-champ leur voyage, mais on remettra à l'heure ordinaire du bureau la clôture de cette opération.

Observations. On exigera du paquebot à vapeur anglais le droit de douane, comme on le ferait pour tout autre navire étranger, et les infractions à la loi de douane seront punies de la même manière que si elles étaient commises à bord de tout autre navire de commerce de la même nation. La seule différence, à l'avantage des paquebots, consiste dans la promptitude de l'expédition et dans la faveur faite aux passagers étrangers de visiter immédiatement, sur leur seule déclaration, les objets qu'ils introduiraient; on agira d'ailleurs avec la même promptitude pour l'expédition des objets sujets au paiement des droits de port qui devraient être embarqués sur le paquebot à vapeur entré, ou sur celui qui le remplacera dans le service, si l'heure du départ ne permet pas de délai.

2^o La compagnie des paquebots à vapeur anglais sera tenue d'avoir des consignataires dans les trois ports ci-dessus désignés, afin qu'ils suppléent le capitaine pour la déclaration des marchandises chargées à bord de ces bâtimens, et pour les autres formalités requises, dans le cas où il ne pourrait pas le faire lui-même, et qu'ils acquittent les droits qui seraient dus par le navire, les marchandises et les provisions tant à l'entrée qu'à la sortie.

3^o Les paquebots auxquels s'applique la présente instruction, acquitteront les droits de port et les autres taxes, ainsi qu'il suit:

Pour droit de ponton, 1 réal et $\frac{3}{4}$ par tonneau de jauge de ceux que la machine et le combustible laisseront disponibles.

Pour droit de tonnage, 12 réaux par tonneau, mais

seulement pour ceux qu'occuperait la partie du chargement qui serait débarquée dans le port. 1841

Pour droit de phare, 2 piastres, soit la moitié du droit existant.

Pour droit de radeau (planche), 10 réaux par jour, pour le radeau ordinaire, 4 réaux pour le radeau simple.

Pour droit d'abord (*atraque*), 10 réaux par jour par 100 tonneaux de ceux qu'occuperait la partie du chargement laissée à terre.

Pour droit de surveillance de la rade pendant le délestage, 4 réaux par journée pendant la durée de cette opération.

Pour droit d'enregistrement, 2 piastres six réaux pour la visite d'arrivée, si le paquebot est chargé, et la même somme pour la visite de sortie, s'il prend charge au départ.

Quatre piastres et un réal pour la demi-visite à l'entrée et pour la visite entière à la sortie, si le paquebot entre sur lest et sort chargé, et la même somme s'il entre chargé et s'il sort sur lest.

Deux piastres six réaux par chaque jour de déchargement.

Pour droit d'interprète, 2 piastres pour la traduction du manifeste et de la déclaration assermentée que devra faire le capitaine, de n'avoir point à son bord à la destination de ce port, d'autres marchandises que celles qui seront portées sur le manifeste, conformément à ce que font tous les capitaines de sa nation; mais ce droit ne sera que d'une piastre s'il entre sur lest.

4^o Les paquebots seront considérés comme étant sur lest, lorsque leur chargement consistera uniquement en numéraire, et il en sera de même lorsque, entrés sur le lest, ils chargeront des denrées du pays.

5^o Ils n'acquitteront point les droits établis sous le nom d'extraits (*extractos*), établissement de registres (*formacio de registros*), certificats de chargement et passe du Morro.

6^o Attendu que le droit de 2 ou 3 réaux par quintal, établi par une ordonnance royale du 25 août 1841 sur le charbon de terre importé pour la consommation desdits bâtimens à vapeur est excessif, si on le compare à ceux de 5,69 $\frac{1}{2}$ p. 100 dans le premier cas, et de 7,97 p. 100. qu'acquitte uniquement aujourd'hui dans les ports ci-dessus désignés, cette marchandise; la commission

1841 administrative a , dans la séance d'hier , jugé à propos de suspendre l'exécution de ladite résolution souveraine, laquelle n'aura probablement été prise que dans la persuasion qu'il existe dans l'île des mines de houille en état de fournir à tous les besoins, car dans toute autre hypothèse , ce serait une mesure nuisible à l'entreprise qu'il s'agit de protéger.

70 Il n'est point fait mention , dans l'observation n° 3, du droit dû à la capitainerie du port et à la commission sanitaire , attendu que ces deux branches de service ne relèvent pas de l'administration des finances royales.

Fait à la Havane, le 14 octobre 1841.

Signé: ANTONIO DE LARRUA.

65.

Arrêté relatif à l'exploitation du bois d'acajou, publié le 7 Novembre 1841 dans la République de Hayti.

B. Philippe-Alexis Carrie, général de brigade, commandant l'arrondissement de Santo-Domingo , prévient tous ceux à qui il appartiendra, qu'en vertu de la dépêche de Son Excellence le président d'Haïti, sous la date du 22 octobre expiré, qui me fait savoir que le gouvernement vient d'être informé que les lois du 8 juillet 1824 et du 23 juillet 1838 sur les douanes, pour ce qui est relatif au cabotage, ainsi que les dispositions de sa proclamation du 11 août 1834, restent sans exécution sur différens points du littoral de cet arrondissement, et qu'il en résulte de grands préjudices pour les intérêts du fisc;

Que l'on continue à couper des bois d'acajou, de marquetterie et de construction sur des terrains pour lesquels on n'a que des titres dont la liquidation n'a point été faite suivant les dispositions des art. 5 et 6 de ladite loi du 8 juillet 1824; que ces bois sont enlevés sur la côte, soi-disant pour être transportés dans les ports ouverts, sans cependant que les formalités exigées par la loi du 23 juillet 1838 pour le cabotage soient observées; qu'ainsi, des bois, qui seraient assu-

jettis aux droits d'exportation dans les ports ouverts, 1841 ont pu passer en fraude à l'étranger, en frustrant les droits de l'état;

Pour mettre fin à de pareils désordres, les commandans des communes, en vertu de la susdite dépêche, sont prévenus qu'aucun bois d'acajou, de marquetterie et de construction ne pourra être embarqué à bord des caboteurs, qu'au préalable les coupeurs ne justifient auxdits commandans, ni me rendront strictement compte, et aux agens d'administration des lieux, qui en rendront compte, de leur côté, à l'administrateur de l'arrondissement, que ces bois ont été retirés de leurs propriétés arpentées et pourvues de nouveaux titres du chef de l'état, aux termes de la loi.

Tous ceux qui ne justifieront pas de ce que dessus, ne pourront embarquer leursdits bois qu'après avoir payé à l'administration vingt gourdes par millier de pieds, d'après le mesurage de l'agent administratif, prix auquel sont assujétis, dans cette partie, les bois qui sont coupés par contrats sur les terres appartenant à la république.

Ceux qui mettront de l'entêtement à ne pas se soumettre à ce paiement, ne pourront pas embarquer leurs bois, qui resteront sur consigne, jusqu'à ce qu'ils aient rempli les formalités de la loi, pour prouver qu'ils ne les ont exploités que sur leurs véritables propriétés, attendu que la susdite loi du 8 juillet 1824, pour soulager les propriétaires des biens ruraux dans les dépenses qu'ils avaient à faire, les ont remis entiers et les ont déchargés des rentes annuelles dues et arriérées dont ces biens étaient grevés en faveur des institutions dont le bénéfice était échu à la république.

Afin de pouvoir être assurés de la ponctuelle exécution de la présente, les commandans des communes de cet arrondissement sont dans l'obligation, sous leur plus grande responsabilité, de me rendre compte exactement, à la fin de chaque mois, de la quantité des bois qui auront été embarqués pendant le mois expiré sur le littoral de leurs commandemens respectifs, ainsi que des bois qui seront en dépôt sur la côte.

Santo-Domingo, le 7 Nov. 1841, an. 38 de l'indépendance.

Signé: CARRIE.

1841

66.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les trois villes libres hanséatiques (Lübeck, Bremen et Hambourg) d'une part et la République mexicaine de l'autre part, signé à Londres, le 7 Avril 1832, mais dont l'exécution s'était retardée jusqu'à l'an 1841 *).*

Au nom de la très sainte Trinité.

Le Sénat de la ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Bremen et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi séparément) d'une part, et le Vice-Président des Etats-Unis du Mexique de l'autre part, également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous le encouragemens possibles au Commerce et Navigation des pays respectifs et de leurs Citoyens, et persuadés que rien ne saurait contribuer davantage à l'accomplissement de cet objet désirable que l'établissement et l'ordre de leurs relations sur la base de justice et de réciprocité, sont convenus de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Sénat de la ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Bremen et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Hambourg,

le Sieur *Jacques Colquhoun*, leur Agent et Consul Général près l'illustre Gouvernement de S. M. le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande,

Et le Vice-Président des Etats-Unis du Mexique,

Son Excellence Monsieur *Manuel Eduard de Go-rostiza*, son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique,

Lesquels après s'être communiqués réciproquement

*) Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Londres le 8 Novembre 1841.

66.

Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag zwischen den freien und Hansestädten Lübeck, Bremen und Hamburg und der mexicanischen Republik, unterzeichnet zu London am 7. April 1832, zur Ausführung gebracht jedoch erst im J. 1841.

(Hamburg. Unpartheiischer Correspondent 1841. Dec.)

Im Namen der heiligen Dreieinigkeit.

Der Senat der freien und Hansestadt Lübeck, der Senat der freien und Hansestadt Bremen und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg (jeder dieser Staaten für sich besonders) einer Seits, und der Vice-Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico anderer Seits, gleichmässig belebt von dem Wunsche, dem Handel und der Schifffahrt der respectiven Länder und ihrer Staatsangehörigen alle möglichen Erleichterungen und Aufmunterungen zu geben, und überzeugt, dass zur Erreichung dieses wünschenswerthen Zweckes nichts mehr beiträgt, als die Feststellung und Ordnung ihrer Verhältnisse auf die Grundlage der Gerechtigkeit und Reciprocität, sind übereingekommen, einen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag abzuschliessen, und haben zu dem Ende ihre Bevollmächtigten ernannt, nämlich der Senat der freien und Hansestadt Lübeck, der Senat der freien und Hansestadt Bremen, und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg, den Hrn. James Colquhoun, ihren Agenten und General-Consul bei der erlauchten Regierung Sr. Maj. des Königs des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland, — und der Vice-Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico, Sr. Exc. Hr. Manuel Eduardo de Gorostiza, seinen bevollmächtigten Minister bei Sr. britanischen Maj.;

welche, nachdem sie sich gegenseitig ihre respectiven Vollmachten mitgetheilt, die in guter und gehöriger

1841 leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans.

Art. I. Il y aura entre les Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg et leurs Citoyens, et les Etats-Unis du Mexique, et leurs Citoyens, amitié, bonne intelligence et liberté réciproque de commerce.

Art. II. Chacune des Parties contractantes pourra nommer pour la protection du Commerce des Consuls qui résident dans les territoires de l'autre partie. Mais avant qu'un Consul n'entre en fonction, il devra être approuvé et admis dans la forme usitée par le Gouvernement chez lequel il est envoyé. Chacune des deux Parties Contractantes pourra défendre aux Consuls la résidence dans les lieux particuliers où elle ne jugera pas convenable de les admettre. Les agens diplomatiques et les Consuls Mexicains jouiront dans les domaines des Républiques Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg de tous les privilèges, exemptions et immunités accordées ou à accorder aux agens du même rang de la nation la plus favorisée. De la même manière les agens diplomatiques et Consuls des Républiques Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg dans les domaines Mexicains, jouiront dans la plus exacte réciprocité de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux agens diplomatiques et Consuls Mexicains dans les domaines des Républiques Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg.

Art. III. En considération de l'étendue bornée des territoires des Républiques de Lubeck, Bremen et Hambourg, et de l'union intime de commerce et navigation qui existe entre ces Républiques, il a été stipulé et convenu que tout navire sous pavillon d'une de ces Républiques, et qui sera reconnu appartenir exclusivement à un ou plusieurs citoyens ou sujets de l'une ou de l'autre, et dont le capitaine sera aussi citoyen ou sujet de l'une ou de l'autre, sera tenu et considéré pour les objets de cette convention comme bâtiment appartenant à Lubeck, Bremen ou Hambourg, et réciproquement tout bâtiment sous pavillon mexicain et qui appartiendra exclusivement à un ou plusieurs citoyens

ger Form befunden worden, die folgenden Artikel ver- 1841
abredet und beschlossen haben.

Art. I. Zwischen den freien und hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg, und ihren Staatsangehörigen, und den Vereinigten Staaten von Mexico und ihren Staatsangehörigen, soll Freundschaft, gutes Einverständniß und gegenseitige Freiheit des Handels bestehen.

Art. II. Jeder der contrahirenden Theile kann zum Schutze des Handels Consuln ernennen, welche in dem Gebiete des anderen Theiles residiren. Allein ehe ein Consul seine Amtsverrichtungen antritt, muss er in der üblichen Form von der Regierung, zu welcher er geschickt wird, angenommen und zugelassen werden; jeder der beiden contrahirenden Theile kann den Consuln die Residenz an den besonderen Plätzen, wo er es nicht für angemessen hält sie zuzulassen, verbieten. Die mexicanischen diplomatischen Agenten und Consuln sollen in den Gebieten der hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg alle Vorrechte, Exemtionen und Befreiungen geniessen, die den Agenten vom gleichen Range der am meisten begünstigten Nationen gestattet sind oder künftig gestattet werden. — Gleichermassen werden die diplomatischen Agenten und Consuln der hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg in den mexicanischen Gebieten in genauester Reciprocität alle Vorrechte, Exemtionen und Befreiungen geniessen, welche den mexicanischen diplomatischen Agenten und Consuln in den Gebieten der hanseatischen Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg zugestanden sind oder künftig zugestanden werden.

Art. III. In Erwägung des beschränkten Umfanges der Gebiete der Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg, und der innigen Handels- und Schiffahrts-Verbindung, welche zwischen diesen Republiken besteht, hat man festgesetzt und verabredet, dass jedes Schiff unter der Flagge einer dieser Republiken, das als ausschliessliches Eigenthum eines oder mehrerer Bürger oder Unterthanen der einen oder der andern anerkannt ist, und dessen Capitän ebenfalls Bürger oder Unterthan der einen oder der andern ist, in Betreff der Verhältnisse, die Gegenstand dieses Vertrages sind, als ein Lübeckisches, Bremisches oder Hamburgisches Schiff betrachtet und angesehen werden soll; und gegenseitig soll jedes

1841 mexicains ou natifs du Mexique, et dont le capitaine sera citoyen ou sujet du Mexique, sera tenu et considéré pour tous les objets de cette convention comme bâtiment mexicain. Et il est convenu en outre que tout bâtiment mexicain qui ira directement avec son chargement aux Ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg, de quelque pays qu'il vienne ou successivement de l'un à l'autre, sera considéré pour ces mêmes objets à l'instar d'un navire anséatique qui naviguera avec son chargement entre ces Ports.

Art. IV. Il est en outre convenu que tout navire prêt à naviguer selon les conditions établies par l'article précédent devra être muni d'un registre, passeport, ou lettre de sûreté signée par la personne dûment autorisée à cet effet (dont la forme sera communiquée par les parties contractantes réciproquement) sur laquelle on fera selon les loix de chaque pays déclarer, le nom, l'emploi et la résidence du propriétaire de la cargaison, les dimensions et toutes autres qualités qui fassent connoître la nationalité du navire.

Art. V. Il est également convenu qu'il sera permis aux consuls respectifs de faire des représentations toutes les fois qu'il leur sera prouvé qu'un article dans le tarif a été porté au dessus de sa valeur, en sorte que ces représentations soient prises en considération dans le plus court délai possible, sans qu'il en résulte aucun retardement pour l'expédition des marchandises.

Art. VI. Les droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de sauvetage et autres charges locales seront dans tous les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg pour les navires mexicains les mêmes absolument que ceux payés dans les mêmes ports par les navires de la nation la plus favorisée; ils seront d'ailleurs dans les ports du Mexique pour les bâtimens de Lubeck Bremen et Hambourg exactement les mêmes que ceux acquittés dans les mêmes ports par les bâtimens de la nation la plus favorisée.

Schiff unter mexicanischer Flagge, welches einem oder 1841 mehreren mexicanischen Bürgern oder Eingebornen von Mexico ausschliesslich gehört, und dessen Capitän Bürger oder Unterthan von Mexico ist, in Betreff aller Verhältnisse, die Gegenstand dieses Vertrages sind, als mexicanisches Schiff betrachtet und angesehen werden. Und man ist ferner übereingekommen, dass jedes mexicanische Schiff, welches mit seiner Ladung directe nach den Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg fahren wird, von welchem Lande es auch komme, oder successive von einem zum andern, in Betreff derselben Verhältnisse wie ein hanseatisches Schiff behandelt werden soll, welches mit seiner Ladung zwischen diesen Häfen schiffen wird.

Art. IV. Man ist ferner übereingekommen, dass jedes, unter den im vorigen Artikel festgesetzten Bedingungen segelfertige Schiff mit einem Register, Pass oder Sicherheitsbriefe, von der zu diesem Ende gehörig befugten Person unterzeichnet (und deren Form die contrahirenden Theile sich gegenseitig mittheilen werden), versehen seyn muss; man wird in denselben nach den Gesetzen jedes Landes, den Namen, das Geschäft und den Wohnort des Eigenthümers der Ladung, die Dimensionen, und alle andern Eigenschaften, welche die Nationalität erkennen lassen, anzeigen.

Art. V. Gleicher Weise ist man übereingekommen, dass es den respectiven Consuln gestattet seyn soll, jedesmal, wenn ihnen bewiesen wird, dass ein Artikel in dem Tarif über seinen Werth angesetzt ist, Vorstellungen zu machen, so dass diese Vorstellungen in möglichst kurzer Frist in Erwägung gezogen werden sollen, ohne dass für die Beförderung der Waaren irgend eine Verzögerung erfolge.

Art. VI. Die Tonnen-, Leuchthurm-, Hafen-, Loots- und Bergungs-Gelder und alle andern Local- Abgaben sollen in allen Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg für die mexicanischen Schiffe durchaus dieselben seyn, wie diejenigen, welche in denselben Häfen die Schiffe der am meisten begünstigten Nationen bezahlen; ebenso sollen sie in den Häfen von Mexico für die Lübeckischen, Bremischen und Hamburgischen Schiffe genau dieselben seyn, wie diejenigen, welche die Schiffe der am meisten begünstigten Nationen in denselben Häfen entrichten.

1841 Art. VII. A dater d'aujourd'hui et après cette époque les bâtimens de Lubeck, Bremen et Hambourg, qui entreront dans les ports du Mexique ou qui en sortiront, et les navires mexicains qui entreront dans les ports de Lubeck, Bremen et Hambourg ou qui en sortiront, ne seront sujets à des droits de vaisseaux autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux navires de la nation la plus favorisée à leur entrée dans ces ports ou à leur sortie.

Art. VIII. Toutes les marchandises et objets de commerce qui peuvent être légalement introduits de quelque pays que ce soit dans les ports du Mexique par des navires de la nation la plus favorisée pourront être également introduits de quelque pays que ce soit par des navires de Lubeck, Bremen ou Hambourg et toutes les marchandises et objets de commerce qui peuvent être légalement exportés des ports du Mexique pour quelque pays que ce soit par des navires de la nation la plus favorisée pourront être également exportés pour quelque pays que ce soit par des navires de Lubeck, Bremen et Hambourg. Et toutes les marchandises et objets de commerce qui peuvent être légalement introduits de quelque pays que ce soit dans les ports de Lubeck, Bremen et Hambourg par des bâtimens des nations les plus favorisées ou qui peuvent être exportés des mêmes ports par les susdits bâtimens, le pourront être également par bâtimens mexicains.

Art. IX. Toutes les marchandises et objets de commerce dont l'entrée dans les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg est permise, seront exactement sujets aux mêmes droits et aux mêmes formalités requises pour l'importation, qu'ils soient importés par les navires de la nation la plus favorisée ou par les navires mexicains, et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce, dont la sortie des ports de Lubeck, Bremen et Hambourg est permise, les mêmes primes, remboursemens de droits et avantages et les mêmes formalités requises pour l'exportation, soit que l'exportation se fasse par les navires appartenant à la nation la plus favorisée ou par les navires mexicains, et la même réciprocité sera observée dans les ports du Mexi-

Art. VII. Vom heutigen Tage an und nach dieser 1841
Zeit sollen die Lübeckischen, Bremischen und Hamburgischen Schiffe, welche in die Häfen von Mexico ankommen oder dieselben verlassen, und die mexicanischen Schiffe, welche in den Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg ankommen oder dieselben verlassen, keinen andern oder höheren Schiffsabgaben unterworfen seyn, als denjenigen, welche den Schiffen der am meisten begünstigten Nation bei ihrer Ankunft in diesen Häfen oder bei ihrem Abgange gegenwärtig auferlegt sind oder in der Folge auferlegt werden mögen.

Art. VIII. Alle Waaren und Handelsgegenstände, welche gesetzlich aus irgend einem Lande in die Häfen von Mexico durch Schiffe der am meisten begünstigten Nation eingeführt werden können, sollen gleichmässig aus irgend einem Lande durch Lübeckische, Bremische oder Hamburgische Schiffe eingeführt werden können; und alle Waaren und Handelsgegenstände, welche gesetzlich aus den mexicanischen Häfen nach irgend einem Lande durch Schiffe der am meisten begünstigten Nation ausgeführt werden können, sollen gleichfalls nach irgend einem Lande durch Lübeckische, Bremische und Hamburgische Schiffe ausgeführt werden können. Und alle Waaren und Handelsgegenstände, welche aus irgend einem Lande in die Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg durch die Schiffe der am meisten begünstigten Nation eingeführt werden können, oder aus denselben Häfen durch die besagten Schiffe ausgeführt werden können, sollen gleichfalls durch mexicanische Schiffe eingeführt und ausgeführt werden können.

Art. IX. Alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Einfuhr in die Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg erlaubt ist, sollen genau denselben Abgaben und denselben zur Einfuhr erforderlichen Förmlichkeiten unterworfen seyn, mögen sie durch die Schiffe der am meisten begünstigten Nation oder durch mexicanische Schiffe eingeführt werden; und es werden für alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr aus den Häfen von Lübeck, Bremen und Hamburg erlaubt ist, dieselben Prämien, Rückzölle und Vortheile und dieselben zur Ausfuhr erforderlichen Förmlichkeiten bewilligt werden, möge die Ausfuhr durch die Schiffe der am meisten begünstigten Nationen oder durch die mexicanischen Schiffe geschehen; und dieselbe Reciprocität soll

1841 que relativement à toutes les marchandises et objets de commerce qui seront légalement importés ou exportés dans des navires appartenant aux dites Républiques de Lubeck, Bremen et Hambourg. Il est en outre convenu que quand le gouvernement du Mexique mettra le pavillon d'une nation quelconque en tout cas sur le pied du pavillon national, les mêmes avantages seront accordées aux pavillons de Lubeck, Bremen et Hambourg et réciproquement que les mêmes privilèges seront dans ce cas accordés au pavillon du Mexique dans les dits ports anséatiques que ceux dont jouira le pavillon national.

Art. X. En conséquence de la liberté de navigation et de commerce stipulée réciproquement par ce traité les citoyens des villes anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg pourront entrer avec leurs bâtimens dans les ports, rades et ancrages du territoire mexicain qui sont ouverts au commerce étranger et dans lesquels peuvent ou pourront entrer les citoyens et bâtimens des nations les plus favorisées. Les citoyens et navires mexicains auront le même droit dans les ports, rades et ancrages des territoires anséatiques ouverts au commerce étranger et dans lesquels peuvent ou pourront entrer les citoyens et bâtimens des nations les plus favorisées. Dans le droit d'entrée dans tous les lieux, ports, et ancrages, mentionnés dans le présent article, n'est pas compris celui de pouvoir faire le commerce d'échelle ni le privilège de faire celui de cabotage qui restent réservés aux vaisseaux nationaux.

Art. XI. En conséquence aussi de cette même liberté de navigation et de commerce les citoyens de chacune des hautes parties contractantes pourront librement résider sur le territoire de l'autre, louer des maisons et des magasins, voyager, trafiquer en gros et selon les usages des pays respectifs, transporter productions et monnaies, diriger leurs affaires par eux mêmes ou par leurs agens selon qu'il leur conviendra le mieux en se conformant toutefois aux loix et réglemens locaux. Dans le cas où l'une des parties contractantes se trouveroit en guerre tandis que l'autre seroit

in den Häfen von Mexico, in Betreff aller Waaren und Handelsgegenstände, welche in den Schiffen der besagten Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg gesetzlich eingeführt oder ausgeführt werden, beobachtet werden. Ausserdem ist man überein gekommen, dass, wenn die mexicanische Regierung die Flagge irgend einer Nation mit der Nationalflagge in allen Fällen auf gleichen Fuss setzt, dieselben Vortheile den Lübeckischen, Bremischen und Hamburgischen Flaggen bewilligt werden sollen; und eben so, dass in diesem Falle der mexicanischen Flagge in den besagten hanseatischen Häfen dieselben Vorrechte gewährt werden, welche die Nationalflagge geniesst. 1841

Art. X. In Folge der durch diesen Tractat gegenseitig festgesetzten Schiffahrts- und Handelsfreiheit dürfen die Staatsangehörigen der Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg mit ihren Schiffen in die Häfen, Rheden und Ankerplätze kommen, welche dem auswärtigen Handel geöffnet sind, und in welche die Staatsangehörigen und Schiffe der am meisten begünstigten Nation kommen dürfen oder künftig dürfen werden. Die mexicanischen Staatsangehörigen und Schiffe werden dasselbe Recht in den Häfen, Rheden und Ankerplätzen der hanseatischen Gebiete haben, die dem auswärtigen Handel geöffnet sind, und in welche die Staatsangehörigen und Schiffe der am meisten begünstigten Nationen kommen dürfen oder künftig dürfen werden. Unter dem Rechte, in alle Oerter, Häfen und Ankerplätze, die in dem gegenwärtigen Artikel erwähnt sind, einzulaufen, ist nicht das Recht, den Handel von Hafenplatz zu Hafenplatz, noch das Vorrecht, den Küstenhandel zu betreiben, begriffen, als welche den Nationalschiffen vorbehalten bleiben.

Art. XI. Auch können in Folge dieser selben Schiffahrts- und Handelsfreiheit die Staatsangehörigen eines jeden der hohen contrahirenden Theile in dem Gebiete des andern unbehindert wohnen, Häuser und Speicher miethen, reisen, im Grossen und nach den Gebräuchen der respectiven Länder Handel treiben, Producte und Gelder transportiren, ihre Angelegenheiten selbst oder durch ihre Agenten, wie es ihnen am besten passen wird, leiten, indem sie sich überall nach den örtlichen Gesetzen und Verordnungen richten. In dem Fall, dass einer der contrahirenden Theile sich im Kriege befin-

1841 neutre, il est convenu que tout ce que la partie belligérante auroit stipulé avec d'autres puissances d'avantageux au pavillon neutre servira encore de règle entre le Mexique et les villes anséatiques. Afin de prévenir toute méprise relativement à ce qui devra être considéré comme contrebande de guerre, il est convenu (sans néanmoins déroger au principe général ci-dessus énoncé) d'en restreindre la définition aux articles suivans : Canons, mortiers, fusils, pistolets, grenades, saucisses, affûts, bandriers, poudre, salpêtre, casques, balles, piques, épées, hallebardes, selles, harnais et autres instrumens quelconques, fabriqués, à l'usage de la guerre.

Art. XII. Quoique par la contexture de l'article précèdent les citoyens et sujets des hautes parties contractantes ne puissent ouvrir boutiques, ni exercer cette espèce de commerce en détail, le gouvernement mexicain déclare en outre qu'il accorde aux citoyens des villes anséatiques pour tout le tems que la législation y consentira la faculté d'ouvrir boutiques et d'exercer cette espèce de commerce en détail, pour ou qu'ils se conforment aux conditions que les loix et réglemens locaux imposeront pour le dit objet aux sujets ou citoyens des nations les plus favorisées. Il est en outre convenu que si d'autres privilèges ont été ou seront accordés à d'autres nations quant au mode ou manière d'exercer le commerce en détail, les citoyens anséatiques devront jouir des mêmes privilèges. — Les gouvernemens anséatiques déclarent à leur tour que les citoyens et sujets mexicains jouiront en ce qui regarde le commerce de détail de toute la latitude que les loix et réglemens locaux accordent aux naturels des nations les plus favorisées dans le cas même où ces nations ne seroient point tenues à la réciprocité.

Art. XIII. Il est en outre mutuellement convenu que dans aucun des états des hautes parties contractantes il ne sera levé aucuns droits autres ou plus considérables sur aucune propriété personnelle des citoyens de chacune d'elles respectivement dans le trans-

den wird, während der andere neutral bleibt, ist man 1841 überein gekommen, dass Alles, was die kriegführende Partei mit anderen Mächten zum Vorthail der neutralen Flagge festgesetzt hat, auch als Regel zwischen Mexico und den Hansestädten dienen soll. Um jedem Missverständniss in Beziehung auf das, was als Kriegs-Contrebande angesehen werden soll, vorzubeugen, ist man überein gekommen (jedoch ohne von dem eben ausgesprochenen allgemeinen Grundsatz abzugehen), die Bezeichnung auf folgende Artikel einzuschränken: Kanonen, Mörser, Gewehre, Pistolen, Granaten, Sautaises, Lavetten, Wehrgehénke, Pulver, Salpeter, Helme, Kugeln, Piken, Degen, Hellebarden, Sättel, Pferdegeschirr und alle andere zum Kriegsgebrauche verfertigten Werkzeuge.

Art. XII. Obgleich nach dem Wortlaute des vorigen Artikels die Staatsangehörigen und Unterthanen der hohen contrahirenden Theile keine Läden eröffnen, noch diese Art des Detailhandels treiben dürfen, so erklärt doch die mexicanische Regierung überdies, dass sie den Staatsangehörigen der Hansestädte für die ganze Zeit, wo ihre Legislation es zugiebt, die Befugniss, Läden zu öffnen und diese Art des Detailhandels zu betreiben, ertheilt, vorausgesetzt, dass sie sich den Bedingungen fügen, welche die örtlichen Gesetze und Verordnungen in besagter Hinsicht den Unterthanen oder Bürgern der am meisten begünstigten Nationen auferlegen. Ferner ist man überein gekommen, dass, wenn anderen Nationen andere Vorrechte in Betreff der Art und Weise, den Detailhandel zu betreiben, bewilligt sind oder künftig bewilligt werden, die hanseatischen Staatsangehörigen dieselben Vorrechte geniessen sollen. — Die hanseatischen Regierungen ihrerseits erklären, dass die mexicanischen Bürger und Unterthanen in Betreff des Detailhandels allen Spielraum geniessen sollen, welchen die örtlichen Gesetze und Verordnungen den Eingebornen der am meisten begünstigten Nationen gewähren, selbst in dem Falle, wo diese Nationen nicht zur Reciprocität gehalten sind.

Art. XIII. Ferner ist man überein gekommen, dass in keinem der Staaten der hohen contrahirenden Theile von irgend einem persönlichen Eigenthume der Angehörigen eines jeden von ihnen respective, bei der Wegführung dieses Eigenthums aus dem Gebiete der Staa-

1841 port de ces propriétés hors du territoire de ces états (soit en cas d'héritage de ces propriétés soit autrement), que ceux qui sont ou qui seront payables dans chaque état sur les mêmes propriétés quand elles sont transportées par un citoyen de cet état respectivement.

Art. XIV. Les habitans des dits pays trouveront respectivement sur le territoire de l'autre une constante et complète protection pour leurs personnes et propriétés; ils y auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, procureurs ou agens de toutes classes qu'ils jugeront à propos; enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges accordés aux nationaux.

Art. XV. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les habitans des dits pays seront respectivement soumis aux loix et statuts du territoire où ils résideront. Ils seront cependant exempts de tout service militaire forcé, soit sur terre soit sur mer, et ne seront soumis spécialement à aucun emprunt forcé, leurs propriétés ne seront d'ailleurs assujetties à d'autres charges, réquisitions, ou impôts que ceux payés par les nationaux.

Art. XVI. Pour la complète sûreté du commerce entre les citoyens des hautes parties contractantes, il est convenu que si jamais il survient malheureusement une interruption des relations amicales, et qu'une rupture ait lieu entre les hautes parties contractantes, on accordera aux commerçans qui résident sur les côtes six mois, et un an entier à ceux qui se trouveroient dans l'intérieur, pour régler leurs affaires et disposer de leurs propriétés, et il est aussi stipulé qu'on leur donnera un sauf conduit pour qu'ils puissent s'embarquer aux ports que bon leur semblera. Tous ceux qui sont établis dans les territoires respectifs des deux hautes parties contractantes dans l'exercice de quelque commerce ou occupation particulière auront le privilège d'y rester et de continuer leur commerce ou occupation

ten (sey es im Falle einer Vererbung dieses Eigenthums 1841 oder auf andere Weise) andere oder höhere Abgaben erhoben werden sollen, als diejenigen, welche in jedem Staate von demselben Eigenthume zu zahlen sind oder seyn werden, wenn es durch einen Angehörigen dieses Staates respective weggeführt wird.

Art. XIV. Die Bewohner der besagten Länder sollen respective auf dem Gebiete des andern einen beständigen und vollständigen Schutz für ihre Personen und ihr Eigenthum finden; sie sollen freien und leichten Zugang zu den Gerichtshöfen, behufs der Verfolgung oder Vertretung ihrer Rechte haben; es soll ihnen frei stehen, sich unter allen Umständen der Advocaten, Anwalde oder Agenten aller Arten, die sie für angemessen erachten werden, zu bedienen; kurz, sie sollen in dieser Hinsicht dieselben Rechte und Vorrechte genießen, die den Eingebornen gestattet sind.

Art. XV. In Allem, was die Hafenpolizei, die Beladung und Ausladung der Schiffe, die Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten betrifft, werden die Bewohner der besagten Länder respective den Gesetzen und Bestimmungen des Gebietes, in welchem sie wohnen, unterworfen seyn. Sie sollen jedoch von allen gezwungenen Militärdiensten, sey es zu Lande oder zu Wasser befreit seyn, und sollen namentlich keiner gezwungenen Anleihe unterworfen seyn; ihr Eigenthum soll überdies keinen andern Lasten, Requisitionen oder Abgaben unterworfen seyn, als denjenigen, welche die Eingebornen entrichten.

Art. XVI. Behufs der vollständigen Sicherheit des Handels zwischen den Staatsangehörigen der hohen contrahirenden Theile ist man überein gekommen, dass, wenn jemals unglücklicherweise eine Unterbrechung der freundschaftlichen Verhältnisse eintreten sollte und ein Bruch zwischen den hohen contrahirenden Theilen stattfindet, man den Handeltreibenden, welche an der Küste residiren, sechs Monate, und ein ganzes Jahr denen, welche sich im Innern befinden, bewilligen wird, um ihre Angelegenheiten zu ordnen, und über ihr Eigenthum zu verfügen; auch ist festgestellt, dass man ihnen ein Sicherheitsgeleit geben wird, damit sie sich in denjenigen Häfen, wo es ihnen beliebt wird, einschiffen können. Alle diejenigen, welche in den respectiven Gebieten der beiden hohen contrahirenden Parteien in

1841 dans les dits pays sans leur faire éprouver aucun obstacle dans la jouissance parfaite de leur liberté et de leur propriété aussi longtems qu'ils se conduiront pacifiquement et sans porter aucune offense aux loix, et leurs biens et effets de quelque espèce qu'ils soient ne seront pas soumis à être saisis ni à aucune charge ou impôt que ceux qu'on mettra sur les effets ou les biens appartenans aux citoyens natifs des territoires respectifs dans lesquels les dits citoyens résident; de la même manière ni les dettes entre particuliers, ni les fonds publics ni les actions des compagnies ne seront jamais confisqués ni arrêtés.

Art. XVII. Il est en outre stipulé et convenu que quelque soient les privilèges ou immunités qui aient été accordés ou pourront à l'avenir être accordés à la nation la plus favorisée en fait de commerce et de navigation, les mêmes privilèges et immunités seront censées être accordés aux citoyens des hautes parties contractantes et à leurs propriétés en remplissant toute fois les conditions de réciprocité qu'ils supposent.

Art. XVIII. Les citoyens des Républiques anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg résidant dans les Etats-Unis mexicains jouiront dans leurs maisons, dans leurs personnes et dans leurs biens de la protection du gouvernement et en continuant dans la possession où ils sont déjà ne seront inquiétés, troublés ni dérangés en aucune manière pour cause de leur religion, pourvu qu'ils respectent celle du pays où ils résident, ainsi que la constitution, les loix, les usages et les mœurs de celui-ci. Ils continueront à jouir complètement du privilège qui leur a été déjà accordé d'enterrer dans les lieux destinés à cet objet les citoyens des Républiques anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg qui mourront dans le territoire des Etats-Unis mexicains, et on ne troublera ni les funérailles ni les tombeaux des morts par quelque motif que ce

der Betreibung irgend eines Handels oder einer beson- 1841
deren Beschäftigung ansässig sind, werden das Recht
haben, dort zu bleiben und in den besagten Ländern
ihren Handel oder ihre Beschäftigung fortzusetzen, ohne
ihnen irgend ein Hinderniss in dem vollkommenen Ge-
nusse ihrer Freiheit und ihres Eigenthums zu bereiten,
so lange sie sich friedlich benehmen werden, ohne ir-
gend gegen die Gesetze zu verstossen, und ihre Güter
und Effecten, von welcher Art sie seyn mögen, sollen
weder der Confiscation, noch irgend einer Last oder
Abgabe unterworfen seyn, ausser denjenigen, welche
man auf die Effecten oder Güter der Staatsangehörigen,
welche Eingeborne der respectiven Gebiete sind, in
welchen die besagten Staatsangehörigen wohnen, legen
wird; gleicherweise sollen weder die Schulden der Pri-
vatpersonen, noch öffentliche Fonds, noch Actionen von
Gesellschaften jemals confiscirt oder mit Beschlag belegt
werden.

Art. XVII. Ferner ist festgesetzt und verabredet
worden, dass, welche Vorrechte oder Befreiungen auch
der am meisten begünstigten Nation in Handels- und
Schiffahrts-Angelegenheiten gewährt seyn mögen, oder
künftig gewährt werden, dieselben Vorrechte und Be-
freiungen als den Staatsangehörigen der hohen contra-
hierenden Theile und ihren Besitzthümern ertheilt an-
gesehen werden sollen, dass jedoch überall die Bedin-
gungen der Reciprocität, welche sie voraussetzen, erfüllt
werden.

Art. XVIII. Die Staatsangehörigen der hanseatischen
Republiken Lübeck, Bremen und Hamburg, welche in
den vereinigten mexicanischen Staaten residiren, sollen
in ihren Wohnungen, in ihren Personen und in ihren
Gütern den Schutz der Regierung geniessen, und indem
sie in dem Besitze, in welchem sie sind, verbleiben,
sollen sie auf keine Weise wegen ihrer Religion beun-
ruhigt, angefochten, noch gestört werden, vorausgesetzt,
dass sie die des Landes, in welchem sie wohnen, so
wie die Verfassung, die Gesetze, die Gebräuche und
die Sitten desselben respectiren. Sie verbleiben in dem
vollständigen Genusse des Vorrechts, das ihnen bereits
gewährt ist, in den zu diesem Zwecke bestimmten
Plätzen die Staatsangehörigen der hanseatischen Repu-
bliken Lübeck, Bremen und Hamburg zu bestatten,
welche in dem Gebiete der vereinigten mexicanischen

1841 soit. Les citoyens du Mexique jouiront dans les territoires des dites Républiques anséatiques de la même protection, et on leur permettra le libre exercice de leur religion soit en public, soit en particulier, dans leurs maisons ou dans les églises et lieux destinés au culte.

Art. XIX. Les hautes parties contractantes se réservent le droit d'entrer dans des stipulations additionnelles afin de faciliter et d'étendre même au delà de ce qui est compris dans la convention actuelle, les relations commerciales de leurs citoyens respectifs, de leurs états et territoires d'après le principe d'avantages réciproques ou équivalens suivant la nature des cas et après la conclusion d'un article ou articles quelconques entre les dites hautes parties contractantes. Pour donner effet à ces stipulations, il est ici convenu que l'article ou les articles qui pourront être à l'avenir ainsi conclus seront considérés comme faisant partie de la présente convention.

Art. XX. La présente convention sera en vigueur durant douze ans à dater de ce jour, passé lequel terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que le gouvernement des Etats-Unis du Mexique d'une part et l'un ou l'autre des gouvernemens des Républiques anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg de l'autre part auront annoncé leur intention de ne pas la continuer, chacune des hautes parties contractantes se réserve le droit de faire à l'autre la déclaration convenable à l'expiration des douze ans ci dessus mentionnés ; et il reste convenu qu'au terme de douze mois après que la déclaration d'une des hautes parties contractantes aura été reçue par l'autre cette convention et toutes les stipulations y comprises cesseront d'être obligatoires pour celui de ces états qui donnera ou recevra cette déclaration : bien entendu que cela n'empêche pas la continuation de la bonne amitié et intelligence qui auront existé jusqu'alors et qui doivent durer jusqu'au cas d'une guerre (ce qu'à Dieu ne plaise). Il est aussi entendu et convenu que si une ou plusieurs des dites Républiques anséatiques au terme des douze ans donne ou reçoit

Staaten sterben werden, und man wird das Leichen- 1841
begänkniss und die Gräber der Verstorbenen aus kei-
nerlei Ursache stören. Die Staatsangehörigen Mexico's
sollen in den Gebieten der besagten hanseatischen Re-
publiken denselben Schutz geniessen, und man wird
ihnen die freie Ausübung ihrer Religion, sey es öffent-
lich oder im Stillen, in ihren Wohnungen oder in den
Kirchen und zum Gottesdienste bestimmten Orten erlauben.

Art. XIX. Die hohen contrahirenden Theile behal-
ten sich das Recht vor, Zusatzbestimmungen einzugehen,
um die Handelsverhältnisse ihrer respectiven Staatsan-
gehörigen, ihrer Staaten und Gebiete, nach dem Prin-
cip gegenseitiger oder gleichbedeutender Vortheile, je
nach der Beschaffenheit der Fälle, zu erleichtern, oder
selbst über das hinaus, was in dem gegenwärtigen Ver-
trage enthalten ist, auszudehnen; und um nach dem
Abschlusse irgend eines oder mehrerer Artikel zwischen
den besagten hohen contrahirenden Theilen, diese Be-
stimmungen in Kraft treten zu lassen, ist man überein-
gekommen, dass der Artikel oder die Artikel, welche
auf diese Weise in Zukunft beschlossen werden mögen,
als ein Theil des gegenwärtigen Vertrages angesehen
werden sollen.

Art. XX. Gegenwärtiger Vertrag soll von diesem
Tage an gerechnet, auf zwölf Jahre gültig seyn; nach
Beendigung dieses Zeitraums, und bis zum Ablaufe von
zwölf Monaten, nachdem die Regierung der vereinigten
Staaten von Mexico einer Seits, und eine oder die an-
dere der Regierungen der hanseatischen Republiken Lü-
beck, Bremen und Hamburg anderer Seits, ihre Ab-
sicht erklärt haben, ihn nicht fortdauern zu lassen, be-
hält sich jeder der hohen contrahirenden Theile das
Recht vor, dem andern die diesfällige Erklärung beim
Ablauf der oben erwähnten zwölf Jahre zu geben, und
man wird verabreden, dass nach Ablauf von zwölf
Monaten, nachdem die Erklärung eines der hohen con-
trahirenden Theile von dem andern entgegengenommen
ist, dieser Vertrag und alle darin enthaltenen Bestim-
mungen aufhören sollen, für denjenigen dieser Staaten,
welcher diese Erklärung geben oder erhalten wird, bin-
dend zu seyn; wohl verstanden, dass dies die Fort-
dauer der guten Freundschaft und des guten Einverneh-
mens, welche bis dahin bestanden haben werden, und
welche bis zum Fall eines Krieges (was Gott verhüten

1841 la déclaration de la cessation de cette convention, cette convention non obstant continuera en pleine vigueur et effet pour les autres Républiques ou la République qui n'aura pas donné ou reçu cette déclaration.

Article XXI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de huit mois ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs.

Fait à Londres, le sept du mois d'Avril, l'an de grâce mil-huit-cent trente et deux.

(Signé:) (L. S.) J. COLQUHOUN.
(L. S.) M. E. DE GOROSTIZA.

Declaration

des plénipotentiaires des Villes anséatiques et des États-Unis du Mexique.

Les plénipotentiaires des villes anséatiques et des États-Unis mexicains, signataires du traité d'amitié, commerce et navigation entre ces républiques, qui porte la date d'aujourd'hui, également désireux de prévenir tout motif ultérieur de dissentiment ou mésinterprétation par rapport à l'esprit et à la lettre des articles trois et cinq du dit traité (bien qu'ils croient que cela ne puisse avoir lieu) sont néanmoins convenus de déclarer comme ils déclarent par le présent protocole: —

1^o Que la teneur de l'article trois qui fixe les conditions de la nationalité des navires respectifs, laisse intact le droit incontestable, que chaque partie contractante possède et se réserve d'altérer ou modifier dans la suite, si cela lui convient, les conditions de nationalité de ses propres vaisseaux marchands.

müße) dauern sollen, nicht verhindert. Es versteht sich auch, und man ist überein gekommen, dass, wenn eine oder mehrere der besagten hanseatischen Republiken nach Ablauf der zwölf Jahre eine Kündigung dieses Vertrages giebt oder erhält, dessen ungeachtet dieser Vertrag fortwährend in voller Kraft und Gültigkeit für die andern Republiken oder die Republik bleiben wird, welche diese Erklärung nicht gegeben oder erhalten haben wird.

Art. XXI. Gegenwärtiger Tractat soll ratificirt werden und die Ratificationen sollen zu London in dem Zeitraum von acht Monaten, oder wenn möglich noch früher, ausgetauscht werden.

Zur Beglaubigung dessen haben die Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und mit ihren respectiven Siegeln besiegelt.

So geschehen zu London, am siebenten des Monats April, im Jahre der Gnade Eintausend Achthundert und Zweiunddreissig.

(Unterzeichnet:) (L. S.) J. COLQUHOUN.

(L. S.) M. E. DE GOROSTIZA.

Erklärung

der Bevollmächtigten der Hansestädte und der vereinigten Staaten von Mexico.

Da die Bevollmächtigten der Hansestädte und der vereinigten mexicanischen Staaten, als Unterzeichner des Freundschafts-, Handels- und Schiffahrts-Vertrags zwischen diesen Republiken, welcher das heutige Datum trägt, gleichmässig jedem ferneren Grunde zum Missverständnis oder zu verkehrter Auslegung in Beziehung auf den Geist und den Buchstaben der Artikel 3 und 5 des besagten Tractats zuvorzukommen wünschen (wiewohl sie nicht glauben, dass solches stattfinden könne), so haben sie nichts destoweniger verabredet zu erklären, wie sie durch gegenwärtiges Protokoll erklären: —

1) Dass der Inhalt des Artikels 3, welcher die Bedingungen der Nationalität der respectiven Schiffe festsetzt, das unbestreitbare Recht, welches jeder contrahirende Theil besitzt und sich vorbehält, in der Folge, wenn es ihm beliebt, die Bedingungen der Nationalität seiner eigenen Kauffahrts-Schiffe abzuändern oder zu modificiren unangetastet lässt.

1841. 2^o Que l'article cinq n'accorde pas réciproquement aux consuls consulars et mexicains d'autres ni de plus grands droits, prérogatives ou immunités que ceux qui sont ou seront accordés dans les mêmes états aux consuls des nations le plus favorisées.

Et 3^o Que quoique les réclamations de ces consuls doivent, d'après le dit article 5, être prises en considération dans le plus bref délai, il ne s'en suit pas que les parties contractantes doivent altérer ou violer l'ordre économique ou judiciaire déjà établi pour la connaissance des affaires mercantiles.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et scellée de leurs sceaux respectifs à Londres le sept du mois d'Avril l'an de grâce mil-huit-cent trente et deux.
(L. S.) J. COLQUHOUN. (L. S.) M. E. DE GOROTIZA.

67.

Traité entre la Prusse et les autres membres de l'union de douanes et de commerce d'une part et la Hesse électorale de l'autre part sur l'admission du Comté de Schaumbourg à la dite union. Signé à Berlin, le 13 Novembre 1841.

(L'échange des ratifications respectives de ce Traité a eu lieu à Berlin le 24 Décembre 1841.)

Nachdem Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen den Wunsch zu erkennen gegeben haben, die nach §. 4 des Zoll- und Handelsvertrages zwischen Preussen und Grossherzogthum Hessen einerseits und Kurhessen andererseits vom 25ten August 1831, und nach Inhalt der späteren Verträge über die Errichtung und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins von letzterem vorläufig ausgeschlossene Grafschaft Schaumburg dem Zollvereine anzuschliessen, und die Schwierigkeiten nunmehr beseitigt sind, welche diesem Anschlusse bisher entgegenstanden, so haben zum Zwecke der deshalb zu treffenden näheren Verabredungen zu Bevollmächtigten ernannt:

2) Dass der Artikel 6 den hanseatischen und mexicanischen Consula gegenseitig weder andere noch grössere Rechte, Vorrechte oder Befreiungen erteilt, als diejenigen, welche in denselben Staaten den Consula der am meisten begünstigten Nationen gewährt werden.

Und 3) dass, wiewohl die Reclamationen dieser Consula nach dem besagten Artikel 5 in möglichst kurzer Frist in Erwägung gezogen werden sollen, es daraus doch nicht folge, dass die contrahirenden Theile die bereits bestehende ökonomische oder gerichtliche Ordnung behufs der Cognition der Handels-Angelegenheiten verändern oder verletzen sollen.

Zur Beglaubigung haben die Bevollmächtigten Gegenseitig unterzeichnet und mit ihren respectiven Siegeln besiegelt; zu London, am siebenten des Monats April, im Jahre der Gnade Eintausend Achthundert und Zweihunddreissig.

(Unterzeichnet): (L. S.) J. COLQUHOUN.
(L. S.) M. E. DE GOROSTIZA.

Seine Majestät der König von Preussen für
Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des
Zoll- und Handelsvereins:

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Ernst
Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen ro-
then Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub u. s. w.,
und

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober- Finanzrath
Adolph Georg Theodor Pochhammer, Rit-
ter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens
2ter Klasse mit der Schleife u. s. w.; und
Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent
von Hessen:

Höchst Ihren Ober-Berg- und Salzwerks-Director
Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Kom-
mandeur 2ter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Haus-
Ordens vom goldenen Löwen u. s. w.
von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte
der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen wor-
den ist:

Art. 1. Die zum Kurfürstenthume Hessen gehörige
Grafschaft Schaumburg wird in den Zoll- und Han-

1841 dellsverein, wie solcher zwischen den Königreichen Preussen, Bayern, Sachsen und Württemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, dem Herzogthume Nassau und der freien Stadt Frankfurt nach den Verträgen vom 22sten und 30sten März, ingleichen vom 11ten Mai 1833, vom 12ten Mai und 10ten December 1835 und vom 2ten Januar 1836, sowie nach dem Verträge vom 8ten Mai d. J. über die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins, bestehet, mit der Wirkung aufgenommen, dass der gedachte Kurfürstliche Gebietstheil in dieselben Verhältnisse tritt; welche zwischen den Kurhessischen Hauptlanden und den übrigen Vereinsstaaten vermöge der gedachten Verträge stattfinden.

Art. 2. Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen werden demgemäss von dem gedachten Zeitpunkte ab das Zollgesetz, die Zollordnung, den Zolltarif und das Zollstrafgesetz, wie solche in dem übrigen Kurfürstenthume in Gültigkeit sind, in diesem Gebietstheile in Wirksamkeit setzen, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, auf dem geordneten Wege zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen dem ganzen Gebiete des Zollvereins und der Grafschaft Schaumburg Freiheit des Handels und Verkehrs ein, wie dieses in den folgenden Artikeln näher bestimmt wird.

Art. 4. Es hören von diesem Zeitpunkte ab alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Grenzen zwischen der Grafschaft Schaumburg und dem übrigen Zollvereinsgebiete auf, und können alle Gegenstände frei und unbeschwert aus ersterer in letzteres und umgekehrt eingeführt werden, mit alleiniger Ausnahme

- a) der zu den Staatsmonopolen gehörigen Gegenstände (Salz), ingleichen der Spielkarten und der Kalender, nach Maassgabe der Artikel 5 und 6;
- b) der im Innern der Zollvereinsstaaten mit Steuern belegten Erzeugnisse nach Maassgabe des Artikels 7;
- c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der Vereinsstaaten ertheilten Erfindungs-Patente oder Privilegien nicht nachgemacht oder einge-

führt werden dürfen, und daher für die Dauer der 1841
Patente oder Privilegien von der Einfuhr in den Staat,
welcher dieselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen
bleiben müssen.

Art. 5. In Ansehung der Einfuhr von Spielkarten
und Kalendern kommt der Grundsatz, wonach es in
sämmlichen zum Zollvereine gehörigen Staaten und
Gebietstheilen bei den bestehenden Verbots- oder Be-
schränkungs-Gesetzen und Debits-Einrichtungen sein
Bewenden behält, auch in Beziehung auf die Grafschaft
Schaumburg in Anwendung.

Art. 6. Hinsichtlich der Ein-, Aus- und Durch-
fuhr des Salzes, sowie auch hinsichtlich des Handels
mit Salz treten die für das Hauptland Kurhessen be-
stehenden vertragsmässigen Bestimmungen auch in der
Grafschaft Schaumburg ein.

Art. 7. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, welche
in den einzelnen Vereinststaaten theils bei ihrer Hervor-
bringung oder Zubereitung, theils unmittelbar bei ihrem
Verbrauche mit einer inneren Steuer belegt sind, sowie
hinsichtlich des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen zwis-
chen den Vereinststaaten, kommen auch in der Graf-
schaft Schaumburg die Bestimmungen in Anwendung,
welche hierüber im Artikel 3 des Vertrages vom 8ten
Mai d. J., die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins
betreffend, gemeinschaftlich festgesetzt worden sind.
Demgemäss wird in Rücksicht auf die Steuern, welche
in der Grafschaft Schaumburg vom Branntwein, Wein
und Taback nach den in den besonderen Verträgen vom
heutigen Tage deshalb getroffenen Verabredungen zur
Erhebung kommen werden, vom Branntwein, Wein
und Tabak; aus Preussen nach der Grafschaft Schaum-
burg, oder umgekehrt, gehend, weder eine Rückver-
gütung der Steuern geleistet, noch eine Uebergangs-Ab-
gabe erhoben werden. Den übrigen Gliedern des Zoll-
vereins gegenüber wird die Grafschaft Schaumburg rück-
sichtlich der zu gewährenden Rückvergütungen und der
zu erhebenden Uebergangs-Abgaben vom Wein und
Tabak mit den Kurfürstlichen Hauptlanden, vom Brannt-
wein aber, mit Preussen in gleiches Verhältniss treten.

Art. 8. Den im Artikel 4 des eben gedachten Ver-
trages vom 8ten Mai d. J. enthaltenen Verabredungen
über die Besteuerung des aus Runkelrüben bereiteten
Zuckers, ingleichen über die Besteuerung der Zucker-

1841 oder Syrup-Fabrikation aus anderen inländischen Erzeugnissen, treten Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen auch für die Grafschaft Schaumburg bei.

Art. 9. Die zwischen den Gliedern des Zollvereins getroffenen Verabredungen

- 1) wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob dergleichen Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen, oder eines Privat-Berechtigten, namentlich einer Gemeinde, stattfinden; imgleichen wegen der Höhe und Erhebung der Kanal-, Schleusen-, Hafen-, Waage-, Krannen- und Niederlage-Gebühren;
 - 2) wegen der Münzen, Maasse und Gewichte,
 - 3) wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Förderung der Gewerbsamkeit, insbesondere
 - a. wegen der von den Unterthanen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;
 - b. wegen der freien Zulassung der Fabrikanten und sonstigen Gewerbetreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen; ferner
 - c. wegen des Besuches der Messen und Märkte;
 - 4) wegen der Wasserzölle oder auch Wegegeldgebühren auf Flüssen, und Gleichstellung der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten in den Begünstigungen, welche dem Schiffahrtsbetriebe der eigenen Unterthanen zugestanden werden möchten,
- sollen auch in der Grafschaft Schaumburg in Anwendung kommen.

Art. 10. Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent werden das Zollcartel vom 11ten Mai 1838 in der Grafschaft Schaumburg verkündigen und vom 1sten Januar 1842 an daselbst in Wirksamkeit treten lassen. Nicht minder werden die Regierungen der übrigen Zollvereinsstaaten dasselbe von eben diesem Zeitpunkte an auch in ihren Landen im Verhältnisse der Grafschaft Schaumburg in Anwendung setzen.

Art. 11. Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent

werden in der Grafschaft Schaumburg die, den im **Art. 1841** Artikel 2 erwähnten Gesetzen und Verfügungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung anordnen, auch die zur Erhebung der Zölle und zur Aufsicht erforderlichen Beamten anstellen, und die den Zolldienst leitende obere Zollbehörde zu Cassel wird diese Beamten nach den allgemein vereinbarten Verwaltungs- und Dienstvorschriften instruiren.

Sowohl für die Bestimmung und Einrichtung der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen und die Festsetzung der amtlichen Befugnisse derselben, als auch für die Organisation des Aufsichts-Personals, ingleichen wegen der Besoldung sämmtlicher in der Grafschaft Schaumburg anzustellenden Zollbeamten werden die unter den Zollvereinsgliedern bereits bestehenden Verabredungen maassgebend seyn.

Die zur Bestreitung der Grenzzoll-Verwaltungskosten erforderliche Pauschsumme soll nach den bestehenden Normen vereinbart und der Kurfürstlichen Regierung zur Verwendung zu diesem Zwecke von den gemeinschaftlichen Einnahmen zur Disposition gestellt werden.

Art. 12. Die Antheilnahme Kurhessens an der Vertheilung der gemeinschaftlichen Zoll-Einnahmen unter die Vereinsglieder nach den im Artikel 7 des Vertrages vom 8ten Mai d. J. über die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins enthaltenen Vereinbarungen wird für die Grafschaft Schaumburg in der Art erfolgen, dass die Bevölkerung derselben der Seelenzahl des Kurfürstenthums, mit Ausnahme des dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine angeschlossenen Kreises Schmalkalden, zugezählt wird.

Art. 13. Die Kurfürstliche Regierung verpflichtet sich zu denjenigen Maassregeln, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesamtvereins durch die Einführung und Anhäufung gar nicht, oder geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 14. Alles was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 15. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum letzten Dezember 1853 mit der Maassgabe festgesetzt, dass wenn derselbe nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe von einer oder den andern Seite ge-

1841 kündigt wird, er als auf weitere zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden soll.

Derselbe soll alsbald zur Ratification sämtlicher theilnehmer Regierungen vorgelegt und die Auswechslung der Ratifications-Urkunden mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 13ten November 1841.

(gez.) ERNST MICHAELIS. (L. S.) (gez.) ADOLPH
GEORG THEODOR POCHHAMMER. (L. S.) HEIN-
RICH THEODOR LUDWIG SCHWEDES. (L. S.)

68.

Traité entre la Prusse et l'Electorat de Hesse sur les droits à percevoir dans le comté de Schaumbourg de l'eau de vie et du sucre de betteraves. Signé à Berlin, le 13 Novembre 1841.

(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Berlin, le 24 Décembre 1841.)

Vertrag zwischen Preussen und Kurhessen wegen Besteuerung des Branntweins und des Runkelrübenzuckers in der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg. Vom 13. November 1841.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen sind übereingekommen, im Zusammenhange mit dem Vertrage vom heutigen Tage über die Anschliessung der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg an den Zoll- und Handelsverein, wie solcher zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt besteht, zum Zwecke möglichster Erweiterung der durch diesen Anschluss bewirkten Verkehrsfreiheit zwischen den beiderseitigen Gebieten, weitere Verabredungen treffen zu lassen. Demgemäss ist von den ernannten Bevollmächtigten

Seiner Majestät des Königs von Preussen: 1841

Allerhöchst Ihrem Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse u. s. w., und

Allerhöchst Ihrem Geh. Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse mit der Schleife u. s. w.; und

Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten von Hessen:

Höchst Ihrem Ober-Berg- und Salzwerks-Direktor Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Kommandeur 2ter Klasse des Kurhessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen u. s. w.

folgender Vertrag unter dem Vorbehalte der Ratifikation abgeschlossen worden.

Art. 1. Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen wollen, gleichzeitig mit dem Anschlusse der Grafschaft Schaumburg an den Zoll- und Handelsverein, daselbst eine Gleichstellung der Besteuerung des inländischen Branntweins mit der in Preussen gesetzlich bestehenden bewirken.

Demgemäss werden Höchst dieselben von dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages an, in der Grafschaft Schaumburg die bisher daselbst bestandene Besteuerung des inländischen Branntweins aufheben, und dagegen eine Branntweinsteuer nach Maassgabe der in Preussen bestehenden Gesetzgebung, sowohl den Steuersätzen, als auch den Erhebungs- und Kontrollformen nach, wie solche im Kurhessischen Kreise Schmalkalden bereits eingeführt ist, erheben lassen.

Zu diesem Zwecke werden Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen die im Kreise Schmalkalden dormalen gültigen gesetzlichen Bestimmungen über die Besteuerung des Branntweins, über die Kontrollirung und Erhebung dieser Steuer, so wie über die Bestrafung der Steuer-Kontraventionen, imgleichen die sonst von den Steuerpflichtigen zu befolgenden Vorschriften, auch für die Grafschaft Schaumburg publiciren und von dem gedachten Zeitpunkte ab in Anwendung setzen lassen.

Art. 2. Etwaige Abänderungen der betreffenden Gesetzgebung in Preussen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in der Grafschaft Schaumburg eintreten

1841 müssten, bedürfen der Zustimmung der Kurfürstlichen Regierung.

Art. 3. Die Einrichtung der Verwaltung, namentlich die Errichtung der Steuerstellen und Rezepturen, und die Instruierung der zur Steuer-Erhebung und deren Beaufsichtigung von der Kurfürstlichen Regierung anzustellenden oder damit zu beauftragenden Beamten, so wie die von der Ober-Zolldirektion zu Cassel ausgehende obere Leitung des Dienstes, werden nach Maassgabe der für diesen Dienst im Kreise Schmalkalden bereits angenommenen leitenden Grundsätze erfolgen.

Art. 4. In Folge der vorstehenden Bestimmungen wird gegenseitig bei dem Verkehr mit Branntwein weder eine Rückerstattung der Steuer geleistet, noch eine Uebergangs-Abgabe erhoben werden, vielmehr völlige Freiheit eintreten.

Nicht minder wird zwischen Preussen und Kurhessen in Beziehung auf die Grafschaft Schaumburg eine Gemeinschaftlichkeit der Einkünfte von der Branntweinsteuer und der Uebergangs-Abgabe von vereinsländischem Branntwein Statt finden, und der Ertrag nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 5. Der über die Besteuerung des Runkelrübenzuckers und die Gemeinschaftlichkeit der Steuer davon, am 12. Mai d. J. zwischen Preussen und Kurhessen abgeschlossene Vertrag, wird hierdurch seinem ganzen Inhalte nach auch auf die Grafschaft Schaumburg ausgedehnt.

Art. 6. Die Dauer dieses Vertrages, welcher gleichzeitig mit dem Vertrage über den Anschluss der Grafschaft Schaumburg an den Zollverein zur Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig bis zum letzten Dezember 1853. festgesetzt.

Erfolgt nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe von der einen oder der anderen Seite eine Aufkündigung, so wird derselbe als auf zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, verlängert angesehen.

Gegenwärtiger Vertrag wird unverweilt den hohen kontrahirenden Regierungen zur Ratifikation vorgelegt, und sollen die Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung in Berlin ausgetauscht werden.

So geschehen Berlin, den 13. November 1841.

ERNST MICHAELIS. (L. S.) A. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.)

H. TH. L. SCHWEDES. (L. S.)

69.

*Explication officielle publiée le 11
Novembre 1841 dans le Royaume de
Hanovre, relative à la convention
conclue en 1815 avec le Grandduché
d'Oldenbourg sur l'extradition des
malfaiteurs.*

(Gesetzsammlung für das Königreich Hannover. Jahrg.
1841. II. Abtheil. Nr. 8. v. 16. Novemb.)

Bekanntmachung des Königlichen Justiz-Ministerii, die
Anwendung der mit der Grossherzog-Oldenburgischen
Regierung im Jahre 1815 geschlossenen Convention
über die Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung
der Gerichtsgebühren in Criminalfällen betreffend.
Hannover, den 11ten November 1841.

Ueber die Anwendung der zwischen der Königlich-
Hannoverschen und der Grossherzoglich-Oldenburgischen
Regierung im Jahre 1815 geschlossenen Convention, die
Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Ge-
richtsgebühren in Criminalfällen betreffend, ist zur Be-
seitigung einiger entstandenen Zweifel, unter ausdrück-
licher Ermächtigung der beiderseitigen höchsten Lan-
desherren, zwischen dem Königlich-Hannoverschen Mi-
nisterio der auswärtigen Angelegenheiten einerseits, und
dem Grossherzoglich-Oldenburgischen Staats- und Ca-
binets-Ministerio andererseits eine gegenseitige Erklä-
rung vereinbart und unter dem 16ten und 23sten Oc-
tober dieses Jahrts vollzogen, welche, soweit sie eine
Norm für die beiderseitigen Gerichte enthält, also lautet:

Unter den in dem Artikel 1. der vorgedachten Con-
vention erwähnten „Verbrechen, welche nach den
„Grundsätzen der in beiderseitigen Landen geltenden
„Rechte eine peinliche Strafe nach sich ziehen“, sind
alle diejenigen strafbaren Handlungen zu verstehen,
welche sowohl in dem am 8ten August 1840 publi-
cirten Hannoverschen Criminal-Gesetzbuche als Ver-
brechen, als auch in dem Oldenburgischen Strafge-
setzbuche vom 10ten September 1814 — (im Jahre

841 1837, mit Einschaltung der seit 1814 erlassenen ergänzenden Bestimmungen, neu aufgelegt) — unter der Bezeichnung von Verbrechen und Vergehen mit Strafe bedrohet sind. Es gehören dahin auch diejenigen strafbaren Handlungen, auf welche die ergänzenden Hannoverschen Gesetze über die Bestrafung des Wild-, Fisch- und Krebs-, Diebstahls vom 8ten September 1840, so wie die Oldenburgische Jagd-Ordnung vom 30sten März 1839, sich beziehen, soweit solche in diesen ergänzenden Hannoverschen Gesetzen als criminel strafbar ausgezeichnet und unter den in der Oldenburgischen Jagd-Ordnung mit Freiheits-Strafe bedroheten Handlungen begriffen sind.

Die obige Erklärung ist zur Nachachtung der Gerichte und obrigkeitlichen Behörden des Königreichs Hannover in der zweiten Abtheilung der Gesetz-Sammlung bekannt zu machen.

Hannover, den 11ten November 1841.

Der Staats- und Justiz-Minister

STRALENHEIM.

70.

Convention conclue le 12 novembre 1841, entre la Belgique et la Saxe, pour assurer aux sujets des deux pays la faculté réciproque de succéder et d'acquérir aux mêmes titres que les nationaux.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Saxe, etc., d'autre part, voulant régler par des stipulations formelles les droits des sujets respectifs des deux pays, à l'égard des transmissions de biens, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Pierre Willmar, généralmajor au corps du génie, son aide-de-camp, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi de Saxe, et de plusieurs autres souverains de l'Allemagne, officier de son ordre, commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur de

France, commandeur de première classe de l'ordre de 1841
la branche Ernestine de Saxe;

Sa Majesté le Roi de Saxe, le sieur Henri-Antoine de Zeschau son ministre d'état et des finances faisant fonctions également de son ministre des affaires étrangères, grand'croix de son ordre du Mérite civil, et de ceux de St-Alexandre-Newsky de Russie, de l'Aigle-Rouge en brillans de Prusse, de l'ordre du Mérite civil de la Couronne de Bavière, de celui du Sauveur de la Grèce et des maisons duciales de Saxe;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Les droits connus sous le nom *Jus detractus, gabelles hereditaria et census emigrationis* ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir l'orsqu'en cas de succession, legs, donation, vente, émigration ou autres, il y a lieu à une transmission des biens d'un sujet belge à un sujet de la Saxe royale, et *viceversé*; ou à leur translation du royaume de Belgique dans le royaume de Saxe; ou des Etats de celui-ci dans les Etats belges; toutes impositions de cette nature étant abolies entre les deux pays.

En conséquence, les sujets de Sa Majesté le Roi des Belges jouiront, dans le royaume de Saxe, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, ainsi que de celui de les exporter, à l'égal des sujets saxons, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étranger, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les indigènes.

Réciproquement, les sujets de Sa Majesté le Roi de Saxe jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, ainsi que de celui de les exporter, à l'égal des sujets belges, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étranger, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les indigènes.

La même réciprocité entre les sujets des deux pays existera pour les cas de ventes, de donations entre-vifs d'émigrations ou autres.

Art. 2. Cette disposition s'étend, non-seulement aux droits et autres impositions de ce genre qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui, jusqu'ici, pourraient avoir été levés ou qui le seraient ultérieurement par des provinces, villes, juridictions, corpora-

1841 tions ou communes, de manière que les sujets respectifs, intéressés à ces transmissions ou exportations de biens, ne seront assujettis, sous ces rapports, à d'autres impositions ou taxes qu'à celles qui, à raison du droit de succession, de vente ou de mutation de propriété quelconques, seraient également acquittées par les habitans, d'après les lois et ordonnances qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux pays.

Art. 3. La présente convention est applicable non-seulement à toutes les successions à échoir à l'avenir et à celles déjà dévolues, mais à toutes les transmissions de biens en général, à quelque titre qu'ils aient été recueillis, dont l'exportation n'a pas encore été effectuée.

Art. 4. Comme les dispositions ci-dessus ne regardent que les propriétés et leur libre transmission et exportation, toutes les lois relatives au service militaire restent en pleine vigueur dans les deux pays, et les gouvernemens contractans ne sont nullement restreints, par la présente convention, dans leur future législation sur cet objet.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double expédition, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 12 novembre 1841.

Fait à Dresde, le 12 novembre 1841.

Signé: WILLMAR. HENRI-ANTOINE DE ZEISCHAU.

La convention qui précède a été ratifiée par S. M. le Roi des Belges, le 14 février 1842, et par S. M. le Roi de Saxe, le 20 novembre 1841. Les ratifications ont été échangées.

71.

Décret du congrès de Corrientes, du 23 novembre 1841, qui ouvre au commerce étranger les ports de la province sur le Parana.).*

Le Congrès considérant :

1^o Que, dans l'état de désorganisation absolue où se trouve la république de la Plata chacun des Etats qui la composent a une existence politique propre et indépendante, en vertu de laquelle il peut, de lui-même, résoudre toutes les questions qui le concernent;

2^o Que les Etats du littoral de la république ne peuvent exercer aucune intervention dans la navigation du Parana à destination des ports de la province, ce droit n'appartenant qu'à un pouvoir national, qui aujourd'hui n'existe pas,

A sanctionné, pour avoir force de loi, les dispositions suivantes:

Art. 1er. A partir de la publication de la présente loi, tout pavillon étranger sera admis dans les ports de la province.

2. Les navires étrangers, expédiés des ports d'outremer pour ceux de la province, seront considérés comme navires *corrientiens* expédiés des ports argentins; il en sera de même pour leurs chargemens, en ce qui concerne les droits d'importation, de dépôt et de réexportation.

3. La présente loi ne sera point un obstacle à une décision nationale, si, la paix et l'ordre troublés sous le gouverneur de fait de Buénos-Ayres, don Juan-Manuel Rosas, étant rétablis, et, par suite, la république réorganisée, le pouvoir législatif juge à propos de la révoquer.

4. La présente loi sera communiquée au pouvoir exécutif pour recevoir son effet.

*) Cet acte a été rendu dans la vue d'intéresser le commerce étranger à la lutte de la province de la Corrientes contre le président Rosas. Mais le blocus du Parana et de l'Uruguay par les forces de Buénos-Ayres en a paralysé complètement l'application.

1841

72.

*Ukase impérial du 28 novembre 1841,
qui ordonne la mise en vigueur d'un
nouveau tarif de douanes en Russie.*

Sur la proposition du ministre des finances, examinée en conseil de l'empire, nous avons jugé utile, pour faciliter l'action des douanes et simplifier le calcul des droits qu'elles ont à percevoir, de réunir au droit de douane fondamental les droits de quarantaine et le droit additionnel (de 12 et demi pour cent) proportionnel, et, en ce qui concerne les droits de douane en général, d'augmenter le taux de ceux imposés à certaines marchandises, d'en diminuer d'autres, et enfin de permettre l'importation des marchandises prohibées dont l'entrée dans le pays ne peut être nuisible à l'industrie nationale, en prenant la marche du commerce pour base de ces innovations. En conséquence, nous avons chargé le ministre des finances de préparer, conformément à ces dispositions, une nouvelle édition des tarifs pour le commerce par les frontières d'Europe et par celle de Kiakhtha, et, après l'examen en conseil de l'empire de tous les changemens introduits dans lesdits tarifs, nous les transmettons ci-joints au Sénat dirigeant et ordonnons :

1^o Le tarif pour le commerce par la frontière d'Europe sera mis en vigueur à partir du 1^{er} janvier, et le tarif pour le commerce par Kiakhtha, à partir du 1^{er} novembre 1842.

2^o Les marchandises qui se trouvent dans les douanes, aux époques ci-dessus fixées, sans avoir encore acquitté les droits, seront soumises aux droits établis par les anciens réglemens.

3^o Le tarif des bois et ouvrages en bois, ainsi que les tarifs pour le commerce d'Asie et celui des provinces transcaucasiennes, continueront à rester en vigueur.

4^o Tous les réglemens spéciaux, concernant les douanes, non révoqués nommément par le présent, de même que les lois et réglemens de douane relatifs au royaume de Pologne et au grandduché de Finlande, continueront à être exécutés en leur forme et teneur.

Le Sénat dirigeant aura soin de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution du présent.

73.

Arrangement des 2 et 10 décembre 1841, entre la Belgique et la France, pour la concordance du chômage annuel sur les rivières et les canaux dont la navigation intéresse à la fois les deux pays.

Par actes officiels signés à Bruxelles le 9 et le 10 décembre 1841, les gouvernemens belges et français sont convenus de faire concorder, en Belgique et en France, les époques de chômage annuel sur les rivières et les canaux dont la navigation intéresse à la fois les deux pays; à cet effet, le règlement suivant a été arrêté de commun accord entre les deux gouvernemens:

Art. 1er. Ne pourront commencer avant le 1er août, ni se prolonger au-delà du 1er octobre suivant, les chômages ordinaires et annuels reconnus nécessaires pour l'entretien et la réparation des rivières et canaux français et belges dont l'indication suit:

Rivières et canaux français.

1^o L'Escaut, depuis la frontière belge jusqu'à Cambrai;
2^o Les rivières et canaux navigables du département du Nord, qui appartiennent aux bassins de l'Escaut et de l'Aa, ce qui comprend la Lys, la Scarpe et les canaux qui dépendent de ces rivières;

3^o Le canal de Saint-Quentin, depuis sa jonction avec l'Escaut, à Cambrai, jusqu'à sa jonction avec l'Oise, à Chauny;

4^o La Sambre canalisée depuis la frontière belge jusqu'à Landrecies;

5^o Le canal de jonction de la Sambre à l'Oise, depuis Landrecies jusqu'à Chauny.

Rivières et canaux belges.

1^o Le canal de Mons à Condé;

2^o Le canal de Pommeroeul à Antoing;

3^o Le canal de Charleroy à Bruxelles;

4^o La Sambre canalisée dans tout son cours, jusqu'à Namur;

1841 50 L'Escaut et la Lys, depuis la frontière française jusqu'à Gand;

60 La ligne des canaux de Gand vers Dunkerque; ce qui comprend le canal de Gand à Bruges, le canal de Bruges à Ostende et le canal de Plasschendaele, par Nieuport et Furnes, vers Dunkerque.

Art. 2. Un arrêté spécial pour chaque canal et rivière dont la navigation devra être interrompue, sera pris chaque année par l'autorité administrative des deux royaumes, sur le rapport des ingénieurs, à l'effet de déterminer le commencement et la durée de l'interruption de la navigation, qui sera réduite au nombre de jours indispensable à l'exécution des travaux, et de manière à ce que le chômage soit toujours compris dans les limites fixées par l'art. 1er.

Art. 3. Les cas imprévus et de force majeure exceptés, lorsque les travaux extraordinaires exigeront sur une rivière ou sur un canal un chômage de plus de deux mois, l'arrêté spécial et motivé qui sera pris à ce sujet, fixera le commencement de ce chômage, de manière à ce qu'il soit toujours terminé le 1er Octobre. Cet arrêté devra précéder deux mois au moins le commencement de ce chômage.

Art. 4. Dans le cas où l'abondance des eaux ferait craindre pour l'agriculture des dégâts et des pertes, le préfet ou le gouverneur aura la faculté de faire baisser immédiatement les canaux et les rivières, sauf à en informer le plus tôt possible le public et l'administration du département ou de la province limitrophe.

Art. 5. Les arrêtés qui seront pris par l'un des deux gouvernemens, en vertu des articles qui précèdent, seront transmis aussitôt à l'autorité administrative de l'autre pays, pour lui donner toute la publicité possible.

Les arrêtés relatifs aux chômages seront pris avant le 15 Juin de chaque année.

74.

Décret du Régent de l'Espagne, relatif aux droits à percevoir en Espagne sur le pavillon chilien. En date de Madrid, le 4 Décembre 1841.

Désirant répondre par un témoignage de complète réciprocité à la loi publiée à Sant-Yago du Chili, le 9 septembre 1839, sur l'admission des navires de commerce espagnol dans les ports Chiliens, en ma qualité de régent du royaume pendant la minorité de S. A. R. la reine Dona Isabelle seconde, et conformément à l'avis du conseil des ministres, je décrète ce qui suit :

Article unique. Les bâtimens de commerce chiliens seront reçus dans les ports espagnols de la Péninsule, aux mêmes conditions que les navires des puissances neutres.

Madrid, le 4 décembre 1841.

Signé: DUC DE LA VICTOIRE.

75.

Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswic, pour faciliter l'administration de la justice. Signée à Berlin, le 4 et à Brunswic le 9 Décembre 1841.

Publication officielle en Prusse.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten.
1842. Nr. 1 v. 15 Januar).

Ministerial-Erklärung über die zwischen der Königlich Preussischen und Herzoglich Braunschweigischen Regierung getroffene Uebereinkunft zur Beförderung der Rechtspflege. Vom 4. und 9 Dezember 1841.

Zwischen der Königlich Preussischen und der Herzoglich Braunschweigischen Regierung ist zur Beförde-

1841 rung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden:

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die Gerichte der beiden kontrahirenden Staaten leisten einander unter den nachstehenden Bestimmungen und Einschränkungen, sowohl in Civil- als Straf-Rechts-Sachen diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes nach dessen Gesetzen und Gerichts-Vorfassung nicht verweigern dürfen.

II. Besondere Bestimmungen.

1. Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechts - Streitigkeiten.

Art. 2. Die in Civilsachen in dem einen Staate ergangenen und nach dessen Gesetzen vollstreckbaren richterlichen Erkenntnisse, Kontumaxialbescheide und Agnitionsresolute oder Mandate sollen, wenn sie von einem nach diesem Vertrage als kompetent anzuerkennenden Gerichte erlassen sind, auch in dem andern Staate an dem dortigen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt werden.

Dasselbe soll auch rücksichtlich der in Prozessen vor dem kompetenten Gericht geschlossenen und nach den Gesetzen des letzteren vollstreckbaren Vergleiche Statt finden.

Wie weit Wechsel-Erkenntnisse auch gegen die Person des Verurtheilten in dem andern Staate vollstreckt werden können, ist im Artikel 30. bestimmt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Gericht gefälltes rechtskräftiges Civil-Erkenntniss begründet vor den Gerichten des andern der kontrahirenden Staaten die Einrede der rechtskräftig entschiedenen Sache mit denselben Wirkungen, als wenn das Erkenntniss von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem die Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

Art. 4. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation einer nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht kompetenten Gerichtsbarkeit des andern Staates zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts, um Stel-

lung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnis- 1841
ses Statt zu geben, vielmehr wird jedes von einem sol-
chen Gericht gesprochene Erkenntniss in dem andern
Staate als ungültig betrachtet.

Art. 5. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an,
dass der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu
folgen habe; es wird daher das Urtheil dieser Gerichts-
stelle nicht nur, insofern dasselbe etwas gegen den Be-
klagten, sondern auch insofern es etwas gegen den Klä-
ger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Unkosten
verfügt, in dem andern Staate als rechtsgültig anerkannt
und vollzogen.

Art. 6. Das über die Klage kompetente Gericht ist
auch zur Entscheidung über jede, nach den Landesge-
setzen zulässige Widerklage befugt, mit alleiniger Aus-
nahme der Realklagen, possessorischen Rechtsmittel und
sogenannten actiones in rem scriptae, dafern sie eine,
dem Gerichte der Vorklage nicht unterworfenen un-
bewegliche Sache betreffen.

Art. 7. Die Provokationsklagen (*ex lege diffamari*
oder *ex lege si contendat*) werden erhoben vor dem-
jenigen Gerichte, vor welches die rechtliche Ausfüh-
rung des Hauptanspruchs gehören würde; es wird da-
her die vor diesem Gerichte besonders im Fall des Un-
gehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit
des Provozirten als rechtsgültig und vollstreckbar an-
erkannt.

Art. 8. Der persönliche Gerichtsstand, welcher ent-
weder durch den Wohnsitz in einem Staate oder bei
denen, welche einen eigenen Wohnsitz noch nicht ge-
nommen haben, durch die Herkunft in dem Gerichts-
stande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staa-
ten in persönlichen Klagesachen dergestalt anerkannt,
dass die Unterthanen des einen Staates von den Un-
terthanen des andern Staates in der Regel und insofern
nicht in nachstehend erwähnten Fällen spezielle Gerichts-
stände konkurriren, nur vor ihrem resp. persönlichen
Richter belangt werden dürfen.

Art. 9. Ob Jemand einen Wohnsitz in einem der
kontrahirenden Staaten habe, wird nach den Gesetzen
desselben beurtheilt.

Art. 10. Wenn Jemand in beiden Staaten seinen
Wohnsitz in landesgesetzlichem Sinne genommen

1841 hat, hängt die Wahl des Gerichtsstandes von dem Kläger ab.

Art. 11. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand der Kinder, welche sich noch in seiner Gewalt befinden, ohne Rücksicht auf den Ort, wo die Kinder geboren worden sind, oder sich nur eine Zeit lang aufhalten.

Art. 12. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit des Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand der Kinder, so lange dieselben noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz begründet haben.

Art. 13. Hat das Kind zu Lebzeiten des Vaters oder nach seinem Tode den Wohnsitz desselben verlassen und innerhalb drei Jahre nach erlangter Volljährigkeit oder aufgehobener väterlicher Gewalt keinen festen Wohnsitz genommen, so verliert es, in den Preussischen Staaten, den Gerichtsstand des Vaters und wird nach den Gesetzen seines jedesmaligen Aufenthalts beurtheilt.

Art. 14. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

Art. 15. Personen, die keinen Wohnsitz haben, können wegen persönlicher Ansprüche vor jedem Gerichte, in dessen Bezirk sie sich aufhalten, belangt werden.

Art. 16. Die Bestellung der Personalvormundschaft für Unmündige oder ihnen gleich zu achtende Personen gehört vor die Gerichte, wo der Pflegebefohlene seinen Wohnsitz hat, oder, bei mangelndem Wohnsitze, wo er sich aufhält, und bei doppeltem Wohnsitze (Art. 10.) ist das prävenirende Gericht kompetent. In Absicht der zu dem Vermögen der Pflegebefohlenen gehörigen Immobilien, welche unter der andern Landeshoheit liegen, steht der jenseitigen Gerichtsbehörde frei, wegen dieser besondere Vormünder zu bestellen oder den auswärtigen Personal-Vormund ebenfalls zu bestätigen, welcher letztere jedoch bei den auf das Grundstück sich beziehenden Geschäften, die am Orte des gelegenen Grundstücks geltenden gesetzlichen Vorschriften zu befolgen hat. Im ersteren Falle sind die Gerichte der

Hauptvormundschaft gehalten; der Behörde, welche wegen der Grundstücke besondere Vormünder bestellt hat, aus den Akten die nöthigen Nachrichten auf Erfordern mitzutheilen; auch haben die beiderseitigen Gerichte wegen Verwendung der Einkünfte aus den Gütern, so weit solche zum Unterhalte und der Erziehung oder dem sonstigen Fortkommen der Pflegebefohlenen erforderlich sind, sich mit einander zu vernehmen, und in dessen Verfolg das Nöthige zu verabreichen. Erwirbt der Pflegebefohlene später in dem andern Staate einen Wohnsitz im landesgesetzlichen Sinne, so kann die (Personal- oder Haupt-) Vormundschaft an das Gericht seines neuen Wohnsitzes zwar übergehen, jedoch nur auf Antrag des Vormundes und mit Zustimmung der beiderseitigen obervormundschaftlichen Behörden.

Die Beendigung der (Personal-) Vormundschaft richtet sich nach den Gesetzen des Landes, unter dessen Gerichten sie steht, und tritt bei Herzoglich Braunschweigischen Pflegebefohlenen mit dem zurückgelegten 21. Jahre ein, jedoch dergestalt, dass der übrigens Volljährige bis zum Ablaufe des 25. Jahres bei Verfügungen über die Substanz seines unbeweglichen und Kapitalvermögens, gleich einem Vormunde, an die Genehmigung der vormundschaftlichen Behörde gebunden ist.

Mit der Vormundschaft über die Person erreicht auch die rücksichtlich des im Gebiete des andern Staates belegenen Immobilienvermögens eingeleitete Vormundschaft ihre Endschaft, selbst dann, wenn der Pflegebefohlene nach den Gesetzen dieses Staates noch nicht zu dem Alter der Volljährigkeit gelangt seyn sollte.

Art. 17. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne einen Wohnsitz daselbst zu haben, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerbsanstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnorts belangt werden können.

Art. 18. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

1841 Art. 19. Ausnahmsweise können jedoch:

- 1) Studierende wegen der am Universitätsorte von ihnen gemachten Schulden oder anderer durch Verträge oder Handlungen daselbst für sie entstandenen Rechtsverbindlichkeiten,
- 2) alle im Dienste Anderer stehende Personen, so wie dergleichen Lehrlinge, Gesellen, Handlungsdiener, Kunstgehilfen, Hand- und Fabrikarbeiter in Injurien-, Alimenten- und Entschädigungsprozessen und in allen Rechts-Streitigkeiten, welche aus ihren Dienst-, Erwerbs- und Kontraktsverhältnissen entspringen, ingleichen im Herzogthume Braunschweig das Gesinde wegen aller persönlichen (obligatorischen) Rechtsverhältnisse,

so lange ihr Aufenthalt an dem Orte, wo sie studiren oder dienen, dauert, bei den dortigen Gerichten belangt werden.

Bei verlangter Vollstreckung eines von dem Gericht des temporären Aufenthaltsortes gesprochenen Erkenntnisses durch die Behörde des ordentlichen persönlichen Wohnsitzes sind jedoch die nach den Gesetzen des letzteren Ortes bestehenden rechtlichen Verhältnisse desjenigen, gegen welchen das Erkenntniss vollstreckt werden soll, zu berücksichtigen.

Art. 20. Bei entstehendem Kreditwesen wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als allgemeines Konkursgericht (Gantgericht) anerkannt; hat Jemand nach Art. 9., 10. wegen des in beiden Staaten zugleich genommenen Wohnsitzes einen mehrfachen persönlichen Gerichtsstand, so entscheidet für die Kompetenz des allgemeinen Konkursgerichts die Prävention.

Der erbschaftliche Liquidationsprozess wird im Fall eines mehrfachen Gerichtsstandes von dem Gerichte eingeleitet, bei welchem er von den Betheiligten in Antrag gebracht wird, und falls solche Anträge bei den Gerichten beider Staaten gemacht sind, entscheidet die Prävention über die Kompetenz.

Der Antrag auf Konkursöffnung findet nach erfolgter Einleitung eines erbschaftlichen Liquidationsprozesses nur bei dem Gerichte Statt, bei welchem der letztere bereits rechtshängig ist.

Art. 21. Der hiernach in dem einen Staate eröffnete Konkurs- oder Liquidations-Prozess erstreckt sich auch auf das in dem andern Staate befindliche Vermö-

gen des Gemeinschuldners, welches daher auf Verlangen des Konkursgerichts von demjenigen Gericht, wo das Vermögen sich befindet, sichergestellt, inventirt, und entweder in natura oder nach vorgängiger Veräußerung zur Konkursmasse ausgeantwortet werden muss.

Hierbei finden jedoch folgende Einschränkungen Statt:

- 1) Gehört zu den auszuantwortenden Vermögen eine dem Gemeinschuldner angefallene Erbschaft, so kann das Konkursgericht nur die Ausantwortung des, nach erfolgter Befriedigung der Erbschaftsgläubiger, in soweit nach den im Gerichtsstande der Erbschaft geltenden Gesetzen die Separation der Erbmasse von der Konkursmasse noch zulässig ist, sowie nach Berücksichtigung der sonst auf der Erbschaft ruhenden Lasten, verbleibenden Ueberrestes der Konkursmasse fordern.
- 2) Ebenso können vor Ausantwortung des Vermögens an das allgemeine Konkursgericht alle nach den Gesetzen desjenigen Staates, in welchem das auszuantwortende Vermögen sich befindet, zulässigen Vindikations-, Pfand-, Hypotheken oder sonstige, eine vorzügliche Befriedigung gewährenden Rechte an den zu diesem Vermögen gehörigen und in dem betreffenden Staate befindlichen Gegenständen, vor dessen Gerichten geltend gemacht werden, und ist sodann aus deren Erlös die Befriedigung dieser Gläubiger zu bewirken und nur der Ueberrest an die Konkursmasse abzuliefern, auch der etwa unter ihnen oder mit dem Kurator des allgemeinen Konkurses oder erbschaftlichen Liquidationsprozesses über die Verität oder Priorität einer Forderung entstehende Streit von denselben Gerichten zu entscheiden.
- 3) Besitzt der Gemeinschuldner Bergtheile oder Kuxe oder sonstiges Bergwerkseigenthum, so wird, Behufs der Befriedigung der Berggläubiger, aus demselben ein Spezialkonkurs bei dem betreffenden Berggericht eingeleitet und nur der verbleibende Ueberrest dieser Spezialmasse zur Hauptkonkursmasse abgeliefert.
- 4) Ebenso kann, wenn der Gemeinschuldner Seeschiffe oder dergleichen Schiffsparte besitzt, die vorgängige Befriedigung der Schiffsgläubiger aus diesen Vermögensstücken nur bei dem betreffenden See- und Handelsgericht im Wege eines einzuleitenden Spezialkonkurses erfolgen.

1841 Art. 22. Insoweit nicht etwa die in dem vorstehenden Artikel 21. bestimmten Ausnahmen eintreten, sind alle Forderungen an den Gemeinschuldner bei dem allgemeinen Konkursgericht einzuklagen, auch die Rücksichte ihrer etwa bei den Gerichten des andern Staates bereits anhängigen Prozesse bei dem Konkurs-Gericht weiter zu verfolgen, es sey denn, dass letzteres Gericht deren Fortsetzung und Entscheidung bei dem prozessleitenden Gerichte ausdrücklich genehmigt oder verlangt. Diese Genehmigung soll in einem Rechtsstreite, in welchem an dem Tage der Eröffnung des Konkurses eine Entscheidung in erster Instanz bereits erfolgt ist, nicht versagt werden, wenn sie auch nur von einem der streitenden Theile beantragt wird.

Auch diejenigen der im Artikel 21. gedachten Realforderungen, welche von den Gläubigern bei dem besondern Gerichte nicht angezeigt, oder daselbst gar nicht oder nicht vollständig bezahlt worden sind, können bei dem allgemeinen Konkursgerichte noch geltend gemacht werden, so lange bei dem letztern nach den Gesetzen desselben eine Anmeldung noch zulässig ist.

Dingliche Rechte werden jedenfalls nach den Gesetzen des Orts, wo die Sache belegen ist, beurtheilt und geordnet.

Hinsichtlich der Gültigkeit persönlicher Ansprüche entscheiden, wenn es auf die Rechtsfähigkeit eines der Betheiligten ankommt, die Gesetze des Staates, dem er angehört; wenn es auf die Form eines Rechtsgeschäftes ankommt, die Gesetze des Staates, wo das Geschäft vorgenommen worden ist (Artikel 34.); bei allen andern als den vorangeführten Fällen die Gesetze des Staates, wo die Forderung entstanden ist. Ueber die Rangordnung persönlicher Ansprüche und deren Verhältnisse zu den dinglichen entscheiden die am Orte des Konkursgerichts geltenden Gesetze. Nirgends aber darf ein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern, rücksichtlich der Behandlung ihrer Rechte gemacht werden.

Art. 23. Alle Realklagen, deaglichen alle possessorischnen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet, — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönn-

lichen Gerichtsstande des Beklagten — erhoben werden, vorbehaltlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist. 1841

Art. 24. In dem Gerichtsstande der Sache können keine bloß (rein) persönliche Klagen angestellt werden.

Art. 25. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch Statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks oder aus Handlungen fließt, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Grundbesitzer

- 1) die mit seinem Pächter oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, oder
 - 2) die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse oder gelieferten Materialien und Arbeiten zu vergüten sich weigert, oder wenn von den auf dem Grundstück angestellten dienenden Personen Ansprüche wegen des Lohns erhoben werden, oder
 - 3) die Patrimonial-Gerichtsbarkeit oder ein ähnliches Befugniß missbraucht, oder
 - 4) seine Nachbarn im Besitze stört;
 - 5) sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berührt, oder
 - 6) wenn er das Grundstück ganz oder zum Theil veräußert und den Kontrakt nicht erfüllt, oder die schuldige Gewähr nicht leistet,
- so muß derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. 26. Der Gerichtsstand einer Erbschaft ist da, wo der Erblasser zur Zeit seines Ablebens seinen persönlichen Gerichtsstand hatte.

Art. 27. In diesem Gerichtsstande können angebracht werden:

- 1) Klagen auf Anerkennung eines Erbrechts und solche, die auf Erfüllung oder Aufhebung testamentarischer Verfügungen gerichtet sind;
- 2) Klagen zwischen Erben, welche die Theilung der Erbschaft oder die Gewährleistung der Erbtheile betreffen.

Doch kann dies (zu 1 und 2.) nur so lange ge-

1841 schehen, als in dem Gerichtsstande der Erbschaft der Nachlass noch ganz oder theilweise vorhanden ist. Endlich können

- 3) in diesem Gerichtsstande auch Klagen der Erbschaftsgläubiger und Legatarien angebracht werden, so lange sie nach den Landesgesetzen in dem Gerichtsstande der Erbschaft angestellt werden dürfen.

In den zu 1. 2 und 3. angeführten Fällen bleibt es jedoch dem Ermessen der Kläger überlassen, ob sie ihre Klage, statt in dem Gerichtsstande der Erben anstellen wollen.

Nicht minder steht jedem Miterben frei, die Klage auf Theilung der zum Nachlass gehörenden Immobilien auch in dem dinglichen Gerichtsstande der letzteren (Artikel 23.) anzubringen.

Ueber die Kompetenz der verschiedenen, nach diesen Bestimmungen zuständigen Gerichte (Artikel 26. vergl. mit Artikel 10 und 27.) entscheidet die Prävention, und zwar bei den zu 1 und 2. des Artikels 27. angeführten Klagen dergestalt, dass vor dem prävenirenden Gerichte auch alle anderen, denselben Nachlass betreffenden, in dem Gerichtsstande des Nachlasses zulässigen Klagen von gleicher Art und gleichem Zwecke zu verhandeln und zu entscheiden sind. Es bleibt jedoch auch in diesem Falle die Befugniß, die Theilung der in dem andern Staate belegenen, zum Nachlasse gehörigen Immobilien, im dinglichen Gerichtsstande in Antrag zu bringen, der Prävention des Erbschaftsgerichtes ungeschadet, unbeschränkt.

Art. 28. Ein Arrest kann in dem einen Staate unter den nach den Gesetzen desselben in Beziehung auf die eigenen Unterthanen vorgeschriebenen Bedingungen gegen den Bürger des andern Staates in dessen in dem Gerichtsbezirke des Arrestrichters befindlichen Vermögen angelegt werden, und begründet zugleich den Gerichtsstand für die Hauptklage insoweit, dass die Entscheidung des Arrestrichters rücksichtlich der Hauptsache nicht bloss an dem in seinem Gerichtssprengel befindlichen und mit Arrest belegten, sondern an allen in demselben Lande befindlichen Vermögensobjekten des Schuldners vollstreckbar ist. Die Anlegung des Arrestes giebt jedoch dem Arrestkläger kein Vorzugsrecht vor andern Gläubigern und verliert daher durch Konkurs-

eröffnung über das Vermögen des Schuldners seine rechtliche Wirkung. 1841

Art. 29. Der Gerichtsstand des Kontrakts, vor welchem eben sowohl auf Erfüllung, als auf Aufhebung des Kontrakts geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts-Bezirk sich anwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlossen worden ist oder in Erfüllung gehen soll. Jedoch werden hierdurch die Bestimmungen der Braunschweigischen Marktgerichts-Ordnung §. 5. und der Deklaration zu derselben vom 13. Oktober 1712. über die Kompetenz des Kaufgerichts zu Braunschweig, welche dieser Uebereinkunft in Abschrift beigefügt sind, nicht abgeändert. Andererseits soll aber auch die Anwendung derselben Grundsätze gegen Braunschweigische Unterthanen auf Preussischen Messen unbenommen seyn.

Art. 30. Die Klausel in einem Wechselbriefe oder eine Verschreibung nach Wechselrecht, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Gerichts unterwirft, in dessen Bezirk er nach der Verfallzeit anzutreffen ist, wird als gültig anerkannt, und begründet die Zuständigkeit eines jeden Gerichts gegen den in seinem Bezirk anzutreffenden Schuldner.

Aus dem ergangenen Erkenntnisse soll selbst die Personal-Exekution gegen den Schuldner bei den Gerichten des andern Staates vollstreckt werden.

Art. 31. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muss er auch auf die aus einer solchen Administration angestellte Klage sich einlassen, so lange nicht die Administration völlig beendigt und dem Verwalter über die abgelegte Rechnung quittirt ist.

Wenn daher ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert oder eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. 32. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon anhängigen Prozess einmischt, sie sey prinzipal oder akzessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sey es nach vorgängiger Streitankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Interven-

1841 nienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Hauptprozess geführt wird.

Art. 33. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagesachen wird durch die legale Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2. *Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

Art. 34. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme vor einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. 35. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechts auf unbewegliche Sachen zum Zwecke haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Sachen liegen.

3. *Rücksichtlich der Strafgerichtsbarkeit.*

Art. 36. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, soweit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahme bestimmen, von dem Staate, dem sie angehören, nicht ausgeliefert, sondern daselbst wegen der in dem andern Staate begangenen Verbrechen zur Untersuchung gezogen und bestraft. Daher findet auch ein Kontumazialverfahren des andern Staates gegen sie nicht Statt.

Wegen Verhütung und Bestrafung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen behält es bei den bestehenden Uebereinkünften vom ^{23. Januar} 1827. und ^{25. Januar} 1839. _{7. Februar} _{26. Februar} sein Bewenden.

Art. 37. Wenn ein Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat und daselbst ergriffen

und zur Untersuchung gezogen worden ist, so wird, 1841 wenn der Verbrecher gegen juratorische Kautioⁿ oder Handgelöbⁿiss entlassen worden, und sich in seinen Heimathsstaat zurückbegeben hat, von dem ordentlichen Richter desselben das Erkenntniss des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urteils sowohl an der Person als an den in dem Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen deren die Strafe erkannt worden ist, auch nach den Gesetzen des requirirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen und nicht als eine bloß polizei- oder finanzgesetzliche Uebertretung erscheint, ingleichen unbeschadet des dem requirirten Staate zuständigen Strafverwandlungs- oder Begnadigungsrechts. Ein Gleiches findet im Fall der Flucht eines Verbrechers nach ergangener rechtskräftiger (vollstreckbarer) Entscheidung oder während der Strafverbüßung Statt.

Hat sich aber der Verbrecher vor der Verurtheilung, der Untersuchung durch die Flucht entzogen, soll es dem untersuchenden Gericht nur freistehen, unter Mittheilung der Akten auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung des Verbrechers, so wie auf Einbringung der aufgelaufenen Unkosten aus dem Vermögen des Verbrechers anzutragen. In Fällen, wo der Verbrecher nicht vermögend ist, die Kosten der Strafvollstreckung zu tragen, hat das requirirende Gericht solche, in Gemässheit der Bestimmung des Artikels 46., zu ersetzen.

Art. 38. Hat der Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern Staates durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher Abgabengesetze, Polizeivorachriften und dergleichen, und welche demnach auch von diesem Staate nicht bestraft werden können, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Kontumazial-Verfahren wahren könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgabengesetzes des einen Staates dem Unterthanen des andern

1841 Staates Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung, sey es im Wege des Kontumazialverfahrens oder sonst insofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt. In Ansehung der Kontravention gegen Zollgesetze bewendet es bei dem unter den kontrahirenden Staaten am 1. November 1837. abgeschlossenen Vertrage, die Erleichterung der gegenseitigen Verkehrsverhältnisse betreffend.

Art. 39. Der zuständige Strafrichter darf auch, so weit die Gesetze seines Landes es gestatten, über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privatanprüche mit erkennen, wenn darauf von dem Beschädigten angetragen worden ist.

Art. 40. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu seyn, werden nach vorgängiger Requisition gegen Erstattung der Kosten ausgeliefert.

Art. 41. Solche eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des andern Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition gegen Erstattung der Kosten ausgeliefert; es bleibt jedoch dem requirirten Staate überlassen, ob er dem Auslieferungsantrage Folge geben wolle, bevor er die Regierung des dritten Staates, welchem der Verbrecher angehört, von dem Antrage in Kenntniss gesetzt und deren Erklärung erhalten habe, ob sie den Angeschuldigten zur eigenen Bestrafung reklamiren wolle.

Art. 42. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. 43. In Kriminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses zur Konfrontation oder Rekognition gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und des Versäumnisses nie verweigert werden.

Art. 44. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt 1841 sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden sollen, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, die bisher üblichen Reversalien über gegenseitige gleiche Rechtswillfährigkeit nicht weiter zu verlangen.

In Ansehung der vorgängigen Anzeige der requirirten Gerichte an die vorgesetzten Behörden, bewendet es bei den in beiden Staaten deshalb getroffenen Anordnungen.

III. Bestimmungen rücksichtlich der Kosten in Civil- und Kriminalsachen.

Art. 45. Gerichtliche und aussergerichtliche Prozess- und Untersuchungskosten, welche von dem kompetenten Gericht des einen Staats nach den dort geltenden Vorschriften festgesetzt und ausdrücklich für beitreibungsfähig erklärt worden sind, sollen auf Verlangen dieses Gerichts auch in dem andern Staate von dem daselbst sich aufhaltenden Schuldner ohne Weiteres exekutivisch eingezogen werden. Die den gerichtlichen Anwälten an ihre Mandanten zustehenden Forderungen an Gebühren und Auslagen können indess in Preussen gegen die dort wohnenden Mandanten nur im Wege des Mandatsprozesses nach §. 1. der Verordnung vom 1sten Juni 1833. geltend und beitreibungsfähig gemacht werden; es ist jedoch auf die Requisition des Braunschweigischen Prozessgerichts das gesetzliche Verfahren von dem kompetenten Gericht einzuleiten, und dem auswärtigen Rechtsanwalte Behufs der kostenfreien Betreibung der Sache ein Assistent von Amtswegen zu bestellen.

Art. 46. In allen Civil- und Kriminalrechtssachen, in welchen die Bezahlung der Unkosten dazu unvermögenden Personen obliegt, haben die Behörden des einen Staates die Requisitionen der Behörden des andern sportel- und stempelfrei zu expediren und nur den unumgänglich nöthigen baaren Verlag an Kopialien, Porto, Botenlöhnen, Gebühren der Zeugen und Sachverständigen, Verpflegungs- und Transportkosten zu liquidiren.

Art. 47. Den vor einem auswärtigen Gerichte abzuhörenden Zeugen und andern Personen sollen die

1841 Reise - und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumniss ihnen gebührenden Vergütung, nach der von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung bei erfolgter wirklicher Sistirung von dem requirirenden Gerichte sofort verabreicht werden.

Art. 48. Zu Entscheidung der Frage, ob die Person, welcher die Bezahlung der Unkosten in Civil- und Kriminalsachen obliegt, hinreichendes Vermögen dazu besitzt, soll nur das Zeugniß derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher diese Person ihren Wohnsitz hat.

Sollte dieselbe ihren Wohnsitz in einem dritten Staate haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden seyn, so wird es angesehen, als ob sie kein hinreichendes Vermögen besitze. Ist in Kriminalfällen ein Angeschuldigter zwar vermögend, die Kosten zu entrichten, jedoch in dem gesprochenen Erkenntnisse dazu nicht verurtheilt worden, so ist dieser Fall dem des Unvermögens ebenfalls gleich zu setzen.

Art. 49. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gelten nicht in Beziehung auf die Königlich Preussischen Rheinprovinzen. Auch stehen die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages mit der Beurtheilung der politischen Heimath in keiner Verbindung.

Art. 50. Die Dauer dieser Uebereinkunft wird auf zwölf Jahre, vom 1. Januar 1842, an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündigung von der einen oder andern Seite, so ist sie stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter verlängert anzusehen.

Hierüber ist Königlich Preussischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und solche mit dem Königlichen Insiegel versehen worden.

Berlin, den 4ten Dezember 1841.

(L. S.) Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

GR. v. MALTZAN.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine entsprechende Erklärung des Herzoglich Braunschweigischen Ministeriums vom 9. d. M. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 23. Dezember 1841.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

GR. v. MALTZAN.

Beilagen.

1841

Markt-, Gerichts- und Wechsel-Ordnung

d. d. Wolfenbüttel den 1. December 1686.

§. 5. Vor dieses Kauff-Gericht sollen gebracht werden alle in denen Märkten vorkommende streitige Sachen, da einer zu klagen hat wider Kauffleute, Krämer, so wol Christen als Juden, Factorn, Handwercker, Meckler, Gutfertiger, Fuhrleute, Handelsdiener und Jungen; wegen Kauffen, Verkauffen und Vertauschen, wie auch Wechsel, lagio, Interesse, Marktschulden, so in Braunschweigischen Messen contrahiret, oder von andern Orten zur Zahlung anhero remittiret und verwiesen, wie auch wegen Anlehens, Zinss, Mieth-Gelder, Fracht, übelverwahrter und beschädigter oder gar zu spät gelieferter Güter, und denen Kauffleuten dadurch verursachter Beschwerden, Schadens oder Miss-Credits und in Summa alle diejenigen Sachen die zum Commercio oder Handel und Wandel in den Messen immediate gehören, und davon herkommen und demselben anhängig seyn, da die Beklagte allhie wohnen oder anhero handeln, und die oder ihre Factorn, Güter oder Handels-Effecten hie anzutreffen: Diejenigen aber so nicht Kauffleute seyn und weder Handlung noch Laden haben, ob sie gleich sonst zu ihrem Gebrauch etwas kaufen oder nach Nothdurft verkauffen, worunter auch die Landleute, so ihr Korn, Vieh, Holtz und dergleichen gemeine Land-Wahren zum Markt bringen, und die so sie von ihnen kanffen, sollen nicht dem Kauff-Gericht und dessen Judicatur, sondern dem ordentlichen Magistrat und dessen Jurisdiction unterworfen seyn.

Declaratio

des 5ten Articuls der Anno 1686 publicirten Braunschweigischen Markt-, Gerichts- und Wechsel-Ordnung, den 13. October 1712.

Von Gottes Gnaden, Wir Anthon Ulrich, Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. Fügen hiemit zu wissen, wasgestalt bey der in Anno 1686 von Uns publicirten Braunschweigischen Markt-, Gerichts- und Wechsel-Ordnung in specie bei den 5ten Articul derselben der Zweifel entstanden, ob nicht in casu, wenn

1841 die Partheyen die Messen zu Braunschweig frequentiren, durch die Mess-Handlung mit einander in debet und credit gerathen, und major pars debiti et crediti aus der Mess-Handlung herrühret, und die zwischen denen Messen mit einander versetzte und contrahirte Posten occasione der Messe-Handlung veranlasset worden, und in die mit einander habende Rechnungen und Gegen-Rechnungen mit einlauffen, solche dergestalt zwischen denen Messen contrahirte Neben-Posten gleichergestalt zur Cognition mit vor das Kauff-Gerichte zu nehmen und daselbst zu entscheiden. Wann Wir dann gnädigst wollen, dass dergleichen Neben-Handlungen ob connexitatem causae hinführo mit vor das Braunschweigische Kauff-Gerichte gezogen, und allda decidiret werden sollen; So haben Wir solches mittelst dieser offenen Resolution declariren, und zu männigliches Nachricht dieselbe durch offenen Druck publiciziren lassen wollen. Urkundlich Unseres Handzeichens und bey gedruckten Fürstl. Geheimen Cantzeley - Secrets.

Gegeben in unser Vestung Wolfenbüttel den 13ten October 1712.

ANTHON ULRICH. (L. S.)

76.

Traité conclu à Berlin le 11 Décembre 1841 entre les Etats de l'Union de douanes allemande et le gouvernement de la Principauté de Waldeck, sur l'accession de la Principauté de Pyrmont à la dite Union.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1841. Nro 25. v. 27. Decemb.)

Vertrag zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zu dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits und Waldeck andererseits, den Anschluss des Fürstenthums Pyrmont an das Zoll-

..system Preussens und der übrigen Staaten des Zoll- 1841
vereins betreffend. Vom 11. Dezember 1841.

Nachdem Se. Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont den Wunsch zu erkennen gegeben haben, dass bei der nunmehr bevorstehenden Einverleibung des Preussischen Amtes Lügde in den Zollverein auch das Fürstenthum Pyrmont, dem deshalb in dem Vertrage vom 16. April 1831. über die Vereinigung des Fürstenthums Waldeck mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zollsysteme verabredeten, und in dem Vertrage vom 9. Januar 1838. über die fernere Vereinigung des Fürstenthums Waldeck mit Preussen zu einem übereinstimmenden Zoll- und Steuersysteme erneuerten Vorbehalte gemäss, dem Zollvereine angeschlossen werde, so haben, zum Zwecke der deshalb zu eröffnenden Verhandlungen, zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des, kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833., 12. Mai und 10. Dezember 1835., 2. Januar 1836. und 8. Mai 1841. bestehenden Zoll- und Handels-Vereins, nämlich der Kronen Bayern, Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Reuss-Schleiz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Ernst Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit Eichenlaub u. s. w., und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife u. s. w., und

Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont,

1841 Höchst Ihren Geheimen Regierungsrath Ludwig Hagemann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont treten mit Ihrem Fürstenthume Pyrmont, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, dem Zollsysteme des Königreichs Preussen und der mit diesem zu einem Zoll-Vereine verbundenen Staaten bei.

Art. 2. In Folge des Beitritts werden Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont, mit Aufhebung der gegenwärtig in dem Fürstenthume Pyrmont, über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, daselbst die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben in Uebereinstimmung mit den desfallsigen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen, wie solche in Preussen dermalen bestehen, eintreten, und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife, Verordnungen publiciren, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, durch Ihre Regierung zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Etwaige künftige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen oder neue derartigen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch im Fürstenthume Pyrmont zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Fürstlich Waldeckischen Regierung. Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 4. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben an den Grenzen zwischen Preussen und dem Fürstenthume Pyrmont auf, und es können alle Gegenstände aus letzterem frei und unbeschwert in die Preussischen und in die mit Preussen im Zollvereine befindlichen Staaten, und umgekehrt aus diesen in das Fürstenthum Pyrmont eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

a) der zu den Staatsmonopolen gehörenden Gegenstände

- (Salz), ingleichen der Spielkarten und der Kalender, 1841 nach Maassgabe des Artikels 5 und 6.,
- b) der im Innern des Zollvereins mit einer Steuer belegten inländischen Erzeugnisse nach Maassgabe des Artikels 7., und endlich
 - c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 5.. In Betreff des Salzes treten Se. Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont den zwischen den Mitgliedern des Zollvereins bestehenden Verabredungen in folgender Art bei:

- a) die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden nicht zum Vereine gehörenden Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe in deren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht;
- b) die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereins-Staaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorichts-Maassregeln stattfinden, welche von selbigen für nothwendig erachtet werden.
- c) die Ausfuhr des Salzes in fremde nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei;
- d) was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in die anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen;
- e) wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesamtvereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden;
- f) wenn ein Vereinsstaat durch das Gebiet eines anderen aus dem Auslande, oder aus einem dritten Vereinstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch ei-

1841 nen solchen sein Salz in fremde nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport, und die erforderlichen Sicherheits-Maassregeln zur Verhinderung der Einschwärtzung verabredet werden.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten und Kalendern kommt der Grundsatz, wonach es in sämmtlichen zum Zollvereine gehörigen Staaten und Gebietstheilen bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden behält, auch in Beziehung auf das Fürstenthum Pyrmont in Anwendung.

Art. 7. Die in Betreff der innern Steuern, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils bei ihrer Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar auf den Verbrauch gewisser Erzeugnisse gelegt sind, sowie hinsichtlich des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen durch den Vertrag vom 8. Mai d. J. unter den Vereinstaaten vereinbarten Bestimmungen werden auch in dem Fürstenthume Pyrmont Anwendung erhalten. Demgemäss wird, in Rücksicht auf die Steuern, welche in letzterem von inneren Erzeugnissen nach den in dem besonderen Verträge zwischen Preussen und Waldeck vom heutigen Tage deshalb getroffenen Verabredungen zur Erhebung kommen, zwischen Preussen und dem Fürstenthum Pyrmont gegenseitig von sämmtlichen inneren Erzeugnissen, bei dem Uebergange in das andere Gebiet, weder eine Rückvergütung der Steuern geleistet, noch eine Uebergangs-Abgabe erhoben werden, dagegen den übrigen Staaten des Zoll-Vereins gegenüber das Fürstenthum Pyrmont hinsichtlich der zu gewährenden Rückvergütungen und der zu erhebenden Uebergangs-Abgaben in dasselbe Verhältniss, wie Preussen treten.

Art. 8. Seine Fürstliche Durchlaucht treten der zwischen den Staaten des Zoll-Vereins unter dem 8. Mai d. J. getroffenen Uebereinkunft wegen Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Rumkelrüben bereiteten Zuckers bei, und erklären Sich auch damit einverstanden, dass, wenn die Fabrikation von Zucker oder Syrup aus anderen inländischen Erzeugnissen, als aus

Runkelrüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen 1841 erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrikation ebenfalls in sämtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzucker-Steuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen seyn würde.

Art. 9. Nicht minder treten Seine Fürstliche Durchlaucht den Verabredungen bei, welche in den zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten abgeschlossenen, der Fürstlichen Regierung mitgetheilten Zollvereinigungs-Verträgen über folgende Gegenstände getroffen worden sind:

1. wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, der Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob diese Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde, Statt finden;
2. wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichts-Systems;
3. wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Förderung der Gewerbsamkeit, insbesondere:
 - a. wegen der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem Gebiete eines andern, zum Zollvereine gehörigen Staates, Arbeit und Erwerb zu suchen;
 - b. wegen der, von den Unterthanen des einen Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben;
 - c. wegen der freien Zulassung von Fabrikanten und sonstigen Gewerbetreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen;
 - d. wegen des Besuches der Messen und Märkte;
4. wegen der Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind.

Insbesondere schliessen Se. Durchlaucht, wie dies bereits hinsichtlich des Fürstenthums Waldeck geschehen ist, so nunmehr auch für das Fürstenthum Pyrmont der zwischen den Regierungen der zu dem Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten unter dem 30.

1841 Juli 1838. abgeschlossenen allgemeinen Münz-Konvention mit der Erklärung Sich an, den Vierzehn-Thalerfuss als Landes-Münzfuss annehmen zu wollen.

Art. 10. Seine Fürstliche Durchlaucht erklären hierdurch Ihren Beitritt zu dem zwischen den Gliedern des Zoll- und Handelsvereins zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel und ihrer innern Verbrauchs-Abgaben gegen Defraudation bestehenden Zollkartel auch hinsichtlich des Fürstenthums Pyrmont, und werden die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit dem gegenwärtigen Vertrage daselbst publiciren lassen; auch die übrigen Vereinsstaaten werden die erforderlichen Anordnungen treffen, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 11. Die den im Artikel 2. erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung im Fürstenthume Pyrmont, insbesondere die Bestimmung, Einrichtung und amtliche Befugniß der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen, sollen in gegenseitigem Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Ausführungs-Kommissarien angeordnet werden.

Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont wollen die gedachte Verwaltung dem Verwaltungsbezirke der Königl. Preussischen Provinzial-Steuer-Direktion zu Münster zutheilen.

Die zu errichtenden Hebe- und Abfertigungsstellen sollen als gemeinschaftliche angesehen werden.

Art. 12. Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont werden für die ordnungsmässige Besetzung der im Fürstenthume Pyrmont zu errichtenden gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungsstellen, so wie der daselbst erforderlichen Aufsichts-Beamtenstellen nach Maassgabe der deshalb getroffenen näheren Uebereinkunft Sorge tragen.

Die in Folge dessen im gedachten Fürstenthume fungirenden Zoll- und Steuerbeamten werden von der Fürstlichen Regierung für beide Landesherrn in Eid und Pflicht genommen, und mit Legitimationen zur Ausübung des Dienstes versehen werden.

In Beziehung auf ihre Dienst-Obliegenheiten, namentlich auch in Absicht der Dienst-Disziplin, werden

dieselben jedoch nur der Königlich Preussischen Provinzial-Steuer-Direktion in Münster untergeordnet seyn. 1841

Die Schilder vor den Lokalen der Hebe- und Abfertigungsstellen im Fürstenthume Pyrmont sollen das Fürstliche Hoheitszeichen, die einfache Inschrift „Zoll-Amt“ erhalten, und gleich den Zolltafeln, Schlagbäumen etc. mit den Waldeckischen Landesfarben versehen werden.

Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur das Fürstlich Waldeckische Hoheitszeichen führen.

Art. 13. Die Untersuchung und Bestrafung der im Fürstenthume Pyrmont begangenen Zollvergehen, so wie die Vollstreckung der Erkenntnisse erfolgt nach Maassgabe des bereits für das Fürstenthum Waldeck ergangenen, und künftig auch auf das Fürstenthum Pyrmont anzuwendenden Zoll-Straf-Gesetzes, und zwar beim administrativen Verfahren, von dem betreffenden Haupt-Zoll- oder Steuer-Amte und dessen vorgesetzten Verwaltungsbehörden, im gerichtlichen Verfahren aber von den Fürstlichen Gerichtsbehörden, nach den bestehenden Normen und Kompetenzbestimmungen.

Art. 14. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die, wegen verschuldeter Zollvergehen im Fürstenthume Pyrmont verurtheilten Personen bleibt Seiner Durchlaucht dem Fürsten zu Waldeck und Pyrmont vorbehalten.

Art. 15. In Folge des gegenwärtigen Vertrages wird zwischen dem Königreiche Preussen und dem Fürstenthume Pyrmont eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben Statt finden, und der Ertrag dieser Einkünfte, den dieserhalb getroffenen näheren Verabredungen gemäss, nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 16. Da die in den Staaten des Zollvereins besteuerten ausländischen Waaren in dem Fürstenthume Pyrmont gegenwärtig theils mit gar keiner, theils mit wesentlich geringeren, als den im Zollvereine zu entrichtenden Eingangs-Abgaben belegt sind, so verpflichtet sich die Fürstlich Waldeckische Regierung, vor Herstellung des freien Verkehrs zwischen dem Fürstenthume und dem Gebiete des Zollvereins, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zolleinkünfte des Vereins durch die An-

1841 häufung und Einführung unverzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 17. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum letzten Dezember 1853. festgesetzt.

Erfolgt nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der anderen Seite eine Aufkündigung, so wird der Vertrag auf zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, verlängert angesehen.

Derselbe soll alsbald sämmtlichen theilnehmenden Regierungen zur Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung mit möglichster Beschleunigung, spätestens aber binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 11. Dezember 1841.

ERNST MICHAELIS. (L. S.) LUDWIG HAGEMANN. (L. S.)

ADOLPH GEORG THEODOR POCHHAMMER. (L. S.)

77.

Traité conclu à Berlin le 11 Décembre 1841 entre la Prusse et la Principauté de Waldeck, sur les droits à percevoir des produits indigènes et sur la vente du sel dans la Principauté de Pyrmont.

Vertrag zwischen Preussen und Waldeck wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse und wegen des Salzdebites im Fürstenthume Pyrmont. Vom 11. Dezember 1841.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont sind übereingekommen, im Zusammenhange mit dem zwischen Preussen, für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handelsvereins einerseits und Waldeck andererseits heute abgeschlossenen Vertrage wegen Anschliessung des Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins, zum Zwecke möglichster Erweiterung der durch diesen Anschluss bewirkten Verkehrsfreiheit zwischen den beiderseitigen Landen, noch weitere Ver-

abredungen treffen zu lassen. Demgemäss ist von den 1841
ernannten Bevollmächtigten

Seiner Majestät des Königs von Preussen:

Allerhöchst Ihrem Geheimen Legationsrath Ernst
Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen ro-
then Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub u. s. w.,
und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober - Finanzrath
Adolph Georg Theodor Pochhammer, Rit-
ter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens
3ter Klasse mit der Schleife u. s. w.;

und

Seiner Durchlaucht des Fürsten zu Wal-
deck und Pyrmont:

Höchst Ihrem Geheimen Regierungsrath Ludwig
Hagemann, Ritter des Königlich Preussischen ro-
then Adler-Ordens dritter Klasse,
folgender Vertrag unter dem Vorbehalte der Ratifika-
tion, abgeschlossen worden.

Art. 1. Um gleichzeitig mit dem Anschlusse des
Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und
der übrigen Staaten des Zollvereins auch alle Hinder-
nisse zu entfernen, welche einer völligen Freiheit des
gegenseitigen Verkehrs zwischen den Königlich Preus-
sischen Landen und dem Fürstenthume Pyrmont in der
Verschiedenheit der Besteuerung innerer Erzeugnisse
entgegenstehen würden, wollen Seine Durchlaucht der
Fürst zu Waldeck und Pyrmont eine Gleichstellung der
Besteuerung der nachstehend genannten inneren Erzeug-
nisse mit der in Preussen gesetzlich bestehenden Be-
steuerung in dem Fürstenthume Pyrmont bewirken.

Demgemäss werden Seine Fürstliche Durchlaucht, was

A. den Branntwein, und

B. das Bier

betrifft, von dem Tage der Ausführung des gegenwär-
tigen Vertrages an die bisher in dem gedachten Für-
stenthume bestandene Fabrikations-Abgabe von inländi-
ischem Branntwein aufhören, und daselbst eine Brant-
weinsteuer, ingleichen eine Braumalzsteuer, nach Maass-
gabe der deshalb in Preussen bestehenden Gesetzge-
bung, sowohl den Steuersätzen als auch den Erhebungs-
und Kontroleformen nach, erheben lassen.

C. Für den Fall, dass innerhalb des Fürstenthums
Pyrmont Weinbau zur Kelterung von Most betrieben

1841 werden sollte, machen Seine Durchlaucht sich anheischig, eine Besteuerung des Weinmostes in Uebereinstimmung mit den in Preussen bestehenden Gesetzen eintreten zu lassen.

D. Ferner wollen Seine Durchlaucht in dem Falle, dass in gedachtem Fürstenthume der Tabacksbau einen irgend erheblichen Umfang erreichen sollte, daselbst die in Preussen bestehende Besteuerung des inländischen Tabacksbaues einführen.

Art. 2. In Ansehung des Salzdebts in dem Fürstenthume Pyrmont wollen Seine Fürstliche Durchlaucht den im Königreiche Preussen bestehenden Einrichtungen unter der hinsichtlich des Verkaufspreises besonders verabredeten Modifikation, Sich völlig anschliessen.

Art. 3. Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont werden die den vorstehenden Verabredungen entsprechenden Gesetze und Verordnungen erlassen, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen sich zu richten haben, durch Ihre Regierungen zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 4. Etwaige Abänderungen der betreffenden, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch im Fürstenthume Pyrmont zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Fürstlichen Regierung.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 5. Wegen alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der fraglichen Steuern, und des Salzdebts, insbesondere die Errichtung der Steuer-Erhebungs- und Salzdebitstellen, die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichts-Beamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse, und die obere Leitung des Steuerdienstes, ferner die Untersuchung und Bestrafung der Steuervergehen so wie die Vollstreckung der Straferkenntnisse betrifft, sollen eben dieselben Verabredungen maassgebend seyn, welche in dem zwischen den hohen kontrahirenden Theilen am heutigen Tage abgeschlossenen Vertrage wegen Anschliessung des Fürstenthums Pyrmont an den Zollverein, hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben getroffen worden sind.

Art. 6. In Folge der vorstehenden Bestimmungen

wird zwischen Preussen und dem Fürstenthume Pyr- 1841
mont eine Gemeinschaftlichkeit der Einkünfte von der
Branntwein- und Braumalzsteuer, desgleichen vom Salz-
debit Statt finden und der Ertrag nach dem Verhältnisse
der Bevölkerung vertheilt werden.

Art. 7. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages,
welcher mit dem 1. Januar 1842. zur Ausführung ge-
bracht werden soll, wird vorläufig auf zwölf Jahre,
mithin bis zum letzten Dezember 1853. festgesetzt. Er-
folgt nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses
Zeitraumes von der einen oder der anderen Seite eine
Aufkündigung, so wird der Vertrag auf weitere zwölf
Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als ver-
längert angesehen.

Derselbe soll alsbald den betheiligten Regierungen
zur Ratifikation vorgelegt und soll die Auswechselung
der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleu-
nigung, spätestens aber binnen sechs Wochen in Ber-
lin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 11. Dezember 1841.

ERNST MICHAELIS. (L. S.) LUDWIG HAGEMANN. (L. S.)

ADOLPH GEORG THEODOR FUCHHAMMER. (L. S.)

78.

Accord provisoire, conclu le 13 dé- cembre 1841, pour régler le service des postes entre le royaume de France et le Grandduché de Luxembourg.

Les soussignés, baron de Boislecomte, envoyé ex-
traordinaire et ministre plénipotentiaire de sa majesté
le Roi des Français près sa majesté le Roi des Pays-
Bas, grand-duc de Luxembourg, et baron de Blochau-
sen, chancelier d'état, par intérim, pour les affaires du
grand-duché de Luxembourg, dûment autorisés par leurs
gouvernemens respectifs pour régler le service des pos-
tes entre la France et le grand-duché, considérant:

Que, par suite de la résolution prise par sa majesté
le roi, grand-duc, de constituer définitivement, comme
deux Etats distincts et séparés, quoique gouvernés par
le même souverain, le royaume des Pays-Bas et le

1841 grand-duché de Luxembourg, les relations administratives qui existaient encore, sous plusieurs rapports, entre l'office des postes des Pays-Bas et les bureaux de poste dans le grand-duché, doivent cesser à dater du 1^{er} janvier 1842;

Que, par conséquent, l'art. 3 de la convention postale additionnelle du 20 septembre 1839, qui, en rétablissant les communications directes entre les bureaux de Luxembourg et de Thionville, les soumet aux stipulations de la convention passée le 12 septembre 1817, entre la France et les Pays-Bas, ne saurait plus avoir son exécution;

Qu'il importe, cependant, d'assurer à ce service, avant l'époque prochaine du 1^{er} janv. 1842, une continuation régulière et suivie,

Sont tombés d'accord :

Qu'en attendant la conclusion d'une convention formelle entre sa majesté le Roi des Français et sa majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, pour régler définitivement les relations postales entre la France et le grand-duché, ces relations seront provisoirement continuées comme par le passé, suivant les dispositions de la convention du 12 septembre 1817 et des articles additionnels du 20 septembre 1839; avec cette seule différence que les comptes qui en résulteront seront réglés et soldés, à partir du 1^{er} janvier 1842, entre l'administration générale des postes de France et l'administration des postes grand-ducales.

La Haye, le 13 décembre 1841.

(L. S.) Baron de BOISLECOMTE.

(L. S.) Baron de BLOCHAUSEN.

79.

Traité entre le royaume de Hanovre et le Grandduché d'Oldenbourg, conclu à Berlin le 14 Décembre 1841, sur la continuation de l'Union de douanes subsistant entre eux en vertu du Traité du 7 Mai 1836.

Se. Majestät der König von Hannover und
Se. Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg

haben — nachdem von Seiten Sr. Durchlaucht des Herzogs von Braunschweig und Lüneburg die Absicht erklärt worden, aus dem mittelst des Vertrags vom 1sten Mai 1834, geschlossen zwischen Hannover einerseits und Braunschweig andererseits, und des Vertrags vom 7ten Mai 1836, geschlossen zwischen Hannover und Braunschweig einerseits und Oldenburg andererseits, unter dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig und demnächst dem Herzogthume Oldenburg errichteten Steuervereine, bei dem mit dem Ende des jetzigen Jahrs 1841 bevorstehenden Ablaufe jener Verträge für Ihre Lande auszuschcheiden — wegen der Fortdauer des gedachten Steuervereins für Ihre Staaten Unterhandlungen eintreten lassen, und für dieselben bevollmächtigt:

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren General-Lieutenant, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Preussischen und Königlich Sächsischen Hofe, August von Berger, Grosskreuz des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens u. s. w.,

Allerhöchst Ihren General-Direktor der indirekten Steuern, Georg Friedrich Hieronymus Domes, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens u. s. w.

und

Allerhöchst Ihren Hofrath Friedr. Ernst Witte, Ritter u. s. w.,

und

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Geheimen Hofrath Gerhard Friedrich August Jansen, Kleinkreuz des Grossherzoglich Oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens des Herzogs Peter Friedrich Ludwig u. s. w.

und es sind diese Bevollmächtigten, in Gemässheit der ihnen ertheilten Vollmachten und Instruktionen, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, über Nachstehendes übereingekommen.

Art. 1. Der obgedachte Vertrag vom 7. Mai 1836., geschlossen zwischen Hannover und Braunschweig einerseits und Oldenburg andererseits, wird in Beziehung auf das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg auf Ein Jahr, also bis zum Ablaufe des Jah-

1841 res 1842., verlängert, und soll demnach während desselben für diese Staaten in seiner vollen Wirksamkeit fortbestehen.

Art. 2. Für dieselbe Jahresperiode bleibt auch das zwischen Hannover und Braunschweig einerseits und Oldenburg andererseits unter dem 27. Juni 1836. abgeschlossene Steuer- und Zollkartel, mit der im folgenden Artikel enthaltenen Erweiterung, für das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg in Kraft.

Art. 3. Die Steuerbeamten des einen Staats sollen nicht nur zur Verfolgung verübter Steuer-Kontraventionen (Art. 5. des erwähnten Kartels), sondern auch überhaupt zur Ausübung ihrer Dienst-Funktionen in dem Gebiete des anderen Staats, wenn es im gemeinsamen Interesse von den obersten Steuerbehörden für angemessen gehalten wird, befugt seyn und in dergleichen Fällen den Schutz und Beistand genießen, welcher den Steuerbeamten des eigenen Staats verliehen wird.

Die Namen der betreffenden Steuerbeamten werden in dem Bezirke desjenigen Staats, in welchem sie zu Dienstleistungen kommittirt sind, zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Art. 4. Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auslieferung der Ratifikations-Urkunden längstens binnen drei Wochen bewirkt werden.

Urkundlich dessen ist dieser Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, am 14. Dezember 1841.

A. v. BERGER. (L. S.)	G. FR. H. DOMMES. (L. S.)
FR. E. WITTE. (L. S.)	G. FR. A. JANSSEN. (L. S.)

80.

Traité entre la Prusse — pour elle-même et au nom des autres membres de l'union de douanes allemande — et le Duché de Brunswic d'une part et le royaume de Hanovre et le Grand-duché d'Oldenbourg d'autre part, concernant les contributions indirectes payables dans quelques districts du Duché de Brunswic. Conclu et signé à Berlin le 16 Décembre 1841.

Vertrag zwischen Preussen, — für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handelsvereins, — und Braunschweig einerseits und Hannover und Oldenburg andererseits, betreffend die steuerlichen Verhältnisse verschiedener Herzoglich Braunschweigischer Landestheile. Vom 16. Dezember 1841.

Nachdem Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg bei dem zu Ende dieses Jahres bevorstehenden Ablaufe der Periode, für welche der mittelst der Verträge vom 1. Mai 1834. und 7. Mai 1836. zwischen Hannover, Oldenburg und Braunschweig bestehende Steuerverein zunächst errichtet worden ist, Sich entschlossen haben, aus diesem Steuervereine auszuscheiden und vermöge des zwischen Preussen für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des, kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833., 12. Mai u. 10. Dezemb. 1835., 2. Jan. 1836. und 8. Mai 1841. bestehenden Zoll- und Handelsvereins einerseits und Braunschweig andererseits unter dem 19. Oktober d. J. abgeschlossenen Vertrages mit Höchst Ihren Landen, unter Ausnahme einiger ausser unmittelbarem Zusammenhange mit den Gebieten der Zollvereinsstaaten befindlichen Landestheile, dem gedachten Zoll- und Handelsvereine beizutreten, bei dem Abschlusse dieses Vertrages jedoch vorbehalten worden ist, den

1841 Umständen nach den Herzoglich Braunschweigischen Harz- und Weserdistrikt dem zwischen Hannover und Oldenburg etwa noch fortzusetzenden Steuervereine mittelst einer von Seiten des Zollvereins und Braunschweigs mit Hannover und Oldenburg einzugehenden Uebereinkunft für die Dauer des Jahres 1842. wiederum anzuschliessen: so haben, mit Rücksicht auf die nunmehr zwischen den beiden letztgenannten Staaten erfolgte Prolongation des Steuervereins, zur Erledigung dieses Vorbehalts, und, was Hannover, Oldenburg und Braunschweig betrifft, um bei dieser Gelegenheit zugleich hinsichtlich der Verhältnisse der von dem Anschlusse des Herzogthums Braunschweig an den Zollverein nicht berührten Herzoglichen Landestheile weitere Vereinbarung zu treffen, Verhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten ernannt:

einerseits

Seine Majestät der König von Preussen für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Kronen Bayern, Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Reuss-Schleiz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt

Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Ober-Finanzrath und Generaldirektor der Steuern, August Heinrich Kuhlmeier, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit dem Stern und Eichenlaub u. s. w.;

Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub u. s. w.,

und

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königl-

lich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse mit 1841
der Schleife u. s. w.;

und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog
von Braunschweig und Lüneburg:

Höchst Ihren Finanzdirektor und Geheimen Lega-
tionsrath August Philipp Christian Theodor
von Amsberg, Kommandeur erster Klasse vom Her-
zoglich Braunschweigischen Orden Heinrichs des Lö-
wen u. s. w.;

andererseits

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren General-Lieutenant, ausserordent-
lichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem
Königlich Preussischen und dem Königlich Sächsischen
Hofe, August von Berger, Grosskreuz des Königl-
ich Hannoverschen Guelphen-Ordens u. s. w.;

Allerhöchst Ihren General-Direktor der indirekten
Steuern, Georg Friedrich Hieronymus Domes,
Ritter des Königlich Hannoverischen Guelphen-
Ordens u. s. w.,

und

Allerhöchst Ihren Hofrath Friedrich Ernst Witte,
Ritter etc.

und

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog
von Oldenburg:

Höchst Ihren Geheimen Hofrath Gerhard Fried-
rich August Jansen, Kleinkreuz des Grossherzog-
lich Oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens des
Herzogs Peter Friederich Ludwig u. s. w.;

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbe-
halte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen
worden ist:

Art. 1. Im Einverständnisse mit den zuvor gedach-
ten, zu dem Zoll- und Handelsvereine verbundenen
Staaten wollen Seine Durchlaucht der Herzog von Braun-
schweig Höchst Ihren Harz- und Weserdistrikt, nament-
lich die Aemter Harzburg, Lutter a. B., Seesen, Gan-
dersheim, Greene, Eschershausen, Stadt Oldendorf, Holz-
minden und Ottenstein, für die Dauer des Jahres 1842.
dem zwischen Hannover und Oldenburg vermöge des
hier abschriftlich beigefügten Vertrags vom 14. Dezem-
ber d. J. erneuerten Steuervereine anschliessen.

1841 Art. 2. Zufolge der in dem vorstehenden Artikel ausgesprochenen, Seitens Seiner Majestät des Königs von Hannover und Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg angenommenen Erklärung werden, in Beziehung auf die benannten Herzoglich Braunschweigischen Gebietstheile, folgende am letzten Dezember d. J. ablaufende Verträge:

- a) der Vertrag vom 1. Mai 1834. über die Annahme eines gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systems der Eingangs-, Durchgangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben zwischen Hannover und Braunschweig;
- b) der Vertrag vom 7. Mai 1836. über die Annahme eines gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systems der Eingangs-, Durchgangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben zwischen Hannover und Braunschweig einerseits und Oldenburg andererseits; und
- c) das zwischen denselben Staaten unter dem 27. Juni 1836. abgeschlossene Steuer- und Zollkartel, letzteres jedoch mit den im Artikel 3. des oben beigefügten Vertrages vom 14. Dezember d. J. enthaltenen zusätzlichen Bestimmungen, hierdurch für die Dauer des Jahres 1842. erneuert.

Art. 3. Zwischen Seiner Majestät dem Könige von Hannover und Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg einerseits, und Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Braunschweig andererseits, wird ferner hierdurch festgestellt, dass Seine Herzogliche Durchlaucht mit Ihren von dem Zollvereine ausgeschlossenen Landestheilen, namentlich dem Amte Thedinghausen, den Ortschaften Bodungen und Oestrum, und den Dörfern Ostharingen und Oelsburg dem Steuervereine für den Zeitraum des Jahres 1842. wiederum beitreten, weshalb auch für diese Gebietstheile die im vorstehenden Artikel 2. bezeichneten Verträge während des besagten Zeitraums in Kraft bleiben werden.

Art. 4. Seine Majestät der König von Hannover und Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig wollen hinsichtlich Ihrer Kommunion-Besitzungen, einschliesslich der Juliushütte; welche ebenfalls bei dem Steuervereine für das Jahr 1842 verbleiben, es bei den Bestimmungen des desfallsigen Vertrages vom 14. März 1835. bewenden lassen.

Art. 5. In Folge der durch die vorstehenden Ar-

tikel 1. 3. und 4. erneuerten Steuervereinigung verblei- 1841
ben Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig,
bezüglich Ihrer fraglichen Besitzungen, in denselben
Rechten und Verbindlichkeiten, welche in den Bestim-
mungen der Verträge vom 1. Mai 1834. und 7. Mai
1836. begründet sind.

Art. 6. Gegenwärtiger Vertrag soll sofort den ho-
hen kontrahirenden Theilen vorgelegt, und sollen die
Ratifikations-Urkunden noch vor dem letzten Dezember
d. J. zu Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 16. Dezember 1841.

A. H. KUHLMAYER. (L. S.) A. v. BERGER. (L. S.)
F. A. EICHMANN. (L. S.) G. FR. H. DOMMES. (L. S.)
A. G. T. POCHHAMMER. (L. S.) FR. E. WITTE. (L. S.)
A. PH. CH. v. AMSBERG. (L. S.) G. FR. A. JANSEN, (L. S.)

81.

*Traité entre la Prusse et les Etats
de l'Union de douanes allemande
d'une part et le Hanovre, le Brun-
swic et l'Oldenbourg d'autre part, con-
cernant le renouvellement du Traité
du 1 Novembre 1837, pour faciliter
les relations réciproques de commerce.
Signé et conclu à Berlin, le 17 Dé-
cembre 1841.*

Da der zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Wür-
temberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hes-
sen, den zu dem Thüringischen Zoll- und Handelsver-
eine gehörigen Staaten, Nassau und der freien Stadt
Frankfurt, als den Mitgliedern des Kraft der Verträge
vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, 12. Mai
und 10. December 1835, 2. Januar 1836 und 8. Mai
1841 bestehenden Zoll- und Handelsvereins, einerseits,
und Hannover, Oldenburg und Braunschweig, als den
Mitgliedern des Kraft der Verträge vom 1. Mai 1834
und 7. Mai 1836 bestehenden Steuervereins, anderer-
seits, unter dem 1. November 1837 vorläufig auf den
Zeitraum von vier Jahren abgeschlossene Vertrag we-

1841 gen Beförderung der gegenseitigen Verkehrs - Verhältnisse mit dem letzten December d. J. ausser Wirksamkeit tritt, die hohen kontrahirenden Theile aber denselben mit einigen Abänderungen und Ergänzungen, besonders unter Berücksichtigung des mit dem 1. Januar 1842. erfolgenden Anschlusses des Herzogthums Braunschweig an den Zoll - und Handelsverein, zu erneuern wünschen; so haben zum Zwecke der deshalb zu pflegenden Verhandlungen zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen für Sich und in Vertretung der sämtlichen Mitglieder des Zoll - und Handelsvereins, nämlich der Kronen Bayern, Sachsen und Würtemberg, dem Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg - Sondershausen, Reuss - Greitz, Reuss-Schleitz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt,

Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Ober - Finanzrath und General-Direktor der Steuern, August Heinrich Kuhlmeier, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit dem Stern und Eichenlaub u. s. w.;

Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor der 2ten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub u. s. w., und

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse mit der Schleife u. s. w.,

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren General-Lieutenant, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem Königlich Preussischen und dem Königlich Sächsischen Hofe, August von Berger, Grosskreuz des Königlich Hannoverischen Guelphen-Ordens u. s. w.;

Allerhöchst Ihren General - Direktor der indirekten Steuern Georg Friedrich Hieronymus Dom-

mes, Ritter des Königlich Hannoverischen Guelphen- 1841
Ordens u. s. w., und

Allerhöchst Ihren Hofrath Friedrich Ernst Witte,
Ritter u. s. w.;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog
von Oldenburg:

Höchst Ihren Geheimen Hofrath Gerhard Fried-
rich August Jansen, Kleinkreuz des Grossherzog-
lich Oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens des
Herzogs Peter Friederich Ludwig u. s. w., und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog
von Braunschweig und Lüneburg:

Höchst Ihren Finanz-Direktor und Geheimen Lega-
tions-Rath August Philipp Christian Theodor
von Amsberg, Kommandeur 1ster Klasse vom Her-
zoglich Braunschweigischen Orden Heinrichs des Löwen,
u. s. w.,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte
der Ratifikation folgender Vertrag abgeschlossen wor-
den ist.

Art. 1. Da die hohen contrahirenden Theile die
gegenseitige Unterdrückung des Schleichhandels und eine
freundnachbarliche Mitwirkung zur Aufrechthaltung Ih-
rer gegenseitigen Handels- und Steuersysteme als vor-
zügliche Mittel zur Beförderung des redlichen Verkehrs
zwischen beiden Vereinen anerkennen; so verpflichten
Dieselben Sich auch ferner, dem Schleichhandel zwi-
schen Ihren Landen, und insbesondere da, wo die
Grenzen der beiderseitigen Vereine sich berühren, nach
Möglichkeit entgegen zu wirken, jeden durch die Zoll-
oder Steuergesetze des Nachbarlandes verbotenen Ver-
kehr nach letzterem in Ihren Staaten möglichst zu ver-
hindern und zu bestrafen, und Sich gegenseitig zur
Ausrottung eines solchen unerlaubten Verkehrs, wo der-
selbe sich zeigen sollte, behülflich zu seyn. Zur Er-
reichung dieses Zweckes ist die in der Anlage A. bei-
gefügte Uebereinkunft wegen Unterdrückung des Schleich-
handels zwischen Ihnen errichtet worden.

Art. 2. In demselben Sinne und um zugleich die
Unbequemlichkeiten und Schwierigkeiten zu beseitigen,
welche aus der vorspringenden Lage einiger Hannoveri-
schen Landestheile in das angrenzende Preussische und
in das vom 1. Januar 1842. ab dem Zollvereine ange-

1841 h6rende Braunschweigische Gebiet, sowohl f6r die beiderseitigen Verwaltungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben, als insbesondere auch f6r den Verkehr der beiderseitigen Unterthanen entstehen, wollen Seine Majestät der K6nig von Hannover

1. die Grafschaft Hohenstein und das Amt Elbingerode bei dem Zollvereine, welchem das diese Landtheile begrenzende Preussische Gebiet angeh6rt, nach Inhalt der unter B. hier beigef6gten Uebereinkunft auch ferner belassen, und
2. den in das Braunschweigische Gebiet vorspringenden Theil des Amtes Fallersleben s6dlich von dem Wege, welcher von Wolfsburg 6ber M6rse nach Flechtorf f6hrt, und zwar die Ortschaft M6rse mit einbegriffen, an den gedachten Zollverein anschliessen, wor6ber mittelst der in der Anlage C. beigef6gten Uebereinkunft das N6here festgestellt worden ist.

Aus gleichen R6cksichten auf die Lage und die Verkehrs-Verh6ltnisse einiger Preussischen Landestheile, wollen Seine Majestät der K6nig von Preussen

- a) die rechts der Weser und der Aue, und die am linken Weserufer, von Schl6sselburg bis zur Glasfabrik Gernheim belegenen Theile des Kreises Minden,
 - b) das Dorf W6rgassen und
 - c) den n6rdlich von der Lemf6rder Chaussee belegenen Theil des Dorfes Reiningen,
- bei dem Steuervereine, nach n6herem Inhalte der unter D. anliegenden Uebereinkunft, ebenfalls ferner belassen, wie denn auch Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig mit dem Harz- und Weser-Distrikte, in Gem6ssheit des deshalb unter dem 16. Dezember d. J. abgeschlossenen besonderen Vertrages, bei dem Steuervereine verbleiben.

Art. 3. Die Uebereinkunft, Beilage C. des Vertrages vom 1. November 1837., betreffend den Anschluss des F6rstenthums Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, ferner des Amtes Calv6rde, des Braunschweigischen Anthells des Dorfes Pabstdorf und des Dorfes Hessen an das Zollsystem Preussens und der 6brigen Staaten des Zollvereins, erlischt mit dem letzten Dezember d. J., indem die vorgenannten Landestheile vom 1. Januar 1842. ab, in Gem6ssheit des zwischen den Staaten des Zollvereins und Braunschweig

unter dem 19. Oktober 1841. abgeschlossenen Vertra- 1841
ges, dem Zollvereine angehören werden.

Art. 4. Zur fernerer Erleichterung des gegenseitigen rechtlichen und gesetzmässigen Verkehrs haben die hohen kontrahirenden Theile Sich über Ermässigung oder Erlass der von gewissen Erzeugnissen des einen Vereins bei deren unmittelbarer Einfuhr in das Gebiet des anderen Vereins zu entrichtenden Abgaben, ingleichen der auf gewissen Strassen zu erhebenden Durchgangs-Abgaben, nicht minder über andere, dem gegenseitigen Verkehr förderliche Anordnungen, mittelst der unter E. hier beiliegenden besonderen Uebereinkunft geeignet.

Art. 5. Bei der in Gemässheit des Art. 4. des Vertrages vom 1. November 1837. erfolgten Einverleibung der Königlich Hannoverischen Stadt und des Ober-Amtes Münden mit Einschluss des Dorfes Oberode in den Steuerverein behält es auch ferner sein Bewenden.

Art. 6. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages und der demselben unter A. bis E. angeschlossenen Uebereinkünfte, welche sämmtlich mit dem 1. Januar 1842. in Wirksamkeit treten, wird bis zum Ende des Jahres 1842. festgesetzt.

Derselbe soll alsbald sämmtlichen betheiligten Regierungen zur Ratifikation vorgelegt, und die Auswechsellung der Ratifikations - Urkunden soll jedenfalls vor Ablauf des gegenwärtigen Jahres zu Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 17. Dezember 1841.

A. H. KUHLMAYER. (L. S.)	F. A. EICHMANN. (L. S.)
AD. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.)	A. v. BERGER. (L. S.)
G. F. H. DOMMES. (L. S.)	F. E. WITTE. (L. S.)
G. F. A. JANSSEN. (L. S.)	A. PH. CH. v. AMBERG. (L. S.)

1841

82.

Convention entre la Prusse, les autres Etats de l'union de douanes allemande et le Duché de Brunswick d'une part et l'union de douanes hanovrienne de l'autre part, pour la repression de la contrebande. Conclue à Berlin, 17 Décembre 1841.

Uebereinkunft zwischen Preussen und den übrigen Staaten des Zollvereins nebst Braunschweig einerseits, und Hannover und den übrigen Staaten des Steuervereins andererseits

wegen

Unterdrückung des Schleichhandels.

Einziger Artikel.

Die unterm 1. November 1837. zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Hannover, Oldenburg und Braunschweig andererseits abgeschlossene Uebereinkunft wegen Unterdrückung des Schleichhandels bleibt mit der Maassgabe in Kraft, dass dieselbe 1. rücksichtlich der zum Zollvereine gehörigen Staaten und Landestheile auf

- a) das Herzogthum Braunschweig, mit Ausnahme der bei dem Steuervereine verbleibenden Gebietstheile,
- b) das Fürstenthum Lippe,
- c) die Kurhessische Grafschaft Schaumburg,
- d) das Fürstlich Waldeckische Fürstenthum Pyrmont,
- e) das Königlich Preussische Amt Lügde,
- f) auf den im Artikel 2. des Hauptvertrages vom heutigen Tage bezeichneten Theil des Königlich Hanoverischen Amtes Fallersleben,

und zwar, was die unter b. bis e. genannten Länder und Gebietstheile betrifft, sobald deren Anschluss an den Zoll- und Handelsverein zur Ausführung gekommen seyn wird,

und

1841

2. rücksichtlich der zu dem Steuervereine gehörigen Staaten und Landestheile auf das Fürstenthum Schaumburg-Lippe, sobald der Vertrag über den Anschluss desselben an den Steuerverein erneuert worden, ausgedehnt wird.

So geschehen Berlin, den 17. Dezember 1841.

A. H. KUHLMAYER. (L. S.) A. v. BERGER. (L. S.)

F. A. EICHMANN, (L. S.) G. F. H. DOMMES. (L. S.)

A. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.) F. E. WITTE. (L. S.)

A. PH. CH. T. v. AMSBERG. (L. S.) G. F. A. JANSSEN. (L. S.)

83.

Convention entre la Prusse, les autres Etats appartenants à la ligue de douanes allemande et le Duché de Brunswic d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part sur l'accession renouvelée du Comté de Hohnstein et du baillage d'Elbingerode au système de douanes établi entre les dits premiers Etats. Conclue et signée à Berlin, le 17 Décembre 1841.

Uebereinkunft zwischen Preussen und den übrigen Staaten des Zollvereins nebst Braunschweig einerseits und Hannover andererseits,
den

erneuerten Anschluss der Grafschaft Hohnstein und des Amtes Elbingerode an das Zollsystem der ersteren Staaten betreffend.

Art. 1. Die unter dem 1. November 1837. abgeschlossene Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits und Hannover andererseits, den Anschluss der Grafschaft Hohnstein und

1841 des Amtes Elbingerode an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins betreffend, bleibt mit folgenden Ergänzungen und Modifikationen in Kraft.

Art. 2. Die wegen der Freiheit des Verkehrs und Gewerbetriebes zwischen den zum Zollvereine gehörigen Staaten und der Grafschaft Hohnstein nebst dem Amte Elbingerode im Artikel 1. der gedachten Uebereinkunft enthaltenen Bestimmungen werden auch im Verhältnisse der eben erwähnten Königlich Hannoverschen Landestheile zu dem vom 1. Januar 1842. ab dem Zollvereine beitretenden Herzogthume Braunschweig, mit Ausnahme der bei dem Steuervereine verbleibenden Gebietstheile, ingleichen zu denjenigen Ländern und Landestheilen in Anwendung kommen, welche dem Zollvereine etwa künftig noch angeschlossen werden.

Art. 3. Statt der in dem Artikel 7. der Uebereinkunft vom 1. November 1837. angeführten Grundsätze rücksichtlich der in den Staaten des Zollvereins bestehenden inneren Verbrauchs - Abgaben, so wie der daselbst für Rechnung von Kommunen und Korporationen zulässigen Erhebung von Zuschlags - Abgaben und Oktrois, kommen vom 1. Januar 1842. ab diejenigen Verabredungen, welche die Regierungen der gedachten Staaten in dem Vertrage vom 8. Mai d. J., die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins betreffend, dierhalb getroffen haben, auch in Beziehung auf die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode zur Anwendung.

Art. 4. Bei der, nach Artikel 18. der Uebereinkunft vom 1. November 1837., zwischen Preussen und Haunover in Beziehung auf die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode bestehenden Gemeinschaft der Einkünfte an Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben werden vom 1. Januar 1842. ab diejenigen Vereinbarungen massgebend seyn, welche die Regierungen der Zollvereinsstaaten wegen Vertheilung der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben im Artikel 7. des vorgedachten Vertrages vom 8. Mai d. J. getroffen haben.

So geschehen Berlin, den 17. Dezember 1841.

A. H. KUHLMETER. (L. S.)	A. v. BERGER. (L. S.)
FR. A. EICHMANN. (L. S.)	G. F. H. DOMMES. (L. S.)
AD. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.)	F. E. WITTE. (L. S.)
A. PH. CH. TH. v. AMSEBERG. (L. S.)	

84.

Convention entre les Etats appartenans à l'union douanière Prussienne et le Duché de Brunswic d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part, sur l'accession de la partie méridionale du baillage de Fallersleben au système de douanes établi entre les dits premiers Etats. Conclue à Berlin, le 17 Décembre 1841.

Uebereinkunft zwischen den Staaten der Zollvereins
nebst Braunschweig einerseits, und Hannover andererseits
wegen

des Anschlusses des südlichen Theiles des
Amtes Fallersleben an den Zollverein.

Art. 1. Seine Majestät der König von Hannover treten mit dem Theile des Amtes Fallersleben, welcher südlich von dem von Wolfsburg über Mörse nach Flechtorf führende Wege, die Ortschaft Mörse mit eingeschlossen, in das Braunschweigische Gebiet sich erstreckt, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen Hoheitsrechte in Gewässheit der im Hauptvertrage vom heutigen Tage getroffenen Verabredung dem Zollvereine bei.

Art. 2. In Folge dieses Beitritts werden Seine Majestät der König von Hannover, mit Aufhebung der gegenwärtig in dem gedachten Landestheile über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, daselbst die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in Uebereinstimmung mit den vom 1sten Januar 1842. ab in den Herzogl. Braunschweigischen Hauptlanden zur Anwendung kommenden desfallsigen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten, und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife und Verordnungen publiziren, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu rich-

1841 ten haben, durch die oberste Steuerbehörde zu Hannover zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Etwaige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Hannoverischen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Königlich Hannoverischen Regierung.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den zum Zollvereine gehörigen Braunschweigischen Landestheilen allgemein getroffen werden.

Art. 4. Mit der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Grenzen zwischen dem Gebiete des Zollvereins und dem in Rede stehenden Königlich Hannoverischen Landestheile auf, und es können alle Gegenstände des freien Verkehrs aus letzterem frei und unbeschwert in die im Zollvereine befindlichen Staaten, und umgekehrt aus diesen in jenen eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

- a) der zu den Staatsmonopolen gehörenden Gegenstände (Salz und Spielkarten, imgleichen der Kalender, nach Maassgabe der Art. 5 und 6.);
- b) der im Inneren des Zollvereins mit einer Steuer belegten inländischen Erzeugnisse nach Maassgabe des Art. 7., und
- c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der kontrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 5. In Betreff des Salzes treten Seine Majestät der König von Hannover für den dem Zollvereine anzuschliessenden Gebietsheil den zwischen dessen Mitgliedern bestehenden Verabredungen in folgender Art bei:

- a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörenden Ländern in die Vereinsstaaten ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regie-

- rungen und zum unmittelbaren Verkauf in deren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht!
- b) Die Durchführung des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus dem zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchführung berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln Statt finden, welche von selbigen für nothwendig erachtet werden.
- c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.
- d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landesregierungen besondere Verträge deshalb bestehen.
- e) Wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesamtvereins aus Staats- oder Privatsalinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.
- f) Wenn ein Vereinsstaat durch das Gebiet eines anderen aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, in so fern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der theilgenommenen Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheitsmaassregeln zur Verhinderung der Einschmuggung verabredet werden.

2. Rücksichtlich der Verschiedenheit zwischen den Salzpreisen in dem fraglichen Königlich Hannoverschen Landestheile und in den angrenzenden Landen des Zollvereins, und der daraus für letztere hervorgehenden Gefahr der Salz-Einschmuggung, werden die hierbei speziell theilgenommenen Regierungen sich über Maassregeln vereinigen, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten und Kalendern behält es in sämmtlichen zu dem Zollvereine gehörigen Staaten und Gebietstheilen, bei den

1841 bestehenden Verbois- oder Beschränkungs-gesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden.

Art. 7. Die unter den Staaten des Zollvereins im Verträge vom 8. Mai d. J. getroffenen Verabredungen in Betreff der inneren Steuern, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils auf die Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar auf den Verbrauch gewisser Erzeugnisse, sey es für Rechnung des Staats oder für Rechnung von Kommunen oder Korporationen gelegt sind, so wie hinsichtlich des Verkehrs mit solchen Erzeugnissen, werden auch in dem an den Zollverein anzuschliessenden Theile des Amtes Fallertleben Anwendung finden.

Art. 8. Seine Majestät der König von Hannover schliessen sich für Allerhöchst Ihren mehrgedachten Landestheil den Verabredungen an, welche zwischen den Staaten des Zollvereins wegen Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Runkelrüben bereiteten Zuckers getroffen sind.

Art. 9. Von den Unterthanen in dem anzuschliessenden Königlich Hannoverschen Landestheile, welche in den Gebieten der Zollvereinten Staaten Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit wachen, soll von dem Zeitpunkte ab, mit welchem die gegenwärtige Uebereinkunft in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbeverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen dieser Staaten unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende aus jenem Landestheile, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende aus selbigem, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbebetriebe in ihrem Wohnorte gesetzlich erworben haben, oder im Dienste solcher dortigen Gewerbetreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten des Zollvereins keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Messen und Märkte zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse oder Fabrikate, die Unterthanen aus dem mehrerwähnten Landestheile in jedem Vereinsstaate den eigenen Unterthanen gleich behandelt werden.

Auf ganz gleiche Weise soll es mit den Unterthanen aus sämtlichen zum Zollvereine gehörigen Staaten in den vorerwähnten Fällen bei ihrem Verkehr in dem gedachten Landestheile Königlich Hannoverischer Seite gehalten werden. 1841

Art. 10. Die, den, im Art. 2. erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung in dem dem Zollvereine anzuschliessenden hannoverschen Landestheile, insbesondere die Bildung des Grenzbezirks in letzterem, und die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befugnisse der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen, sollen in gegenseitigem Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Kommissarien angeordnet werden.

Seine Majestät der König von Hannover wollen die gedachte Verwaltung dem Verwaltungsbezirke der Herzöglichen Zoll- und Steuer-Direktion zu Braunschweig auftheilen.

Bei der Bildung des Grenzbezirks und der Bestimmung der Binnenlinie wird darauf gesehen werden, den Verkehr so wenig, als die bestehenden Vorschriften und der gemeinsame Zweck dies irgend gestatten, zu erschweren.

Die Zollstrassen sollen mit Tafeln bezeichnet, und der Zug der Binnenlinie soll öffentlich bekannt gemacht werden.

Die zu errichtenden Hebe- und Abfertigungsstellen sollen als gemeinschaftliche angesehen werden.

Art. 11. Seine Majestät der König von Hannover werden für die ordnungsmässige Besetzung der in dem fraglichen hannoverschen Landestheile zu errichtenden gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungsstellen, so wie der daselbst erforderlichen Aufsichtsbeamtenstellen nach Maassgabe der deshalb getroffenen näheren Uebereinkunft Sorge tragen.

Die in Folge dessen in dem gedachten Landestheile fungirenden Beamten werden von der Königlich hannoverschen Regierung für beide Landesherren in Eid und Pflicht genommen, und mit Legitimationen zur Ausübung des Dienstes versehen werden.

Art. 12. In Beziehung auf ihre Dienstobliegenheiten, namentlich auch in Absicht der Dienstdisziplin, sollen die in dem mehrerwähnten hannoverschen Lan-

1811 destheile angestellten Zoll- und Steuerbeamten ausschliesslich der Herzoglich Braunschweigischen Regierung untergeordnet seyn.

Art. 13. Der Königlich Hannoverischen Regierung bleibt es vorbehalten, die für den Zolldienst angestellten Beamten in obgenanntem Landestheile, so weit es ohne Beeinträchtigung ihrer eigentlichen Dienstobliegenheiten geschehen kann, auch mit der Kontrolle der Hannoverischen direkten, der Stempel- und Salzsteuern, auch der Chaussee- und Wegegeder zu beauftragen.

Art. 14. Die Schilder vor den Lokalen der Habs- und Abfertigungsstellen in dem mehrerwähnten Hannoverischen Gebietsheile sollen das Königlich Hannoverische Hoheitszeichen, die einfache Inschrift „Zollamt“ oder „Steueramt“ erhalten, und gleich den Zolltafeln, Schlagbäumen etc. mit den Hannoverischen Landesfarben versehen werden.

Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur das Hoheitszeichen desjenigen Landes führen, in welchem das abfertigende Amt belegen ist.

Art. 15. Die Königlich Hannoverische Regierung ist berechtigt, zu demjenigen Herzoglich Braunschweigischen Haupt-Zollamte, dessen Bezirke der fragliche Theil des Amtes Fallerleben überwiesen wird, einen Kontrolleur abzuordnen, welcher bei demselben von allen Geschäften und Verfügungen, die das gemeinschaftliche Abgabensystem betreffen, Kenntniss zu nehmen, desfallsigen Besprechungen beizuwohnen, und dabei insbesondere dasjenige zu beachten hat, was auf jene Gebietstheile sich bezieht.

Auch bleibt es derselben überlassen, zeitweise einen Beamten an das gedachte Haupt-Zollamt abzuordnen, und von der Art der Verwaltung und deren Resultaten Kenntniss zu nehmen.

Art. 16. Die Untersuchung und Bestrafung der in dem in Frage stehenden Hannoverischen Gebietsheile begangenen Zollvergehen erfolgt von den Hannoverischen Gerichten zwar nach Maassgabe des daselbst zu publizirenden Zollstrafgesetzes, jedoch nach den eben daselbst für das Verfahren jetzt schon bestehenden Normen und Kompetenzbestimmungen.

Art. 17. Die von diesen Gerichten verhängten Geldstrafen und konfiszirten Gegenstände fallen, nach Ab-

zug der Denunziantenantheile, dem Königlich Hannoverischen Fiskus zu.

Art. 18. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechts über die wegen verschuldeter Zollvergehen von Hannoverischen Gerichten verurtheilten Personen bleibt Seiner Majestät dem Könige von Hannover vorbehalten.

Art. 19. In Folge der gegenwärtigen Uebereinkunft wird zwischen Hannover und den, dem Zollvereine angeschlossenen Herzoglich Braunschweigischen Landestheilen in Beziehung auf den fraglichen Theil des Amtes Fallersleben eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben stattfinden, und der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 20. Da die im Königreiche Hannover derzeit bestehenden Eingangsabgaben wesentlich niedriger sind, als die Eingangszölle der im Zollvereine befindlichen Staaten, so verpflichtet sich die Königlich Hannoverische Regierung, vor Herstellung des freien Verkehrs zwischen dem fraglichen Hannoverischen Landestheile und dem Gebiete des Zollvereins, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zolleinkünfte des Vereins durch die Einführung oder Anhäufung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

So geschehen Berlin, den 17. Dezember 1841.

A. H. KUHLMAYER. (L. S.) A. v. BERGER. (L. S.)

F. A. EICHMANN. (L. S.) G. F. H. DOMMES. (L. S.)

A. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.) F. E. WITTE. (L. S.)

A. PH. CHR. TH. v. AMSBERG. (L. S.)

1841

85.

Convention entre la Prusse d'une part et le Hanovre et les autres Etats réunis à celui-ci par un système commun de douanes d'autre part sur l'accession renouvelée de quelques territoires Prussiens au système de contributions indirectes établi dans les derniers Etats. Conclue à Berlin, le 17 Décembre 1841.

Uebereinkunft zwischen Preussen einerseits und Hannover und den übrigen Staaten des Steuervereins andererseits,

den erneuerten Anschluss verschiedener Preussischer Gebietstheile an das Steuersystem der letzteren Staaten betreffend.

Einziger Artikel.

Die unter dem 1. November 1837. geschlossene Uebereinkunft zwischen Preussen einerseits und Hannover, Oldenburg und Braunschweig andererseits, den Anschluss verschiedener Preussischer Gebietstheile an das Steuersystem der letzteren Staaten betreffend, bleibt nur für die nachbenannten Gebietstheile, als:

- a) die rechts der Weser und der Aue, und die am linken Weserufer von Schlüsselburg bis zur Glasfabrik Gernheim belegenen Theile des Kreises Minden,
- b) das Dorf Würzgassen, und
- c) den nördlich von der Lemförder Chaussee belegenen Theil des Dorfes Reiningen

in Kraft, wogegen dieselbe vom 1. Januar 1842 ab rücksichtlich der Dörfer Wolfsburg, Hehlingen, Hesslingen und Roßlum ausser Wirksamkeit tritt.

So geschehen Berlin, den 17. Dezember 1841.

A. H. KUHLMAYER. (L. S.)	A. v. BERGER. (L. S.)
F. A. EICHMANN. (L. S.)	G. F. H. DOMMES. (L. S.)
Ad. G. Th. POCHHAMMER. (L. S.)	F. E. WITTE. (L. S.)
G. F. A. JANSSEN. (L. S.)	

86.

Convention entre la Prusse, les autres Etats de l'union douanière Prussienne et le Duché de Brunswick d'une part et le Royaume de Hanovre et les Etats appartenans au système de contributions indirectes de celui-ci de l'autre part, pour faciliter le commerce réciproque. Conclue et signée à Berlin, le 17 Décembre

1841.

Uebereinkunft zwischen Preussen und den übrigen Staaten des Zollvereins nebst Braunschweig einerseits, und Hannover und den übrigen Staaten des Steuervereins andererseits, wegen Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs.

Art. 1. Die unter dem 1. November 1837. abgeschlossene Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Hannover, Oldenburg und Braunschweig andererseits wegen Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs bleibt mit folgenden vom 1. Januar 1842. ab eintretenden Modifikationen in Kraft.

Art. 2. Die Verkehrs-Erleichterungen, welche aus der gedachten Uebereinkunft für die Unterthanen der zum Zollvereine gehörigen Staaten hervorgehen, kommen vom 1. Januar 1842. ab auch den Einwohnern der mit diesem Tage in den Zollverein tretenden Herzoglich Braunschweigischen Hauptlande und der denselben in Beziehung auf die Zoll- und Steuer-Erhebung angeschlossenen Preussischen und Hannoverischen Gebiets-theile, nämlich der Preussischen Ortschaften Wolfsburg, Hesslingen und Heldingen und der angeschlossenen Theile

1841 des Hannoverschen Amtes Fallersleben, ferner des Königlich Preussischen Dorfes Roßlum, so wie künftig auch den Einwohnern derjenigen Länder oder Gebiets-theile zu Statten, welche dem Zollvereine noch angeschlossen werden sollten, wogegen von gleichem Zeitpunkt ab die in jener Uebereinkunft für den Steuerverein stipulirten Verkehrs-Erleichterungen auf das Herzogthum Braunschweig nur in der Beschränkung auf dessen Harz- und Weser-Distrikt und die übrigen bei dem Steuervereine verbleibenden Herzoglichen Gebiets-theile, nämlich das Amt Thedinghausen, die Ortschaften Bodenburg und Oestrum, und die Dörfer Ostharingen und Oelsburg, so wie auf die Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen Anwendung finden.

Art. 3. Die im Artikel 1. der Uebereinkunft vom 1. November 1837. verabredeten Massregeln zur Förderung des Messverkehrs kommen ferner nicht mehr in Beziehung auf die Messen in der Stadt Braunschweig, dagegen aber in Beziehung auf die Messen in der Stadt Lüneburg zur Ausführung.

Art. 4. Auf den Messen in Braunschweig werden von denjenigen Messwaaren, welche aus dem freien Verkehr der Staaten des Steuervereins abstammen, keine höhere Messgebühren oder Unkosten, als von den Messgütern aus dem freien Verkehr des Zollvereins, erhoben werden.

Art. 5. Um den Verkehr zwischen den mit dem 1. Januar 1842. in den Zollverein tretenden und den bei dem Steuervereine verbleibenden Herzoglich Braunschweigischen Landestheilen zu erhalten und möglichst zu erleichtern, sind folgende Verabredungen getroffen worden:

I. Beim Uebergange aus den dem Zollvereine verbleibenden Herzoglich Braunschweigischen Harz- und Weser-Distrikt wird in letzterem

1. für Bier und Brauntwein eine ermässigte Eingangs-Abgabe, und zwar für Bier von 6 gGr. pro Ohm, für gewöhnlichen Branntwein

bei einer Alkoholstärke bis einschliesslich

50 Prozent nach Tralles von 2	18	92	—	2
von 51—60 „ „ „ „	3	10	„	6 „
„ 61—70 „ „ „ „	4	3	„	— „
„ 71—80 „ „ „ „	4	19	„	6 „
„ 81 Prozent und darüber „	5	12	„	— „

pro Ohm zur Erhebung kommen;

**2. von den nachstehend genannten Artikeln über eine 1841
Eingangs-Abgabe nicht erhoben:**

Leinwand aller Art (Position 11. a. des Steuervereins-
Tariffs),

Drucksachen (Pos. 12. a. b. c.),

grobe Gusswaaren und ordinaire Eisen- und Stahl-
waaren ohne Politur (Pos. 13. d. f. u. 2.),

Essig (Pos. 15.),

feinestes Garn und Leinwand (Pos. 19. b. u. c. 1.
2. u. 3.),

getrocknete Birnen, Aepfel, Zwetschen, Kirschen
(Pos. 21. a.),

Roggen, Waizen, Bohnen, Erbsen, Wicken, Gerste
Hafer (Pos. 22. a.),

gewöhnliche Bäckerwaaren, Honigkuchen, Pfeffer-
nüsse (Pos. 22. b. 3.),

grobe Holzwaaren (Pos. 28. g. 1.),

Kupfer- und Messingwaaren zum Gewerbebetriebe
(Pos. 35. b. 1.),

Leder (Pos. 37. a.) bis 400 Centner,

Oelsaaten, Oelkuchen und Oel (Pos. 39. a. b. c. 1.),

Papier u. s. w. (Pos. 40. a. b. c. d.),

Sämereien (Pos. 45.),

Seife (Pos. 49. a. b.),

Seilerwaaren (Pos. 50.),

Talglichte (Pos. 54. b.),

gemeine Töpferwaaren (Pos. 57. a.),

Vieh (Pos. 59.),

Wagen u. s. w. (Pos. 62.),

rohe Wolle (Pos. 65. a.),

so wie endlich

alle unter der Tarifposition 69. begriffene rohe Pro-
dukte und Materialien. Um auf diese Erleichterungen
Anspruch zu haben, muss jedoch die Abstammung der
gedachten Gegenstände aus den dem Zollvereine ange-
schlossenen Herzoglich Braunschweigischen Landesthei-
len durch Ursprungszeugnisse nach dem näher zu ver-
abredenden Bestimmungen dargethan werden; auch darf
die Einführung derselben in den Herzoglich Braunschwei-
gischen Harz- und Weser-Distrikt nur über bestimmte,
näher zu vereinbarende Gränz-Steuerämter Statt finden.

II. Beim Uebergange aus dem Harz- und Weser-
Distrikte in die dem Zollvereine anzuschliessenden Braun-
schweigischen Landestheile bleiben die im zweiten Ab-

1841 schnitte des Steuervereins-Tarifs festgesetzten Ausgangs-Abgaben unerhoben, in sofern der Uebergang unmittelbar erfolgt, und die näher zu versprechenden Bedingungen hinsichtlich der einzuhaltenden Ausgangs-Aemter und der beizubringenden Ursprungs-Bescheinigungen erfüllt werden.

Art. 6. Zur Erleichterung des Betriebes der in der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg und in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe belegenen, der Kurfürstlich Hessischen und der Fürstlich Schaumburg-Lippischen Regierung gemeinschaftlich gehörigen Steinkohlen-Bergwerke, wird auf Bescheinigungen der betreffenden Hütten-Aemter:

- a) die zollfreie Einfuhr der aus diesen Konsumion-Besitzungen gewonnenen Steinkohlen,
 - b) der freie Verkehr zwischen den gedachten Hüttenwerken mit unverarbeitetem Gruhen- oder Werkholze und den zu dessen Bearbeitung nöthigen Werkzeugen, so wie mit schon gebrauchten, durch ein Hüttenzeichen kenntlich gemachten Förderungs- und Betriebs-Geräthschaften, auch alten Schachtauern, und
 - c) rücksichtlich der zollpflichtigen Betriebsmaterialien, die Erleichterung, dass die Anmeldung und Verzollung derselben in dringenden Fällen erst binnen 24 Stunden nach erfolgter Einföhrung über die Grenze zu geschehen braucht,
- gegenseitig zugestanden.

Art. 7. Wenn Produkte und Fabrikate des Steuervereins, welche nach der Stadt Braunschweig gesandt worden, und daselbst unter Aufsicht der Zollbehörde gelagert haben, unter Beobachtung der deshalb vorzuschreibenden Kontrolle-Massregeln in das Steuervereins-Gebiet wieder eingeföhrt werden, wird in letzterem eine Eingangs-Abgabe davon nicht erhoben.

Einer gleichen Befreiung von der Eingangs-Abgabe geniessen auch diejenigen aus dem Harz- und Weser-Distrikte abstammenden Gegenstände, welche, nachdem sie in die Braunschweigischen Hauptlande übergegangen sind, von dort, mit genügendem Ursprungs-Zeugnissen versehen, in das Steuervereins-Gebiet wieder eingehen.

Art. 8. 1. Für die über die Hannoverischen Steuer-Aemter Harburg, Hopte, Stöckte (Lüneburg), Artlenburg, Brinkum, Hemelingen oder Verden (letztere bei dem Wassertransporte) in das Steuervereins-Gebiet ein-

und von dort resp. über Meinholtz, Hüpperode, Peine 1861 und Gr. Lafferde nach der Stadt Braunschweig ausgeführt, von da aber auf der Strasse über Beinum und dann über Landwehrhagen oder Friedland oder Brunké und umgekehrt durch den Steuerverein wieder durchgeführten Gegenstände wird, ungeachtet auf dieser Route eine mehrmalige Berührung des Steuervereins-Gebietes Statt findet, vorbehaltlich der weiter zu verabredenden Sicherheits-Massregeln, nur die, in der I. Abtheilung des dritten Abschnitts des Steuervereins-Tarifs bestimmte ermässigte Durchgangs-Abgabe erhoben.

2. Wenn Gegenstände, welche, mit Berührung des Steuervereins-Gebietes und unter Entrichtung der steuervereinsländischen Durchgangs-Abgabe, in der Stadt Braunschweig unter Aufsicht der Zollbehörde, gelagert haben, von dort, unter Beobachtung der zu verabredenden Kontrolle-Massregeln, in den Harz- und Weser-Distrikt eingeführt werden, soll auf die von denselben zu zahlende Eingangs-Abgabe die bereits dafür erhobene steuervereinsländische Durchgangs-Abgabe in Anrechnung gebracht werden.

Art. 9. Um den Verkehr zwischen einzelnen Theilen des einen Vereinsgebietes, wobei das Gebiet des anderen Vereins auf kurzen Strecken durchfahren werden muss, so wenig als möglich, zu erschweren, sollen folgende Erleichterungen Statt finden:

I. Rücksichtlich der im Artikel 12 der Uebereinkunft vom 1. November 1837 genannten Strassen wird

- 1) die ermässigte Durchgangs-Abgabe von fünfzehn Silbergroschen für die Pferdelaast bei der Durchfuhr durch das Zollvereins-Gebiet in der Richtung von Hameln nach Osnabrück über Herford und Hückerkreutz und umgekehrt, auch wenn durch den Beitritt des Fürstenthums Lippe zum Zollverein die Durchfuhrstrecke verlängert werden sollte, nicht erhöht werden. Die Durchgangs-Abgabe auf derselben Strecke für eine Traglast wird auf Einen Silbergroschen und drei Pfennige bestimmt.
- 2) Für den Durchgang durch die Kurhessische Grafschaft Schaumburg auf der Strasse von Hannover oder Hildesheim über Minden nach Osnabrück wird eine Durchgangs-Abgabe nicht erhoben werden.

II. Die kontrahirenden Theile wollen ferner, unter Vorbehalt der zum Schutze gegen Missbrauch erforder-

1841 lichen Kontrale-Massregeln, folgende Erleichterungen bewilligen, und zwar:

A. Die Staaten des Zollvereins:

1. Die Durchfuhr des Salzes von den Königlich Hannoverschen Salinen zu Münden und Salzhausenmündorf durch das Kurfürstlich Hessische Gebiet auf den Strassen von Lauenau über Rodenberg und von dort entweder über Nenndorf in das Königreich Hannover, oder über Beckedorf in das Fürstenthum Schaumburg-Lippe, gegen eine Durchgangs-Abgabe von zwei Hellern für den Centner;

2. den abgabenfreien Durchgang durch das Kurhessische Gebiet auf den Strassen

a) von Friedland über Marhausen nach Elkerhausen

b) „ „ „ „ „ „ „ „ und Hermannsrode nach Mullenfelde

c) „ „ „ „ „ „ „ „ und Gertenbach nach Hedemünden

d) von Gellendorf über Obernkirchen auf Steinbergen

e) von Kobbensen über Sachsenhagen nach Hagenburg,

f) von Bückeburg über Klein-Bremen, sowie über Steinbergen nach Rinteln;

g) von Bendorf über Neandorf und Beckedorf auf Kobbensen,

h) von Unsen über Pestzen und Hessen-Oldendorf auf Steinbergen

i) von Hameln über Fischbeck auf Steinbergen, und umgekehrt, und

k) für Steinkohlen, welche aus dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe in das Königreich Hannover übergehen.

B. Die Staaten des Steuervereins:

1. den abgabenfreien Durchgang durch das Hannoverische Gebiet auf den Strassen:

a) zwischen Nieste und Klein-Almerode,

b) zwischen Apelern und Nienfeld über Pohle

c) aus dem Braunschweigischen über Rüper nach den Braunschweigischen Ortschaften Meerdorf, Duttonstedt und Essighausen,

d) zwischen Abnebeck und Steimke über Creja und Zieherie, und

e) für alle, auf der Harzburger Eisenbahn von Braunschweig und Wolfenbüttel transportirten Gegenstände, die von dieser Bahn entweder unmittelbar

in das zunächst belegene Zollvereins-Gebiet, oder 1841 aber über Harzburg und Braunlage in das letztere ausgehen und umgekehrt;

2. den abgabenfreien Durchgang durch das Schaumburg-Lippische Gebiet auf den Strassen

a) zwischen Obernkirchen und Minden über Gellendorf und Bückeburger Clus, und

b) zwischen Obernkirchen und Rodenburg über Gellendorf und Kobbensen.

So geschehen Berlin den 17. December 1841.

(gez.) A. H. KUHLMAYER. (L. S.) A. v. BERGER. (L. S.)
F. A. EICHMANN. (L. S.) G. F. H. DOMMES. (L. S.)
A. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.) F. E. WITWE. (L. S.)
A. PH. CH. TH. v. AMBERG. (L. S.) G. F. A. JANSSEN. (L. S.)

87.

Convention entre la Prusse et le Hanovre, concernant le renouvellement de la convention du 1er Novembre 1837 sur l'adoption d'un système uniforme de contributions indirectes pour les territoires hanovriens dont l'accession à l'union douanière Prussienne a été stipulée. Conclue et signée à Berlin, le 17 Décembre 1841.

Uebereinkunft zwischen Preussen und Hannover, betreffend die Erneuerung der Uebereinkunft vom 1. November 1837 wegen der gleichen Besteuerung innerer Erzeugnisse in den, dem Zollvereine Preussens und der mit diesem zu einem gemeinsamen Zoll- und Handelssysteme verbundenen Staaten angeschlossenen Hannoverischen Landestheilen, vom 17. Dezember 1841.

Im Zusammenhange mit der zwischen Preussen und den übrigen Staaten des Zollvereins nebst Braunschweig einerseits und Hannover andererseits heute abgeschlossenen Uebereinkunft, den erneuerten Anschluss der Grafschaft Hohnstein und des Amtes Elbingerode an das Zollsystem der ersteren Staaten betreffend, ist von

1841 dem Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Majestät des Königs von Hannover, nämlich

Königlich Preussischer Seits:

dem Königlich Preussischen Wirklichen Geheimen Ober-Finanzrath und General-Director der Steuern, August Heinrich Kuhlmeier, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit dem Stern und Eichenlaub, u. s. w.,

dem Königlich Preussischen Wirklichen Geheimen Legationerrath und Director der zweiten Abtheilung im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Franz August Eichmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit Eichenlaub, u. s. w., und

dem Königlich Preussischen Geheimen Ober-Finanzrath Adolph Georg Theodor Pochhammer, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife u. s. w.;

Königlich Hannoverischer Seits:

dem Königlich Hannoverischen General-Lieutenant, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem Königlich Preussischen und dem Königlich Sächsischen Hofe, August von Berger, Grosskreuz des Königlich Hannoverischen Guelphen-Ordens, u. s. w.,

dem Königlich Hannoverischen General-Director der indirekten Steuern, Georg Friedrich Hieronymus Domes, Ritter des Königlich Hannoverischen Guelphen-Ordens u. s. w., und

dem Königlich Hannoverischen Hofrath Friedrich Ernst Wille, Ritter u. s. w.,

noch die folgende, zunächst nur auf Verhältnisse zwischen Preussen und Hannover Bezug habende Verabredung, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, getroffen worden,

Einziger Artikel. Die, unter dem 1. November 1837 zwischen Preussen und Hannover geschlossene Uebereinkunft wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse in den, dem Zollvereine Preussens und der mit diesem zu einem gemeinsamen Zoll- und Handelssysteme verbundenen Staaten angeschlossenen Hannoverischen Landestheilen bleibt, nebst dem dazu gehörigen Separat-Artikeln, vom 1. Januar 1842 ab mit der Maassgabe in Kraft, dass, statt der im Separat-Artikel 4. unter lit. a. erwähnten Ausgleichungs-Abgaben vom Branntwein, von

dem obengedachten Zeitpunkte ab die, in dem Vertrage 1841 vom 8. Mai d. J. *) unter den Zollvereins-Staaten vereinbarten Uebergangs-Abgaben von vereinsländischem Branntwein zur gemeinschaftlichen Theilung kommen.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll den hohen kontrahirenden Theilen zur Ratifikation vorgelegt und sollen die Ratifikations-Urkunden derselben gleichzeitig mit denen der Eingangs erwähnten Uebereinkunft in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 17. December 1841.

(gez.) A. H. KUHLMAYER. (L. S.) A. v. BERGER. (L. S.)

F. A. EICHMANN. (L. S.) G. F. H. DOMMES. (L. S.)

A. G. TH. POCHHAMMER. (L. S.) F. E. WITTE. (L. S.)

(L'échange des ratifications respectives de cette convention ainsi que de toutes les autres conventions signées à Berlin le 17. Décembre 1841, a eu lieu également à Berlin.)

88.

Traité entre la Prusse, l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Saxe-Weimar-Eisenach et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, sur la construction d'une route de fer de Halle à Cassel etc. Conclu et signé à Berlin, le 20 Décembre 1841.

Se. Majestät der König von Preussen, Se. Hoh. der Kurprinz und Mitregent von Hessen, Se. Königl. Hoh. der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach und Se. Herzogl. Durchl. der Herzog von Sachsen-Coburg und Gotha

von dem Wunsche beseelt, Allerhöchst und Höchst Ihren Unterthanen die Vortheile zuzuwenden, welche sich von einer Verbindung Höchstherr Staatsgebiete vermittelt der Anlegung von Eisenbahnen für die Belebung und Beförderung des gegenseitigen Verkehrs erwarten lassen, haben Behufs einer Vereinigung über diesen Gegenstand und zum Zwecke der Feststellung

*) S. oben Nr. 86, S. 169.

1841 der Verhältnisse, welche die Ausführung eines solchen Unternehmens nothwendig macht, Bevollmächtigte ernannt, welche, nach vorhergegangener Verhandlung, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, über folgende Punkte übereingekommen sind:

Art. 1. Die Königlich Preussische, die Kurfürstl. Hessische, die Grossherzogl. Sachsen-Weimarsche und die Herzogl. Sachsen-Koburg-Gothaische Regierung erklären sich bereit, die Anlegung einer Eisenbahn von Halle in der Richtung auf Merseburg, Weissenfels und Naumburg hin und weiter über Weimar, Erfurt, Gotha, Eisenach, Rotenburg nach Kassel und von letzterem Orte zum Anschlusse an die in der Vorbereitung begriffene Bahn von Minden nach Köln innerhalb ihrer Staatsgebiete zuzulassen und zu befördern.

Die Königl. Preussische und die Kurfürstl. Hessische Regierung behalten sich vor, sich darüber näher zu verständigen, wie die Bahn von Kassel aus auf eine angemessene Weise mit der oben gedachten Bahn von Minden nach Köln, oder mit einer andern nach dem Niederrheine zu führenden Eisenbahn in unmittelbare Verbindung gebracht werden soll.

Art. 2. Die vorstehend bezeichnete Eisenbahn soll in einer ununterbrochenen so geraden Richtung geführt werden, als die Terrain- und Verkehrsverhältnisse solches zulassen.

Die hohen contrahirenden Regierungen verpflichten sich, dafür Sorge zu tragen, dass die Spurweite für diese Bahn mit der auf den preussischen Bahnen angenommenen Spurweite von 4 Fuss 8½ Zoll englischen Maasses im Lichte der Schienen in Uebereinstimmung gebracht und erhalten werde, so wie sie auch, so weit thunlich, auf übereinstimmende Constructions-Verhältnisse und gleichmässige Länge der Sectionen Bedacht nehmen werden.

Art. 3. Es bleibt einer jeden der hohen contrahirenden Regierungen überlassen, innerhalb ihres Gebietes die Ausführung der Bahn entweder selbst zu übernehmen, oder Privatunternehmer dafür zu concessioniren.

Art. 4. Die hohen contrahirenden Regierungen werden vor Ertheilung der Concessionen über den Inhalt derselben sich gegenseitig verständigen, damit solche möglichst in Uebereinstimmung gebracht werden.

Dabei sollen die Bestimmungen des Königl. Preussi-

schen Gesetzes über die Eisenbahn-Unternehmungen 1841 vom 3. Nov. 1838 auch für die Bahnstrecken in dem Kurfürstlichen, Grossherzoglichen und Herzoglichen Gebiete in so weit zum Grunde gelegt werden, als nicht die Verschiedenheit der, in den einzelnen Staaten bestehenden Gesetzgebungen oder besonderen Verhältnisse bei Aufbringung des Baufonds eine Abweichung davon nothwendig machen.

Art. 5. Die Grossherzogl. Sachsen-Weimarsche und die Herzogl. Sachsen-Koburg- und Gothaische Regierung erklären sich bereit, für ihre Lande gesetzliche Expropriations-Bestimmungen hinsichtlich der Erwerbung und Benutzung des für die Eisenbahn erforderlichen Grund und Bodens zu erlassen, wie solches Königl. Preussischer und Kurfürstlich Hessischer Seits bereits geschehen ist.

Art. 6. Um die zur Aufrechthaltung der Ordnung und Sicherheit bei dem Betriebe zu treffenden Vorkehrungen und Anordnungen in Uebereinstimmung zu bringen, werden die hohen contrahirenden Regierungen eine gegenseitige Verständigung hierüber treffen, so wie überhaupt darauf Bedacht nehmen, für die Eisenbahn in ihrer ganzen Ausdehnung ein gemeinschaftliches Bahn-Polizeireglement einzuführen.

Art. 7. Damit eine, dem Zwecke der Eisenbahn entsprechende Benutzung derselben gesichert werde, werden die hohen contrahirenden Regierungen dafür Sorge tragen, dass täglich wenigstens Einmal von jedem der Endpunkte der Bahn, also von Halle und von dem Anschlusspunkte an die Minden-Cölner Bahn, ohne Aufenthalt auf den Stationen, soweit solcher nicht durch die Natur des Betriebes bedingt wird, eine zusammenhängende Beförderung bis zum entgegengesetzten Endpunkte der Bahn Statt finde.

Sie ertheilen sich daher gegenseitig die Zusicherung, den Plan für die Fahrten auf der Bahn mit Rücksicht auf diesen Zweck nur nach vorhergegangener Verständigung festzusetzen, und werden demgemäss, sofern die Bahn durch Privatunternehmer ausgeführt wird, sich die entsprechende Einwirkung auf die Anordnung und Aenderung der Fahrten vorbehalten.

Art. 8. Zwischen den gegenseitigen Unterthanen soll sowohl bei Feststellung der Beförderungs-Preise, als der Zeit der Abfertigung, kein Unterschied gemacht

1841 werden, namentlich sollen die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des andern Staates übergehenden Transporte weder in Beziehung auf die Beförderungs-Preise, noch rücksichtlich der Abfertigung ungünstiger behandelt werden, als die aus den betreffenden Staaten abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

Art. 9. Die hohen contrahirenden Regierungen verpflichten sich, Anstalten zu treffen und die Eisenbahn-Unternehmer anzuhalten, dass für die auf der Eisenbahn von Halle nach Kassel und von dort weiter, so wie in entgegengesetzter Richtung, zu befördernden Transporte von Truppen, Waffen, Kriegs- und Verpflegungs-Bedürfnissen, so wie von Militäreffecten jeglicher Art, nöthigenfalls auch ausserordentliche Fahrten eingerichtet und für dergleichen Transporte nicht blos die unter gewöhnlichen Umständen bei den Fahrten zur Anwendung kommenden, sondern die sonst noch vorhandenen Transportmittel benutzt werden.

Den Militärverwaltungen der hohen contrahirenden Staaten wird gegenseitig die Befugniss vorbehalten, sich zu dergleichen Transporten eigener Transport- und Dampfwagen zu bedienen. In solchen Fällen wird an die Eisenbahn-Unternehmer ausser der Erstattung der Feuerungs-Kosten nur ein mässiges Bahngeld gewährt. Findet daneben noch die Benutzung der Transportmittel der Eisenbahn-Unternehmer Statt, so wird dieselbe nach billig-mässigen Sätzen besonders vergütet. Auch wollen die hohen contrahirenden Regierungen darauf hinwirken, dass von den Eisenbahn-Unternehmern eine Anzahl von Transportfahrzeugen so eingerichtet werde, um nöthigenfalls auch zum Transporte von Pferden benutzt werden zu können, so wie dieselben ferner darauf Bedacht nehmen werden, dass von den Unternehmern eine Anzahl von Wagen in einer Länge von 12 Fuss zum Gebrauche bei der Absendung der Militäreffecten bereit gehalten werde. Rücksichtlich der Beförderungs-Preise für Truppen, Waffen, Kriegs- und Verpflegungs-Bedürfnisse, so wie Militär-Effecten jeglicher Art, soll kein Unterschied zwischen den Militärverwaltungen der contrahirenden Staaten gemacht und von keiner derselben ein höherer Preis gefordert werden, als derjenige, welchen jede Regierung für ihre eigenen Transporte der gedachten Art an die Unterneh-

mer der in ihrem Gebiete belegenen Bahnstrecke zu 1841 errichtet hat.

Die Bestimmungen der bestehenden Etappen-Conventionen finden auch in allen denjenigen Fällen unverändert Anwendung, wo die Militärverwaltungen es für angemessen erachten, sich der Eisenbahn zur Beförderung der Truppen zu bedienen.

Art. 10. Die hohen contrahirenden Regierungen erklären sich bereit, unbeschadet der zwischen dem Königlich Preussischen Postdepartement und der Fürstl. Thurn- und Taxischen General-Postdirection vertragsmässig bestehenden gegenseitigen Rechte und Verbindlichkeiten, die Unternehmer der in ihren Gebieten belegenen Strecken der in Rede stehenden Bahn zu verpflichten:

1. den Betrieb, so weit die Natur desselben es gestattet, in die nothwendige Uebereinstimmung mit den Bedürfnissen der Postverwaltung zu bringen;

2. den Transport der Briefe, Gelder und Postgüter und der dazu etwa erforderlichen Postwagen, in so weit nicht in den einzelnen Staaten für deren eigene Posten den Unternehmern die unentgeltliche Beförderung obliegt, gegen Entrichtung der niedrigsten Frachtpreise zu übernehmen, und dazu die nöthigen Einrichtungen zu treffen.

3. Der Postverwaltung, um dieselbe in den Stand zu setzen, sich der Eisenbahn zur Briefbeförderung bei Tag und Nacht ununterbrochen bedienen zu können, die Befugniss einzuräumen, so weit dieses in Betreff des Briefpostdienstes nöthig werden sollte, sich entweder der Betriebsmittel der Unternehmer ausser der gewöhnlichen Fahrzeit zur Postbeförderung auf der Eisenbahn gegen angemessene Entschädigung zu bedienen, oder die Bahn selbst mit eigenen Betriebsmitteln gegen Entrichtung eines, nach Maassgabe der §. 29, 30 und 31 des Preussischen Eisenbahngesetzes vom 3. Nov. 1838 *) zu berechnenden Bahngeldes und gegen Ver-

*) Anszug aus dem Königl. Preuss. Gesetz über die Eisenbahn-Unternehmungen d. d. 3. Nov. 1838.

§. 29. Die Höhe des Bahngeldes (unter Bahngeld ist diejenige Vergütung zu verstehen, welche z. B. ein Wagentrain der Berliner Gesellschaft, welcher die Thüring-Sächsische Eisenbahn passirt, für die Abnutzung der Bahn zu leisten hätte) zu dessen

1841 gütung des durch Nachtfahrten etwa erwachsenden höheren Aufwandes zu benutzen. Die Feststellung der

Förderung die Gesellschaft, in Ermanglung gütlicher Einigung mit den Transport-Unternehmern, berechtigt ist, wird in der Art festgesetzt, dass durch dessen Entrichtung, unter Zugrundlegung der wirklichen Erträge aus den letztverflossenen Jahren,

1. die Kosten der Unterhaltung und Verwaltung der Bahn nebst Zubehör (mit Ausschluss der das Transport-Unternehmen angehenden Betriebs- und Verwaltungskosten) bestritten;

2. der statutenmässige Beitrag zur Ansammlung eines Reserve-Fonds für aussergewöhnliche, die Bahn und Zubehör betreffenden Ausgaben aufgebracht.

3. Die von der Gesellschaft zu übernehmenden Lasten (einschliesslich der in §. 38 gedachten) gedeckt werden können, woneben ausserdem

4. der Gesellschaft an Zinsen und Gewinn ein der bisherige Nutzung entsprechender Reinertrag des auf die Bahn und Zubehör verwendeten Anlage-Kapitals zu gewähren bleibt, mit der weiteren Maassgabe jedoch, dass dieser Reinertrag, auch wenn die Erträge der verflossenen Jahre eine höhere Nutzung des Anlage-Kapitals gewährt hätten, nicht höher als zu 10 Prozent des letzteren, dagegen umgekehrt, auch wenn die Erträge der Vorjahre sich nicht so hoch belaufen hätten, nicht geringer als zu 6 Prozent des Anlage-Kapitals in Ansatz kommen soll. Zum Anlage-Kapital sind auch alle spätere wesentliche, von der Regierung als solche anerkannte Meliorationen zu rechnen, in so weit dieselben durch Erweiterung des Kapitals bewirkt worden sind.

§. 30. Die Berechnung des Bahngeldes geschieht auf folgende Weise:

1. Aus den von der Gesellschaft im letzten Vierteljahre der ersten Betriebsperiode vorzulegenden Rechnungen der verflossenen 2½ Jahre ist zunächst der bis dahin durchschnittlich gewonnene Reinertrag eines Jahres zu ermitteln. Dieser Reinertrag wird nach Verhältniss der auf die Bahn und deren Zubehör und auf das Fuhr- und Transport-Unternehmen nebst dem dazu gehörigen Inventar verwendeten Anlage-Kapitalien vertheilt, und der hiervon auf die Bahn und deren Zubehör fallende Antheil, mit Berücksichtigung der im §. 29. Nr. 4 gegebenen Vorschriften für den Reinertrag der Bahn angenommen. Der sonach festgestellte Reinertrag der Bahn und der jährliche Durchschnittsbetrag der in dem §. 29 Nr. 1—3 bezeichneten Ausgabepositionen zusammen genommen, bilden die Theilungssummen, welche der Festsetzung des Bahngeldes zum Grunde zu legen sind.

2. Die Frequenz der Bahn ist nach der Binnahme an Personen- und Frachtgeld zu berechnen und hierbei entweder die Centnerzahl der Güterfracht nach Verhältniss des Personengeldes zum Frachtgelde auf Personen-Einheiten, oder auch die Personenanzahl nach demselben Verhältniss auf Centner-Einheiten zu reduciren.

3. Die zu 1 ermittelte Summe, durch die Zahl des auf Personen- oder Centner-Einheiten reducirten Fuhr- und Transport-

zur Erreichung des vorstehend bezeichneten Zweckes 1841 erforderlichen Einrichtungen und Bestimmungen zwischen den verschiedenen Postverwaltungen bleibt einer näheren Vereinbarung vorbehalten.

Art. 11. Die hohen contrahirenden Regierungen werden dahin wirken, dass von der im Artikel I bezeichneten Eisenbahn eine Eisenbahn-Verbindung durch den Eisenach'schen Kreis des Grossherzogthums Sachsen-Weimar über Meiningen, Hildburghausen, Koburg in der Richtung von Bamberg hin hergestellt werde. Auch verpflichtet sich die Kurfürstlich Hessische Regierung bis zur Beendigung des Baus der Bahn von Koburg nach Kassel, von letzterem Orte aus eine Eisenbahn nach Karlsruhen auszuführen.

Art. 12. Die Kurfürstlich Hessische Regierung ertheilt die Zusicherung, eine Eisenbahn von Kassel nach Frankfurt a. M. und somit eine Verbindung der im Artikel I bezeichneten Bahn nach letztgedachtem Orte zu befördern.

Art. 13. Für die Transporte der im Artikel 11 und 12 genannten Eisenbahnen, so wie anderer, etwa künftigher herzustellender Abzweigungen wird die Aufnahme und — so weit thunlich — ununterbrochene Beför-

Betriebes zu 2 getheilt, ergibt die Höhe des zu-entrichtenden Bahngeldes für eine Person oder einen Centner Waare.

Haben bei einer Bahn verschiedene Sätze des Personengeldes, oder für den Güter-Transport Statt gefunden, so soll bei der Reduction zu 2 hinsichtlich des Personengeldes überall nur der niedrigste Satz, hinsichtlich des Gütertransports aber ein Durchschnittssatz angenommen werden.

4. Die schliessliche Feststellung des Bahngeldes für Personen und Güter erfolgt demnächst in dem bei der Reduction auf Personen- und Centner-Einheiten zum Grunde gelegten Verhältnisse, mit Rücksicht auf die Verschiedenheit der bisherigen Sätze für den Gütertransport.

§. 31. Das Bahngeld ist in bestimmten Perioden, welche das Handelsministerium für jede Eisenbahn auf wenigstens drei und höchstens zehn Jahre festzusetzen hat, von Neuem zu reguliren. Die Gesellschaft darf das festgesetzte Bahngeld nicht überschreiten, wohl aber vermindern. Sowohl der für die ganze Periode festgesetzte Tarif, als die in der Zwischenzeit eintretenden Veränderungen sind öffentlich bekannt zu machen, und auch alle Transporte, ohne Unterschied der Unternehmer, gleichmässig anzuwenden. Enthält der neue Tarif eine Erhöhung des Bahngeldes, so kann diese erst sechs Wochen nach der Bekanntmachung zur Anwendung kommen.

1841 rung auf der im Artikel I bezeichneten Bahn, unter Vorbehalt der Gegenseitigkeit, hiermit zugesichert.

Art. 14. Die hohen contrahirenden Regierungen verpflichten sich, darauf ein wachsames Auge zu haben, dass auf den Bahnhöfen oder in den zur Eisenbahn gehörigen Gebäuden weder Spielbanken angelegt, noch überhaupt daselbst Hazardspiele irgend einer Art geduldet werden.

Art. 15. Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechslung der darüber auszufertigenden Ratifications-Urkunden sobald als möglich, spätestens aber binnen vier Wochen, bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten vollzogen und besiegelt worden.

So geschehen Berlin den 20. Dez. 1841.

89.

Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, sur la répression de la traite d'esclaves d'Afrique. Signé à Londres, le 20 Décembre 1841.

(Publication officielle dans la gazette de Vienne. 1843. Nr. 92 du 2 Avril.)

T r a c t a t

zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland, zur Unterdrückung des Afrikanischen Sklavenhandels.

Unterzeichnet zu London am 20. December 1841.

(Die Ratifikations-Urkunden wurden am 24. Januar 1842 eben daselbst zwischen Oesterreich, Grossbritannien, Preussen und Russland, nachdem Frankreich davon zurückgetreten war, ausgewechselt.)

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren
Dreieinigkeit!

Ihre Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, der König von Preussen und der Kaiser aller Reussen, von dem Wunsche besetzt, jene

Grundsätze unbeschränkt und vollständig in Vollzug zu 1841
setzen, welche bereits in den feierlichen Erklärungen
Oesterreichs, Preussens und Russlands, gemeinschaft-
lich mit anderen Europäischen Mächten, im Congressse
zu Wien am 8. Februar 1815, und im Congressse zu
Verona am 28. November 1822 ausgesprochen wur-
den; — Erklärungen, wodurch die genannten Mächte
kund gegeben, dass sie in Allem, was immer die voll-
ständige und endliche Abstellung des Sklaven-Handels
zu sichern und zu beschleunigen vermöchte, mitzuwir-
ken bereit seyen, und da Ihre Majestäten von Ihrer
Majestät der Königin des vereinigten Königreiches von
Grossbritannien und Irland, und von Seiner Majestät
dem Könige der Franzosen eingeladen wurden, einen
Tractat wegen wirksamer Unterdrückung des Sklaven-
Handels abzuschliessen, so haben besagt Ihre Ma-
jestäten beschlossen, einen Vertrag zur endlichen Ab-
stellung dieses Handels zu unterhandeln und einzuge-
hen, und zu diesem Ende folgende Bevollmächtigte zu
erneuern, und zwar:

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von
Ungarn und Böhmen, den Herrn August Baron von
Koller, Ritter des heil. Ferdinand - und Verdienst-Or-
dens von Sicilien, Bothschaftsrath, Geschäftsträger und
Bevollmächtigter in London;

Se. Majestät der König von Frankreich den Herrn
Ludwig de Beaupoil, Grafen v. St. Aulaire, Pair von
Frankreich, Gross-Officier des königl. Ordens der Eh-
renlegion, Grosskreuz des Belgischen Leopold-Ordens,
Einer der Vierzig der Französischen Akademie, ausser-
ordentlicher Gesandter bei Ihrer Britannischen Majestät;

Ihre Majestät die Königin des vereinigten König-
reiches von Grossbritannien und Irland den ehrenwer-
then George Earl von Aberdeen, Viscount Gordon,
Viscount Formartine, Lord Haddo, Metblick, Tarvis and
Kellie, Pair des vereinigten Königreiches, Mitglied Ih-
rer Majestät geheimen Rathes, Ritter des sehr alten und
sehr adeligen Distel-Ordens und Ihrer Majestät erster
Staats-Secretär für auswärtige Angelegenheiten;

Se. Majestät der König von Preussen den Herrn
Alexander Gustav Adolph, Baron von Schleinitz, Ritter
des königl. Ordens St. Johann von Jerusalem, Kämme-
rer, Legationsrath, Geschäftsträger und Bevollmächtigter
in London;

1841 So. Majestät der Kaiser aller Reussen: den Herrn Philipp Baron v. Brunnow, Ritter des weissen Adler-Ordens, des St. Annen-Ordens erster Classe, des heil. Stanislaus-Ordens erster Classe, des St. Wladimir-Ordens dritter Classe, Commandeur des Ungarischen St. Stephan-Ordens, Ritter des rothen Adler- und des Ordens des heil. Johann von Jerusalem, geheimer Rath, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister bei Ihrer Britannischen Majestät; —

Welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich gegenseitig mitgetheilt, nachstehende Artikel festgesetzt und unterzeichnet haben:

Art. I. Ihre Majestäten der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, der König von Preussen und der Kaiser aller Reussen verpflichten sich, allen Sklavenhandel zu verbieten, er mag von ihren respectiven Unterthanen oder unter ihren respectiven Flaggen, oder mittelst Capitalien, die ihren respectiven Unterthanen gehören, ausgeübt werden, und solchen Handel als Seeräuberei zu erklären.

Ihre Majestät erklären ferner, dass jedes Schiff, welches den Sklavenhandel zu treiben versuchen wird, schon durch dieses Factum allein alles Recht auf den Schutz seiner Flagge verlieren soll. —

Art. II. Um den Zweck des gegenwärtigen Tractates vollständigen zu erreichen, kommen die hohen contrahirenden Theile durch gemeinschaftlichen Beschluss überein, dass diejenigen ihrer Kriegsschiffe, welche mit speciellen Ermächtigungen und Befehlen, nach dem Formulare der Beilage A. des gegenwärtigen Tractates abgefasst, versehen seyn werden, jedes einem der contrahirenden Theile gehörige Kauffahrteyschiff durchsuchen können, gegen welches aus zureichenden Gründen der Verdacht besteht sich mit dem Sklavenhandel zu befassen, oder zu diesem Zwecke ausgerüstet worden zu seyn, oder sich mit diesem Handel während der Fahrt, wo es von den obbezeichneten Kreuzern begegnet wurde, befasst zu haben, — und dass diese Kreuzer solche Schiffe anhalten, wegführen lassen oder selbst mitnehmen können, damit sie einer gerichtlichen Untersuchung auf die weiter unten bezeichnete Weise unterzogen werden können.

Immerhin soll das ob erwähnte Recht, Kaufmännische-
schiffe von einem oder dem anderen der hohen contrahirenden Theile zu durchsuchen, nur von Kriegsschiffen ausgeübt werden, deren Befehlshaber den Rang eines Capitäns oder den eines Lieutenants in der kaiserlichen oder Königlichen Marine bekleiden; wenn nicht das Commando in Folge eines Todesfalles oder wegen einer anderen Ursache an einen Officier untergeordneten Ranges übertragen worden ist. Der Commandant eines solchen Kriegsschiffes wird mit Vollmachten versehen werden, die in Gemässheit des dem gegenwärtigen Tractate angeschlossenen Formulars Nr. A. ausfertigt sind.

Dieses gegenseitige Durchsuchungsrecht soll innerhalb des Mittelländischen Meeres nicht ausgeübt werden. Ueberdiess soll der Raum, innerhalb dessen das besagte Recht beschränkt seyn wird, zur Gränze haben: nördlich den 32. Grad der nördlichen Breite; westlich die östliche Küste von Amerika, von dem Punkte, wo der 32. Grad nördlicher Breite diese Küste berührt, hinunter bis zum 45. Grad der südlicher Breite; südöstlich den 45. Grad südöstlicher Breite von dem Punkte, wo dieser Grad die östliche Küste von Amerika berührt bis zum 80. Grad der Länge östlich vom Meridian von Greenwich; und östlich den nämlichen Längegrad von dem Punkte an, wo er durch den 45. Grad südlicher Breite durchschnitten wird, bis zur Küste von Indien.

Art. III. Jeder der hohen contrahirenden Theile, welcher Kreuzer zur Unterdrückung des Schladenhandels verwenden, und das gegenseitige Recht der Durchsuchung ausüben will, behält es sich vor, je nach seiner Convenienz, sowohl die Anzahl der Kriegsschiffe festzusetzen, welche zu dem im zweiten Artikel dieses Vertrages stipulirten Dienste verwendet werden sollen, als auch die Stationen zu bestimmen, an welchen die besagten Schiffe kreuzen sollen.

Die Namen der zu diesem Zwecke bestimmten Schiffe und jene ihrer Befehlshaber sollen durch jeden der hohen contrahirenden Theile an die anderen mitgetheilt werden, so wie sie sich gegenseitig auch jedesmal einer dem anderen bekannt geben werden, dass ein Kreuzer auf eine Station gewiesen oder von dieser abgerufen wird, damit die erforderlichen Vollmachten sowohl von

1841 denjenigen Regierungen, welche die Durchsuchungen authorisiren, ausgestellt, als auch ihnen von jener Regierung, welche diese Vollmachten empfangen hat, wieder zurückgestellt werden können, wann diese Vollmachten zum Vollzuge des gegenwärtigen Tractates nicht mehr nöthig sind.

Art. IV. Gleich nachdem die Regierung, welche die Kreuzer verwendet, der Regierung, welche Durchsuchung zu gestatten hatten, die Anzahl und Namen der Kreuzer, die es zu verwenden beabsichtigt, bekannt gegeben haben wird, sollen die Vollmachten, welche zu den Durchsuchungen authorisiren, in Gemässheit des dem gegenwärtigen Tractate beigefügten Formulars Lit. A. ausgestellt, und von der Regierung, welche die Durchsuchung gestattet, an jene, welche die Kreuzer verwendet, übermacht werden.

In keinem Falle soll das gegenseitige Recht der Durchsuchung gegen Kriegsschiffe der hohen contrahirenden Theile ausgeübt werden.

Die hohen contrahirenden Theile werden über ein besonderes Signal übereinkommen, welches ausschliessend nur von jenen Kreuzern anzuwenden ist, denen das Recht der Durchsuchung übertragen wird.

Art. V. Die Kreuzer der hohen contrahirenden Theile, die in Vollziehung des gegenwärtigen Tractates authorisirt sind, das Recht der Durchsuchung und Anhaltung auszuüben, haben sich genau an die dem erwähnten Tractate lit. B. beigefügten Instructionen in Allem zu halten; was sich sowohl auf die Formalitäten der Durchsuchung und Anhaltung, als auf die Massregeln bezieht, welche bei der Uebergabe eines des Slavenhandels verdächtigen Schiffes an die kompetenten Gerichte zu beobachten sind.

Die hohen contrahirenden Mächte behalten sich das Recht vor, in diesen Instructionen mit gemeinschaftlicher Uebereinstimmung jene Aenderungen vorzunehmen, welche die Umstände erheischen könnten.

Die Kreuzer der hohen contrahirenden Theile sollen sich gegenseitig einer dem anderen in allen jenen Fällen Unterstützung leisten, wo es nützlich seyn kann, dass sie in Uebereinstimmung handeln.

Art. VI. Wenn immer ein unter der Flagge eines der hohen contrahirenden Theile segelndes Kauffahrtsschiff von einem zu diesem Ende gehörig authori-

sirten Kreuzer des anderen Theiles angehalten wird, 1841 so sollen in Gemässheit der Bestimmungen des gegenwärtigen Tractates ein solches Kauffahrteyschiff sowohl als der Capitän, das Schiffsvolk und die Slaven, welche sich an Bord befinden dürften, an einen solchen Ort, welchen die hohen contrahirenden Theile für diesen Zweck bezeichnet haben werden, gebracht und jenen Behörden überliefert werden, welche in dieser Absicht von jener Regierung aufgestellt sind, innerhalb deren Besitzungen ein solcher Ort gelegen ist, damit hiernach das Verfahren vor den competenten Behörden auf die nachfolgend specificirte Weise eintreten könne.

Wenn der Befehlshaber des Kreuzers nicht für angemessen hält, sich selbst mit dem Einbringen und dem Ueberliefern des angehaltenen Schiffes zu befassen, so hat er diese Obliegenheit einem Officiere mit dem Range eines Lieutenants in der kaiserlichen oder königlichen Marine anzuvertrauen, oder wenigstens dem Officiere, welcher zu dieser Zeit der dritte im Range an Bord des Schiffes ist, welches die Anhaltung machte.

Art. VII. Wenn der Befehlshaber eines Kreuzers von einem der hohen contrahirenden Theile Grund zu dem Verdachte haben sollte, dass ein unter dem Geleite oder in Gesellschaft eines Kriegsschiffes von einem der hohen contrahirenden Theile segelndes Kauffahrteyschiff sich mit dem Slavenhandel befasst habe, oder für diesen Handel ausgerüstet worden sey, so soll er seine Verdachtgründe dem Befehlshaber des Kriegsschiffes bekannt geben, welcher allein zur Durchsuchung des verdächtigen Schiffes zu schreiten hat; und im Falle der letzterwähnte Befehlshaber sich überzeugen sollte, dass der Verdacht wohl gegründet ist, so soll er das Schiff sowohl als den Capitän, das Schiffsvolk, die Ladung und die Slaven, welche sich an Bord befinden könnten, in einen Hafen bringen, welcher der Nation des angehaltenen Schiffes gehört, um dort das Verfahren vor den competenten Gerichten auf die nachfolgend bezeichnete Art einzuleiten.

Art. VIII. Sobald ein angehaltenes und zur Aburtheilung eingeschicktes Kauffahrteyschiff in dem Hafen ankommt, wohin es in Gemässheit der Beilage B des gegenwärtigen Vertrages gebracht werden muss, so hat der Befehlshaber des Kreuzers, welcher es angehalten hat, oder der Officier, welcher es einbrachte, den zu

1841 jenem Zwecke bestimmten Behörden eine durch ihn unterzeichnete Copie aller Verzeichnisse, Erklärungen und anderen in den dem gegenwärtigen Tractate lit. B. beigefügten Instructionen aufgeführten Documente zu übergeben; — die genannten Behörden sollen dann zur Untersuchung des angehaltenen Schiffes und seiner Ladung, so wie zur Inspection des Schiffsvolkes und der an Bord befindlichen Slaven schreiten, nachdem der Zeitpunkt einer solchen Durchsuchung und Inspection dem Befehlshaber des Kreuzers oder dem Officiere, der das Schiff eingebracht haben wird, vorläufig bekannt gegeben worden ist, damit er oder diejenige Person, die er zu seinem Stellvertreter bestimmen wird, dabei gegenwärtig seyn könne.

Ueber diese Verhandlungen soll ein Protokoll in duplo aufgenommen werden, welches von den Personen, die diessfalls Theil genommen haben oder dabei gegenwärtig waren, zu unterzeichnen ist. Eine dieser Urkunden ist dem Befehlshaber des Kreuzers oder dem von ihm zur Einbringung des angehaltenen Schiffes bestimmten Officiere zu übergeben.

Art. IX. Von jedem Kauffahrteyschiffe der einen oder anderen der fünf Nationen, welches Kraft der Bestimmungen des gegenwärtigen Tractates durchsucht und angehalten wird, ist — wenn nicht der Beweis des Gegentheils hergestellt wird — anzunehmen, dass es sich mit dem Slavenhandel befasst, oder dass es zu diesem Handel ausgerüstet wurde, wenn in der Ausrüstung, in der Einrichtung oder an Bord des besagten Schiffes während seiner Fahrt, in welcher es angehalten wurde, Einer der nachfolgend specificirten Artikel aufgefunden wird, nämlich:

1) Lucken mit offenen Gittern anstatt der geschlossenen Lucken, welche sich gewöhnlich auf Kauffahrteyschiffen befinden.

2) Abtheilungen oder Breterverschläge in dem Kielraume oder auf dem Verdecke in einer grösseren Anzahl als für jene Schiffe nothwendig ist, die zu gesetzmässigem Handel verwendet werden.

3) Reservebretter, welche so eingerichtet sind, um ein zweites Verdeck oder sogenanntes Slavendeck zu bilden.

4) Ringe, Fesseln oder Handschellen.

5) Eine grössere Menge Wassers in Tonnen oder

Wasserbehältern als für den Bedarf des Schiffsvolkes 1841 eines solchen Kauffahrteyschiffes nothwendig ist.

6) Eine ausserordentliche Anzahl von Wasserfässern oder von anderen Behältnissen, welche geeignet sind, Flüssigkeiten aufzunehmen; ausgenommen der Capitän producirt ein Certificat vom Zollamte des Ortes, von welchem er ausfuhr, des Inhaltes, dass die Eigenthümer eines solchen Schiffes zureichende Gewährleistung gegeben haben, dass eine solche Mehrzahl von Fässern oder anderen Behältnissen nur zum Einnehmen von Palmöhl oder für andere Zwecke erlaubten Commerces bestimmt sey.

7) Eine grössere Anzahl von Essnapfen oder Trinkgefässen, als für den Gebrauch des Schiffsvolkes eines solchen Kauffahrteyschiffes nothwendig ist.

8) Ein Kochkessel oder ein anderer Koch-Apparat von ungewöhnlicher Grösse und grösser, oder geeignet, grösser gemacht werden zu können, als für den Gebrauch des Schiffsvolkes eines solchen Kauffahrteyschiffes erforderlich ist, oder mehr als ein Kochkessel oder Koch-Apparat von gewöhnlicher Grösse.

9) Eine ausserordentliche Quantität Reiss oder Mehl aus Brasilianischem Manioc oder Cassada, gewöhnlich „Farina“ genannt, oder von Mais oder Indischem Korn, oder von was immer für einem Nahrungs-Artikel, welche den wahrscheinlichen Bedarf der Schiffsmannschaft überschreitet, ausgenommen wenn eine solche Quantität von Reiss, Farina, Mais, Indischem Korn oder von anderen Nahrungs-Artikeln in dem Schiffs-Manifeste als ein Theil der Handelsladung des Schiffes eingetragen wäre.

10) Eine Quantität von Matten oder Mattengeweben, welche grösser ist als es der Bedarf für ein solches Kauffahrteyschiff erheischt; ausgenommen wenn solche Matten oder Mattengewebe im Schiffs-Manifeste als ein die Schiffsladung bildender Theil aufgeführt sind.

Wenn es sich gezeigt hat, dass einer oder mehrere der oben specificirten Gegenstände sich an Bord befinden, oder während der Fahrt, auf welcher das Schiff genommen wurde, an Bord befunden haben, so soll dieses Factum als ein *prima facie* Beweis angesehen werden, dass das Schiff zu dem Handel verwendet wurde; dasselbe wird demnach verurtheilt und als gesetzmässige Prise erklärt; wenn nicht der Capitän oder

1841 die Eigenthümer den klaren, unbestreitbaren Beweis liefern, woraus zur Zufriedenstellung des Gerichtes dargethan wird, dass zur Zeit seiner Anhaltung oder Wegnahme das Schiff zu einer erlaubten Unternehmung verwendet wurde, und dass diejenigen der oben specificirten verschiedenen Gegenstände, die sich zur Zeit der Anhaltung an Bord befanden, oder welche während der Fahrt eingeschifft wurden, auf welcher das Schiff bei seiner Anhaltung begriffen war, — zur Erfüllung des erlaubten Zweckes der Reise unerlässlich nothwendig waren.

Art X. Das gerichtliche Verfahren gegen ein auf oben bemerkte Art angehaltenes Schiff, so wie gegen den Capitän, die Schiffsmannschaft und Ladung tritt sogleich vor den competenten Gerichtsbehörden des Landes ein, zu welchem das Schiff gehört, sie werden nach den bestehenden Formen und Gesetzen jenes Landes gerichtet und abgeurtheilt werden, und wenn aus dem Verfahren hervorgeht, dass das besagte Schiff zum Schladenhandel verwendet wurde oder für denselben ausgerüstet war, so wird das Schiff, seine Einrichtung und Waarenladung confiscirt, und über den Capitän, das Schiffsvolk und ihre Mitschuldigen in Gemässheit jener Gesetze entschieden werden, nach welchen sie in gerichtliche Untersuchung gezogen wurden.

Im Falle der Confiscation wird der Erlös des Verkaufes des vorbesagten Schiffes innerhalb des Zeitraumes von sechs Monaten (vom Datum des Verkaufes an gerechnet) der Regierung des Landes, zu welchem das genommene Schiff gehört, zur Disposition gestellt, um sodann den Gesetzen jenes Landes entsprechend verwendet zu werden.

Art. XI. Wenn irgend einer der im Artikel IX des gegenwärtigen Tractates specificirten Gegenstände an Bord eines Kauffahrteyschiffes gefunden wird, oder wenn bewiesen wird, dass er sich während der Fahrt, auf welcher es genommen wurde, an Bord befunden hat, so wird kein Ersatz für Verluste, Schaden oder Auslagen in Folge der Anhaltung eines solchen Schiffes in irgend einem Falle bewilligt; weder dem Capitän, noch dem Eigenthümer oder irgend einer in der Ausrüstung oder Ladung theilhaftigen Person, selbst dann nicht, wenn in Folge seiner Anhaltung eine Verurtheilung gegen das Schiff nicht ausgesprochen wurde.

Art. XII. In allen Fällen, wo ein Schiff in Gemässheit des gegenwärtigen Tractates, weil es zum Schladenhandel verwendet oder für dieses Geschäft ausgerüstet wurde, angehalten und hiernach verurtheilt und confiscirt worden ist, kann die Regierung des Kreuzers, welcher die Prise gemacht hat, oder die Regierung, deren Gerichtsbehörde das Schiff verurtheilt hat, das verurtheilte Schiff für den Dienst ihrer Kriegs-Marine um den Preis erkaufen, welcher durch eine geeignete und von dem Gerichte hierzu gewählte Person festgestellt worden ist. Die Regierung, deren Kreuzer die Prise gemacht hat, wird das Vorzugsrecht im Ankauf des Schiffes haben. Wenn aber das verurtheilte Schiff auf die oben erwähnte Weise nicht angekauft werden sollte, so soll es gleich nach dem Urtheile der Confiscation gänzlich abgebrochen, und nachdem es abgebrochen ist, in abgesonderten Abtheilungen verkauft werden.

Art. XIII. Wenn durch den Ausspruch des competenten Gerichtes erkannt worden ist, dass ein — kraft des gegenwärtigen Tractates — angehaltenes Kaufahrteyschiff sich nicht mit dem Schladenhandel befasst hat, oder für diesen Handel nicht ausgerüstet war, so soll es dem gesetzmässigen Eigenthümer oder Eigenthümern zurückgestellt werden. Und wenn im Laufe des gerichtlichen Verfahrens bewiesen worden wäre, dass das Schiff ungesetzlich oder ohne zureichenden Verdacht durchsucht und angehalten wurde, oder dass die Durchsuchung und APhaltung mit Missbrauch und Plackerey begleitet gewesen, so soll der Befehlshaber des Kreuzers oder der Officier, welcher das besagte Schiff geentert hat, oder der Officier, dem das Einbringen desselben übertragen wurde, und unter dessen Autorität, je nach der Verschiedenheit des Falles, der Missbrauch oder die Plackerei eingetreten ist, für die Kosten und den Schaden dem Capitän und den Eigenthümern des Schiffes und der Ladung ersatzpflichtig seyn.

Diese Kosten und Schaden können von der Gerichtsbehörde zuerkannt werden, vor welcher das Verfahren wider das angehaltene Schiff, seinen Capitän, das Schiffsvolk und die Ladung eingeleitet wurde, und die Regierung des Landes, zu welchem der Officier gehört, der zu einem solchen Erkenntnisse Veranlassung gegeben, soll den Betrag der besagten Kosten und des Schadens innerhalb des Zeitraumes von sechs Monaten

1841 von dem Datum des Urtheiles an, wenn das Urtheil von einem in Europa befindlichen Gerichte gefällt wurde, und innerhalb des Zeitraumes von Einem Jahre, wenn das gerichtliche Verfahren ausserhalb Europa Statt fand, bezahlen.

Art. XIV. Wenn bei dem — kraft dieses Tractates — bewirkten Durchsuchen oder Anhalten eines Kauffahrteyschiffs irgend ein Missbrauch oder Plackerei begangen wurde, und wenn das Schiff der Jurisdiction seiner eignen Nation nicht überliefert worden ist, so soll der Capitän, unter Eid, eine Erklärung sowohl hinsichtlich der Missbräuche und Plackereien, worüber er sich zu beklagen hat, als auch in Ansehung der Kosten und des Schadens abgeben, auf welche er einen Anspruch erhebt, und diese Declaration hat er vor den competenten Behörden des ersten Hafens seines Landes, wo er ankommen wird, oder vor dem Consular-Agenten seiner Nation in einem fremden Hafen abzugeben, wenn das Schiff zuerst in einem fremden Hafen landet, wo ein solcher Agent sich befindet.

Diese Declaration soll durch eigene mit Beeidigung vorgenommene Verhöre der vorzüglichsten Personen unter dem Schiffsvolke und der Passagiere, die bei der Durchsuchung und Anhaltung Zeugen waren, verifizirt und ein förmliches Protokoll über das Ganze aufgenommen werden, wovon zwei Copien dem Capitän zu übergeben sind, welcher eine derselben seiner Regierung zur Unterstützung seines Anspruches für Kosten und Schaden vorlegen wird.

Es versteht sich. übrigens, dass, wenn der Capitän durch irgend einen ausser seiner Macht liegenden Umstand gehindert ist, seine Erklärung abzugeben, sie durch den Eigenthümer des Schiffes oder durch irgend eine andere Person, die bei der Ausrüstung oder bei der Ladung des Schiffes theilhaftig ist, abgegeben werden kann.

Ueber die amtliche Zusendung der Copie des obervährten förmlichen Protokolls soll die Regierung des Landes, welchem der Officier, dem diese Missbräuche und Plackereien zugerechnet werden, angehört, also gleich eine genaue Erhebung einleiten, und wenn sich die Anklage in Kraft bewährt, dem Kapitän oder Eigenthümer oder was immer für einer in der Ausrüstung oder Ladung des betheiligten Schiffes betheiligten Person

den gebührenden Betrag der Kosten und des Schadens 1844 auszahlen lassen.

Art. XV. Die hohen contrahirenden Theile verbinden sich, über diessfälliges Verlangen, sich gegenseitig Abschriften der Untersuchungs-Acten und der ausgesprochenen Urtheile in Betreff der — in Vollzug der Bestimmungen dieses Tractates — durchsuchten und angehaltenen Schiffe kostenfrei mitzutheilen.

Art. XVI. Die hohen contrahirenden Theile verpflichten sich, allen Slaven, welche sich an Bord von Schiffen befinden, die kraft der Bestimmungen des gegenwärtigen Tractates angehalten und vernurtheilt wurden, die alsogleiche Freiheit zuzusichern.

Art. XVII. Die hohen contrahirenden Theile verbinden sich, diejenigen Seemächte von Europa, welche noch keine Verträge zur Abstellung des Slavenhandels abgeschlossen haben, zu dem Beytritte zu gegenwärtigem Tractate einzuladen.

Art. XVIII. Die dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Acten und Urkunden, welche dem gegenseitigen Uebereinkommen zu Folge als ein integrierender Theil desselben zu betrachten sind, sind die folgenden:

A. Formularien von Vollmächts-Urkunden und Befehlen für die Kreuzer jeder Nation bei den Durchsuchungen und Anhaltungen, welche kraft des gegenwärtigen Tractates vorzunehmen sind.

B. Instructionen für die Kreuzer der Seemächte, welche in Gemässheit des gegenwärtigen Tractates zur Unterdrückung des Slavenhandels verwendet werden.

Art. XIX. Der gegenwärtige aus neunzehn Artikeln bestehende Tractat soll ratificirt und die Ratificationen hiervon sollen zu London binnen zwei Monaten von diesem Datum gerechnet, oder wenn möglich früher, ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die respectiven Bevollmächtigten den gegenwärtigen Tractat in Englischer und Französischer Sprache unterzeichnet und ihre Insiegel beigedrückt.

So geschehen zu London den zwanzigsten December im Jahre Unsers Herrn Eintausend acht-hundert und ein und vierzig.

(L. S.) KOLLER. (L. S.) SCHLEIER. (L. S.) ST. AULAIRE.
(L. S.) BAUNOW. (L. S.) ABRADEN!

1841

Beilage A.

Formular I.

Vollmachten, kraft welcher ein Kreuzer von einem der hohen contrahirenden Theile, ein Kauffahrteyschiff durchsuchen und anhalten kann, welches einem andern der contrahirenden Theile gehört oder dessen Flagge führt, und verdächtig ist, sich mit dem Sklavenhandel zu befassen oder zu diesem Handel ausgerüstet worden zu seyn.

Nachdem durch einen zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland abgeschlossenen Tractat, unterzeichnet zu London am zwanzigsten December 1841, wegen gänzlicher Unterdrückung des Afrikanischen Sklavenhandels, festgesetzt wurde, dass gewisse zu besagten respectiven Ländern gehörige Kreuzer angewiesen werden sollen, Kauffahrteyschiffe von den andern contrahirenden Theilen, welche sich mit Sklavenhandel befassen oder verdächtig sind, für diesen Handel ausgerüstet zu seyn, innerhalb gewisser Gränzen zu durchsuchen und anzuhalten; und nachdem die Regierung von . . . zu bestimmen fand, dass das Schiff, welches Sie befehligen, einer von den Kreuzern sey, welche mit den besagten speziellen Instructionen versehen werden, Sie diesem gemäss von der erwähnten Regierung Instructionen erhalten, die Ihnen zur Richtschnur in dem bezeichneten Dienste dienen sollen: — so werden sie hienmit ermächtigt, kraft dieser Instructionen und der gegenwärtigen Vollmacht, Kauffahrteyschiffe unter . . . Flagge, die verdächtig sind, Sklavenhandel zu treiben, innerhalb der im zweiten Artikel des besagten Tractates festgesetzten Gränzen zu durchsuchen, und rücksichtlich solcher Schiffe, die sich mit Sklavenhandel befassen oder verdächtig sind, für diesen Handel ausgerüstet zu seyn, so vorzugehen, wie es in dem erwähnten Tractate und in den nachfolgend beigelegten Instructionen vorgeschrieben ist.

Gegeben unter Unserer Unterschrift und dem Siegel des . . . Amtes am . . .
An den Befehlshaber des . . .

Formular II.

Befehle, welche dem Befehlshaber eines Kreuzers einer der hohen contrahirenden Mächte bey dem Durch-

subten und Anhalten eines Kauffahrteyschiffes, welches einem andern der hohen contrahirenden Theile gehört oder dessen Flagge führt, zur Richtschnur zu dienen habend.

Nachdem durch einen zwischen Oesterreich, Frankreich, Großbritannien, Preussen und Russland abgeschlossenen und zu London am zwanzigsten December 1841 unterzeichneten Tractat, zur gänzlichen Unterdrückung des Afrikanischen Schavenhandels, festgesetzt wurde, dass gewisse einer oder der anderen der genannten Mächte gehörige Kreuzer ermächtigt sind, nach den darin erwähnten speciellen Instructionen, Kauffahrteyschiffe der andern contrahirenden Theile, wenn sie sich mit dem Schavenhandel befassen, oder verdächtig sind, für diesen Handel ausgerüstet zu seyn, innerhalb besonderer Grenzen zu durchsuchen und anzuhalten, und nachdem Wir es angemessen finden, das Schiff, welches Sie befehligen, zu einem der Kreuzer zu bestimmen, und mit besagten speciellen Instructionen zu versehen, so übergeben Wir Ihnen hiermit eine Copie des erwähnten Tractates vom 20. December und der obgedachten hier beigefügten Instructionen. Sie sind somit kraft der gegenwärtigen Verordnung und der beiliegenden Vollmacht von der Regierung von ermächtigt, innerhalb der im zweiten Artikel des besagten Tractates festgesetzten Grenzen, Kauffahrteyschiffe unter der Flagge, die verdächtig sind, sich mit dem Schavenhandel zu befassen, zu durchsuchen, und gegen solche Schiffe, die Schavenhandel treiben, oder für diesen Handel ausgerüstet sind, auf die Weise vorzugehen, wie es in dem erwähnten Tractat, der Vollmacht und den Instructionen vorgezeichnet ist, und Wir tragen Ihnen auf, und fordern von Ihnen, sich vollkommen genau an alle darin enthaltenen Bestimmungen und Stipulationen zu halten, und dafür zu sorgen, dass die Ihnen somit übertragene Ermächtigung auf die mildeste Art und mit aller Aufmerksamkeit, die man allfälligen und befreundeten Nationen schuldig ist, ausgeübt werde; — so wie Sie auch mit den Befehlshabern von jedem der für denselben Dienst verwendeten Kriegsschiffe freundschaftlich zusammen zu wirken haben. Gegeben unter Unserer Handschrift und dem Siegel des Amtes von den

An den Befehlshaber des

1841 Diese Formularien von Vollmachten und Befehlen werden dem an diesem Tage zwischen Oesterreich, Frankreich, Großbritannien, Preussen und Russland zur Unterdrückung des Afrikanischen Slavenhandels unterzeichneten Tractate beigelegt und als ein integrierender Theil jenes Tractates angesehen werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen contrahirenden Theile diese Beilage unterzeichnet und darunter ihr Insigel beigelegt.

Gegeben zu London den 20sten December im Jahre Unsers Herrn Eintausend achthundert ein und vierzig.
(L. S.) KOLLER. (L. S.) SCHLEINITZ. (L. S.) ST. AULAIR.
(L. S.) BRUNNOW. (L. S.) ABERDEEN.

B e i l a g e B.

Instructionen für die Kreuzer.

1) Wenn immer ein Kauffarteschiff, welches einem der hohen contrahirenden Theile gehört oder dessen Flagge führt, von einem Kreuzer einer der hohen contrahirenden Mächte durchsucht wird, so soll der Befehlshaber des Kreuzers, bevor er zur Untersuchung schreitet, dem Capitain eines solchen Schiffes die speciellen Befehle vorweisen, durch welche ihm das ausnahmsweise Recht es zu durchsuchen eingeräumt ist, und er soll einem solchen Capitain ein von ihm unterfertigtes Certificat übergeben, welches seinen Rang in der Seemacht seines Landes, den Namen des Schiffes, das er commandirt, und die Erklärung enthält, dass der einzige Zweck seines Durchsuchens darin bestehe, sich zu überzeugen, ob das Schiff sich mit Slavenhandel befaßte, oder zu diesem Zwecke ausgerüstet sey, oder sich mit diesem Handel während der Fahrt, auf welcher es von dem besagten Kreuzer getroffen wurde, befaßt habe.

Wenn die Durchsuchung von einem anderen Officier des Kreuzers als dem Befehlshaber selbst vorgenommen wird, so soll ein solcher Officier nicht unter dem Range eines Lieutenants in der Marine seyn, angenommen, der Officier wäre zu dieser Zeit der Zweite im Commando des Schiffes, durch welches die Untersuchung vorgenommen wird, und in diesem Falle soll ein solcher Officier dem Capitain des Kauffarteschiffes eine von dem Befehlshaber des Kreuzers unterzeichnete Copie der erwähnten speciellen Befehle vorweisen,

und zugleich soll er ein von ihm selbst signirtes Certificat übergeben, welches den Rang, den er in der Marine seines Landes bekleidet, den Namen des Commandanten, unter dessen Befehle er handelt, den Namen des Kreuzers, zu dem er gehört, und den Zweck seiner Durchsuchung enthält, so wie es oben angeführt worden ist. 1841

Wenn aus der Untersuchung hervorgeht, dass die Schiffs-papiere in Ordnung und das Unternehmen gesetzmässig sind, so soll der Officier in dem Logbuche des Schiffes bestätigen, dass die Untersuchung kraft der oberwähnten speciellen Befehle statt gefunden habe; und wenn diese Formalitäten vollendet sind, so soll es dem Schiffe gestattet seyn, seinen Lauf fortzusetzen.

2) Wenn in Folge der Untersuchung der den Kreuzer commandirende Officier der Meinung ist, dass das Schiff sich mit Sklavenhandel befasse, oder für diesen Handel ausgerüstet wurde, oder sich damit während der Fahrt, auf welcher es von dem Kreuzer getroffen wurde, befasst habe, und er in dieser Gemässheit es anzuhalten und der Jurisdiction der competenten Behörden zu überliefern beschliesst, soll er ohne Aufschub ein Verzeichniss in duplo von allen an Bord befindlichen Papieren machen lassen, und dieses Verzeichniss sammt dem Duplicate unterfertigen, indem er seinen Namen, seinen Rang in der Marine und den Namen des von ihm commandirten Schiffes beifügt.

Auf dieselbe Art soll er in duplo eine Erklärung ausstellen und unterzeichnen, welche den Ort und die Zeit der Aushaltung, den Namen des Schiffes und jenes des Capitäns, die Namen der Personen, welche die Schiffsmannschaft ausmachen, und die Anzahl und Beschaffenheit der an Bord gefundenen Sklaven enthält. Diese Erklärung soll überdiess eine genaue Beschreibung des Zustandes des Schiffes und seiner Ladung enthalten.

3) Der Commandant des Kreuzers soll ohne Verzug das angehaltene Schiff mit seinem Capitän, Schiffsvolk, Rahengieren, Ladung und dem an Bord gefundenen Sklaven in einen der weiter unten specificirten Häfen führen oder schicken, damit das gerichtliche Verfahren in Gemässheit des Gesetzes des Landes, unter dessen Flagge das Schiff segelt, gegen sie eingeleitet werden, und er soll dasselbe den competenten Behörden oder auf diese

1841 nigen Personen übergeben, welche von der Regierung der der Hafen gehört, zu diesem Zwecke speziell bestimmt sind.

4) Kein Individuum soll aus dem angehaltenen Schiffe weggenommen werden; eben so wenig darf irgend ein Theil seiner Ladung oder irgend einer der an Bord gefundenen Slaven von demselben weggeschafft werden, als bis das Schiff den Behörden seiner Nation überliefert seyn wird; ausgenommen die Entfernung des ganzen oder eines Theiles des Schiffsvolkes oder der an Bord gefundenen Slaven wird entweder zur Erhaltung ihres Lebens, oder aus anderen Rücksichten der Menschlichkeit, oder wegen Sicherstellung der Personen, welche mit der Leitung des Schiffes nach seiner Anhaltung beauftragt werden; für nothwendig erachtet.

In irgend einem dieser Fälle soll der Commandirende des Kreuzers oder der Officier, welcher bestimmt ist, das angehaltene Schiff einzubringen, eine Erklärung über eine solche Wegschaffung verfassen, worin die Gründe derselben anzuführen sind; die auf diese Art entfernten Capitäne, Matrosen, Passagiere oder Slaven werden in demselben Hafen gebracht und auf dieselbe Art übernommen werden, wie das Schiff und seine Ladung, in Gemässheit der hier nachfolgenden Bestimmungen.

Wobei jedoch immer der Vorbehalt gemacht wird, dass keine Bestimmung dieses Paragraphes anwendbar seyn soll auf Slaven, die an Bord von Oesterreichischen, Preussischen oder Russischen Schiffen gefunden werden; über solche Slaven wird so verfügt werden, wie es in den folgenden Paragraphen bestimmt ist.

5) Alle Oesterreichischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an den Stationen von Afrika oder Amerika angehalten werden, sollen nach Triest geführt und dort den Oesterreichischen Gerichten überliefert werden.

Wenn aber an Bord eines solchen Oesterreichischen Schiffes zur Zeit seiner Anhaltung Slaven vorgefunden werden; so soll das Schiff bei seiner Anhaltung zur Abgebung der Slaven in jenen Hafen gesendet werden, wohin es zur Aburtheilung gebracht worden wäre, wenn es unter Englischer oder Französischer Flagge segelt hätte. Das Schiff soll hierauf an die Oester-

reichischen Gerichte in Triest gesendet und überliefert werden, wie oben festgesetzt wurde.

Alle Französischen Schiffe, welche an der westlichen Küste von Afrika von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile angehalten werden, sollen nach Gorée (Gorée) gebracht, und den dortigen Französischen Gerichten überliefert werden.

Alle Französischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der östlichen Küste von Afrika angehalten werden, sollen nach der Insel Bourbon geführt und den dortigen Französischen Gerichten überliefert werden.

Alle Französischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der Küste von Amerika im Süden des 10ten Grades nördlicher Breite angehalten werden, sollen nach Cayenne gebracht und den dortigen Französischen Gerichten überliefert werden.

Alle Französischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile in Westindien oder an der Küste von Amerika im Norden des 10. Grades der nördlichen Breite angehalten werden, sollen nach Martinique geführt und den dortigen Französischen Gerichten überliefert werden.

Alle Britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der westlichen Küste von Afrika angehalten werden, sollen nach Bathurst am Flusse Gambia geführt, und den dortigen Britischen Gerichten überliefert werden.

Alle Britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der östlichen Küste von Afrika angehalten werden, sollen zum Vorgebirge der guten Hoffnung gebracht und den dortigen Britischen Gerichten überliefert werden.

Alle Britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der Küste von Amerika angehalten werden, sollen entweder nach der Colonne Demerara oder nach Port Royal auf Jamaica gebracht und den dortigen Britischen Gerichten überliefert werden, je nachdem der Commandant des Kreuzers es am angemessensten finden wird.

Alle Britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile in Westindien angehalten werden, sollen nach Port Royal auf Jamaica ge-

1841) bracht, und den dortigen Britischen Gerichten überliefert werden.

Alle Preussischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an den Stationen in Afrika oder Amerika angehalten werden, sollen nach Stettin gebracht und den dortigen Preussischen Gerichten übergeben werden.

Wenn aber Slaven an Bord eines solchen Preussischen Schiffes zur Zeit der Anhaltung gefunden werden, so soll das Schiff gleich bei seinem ersten Anhalten zur Absetzung der Slaven in jenen Hafen gesendet werden, wohin es zur Aburtheilung gebracht worden wäre, wenn es unter Englischer oder Französischer Flagge gesegelt wäre. Hierauf soll das Schiff nach Stettin gebracht und den dortigen Preussischen Gerichten überliefert werden.

Alle Russischen Schiffe, welche von den Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an den Stationen von Amerika oder Afrika angehalten werden, sollen entweder nach Kronstadt oder nach Reval geführt, und dort den Russischen Gerichten überliefert werden, je nachdem die Jahreszeit es gestatten wird, den einen oder anderen jener Häfen zu erreichen.

Wenn aber an Bord eines solchen Russischen Schiffes zur Zeit seiner Anhaltung Slaven gefunden werden, so soll das Schiff gleich bei seiner ersten Anhaltung zur Absetzung der Slaven in jenen Hafen gesendet werden, wohin es zur Aburtheilung gebracht worden wäre, wenn es unter Englischer oder Französischer Flagge gesegelt wäre; das Schiff soll nachher nach Kronstadt oder Reval gebracht und den dortigen Russischen Gerichten überliefert werden, wie es oben festgesetzt wurde.

6) Sobald ein Kauffahrteyschiff, welches auf vorerwähnte Art angehalten wurde, in einem der obbezeichneten Häfen oder Orte ankommt, so soll der Kommandant des Kreuzers oder der Officier, welcher beauftragt wurde, ein angehaltenes Schiff einzubringen, ohne Aufschub denjenigen Behörden, welche von der Regierung in deren Gebiete sich der besagte Hafen befindet, zu diesem Zwecke regelmäßig bestimmt sind, das Schiff sammt Ladung so wie den Capitän, die Schiffsmannschaft, die Passagiere und die an Bord gefundenen Slaven, ferner die Papiere, die an Bord des Schiffes er-

griffen worden, und endlich eines der Duplicats-Verzeichnisse der erwähnten Papiere überliefern: — das andere Exemplar dieser Verzeichnisse bleibt dagegen in seinem Besitze.

Derselbe Officier soll gleichzeitig an die genannten Behörden eine der Original-Erklärungen, wie sie oben specificirt worden, übergeben, und einen Bericht über die Veränderungen beifügen, welche von dem Zeitpunkte der Anhaltung des Schiffes bis zu seiner Ablieferung eingetreten seyn mögen, so wie er zugleich auch eine Copie des Berichtes über jene Wegschaffungen, welche nach den obigen Bestimmungen etwa Statt gefunden haben, denselben Behörden zu überreichen hat.

Der Officier, welcher diese verschiedenen Documente übergibt, soll schriftlich und unter Eid die Wahrheit derselben bezeugen.

7) Wenn der Commandant eines Kreuzers von einem der hohen contrahirenden Theile (welcher mit den vorgesagten speciellen Instructionen gehörig versehen seyn wird) Ursache zum Verdachte haben sollte, dass ein Kaufahrteyschiff unter dem Geleite oder in Gesellschaft eines Kriegsschiffes von einem der anderen contrahirenden Theile sich mit dem Slavenhandel befasse, oder für diesen Handel ausgerüstet wurde, oder sich während der Fahrt, auf welcher es von dem Kreuzer getroffen wurde, mit dem Slavenhandel befasst habe, so soll er sich darauf beschränken, dem Befehlshaber des Kriegsschiffes seine Verdachtgründe mitzutheilen und es dem Letzteren überlassen, in der Durchsuchung des verdächtigen Schiffes allein vorzugehen, und es der Jurisdiction seines Landes zu überliefern, wenn Ursache dazu vorhanden ist.

8) Durch den Artikel IV des Tractates ist festgesetzt, dass das wechselseitige Recht der Durchsuchung in keinem Falle gegen Kriegsschiffe der hohen contrahirenden Theile ausgeübt werde.

Es wird bestimmt, dass diese Ausnahme gleichfalls auf Schiffe der Russisch-Amerikanischen Compagnie Anwendung finden soll, welche von Officieren der kaiserlichen Marine commandirt und durch die kaiserliche Regierung ermächtigt sind, eine Flagge zu führen, welche sie von Kaufahrteyschiffen unterscheidet, so wie sie auch gleich den Krieg-Transportschiffen bewaffnet und ausgerüstet sind.

1841 Es versteht sich ferner, dass besagte Schiffe mit einem Russischen Patente zum Beweise ihres Ursprunges und ihrer Bestimmung versehen seyn müssen. — Die Form dieser Patente soll nach einem gemeinschaftlichen Uebereinkommen entworfen werden. Es wird bestimmt, dass dieses Patent, wenn es von der competenten Russischen Behörde ausgestellt ist, zu St. Petersburg von den dort befindlichen Grossbritannischen und Französischen Consulaten contrasignirt seyn müsse.

9) In dem dritten Abschnitte des Artikels IX. des Tractates ist festgesetzt, dass, wenn nicht das Gegentheil bewiesen werden kann, ein Schiff als mit dem Schladenhandel sich befassend angesehen werden soll, wenn Reserve-Breter, welche dazu eingerichtet sind, um ein zweites Verdeck oder sogenanntes Slavendeck zu bilden, an Bord gefunden werden.

Um jedem Missbrauche vorzubeugen, welcher aus der willkürlichen Auslegung dieser Clausel entstehen könnte, wird den Kreuzern insbesondere empfohlen, selbe auf Oesterreichische, Preussische und Russische Schiffe nicht anzuwenden, welche zum Holzhandel verwendet werden, und deren Manifeste den Beweis liefern, dass die Breter und Balken, die sie führen oder geführt haben, ein Theil ihrer Handelsladung sind oder waren.

Um daher den erlaubten Handel nicht zu belästigen, wird den Kreuzern ausdrücklich zur Pflicht gemacht, nur dann nach den Bestimmungen zu handeln, die in dem 3. Abschnitte des Artikels IX. enthalten sind, wenn an Bord des angehaltenen Schiffes Reserve-Breter vorhanden wären, die augenscheinlich zu einem Slavendeck bestimmt sind.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten sind kraft des Artikels XVIII dieses von ihnen am heutigen Tage signirten Tractates übereingekommen, dass diese Instructionen dem Tractate beigelegt werden sollen, welcher an diesem Tage zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland zur Unterdrückung des Afrikanischen Schladenhandels unterzeichnet wurde, und dass sie als ein integrierender Theil dieses Tractates anzusehen sind.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der ho-

ben contrahirenden Theile diese Beilagen unterfertigt 1841 und ihre Insiel begedrückt.

Gegeben zu London den zwanzigsten December im Jahre des Herrn Eintausend achthundert ein und vierzig.
(L.S.) KOLLER. (L.S.) SCHLEINITZ. (L.S.) ST. AULAIRE.
(L.S.) BRUNNOW. (L.S.) ABERDEEN.

90.

Convention entre les gouvernemens des Etats appartenans à l'union de douanes allemande concernant le transport et l'expédition des marchandises sur les sections du Rhin et des rivières situées dans le territoire de la dite union. Publiée dans le mois de Décembre 1841.

Vereinbarung

zwischen den Regierungen des deutschen Zollvereins
wegen

Behandlung des Gütertransports und der Waaren-Abfertigung auf dem innerhalb des Zoll-Vereinsgebiets gelegenen Theile des Rheins und der conventionellen Nebenflüsse desselben. Publicirt im Monat December 1841.

I. Unmittelbarer Transit.

§. 1. Schiffsladungen, welche auf dem Rheine oder einem Nebenflusse desselben in das Vereinsgebiet eingehen und in demselben Schiffe, ohne Veränderung der Ladung, wieder ausgehen, also auf der Wasserstrasse unmittelbar durch das Vereinsgebiet transitiren, unterliegen lediglich den Controle-Vorschriften, welche in der Rheinschiffahrts-Convention vom 31. März 1831 überhaupt und insbesondere in dem Art. 39. derselben enthalten sind.

1841 II. *Waaren-Eingang vom Auslande nach vereinsländischen Häfen.**A. Schiffsladungen, welche ausschliesslich nach Freihafenplätzen bestimmt sind.*

1. Wenn die gesammte Ladung eines Schiffes nur nach einem einzigen Orte bestimmt ist.

§. 2. Bei dem Eingange von Schiffsladungen aus dem Auslande mit der Bestimmung nach einem Freihafenplatze hat der Schiffsführer dem Grenz-Zollamt das Manifest, womit, nach Art. 27. der Rheinschiffahrts-Convention, die Schiffsladung bis zum Orte der Ausladung begleitet seyn muss, im Original zur Einsicht vorzulegen und zugleich ein Duplikat desselben, mit seiner schriftlichen Anerkennung versehen, zu übergeben. In sofern die Waaren in dem Manifeste nicht nach den Bestimmungen des Vereins-Zolltarifs bezeichnet sind, hat der Schiffsführer in einem Nachtrage zu dem Duplikat des Manifestes die tarifmässigen Benennungen anzugeben. An die Stelle des Manifest-Duplikats kann, nach Wahl des Schiffsführers, auch eine, nach den Vorschriften der Zollordnung ausgefertigte Deklaration treten.

§. 3. Das Grenz-Zollamt giebt, nach genommener Einsicht des Original-Manifestes, dasselbe an den Schiffsführer zurück, ertheilt unverzüglich einen Begleitschein, jedoch nach einem, mit Rücksicht auf die Bestimmung im §. 13. eigens vorgeschriebenen Formular (Beilage 1.) und trifft, nach Vorschrift der §§. 4 und 5., die weiter erforderlichen Control-Maassregeln für den Transport des Schiffes bis zum Bestimmungsorte.

§. 4. Ist das Schiff, nach Vorschrift der über den Schiffsverschluss vereinbarten Instruction (Beilage 2.) verschlussfähig eingerichtet, so lässt das Grenz-Zollamt, nach vorgängiger Revision der nicht verschliessbaren Schiffsräume die Anlegung des Schiffsverschlusses eintreten.

§. 5. Ist das Schiff nicht nach Vorschrift der vorgedachten Instruction (§. 4.) verschlussfähig eingerichtet, so tritt die Begleitung der Ladung durch Zollbeamte ein.

§. 6. Wenn Schiffsladungen auf einem und demselben Schiffsboden unverändert — abgesehen jedoch von den, den Umständen nach erforderlichen Leichterungen — von der Grenze ab ihrer Bestimmung zuge-

führt werden, so findet der Schiffsverschluss, beziehungsweise die Begleitung — ersterer mit den durch die Leichterungen nothwendigen Unterbrechungen — in der Regel bis zu dem bei dem Eingange declarirten Bestimmungsorte statt.

Art. 7. Sind die Schiffsladungen unter Gesamtverschluss des Schiffes genommen worden, so ist unterwegs die Beiladung von unverzollten Waaren, in sofern diese collowise verschlossen sind, unter zollamtlicher Aufsicht zulässig, die Beiladung von Gegenständen des freien Verkehrs aber nur in soweit, als sie von den unter Schiffsverschluss befindlichen Gütern getrennt verladen werden können.

Wenn Schiffsladungen unter Personalbegleitung ihrem Bestimmungsorte zugeführt werden, dürfen unterwegs keinerlei Beiladungen statt finden.

§. 8. In Fällen von Umladungen und Ueberladungen von Bord zu Bord, welche nicht als Leichterungen zu betrachten sind, findet rücksichtlich der ganzen Ladung eine Behandlung nach den allgemeinen Regeln der Zollordnung statt. In wiefern Ausnahmen hiervon zulässig sind, wird durch besondere Vereinbarung festgesetzt werden.

§. 9. Wenn Schiffsladungen unter Gesamtverschluss des Schiffes genommen worden sind, so finden, in Bezug auf die nothwendigen Leichterungen und auf die deshalb oder in Folge von Unglücksfällen erforderliche Lösung des Verschlusses, die Bestimmungen im 2. Alinea des Art. 39. der Rheinschiffahrts - Convention und die hierüber vereinbarten Vollzugsvorschriften Anwendung.

§. 10. Wird, zur Abwendung oder in Folge von Unglücksfällen, eine Lösung des Schiffsverschlusses so dringend nothwendig, dass sie, ehe und bevor bei einer Zollstelle der Antrag auf Lösung des Verschlusses gestellt werden kann, eintreten muss, dann hat der Schiffsführer nach stattgehabter Lösung des Verschlusses, neben der im Art. 38. der Rheinschiffahrts - Convention vorgeschriebenen Meldung, unverzüglich der nächsten kompetenten Zollstelle davon Anzeige zu machen, und diese kann alsdann, nach ihrem Ermessen, eine Revision der Ladung eintreten lassen.

§. 11. Die vorstehend (§. 10.) für Fälle der nothwendigen Lösung des Verschlusses gegebene Bestimmung findet auch Anwendung auf Verschlussverletzungen

1841] gen., welche nicht zur Abwendung oder in Folge von Unglücksfällen entstehen.

§. 12. Das zwischen der Grenze und dem Bestimmungsorte der Ladung gelegene Hauptamt, welches, in Folge von Anzeigen der Schiffsführer oder auf andere Weise von einer erfolgten Lösung oder Verletzung des Schiffsverschlusses Kenntniss erhält, sorgt für die Anlegung eines neuen Verschlusses und nimmt eine Verhandlung über den Thatbestand der Lösung oder Verletzung des Verschlusses, über die Resultate der Revision, falls eine solche statt gefunden, und über die erfolgte Anlegung eines neuen Verschlusses auf.

Diese Verhandlung, worauf in einer Bemerkung zu dem Begleitscheine hinzuweisen ist, wird dem Schiffsführer behändigt, um sie, gleichzeitig mit dem Begleitscheine, dem Hauptamte im Bestimmungsorte zu übergeben.

§. 13. Das Duplikat des Manifestes oder die Deklaration, welche der Schiffsführer dem Grenz-Zollamte zu übergeben hat (§. 2), ist als verbindliche Deklaration anzusehen, jedoch unter folgenden Modalitäten und näheren Bestimmungen:

1. Die Revision der Ladung zum Zwecke der förmlichen zollordnungsmässigen Abfertigung und diese Abfertigung selbst tritt erst bei dem Hauptamte im Bestimmungsorte ein.
2. Der Befund dieser Revision am Bestimmungsorte wird der Verzollung, beziehungsweise der weiteren Abfertigung zu Grunde gelegt.

Ausnahmen von dieser Regel treten ein, wenn bei der Revision die deklarirte Waare gar nicht oder in zu geringer Menge, oder in einer Beschaffenheit, welche eine geringere Abgabe würde begründet haben, vorgefunden wird.

In diesem Falle wird entweder

- a) die deklarirte Menge der Waaren, unter Anwendung des höchsten Zollsatzes, oder
- b) die in der Deklaration enthaltene Angabe über Gattung und Menge Waaren

der Abfertigung zu Grunde gelegt.

Zu a. Die deklarirte Waarenmenge, unter Anwendung des höchsten Zollsatzes, bildet die Grundlage der Abfertigung dann, wenn, nach dem Resultate der Untersuchung, eine Vertauschung von Waaren oder eine Verfügung über solche statt gefunden

hat und nicht feststeht, dass die deklarirte Waaren-¹⁸⁴¹
gattung vorhanden gewesen ist.

Zaib. Die declarirte Menge und Gattung der Waaren
werden der Abfertigung zu Grunde gelegt:

- aa. wenn zwar keine Gewissheit darüber vorliegt,
dass eine Vertauschung der Waaren oder eine
eigenmächtige Verfügung über solche statt ge-
funden habe, der Schiffsführer jedoch auch
nicht genügend nachzuweisen vermag, dass die
Waaren aus Versehen unrichtig deklarirt worden;
- bb. wenn aus der Untersuchung resultirt, dass eine
Vertauschung der Waaren oder eine eigen-
mächtige Verfügung über solche statt gefunden,
die Waare aber in der deklarirten Menge und
Gattung vorhanden gewesen ist.

Unabhängig von vorstehenden Bestimmungen wegen
des Gefällepunktes, werden unrichtige Angaben in der
Deklaration, in strafrechtlicher Beziehung, nach den
Resultaten der Untersuchung beurtheilt, welche in Fäl-
len der Abweichung des Revisionsbefundes von der
Deklaration am Bestimmungsorte jedesmal eingeleitet
werden muss, wie dieses nach dem zweiten Alinea des
Art. 41 der Rheinschiffahrts-Convention bei unrichti-
gen Angaben der Original-Manifeste für zulässig er-
klärt ist.

3. Bei Verschlussverletzungen sind die Folgen derselben,
in Bezug auf den Gefällepunkt, am Bestimmungs-
orte nach folgenden Regeln zu bemessen:

- a) Hat die Verwaltung keine Veranlassung, in Zwei-
fel zu ziehen, dass die Schiffsladung noch voll-
ständig in den Waaren bestehe, womit das Fahr-
zeug bei Anlegung des Verschlusses befrachtet war,
so bleibt die Verschlussverletzung, in Beziehung
auf den Gefällepunkt, ohne weitere Folgen. Die
Schiffsladung wird dann in dieser Beziehung nach
den Bestimmungen unter Ziffer 2. dieses Paragra-
phen behandelt.
- b) Ergeben sich nach Prüfung des Falles der Ver-
schlussverletzung Zweifel in Ansehung der Identi-
tät der Waaren, ohne dass eine Vertauschung von
Waaren oder eine eigenmächtige Verfügung über
solche constatirt wäre, so kann die Verwaltung für
die Waare, deren Identität in Zweifel gezogen

1841

wird, die Verzollung nach dem Revisionsbefunde oder nach der Deklaration fordern.

In Ansehung des Theils der Waare, über deren Identität kein Zweifel besteht, findet die Regel sub a) Anwendung.

- c) Ergibt sich, dass Vertauschungen von Waaren oder eigenmächtige Verfügungen über solche statt gefunden haben, so sind die Gefälle, den Bestimmungen unter Ziffer 2. dieses Paragraphen gemäss, nach dem höchsten Zollsätze zu entrichten.

Hinsichtlich des Theils der Waaren, über deren Identität kein Zweifel besteht, findet die Regel sub a) Anwendung.

Unabhängig von vorstehenden Folgen in Bezug auf den Gefällepunkt, werden Verletzungen des Schiffsverchlusses, welche ohne Verbindung mit anderen, höher zu bestrafenden Vergehen statt gefunden haben, wenn nicht glaubhaft nachgewiesen werden kann, dass sie durch Zufall entstanden, mit Ordnungsstrafen bis zu 175 fl. geahndet.

§. 14. Der Schiffsführer hat sich bei seiner Ankunft am Bestimmungsorte bei dem Hauptamte zu melden und alles dasjenige zu beobachten, was die örtlichen Zollhofs- und Hafenordnungen für die ankommenden, mit unverzollten und unrevidirten Waaren befrachteten Fahrzeuge vorschreiben, und was die durch den Begleitschein übernommenen Verpflichtungen ihm auferlegen.

§. 15. Das von dem Schiffsführer bei dem Grenz-Zollamte übergebene Duplikat des Manifestes oder die Deklaration vertritt bei dem Hauptamte im Bestimmungsorte die General-Deklaration. Ist jedoch das an der Grenze übergebene Duplikat des Manifestes in formeller Hinsicht von der Art, dass das Hauptamt im Bestimmungsorte noch eine weitere, ganz genau nach den allgemeinen Vorschriften ausgefertigte Deklaration als Registerbeleg für nothwendig hält, so kann das Hauptamt auch noch die Abgabe einer solchen weiteren Deklaration vom Schiffsführer verlangen.

§. 16. Wenn der Schiffsführer bei seiner Ankunft am Bestimmungsorte zu Berichtigungen in den Abgaben, welche das dem Grenz-Zollamte übergebene Duplikat des Manifestes oder die Deklaration enthält, Veranlassung findet, so ist ihm gestattet, diese Berichtigungen

selbst vorzunehmen, oder dem Waaren-Disponenten 1841 am Bestimmungsorte, der auch ausserdem zu Berichtigungen befugt ist, zu überlassen. Diese Berichtigungen müssen unter Angabe der Gründe bewirkt werden, und zwar, falls sie vom Schiffsführer ausgehen, mittelst einer schriftlichen Erklärung zu der übergebenen General-Deklaration, im Falle sie aber von dem Waaren-Disponenten am Bestimmungsorte bewirkt werden, mittelst der abzugebenden Special-Deklaration (§. 17).

Eine Berichtigung der deklarierten Collizahl schützt den Schiffsführer nicht vor den Folgen der Bestimmung im §. 13., Satz 2., lit. b.

Bei Berichtigungen des Gewichts oder der Waaren-gattung können die ursprünglichen unrichtigen Angaben unter Umständen unbestraft bleiben oder nur mit einer Ordnungsstrafe gegen den Deklaranten geahndet werden, wenn auf spezielle Revision ausdrücklich angetragen worden ist und durch Vorlegung der Correspondenz, Facturen etc. überzeugend nachgewiesen wird, dass nur ein Versehen statt gefunden hat.

§. 17. Die Waaren-Disponenten am Bestimmungsorte haben binnen der, durch die örtliche Hafen- und Zollhofsordnung vorgeschriebenen, Frist Special-Declarationen (Auszüge aus der General-Deklaration) dem Hauptamte zu übergeben, und darin zu bemerken, welche weitere Abfertigung gewünscht wird. Diese weitere Abfertigung kann, nach Verschiedenheit der Bestimmung der Waaren, begehrt werden:

- a) zur schliesslichen Eingangsbehandlung;
- b) zur unmittelbaren weiteren Versendung vom Zollhofs auf Landwegen;
- c) zur unmittelbaren weiteren Versendung aus dem Hafen zu Wasser nach anderen vereinaländischen Häfen;
- d) zur unmittelbaren weiteren Versendung aus dem Hafen zu Wasser nach dem Auslande;
- e) zur Niederlage für Güter, über welche weitere Disposition vorbehalten bleibt;
- f) zur Niederlage für unwiderrufliches mittelbares Transitgut.

§. 18. In allen Fällen dieser Abfertigungen erfolgt nach der Ausladung, bei welcher Abzählung und Vergleichung der Colli mit der Deklaration statt findet, vor Allem Verwiegung der Waaren.

- 1841 Das weitere Abfertigungsverfahren richtet sich
- im Falle a. nach den allgemeinen Vorschriften der Zollordnung;
 - im Falle b. nach den Vorschriften über die Begleitschein-Abfertigung;
 - im Falle c. desgleichen, jedoch mit Rücksicht auf die besondere Bestimmung wegen der Abfertigung von einem vereinsländischen Hafen nach den anderen (§§. 29 bis 31.);
 - im Falle d. ebenfalls nach den Vorschriften über die Begleitschein-Abfertigung, jedoch mit Rücksicht auf die besonderen Bestimmungen wegen der Versendungen, welche zu Wasser nach dem Auslande statt finden (§§. 32 bis 34.);
 - im Falle e. nach den Vorschriften über die Niederlage für Güter, über welche Disposition vorbehalten bleibt;
 - im Falle f. nach den besonderen Bestimmungen über die Niederlage für unwiderrufliches mittelbares Transitgut.

2. Wenn die Ladung eines Schiffes nach mehreren Orten bestimmt ist.

§. 19. Wenn eine aus dem Auslande eingehende Schiffsladung für mehrere vereinsländische Freihäfen bestimmt ist, so finden die Vorschriften der §§. 2 bis 18. mit folgenden Modificationen Anwendung:

1. Beim Grenzzollamte müssen über die nach jedem Hafenplatze bestimmten Güter besondere, mit schriftlicher Anerkennung versehene Auszüge aus dem Manifeste, oder besondere Deklarationen übergeben werden (§. 2.)
2. Im Falle der Abfertigung unter Personalbegleitung, werden die Auszüge aus dem Manifeste oder die Deklarationen von dem Grenzzollamte den Begleitungsbeamten versiegelt behändigt, um durch diese an das Hauptamt des Ersten der betheiligten Häfen zu gelangen. Letzteres lässt die Revision der ganzen Ladung und die zollordnungsmässige Abfertigung derselben eintreten.

Für denjenigen Theil der Ladung, welche nach einem anderen Hafenorte unter Begleitschein - Controle abgefertigt wird, ist die Revision nur eine allgemeine, und es sind im Bestimmungsorte desselben

Berichtigungen der ursprünglichen Angaben, in An- 1841
sehung der Gattung der Waaren, nach den
im §. 16. enthaltenen Bestimmungen zulässig.

3. Findet dagegen bei dem Grenzzollamte Anlegung des
Schiffsverschlusses statt, so ist Nachstehendes zu beob-
achten:

a) Ueber die für jeden Hafen bestimmten Güter wird
vom Grenzzollamte ein besonderer Begleitschein
ausgestellt.

b) Nach erfolgter Entladung der für den ersten be-
theiligten Hafen bestimmten Güter an diesem Ha-
fenplatze, tritt Schiffsverschluss für den weiteren
Transport bis zu dem nächstfolgenden theiligten
Hafen ein. Ebenso wird in diesem ferner verfahren,
wenn der Schiffsführer auch Güter für wei-
tere Häfen am Bord haben sollte.

§. 20. Wenn, nach den vorstehenden allgemeinen
und den dazu gehörigen besonderen Verabredungen,
Abzählung und Verschluss der Colli an Zwischenorten
auf dem Fahrzeuge statt finden, und die Waaren hier-
auf hin unter Begleitschein-Controle zu dem Bestim-
mungsorte gelangen, so bleibt auch in diesen Fällen
dem Hauptamte im Bestimmungsorte die förmliche zoll-
ordnungsmässige Abfertigung, so wie bei Abweichungen
des Revisionsbefundes von den Angaben in den Dekla-
rationen und bei Verschlussverletzungen die Wahrung
des Erforderlichen nach §. 13. überlassen.

Werden, bei der Abzählung der Colli auf den Fahr-
zeugen, Unrichtigkeiten in der ursprünglichen Dekla-
ration entdeckt, so bemerkt das Hauptamt, unter des-
sen Leitung diese Abzählung statt gefunden hat, das
Erforderliche in dem Begleitschein zur Notiz für das
Amt im Bestimmungsorte. Die Feststellung des That-
bestandes und weitere Vorkehrungen finden bei jenem
Amte nur in soweit statt, als dieses nothwendig er-
scheint, um einer Verdunkelung des Sachverhältnisses
zu begegnen.

*B. Schiffsladungen, welche nicht ausschliesslich
nach Freihafenplätzen bestimmt sind.*

§. 21. Schiffsladungen, welche lediglich mit der
Bestimmung nach Orten eingehen, in welchen sich kein
Freihafen befindet, werden von dem Grenzzollamte

1841 ganz nach den allgemeinen Vorschriften der Zollgesetzgebung abgefertigt.

§. 22. Geht eine Schiffsladung mit der Bestimmung theils nach Freihafenorten und theils nach Orten, in welchen sich kein Freihafen befindet, ein, so ist zu unterscheiden, ob derjenige Bestimmungsort, welcher auf der Fahrt zuerst erreicht wird,

a) ein Freihafenplatz ist, oder

b) ob sich kein Freihafen in demselben befindet.

In dem Falle zu a) gelten die Vorschriften des §. 19., jedoch mit der Maassgabe, dass auch der Schiffsverschluss nur bis zum ersten Freihafenplatze in Anwendung kommt und in diesem die zollordnungsmässige Abfertigung erfolgt.

In dem Falle b) tritt schon an der Grenze die zollordnungsmässige Abfertigung ein.

III. Waarenversendung auf dem Rhein aus dem Inlande durch das Ausland nach dem Inlande.

A. Ausgehend.

§. 23. Sollen Gegenstände des freien Verkehrs auf dem Rheine aus dem Inlande durch das Ausland nach dem Inlande versendet werden, so kommen die Vorschriften des §. 76. der Zollordnung zur Anwendung.

In sofern die Ladung bei einem Amte im Innern unter Gesamtverschluss genommen worden ist, beschränkt sich das Ausgangsamt auf die Recognition dieses Verschlusses.

B. Wiedereingehend.

1. Schiffsladungen, welche ausschliesslich nach Freihafenplätzen bestimmt sind.

§. 24. Beim Wiedereingange der nach §. 23. abgefertigten Waaren ist zu unterscheiden, ob dieselben ausschliesslich nach Freihafenplätzen, oder ob sie ganz oder theilweise nach anderen Orten bestimmt sind.

Im ersteren Falle, und in sofern die Waaren in unvermischter Ladung eingehen, werden solche,

1. wenn das Ausgangsamt die Güter unter Schiffsverschluss abgelassen hat, vom Grenzeingangsamte, nach

**Recognition und Abnahme des Verschlusses, in freien 1841
Verkehr gesetzt;**

2. wenn das Ausgangsamt die Güter nicht unter Schiffs-, sondern unter Colliverschluss oder auch unverschlossen abgelassen hat,

a) Falls der Schiffsführer die schliessliche Abfertigung beim Grenzeingangsamte verlangt, oder diese ohne erheblichen Aufenthalt geschehen kann, ebenfalls sogleich in freien Verkehr gesetzt, in anderen Fällen aber

b) mit Schiffsbegleitung oder, in sofern das Schiff verschlussfähig ist, unter Schiffsverschluss und Begleitschein-Controle nach ihrem Bestimmungsorte abgelassen. Ist eine solche, mit Schiffsbegleitung abgefertigte Ladung von Deklarationsscheingütern nach mehreren Freihafenplätzen bestimmt, so wird die Schiffsbegleitung jedenfalls nur bis zum nächsten Bestimmungsorte ertheilt und hier die ganze Ladung in freien Verkehr gesetzt.

§. 25. Gehen Gegenstände des freien Verkehrs, die unter Deklarationsschein-Controle versendet werden, auf dem Rheine in einer mit unverzollten Waaren vermischten Ladung mit der Bestimmung nach Freihafenplätzen ein, so wird, wenn der unverzollte Theil der Ladung vom Grenzeingangsamte unter Schiffsverschluss oder Schiffsbegleitung nach dem Bestimmungsorte abgelassen wird, auch die schliessliche Abfertigung der Deklarationsscheingüter dahin überwiesen. Im Falle des Schiffsverschlusses, werden alsdann die nicht colliweise verschlossenen Deklarationsscheingüter in diesen mit aufgenommen und es wird hierüber das Nöthige im Begleitscheine, unter Hinweisung auf den Deklarationschein bemerkt.

2. Schiffsladungen, welche nicht ausschliesslich nach Freihafenplätzen bestimmt sind.

§. 26. Gehen Gegenstände des freien Verkehrs, die unter Deklarationsschein-Controle versendet werden, auf dem Rheine lediglich mit der Bestimmung nach Orten ein, in welchen sich kein Freihafen befindet, so werden sie vom Grenzeingangsamte nach den allgemeinen Vorschriften behandelt (§. 21.)

§. 27. Hat ein Schiff Deklarationsscheingüter an Bord, welche theils in Freihafenplätzen, theils in Or-

1841 ten, in welchen sich kein Freihafen befindet, ausgeladen werden sollen, so wird

- a) wenn ein Freihafen der nächste Bestimmungsort ist — an der Grenze eben so verfahren, wie wenn die ganze Ladung dahin bestimmt wäre (§§. 24 und 25);
- b) wenn ein Ort, in welchem sich kein Freihafen befindet, der nächste Bestimmungsort ist, die Ladung jedenfalls an der Grenze in freien Verkehr gesetzt.

3. Flösse.

§. 28. Flösse, die aus dem freien Verkehr des Vereinsgebietes herstammend, auf dem Rheine unter Deklarationsschein-Controle eingehen, werden in jedem Falle sogleich vom Grenzeingangsamte in freien Verkehr gesetzt.

IV. Waarenversendung von Hafen zu Hafen innerhalb des Vereinsgebietes.

§. 29. Unverzollte Waaren, welche innerhalb des Vereins aus einem Freihafen nach einem anderen versendet werden, unterliegen der Begleitschein-Controle.

§. 30. Bestehen die Güter in solchen, welche bei ihrem Eintreffen aus dem Auslande in dem Hafen des Versendungsortes zur unmittelbaren weiteren Abfertigung nach einem anderen Hafen mit Niederlagerecht deklarirt wurden (§. 17, Fall c), so werden sie auf allgemeine Revision abgefertigt. In diesem Falle können Berichtigungen der ursprünglichen Angaben in Ansehung der Gattung der Waaren, eben so, wie dieses, nach §. 16, im ersten Freihafenorte zulässig ist, auch im weiteren Bestimmungsorte eintreten.

§. 31. Werden die Güter, welche abgefertigt werden sollen, aus der Niederlage (§. 17, Fall e und f.) entnommen, so richtet sich das Revisionsverfahren nach den Vorschriften für diese Niederlage.

V. Waarenversendung auf dem Rheine und seinen Nebenflüssen von vereinsländischen Hafenplätzen nach dem Auslande.

§. 32. Unverzollte Waaren, welche auf dem Rheine oder seinen Nebenflüssen von vereinsländischen Frei-

hafenplätzen nach dem Auslande versendet werden, unterliegen der Abfertigung unter Begleitschein-Controle. 1841

§. 33. Sind die Schiffe, in welchen die unter Begleitschein-Controle abzufertigenden Waaren versendet werden, nicht verschlussfähig eingerichtet, so tritt in der Regel Colliverschluss und hiernächst beim Ausgangsamte die Revision der Ladung und die Abnahme des Verschlusses ein.

Bei der Bergfahrt kann ausnahmsweise, statt des Colliverschlusses, Personalbegleitung bis zum Ausgangsamte zugestanden werden, wenn die Ladung lediglich aus unverzollten Waaren besteht. Das Ausgangsamt erledigt alsdann den Begleitschein auf die Bescheinigung der Begleitungsbeamten, dass die Ladung unverändert zur Grenze gelangt und über dieselbe ausgegangen sey. Eine Revision der Ladung findet bei dem Grenzausgangsamte nur in sofern statt, als gegründete Veranlassung zu einer Untersuchung wegen Uebertretung der Zollgesetze vorliegen sollte.

Wenn ausnahmsweise, statt des Colliverschlusses, Personalbegleitung eintritt, so dürfen Beiladungen von Gegenständen des freien Verkehrs auch auf der Fahrt nicht statt finden.

§. 34. Sind die Schiffe, in welchen die unter Begleitschein-Controle abzufertigenden Waaren versendet werden, verschlussfähig eingerichtet, so tritt Verschluss derselben ein.

Eine Beiladung von nicht colliweise verschlossenen Gegenständen des freien Verkehrs innerhalb des verschliessbaren Raumes, in welchem sich die ausländischen Waaren befinden, ist nur unter der Bedingung zulässig, dass jene ihre Eigenschaft als Gegenstände des freien Verkehrs verlieren, die der unverzollten ausländischen Waaren annehmen, und hiernach das Erforderliche, unter Hinweisung auf das Manifest, im Begleitscheine bemerkt wird.

Ausser dem Raumverschlusse der unverzollten Güter können Güter des freien Verkehrs beigeladen werden, ohne dass sie ihre Eigenschaft als Gegenstände des freien Verkehrs verlieren.

Das Ausgangsamt beschränkt sich auf Recognition und Abnahme des Verschlusses, und erledigt hierauf hin den Begleitschein.

§. 35. In allen übrigen Fällen der Versendung un-

1841 verzollter Waaren vom Freihafenplatze nach dem Auslande, so wie in allen Fällen der Versendung unverzollter Waaren von anderen Hafenplätzen nach dem Auslande, erfolgt die Abfertigung nach den allgemeinen Regeln der Zollordnung.

VI. Waaren-Ein- und Ausgang mittelst der Dampfschiffe.

§. 36. Beim Eingange von Dampfschiffen, welche auf dem vereinsländischen Theile des Rheins oder eines seiner Nebenflüsse zum Transporte zollpflichtiger Waaren dienen, hat der Schiffsführer über die jeweilige Ladung an solchen Waaren dem Grenzeingangsamte eine Deklaration nach den Vorschriften der Zollordnung zu übergeben. Auf den Grund dieser Deklaration findet, in sofern die Dampfschiffe mit verschlussfähigen Laderäumen versehen sind, die Abfertigung in der Art statt, wie sie für die unter Schiffsverschluss gesetzten Ladungen in den §§. 4, 7, 10, 11, 12, 13, Nr. 3, 14, 17 und 18 der gegenwärtigen Vereinbarung vorgeschrieben ist. Für Passagiergut und für die ausser den Laderäumen befindlichen Waaren, desgleichen für Dampfschiffe ohne verschlussfähige Laderäume tritt die gewöhnliche zollordnungsmässige Abfertigung ein.

VII. Allgemeine Bestimmungen.

§. 37. Die unter Personalbegleitung oder unter Schiffsverschluss fahrenden Schiffe sollen auf der Fahrt am Tage durch eine eigenthümliche Flagge, in der Nacht aber durch eine hellleuchtende Laterne kenntlich gemacht werden.

§. 38. Die Ausfertigung der Begleitscheine, so wie die Anlegung des zollamtlichen Verschlusses geschieht in allen Fällen des Transports unverzollter Waaren auf dem Rheine und dessen Nebenflüssen ganz kostenfrei.

§. 39. In allen Fällen der Abfertigung mittelst Begleitscheins zum Transporte auf dem Rheine oder dessen Nebenflüssen, können die Schiffsführer Begleitschein-Extrahenten seyn, und diess auch alsdann, wenn noch besondere Waarendisponenten vorhanden sind.

§. 40. Nur diejenigen Schiffer, welche des Schleichhandels, nach Art. 41. der Rheinschiffahrts-Convention,

überwiesen sind, bedürfen als Begleitschein-Extrahenten einer besonderen Sicherstellung der Zollgefälle durch Pfand oder Bürgschaft.

§. 41. Es werden Maassregeln getroffen werden, um die Einrichtung des Schiffsverschlusses bei den auf dem Rheine und dessen Nebenflüssen zum Waarentransporte dienenden Fahrzeugen möglichst zu erleichtern.

§. 42. Was in gegenwärtiger Vereinbarung von Freihafenplätzen gesagt ist, findet auf alle unmittelbar am Rheine oder einem seiner Nebenflüsse gelegenen Hafenorte Anwendung, in denen sich ein Hauptzoll- oder Hauptsteueramt mit Niederlagerecht befindet, oder von der betreffenden Regierung errichtet wird, und welche von der letzteren zu Freihäfen erklärt werden.

Begleitschein

über ausländische Waaren, von welchen der Eingangszoll nicht erhoben ist.

Der Schiffer N. N., wohnhaft zu N. N., meldete heute dem unterzeichneten Amte die in der angestempelten Deklaration Nr. vom ten 184.. verzeichnete Ladung ausländischer Waaren in dem von ihm geführten Schiffe, genannt N. N., mit dem Begehren an, dieselbe auf das Hauptamt N. N. unter Begleitschein-Controle und

Raumverschluss seiner dazu vorschristm. eingerichteten Fahrzeuge
unter

Personal - Begleitung

zur ordnungsmässigen weiteren Behandlung abzufertigen.

Diesem Begehren entsprechend,

ist das Schiff unter Raumverschluss genommen worden.

Personal - Begleitung angeordnet

Der N. N. übernimmt aus diesem, von ihm verlangten Begleitscheine die Verpflichtung, die in der angestempelten Deklaration verzeichneten Waaren in der angegebenen Gattung und Menge mit gegenwärtigem Begleitscheine bis zum ten 184.. bei dem Hauptamt N. N. unverändert, unter Beob-

achtung der für den Waarentransport unter Schiffsverschluss
unter Personalbegleitung

auf dem Rheine und dessen conventionellen Nebenflüssen bestehenden Vorschriften zur Revision zu stellen oder stellen zu lassen, ingleichen für den Betrag des Eingangszolles von den gedachten Waaren den in dem §. 13. der Vereinbarung wegen Behandlung des Gütertransports und der Waarenabfertigungen auf dem Rhein und dessen Nebenflüssen enthaltenen Bestimmungen gemäss, zu haften.

Diese Verpflichtungen erlöschen nur dann, wenn durch das Hauptamt N. N. bescheinigt ist, dass jenen Obliegenheiten völlig genügt sey.

Acceptations - Formel des Begleitschein - Extrahenten.

Ich übernehme diesen Begleitschein und mit demselben vorstehend angegebene Bedingungen.

Emmerich, den

N. N.

Emmerich, den

Königl. Preussisches Hauptzollamt.

Amtliche Vermerke

über Diensthandlungen, welche in besonderen Fällen auf der Fahrt nach dem Bestimmungsorte der Schiffsladung vorgenommen werden, unter Angabe der wichtigeren Momente dieser Fälle, nämlich:

- 1) in Fällen nothwendiger Leichterungen von Schiffen, welche unter Raumverschluss abgelassen worden sind
 - a) über amtliche Lösung und Abnahme des Verschlusses;
 - b) über den Umfang der Leichterung mit Hinweisung auf die der Deklaration beizufügende Anmerkungen und über die Beaufsichtigung der Ueberladung;
 - c) über die Zurückladung der Waaren aus den Leichter-schiffen in das Hauptschiff und deren Beaufsichtigung;
 - d) über die amtliche Wiederanlegung des Verschlusses;
- 2) in Fällen nothwendiger Leichterungen von Schiffen, welche unter Personalbegleitung abgelassen worden sind
 - a) über den Umfang der Leichterung, wie 1) b.
 - b) über die Zurückladung der Waaren, wie 1) c.
- 3) in Fällen der Ueberladungen von Bord zu Bord oder von Leichterungen bei dem Uebertritt aus dem Rheine in den Main oder Neckar

über die vorschriftsmässigen Abfertigungen am Punkte der Ueberladung;
- 4) in Fällen, wo zur Abwendung von Unglücksfällen, ohne vorgängige Anzeige bei einer Zollstelle, die Lösung des Verschlusses vorgenommen wird oder sonst eine Verletzung des Verschlusses erfolgt

über die erfolgte Revision, wenn eine solche stattgefunden, und über die Wiederanlegung des Verschlusses mit Hinweisung auf die vorgeschriebene besondere amtliche Verhandlung.

Erledigungs-Bescheinigungen.

1. Der Begleitschein ist abgegeben	am 12. Januar 1842, solches bescheinigt der zeitige Vorsteher des Amtes N. N. Ober-Inspector.
2. Derselbe ist eingetragen	im Begleitschein-Empfangs-Register Blatt Nr. ... Dieses bescheinigen Der Registerführer und N. N. Haupt-Amts-Assistent.
3. Revisionsbefund	
a) in Betreff des Ver- schlusses	wie im Begleitschein angegeben und unverletzt.
b) in Bezug auf Gat- tung und Menge der Waaren	wie aus dem in der Deklaration an- gegebenen Resultate ersichtlich, nach Anzahl, Zeichen und Nummer der Colli mit dem Inhalte der Deklara- tion übereinstimmend.
	Die Richtigkeit bescheinigen N. N. N. N.

Hierauf bescheinigt das unterzeichnete Amt, dass vorste-
hender Begleitschein vollständig erledigt ist.
N. N. D.

Hauptsteueramt.

N. N.

N. N.

N. N.

Ober-Inspector. Hauptamts-Verwalter. Hauptamts-Controleur.

Anleitung, den Verschluss der Schiffe betreffend.

Diejenigen Schiffer, welche wünschen, dass ihnen bei dem Transporte der unter Zollcontrolle stehenden Waaren auf dem Rheine oder dessen Nebenflüssen die Begünstigung der Abfertigung unter Schiffsverschluss zu Theil werde, haben folgende Vorschriften zu befolgen:

§. 1. Bei den mit einem Ruff oder einer über dem Schiffsaume angebrachten Schifferwohnung versehenen Schiffen ist im Innern des Schiffsraums, genau in der Mitte zwischen jeder Balkenlage, eine durch die ganze Schiffsbreite reichende Latte oder ein eisernes Band mittelst guter Schrauben oder an der Oberseite vernieteter Nägel an jeder einzelnen Diele des Deckbodens und dem Gangbord von unten nach oben zu befestigen, also dass keine Stelle des Deckbodens von oben oder vom Innern des Ruffs aus abgenommen werden kann, ohne sichtbare Spuren von Beschädigung der Befestigung im Innern des Schiffsraums zu hinterlassen.

§. 2. Die Seitenwände des Ruffs oder der Schifferwohnung, die den Laderaum begrenzen und durchgängig da bestehen, wo die Ladeluken und die Tennen angebracht sind, ferner die Ausschlusswände der Schiffsbehälter an den Vorder- und Hintertheilen der Schiffe, oder nur an einem dieser Theile (von den Oberländern Hinter- und Vorderblech, von den Holländern Voorronder und Agteronder genannt), müssen mit regelmässigen Bretterverkleidungen versehen, und diese auf die im §. 1. bezeichnete Weise versichert werden.

§. 3. Da, wo in den Vorder- und Hinterblechen zu den Waarenräumen führende Thüren und Luken sich befinden, sind diese durch Uebernagelung einer Latte von Innen zu verschliessen, oder wenn dieselben nach dem Blech zu offen gehen, derjenigen steuerlichen Verschlussanlage zu unterwerfen, wovon im §. 7. die Rede seyn wird.

§. 4. Die fast bei allen Rheinschiffen von jeder Bauart unter den Tennen angebrachten, von den Laderäumen durch Boden und Seitenwand getrennten Behälter (Läufchen genaunt), welche theils zum Aufenthalt der Matrosen, theils zur Aufbewahrung der Schiffsgeräthschaften dienen, müssen vom Waarenraum aus mit

1841 Latten oder eisernen Bändern, welche nach §. 1. zu befestigen, belegt werden.

§. 5. Nach dem Laderaum hin darf auch in den unter den Tennen befindlichen Segelbehältern nicht die mindeste Oeffnung bestehen.

§. 6. Bei den mit einem Ruff versehenen Schiffen müssen die Läden der zu den Waarenräumen führenden Luken aus gefügten, festgearbeiteten ganzen Klappen bestehen. Wo diese an die festen Seitenwände anschliessen, sind an den letzteren, so wie an allen Seiten der Klappen, eiserne Ringe zu befestigen, deren Krampen nach der Laderaumseite gehörig umgenietet sind.

Wo, nach angelegtem Verschlusse, die Umnietung, und mithin der Ring, ohne sichtliche Spur zurückzulassen, von aussen gelöst und wieder fest gemacht werden könnte, soll der den Ring haltende Krampen eingeschraubt, die Schraube von der zugänglichen Seite mit einer in das Holzwerk eingelassenen Mutter versehen, und diese Mutter mit einem Siegel verdeckt werden.

Tritt der Fall ein, dass die Ladeluken durch Abnahme eines Theils der Ruffbedachung sich vergrössern lassen, so ist auch dieser Theil in vorgedachter Weise zum Verschluss einzurichten.

§. 7. Die in Schiffen jeder Bauart noch ausser den Tennen vom Verdeck aus vorkommenden Ladeluken sollen an zwei sich gegenüber befindlichen Seiten des mittleren Durchschnitts der Luken mit an die festen Schiffstheile angeschlagenen, vom Waarenraume aus umgenieteten eisernen Augen versehen seyn, in welche ein über die Luken hinwegführendes eisernes Band passt. Dieses Band soll auf der untern Seite mehrere drei Zoll lange Zähne haben, um mit den letzteren in die dazu in den Deckstücken angebrachten Löcher einzugreifen und das Verschieben der Deckstücke zu verhindern.

§. 8. Die Tennen müssen in ihrer ganzen Grösse, doch mit Ausschluss derjenigen Theile, wo die Oeffnung der zum Gebrauche des Schiffers bestimmten und vom Waarenraume her bereits versicherten Behälter sich befinden, mit einem festen möglichst ungestückten getheerten Deckkleide bedeckt seyn.

Wo eine Nath unvermeidlich ist, muss dieselbe durch Umschlag nach der unten zu legenden Seite des Deckkleides so eingerichtet seyn, dass eine Oeffnung

und Wiederverschliessung von der oberen Seite sich nicht ausführen lässt, oder die Naht durch Bleiverschluss gesichert werden. 1841

Die Säume diser Bekleidung sind mit Schnurlöchern zu versehen, durch welche eine aus einem Theile bestehende, einen halben Zoll starke Kordel in der Art zu ziehen, dass solche schlangenmässig bald in ein Schurloch, bald in eiserne Ringe greift.

Diese gemäss §. 6. zu befestigenden Ringe sind in Entfernungen von je zwei Fuss nicht nur an dem Gangbord resp. festen Deckboden des Schiffes, sondern auch, und zwar in Entfernungen von je 1 Fuss, an denjenigen festen Schiffstheilen anzubringen, welche an die Luken und an die Kopfenden der losen Deckbretter sich anschliessen. Sind diese an den Kopfenden der Tennen befindlichen Schiffstheile lösbar, so soll die Einrichtung mit den Ringen auch an den Fugen angebracht, und die Schnur nicht nur zur Verhinderung der Lösung der Deckleiste, sondern auch zur Verhinderung der Abnahme der Gabelstücke angelegt werden.

Es muss vom Schiffer bei der Verschlussanlage jederzeit darauf Bedacht genommen werden, dass beide Enden der Kordel zuletzt zusammenkommen, damit die Verwendung von mehr als einem Bleie nicht nöthig werde.

§. 9. Bevor nach vorstehenden Bestimmungen die Einrichtung zur Verschlussanlage von den Schiffern getroffen wird, haben solche der Zollbehörde:

- a) eine Zeichnung ihres Schiffesgefässes im inneren Längendurchschnitte,
- b) eine genaue Deklaration sämmtlicher zur Aufnahme von Waaren bestimmter Räume, mit Angabe jeder einzelnen dahin führenden Oeffnung,
- c) eine Beschreibung der übrigen unter Deckung liegenden Räume des Ruffs und des inneren Schiffes, welche nicht zur Waarenaufnahme, sondern zur Wohnung und allen sonstigen Privatzwecken der Schiffsbewohner bestimmt sind,

zu übergeben.

§. 10. Nachdem der Vorschrift im §. 9. genügt worden, ordnet die Zollbehörde, unter Zuziehung des Schiffers und eines Schiffsbaumeisters, Lokalbesichtigung an, setzt dabei dasjenige fest, was von Seiten des Schiffers zur Bewirkung der Verschlussfähigkeit seines Schiffesgefässes einzurichten ist, und nimmt davon vorläufig Notiz.

- 1841 §. 11. Ist die Einrichtung vollendet und darüber der Zollbehörde die Anzeige gemacht, so findet eine dussfallsige Untersuchung unter Zuziehung eines Schiffsbaumeisters statt. An den bleibend verschlossenen Theilen des inneren Waarenraums werden, Behufs Sicherung derselben gegen willkürliche Abänderungen, Bleie oder Siegel angelegt, und es wird demnächst über das Eine und Andere eine, an die Erklärung §. 9. sich anschliessende, genau beschreibende Verhandlung aufgenommen, welche der Schiffer und der Schiffsbaumeister mit unterschreiben, und wovon ein Exemplar auf dem Schiffe an einer bestimmten Stelle niederzulegen ist, damit die betreffenden Hauptämter bei der Passage des Schiffes davon jederzeit Einsicht nehmen können.

91.

Convention entre les gouvernemens des Etats appartenans à l'association douanière Prussienne, sur l'application du tarif subsistant lors d'une nouvelle période de tarif ou en cas d'une modification du tarif. Publiée dans le mois de Décembre 1841.

Vereinbarung der Regierungen des deutschen Zollvereins, die Anwendung des Zolltarifs beim Eintritt einer neuen Tarifs-Periode oder bei erfolgnder Abänderung einzelner Tarifsätze betreffend. Publicirt im December 1841.

Da bei der Anwendung des Vereinszolltarifs Zweifel über die Frage entstanden sind:

nach welchem Tarifsatze, beim Eintritte einer neuen Tarifsperiode oder bei erfolgnder Abänderung einzelner Sätze des Tarifs die Entrichtung des Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Zolles Statt zu finden habe, so haben sich die zollvereinten Regierungen zur Erzielung eines gleichförmigen Verfahrens über folgende Grundsätze vereinigt, welche nach erlangter allerhöch-

ster Genehmigung Seiner Majestät des Königs 1841
sämmlichen Zollerhebungsbehörden zur Nachachtung
vorgeschrieben und somit auch zur öffentlichen Kunde
gebracht werden.

A. Eingangs - Zoll.

- 1) Der Eingangszoll wird nach denjenigen Tarifsätzen entrichtet, welche an dem Tage gültig sind, an welchem die Waare bei der competenten Zollstelle zur Verzollung angemeldet wird.
- 2) Der Anmeldung zur Verzollung ist, in Beziehung auf die Anwendung des Tarifs, die Anmeldung zur Abfertigung auf Begleitschein II. gleich zu achten.
- 3) Auch bei Waaren, welche auf Begleitschein I. abgefertigt werden, kommt lediglich der Zeitpunkt ihrer Anmeldung zur Verzollung und nicht derjenige ihrer Anmeldung zur Abfertigung auf Begleitschein I. in Betracht, so dass auf Waaren, welche noch vor Ablauf einer Tarifperiode oder der Gültigkeit einzelner Tarifsätze beim Grenz-Eingangsamte eingehen und auf Begleitschein I. abgefertigt werden, ihren Bestimmungsort aber erst nach Eintritt der neuen Tarifperiode oder der einzelnen neuen Tarifsätze erreichen, der neue Tarifsatz Anwendung findet.
Die blosse Angabe des Waarenführers bei dem Grenz-Eingangsamte oder der in dem Frachtbriefe enthaltenen Vermerk:
dass die Waare im Bestimmungsorte zur Verzollung gelangen werde,
ist jedoch als eine Anmeldung zur Verzollung nicht anzusehen, daher auch Notizen über derartige Angaben oder Vermerke in die Begleitscheine I. nicht aufzunehmen sind.
- 4) Bei solchen, in öffentlichen Niederlagen lagernden, nach dem Nettogewichte zu verzollenden Waaren, rücksichtlich deren, während der Zeit ihrer Lagerung eine Abänderung des tarifmässigen Tarifsatzes Statt gefunden hat, kommen für die Feststellung des der Verzollung zum Grunde zu legenden Nettogewichtes folgende Regeln zur Anwendung:
a. Ist bei Aufnahme der Waaren in die Niederlage das Nettogewicht derselben durch Verwiegung

1841

ermittelt worden, so wird dieses Gewicht auch der spätern Verzollung zum Grunde gelegt.

- b. Hat die Feststellung des Nettogewichts der Waaren, bei deren Aufnahme in die Niederlage durch blossere Berechnung nach dem, im Zolltarif ausgeworfenen Tarassatze Statt gefunden, so tritt bei der spätern Verzollung anderweite Feststellung des Nettogewichts nach dem neuen Tarassatze ein. Hält sich der Zollpflichtige dadurch benachtheiligt, so kann derselbe auf Nettoverwiegung antragen, und nach deren Ergebnisse die Verzollung leisten, mit der Beschränkung jedoch, dass, wenn das ermittelte Nettogewicht geringer ist, als das früher tarifmässig festgestellte, letzteres der Verzollung zum Grunde gelegt werden muss.
- 5) Da ein Anspruch auf den, im Tarif festgesetzten geringern Zollsatz von dem zum Versieden in inländischen Siedereien bestimmten Zucker überhaupt erst durch die wirkliche Verwendung des Zuckers zu dem angegebenen Zwecke begründet wird, so dürfen, wenn eine Erhöhung des Eingangszolles von dergleichen Zucker bevorsteht, Anmeldungen zur Schwärzung und resp. Verzollung, nach erfolgter Publication der betreffenden Abänderung des Tarifs, nur in dem Maasse angenommen werden, als solche zu dem durchschnittlichen Umfange des bisherigen Betriebes der Siederei in angemessenem Verhältnisse stehen und der geschwärzte Zucker wirklich zur Versiedung gelangt. Die Zollbehörden sind verpflichtet, davon, ob Letzteres geschieht, Ueberzeugung zu nehmen und neue Anmeldungen so lange zurückzuweisen, als der vorhandene Vorrath an geschwärztem Zucker hinreichend ist, um die Siederei ohne Unterbrechung betreiben zu können.
- 6) Tritt durch Veränderung des Tarifs eine Ermässigung des Eingangs-Zolls für Waaren ein, auf welche ein Privatlager ohne Mitverschluss der Zollbehörde zugestanden ist, so muss unmittelbar vor dem Eintritt der Tarifänderung der Waarenbestand in dem Privatlager ermittelt und von dem Fehlenden der Eingangszoll nach dem höheren Satze entrichtet werden. Erfolgt durch Veränderung des Tarifs eine Erhöhung des Eingangs-Zolles für Waaren, welche Gegenstand eines solchen Privatlagers sind, so kann, auf

Verlangen des Lager-Inhabers, in gleicher Weise eine 1841 Ermittlung des Waarenbestandes mit der Wirkung eintreten, dass von dem Fehlenden der Eingangszoll nach dem geringern Satze entrichtet wird.

Diese für die Privatläger vorstehend aufgestellten Grundsätze finden auch auf diejenigen Messgüter Anwendung, für welche zur Zeit des Eintritts einer Tarifveränderung Mess-Conti eröffnet sind oder einzelnen, in Leipzig, Frankfurt a. M. und Offenbach etablirten Grosshandlungen ein fortlaufendes Conto zugestanden ist.

B. Durchgangs - Zoll.

Der Durchgangszoll ist von direct transitirenden Waaren nach dem, am Tage der Anmeldung zur Durchfuhr beim Grenz-Eingangsamte, bei mittelbarer Durchfuhr aber nach dem, am Tage der Anmeldung der Waaren zur Versendung nach dem Auslande bei dem Niederlage-Amte gültigen Tarifsatze zu entrichten.

C. Ausgangs - Zoll.

Für die Entrichtung des Ausgangszolls ist derjenige Tarifsatz maassgebend, der an dem Tage gültig ist, an welchem die Waare zur Ausfuhr in das Ausland angemeldet und zur Abfertigung gestellt wird. Tritt jedoch eine Erhöhung des Ausgangszolls ein, und werden, nach erfolgter Publikation der diessfälligen Abänderung des Tarifs, noch Waaren zur Ausfuhr angemeldet, deren Ausgang über die Grenze während der Gültigkeit des geringeren Tarifsatzes nicht mehr bewirkt werden kann, so ist von dem Amte, welches den Ausgangszoll erhebt, die, nach §. 35 der Zollordnung, in der Quittung zu bemerkende Gültigkeitsfrist derselben dergestalt festzusetzen, dass solche bei Versendungen zu Lande die Dauer von vier, und beim Transport auf Flüssen die Dauer von acht Wochen nach geschehener Anmeldung und Verzollung nicht überschreitet.

Werden innerhalb dieser Frist die Waaren nicht ausgeführt, so folgt daraus, bei späterer Ausfuhr derselben, die Verpflichtung zu anderweiter Entrichtung des Ausgangs - Zolles nach dem neuen Tarifsatze; jedoch soll, wenn in Fällen der Art sonst kein Bedenken obwaltet, statt nochmaliger Erhebung des Ausgangszolles, nur der Unterschied zwischen beiden Ta-

1841 rifsätzen von dem Ausgangsamte nacherhoben werden dürfen.

92.

Négociations entre les cabinets de la Prusse et du Hanovre sur le système de douanes. 22 Mai — 23 Octobre 1841.

I.

An

das Königlich-Preussische Ministerium
der auswärtigen Angelegenheiten in
Berlin.

Als ich die Ehre hatte, Ew. Excellenz zu benachrichtigen, dass die Staaten des diesseitigen Steuerverbandes bereit seien, wegen Erneuerung der mit dem grossen Zoll-Vereine am 1. November 1837 zur gegenseitigen Erleichterung des Verkehrs und der Zoll-Controle geschlossenen Verträge in Unterhandlung zu treten, konnte man nur von der Annahme ausgehen, dass das Verhältniss der beiden Zoll-Systeme zu einander das nämliche bleiben werde, welches im Jahre 1837 bestanden hat. Nachher hat jedoch die Herzoglich-Braunschweigische Regierung ihre Absicht erklärt, sich dem grossen Zoll-Vereine anschliessen zu wollen, und da hierdurch sowohl in der Stellung der paciscirenden Theile als in den sachlichen Verhältnissen eine wesentliche Veränderung eingetreten ist, so habe ich geglaubt, über den gegenwärtigen Standpunct der hiesigen Regierung und über die Einwirkung jener Veränderung auf die beabsichtigte Unterhandlung gegen Eurer Excellenz mich ausprechen zu müssen.

Von der fortwährenden Bereitwilligkeit Hannovers zur Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 wird das Königlich-Preussische Gouvernement eben so überzeugt sein, wie die hiesige Regierung glaubt vorzusetzen zu dürfen, dass die Aufnahme Braunschweigs in den grossen Zollverein nicht unter Modalitäten erfolgen werde, welche dem diesseitigen Steuerverbande den Verkehr und die Controle auf eine, den heilsamen

Zwecken jener Verträge entgegenlaufende Weise er- 1841
schweren und somit die Motive der Erneuerung dersel-
ben schwächen, vielleicht sogar völlig beseitigen könnten.

Diese Voraussetzung findet ihre Stütze sowohl in
den freundschaftlichen Beziehungen, durch welche der
Abschluss der fraglichen Verträge herbeigeführt ist, als
in dem Nutzen, den letztere bisher gewährt haben;
denn die Fortdauer der ersten wird unter allen Um-
ständen zu hoffen sein, und wenn daher auch die
Vorthelle der zweiten für den grossen Zoll-Verein sich
durch die Erfahrung bewährt haben, so könnte ihrer
Erneuerung nur dann Gefahr drohen, wenn auf die
neue Regulirung der Zollverhältnisse particulare Inter-
essen einen grösseren Einfluss gewinnen sollten, als
die allgemeinen Interessen des gesammten Vereins. Dies
wird jedoch nicht zu besorgen sein, wenn Preussen,
welches diese allgemeinen Interessen nach Aussen hin
zu vertreten hat, jene Regulirung vollständig in der
Hand behält. Es kann auch der Königlich-Preussischen
Regierung bei der Aufnahme Braunschweigs in den Zoll-
Verein nicht an Gelegenheit fehlen, sich eine Stellung
zu sichern, welche ihr die Möglichkeit gewährt, dahin
zu sehen, dass diese Aufnahme nicht die Vorthelle ge-
fährde, in deren Besitze sich der Verein schon befin-
det. Seinerseits aber wird das hiesige Gouvernement
hierzu gern auf jede mögliche Weise behülflich sein,
da für die Erreichung seines lebhaften Wunsches, dass
die geordneten Handelsverhältnisse Norddeutschlands
durch die veränderte Stellung Braunschweigs so wenig
als möglich gestört werden, ihm nur dann eine sichere
Aussicht vorhanden zu sein scheint, wenn die erfor-
derlichen neuen Anordnungen mit Preussen allein un-
terhandelt werden können.

In diesem Sinne sind daher auch die diesseits er-
nannten Commissarien angewiesen, während der Dauer
der Verhandlungen über die Aufnahme Braunschweigs
in den Zoll-Verein der Königlich-Preussischen Regie-
rung auf deren Wunsch jede Auskunft zu geben, wel-
che für das künftige Verhältniss der beiden Zoll-Ver-
eine zu einander von Interesse sein könnte und nach
Möglichkeit dafür zu sorgen, dass nicht etwa eine Un-
bekanntschaft mit den diesseitigen Ansichten und Wün-
schen die Veranlassung gebe, dass zwischen Preussen
und Braunschweig Verabredungen getroffen werden, wel-

1841 che der demnächstigen Uebereinkunft zwischen den beiden Zoll-Vereinen hinderlich sein könnten. Auch sind dieselben ermächtigt, letztere so weit vorzubereiten, dass, wenn die Verhältnisse Braunschweigs festgestellt sind und den Abschluss jener Uebereinkunft zulassen, dieser möglichst bald erfolgen kann.

Indem ich mir mit der Hoffnung schmeichle, dass Eure Excellenz mit dieser Behandlung der Sache einverstanden sein werden, erlaube ich mir die ganz ergebenste Bitte um eine baldgeneigte Erwiderung und ergreife mit Vergnügen diese Gelegenheit, Eure Excellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Hannover, den 22. Mai 1841.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

(unterz.) G. v. SCHELLE.

II.

An

das Königlich-Hannoversche Ministerium
der auswärtigen Angelegenheiten zu
Hannover.

Ew. Excellenzen haben in dem geehrten Schreiben vom 22. v. M. in der Angelegenheit der zwischen dem diesseitigen Zoll-Vereine und dem deroseitigen Steuerverbände wegen Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 zu eröffnenden Unterhandlungen Sich auf eine Weise gegen das unterzeichnete Ministerium ausgesprochen, welche dasselbe eben so zum aufrichtigen Danke als zur Erwiderung der ihm dadurch bewiesenen Offenheit verpflichtet. Der Preussischen Regierung ist, wie Ew. Excellenzen vollkommen versichert sein können, nachdem dieselbe gehofft hatte, dass die durch die deroseitige Aufkündigung der gedachten Verträge augenblicklich entstandene Unentschiedenheit der betreffenden Verhältnisse im Wege der zugleich mit der Kündigung vorgeschlagenen Verhandlung schnell und leicht sich beseitigen lassen werde, die Veränderung welche sich seitdem in den beiderseitigen Verhältnissen durch den unerwarteten Rücktritt Braunschweigs (von dem Steuerverbände ereignet hat, keinesweges erwünscht gewesen, und ihre ersten Gedanken, was ihrerseits dabei zu thun sei, waren darauf gerichtet, ob und auf welche Weise es vielleicht gelingen könnte, dahin zu

wirken, dass die eingetretene Spaltung, welche auch 1841 die Interessen des Zoll-Vereins, und insonderheit Preussens, so nahe berührt, durch ihre Vermittelung wieder zugezogen werden könne. Während sie sich bei reiflicher Erwägung der Verhältnisse und nach dem Resultate der ihr zugekommenen Nachrichten leider überzeugen musste, dass ein solcher Versuch nur erfolglos sein würde, ward die Frage noch verwickelter durch den von der Herzoglichen Regierung bestimmt an sie gerichteten Antrag, das Herzogthum in den Zoll-Verein aufzunehmen. Auf der einen Seite konnte sie sich hiebei der Ueberzeugung nicht entziehen, dass dieser Entschluss nicht etwa für den übereilten Uebergang in ein Extrem zu halten, sondern vielmehr aus einer Nothwendigkeit hervorgegangen sei, nach dem einmal gethanen Schritte auf einem andern Wege für die Befriedigung finanzieller und industrieller Bedürfnisse zu sorgen, und dass, worüber man sich kaum täuschen kann, dieser Schritt nur den Standpunct bezeichnete, auf welchem eine, nach und nach sich Bahn machende innere Nothwendigkeit ein naturgemässes Streben nach immer weiterer Ausdehnung eines freien Verkehrsgebietes in Deutschland, angelangt ist; auf der andern Seite konnte es von ihr nur als bedauerlich angesehen werden, dass gerade unter solchen Umständen und nur in Folge einer die Schwierigkeit augenscheinlich vermehrenden Trennung Braunschweigs von Hannover der Schritt geschehe. Den Antrag abzulehnen, erlaubten die Grundsätze nicht, zu welchen die Mitglieder des Zoll-Vereins öffentlich sich bekannt haben. Ohne sich um den Beitritt irgend eines Staates zu bewerben, hält der Zoll-Verein in der Gesinnung, welche dessen Entstehen veranlasste, sich für verpflichtet, keinem deutschen Bundesstaate, welcher den Beitritt begehrt, sich zu verschliessen, und am wenigsten könnte eine solche Zurückweisung der Zoll-Verein gegenwärtig auf sich nehmen, da innerhalb wie ausserhalb seines Gebiets die öffentliche Stimme überwiegend und lauter als je für die möglichste und baldigste Erweiterung des Vereins spricht. Hiezu kömmt, dass die Interessen Preussens, und selbst auch Hannovers, was gegen Ew. Excellenzen einer weiteren Ausführung nicht bedarf, auf das Empfindlichste berührt werden würden, wenn Braunschweig in eine Isolirung zurück-

1841 treten müsste, welche es demselben unmöglich machen würde, auf die finanziellen und gewerblichen Interessen seiner Nachbarstaaten diejenigen Rücksichten zu nehmen, welche sein bisheriges Zollsystem ihm erlaubte, und welche ohne dringende Gefahr grosser Benachtheiligung nicht hinten angesetzt werden dürfe.

Wenn unter diesen Umständen Seine Majestät der König beschlossen haben, dem Antrage der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung zu willfahren und Verhandlungen darüber eröffnen zu lassen, so hat das unterzeichnete Ministerium aus Ew. Excellenzen geehrtem Schreiben nur mit grosser Genugthuung entnehmen können, dass die Königlich-Hannoversche Regierung zur Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 unter einer Voraussetzung fortwährend bereit ist, welche um so gewisser zutrifft, als auch von Seiten der Mitglieder des Zoll-Vereins der Nutzen, welchen diese Verträge beiden Theilen gewährt haben, in seinem ganzen Werthe richtig gewürdigt wird, und Preussen in allen Vereins-Angelegenheiten stets bewiesen hat, dass es particularen Interessen nicht einen die Interessen des gesammten Vereins überwiegenden Einfluss gestattet. Folgt hieraus von selbst schon, dass man von Seiten des Zoll-Vereins bei der Verhandlung mit Braunschweig gern und willig die möglichste Rücksicht auf die Verhältnisse und Wünsche Hannovers nehmen wird, so konnte dem unterzeichneten Ministerium die Mittheilung nur sehr angenehm sein, dass die Königlich-Hannoverscher Seits ernannten Commissarien mit der Anweisung versehen sind, während der Dauer jener Verhandlungen nicht nur jede Auskunft zu ertheilen, welche für das künftige Verhältniss beider Vereine zu einander von Interesse sein könnte, sondern auch die weitere Uebereinkunft zwischen selbigen möglichst vorzubereiten.

In Beziehung auf das zu den Verträgen vom 1. November 1837 gehörende Zollcartel bieten sich Fragen dar, deren baldige Lösung sehr wichtig erscheint. Je unzweifelhafter dasselbe eines der wichtigsten Bestandtheile der gedachten Verträge ist und je nothwendiger dessen Aufrechthaltung im beiderseitigen Interesse liegt, um so mehr drängt sich bei der jetzigen Lage der Sache von selbst der Erwägung die Betrachtung auf, dass ein Zollcartel nicht anders, als bei angemessenen Angren-

zungs-Verhältnissen, seinen Zweck erreichen kanu, eine 1841 Betrachtung, deren Wichtigkeit auch bei dem Abschlusse der Verträge von 1837 vollkommen erkannt und gehörig gewürdigt worden ist. Durch den Anschluss der Herzoglich-Braunschweigschen Lande an den Zoll-Verein werden sich aber die Angrenzungs-Verhältnisse zwischen beiden Vereinen auf das Erheblichste und in einer solchen Weise ändern, welche dem Zollcartel, wenn diese Verhältnisse nicht zugleich mit berücksichtigt werden, den gröasten Theil seiner Wirksamkeit entziehen würden. Unter diesen Umständen würde es diesseits besonders erwünscht sein, wenn die Königlich-Hannoversche Regierung es geneigt in nähere Erörterung ziehen wollte, ob den Angrenzungs-Verhältnissen zwischen beiden Vereinen nicht eine solche Gestaltung gegeben werden könnte, welche den Zwecken des Zollcartels förderlicher und demnächst auch von den gegenseitigen Verkehrs-Verhältnissen Nachtheile abzuwenden geeignet sein würden, welche voraussichtlich bei einer den Grenzen der Herzoglichen Lande folgenden Zolllinie entstehen würden.

Entschlössen sich die Königlich-Hannoversche Regierung mit dem südlichen Theile des Königreichs, mit den Fürstenthümern Göttingen und Grubenhagen dem Zoll-Verein beizutreten, so würden beide Steuersysteme angemessen abgegrenzt sein und nach den hier vorliegenden Nachrichten würden dadurch jene Fürstenthümer in Absicht ihrer gewerblichen und Verkehrs-Verhältnisse nicht beeinträchtigt, sondern gefördert und um so mehr geschützt, da dieser Landestheil mit jeder Zoll-Linie verschont bleiben und ganz Binnenland werden würde.

Würde dem unterzeichneten Ministerium die Aussicht eröffnet, dass die Königlich-Hannoversche Regierung zu einer solchen Begrenzung beider Steuersysteme geneigt oder dass die Absicht darauf gerichtet sei, in nicht ferner Zukunft beide Steuersysteme noch weiter zu nähern, so würde das unterzeichnete Ministerium es sich angelegen sein lassen, die Herzoglich-Braunschweigsche Regierung zu bewegen, für die nächste Zeit den Herzoglichen Harz- und Weser-District bei dem Steuer-Verein zu belassen, damit die Königlich-Hannoversche Regierung für sich selbst und ihre Neuverbündete mit den Erwägungen und Entschliessungen in Beziehung

1841 auf das neue Verhältniss beider Steuersysteme nicht übereilt werden würde.

Indem das unterzeichnete Ministerium sich erlaubt, Ew. Excellenzen um eine gefällige baldige Eröffnung in dieser wichtigen Angelegenheit zu ersuchen, bemerkt es noch ganz ergebenst, dass man diesseits gern bemüht sein wird, den früher gefälligst hierher mitgetheilten Wünschen wegen Erweiterung der Abfertigungs-Befugnisse des Vorabfertigungs-Amtes in Münden zu genügen.

Das unterzeichnete Ministerium ergreift mit Vergnügen diese Veranlassung etc.

Berlin, den 22. Juni 1841.

Königlich - Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

(unterz.) EICHMANN.

III.

An

das Königlich - Preussische Ministerium
der auswärtigen Angelegenheiten zu
Berlin.

Das sehr geehrte Schreiben Eines Königlich-Preussischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten vom 22. v. M. hat mir eine besondere Befriedigung gewährt, indem ich darin eine offene Bestätigung des von mir stets gehegten Vertrauens erblicke, es werde die dortige Königliche Regierung nicht zugeben, dass durch die Trennung der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung vom diesseitigen Steuervereine in die Handels- und Verkehrs-Verhältnisse dieses Theils von Deutschland eine Spaltung gebracht werde, welche den bisherigen freundnachbarlichen und wohlgeordneten Verhältnissen eben so sehr als dem Interesse und den Wünschen der Regierungen und der Unterthanen widerstreitet.

Durch die diesseitige Steuer-Vereinigung waren bisher Landestheile mit einander verbunden, welche, wenn man auch nur ihre geographische Lage betrachtet, von der Natur auf eine Vereinigung dringend hingewiesen sind, deren Verkehrs-Verhältnisse aber überdies so in einander greifen und mit einander so verwebt sind, dass aus einem Zerreißen dieser Verbindung nothwendig ein widernatürlicher Zustand hervorgehen muss. Diese Vereinigung war aus dem Bedürfnisse eines freien Verkehrs unter befreundeten, innig verbundenen Staa-

ten hervorgegangen und begann, wenngleich in geographisch beschränkteren Gränzen, dieselben wohlthätigen Folgen zu verbreiten, welche über den grössern Theil Deutschlands durch den grossen Zollverband verbreitet worden sind. Der dortigen Königlichen Regierung gebührt der Ruhm, diese grossartige Vereinigung deutscher Länder geschaffen und Deutschland, dem Auslande gegenüber, auf eine hohe Stufe der Kraft und des Einflusses geführt zu haben. Es bedarf keiner Versicherung, dass das Verdienst der dortigen Regierung und die Wohlthaten, welche der Zollverband seinen verbündeten Staaten gewährt, auch hier volle Anerkennung finden, und wenngleich der Wunsch, es möchten die Gränzen des Zoll-Vereins durch den Beitritt des hiesigen Königreichs bis an die Küsten der Nordsee ausgedehnt und dem Vereine dadurch eine noch höhere Bedeutung gegeben werden — in den natürlichen Verhältnissen und im Interesse der zollvereinten Staaten zu sehr begründet ist, als dass derselbe diesseits verkannt werden könnte; so gestatten doch die Lage des Königreichs und die innern und äussern Verhältnisse desselben — welche von denjenigen der Staaten des mittlern Deutschlands zu sehr abweichen, als dass dieselbe die Anwendung eines gleichen Massstabes und gleicher Grundsätze zulassen — eine unverzügliche Erfüllung jenes Wunsches nicht. Doch ist dieser Gegenstand zu wichtig und zu folgenreich, als dass nicht demselben die ernstlichste Erwägung von Seiten der hiesigen Regierung müsste geschenkt werden. Wenn dieselbe indess die einstweilige Fortdauer des diesseitigen Steuervereins, auch nach der Trennung Braunschweigs, als eine Nothwendigkeit betrachtet, so schliesst dieses doch eine grössere Annäherung beider Steuersysteme nicht aus. Die hiesige Regierung wird dieser Angelegenheit fortwährend die sorgfältigste Aufmerksamkeit widmen und gern dahin streben, die einer solchen grössern Annäherung etwa entgegenstehenden Hindernisse baldmöglichst zu beseitigen. Nur muss auch ich die Bemerkung in dem geehrten Schreiben vom 22. v. M. vollkommen theilen, dass die Erwägungen und Entschliessungen nicht übereilt werden dürfen, und dass es für alle Theile angemessen sein möchte, der Zeit und deren weitem Entwicklung der Verhältnisse nicht vorzugreifen.

1841 In dieser Hinsicht kann es nur dankbar anerkannt werden, wenn die dortige Königliche Regierung ihre Vermittlung zusichert, wenigstens für die nächste Zeit eine zweckmässige Regulirung der Gränzen des Steuer- und Zoll-Vereins herbeizuführen und damit die Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837, insbesondere aber die Ausführbarkeit und die Fortdauer des bisherigen Zollcartels zu sichern.

Der in dem geehrten Schreiben vom 22. v. M. in Frage gestellte Anschluss der Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen an den dortigen Zollverband würde zwar, in äusserer Beziehung, vielleicht eine nicht unzuweckmässige Steuer- und Zollgränze darbieten. Einem solchen Anschlusse stellen sich indess allzu erhebliche Hindernisse entgegen. Ich erlaube mir hier nur zu erwähnen, dass Seine Majestät der König Sich schwerlich jemals entschliessen würden, bedeutende Landestheile, welche zu den alten Stammlanden des Königlichen Hauses gehören, welche durch die engsten Beziehungen an das übrige Königreich geknüpft sind, und welche durch treue Anhänglichkeit an die Regierung sich auszeichnen, durch eine Zoll-Linie von dem übrigen Königreiche zu trennen und deren vielfachen Handels- und gewerblichen Verbindungen mit dem Königreiche dadurch auf eine höchst nachtheilige Weise zu unterbrechen.

Könnten nun zwar von Seiten der Herzoglich-Braunschweigschen Regierung in Beziehung auf den dortigen Harz- und Weser-District vielleicht ähnliche Gründe geltend gemacht werden, so wird dieselbe doch zugleich nicht verkennen, dass die geographische Lage und Gestaltung jener Districte eine selbstständige Steuerverwaltung, wenn nicht als unausführbar, doch als höchst unzuweckmässig darstellt, während eine selbstständige Steuerverwaltung der Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen, so wie früher, so auch jetzt noch, sehr wohl ausführbar ist.

Ueberdiess sind jene Braunschweigschen Landestheile die bei Weitem kleinern, und wenn daher die Massregeln der Herzoglich-Braunschweigschen Regierung nicht erwünschte Folgen nach sich ziehen, so würde schon die Billigkeit erfordern, dass die eignen Landestheile davon zuerst getroffen werden, um so eher davon getroffen werden können, da weder für

die Braunschweigische Regierung noch für jene Landes- 1841
theile in irgend einer Beziehung Nachtheile zu besorgen sind, wenn dieselben einstweilen mit dem hiesigen Steuervereine verbunden bleiben. Vielmehr würde — auch ganz abgesehen von den Kosten einer eventuell erforderlichen, eine Strecke von mehr als 50 Meilen umfassenden Zoll-Linie — ein um so vortheilhafteres Resultat für die Braunschweigische Regierung daraus hervorgehen, als der Braunschweigische Harz- und Weser-District keineswegs zu den wohlhabendern Landestheilen gehört.

Sollte indess auch vielleicht die Herzoglich-Braunschweigische Regierung es nicht gern sehen, dass jene Districte definitiv dem hiesigen Steuervereine verbleiben, so glaube ich doch, dass die in dem geehrten Schreiben vom 22. v. M. angedeutete Isolirung des Herzogthums nicht zu besorgen sein möchte, da die Herzogliche Regierung ermessen wird, dass ein Zustand der Isolirung sowohl für die eignen Interessen als auch für die benachbarten geregelten Steuer- und Zollsysteme von so entschiedenem Nachtheile sein würde, dass dieselbe nothwendig zu unerwünschten Folgen und Massregeln führen müsste.

Unter diesen Verhältnissen und da ich hoffe, dass meine offene Erklärung über die diesseitige Bereitwilligkeit einer grössern Annäherung der beiden Steuer-Systeme den dort gehegten Erwartungen entspricht, darf ich das in dem geehrten Schreiben vom 22. v. M. in Beziehung auf den Braunschweigischen Harz- und Weser-District enthaltene Anerbieten dankbarst annehmen, und werde dann gern und kräftigst dazu mitwirken, dass eine baldige Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 erfolge. Die diesseitigen Commissarien sind mit den erforderlichen Instructionen versehen und dadurch in den Stand gesetzt, die Verhandlungen sofort zu beginnen und die Wünsche vorzutragen, welche in Beziehung auf einige Punkte jener Verträge diesseits gehegt werden. Als einen dieser Gegenstände darf ich wiederholt die vertragsmässige Einrichtung des Vorabfertigungsamts zu Münden bezeichnen, in welcher Beziehung das geehrte Schreiben vom 22. v. M. eine Zusicherung enthält, deren Verwirklichung mit um so grösserer Zuversicht entgegen gesehen werden darf, da

1841 es sich hierbei um die Ausführung einer vertragsmässigen Verabredung handelt.

Ich erneuere etc.

Hannover, den 17. Juli 1841.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

(unterz.) G. v. SCHLIL.

IV.

Verhandelt zu Berlin den 6. September 1841.

In Folge einer Einladung Sr. Excellenz des Herrn Ministers von Werther vom 5. d. M. waren die unterzeichneten Königlich-Preussischen und Königlich-Hannoverschen Commissarien heute zusammen getreten, um die Verhandlung wegen Erneuerung der zwischen ihren beiderseitigen Regierungen am 1. November 1837 geschlossenen Verträge und wegen derer durch den Anschluss Braunschweigs an den grossen Zoll-Verein erforderlich gewordenen Modificationen zu eröffnen.

Der wirkliche Geheime Legationsrath Herr Eichmann gab zunächst eine allgemeine Uebersicht über die Lage, worin sich der Gegenstand der Verhandlung befand und bemerkte sodann Folgendes:

In der Königlich-Preussischen Note vom 22. Juni d. J. sei darauf hingewiesen, von welcher Wichtigkeit für die vorliegende Verhandlung es sei, die Ansichten der Königlich-Hannoverschen Regierung darüber zu kennen, ob die gesonderte Stellung, welche sie in Beziehung auf den Zoll-Verein einnehme, als eine dauernde zu betrachten sei oder nicht. In dem Erwiderungsschreiben des Königlich-Hannoverschen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten habe dieses darauf die Geneigtheit der dortigen Regierung zu einer eventuellen Annäherung beider Steuer-Systeme ausgesprochen. Ueber die Bedeutung dieser Erklärung aber wären bei der Königlich-Preussischen Regierung Zweifel entstanden, die schon früher den Königlich-Hannoverschen Commissarien mündlich mitgetheilt worden. Es werde deshalb jetzt darauf ankommen, ob letztere zu einer Erläuterung derselben im Stande wären, und gerade, um eine solche sich zu erbitten, habe man Königlich-Preussischer Seits die gegenwärtige Conferenz angesetzt, indem von der Erledigung des bezeichneten Puncts der Gang der Verhandlungen abzuhängen scheine.

Die Königlich-Hannoverschen Herren Commissarien 1841 erwiederten hierauf: die bezeichneten Zweifel wären von ihnen zur Kenntniss ihrer Regierung gebracht und diese hätte darauf nach vorgängiger Communication mit der Grossherzoglich-Oldenburgischen Regierung, sie ermächtigt, wörtlich Folgendes zu erklären:

Es falle in die Augen, welche wichtige Ergebnisse die durch den Zoll-Verein bezweckte commerciale Einheit Deutschlands in politischer Hinsicht nicht minder als in Beziehung auf die nationale Industrie und den internationalen Verkehr hervorzurufen geeignet sei. Man werde daher auch der Königlich-Hannoverschen Regierung zutrauen, dass sie sowohl hierin als in den so glücklich bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen zu Preussen die dringende Aufforderung finde, sich dem Vereine anzuschliessen, sobald nicht mehr Gründe von überwiegender Wichtigkeit sie davon zurückhielten. Solche Gründe aber wären gegenwärtig in der That vorhanden und motorisch zum Theil von der Art, dass ihre Beseitigung nicht von der Königlich-Hannoverschen Regierung abhängt. Zum Theil lasse sich auch bei ihnen und namentlich bei denjenigen von ihnen, welche sich auf Tarifs-Positionen bezügen, diesseits überall nicht beurtheilen, in wie weit es möglich sein werde, sie bei den Verhandlungen über den Anschluss Hannovers an den Zoll-Verein zu beseitigen. Man hege indess die Hoffnung, dass in letzterer Hinsicht ein Entgegenkommen der Vereins-Staaten der Königlich-Hannoverschen Regierung die Mittel geben werde, um dem Widerstande zu begegnen, welchen der Anschluss sonst im Innern des Landes zuverlässig finden werde, und es wären daher nur die Gründe der ersteren Art, welche noch zur Zeit den Versuch zu einer Vereinbarung über den Anschluss zu gelangen, nicht nur als nutzlos, sondern geradezu als zweckwidrig erscheinen liessen. Die Beseitigung dieser Gründe aber hänge, wie schon bemerkt, nicht von der Königlich-Hannoverschen Regierung ab, und da diese auch hiernach über die Zeit, wann sie cessiren würden, nichts bestimmen könne, so würde sie glauben, nicht aufrichtig zu handeln, wenn sie gegenwärtig über diesen Zeitpunkt sich mit grösserer Bestimmtheit aussprechen wollte. Dieser Erklärung fügten die Königlich-Hannoverschen Commissarien noch hinzu. Für die Zeit, wo die beiden in Frage kom-

1841 menden Steuersysteme noch neben einander beständen, entspreche nach der Ansicht ihrer Regierung keine Einrichtung dem Interesse aller Theile in solcher Masse, wie das Verbleiben des Braunschweigischen Harz- und Weser-Districts, im Hannoverschen Steuer-Verbande, indem dadurch die einfachsten Gränzen gebildet und die geringste Veränderung der natürlichen Verkehrs-Verhältnisse herbeigeführt werde. Man glaube daher, nach der so eben abgegebenen Erklärung, und mit Hinblick auf den Schluss der Note vom 22. Juni d. J., von der Königlich-Preussischen Regierung hoffen zu dürfen, dass sie ihre Vermittelung eintreten lassen werde, damit die bezeichnute Einrichtung zu Stande komme.

Auf diese Aeusserung entgegneten die Königlich-Preussischen Herren Commissarien:

Die Disposition über die fraglichen Districte hänge von der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung ab, welche die Trennung eines verhältnissmässig bedeutenden Landestheiles, jedenfalls nicht auf längere Zeit werde zugeben wollen. Man werde indess mit ihr über die heute Königlich-Hannoverscher Seits abgegebene Erklärung in Communication treten und die Resultate sobald als möglich mittheilen.

Schliesslich war man darüber einverstanden, dass bis zu der Zeit, wo diese Resultate vorlägen, die Verhandlung durch mündliche Erörterung der dabei in Betracht kommenden Gegenstände so weit vorbereitet werden solle, dass demnächst der fürmliche Abschluss in möglichst kurzer Frist erfolgen könne.

G. w. o.

V.

An

den Königlich Hannoverschen Gesandten und
Generallieutenant, Herrn von Berger, Excellenz
und

den Königlich Hannoverschen Hofrath Herrn
Witte

Nach der Erklärung, welche die Königlich Hannoverschen Herren Commissarien am 6. d. M. zu Protokoll gegeben haben, erlauben sich die Königlich Preussischen Commissarien den Stand der Verhandlung wegen Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 noch einmal darzulegen.

Durch diese Verträge ist der wichtige Zweck, den 1841 die Regierungen dabei beabsichtigten, erreicht; der für die finanziellen, gewerblichen und moralischen Interessen gleich verderbliche Schleichhandel ist an den Grenzen der beiden Steuersysteme, wenn auch nicht überall unterdrückt, doch überall niedergedrückt und diejenigen Landestheile, welche die Regierungen gegenseitig demjenigen Steuersysteme, dessen Enclaven sie sind, überwiesen haben, befinden sich wohl im Genusse der Freiheit ihrer natürlichen Verkehrs-Verhältnisse.

Die Verträge vom 1. November 1837 sollten zunächst bis zu Ende d. J. Gültigkeit haben, weil die Staaten des Zoll- so wie des Steuer-Vereins zunächst nur bis zu diesem Termine ihren Verein geschlossen hatten. Nur um deshalb, nicht aus einem in den innern Verhältnissen begründeten Interesse ist die Kündigung der Verträge vom 1. November 1837 erfolgt.

Es braucht nicht wiederholt zu werden, wie unerwartet für die Preussische Regierung der Austritt des Herzogthums Braunschweig aus dem Steuer-Verein und der Antrag Braunschweigs war, in den Zoll-Verein aufgenommen zu werden.

Die Preussische Note vom 22. Juni d. J. hat die Folge dieses Ereignisses, in Bezug auf diejenigen Verhältnisse auseinandergesetzt, welche die Verträge vom 1. November 1837 regulirt haben.

Braunschweig will mit seinem ganzen Lande dem Zoll-Verein beitreten; dass ein Drittel seiner Unterthanen, sein Harz- und Weser-District bei dem Steuer-Verein bleibt, hält Braunschweig mit seinen Interessen unvereinbar. Der Zoll-Verein kann nach den Grundsätzen seiner publicirten Verträge den Anschluss nicht zurückweisen, und es ist die Aufgabe der Zollverwaltung, solche Einrichtungen zu treffen, welche auch für den Braunschweigschen Harz- und Weser-District eine angemessene Zollrevenüe sichern und dabei die Handels- und Verkehrs-Verhältnisse dieses Landestheils und des östlich und westlich angrenzenden Zoll-Vereinsgebiets möglichst schonen.

Jede durch die geographische Lage dieses Landestheils nach dem Anschlusse an den Zoll-Verein besorgliche Unbequemlichkeit fällt weg, wenn die vom Zoll-Vereinsgebiet dann ganz enclavirten Königlich Hannoverschen Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen

1841 nebst dem Hannoverschen Harze dem Zollvereine überwiesen werden. Dass eine solche Ueberweisung aber nicht in der Absicht der Königlich Hannoverschen Regierung liegt, ist in dem Schreiben vom 17. Juli d. J. ausdrücklich erklärt.

Sollte es der Wille der Königlich Hannoverschen Regierung sein, binnen kurzer Zeit mit dem gesammten Königreiche dem Zoll-Vereine beizutreten, so würde es für alle Theile doppelt wünschenswerth sein, dass die Einrichtungen des Zoll-Vereins in dem Braunschweigischen Harz- und Weser-District ausgesetzt blieben.

Das Königlich Hannoversche Schreiben vom 17. Juli d. J. hebt zwar hervor, wozu Preussischer Seits Veranlassung nicht gegeben ist, wie wünschenswerth für die Staaten des Zollvereins der Beitritt Hannovers zu ihrem Vereine sei, weist aber zugleich auf die Schwierigkeiten hin, welche Hannover lände, diesen Wunsch zu erfüllen, bezeichnet die einstweilige Fortdauer des Steuer-Vereins auch nach dem Austritt Braunschweigs als eine Nothwendigkeit, und setzt nur hinzu, dass dieses eine grössere Annäherung beider Steuersysteme nicht ausschliesse.

Mit grosser Genugthuung haben die Preussischen Commissarien aus der am 6. d. M. zu Protocoll gegebenen Erläuterung dieses letzteren hler nicht verständlich gewesenen Ausdrucks entnommen, dass es allerdings der aus dem Interesse des eigenen Landes hervorgehende Wunsch der Königlich Hannoverschen Regierung sei, und dieser Wunsch von dem Grossherzogthum Oldenburg getheilt werde, dem Zoll-Vereine sich anzuschliessen; hinzugesetzt wird aber, dass zur Zeit Gründe von überwiegender Wichtigkeit die Königlich-Hannoversche Regierung abhielten, diesem Wunsche nachzukommen. Diese Gründe sind nicht näher angegeben, sie werden als zum Theil notorisch bezeichnet, und von der Art, dass deren Beseitigung von der Königlich Hannoverschen Regierung nicht abhänge. Insofern weitere Anschluss-Hindernisse in einigen Positionen des Zoll-Vereins-Tarifs gefunden werden, so würde es nur erwünscht sein, diese Positionen und Einwendungen der Königlich Hannoverschen Regierung dagegen kennen zu lernen.

Die Königlische Hannoversche Regierung hält dafür, dass nach Entgegennahme dieser erläuternden Erklärung

man Preussischer Seite geneigt sein werde, bei der 1841 Herzoglich Braunschweigschen Regierung dahin zu wirken, den Harz- und Weser-District für die Zeit, dass beide Steuersysteme noch neben einander bestehen werden, bei dem Steuervereine zu belassen.

Die unterzeichneten Commissarien haben sich beeilt, über diese wichtige Angelegenheit mit den hier anwesenden Herzoglich Braunschweigschen Commissarien in Communication zu treten.

Die letztern heben hervor, dass es auch nach dieser neuesten Erklärung der Königlich Hannoverschen Regierung ganz ins Ungewisse gestellt sei, ob und wann die Königlich Hannoverschen Lande dem Zoll-Verein sich anschliessen würden, dass es aber dem Interesse Braunschweigs widerspreche, den Harz- und Weser-District auf eine ungewisse Zeit und überhaupt auf eine längere Zeit von dem Zollsysteme des Hauptlandes zu sondern, und dass daher auf den Vorschlag der Königlich Hannoverschen Regierung nicht eingegangen werden könne, ihren District so lange bei dem Hannoverisch-Oldenburgischen Steuer-Verein zu belassen, als beide Steuersysteme noch neben einander beständen.

Die Königlich Preussischen Commissarien werden indess versuchen, wegen folgender alternativen Vorschläge die Zustimmung der Herzoglich Braunschweigschen Regierung zu erhalten, wenn die Königlich Hannoversche Regierung sich bereit erklärt, den einen oder den andern dieser Vorschläge anzunehmen:

1. Der Herzoglich Braunschweigsche Harz- und Weser-District bleibt auf das Jahr 1842 bei dem Steuer-Verein, vorausgesetzt einer nähern Verständigung über die Bedingungen.

Man hofft, die Königlich Hannoversche Regierung werde innerhalb dieses Jahres die Hindernisse beseitigen, welche sie abhalten, die Verhandlungen wegen ihres Beitritts zum Zoll-Verein zu eröffnen,
oder

2. Jener District wird sofort mit dem Braunschweigschen Hauptlande in den Zoll-Verein aufgenommen; der Zoll-Verein verständigt sich aber mit der Königlich Hannoverschen Regierung über solche Zoll- und Verkehrs-Erleichterungen, welche geeignet sind, die Schwierigkeiten der Grenz-Verhältnisse zwischen den Königlich Hannoverschen Landen und dem Braun-

1841 schweigschen Harz - und Weser - District möglichst aus dem Wege zu räumen.

Im ersteren Falle würden die Verträge vom 1. November 1837 zunächst auf das Jahr 1842 verlängert; im zweiten Falle könnten dieselben auf eine Reihe von Jahren mit angemessener Kündigungsfrist verlängert werden. Zur Zeit befinden sich die Herzoglich Braunschweigschen Commissarien über diesen Gegenstand ohne Instruction.

Die Verhandlungen wegen des Anschlusses Braunschweigs an den Zoll - Verein werden übrigens binnen Kurzem beendigt sein, und es wird daher den unterzeichneten Commissarien erwünscht sein, den Entschluss der Königlich Hannoverschen Regierung möglichst bald zu erfahren. Dieselben benutzen etc.

Berlin den 9. September 1841.

(gez.) EICHMANN. POCHHAMMER.

VI.

An
den wirklichen Geheimen Legationsrath
und Director im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Eichmann
und
den Geheimen Ober - Finanzrath
Herrn Pochhammer.

Aus der geehrten Note Ew. Hochwohlgeboren vom gestrigen Tage haben die Unterzeichneten zu ihrem größten Vergnügen ersehen, dass durch die von ihnen in das Protocoll vom 6. d. M. niedergelegte Erklärung die Zweifel, welche ein aus der Königlich Preussischen Note vom 22. Juni d. J. in das diesseitige Erwiderungsschreiben übergegangener Ausdruck hervorgerufen hatte, beseitigt sind, und die Ueberzeugung bestärkt ist, dass nur Gründe, die von der Königlich Hannoverschen Regierung unabhängig sind, dem für jeden deutschen Staat so natürlichen Wunsche, dass ein und dasselbe Zollsystem sie alle umfasse, sich noch in diesem Augenblicke bei ihr hindernd entgegenstellen. In dieser Ueberzeugung haben Ew. Hochwohlgeboren die Bereitwilligkeit Ihres hohen Gouvernements ausgesprochen, dahin zu wirken, dass entweder der Braunschweigsche Harz - und Weser - District noch bis zum 1. Januar

1843 unter den zu verabredenden näheren Bedingungen 1841
in dem diesseitigen Steuerverbände gelassen werden,
oder dass bei der Aufnahme dieser Districte in den
Zoll-Verein für eine Reihe von Jahren Einrichtungen
getroffen werden, welche eine Belästigung des Verkehrs
zwischen den einzelnen Theilen des Königreichs Han-
nover, sowie innerhalb des Zoll-Vereins selbst, mög-
lichst entfernen.

Durch ein solches Erbieten kann die diesseitige Re-
gierung nur das Vertrauen bewährt finden, womit sie
von Anfang an geglaubt hat, bei den Einrichtungen,
welche der Anschluss Braunschweigs an den Zoll-Ver-
ein nothwendig macht, auf die freundschaftliche Bei-
hülfe des Königlich Preussischen Gouvernements rech-
nen zu dürfen. Ihre Verpflichtung zum aufrichtigen
Danke würde auch die nämliche bleiben, sei es, dass
die eine oder die andere der bezeichneten Alternativen
zur Ausführung komme. Sie glaubt indess der Ansicht
sein zu müssen, wie wir schon in der Conferenz vom
6. d. M. zu erwähnen die Ehre hatten, dass das Ver-
bleiben des Herzoglich Braunschweigischen Harz- und
Weser-Districts in dem diesseitigen Steuerverbände den
bestehenden Verhältnissen, und hiernach auch dem In-
teresse aller Theile, am meisten entspreche. Die Un-
terzeichneten erlauben sich daher die Ausführung der
ersten Alternative als das Wünschenswertheste zu be-
zeichnen. Denn wenngleich nach den gefälligen Aus-
sagerungen Ew. Hochwohlgeboren die Verabredungen als-
dann nur auf eine beschränkte Zeit würden getroffen
werden können, so erscheinen sie doch für diese Zeit
nicht minder zweckmässig. Realisirt sich nämlich die
von Ew. Hochwohlgeboren ausgesprochene Hoffnung,
dass binnen derselben die Verhandlungen und Einlei-
tungen wegen des Anschlusses Hannovers an den Zoll-
verein vorbereitet werden, so wird durch die bezeich-
nete Einrichtung vermieden, dass nicht auf kurze Zeit
eine, sowohl für den Zoll-Verein als für das diessei-
tige Gouvernement mit bedeutenden Kosten und Schwie-
rigkeiten verbundene Abänderung der bisherigen Ver-
hältnisse getroffen wird. Im entgegengesetzten Falle
aber würde doch immer, sowohl dem diesseitigen Steuer-
verbände als dem Zoll-Verein mehr Zeit gewonnen,
um die keinesweges leichten Einrichtungen, welche die
verwickelten Grenzen erfordern, genügend vorzuberei-

1841 ten. Die Unterzeichneten glauben daher auch sich der Hoffnung überlassen zu dürfen, dass die Königlich Preussische Regierung, wenn Hochdieselbe mit Ihrem freundschaftlichen Rathe die bezeichnete Einrichtung unterstützt, bei dem Herzoglich Braunschweigischen Gouvernement Gehör finden werde und sie fügen in dieser Hoffnung noch die ganz ergebenste Bitte hinzu, sie über diesen Punkt, von welchem der weitere Gang der Verhandlung wesentlich abhängt, mit einer definitiven Erklärung baldgeneigtest versehen zu wollen. Zugleich ergreifen sie mit Vergnügen etc.

Berlin, den 10. September 1841.

(Unterz.) v. BRAGA. WITTE.

VII.

An
den Königlich Hannoverschen ausserordentlichen
Gesandten etc. Herren Generalleutnant
von Berger Excellenz
und
den Königlich Hannoverschen Hofrath
Herrn Witte.

Den Unterzeichneten liegt es ob, Eure Excellenz und Eure Hochwohlgeboren von den Entschliessungen ganz ergebenst in Kenntniss zu setzen, welche auf Eere sehr geehrte, dem Herzoglich Braunschweigischen hier anwesenden Commissarien ungesäumt mitgetheilte Note vom 10. v. M. gefasst sind.

In der Note vom 9. v. M. gaben die Unterzeichneten zu erkennen, dass die Herzoglich Braunschweigische Regierung sich ausser Stande erklärt habe, den Harz- und Weser-District auf unbestimmte Zeit bei dem Hannöverisch-Oldenburgischen Steuer-Vereine zu belassen.

Im Hinblick auf die Erklärung in dem Protocoll vom 6. v. M., dass nämlich die Königlich Hannöversche Regierung in ihrem eigenen Interesse und in den freundschaftlichen Verhältnissen zu Preussen die dringende Aufforderung finde, sich dem Zollvereine anzuschliessen und bei dem angelegentlichen Wunsche der Königlich Preussischen Regierung Ungelegenheiten und Unbequemlichkeiten, welche der so unerwartete Austritt Braunschweigs aus dem Steuer-Verein und sein Eintritt in den Zoll-Verein für einen Theil der Königlich Hannöverschen Lande herbeiführen möchte, zu vermeiden,

jedenfalls zu erleichtern, hielten sich die Unterzeichne- 1841
ten ermächtigt, ihre Bemühungen, anzuwenden, nach
der Wahl der Königlich Hannöverschen Regierung die
Herzoglich Braunschweigsche zu bewegen:

entweder den Herzoglichen Harz- und Weser-District
noch für das Jahr 1842 bei dem Steuer-Vereine zu
belassen, oder

bei dessen sofortiger Aufnahme in den Zoll-Verein
angemessene Verkehrs-Erleichterungen für die Königl-
ich Hannoverschen Lande zu verabreden.

Bei Aufstellung der ersten Alternative wurde die
Hoffnung ausgedrückt, die Königlich Hannöversche
Regierung werde innerhalb des Jahres 1842 die Hin-
dernisse beseitigen, welche sie abhalten, die Verhand-
lungen wegen ihres Beitritts zum Zoll-Vereine zu eröffnen.

Nur sehr erwünscht konnte es sein, dass Ew. Ex-
cellenz und Ew. Hochwohlgeboren im Namen der Kö-
niglich Hannöverschen Regierung Sich sogleich für diese
Alternative entschieden.

Die Unterzeichneten fanden hierin den thatsächlichen
Beweis, dass die Königlich Hannöversche Regierung in
einer verhältnissmässig nicht langen Frist im Stande
sein werde, die Verhandlungen wegen des Zoll-An-
schlusses zu beginnen. In dieser Ansicht sind sie noch
sehr bestärkt, durch die Aeusserungen des so eben
hier eingetroffenen Grossherzoglich Oldenburgischen Com-
missarius, welcher die Bereitwilligkeit der Grossherzog-
lich Oldenburgischen Regierung erklärt, die Verhandlungen
wegen des Beitritts zum Zollvereine in Gemein-
schaft mit der Königlich Hannöverschen Regierung un-
gesäumt zu beginnen.

Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung hebt
aber hervor, dass in der sehr geehrten Erwiderungs-
Note vom 10. v. M. die Einleitung von Verhandlungen
im Jahre 1842 nicht zugesagt, sondern nur von Vor-
bereitungen zu Verhandlungen und Einrichtungen zum
Anschlusse Hannovers an den Zollverein die Rede, zu-
gleich aber hinzugefügt sei, dass, wenn die Hoffnung
dazu sich auch nicht realisiren solle, dadurch dass der
Harz- und Weser-District für das Jahr 1842 im Steuer-
vereine verbliebe, immer Zeit gewonnen sei, um die
keinesweges leichten Einrichtungen, welche die ver-
wickelten Grenzen erforderten, vorzubereiten.

Die Herzogliche Regierung glaubt es hiernach ganz

1841 ins Ungewisse gestellt, ob im Jahre 1842 von Hannover Verhandlungen wegen des Zollanschlusses angeknüpft werden möchten, oder ob diese Zeit nur benutzt werden soll um Verkehrs-Erleichterungen für die Königlich Hannöverschen Lande zu verabreden. Bei dieser Ungewissheit hält die Herzogliche Regierung es ihrem Interesse für angemessen, solche Verkehrs-Erleichterungen sofort zu verabreden, aber mit ihren gesammten Landen, auch mit dem Harz- und Weser-District, vom 1. Januar 1842 an, dem Zollvereine beizutreten.

Gleichzeitig hat indess die Herzogliche Regierung ihre Bereitwilligkeit erklärt, den Harz- und Weser-District bei dem Steuer-Vereine für das Jahr 1842, unter demnächst weiter zu verabredenden Bedingungen, zu belassen, wenn die Königlich Hannöversche Regierung die Zusage ertheile, diese Zeit benutzen zu wollen, um ihren Anschluss an den Zollverein zu bewerkstelligen und hierzu die Verhandlungen sobald als möglich zu eröffnen.

Indem die Unterzeichneten Eure Excellenz und Ew. Hochwohlgeboren ganz ergebenst ersuchen, diese Erklärung zur Kenntniss Dero Allerhöchsten Regierung zu bringen, wünschen sie noch auf zwei Punkte aufmerksam machen zu dürfen.

Die Note vom 9. v. M. stellt als zweite Alternative auf, Verkehrs-Erleichterungen, welche sofort mit dem 1. Januar 1842 eintreten sollten, wenn der Harz- und Weser-District Braunschweigs mit dem Herzogthum selbst zu dieser Zeit in den Zollverein aufgenommen wird. Wie die Angelegenheiten sich aber gestalten sollten, wenn Hannover zwar die erste Alternative erwählt und Braunschweig den Harz- und Weser-District in dem Steuervereine für das Jahr 1842 belassen habe, die Erwartung aber demnächst nicht erfüllt worden sei, dass in diesem Jahre Verhandlungen wegen des Beitritts Hannovers zum Zollverein eröffnet werden, darüber und ob es dann im Interesse des Zollvereins liegen würde, auf jene zweite Alternative zurückzukommen, haben sich die Unterzeichneten Vorschläge zu machen, nicht erlaubt.

In der Königlich Hannöverschen Erklärung vom 6. v. M. ist unter den Gründen, welche die Regierung abhielten, sich dem Zollverein sofort anzuschließen,

erwähnt, dass sich dieselben zum Theil auf gewisse 1841 Positionen des Zollvereins-Tarifs bezögen, indem es nach demselben sich überall nicht beurtheilen lasse, in wie weit es möglich sein werde, sie bei den Verhandlungen über den Anschluss Hannovers zum Zollverein zu beseitigen.

Die Unterzeichneten haben schon in ihrer Erwiderung vom 9. v. M. bemerkt, dass es nur sehr erwünscht sein könne, diese Tarifs-Positionen und die Einwendungen der Königlich Hannöverschen Regierung dagegen kennen zu lernen. Nothwendig ist dies, damit die Preussische Regierung einen so wichtigen Gegenstand, wichtig für finanzielle, gewerbliche und commercielle Interessen für sich und in Gemeinschaft mit ihren Zollverbündeten gehörig erwäge. Um so erwünschter würde es aber in dieser Beziehung, so wie hinsichts vieler anderen Gegenstände, sein, wenn die Verhandlungen wegen des Zollanschlusses, durch welche in keiner Art präjudicirt wird, bald anfangen könnten.

Die Verhandlungen wegen des Beitritts Braunschweigs zum Zollverein sind so vorgeschritten, dass der Abschluss des Vertrages mit nächstem zu erwarten steht. Einige Zeit vor der Ausführung des Vertrages muss entschieden sein, ob der Herzogliche Harz- und Weser-District für das Jahr 1842 noch bei dem Steuervereine verbleiben, oder sofort in den Zollverein aufgenommen wird. Es ist daher sehr wichtig, von der Entschliessung der Königlich Hannöverschen Regierung möglichst bald unterrichtet zu werden, und die Unterzeichneten ersuchen ganz ergebenst, Ew. Excellenz und Ew. Hochwohlgeboren hierzu behülflich zu sein, indem sie mit Vergnügen etc.

Berlin, den 5. October 1841.

(unterz.) EICHMANN.

POCHHAMMER.

VIII.

An

den wirklichen Geheimen Legationsrath etc.

Herrn Eichmann

und

den Geheimen Ober-Finanzrath

Herrn Pochhammer.

Die geehrte Note Ew. Hochwohlgeboren vom gestrigen Tage haben die Unterzeichneten zu empfangen das

1841 Vergnügen gehabt. Dem darin ausgesprochenen Wunsche gemäss, würden sie sich beeilt haben, dem Inhalt derselben sofort zur Kenntniss ihres Gouvernements zu bringen, wenn sie sich nicht im Stande befänden, auch ohne neue Instruction die Unmöglichkeit auszusprechen, die Zusage, von welcher die temporäre Ueberlassung des Braunschweigischen Harz- und Weser-Districts an den diesseitigen Steuerverband abhängig gemacht wird, in der Art zu ertheilen, wie sie nach der gefälligen Mittheilung Ew. Hochwohlgeboren von der Herzoglich Braunschweigischen Regierung beantragt wird.

Nach dieser Mittheilung nämlich wird eine Zusage dahin gewünscht:

dass die Königlich Hannoversche Regierung die Zeit des nächsten Jahrs benutzen wolle, um ihren Anschluss an den Zollverein zu *bewerkstelligen* und hierzu die Verhandlungen sobald als möglich zu eröffnen.

Durch die Zusicherung aber, den Anschluss an den Zollverein bewerkstelligen zu wollen, würde man sich augenscheinlich im Voraus die Hände binden, und allen Bedingungen unterwerfen, die von der andern Seite gestellt würden. Es ist daher nicht nur uns, sondern auch dem Grossherzoglich-Oldenburgischen Herrn Commissarius die bestimmte Anweisung ertheilt, eine solche Zusage abzulehnen, und wir möchten auch fast bezweifeln, dass die Absicht Ew. Hochwohlgeboren auf sie gerichtet gewesen ist, da weiterhin sich die Aeusserung findet, dass durch die Verhandlungen über den Zollanschluss in keiner Art präjudicirt werde, was offenbar der Fall sein würde, wenn man vorher die Zusicherung gegeben hätte, dass durch diese Verhandlungen der Anschluss bewerkstelligt werden solle.

Nimmt man aber der gewünschten Zusage die bezeichneten Worte, so würde nur das Versprechen übrig bleiben, im Laufe des nächsten Jahres Verhandlungen über den Zollanschluss beginnen zu wollen, und darüber, ob ein solches Versprechen jetzt gewünscht werde, sind wir ebenfalls zweifelhaft gewesen, weil es uns nach den bereits abgegebenen diesseitigen Erklärungen kaum einen praktischen Werth zu haben scheint, und am wenigsten einen solchen, dass daran eine Massregel geknüpft sein sollte, die unverkennbar für die künftige Stellung der beiden Zollsysteme zu einander entscheidend

ist. Entweder nämlich wird angenommen, dass Hannover zu einem Anschlusse an den Zollverein geneigt sei, oder nicht. Ist aber die Geneigtheit vorhanden, so kommt die Verhandlung ganz von selbst, sobald die Umstände sie irgendgestatten, und früher ist sie weder zu erwarten, noch von Nutzen. Fehlt es dagegen an der Geneigtheit, so hilft eine Verhandlung nicht das Geringste, besonders über einen Gegenstand wie der fragliche, bei welchem so viele verwickelte Interessen auszugleichen sind, dass es nicht einmal des positiven Willens bedarf, um sie scheitern zu lassen, sondern dass sie von selbst ohne Resultat bleibt, sobald nur der eine oder andere Theil keinen besonderen Werth darauf legt, sie zu Ende zu führen.

Bei diesen verschiedenen Zweifeln über den Inhalt der beantragten Zusage, würden wir Ew. Hochwohlgeboren zu aufrichtigem Danke verpflichtet sein, wenn Dero Gefälligkeit uns durch eine nähere Erläuterung behülflich wäre, diese Zweifel zu beseitigen, bevor wir die Erklärung unseres Gouvernements über die Wünsche der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung veranlassen.

Zugleich erlauben wir uns noch, gleich hier einen Punkt zu erledigen, auf welchen Ew. Hochwohlgeboren aufmerksam zu machen die Güte gehabt haben. In Dero geehrter Note wird nämlich hervorgehoben, dass in der frühern Note vom 9. v. M. keine Vorschläge über Verkehrs-Erleichterungen gemacht werden, die in dem Falle verabredet werden könnten, wenn der Harz- und Weser-District ein Jahr im Steuerverbände gelassen, jedoch während dieses Jahrs von Seiten Hannovers keine Verhandlungen über seinen Anschluss an den Zollverein begonnen würden. Eure Hochwohlgeboren lassen es hiernach dahin gestellt, ob in dem bezeichneten Falle solche Verkehrs-Erleichterungen im Interesse des Zollvereins liegen würden und begegnen hiermit ganz der bereits vom diesseitigen Ministerium des Auswärtigen in der Note vom 22. Mai d. J. ausgesprochenen Ansicht, nach welcher für den Fall, dass die Einrichtungen, welche mit den Herzoglich Braunschweigischen Gebietstheilen getroffen werden, den Verkehr und die Controle erschweren, ein jeder Theil zu untersuchen haben wird, ob die Erneuerung und Erweiterung der zur Erleichterung beider am 1. Novem-

1841 ber 1837 geschlossenen Verträge seinem Interesse entspricht.

Indem wir schliesslich Ew. etc. ganz ergebenst bitten, in den gegenwärtigen Mittheilungen den Beweis zu finden, dass wir bemüht sind, im Voraus Alles zu beseitigen, was bei der Abgebung der in Frage kommenden diesseitigen Erklärung einen Aufenthalt veranlassen könnte, ergreifen wir etc.

Berlin, den 6. October 1841.

(Gez.) v. BERGER. WITTE.

IX. a.

An

den Königlich - Hannoverschen ausserordentlichen
Gesandten etc. Herrn von Berger Excellenz
und

den Königlich - Hannoverschen Hofrath
Herrn Witte.

Ew. Excellenz und Ew. Hochwohlgeboren sind die Unterzeichneten sehr dankbar dafür, dass ihnen durch die sehr geehrte Note vom 6. d. M. Gelegenheit gegeben wird, den Inhalt ihrer Note vom 5. d. M. näher zu erläutern und dadurch jedes Missverständniss fern zu halten.

Die Unterzeichneten wiederholen zunächst, wie sehr es der angelegentlichste Wunsch der Preussischen Regierung ist, bei der Veränderung, welche am 1. Januar 1842 in dem Steuersysteme des Herzogthums Braunschweig eintreten soll, solche Einrichtungen zu vereinbaren, wodurch den Interessen und Verhältnissen Hannovers jede freundnachbarliche Rücksicht gewährt wird. Wie ferner die Königlich - Hannoversche Regierung mit ihren Steuerverbündeten in ihrer Weisheit niemals einen übereilten Entschluss fassen wird, so kann einen solchen herbeizuführen auch niemals in der Absicht der Preussischen Regierung liegen und daher auch nicht Zweck der Vorschläge sein, welche auf den Wunsch der Herzoglich Braunschweigischen Regierung durch die Note vom 5. d. M. zur Kenntniss Ew. Excellenz und Ew. Hochwohlgeboren gebracht sind.

Die Unterzeichneten erlauben sich in dieser Beziehung folgende ganz ergebenste Bemerkungen.

Führt es schon bei einem grösseren Staate mannigfache Inconvenienzen mit sich, wenn ein Theil seiner Lande einem andern Steuersysteme angehört, als das

Hauptland, so wird dies bei einem kleinen Staate noch 1841 im höheren Masse der Fall sein. Bei dem Herzogthum Braunschweig handelt es sich aber darum, dass ein Drittel seiner Unterthanen, die Bewohner seines Harz- und Weser-Districts, beim Steuervereine bleiben sollen, während die zwei übrigen Drittheile in den Zollverein treten. Es ist natürlich, dass die Herzogliche Regierung bei einer solchen Massregel viele, auch nicht bloss in den materiellen Interessen ihrer Unterthanen begründete Rücksichten zu nehmen hat, und dass sie vor allem trachtet, sich über eine nur kurze Dauer jenes Zustandes zu vergewissern. Daher rührt ihr Wunsch, die Königlich-Hannoversche Regierung möchte sich über den baldigen Beginn von Verhandlungen über den Beitritt zum Zollvereine erklären. Hannover und Oldenburg werden dem Zollvereine nur unter solchen Bedingungen beitreten, wie sie den wohlverstandenen Interessen ihrer Staaten gemäss, und bei den Verhandlungen durch gegenseitige Verständigung festzustellen sind. Wie die Note vom 5. d. M. bevorwortet, soll hierüber durch den Beginn der Verhandlung nicht präjudicirt und jedem Theile freie Hand gelassen werden. Da aber die Hauptgrundsätze des Zollvereins öffentlich dargelegt und nicht zu ändern sind, so legt Braunschweig schon auf den Beginn der Verhandlungen wegen des Beitritts zum Zollverein wohl nicht mit Unrecht grossen Werth. Fasst man die Angelegenheit von dieser Seite auf, so gestaltet sich der Wunsch Braunschweigs dahin,

Hannover möge eine Zusage ertheilen, die Verhandlungen wegen seines Beitritts zum Zollverein baldthunlichst zu eröffnen und dadurch jenen Beitritt selbst vorzubereiten.

Die Unterzeichneten geben sich der Hoffnung hin, die Königlich Hannoversche Regierung werde eine Erklärung geben, welche geeignet ist, das gewünschte Resultat, dass nämlich der Herzogliche Harz- und Weser-District für das Jahr 1842 bei dem Steuerverein verbleibt, herbeizuführen und die Preussische Regierung wird es an dahin zielenden Bemühungen nicht fehlen lassen.

Mit Vergnügen behutzt etc.

Berlin, den 7. October 1841.

(unterz.) EICHMANN. POCHHAMMER.

1841

IX. b.

Die Unterzeichneten haben sich beeilt, den Inhalt der sehr geehrten Note vom 7. d. M. zur Kenntniss ihres Gouvernements zu bringen und beehren sich, in Gemässheit der empfangenen Anweisung, zuvörderst ihre besondere Dankverpflichtung für die in jener Note ausgedrückten Gesinnungen der Freundschaft auszusprechen und damit die Versicherung zu verbinden, dass es zu der besonderen Befriedigung ihrer Regierung gereicht hat, auch hier die offene Erklärung zu finden, dass es der angelegentlichste Wunsch der Königlich-Preussischen Regierung sei, dass bei den auf den 1. Januar 1842 bevorstehenden Veränderungen in den gegenseitigen Steuer- und Zoll-Systemen solche Einrichtungen getroffen werden, durch welche den Interessen des Königreichs Hannover jede freundschaftliche Rücksicht gewährt wird und dass die Absichten der Königlich-Preussischen Regierung niemals darauf gerichtet sein würden, die Königlich-Hannoversche Regierung und die Regierungen der mit Hannover zu einem Steuersysteme vereinten Staaten zu übereilten Entschliessungen in dieser hochwichtigen Angelegenheit zu veranlassen.

Vertrauend auf diese Versicherungen hat die gewünschte Zusage, über die baldthunlichste Eröffnung von Verhandlungen wegen des Beitritts Hannovers zu dem Zollverein um so weniger besondere Bedenken finden können, da dieselbe im Wesentlichen schon in der früheren Erklärung vom 6. v. M. lag, indem dieselbe nur dagegen sich aussprach, dass im Voraus ein bestimmter Zeitpunkt für den Anfang der Verhandlungen festgesetzt werde. Es bedarf keiner weiteren Erörterung, dass eine so wesentliche, in alle Verhältnisse der Regierung und der Unterthanen tief eingreifende Veränderung der jetzt bestehenden Verhältnisse die vielfältigsten Untersuchungen und die sorgsamsten Erwägungen erfordert, und dass es eine übereilte Entschliessung sein würde, Verhandlungen zu beginnen, bevor jene Prüfung Statt gefunden hat, und Versprechungen zu ertheilen, bevor sich übersehen lässt, dass sie erfüllt werden können.

Indem die Unterzeichneten diesem noch die Bemerkung hinzufügen, dass die erforderlichen Untersuchun-

gen und Prüfungen fordersamst werden begonnen werden, und dass die Königlich - Hannoversche Regierung es sich wird angelegen sein lassen, die Hindernisse, welche den Beginn der Verhandlungen verzögern, und der Erreichung einer Vereinbarung sich entgegenstellen, so viel in ihren Kräften steht, zu beseitigen. Erneuern sie etc.

Berlin, 23. Oktober 1841.

(Unterz.) v. BERGER. WITTE.

X.

(Vertrauliche Note).

Der Note vom heutigen Tage, in welcher die Unterzeichneten die Bereitwilligkeit ihrer Regierung zu erkennen gegeben haben, über einen Anschluss Hannovers an den Zollverband baldthunlichst in Unterhandlung treten zu wollen, haben dieselben eine wiewohl durchaus vertrauliche Mittheilung hinzuzufügen, welche eben so sehr von der freundschaftlichen Gesinnung beider Regierungen geboten wird, als sie derjenigen Offenheit entspricht, mit welcher diese Angelegenheit von der Königlich - Preussischen Regierung bisher behandelt worden ist.

Der Königlich - Hannoverschen Regierung würde es in hohem Grade schmerzlich sein müssen, wenn die Königlich - Preussische Regierung an der vollsten Aufrichtigkeit der abgegebenen Erklärungen zweifeln, oder wenn dieselbe etwa später sich dem Glauben überlassen könnte, dass die Zusicherungen in einem andern Sinne gegeben worden, als sie erwartet und angenommen sind. Grade um diesem zu begegnen und um die Königlich - Hannoversche Regierung gegen Missdeutung zu schützen und Irrungen zu vermeiden, wo solche durch eine offene Sprache verhütet werden können, sind die Unterzeichneten angewiesen worden, ihrer heutigen Note zwei Bemerkungen vertraulich hinzuzufügen.

Die, in der Conferenz vom 6. v. M. abgegebene Erklärung erwähnt bereits, dass die Gründe, welche die Königlich - Hannoversche Regierung bisher von einem Beitritte zu dem Zollvereine abgehalten haben, zum Theil der Art sind, dass deren Beseitigung nicht von jener Regierung abhänge. Diese Gründe liegen nicht minder ausserhalb des Kreises einer Unterhand-

1841 lung mit den Zollverbündeten Staaten, und es würde daher schon aus diesem Grunde hier nicht der geeignete Ort sein, sie einer weiteren Erörterung unterziehen zu wollen. So wie die Königlich - Hannoversche Regierung Sich der vertrauensvollen Erwartung überlässt, es werde die Königlich - Preussische Regierung diesen Gründen eine gerechte Anerkennung nicht versagen, und gerade darin den wesentlichen Unterschied erblicken, welcher zwischen dem hiesigen Königreiche und zwischen andern Ländern Deutschlands Statt findet, bei denen es nur auf eine Verständigung über die Bedingungen des Beitritts ankam, um dieselben unverzüglich aller Vortheile des grossen Zollverbandes theilhaftig werden zu lassen, — so sieht die Königlich - Hannoversche Regierung Sich auch zu der offenen Erklärung verpflichtet, dass dieselbe den Beginn eigentlicher Verhandlungen über den Beitritt Hannovers zu dem Zollverbände als unthunlich ansieht, bevor es nicht gelungen sein wird, wenigstens die wesentlichsten jener Hindernisse aus dem Wege zu räumen. Dass die Bemühungen hierauf unausgesetzt gerichtet sein werden, bedarf hier keiner weiteren Versicherung, da es schon aus andern Gründen im dringenden und eigenen Interesse Hannovers liegt.

Die zweite Bemerkung, welche die Unterzeichneten zu machen haben, betrifft zwar einen Gegenstand, durch welchen der Beitritt Hannovers zum Zollverband, so wie überhaupt die Eröffnung eigentlicher Unterhandlungen gleichfalls bedingt sein würde; doch ist die Erledigung dieses Gegenstandes nur von einer gegenseitigen Verständigung abhängig. Bevor nämlich zu der Eröffnung der Verhandlungen geschritten werden kann, würde das Königlich - Hannoversche Gouvernement es als unerlässlich ansehen, dass zuvor über einige der wesentlichsten Punkte, welche das Zustandekommen einer Vereinbarung bedingen, eine vertrauliche Mittheilung Statt finde, damit sich sofort übersehen lasse, ob überhaupt von einzuleitenden Unterhandlungen ein glückliches Resultat zu erwarten sei. Zu diesen Punkten gehört namentlich, dass jedenfalls eine Herabsetzung der Tarifsätze für einige derjenigen überseeischen Producte Statt finde, welche, nach der Lebensweise der Bewohner eines grossen Theiles des Königreiches Hannover, zu den ersten Lebensbedürfnissen derselben ge-

rechnet werden, und dass den Königlichen Cassen einige Einnahmen gesichert bleiben, deren dieselben, den hier bestehenden Finanz-Verhältnissen zufolge, nicht würden entbehren können. 1841

Die Unterzeichneten hoffen, dass diese offene Erklärung nur dazu bestragen werde, die Königlich-Preussische Regierung zu vermögen, bei den Einrichtungen, welche die Schritte der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung unvermeidlich gemacht haben, dafür Sorge zu tragen, dass von dem diesseitigen Königreiche Nachtheile abgewendet bleiben, welche lediglich durch den Beitritt des Herzogthums Braunschweig zu dem Zollvereine möglich werden, und welche, wenn sie gleich von der Herzoglichen Regierung einseitig ausgehen, doch in so fern alle Zollverbündeten Staaten berühren, als das Herzogthum Braunschweig in Zukunft zu der Zahl derselben gehören wird. Die Königl. Hannoversche Regierung würde es tief beklagen, wenn die Schritte der Herzogl. Braunschweigischen Regierung auch nur auf eine Zeitlang das freundschaftliche Verhältniss trüben könnten, dessen Zeitgemässe Entwicklung allein den sichern und richtigen Weg zur Herbeiführung einer Verschmelzung beider Vereine darbieten kann; während übereilte Schritte am wenigsten dazu geeignet sind, etwaige verschiedene Interessen durch eine erwünschte Vereinbarung auszugleichen.

Wegen der höchst konfidentiellen Natur dieser Mittheilung sind die Unterzeichneten ausdrücklich angewiesen, ergebenst darauf anzutragen, dass deren Inhalt bis auf Weiteres, sogar dem Grossherzoglich-Oldenburgischen Herrn Commissair gegenüber geheim gehalten werden möge, wie denn auch über solchen eine direkte Communication mit der Grossherzogl. Oldenburgischen Regierung dermalen nicht Statt finden wird.

Berlin, 23. Oktober 1841.

(Unters.)

v. BERGER.

WITTE.

1841

93.

Actes et documens relatifs au renouvellement de l'association douanière entre le royaume de Hanovre et le duché de Brunswick. En 1841.

I.

Protocolle über die Erneuerung der Steuer- und Zollvereinigung zwischen dem Königreich Hannover und dem Herzogthum Braunschweig für den 1sten Januar 1842. Unterzeichnet zu Hannover, den 14 Februar 1841.

A.

Geschehen, Hannover am 14. Februar 1841.

In Gegenwart

des Königlich Hannoverschen Bevollmächtigten, General-Directors der indirecten Abgaben und Zölle, Dommes,

so wie des Herzoglich Braunschweigischen und substituirtten, Grossherzoglich Oldenburgischen Bevollmächtigten, Finanz-Directors und Geheimen Legationsraths v. Amsberg,

und meiner, des Steuer-Inspectors Ruperti.

Der heutige Tag war festgesetzt, um die Auswechslung der allseitig ertheilten Allerhöchsten und Höchsten Ratifications-Urkunden zu den zwischen den drei Staaten abgeschlossenen, am 21. December v. J. vollzogenen Verträgen, wegen Fortsetzung des Steuer-Vereins, zu bewirken.

Der Herzoglich Braunschweigische Bevollmächtigte übergab ein Schreiben des Herzoglich Oldenburgischen Bevollmächtigten an ihn, vom 7. Januar 1841, mittelst welchem er, unter Höchster Genehmigung Sr. Königlichlichen Hoheit, des Grossherzogs, beauftragt und legitimirt worden, diese Auswechslung, Namens des Grossherzoglich Oldenburgischen Bevollmächtigten, anzunehmen; und man beschloss, das gedachte Schreiben diesem Protocolle im Original beizufügen.

Sodann vereinigten sich die Bevollmächtigten, fol- 1841
gende Verabredungen in dieses Protocoll aufzunehmen.

1. Hinsichtlich aller, als Ausflüsse des Vertrages zu betrachtende Gesetze und Reglements, soweit deren Vollendung bis jetzt nicht thunlich gewesen, soll baldmöglichst eine Vereinbarung getroffen werden.

Dagegen bleiben alle bisherigen in Folge und während der bisherigen Steuer-Vereinigung getroffenen Anordnungen und gegenseitig gemachten Zugeständnisse, sofern nicht bei deren noch vorzunehmender Revision anderweitige Vereinbarungen darüber getroffen werden, auch während der Dauer der neuen Vertragsperiode, in Wirksamkeit.

2. Die drei contrahirenden Regierungen sind einverstanden, dass die verabredete Aufhebung der Fabrications-Abgabe vom inländischen Bier im Königreiche Hannover und im Herzogthume Braunschweig, durch die gleichfalls verabredete Erhöhung der Fabrications-Abgabe vom inländischen Branntwein bedingt werde, dergestalt, dass jene Aufhebung der Biersteuer nicht stattfindet, wenn etwa die ständische Zustimmung zu der beabsichtigten Erhöhung der Branntweinsteuer in Hannover oder Braunschweig nicht zu erwirken sein sollte.

3. Hannover und Braunschweig bevorworten ausdrücklich, wie die Allerhöchste und Höchste Ratification der, wegen Fortsetzung des Steuer-Vereins unterm 21. December v. J. vollzogenen Verträge nur unter der Voraussetzung erfolgt sei, dass die Stände-Versammlungen des Königreichs Hannover und des Herzogthums Braunschweig ihre verfassungsmässige Mitwirkung zur Ausführung der vertragsmässigen Bestimmungen nicht versagen werden, widrigenfalls keine der Hohen contrahirenden Regierungen an die Verträge gebunden ist.

4. Obgleich nicht zu bezweifeln steht, dass eine Erneuerung der am 1. November 1837 mit den Zoll-Vereins-Staaten abgeschlossenen Verträge, unter angemessenen und gemeinsamen Interessen des Steuer-Vereins entsprechenden Bedingungen werde erreicht werden, so ertheilen die contrahirenden drei Hohen Regierungen dennoch die Zusicherung, allseitig dahin mitzuwirken, eine neue Vereinbarung zu diesem Zwecke zu Stande zu bringen, und nur in dem Falle, wenn der Abschluss eines solchen gemeinsamen Vertrages Schwierigkeiten finden würde, behalten nicht nur Han-

1841 **H**annover und Braunschweig, unter Zustimmung Oldenburgs, sich vor, wegen fernerer Belassung ihrer betreffenden Gebietstheile im Zoll-Vereine, entweder gemeinschaftlich oder einseitig mit dem Königreiche Preussen, oder mit den Zoll-Vereins-Staaten, neue Verträge einzugehen, sondern alle drei Steuer-Vereins-Staaten wollen alodann auch gemeinschaftlich wenigstens dahin zu wirken suchen, dass wegen fernerer Beibehaltung Königlich Preussischer Gebietstheile im Steuer-Vereine und wegen einiger gegenseitigen Verkehrs-Erleichterungen mit dem Königreiche Preussen oder mit den Zoll-Vereins-Staaten eine neue Uebereinkunft getroffen werde.

5. Hannover und Oldenburg erklären, die mit einander am 24. Mai 1836 abgeschlossene Post-Convention, unbeschadet der etwaigen ferneren Vereinigung über Beschränkungen und Erweiterungen für die Dauer des neuen Steuer-Vereinigungs-Vertrages vom 21. December v. J., unter den bisherigen Bedingungen fortsetzen und daher von der in der besagten Convention enthaltenen Kündigungs-Befugniss keinen Gebrauch machen zu wollen.

6. Hannover und Braunschweig versprechen sich gegenseitig:

a) den zwischen ihnen bereits vorläufig verabredeten Vertrag wegen Errichtung von Eisenbahnen zur Verbindung der Städte Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig, von Ablauf des Monats März d. J. zum Abschluss befördern, oder binnen desselben Zeitraums eine andere, die Eisenbahn-Verbindung zwischen diesen vier Städten bezweckende Uebereinkunft abschliessen zu wollen.

b) den zwischen dem Königreiche Preussen, dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig im verflossenen Jahre zu Berlin verhandelten und vorläufig verabredeten Vertrag wegen Anlegung von Eisenbahnen von Magdeburg über Braunschweig und Hannover nach Minden, wenn der Abschluss Königlich Preussischer Seits erfolgen wird, auch ihrer Seits vollziehen zu lassen und zu ratificiren.

7. Hannover und Oldenburg gestehen, wenn wider alles Erwarten mit der baulichen Ausführung der, (im 1sten Artikel des so eben sub 6. a) erwähnten, anneh abzuschliessenden Vertrags näher bezeichneten Eisenbahnstrecken bis zum Ende des Jahres 1842 der An-

sang nicht gemacht, oder bis dahin eine anderweitige 1841
Vereinbarung wegen deren Ausführung zwischen den
beiden contrahirenden Regierungen nicht sollte getrof-
fen sein, Braunschweig die Befugniss zu, mit dem Ab-
laufe des Jahres 1843 aus dem durch die gegenwärtigen
Verträge neu begründeten Steuer - Vereine wieder
auszuscheiden, und bedingen sich für diesen Fall gleich-
falls die Freiheit, den Steuer - Vertrag auch unter sich
aufzuheben.

In Folge der unter den vorstehenden Nummern 1,
4, 5, 6 und 7 getroffenen Verabredungen tritt dasjenige
ausser Wirksamkeit, was der fraglichen Gegenstände
wegen in dem bei Vollziehung der Verträge vom 21. De-
cember v. J. aufgenommenen Protocolle vorbehalten war.

Hierauf übergab der Herzoglich Braunschweigsche
Bevollmächtigte

A) im Auftrage seiner Hohen Regierung die von Sei-
ner Durchlaucht, dem Herzoge von Braunschweig und
Lüneburg, Höchstselbst unterm 28. December v. J. voll-
zogenen Ratifications - Urkunden.

a) zu dem Vertrage mit Hannover und Oldenburg
vom 21. December 1840, die Verlängerung der Steuer-
Vereinigung auf fernere sechs Jahre, vom 1. Januar
1842 an, betreffend,

b) zu den zu diesem Vertrage gehörigen Zusatz-Ar-
tikeln, vom 21. December 1840,

c) zu dem Vertrage mit Hannover und Oldenburg,
vom 21. December 1840, wegen Prolongation des Steuer-
und Zoll-Cartels, und

d) zu dem Vertrage mit Hannover v. 21. Dec. 1840,
wegen fernerer Ausführung der Steuer - Vereinigung in
den Communion-Besitzungen.

B) im Auftrage der Herzoglich Oldenburgschen Re-
gierung, die von Seiner Königlichen Hoheit, dem Gross-
herzoge von Oldenburg, Höchstselbst unterm 2. v. Mts.
vollzogenen Ratifications - Urkunden zu den, vorstehend
unter A) a) b) und c) speciell benannten Verträgen mit
Hannover und Braunschweig, dem Königlich Hanno-
verschen Bevollmächtigten.

Der Königlich Hannoversche Bevollmächtigte über-
lieferte dagegen

C) die von Seiner Majestät dem Könige von Han-
nover, Allerhöchstselbst unterm 31. December v. J.
vollzogenen Urkunden zu den vorstehend unter A) a)

1841 b) c) und d) speciell benannten Verträgen mit Oldenburg und Braunschweig, dem Herzoglich Braunschweigschen Bevollmächtigten für dessen Hohe Regierung, und

D) die von Seiner Majestät dem Könige von Hannover, auf gleiche Weise und unter dem nämlichen Dato Allerhöchstselbst vollzogenen Urkunden zu den unter A) a) b) und c) speciell bezeichneten Verträgen mit Oldenburg und Braunschweig, dem Herzoglich Braunschweigschen Bevollmächtigten für die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung.

Endlich

E) wurden die von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg und die von Seiner Durchlaucht, dem Herzoge von Braunschweig und Lüneburg, Höchstselbst unterm 2. v. Mts. und resp. unterm 28. December v. J. vollzogenen Urkunden zu den vorstehend sub A) a) b) und c) speciell benannten, mit Hannover und Braunschweig und resp. mit Hannover und Oldenburg abgeschlossenen Verträgen, gegenseitig ausgetauscht und für die Herzoglich Braunschweigsche und resp. die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung in Empfang genommen, und wurde hiermit die allseitige Auswechslung sämmtlicher Allerhöchsten und Höchsten Ratifications - Urkunden für vollzogen erklärt.

Schliesslich sind die Bevollmächtigten übereingekommen, das gegenwärtige Protocoll ihren Hohen Ministerien, zur Anerkennung der darin enthaltenen Verabredungen, vorzulegen, und sich sodann eine mit der Ministerial-Genehmigung versehene Ausfertigung desselben gegenseitig mitzuthellen.

Auch haben sie, da mehrere der in diesem Protocolle enthaltenen Vereinbarungen nicht füglich zur öffentlichen Kenntniss gelangen dürfen, gegenseitig die Zusicherung erteilt, bei ihren Hohen Regierungen darauf anzutragen, dasselbe, soweit es unbeschadet des Gebrauchs thunlich sein wird, geheim halten zu lassen.

(gez.) DOMMES.

(gez.) v. AMSBERG
auch für Oldenburg.
in fidem
(gez.) RUPERTI.

Geschehen, Hannover am 14 Februar 1841.

In Gegenwart

des Königlich Hannoverschen Bevollmächtigten, General-Director der indirecten Abgaben und Zölle, Dommes, sowie

des Herzoglich Braunschweigischen Bevollmächtigten, Finanz-Directors und Geheimen Legationsraths v. Amberg und

meiner, des Steuer-Inspectors Ruperti.

Die Bevollmächtigten von Hannover und Braunschweig haben nach der am heutigen Tage Statt gehaltenen Auswechslung der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen zu den Verträgen vom 21. December 1840 wegen Verlängerung des Steuer-Vereins zwischen Hannover, Oldenburg und Braunschweig nachfolgende Verabredungen getroffen.

1. Hannover will den Versuch machen, Preussen zu vermögen, während der Dauer der Steuer-Vereinigung zwischen Hannover und Braunschweig auf die Vollendung des Baues der Chaussee von Uelzen über Bergen nach Salzwedel, soweit solche Königlich Hannoversches Gebiet berührt, nicht zu dringen, und unter der Voraussetzung einer von Preussen erfolgenden entsprechenden Erklärung die Versicherung an Braunschweig ertheilen, während der Steuer-Vereinigung den fraglichen Chausseebau nicht fortsetzen und vollenden zu wollen.

Sollte ein solcher Versuch den gewünschten Erfolg nicht haben, so wird Hannover eine Entlassung aus der Verpflichtung wegen Vollendung der fraglichen Chaussee während der Dauer der Steuer-Vereinigung zwischen Hannover und Braunschweig bei Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 zur Bedingung machen.

2. Die dem Grenz-Amte 1ster Classe zu Bergen beigelegten auf den Waaren-Durchgang sich beziehenden Befugnisse bleiben unverändert.

Würde jedoch Königlich Preussischer Seits der Chausseebau von Magdeburg bis Salzwedel fortgesetzt werden, so soll mit dem Zeitpunkte, wo der fragliche Chausseebau sich der Stadt Salzwedel bis auf eine Meile von beiden Seiten her genähert hat, bei dem Grenz-Amte zu Bergen für die Dauer der Steuer-Ver-

1841 einigung eine den Transit beschränkende Einrichtung zu dem Zwecke getroffen werden, den Transit-Verkehr von Magdeburg über Lüneburg ins Ausland und vice versa auf den bisherigen Strassenzügen zu erhalten.

3. Sobald in Folge des zwischen Hannover und Braunschweig abzuschliessenden Vertrages die Eisenbahnen zwischen Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig vollendet worden, soll rücksichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche aus dem Königreiche Preussen von Minden nach Hannover ein- und auf den Chausseen oder Eisenbahnen über Lüneburg oder Harburg ausgehen, oder welche in umgekehrter Richtung ein- und ausgehen, so wie hinsichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche von Halberstadt oder Magdeburg nach Braunschweig ein- und auf den Chausseen oder Eisenbahnen über Lüneburg oder Harburg ausgehen, oder welche in umgekehrter Richtung ein- und ausgehen, insofern diese Waaren und Gegenstände auf den Eisenbahnen von Hannover über Lehrte nach Celle, oder in umgekehrter Richtung transportirt werden, und wenn von einer der beiden contrahirenden Regierungen darauf angetragen wird, während der Dauer der Steuer-Vereinigung eine Durchgangs-Abgaben-Ermässigung eintreten, diese aber, wenn nicht durch weitere Vereinbarungen etwas Anderes festgesetzt wird, höchstens drei Viertheile der vollen tarifmässigen Durchgangs-Abgabe sowohl bei Waaren als bei sonstigen Gegenständen betragen.

4. Die Zustimmung des Grossherzoglich Oldenburgschen Gouvernements zu der eben erwähnten Herabsetzung der Durchgangs-Abgabe soll im Voraus erwirkt werden.

Vorstehende Vereinbarung wird den hohen Regierungen von Hannover und Braunschweig zur Genehmigung vorgelegt und ein mit desfallsiger Ministerial-Erklärung versehenes Exemplar unter den Bevollmächtigten ausgetauscht werden.

DOMMES.

V. AMSBERG.
in fidem
RUPERTL.

II.

1841

Zwei Schreiben des Hannoverischen Generaldirectors der indirecten Steuern Dommes an den Braunschweigischen Finanzdirector und Geheimen Legationsrath v. Amsberg. Datirt Hannover, den 9. März 1841.

A.

Euer Hochwohlgeboren habe ich die Ehre in gehorsamster Erwiderung auf die gefällige Mittheilung vom 2. und 4. d. M. zu benachrichtigen, dass auch der diesseitigen Genehmigung des bei der Auswechselung der Ratificationen zu den Steuer-Vereins-Verträgen am 14. v. M. aufgenommenen Protocolls ein Hinderniss überall nicht weiter entgegenstehe, solche vielmehr unverzüglich erfolgen wird, wenn zuvor wegen derjenigen beiden Zusätze, welche Sr. Majestät der König, mein Allergnädigster Herr, zu den unter Nr. 1 und resp. Nr. 7 des Protocolls enthaltenen Verabredungen noch für erforderlich erachtet haben, eine Vereinbarung getroffen ist.

Was den Zusatz zu Nro. 1 anbetrifft, so besteht solcher in der Einschaltung des Worts „gemeinschaftlich“ in dem letzten Satze der Verabredung unter obgedachter Nummer zwischen den Worten „Steuer-Vereinigung“ und „getroffenen“

Derselbe ist nur der mehreren Deutlichkeit wegen für zweckmässig gehalten, indem es sich von selbst versteht, dass unter den erwähnten Anordnungen nur solche haben gemeint sein können, welche von den verschiedenen betreffenden Hohen Regierungen gemeinschaftlich getroffen sind.

Ein Bedenken kann bei diesem Zusatze durchaus nicht eintreten, und ersuche ich demnach, das Einverständniss der Herzoglichen Regierung dazu gewogenlichst erwirken zu wollen.

Anlangend den Zusatz zu Nro. 7, so erlaube ich mir darüber Folgendes zu bemerken.

Inhalts der unter dieser Nummer enthaltenen Verabredung ist Königlich Hannoverscher und Großherzoglich Oldenburgischer Seits der Herzoglich Braunschweigischen Regierung die Befugnisse eingeräumt, mit dem Ablaufe des Jahre 1843 aus dem durch die gegenwärtigen Verträge neu begründeten Steuer-Vereine wie-

1841 der auszuscheiden, wenn mit der baulichen Ausführung der zur Verbindung der Städte Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig anzulegenden Eisenbahn bis zum Ende des Jahres 1842 der Anfang nicht gemacht oder bis dahin eine anderweite Vereinbarung wegen deren Ausführung zwischen den beiden contrahirenden Hohen Regierungen nicht getroffen sein sollte.

Da indess, wie der Herzoglich Braunschweigischen Regierung auch nicht unbekannt geblieben sein wird, der Ausbau der fraglichen Eisenbahn einer Gesellschaft von Privat-Personen wahrscheinlich wird überlassen werden müssen, und es wenigstens noch dahin steht, ob und inwiefern die hiesige Regierung selbst unmittelbar dabei wird betheilligt werden, so wird es unter Umständen, insbesondere bei etwa ausbrechendem Kriege, ausser der Macht der letzteren liegen können, den in der fraglichen Verabredung ausgesprochenen Erwartungen und Voraussetzungen vollständig zu genügen, und ist diesernach Allerhöchsten Orts für erforderlich gehalten, der Verabredung unter Nro. 7. die Bevorwortung hinzuzufügen:

dass die Befugniss der Herzoglich Braunschweigischen Regierung aus dem durch die gegenwärtigen Verträge neu begründeten Steuer-Vereine mit dem Ablaufe des Jahres 1843 wieder auszuscheiden, nur auf den Fall bezogen und nur dann zugelassen werden könne, wenn die wider alles Erwarten bis zum Ende des Jahres 1842 dem Anfange der baulichen Ausführung der fraglichen Eisenbahn etwa entgegen tretenden Hindernisse der Königlich Hannoverschen Regierung beizumessen oder zur Last zu legen seyn sollten, nicht aber dann, wenn die Beseitigung jener Hindernisse (z. B. bei etwa ausbrechendem Kriege oder wegen der Schwierigkeiten, die von den Actionairen erhoben werden möchten) ausser der Macht der hiesigen Regierung liegen würde.

Wenn es nun die Absicht der Herzoglich Braunschweigischen Regierung überall nicht hat gewesen sein können, Sich das Recht des Ausscheidens aus dem Steuer-Verein auch für den Fall vorzubehalten, dass es der hiesigen Regierung unmöglich ist, mit der Aus-

führung der Eisenbahn-Anlage vor dem Ablaufe des 1841 Jahres 1842 den Anfang zu machen, so wird bei derselben auch die vorstehende Beantwortung ein Bedenken gewiss nicht finden, und wie ich demnach Ew. Hochwohlgeboren gehorsamst anheim gebe, das Einverständniss der Herzoglich Braunschweigischen Regierung mit der Beantwortung geneigtest zu erwirken, glaube ich noch in Beziehung auf die Form der wegen beider Zusätze zu treffenden Verabredungen meine Ansicht dahin aussprechen zu müssen, dass es nicht nöthig zu sein scheint, darüber ein neues Protocoll aufzunehmen, vielmehr genügen wird, beide Gegenstände durch die dem Protocolle vom 14. v. M. hinzuzufügenden Genehmigungs-Urkunden zu regeln.

Indem ich schliesslich um eine baldgefällige Erwiderung auf vorstehende auch dem Grossherzoglich Oldenburgischen Herrn Bevollmächtigten mitgetheilten Anträge angelegentlich bitte, benutze ich auch diese Veranlassung, die Versicherung der ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Hannover, den 9. März 1841.

(gez.) DOMMES.

B.

Indem ich den Empfang des geehrten Pro Memoria vom 2. d. M., Inhalte dessen das unterm 14. v. M. wegen der Uelzen-Salzwedler Strasse aufgenommene Protocoll von dem Herzoglichen Staats-Ministerium genehmigt ist, gehorsamst anzeige, beehre ich mich, Ew. Hochwohlgeboren zu benachrichtigen, dass die in das gedachte Protocoll aufgenommenen Verabredungen nicht in allen Punkten die Approbation Seiner Majestät des Königs, meines Allergnädigsten Herrn, gefunden haben, und daher nothwendig noch verschiedener Abänderungen bedürfen.

Die Verabredung in dem ersten Satze unter Nr. 1 des Protocolls entspricht zwar den Allerhöchsten Intentionen, dagegen hat der letzte Satz unter dieser Nummer die Billigung Sr. Königlichen Majestät nicht gefunden.

Bei dem geringen Interesse, welches Preussen in Ansehung der Vollendung des fraglichen Chausseebaues bisher gezeigt hat, ist, wie auch schon bei den frühe-

1841 ren Verhandlungen bemerkt worden, überall nicht zu erwarten, es werde die Königlich Preussische Regierung in dem Laufe der nächsten Jahre jenen Bau eifriger wie bisher betreiben, viel weniger darauf dringen, dass im diesseitigen Gebiete die Chaussee vollendet werde, und wie demnach, aller Wahrscheinlichkeit zufolge, die von der Braunschweigischen Regierung beantragte Bedingung ein praktisches Interesse nicht gewähren kann und unbedenklich gänzlich aufzugeben sein möchte, so ist es auch Allerhöchsten Orts schon wegen der früher mit Preussen über den Bau der in Rede befangenen Chaussee gepflogenen Verhandlungen für die hiesige Regierung nicht als zulässig erschienen, diese Bedingung zu stellen, und sie kann, wenn die Herzogl. Braunschweigische Regierung eine solche Bedingung, Preussen gegenüber, in Antrag zu bringen sich veranlasst sehen sollte, nur dazu sich verstehen, derselben nicht entgegenzutreten zu wollen.

Sollte demnach Herzoglich Braunschweigischer Seits von einer gegen Preussen bei Gelegenheit der Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 zu stellenden Bedingung nicht gänzlich abstrahirt werden, so wird der zweite Satz unter Nr. 1 des Protocolls vom 14. v. M. neu zu fassen und dabei, wie sich schon von selbst versteht, zu bemerken sein, dass die hinsichtlich des fraglichen Chausseebau'es zu treffenden Verabredungen nur für die Dauer der jetzt von Neuem verabredeten Steuer-Vereinigung Gültigkeit erlangen.

Ausserdem ist aber Allerhöchster Bestimmung zufolge auch noch unter Nr. 1 von hiesiger Seite die Erwartung und Bevorwortung auszusprechen, dass, wenn etwa während der Dauer der jetzt anderweit vereinbarten Steuer-Vereinigung Königlich Preussischer Seits auf dem rechten Elb-Ufer ein Chausseebau von Genthien nach Kletzke und Perleberg beauf des Anschlusses dieser Chaussee an eine von Hamburg aus am rechten Elb-Ufer anzulegende Eisenbahn vollendet werden sollte, die Herzoglich Braunschweigische Regierung den Ausbau der Chaussee von Uelzen nach Salzwedel nicht weiter hindern werde.

Was die unter Nr. 2 des Protocolls für den Fall, dass Königlich Preussischer Seits der Chausseebau von Magdeburg bis Salzwedel fortgesetzt werden sollte, in

Beziehung auf die Beschränkung des Transits über das 1841
Grenz-Steuer-Amt zu Bergen getroffene Verabredung
anbetrifft, so ist solche noch zur Zeit nicht
für erforderlich gehalten.

Für den Fall, dass die Königlich Preussische Regierung wider Erwarten bei den erst bevorstehenden Unterhandlungen zu einem entsprechenden Abkommen nicht sollte bewegen werden können, wird eine angemessene Vereinbarung wegen der Behandlung des Transit-Verkehrs über Bergen noch vorbehalten werden können, zumal, wenn von Seiten der hiesigen Regierung — jedoch unter der Bevorwortung, dass die zu treffende Einrichtung den Verkehr der Altmark mit dem Fürstenthume Lüneburg sowie mit Hamburg nicht werde hindern dürfen — im Voraus die Bereitwilligkeit auf den unter Nr. 2 des Protocolls angegebenen Grundlagen eventualiter einzugehen, in Aussicht gestellt wird.

Endlich die unter Nr. 3 des Protocolls getroffene Verabredung wegen Ermässigung der Durchgangs-Abgabe auf den in dieser Verabredung bezeichneten Eisenbahnen betreffend, so ist von des Königs Majestät eine Abänderung derselben dahin für angemessen erachtet, dass in Ansehung jener Bahnen eine gleiche Herabsetzung der Durchgangs-Abgaben eintritt, wie solche mit der Königlich Preussischen Regierung wegen der Eisenbahn von Magdeburg nach Minden annoch wird festgesetzt werden.

Da durch die obigen Allerhöchsten Bestimmungen, mit denen auch die Herzoglich Braunschweigische Regierung Sich einverstanden zu erklären hoffentlich kein Bedenken trägt, der Inhalt des Protocolls vom 14. v. M. erheblich verändert wird, so dürfte es nicht zu vermeiden sein, unter Beseitigung dieses Protocolls die zu treffenden Verabredungen in einem neuen Protocolle zusammenzustellen und indem ich hierüber, sowie überhaupt über die fernere Behandlung dieser ganzen Angelegenheit eine gefällige Aeusserung von Ew. Hochwohlgebornen mir erbitte und noch gehorsamst bemerke, dass dem Grossherzoglich Oldenburgschen Herrn Bevollmächtigten eine Abschrift dieses Schreibens noch heute von mir mitgetheilt werden wird, wiederhole ich die Versicherung der ausgezeichnetsten Hochachtung.

Hannover, den 9. März 1841. (gez.) DOMMES.

1841

III.

Weisung der Herzogl. Braunschweigischen Regierung an deren Bevollmächtigten in Hannover, Finanzdirektor Geheim. Legationsrath v. Amsberg, die Einleitung neuer Unterhandlungen mit der Königl. Hannoverischen Regierung in Betreff der Erneuerung der Steuer- und Zollvereinigung mit Bestimmtheit abzulehnen. Datirt Braunschweig, den 13. März 1841.

Wir haben aus Ihren Berichten v. 10. März d. J. und deren Anlagen ersehen, dass die Königl. Hannoverische Regierung Bedenken getragen, die beiden Protokolle v. 14. Februar d. J., die Auswechselung der Ratifikationsurkunden zu den Verträgen wegen Verlängerung des Steuervereins und die wegen der Uelzen-Salzwedder Strasse getroffenen Verabredungen betreffend, zu genehmigen, vielmehr die wesentlichsten Abänderungen derselben beantragt hat.

Bei dieser unerwarteten Wendung bleibt Uns nichts weiter übrig, als mit demselben Rechte, dessen die Königlich Hannoverische Regierung sich bedient, auch hiesiger Seits die Genehmigung zu beiden Protokollen ausdrücklich zu versagen, weshalb Sie die Ihnen bereits zugegangenen Ausfertigungen derselben sogleich an Uns zurückzureichen haben. Die geschehene Aushändigung der Ratifikations-Urkunden wird dadurch ein Akt ohne Bedeutung und die Verhältnisse hinsichtlich der Erneuerung der Steuervereinigung treten in dieselbe Lage zurück, in welcher sie sich vor der Aufnahme der beiden vorhin gedachten Protokolle befanden.

Wir fordern Sie auf, Vorstehendes dem Königlich Hannoverischen Bevollmächtigten zu erklären, zugleich aber auch auf den von ihm gemachten Antrag zu erwiedern, dass Wir es für durchaus unzulässig halten, an dem Inhalte der beiden Protokolle irgend etwas zu verändern, dass daher weitere Verhandlungen unthunlich sind und dass Wir nur in der alleinigen Voraussetzung, dass die Königlich Hannoverische Genehmigung zu beiden ganz in derselben Gestalt und Abfassung wie sie jetzt vorliegen, alsbald erfolgt, die diesseitige Zustimmung zu ihnen ertheilen und dadurch die Erneuerung der Steuervereinigung annoch bewirken können.

Die Nothwendigkeit, jede weitere Modification der

Protocolle abzulehnen, geht für Uns aus der Ueberzeugung hervor, dass Wir in ihren nach langwierigen und mühevollen Verhandlungen festgestellten Bestimmungen und nach Aufhebung alles Dessen, was Wir in Form und Wesen unserer Bedingungen nur irgend glaubten nachgeben zu können, zu dem Punkte gelangt sind, wo auch nicht die geringste Veränderung in der Bedeutung der Stipulationen mehr eintreten kann, ohne die diesseitigen Interessen zu gefährden — theils wird sie durch Rücksicht auf den vorgerückten Zeitpunkt geboten, zu welchem wir bei so lange schon verzögerter Entscheidung gekommen sind. In den ersten Tagen des nächsten Monats wird die hiesige Ständeversammlung, welche wegen der Unmöglichkeit, ihr vollständige Auskunft zu ertheilen, schon einmal vertagt worden, wieder zusammenzutreten, auch wird schon am 25. d. M. die zur Vorbereitung der Arbeiten bestimmte ständische Commission sich wieder versammeln, und es liegt in der Natur der Verhältnisse, dass neues Zögern ohne die wesentlichsten Nachtheile nicht eintreten kann, dass vielmehr bis zu jenem Zeitpunkte die Erneuerung der Steuervereinigung zu Stande gebracht sein muss.

Wir veranlassen Sie daher, gegen den Königlich Hanoverschen Bevollmächtigten zugleich den dringenden Wunsch einer baldigen Enderklärung bis zum 25. d. M. auszusprechen.

Den Grossherzoglich Oldenburgschen Bevollmächtigten haben Sie von der hiernach zu ertheilenden Erwiderung ungesäumt in Kenntniss zu setzen.

Braunschweig, den 13. März 1841.

Herzogl. Braunschweig - Lüneb. Staats-Ministerium.
(gez.) F. SCHULZ.

IV.

*Auszug aus einem Rescripte des Herzogl. Staats-Ministeriums zu Braunschweig vom 15. Mai 1841.
an den Herrn Finanz-Director und Geheimen Legationsrath v. Amsberg.*

Als einen Hauptgegenstand der in Berlin bei den vorläufigen Verhandlungen bereits zur Sprache gebrachten Erörterungen haben Sie in Ihrem vorhin erwähnten Berichte die Frage bezeichnet, ob die westlichen Landestheile, von den Aemtern Harzburg und Lutter

1841 am Barenberge an gerechnet, in den Zollverband mit aufzunehmen seien, und da wir in Unserem an das Königlich Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erlassenen Schreiben Unseren Antrag auf die Annahme des gesammten Herzogthums gerichtet hatten, so ist gerade in vorstehender Beziehung in dem eingegangenen Erwiderungsschreiben die Bemerkung gemacht, dass die Entscheidung der Frage, ob der Anschluss des von dem Hauptlande isolirten, vom Harze bis zur Weser sich hinziehenden, Gebietstheiles an den Zollverein überhaupt, oder unter welchen Modificationen zulässig befunden werden könne, von den speciellen Verhandlungen abhängig bleiben müsse.

In dieser Hinsicht aber müssen Wir Ihnen den bestimmtesten Auftrag ertheilen, Nichts unversucht zu lassen, was zur Mitaufnahme der bezeichneten Landestheile führen kann. Wir verkennen zwar die Inconvenienzen, die mit dieser Massregel verbunden sein und die theils in der Höhe der Gränzbewachungskosten, theils in der Belästigung der Bewohner jener Gebietsheile selbst liegen würden, keineswegs, allein Wir halten die Vorthelle, die daraus hervorgehen müssen, für dergestalt überwiegend, dass Wir die Mitaufnahme jener Theile als *Conditio sine qua non* für den Anschluss des Ganzen betrachten. Mit der grössten Wahrscheinlichkeit lässt sich vorhersehen, dass — — —

Ausserdem aber ist es Ihnen nach den von Uns angeordneten Communicationen hinlänglich bekannt, dass die Bewohner der fraglichen Gegenden selbst den Anschluss an das Preussische Zollsystem lebhaft wünschen, und es würde, da dieser Schritt, wenn er auch jetzt unausgeführt bliebe, doch künftighin unvermeidlich würde werden können, ein grosser Fehler sein, wenn man die jetzige günstige Stimmung und die damit verbundene bereitwillige Uebernahme einer nicht zu verkennenden Belästigung, unbenutzt vorübergehen lassen wollte, um vielleicht später dieselbe Massregel unter veränderten Verhältnissen mit viel grösseren Schwierigkeiten durchzuführen.

V.

1841

Schreiben des Herzogs von Braunschweig an den König von Hannover. Datirt Braunschweig, den 26. März 1841.

Am
Seine Majestät den König von Hannover.

Durchlauchtigster, Grossmächtigster König,
Hochgeehrtester, vielgeliebter Herr Vetter!

Ew. Majestät geehrtestes durch den Cabinetsrath Freiherrn von Schele Mir überbrachtes Schreiben vom 21. d. Mts. habe Ich mit aller der Aufmerksamkeit erwogen, welche sein wichtiger Inhalt verdient und die Ich Allen zu widmen gewohnt bin, was Ew. Majestät an Mich gelangen zu lassen geruhen.

Ich muss indessen Ew. Majestät aufrichtig gestehen, dass Ich unter allen den Gegenständen, welche jetzt von Ew. Majestät Gouvernement als nicht annehmbar bezeichnet sind, keinen Einzigen finde, der nicht schon bis zum Schlusse der Hauptverhandlungen hinlänglich zur Sprache gebracht worden wäre; denn selbst die Verhältnisse der Uelzener Strasse, die einzigen, die bei der Unterzeichnung der Verträge nicht ausdrücklich erwähnt sind, finde Ich in einer besondern Note Meines Bevollmächtigten schon vor jenem Zeitpunkte, als der Erledigung noch während des Laufes der Unterhandlungen bedürftig, mit den bestimmtesten Worten bezeichnet. Zugleich aber erlaube Ich mir Ew. Majestät zu bemerken, dass der Gedanke an Erzwingung von Vertragsbedingungen wohl da nicht obwalten kann, wo über die Annahme oder die Verwerfung von Anträgen die freieste Willkühr obwaltet; das Recht aber, einen jeden Antrag im Laufe der Verhandlungen zu machen, liegt wohl zu sehr in der Natur der Sache, als dass es bestritten werden könnte.

Mit tiefem Leidwesen sehe Ich, dass Ew. Majestät unter den nicht annehmlich bezeichneten Punkten auch solche finden, welche mit der Würde Allerhöchst Ihrer Regierung, mit deren angemessener Stellung gegen fremde Staaten, mit dem guten Glauben und mit den Interessen Allerhöchst Ihrer Unterthanen sich nicht vereinigen lassen. Unter diesen Umständen und nach den weiteren Erklärungen des Freiherrn von Schele muss Ich, da

1841 Ich von jenen Punkten, wie ich auch bereits durch Meinen Bevollmächtigten auf unumwundene Weise habe erklären lassen, aus den wichtigsten Rücksichten nicht abgehen kann, leider erkennen, dass eine Vereinbarung der beiderseitigen Interessen nicht mehr thunlich erscheint und dass ich also nunmehr die Verhandlungen über die Erneuerung des Steuervereins als abgebrochen betrachten muss.

Bei der mir dadurch auferlegten Nothwendigkeit, auf eine anderweite Regulirung der indirecten Abgaben in Meinem Staate vom künftigen Jahre an unverzüglich Bedacht zu nehmen, bin ich nunmehr entschlossen, in den nächsten Tagen einen Abgeordneten nach Berlin zu entsenden, um über den Anschluss an den Deutschen Zollverein zu unterhandeln.

Indem Ich Mich verpflichtet erachte, Ew. Majestät Solches anzuzeigen, muss ich zugleich Mein lebhaftes Bedauern darüber aussprechen, diese Trennung der bisher glücklich bestandenen Steuervereinigung fast in demselben Momente eintreten zu sehen, wo Ich dieselbe für eine neue Periode schon wieder sicher begründet glaubte.

Indessen darf Ich hoffen, dass unter allen Umständen das vollkommen gute Vernehmen, das bisher unter Unseren beiderseitigen Staaten obgewaltet hat, ungestört werde aufrecht erhalten werden, so wie Ich selbst niemals aufhören kann, Ew. Maj. die Gesinnungen der vollkommensten Verehrung zu widmen, womit Ich jederzeit verharre

Ew. Majestät

freundwilliger treuergebener Vetter und Neffe

WILHELM,

Herzog von Braunschweig.

Braunschweig, den 25. März 1841.

94.

Instructions données par le gouvernement du Duché de Brunswick à ses Commissaires à Berlin pour les négociations dans l'affaire de douanes.

I.

Auszug aus einem Rescript des Herzogl. Staatsministeriums, Braunschweig, 21. Aug. 1841.

— — die sämmtlichen in dem Separat-Artikel enthaltenen Bestimmungen wegen der Aufnahme der von der Preussischen Grenze am Harze westlich bis zur Weser sich erstreckenden aus den Bezirken der Kreisdirectionen Holzminden und Gandersheim bestehenden diesseitigen Landestheile können Ihrem Berichte zufolge noch gar nicht in Betracht gezogen werden, indem noch erst abgewartet werden müsse, wie in Folge der angeknüpften Communicationen das Verhältniss zwischen dem Königreiche Hannover und den Zollvereins-Staaten sich gestalten und ob das Königl. Hannoverische Gouvernement sich entschliessen werde, entweder mit dem ganzen Königreiche oder doch mit den Fürstenthümern Göttingen und Grubenhagen und der Berghauptmannschaft Clausthal dem Zollverein ungesäumt beizutreten. Würde, fügen Sie hinzu, der ganze oder theilweise Beitritt Hannovers dadurch befördert und wenigstens mit dem Anfange des J. 1843 herbeigeführt werden können, so hegt man Preussischer Seits die Ansicht, dass es gerathen sey, für die diesseitigen westlichen Gebietstheile für das J. 1842 ein Provisorium anzuordnen, worüber eintretenden Falls das Nähere zu verabreden seyn würde, wogegen, wenn eine genügende Erklärung Hannovers in obiger Beziehung nicht erfolgen sollte, die Aufnahme der westlichen Gebietstheile etwa mit einigen Modifikationen gleichzeitig mit dem Hauptanschlusse würde geschehen können.

Wir bedauern, dass es Ihnen bis jetzt nicht gelungen ist, das Letztere als eine definitive Vertragstipulation festzustellen, glauben aber, dass die Zeit des Ab-

1841 wartens und des Abwägens Unserer Verhältnisse nach Königlich Hannoverschen Entschliessungen zur Zeit des Wiederbeginns der Unterhandlungen vorüber sein müsse, weil alsdann der letzte Termin für einen festen Abschluss der Verträge herangekommen sein wird. Es würde überflüssig sein, Sie an alle die Vorarbeiten zu erinnern, die, sobald der Anschluss des Herzogthums an den Zoll-Verein vertragsmässig feststeht, der wirklichen Ausführung desselben noch werden vorangehen müssen, und dass also ein weiteres Hinausschieben der von Uns gewünschten Entscheidung schon aus diesem Grunde als durchaus unthunlich zu betrachten ist. Wir müssen Sie aber daran erinnern, dass Wir die vollständige Aufnahme Unserer westlichen Gebietstheile von Anfang an als eine *Conditio sine qua non* betrachtet, und als solche in Ihrer Instruction vom 15. Mai d. J. ausdrücklich bezeichnet haben, ohne welche der Anschluss des Ganzen nicht erfolgen könne. Bei dieser Ansicht beharren Wir auch noch jetzt und fordern Sie nochmals auf, dieselbe auf das Unumwundenste zu vertreten. Wir haben die Unterhandlungen wegen des Zutritts des Herzogthumes zum Zoll-Verein vollkommen frei von jedem Zwange und vollkommen frei in Unserer Wahl dargeboten, und von jenem Standpunkte aus müssen diese Verhandlungen zu Ende gebracht werden, wenn Ihr Resultat Unsern Beifall erhalten soll. Die vollständige Mitaufnahme Unserer westlichen Gebietstheile haben Wir — — — — — für nothwendig gehalten, und in Unserm Rescripte vom 15. Mai d. J. die Motive für diese Ansicht angeführt, auf welche Wir hier Beziehung nehmen. Unter keinerlei Umständen, am wenigsten aber unter den jetzigen, durch die Trennung vom Steuer-Verein hervorgerufenen, Verhältnissen kann Uns die Rolle zugemuthet werden, eine Abhängigkeit von den Beschlüssen des Königlich Hannoverschen Gouvernements hinsichtlich der Durchführung oder Suspendirung wichtiger, die Interessen des ganzen Landes berührender, Massregeln zu übernehmen, um so weniger, wenn, wie in dem vorliegenden Falle, sehr zweifelhaft bleibt, ob die damit an den Tag gelegte Rücksichtnahme nicht gerade die umgekehrte Wirkung von Demjenigen hervorbringen werde, was damit eigentlich erreicht werden soll. Wir sind weit entfernt, die hohe Wichtigkeit des baldigen

Anschlusses des Königreiches Hannover, oder auch nur 1841
des südlichen Theiles desselben an den Zoll-Verein so-
wohl für die hiesigen, als für die Gesamt-Interessen
des Zoll-Vereins zu verkennen, aber Wir sind fort-
während überzeugt, dass — — — — —

Nur dann, wenn auf eine vollkommen sichere Weise
sich herausstellte, dass ein kurzer Verzug in der Auf-
nahme Unserer westlichen Gebietstheile die davon ge-
hofften günstigen Folgen herbeiführen werde, würden
Wir einen solchen Verzug für zulässig halten können.
Würde also die Königlich Hannoversche Regierung, noch
ehe der Abschluss Unserer Accessionsverträge erfolgt,
der nach Ihren, des Finanzdirectors von Amberg, ei-
genen Aeusserungen bis zum 15. k. Mts. zu erwarten
ist, auf eine nach Form und Inhalt völlig unzweideu-
tige Weise erklären, den Anschluss des ganzen König-
reichs oder aber der Fürstenthümer Göttingen und Gru-
benhagen ohne Verzug bewerkstelligen, und deshalb
sofort Unterhandlungen beginnen zu wollen, so wür-
den Wir nichts dagegen erinnern, wenn alsdann der
gleichzeitigen Mitaufnahme der diesseitigen fraglichen
Gebietstheile annoch Anstand gegeben, und diese Mit-
aufnahme auf höchstens 1 Jahr in dem einen und 6 Mo-
nat in dem andern Falle hinausgesetzt würde, voraus-
gesetzt, dass die Aufnahme nach vergeblichem Ablauf
dieser Frist fest stipulirt und für die Zwischenzeit ein
provisorischer Zustand festgestellt würde, der den all-
gemeinen Landes-Interessen entspräche und die beson-
deren Interessen jener Gebietstheile sicherte. Wir be-
merken aber nochmals, dass eine solche Königlich Han-
noverscher Seits gegebene Erklärung fest und bestimmt
und nicht bloss dilatorisch würde sein müssen, und
kommen auf diesen Punkt hier um deswillen noch ein-
mal zurück, weil Wir in den verschiedenen im Ent-
wurfe des Separat-Artikels 3. enthaltenen Kategorien
in dieser Beziehung Voraussetzungen angedeutet finden,
die Wir in jedem Falle für zu unbestimmt und ungenü-
gend würden halten müssen. Denn wenn dort sub B)
der Fall angenommen und berücksichtigt wird, dass
Hannover erkläre, mit Göttingen und Grubenhagen nicht
mit dem 1. Januar 1842, sondern erst zu einem späte-
ren Zeitpunkte beitreten zu können, oder sub C.) dass
Hannover seine Absicht, mit dem gesammten Gebiete
dem Zoll-Vereine beitreten zu wollen, zugleich aber

1841 auch die Nothwendigkeit, die Unterhandlungen über den Beitritt noch auf einige Zeit aussetzen zu müssen erkläre, — wenn in einem solchen Falle die Nichtaufnahme Unserer fraglichen Gebietstheile in den Zoll-Verein unter der Voraussetzung stipulirt wird, dass die Unterhandlung über den Beitritt Hannovers spätestens im Herbst 1842 erfolge u. s. w., so sind dies Alles Voraussetzungen, die auf einer viel zu unbestimmten Basis beruhen und die Wir doppelt unzulässig finden, wenn Wir — — —

II.

Auszug aus einem Rescripte des Herzogl. Staats-Ministeriums zu Braunschweig vom 23. September 1841 an den Herrn Finanz-Director und Geheimen Legationsrath v. Amsberg und den Herrn Minister Residenten, Oberstlieutenant und Kammerherrn v. Röder in Berlin.

Auf Ihren Bericht vom 16. d. Mts. über die gegenwärtige Lage der Verhandlungen wegen des Zollanschlusses, insbesondere über die künftige Stellung der westlichen Gebietstheile, erwiedern Wir Folgendes:

Von dem Augenblicke an, in welchem Wir uns entschlossen, wegen des Beitrittes des Herzogthums zu dem grossen Deutschen Zollvereine zu unterhandeln, stand bei Uns die Ansicht fest, dass diese Unterhandlung auf die Aufnahme des gesammten Landes, einige geringere Enclaven ausgenommen, zu richten sey, und dass namentlich die Mitaufnahme der sogenannten westlichen Gebietstheile eine nothwendige Folge des Anschlusses der übrigen Theile des Landes sein müsse.

Zu dieser Ansicht bewogen uns die erheblichsten Gründe. Es konnte nicht rathsam erscheinen, einen beträchtlichen, fast ein Drittheil sämmtlicher Landeseinwohner umfassenden Gebietstheil in einem sehr wichtigen Zweige der Verwaltung von dem übrigen Lande zu trennen und die innige Verbindung beider Theile durch die in einem solchen Falle eintretende grosse Verschiedenheit in ihrem indirecten Abgabensysteme aufzuheben; es erschien durch die natürlichste Rücksicht geboten, die günstige für den Zollanschluss allgemein in der betreffenden Gegend sich aussprechende Stimmung zu benutzen, um eine Massregel durchzuführen,

die gerade jenen Gegenden unvermeidliche Lasten und 1841
Opfer auferlegt, deren Druck aber, erst später und
erst dann herbeigeführt, wenn durch die That bewie-
sen worden, dass der Uebergang der fraglichen Gegen-
den zum Zollverein mit dem Hauptlande nicht als eine
nothwendige und natürliche Folge zu betrachten sei,
vielleicht veränderten Gesinnungen begegnen könnte;
und endlich waren Wir der Ueberzeugung, dass die
unerwarteten Ereignisse, welche Uns die Nothwendig-
keit auferlegten, von dem Hannoverisch-Oldenburgischen
Steuervereine Uns zu trennen, von der Art seien, dass
die Trennung nicht unvollkommen und theilweise, son-
dern ganz und entschieden sein müsse. — — —

Wir glaubten aber nicht besorgen zu müssen, dass
aus einer solchen Stellung für das Königlich Hanno-
versche Cabinet oder für irgend eine Regierung oder
auch für die öffentliche Meinung irgend ein gerechter
Grund zur Beschwerde oder Missdeutung hervorgehen
könne, denn sie erschien Uns nur als eine ganz natür-
liche und unvermeidliche Entwicklung der Verhält-
nisse, wie sie sich gestaltet hatten, Verhältnisse, die
Wir nicht willkürlich und um materieller Vortheile
willen hervorgerufen, sondern die Uns durch die Mass-
nahmen der Königlich Hannoverschen Regierung als
eine Nothwendigkeit auferlegt waren. Wenn Wir in
solcher Lage Uns vollkommen frei fühlten, für die Ver-
hältnisse des Herzogthums diejenigen Einrichtungen zu
wählen, die seinen Bedürfnissen am meisten zusagten,
so glaubten Wir, dass es von uns nicht erwartet wer-
den könne, Inconvenienzen zu berücksichtigen, die
bei der Verfolgung dieses Weges etwa für das König-
reich Hannover oder eine Provinz desselben sich erge-
ben möchten, und zwar um so weniger, als es die
Königlich Hannoversche Regierung augenblicklich in der
Hand hatte, diese Inconvenienzen zu beseitigen, indem
sie mit dem Gebietstheile, dessen Interessen gefährdet
sein mochten, dem Zollvereine sich anschloss. Die
Wahl eines solchen Auskunftsmittels schien Uns auch
für die Königlich Hannoversche Regierung mit irgend
einer Aufopferung an ihrer Autorität oder Selbständig-
keit nicht verbunden, denn wenn sie ihre Verhältnisse,
dem Besten des Landes gemäss, nach Massgabe der un-
abänderlich entstandenen Lage der Dinge ordnete, folgte
sie nur einem Impulse, welchen zu berücksichtigen keine

1841 Regierung als eine Verletzung ihres Ansehns betrachten kann.

Zu gleicher Zeit glaubten Wir aber annehmen zu dürfen, dass dem Zollvereine von keiner Seite her ein gegründeter Vorwurf werde gemacht werden können, wenn er nach dem Zutritte Braunschweigs die Verhältnisse sich entwickeln liess, wie es die Natur der Sache mit sich brachte. Der Zollverein hatte das Erbieten Braunschweigs, mit dem ganzen Lande ihm beizutreten, auch nicht im entferntesten hervorgerufen und nahm das Herzogthum in sich auf, weil er, seinen offenen verkündigten Grundsätzen gemäss, keinen Staat zurückweist, der die Aufnahme wünscht; ihn also konnte unmöglich eine Verantwortlichkeit treffen, wenn aus dieser Aufnahme Unbequemlichkeit oder Nachtheile für einen dritten Staat hervorgingen, insbesondere wenn dieser, wie schon bemerkt, es in seiner Macht hatte, diesen Unbequemlichkeiten oder Nachtheilen sofort selbst ein Ende zu machen. Dazu kommt, dass, wenn der Zollverein aus Rücksichten auf die Verhältnisse Hannovers dennoch hätte das Herzogthum zurückweisen wollen, dieses, in der Unmöglichkeit, zu den alten Verbindungen zurückzukehren und zugleich von den neuen Verbindungen, die es gesucht, abgeschnitten, in eine Stellung der Isolirung gedrängt wäre, deren Folgen auf die Nachbarländer, und überhaupt auf den Zollverein, viel nachtheiliger hätten zurückwirken müssen, als es die ungetheilte Aufnahme des Herzogthums je vermag, so dass also, wenn der Zollverein diese ungetheilte Aufnahme beschloss, er den allgemeinen Interessen nur förderlich war und ihm die Folgen nicht zugerechnet werden konnten, die unvermeidliche Nebenumstände vielleicht ausserdem mit sich führen mochten.

Wir haben bis jetzt gehofft, dass es Ihnen gelingen werde, diesen Ansichten Eingang bei dem Königlich Preussischen Gouvernement zu verschaffen, indessen sehen Wir mit Bedauern aus Ihrem Berichte vom 16. d. Mts. und dessen Anlagen, insbesondere der Note der Königlich Preussischen Herren Bevollmächtigten vom 12. d. Mts., dass das Königlich Preussische Gouvernement fortwährend von entgegengesetzten Ansichten ausgeht.

Die Königlich Preussische Regierung erklärt sich zwar bereit, die gesammten Herzoglich Braunschweigischen Lande, mit Inbegriff des Harz- und Weserdi-

stricts, in den Zollverein vom Jahre 1842 an aufzu- 1841
nehmen und in dieser Weise den Vertrag abzuschlies-
sen, sie wünscht aber, dass durch eine besondere Acte
diesseits auf die Ausführung des Vertrages hinsichtlich
der Aufnahme des gedachten Harz- und Weserdistricts
auf ein Jahr, auf das Jahr 1842, Verzicht geleistet und
dieser durch einen vielleicht unter Vermittlung Preussens
abzuschliessenden Vertrag — eine Verständigung über
die näheren Bedingungen vorausgesetzt — bei dem Han-
noverisch-Oldenburgischen Vereine belassen werde, mit
Vorbehalt der zum Besten jeder Landestheile zu stipu-
lirenden Verkehrserleichterungen mit den Braunschweig-
schen Hauptlanden.

In der Voraussetzung, dass auf ein solches, für das
alleinige Jahr 1842 zu treffendes Arrangement diesseits
eingegangen werde, verpflichtet sich der Zollverein,
nach Ablauf des Jahres den Harz- und Weserdistrict
unter allen Umständen, wenn es von Uns verlangt wird,
in den Verein eintreten zu lassen. Die Königlich Preu-
ssische Regierung rechnet darauf, dass das Königlich
Hannoversche Gouvernement während dieses einen Jah-
res sein Versprechen, dem Zollvereine beitreten zu
wollen, erfüllen und solchergestalt den Unannehmlich-
keiten definitiv vorbeugen werde, die aus der Fort-
dauer des Hannoverisch-Oldenburgischen Steuervereins
dem Zollvereine, namentlich den in demselben aufge-
nommenen westlichen Gebietstheilen des Herzogthums
gegenüber, unvermeidlich würden entstehen müssen.
Die Königlich Preussische Regierung ist des Dafürhal-
tens, dass ein solches rücksichtsvolles Verfahren den
Zollverein vor einem jeden Vorwurfe schützen werde,
wenn er, durch die unverhoffte Nichterfüllung der Han-
noverscher Seits erregten Erwartungen nach Ablauf des
Jahres in die Lage gesetzt werde sollte, mit vorzugs-
weiser Berücksichtigung seiner eigenen Lage, alle die-
jenigen Massregeln zu ergreifen, die sein Interesse er-
heischt, und erwartet endlich von der Billigkeit der
diesseitigen Regierung, dass sie bei ihrer Entschliessung
über diesen Gegenstand nicht bloss ihre eigene Lage,
sondern auch die Lage ihrer künftigen Zollverbündeten
berücksichtigen werde.

Wir glauben der Königlich Preussischen Regierung
einen besseren Beweis Unserer entgegenkommenden Ge-
sinnungen nicht geben zu können, als wenn Wir, mit

1841 Hintansetzung Unserer eigenen Ansicht, auf den Vorschlag Derselben, jedoch mit dem einzigen Vorbehalte, eingehen, dass zu der Voraussetzung, auf welcher der ganze Vorschlag beruhet, Königlich Hannoverscher Seits eine bestimmtere Veranlassung gegeben werde, als es bis jetzt geschehen ist.

Jene Voraussetzung ist die, dass, wie die Königlich Preussische Note vom 12. d. Mts. selbst enthält, die Königlich Hannoversche Regierung während des Jahres 1842 die Hindernisse, welche ihrem Zollanschlusse entgegenstehen, beseitigen und ihren Wunsch, sich dem Zollvereine anzuschliessen, und die Verhandlungen deshalb so früh als möglich zu eröffnen, erfüllen werde.

In der Protocollarerklärung der Königlich Hannoverschen Bevollmächtigten vom 6. d. Mts. finden wir indessen nur die Erwartung ausgedrückt, man werde der Königlich Hannoverschen Regierung zutrauen, dass sie theils in den günstigen Wirkungen des Zollvereins, theils in den freundschaftlichen Verhältnissen zu Preussen die dringende Veranlassung finde, sich dem Vereine anzuschliessen, sobald nicht mehr Gründe von überwiegender Wichtigkeit sie davon zurückhielten. Es wird, unter Berufung auf die Notorietät der Thatsachen, erklärt, dass dergleichen Gründe jetzt vorhanden seien und dass ihre Beseitigung von der Königlich Hannoverschen Regierung nicht abhängen, dergestalt, dass selbst der Wunsch, zu einer Vereinbarung über den Anschluss zu gelangen, nicht nur als nutzlos, sondern sogar geradezu als zweckwidrig erscheinen müsse, weshalb auch die Königl. Regierung nicht vermöge, über die Zeit, wenn diese Hindernisse aufhören würden, sich bestimmter zu äussern.

In dem Schreiben der Königlich Hannoverschen Commissarien vom 10. d. Mts. ist sodann unter erneuerter Hinweisung auf diese Hindernisse der Wunsch derselben Namens ihrer Regierung ausgedrückt, dass von den beiden ihnen gezeigten Alternativen die eine, nämlich das Verbleiben des Harz- und Weserdistricts im Hannoverisch-Oldenburgischen Vereine während des Jahres 1842 gewählt werden möge, indem, wenn die Königlich Preussischer Seits ausgesprochene Hoffnung, dass während dieses Jahres die Verhandlungen und Einteilungen wegen des Anschlusses Hannovers an den Zoll-

verein vorbereitet würden, sich bestätigen sollte, eine 1841 mit bedeutenden Kosten und Schwierigkeiten verbundene Abänderung der bisherigen Verhältnisse vermieden würde, im Falle der Nichterfüllung jener Hoffnung aber immer die nöthige Zeit gewonnen werden würde, um die dann erforderlichen Einrichtungen genügend vorzubereiten.

Dieser letztere Zusatz schwächt bedeutend die günstigen Folgerungen, die aus der unter den beiden Alternativen Königlich Hannoverscher Seits getroffenen Wahl hergeleitet werden könnten. Die Hindernisse selbst aber, welche notorischer Weise jetzt dem Zollanschlusse entgegenstehen sollen, ohne dass die Königlich Hannoversche Regierung sie zu beseitigen vermöchte, sind so wenig bezeichnet, dass sich gar nicht beurtheilen lässt, ob die gedachte Regierung nach Ablauf des Jahres 1842 sie werde beseitigt haben, oder als beseitigt betrachten, und überhaupt ist nicht sowohl von der Benutzung des Jahres 1842 zur baldmöglichsten Anknüpfung von Verhandlungen, als vielmehr nur von Vorbereitung zu den Verhandlungen und Einleitungen wegen des Zollanschlusses die Rede.

Wir können die Besorgniss nicht unterdrücken, dass unter solchen Umständen die Königlich Hannoversche Regierung das Jahr 1842 verstreichen lassen könnte, ohne ernstlich gemeinte Schritte wegen ihres Zollanschlusses zu thun; sie würde durch die einfache Erklärung, dass die Hindernisse noch fort dauerten, sich jeder Verpflichtung überhoben erachten können und vielleicht erwarten, dass die Ausgleichung der Missverhältnisse alsdann immer noch zeitig genug durch den Abschluss eines Vertrages über Zoll- und Verkehrserleichterungen herbeigeführt werden könne.

Alsdann aber würde gerade der sehr ungünstige Fall eintreten, welchem Wir durch die sofortige Mitaufnahme der westlichen Gebietstheile in den Zollverein vorzubeugen bemüht gewesen sind; diese Gebietstheile würden ihren Miübergang in den Zollverein nicht mehr als eine nothwendige Folge des Anschlusses des übrigen Theiles des Landes betrachten, sie würden die Lage, die sich ihnen in der Zwischenzeit durch nothwendigerweise zuzugestehende Verkehrserleichterungen bereitet hätte, als bequemer und zusagender betrachten, und leicht könnten sie die Schwierigkeiten, die der Eintritt

1841 in den Zollverband ihnen auferlegen würde, nicht mehr als ein mit ihren eigenen Interessen eng verbundenes Opfer, sondern als eine Last ansehen, die sie um fremder Zwecke willen auf sich zu nehmen genöthigt werden sollten.

Wir sind überzeugt, dass die erleuchtete Königlich Preussische Regierung es keineswegs unangemessen finden wird, wenn Wir in der Erklärung des Königlich Hannoverschen Gouvernements wenigstens einige Gewissheit dafür suchen, dass diese und andere von Uns besorgte Nachtheile nicht eintreten werden.

Wir erkennen sehr wohl, dass es unbillig sein würde, von jener Regierung eine Erklärung zu erwarten, dass sie binnen dem Jahre 1842 ihren Anschluss an den Zollverein selbst bewerkstelligen wolle, denn eine solche Erklärung würde ihr die nöthige Freiheit rauben, jenen Anschluss unter Bedingungen herbeizuführen, die sie als nothwendig für das Wohl ihrer Unterthanen betrachten mag, aber ein Versprechen, dass sie, gerade wie es die Königlich Preussische Note ausdrückt, die Verhandlungen sobald als möglich beginnen wolle, um während des genannten Jahres ihren eventuellen Anschluss an den Zollverein vollständig vorbereiten zu können, wird von ihr mit allem Rechte und mit Schonung jeder Rücksicht zu fordern stehen. Durch eine solche Zusage bindet sich die Königlich Hannoversche Regierung in keiner auf das Resultat der Verhandlungen selbst sich beziehenden Hinsicht die Hände, sie spricht offener Weise nur aus, was Königlich Preussischer Seits schon jetzt als der eigentliche Sinn ihrer bisherigen Erklärungen betrachtet wird und kann in einer solchen unumwundenen Sprache keineswegs eine Beinträchtigung ihres Ansehens finden, da ihre Zusagen andere Regierungen zur Ergreifung wichtiger, von ihr selbst gewünschter Massregeln führen sollen. Endlich dürfte auch wohl kein Hinderniss gedacht werden können, das der Könighchen Regierung die Freiheit raubte, Verhandlungen nach ihrem Ermessen zu beginnen.

Wir sind daher bereit, alle Unsere Bedenken fallen zu lassen und die Königlich Preussischer Seits gemachten Vorschläge anzunehmen, wenn die Königlich Hannoversche Regierung, unter Vermittelung des Königlich Preussischen Gouvernements, das Versprechen ertheilen will, dass, insofern die diesseitigen westlichen

Gebietstheile in ihrem Steuervereine für das Jahr 1842, 1841 unter demnächst näher zu verabredenden Bedingungen, belassen würden, sie diese Zeit benutzen wolle, um den von ihr gewünschten Anschluss an den Zollverein zu bewerkstelligen und hierzu die Verhandlungen sobald es möglich zu eröffnen.

Würde, wie Wir mit Gewissheit hoffen, die Königlich Preussische Regierung sich geneigt erklären, auf diese Vorschläge einzugehen, so würde dem gewünschten baldigen Abschlusse des Vertrages, wonach das ganze Herzogthum, mit Einschluss des Harz- und Weser-Districtes, vom Anfange des Jahres 1842 an in den Zollverein eintritt, ein erhebliches Hinderniss nicht weiter im Wege stehen, und es würde dann gleichzeitig eine besondere Stipulation aufzunehmen sein, wonach die diesseitige Regierung sich verpflichtet, während des Jahres 1842 die wirkliche Aufnahme des Harz- und Weser-Districtes in den Zollverein nicht zu verlangen, diesen vielmehr noch während dieses einen Jahres in dem Hannoverisch-Oldenburgischen Steuerverein zu belassen, wenn vor der Ausführung Unseres Accessionsvertrages nur bis zu einem gewissen festzusetzenden Zeitpunkte die Königlich Hannoversche Regierung das so eben von Uns bezeichnete Versprechen abgibt, unter der ausdrücklichen Voraussetzung jedoch, dass nach Ablaufe dieses Jahres dem wirklichen Eintritte jener diesseitigen Gebietstheile in den Zollverein, wenn Wir ihn wünschen, unter keinerlei Umständen irgend ein Hinderniss entgegengesetzt werden solle. Die Bestimmung des Zeitpunktes, bis zu welchem eine solche Erklärung von Seiten Hannovers zu erwarten sein würde, wollen wir gern dem Ermessen der Königlich Preussischen Regierung überlassen.

Wir autorisiren Sie nun hiernach, sobald als möglich den Königlich Preussischen Herrn Bevollmächtigten eine Erklärung abzugeben, und finden nichts dagegen zu erinnern, dass Sie, wenn es nach Lage der Sache angemessen erscheinen sollte, Vorstehendes Demselben wörtlich mittheilen. — — —

1841

III.

Auszug aus einem Rescripte des Herzogl. Staats-Ministeriums zu Braunschweig vom 12. October 1841 an den Herrn Finanz-Director und Geheimen Legationsrath v. Amsberg, und den Herrn Minister Residenten, Oberstlieutenant und Kammerherrn v. Röder in Berlin.

Nachdem Wir Ihren Bericht vom 10. d. M. über die zu treffende Vereinbarung wegen der Belassung der westlichen Theile des Herzogthums in dem Hannover-Oldenburgschen Steuer-Vereine während des Jahres 1842 und die deshalb weiter erforderlichen Einrichtungen einer genauern Erwägung unterzogen, ertheilen Wir Ihnen darauf folgende Instruction:

Wenn Wir überhaupt Uns damit einverstanden erklären, dass die westlichen Gebietstheile noch auf Ein Jahr in dem Hannover-Oldenburgschen Vereine gelassen werden, so bringen Wir ein wesentliches Opfer Unserer vom Beginn der Verhandlungen an ausgesprochenen und von den triftigsten Motiven unterstützten Ansicht, dass der Anschluss des Herzogthums an den Zollverein sich auf alle Theile seines Gebiets erstrecken müsse und bringen es darum, damit der baldige Anschluss des Königreiches Hannover an den Zollverein dadurch befördert werden möge. Für die Erreichung dieses Zweckes muss also wenigstens die Wahrscheinlichkeit vorhanden sein. Diese Wahrscheinlichkeit finden Wir nicht hinlänglich begründet, wenn die Königl. Hannoversche Regierung eben so, wie es in dem §. 1. des übersandten Entwurfes ausgedrückt ist, ihre Geneigtheit erklärt, während des Jahrs 1842 die Hindernisse, welche dem Anschlusse des Königreiches an den Zollverein zur Zeit entgegenstehen, aus dem Wege zu räumen. Denn wenn die Königl. Hannoversche Regierung alsdann jene Hindernisse beseitigt oder auch nur den Versuch dazu gemacht hat, so hat sie sich ihres Versprechens vollständig entledigt, ohne dass damit ein weiterer Schritt zur Erreichung des Ziels gethan wäre. Man kann Hindernisse einer Sache beseitigen, ohne darum die Sache selbst zu thun, und wenngleich die Königlich Hannoverschen Commissarien früher laut des Protocolles vom 6. v. M. erklärt haben: man dürfe ihrer Regierung zutrauen, dass sie in den wichtigen

Ergebnissen des Zollvereines, so wie in den freundschaftlichen Verhältnissen zu Preussen die dringende Aufforderung finden werde, sich dem Vereine anzuschliessen, so können Wir in einem solchen allgemeinen Ausspruche, von dem Wir wenigstens zu wissen glauben, dass er wenige Wochen vorher zu Hannover nicht die leitende Ansicht war, keine bündige Zusage finden, den Beitritt zum Zollvereine wirklich bewirken, oder gar binnen einer gewissen Zeit herbeiführen zu wollen.

Wenn Wir Uns nun aber verpflichten sollten, die Ausführung des Vertrages wegen des Beitritts zum Zollvereine hinsichtlich der westlichen Gebietstheile auf ein Jahr dann zu suspendiren, wenn die Hannoversche Regierung eine Erklärung abgibt, in welcher nach Unserer übereinstimmenden Ansicht mit Preussen die Zusage enthalten ist, während des Jahres 1842 die Hindernisse aus dem Wege räumen zu wollen, welche dem Anschlusse des Königreiches Hannover an den Zollverein entgegenstehen, so würden Wir, wenn eine solche Erklärung deutlich erfolgt, Unsere Uebereinstimmung in der Ansicht, dass eine solche Thatsache vorliege, aussprechen müssen, und doch haben Wir Ihnen eben gezeigt, dass damit für Unsere Absicht noch nichts erreicht ist. Es trifft also keinesweges zu, was Sie in Ihrem Berichte anführen, dass die demnächstige Auslegung der zu erwartenden Erklärung Uns gegen das Verfehlen Unserer Absicht genügend sichere, und allerdings ist daher der Wortlaut der hier aufzunehmenden Stipulation von der allergrössten Wichtigkeit.

Es ist Uns im höchsten Grade unangenehm, in diesem Punkte eine von der Königl. Preussischer Seits geäusserten Ansicht abweichende Meinung hegen und die Discussion darüber noch länger fortsetzen zu müssen, zumal da jeder Tag für die den Anschluss vorbereitenden Massregeln ein fast unersetzlicher Verlust ist, aber dieser Gegenstand ist zu wichtig, als dass Wir ihn wider Unsere Ueberzeugung aufgeben könnten.

Neben den eben angeführten Rücksichten müssen Wir Ihre Aufmerksamkeit noch auf einen andern Gesichtspunkt lenken, der ebenfalls von nicht geringer Bedeutung ist.

Die fragliche Uebereinkunft muss natürlicher Weise der Ständerversammlung mitgetheilt werden, bei wel-

1841 cher sie ohnfehlbar eine grosse Aufmerksamkeit und lebhaft Discussion erregen wird. Nichts ist gewisser, als dass sofort die Frage entstehen wird, welche noch zur Zeit entgegenstehende Hindernisse es sind, die von der Königlich Hannoverschen Regierung beseitigt werden sollen; und Wir werden die Beantwortung dieser Frage nicht ablehnen können, da sie zur Sache gehört und auf die Beurtheilung des Gegenstandes selbst, nämlich der Frage, welche Stellung den westlichen Gebiets-theilen während des Jahrs 1842 zu geben sei, vom grössten Einflusse ist, mithin die Stände in ihrem Rechte sind, wenn sie ihre zustimmende Erklärung so lange zurückhalten, bis ihnen genügender Aufschluss gegeben ist. Die Königl. Hannoverschen Bevollmächtigten selbst aber haben diese Hindernisse nicht näher angegeben, sie haben sich nur auf ihre Offenkundigkeit, mithin auf Verhältnisse bezogen, die in der allgemeinen Lage des Landes gesucht werden müssen. Auf diesen Punkt aber die Discussion zu führen, würde im höchsten Grade unangemessen sein — — — — —

Deshalb muss der Beitritt des Landes zum Zollverein entweder vollständig geschehen, oder, wenn dennoch eine vorübergehende Verschiedenheit in den Verhältnissen desselben eintreten soll, so muss diese wenigstens aus Gründen erfolgen, die sich klar und verständlich darstellen.

Wir hoffen deshalb, dass es bei den Königl. Hannoverschen Herren Bevollmächtigten, welchen Sie diese Unsere Bedenken vortragen werden, keinem Anstande unterliegen wird, die folgende Stelle in dem §. 1. des Entwurfes.

„während dieses Zeitraumes die Hindernisse, welche dem Anschlusse des Königreiches Hannover zur Zeit entgegenstehen, aus dem Wege zu räumen“ durch die folgenden Worte:

„sich während dieses Zeitraumes mit den Staaten des Zollvereines über den Anschluss des Königreiches Hannover an denselben zu verständigen“ zu ersetzen und glauben auf die baldigste Erwirkung des Einverständnisses hierüber um so mehr rechnen zu dürfen, als das Königl. Preussische Gouvernement in der an die Königl. Hannoverschen Commissarien unterm 5. d. M. gerichteten Note Unseren Wunsch bereits zu erkennen gegeben hat, die Zusage Seitens der

Königl. Hannoverschen Regierung zu erhalten, dass sie 1841 das Jahr 1842 benutzen wolle, um den Anschluss Hannovers an den Zollverein zu bewerkstelligen und hiezu die Verhandlungen sobald als möglich zu eröffnen.

Sobald durch den Beitritt der Königlich Preussischen Herren Bevollmächtigten zu dieser Modification das erwünschte Einverständniss über diesen Punkt erreicht sein wird, stehen der Vollziehung der Verträge und auch der vorliegenden Uebereinkunft wegen der westlichen Gebietsheile keine weiteren Bedenken mehr entgegen, indem Wir gegen die übrigen Stipulationen der letzteren keine Erinnerungen zu machen haben.

Ueber den Erfolg Ihrer hiernach weiter zu thunenden Schritte sehen Wir Ihrem unverzüglichem Berichte entgegen.

95.

Notes des Commissaires Prussiens adressées à ceux du Duc de Brunswick, relativement à l'accession du duché de Brunswick à l'association douanière prussienne.

I.

Note der Königl. Preussischen Commissarien (Eichmann und Pochhammer) an die Herzogl. Braunschweigischen (Finanzdirektor und Geh. Legations-Rath v. Amsberg und den Herzogl. Braunschweig. Minister-Residenten v. Röder), datirt Berlin, 12. September 1841.

Der Zollverein, und Preussen im Namen desselben, hat keinen Augenblick darüber geschwankt, Braunschweig auf die erste Aeusserung seines Wunsches dem Vereine beizutreten, in denselben aufzunehmen. Allein niemals hat man sich auch die Schwierigkeiten verhehlt, welche im Verhältnisse zum Königreiche Hannover aus der Aufnahme der gesammten Braunschweigischen Lande, auch des Harz- und Weser-Distrikts, entstehen würden, Schwierigkeiten und Missstände, deren Vermeidung

1841 dung im Interesse des Zollvereins, so wie Braunschweig und Hannovers gleich erwünscht seyn muss, und deren Beseitigung durch ein blosses Zollkartel mit Zoll- und Verkehrs-Erleichterungen sich nur zum geringen Theile erreichen lässt.

Die Verträge vom 1sten November 1837 waren der erste Schritt grösserer Annäherung zwischen dem Zoll- und Steuervereine. Ew. etc. ist bewusst, welchen grossen Werth man an sich und insbesondere in dieser Beziehung auf jene Verträge gelegt hat. Nur aus formellen Gründen wurden dieselben gekündigt, über ihre Erneuerung bestand Einverständniss und die Verhandlungen darüber sollten beginnen, als Braunschweig seinen Austritt aus dem Steuervereine, so wie seines Wunsch sich dem Zollvereine anzuschliessen, erklärte.

Die gewichtigen Folgen dieses Schrittes, zunächst in Bezug auf die Fortsetzung der Verträge vom 1sten November 1837 wurden in dem Schreiben vom 22sten Juni d. J. Preussischer Seits dem Königlich Hannoverischen Kabinets-Ministerium dargelegt. Preussen hat es sich seit dem ersten Entstehen des Zollvereins zum Gesetz gemacht, keinem Bundesstaate Deutschlands den Eintritt in den Verein zu verwehren, aber auch keinen dazu einzuladen. Preussen ist auch nicht gemeint von dieser Richtschnur seines Verhaltens Hannover gegenüber, abzuweichen, allein die von Braunschweig so unerwartet herbeigeführte Lage des Zoll- und Steuervereins bot von selbst Betrachtungen dar, mit denen zurückzuhalten kein Grund war. Es stellten sich die Fragen:

werden Hannover und Oldenburg allein den Steuerverein fortsetzen, oder sind diese Staaten Willens, in einer schon durch die Wichtigkeit des Schrittes bedingten, aber auch nicht langen Frist dem Zollvereine beizutreten,

oder möchte Hannover, wenn der Steuerverein fortgesetzt wird, die nach dem Zutritt Braunschweigs zum Zollvereine ganz enklavirten Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen dem Zollvereine zuweisen und dadurch eine allen Nachbarstaaten gleich konvenirende Zollgrenze herstellen?

Die Preussische Regierung hat nicht Anstand genommen beide Fragen der Königlich Hannoverischen Regierung zur Erwägung zu stellen und sich anheischig

zu machen, Falls Hannover Willens sey, sich dem 1841 Zollvereine anzuschliessen, seine Bemühungen dahin zu richten, die Herzoglich Braunschweigische Regierung zu bewegen, den Harz- und Weser-Distrikt für die nächste Zukunft bei dem Steuervereine zu belassen.

In dem Antwortschreiben vom 17ten Juli d. J. ergriff die Königlich Hannoverische Regierung diese letztere sehr bedingte Zusage mit Lebhaftigkeit, erklärte sich zugleich entschieden gegen eine Sonderung des südlichen Theils des Königreichs von dem Zollsysteme des Hauptlandes, sprach sich über die Absicht Hannovers, dem Zollvereine beizutreten, sehr unbestimmt aus, stellte auf eine hier nicht verständliche Weise nur eine grössere Annäherung beider Steuersysteme in Aussicht, und zeigte sich bereit, die Verhandlungen wegen Erneuerung der Verträge vom 1sten November 1837 sogleich zu beginnen.

Die mündlichen Aeusserungen gegen die hier anwesenden Königlich Hannoverischen Kommissarien über die geringe Befriedigung, welche die Preussische Regierung bei dieser Antwort empfand, haben die Erläuterungen herbeigeführt, welche in dem abschriftlich anliegenden Konferenz-Protokoll vom 6. d. M. niedergelegt sind; die Königlich Hannoverische Regierung tritt der Sache dadurch bedeutend näher.

Ew. etc. ist hievon in der Konferenz vom 8ten d. M. ausführliche Mittheilung gemacht.

Die Königlich Hannoverische Regierung hat zu erkennen gegeben, es sey ihr Wunsch, dem Zollvereine beizutreten, zugleich aber, dass, durch sie nicht zu beseitigende, zum Theil notorische Hindernisse vorlägen, welche sie ausser Stand setzten, zur Zeit diesen Wunsch zu erfüllen, dass auch Aenderungen im Zollvereins-Tarife diesen Beitritt bedeutend erleichtern würden. — Ueber solche Aenderungen lässt sich besonders verhandeln. — Königlich Hannoverischer Seits wird aber der Antrag wiederholt, Preussen möchte vermitteln, dass, so lange beide Steuersysteme noch neben einander beständen, der Braunschweigische Harz- und Weser-Distrikt bei dem Steuervereine belassen werde.

Mit Berufung auf Ihre Instruktionen erklärten Ew. etc. sofort, dass auch nach den gegebenen Erläuterungen bei der gänzlichen Uebestimmtheit, ob und noch mehr wann Hannover dem Zollvereine sich anschliessen

1841 werde, die Herzoglich Braunschweigische Regierung auf jenen Antrag nicht eingehen könne.

Von der Ablehnung jenes Antrags den Königlich Hannoverischen Kommissarien Mittheilung zu machen, haben sich die Unterzeichneten durch die abschriftlich anliegende Note vom 9ten d. M. beeilt, sie haben sich aber auch verpflichtet gehalten, auf andere vermittelnde Vorschläge zu denken, welche der Schluss ihrer Note enthält.

Nach der gleichfalls abschriftlich anliegenden Note der Königlich Hannoverischen Kommissarien vom 10ten d. M. sind dieselben ermächtigt, den einen dieser Vorschläge anzunehmen, der dahin geht,

dass der Braunschweigische Harz- und Weser-Distrikt für das Jahr 1842 noch bei dem Steuervereine verbleibt, um der Königlich Hannoverischen Regierung Zeit zu gewähren, die Hindernisse zu beseitigen, welche sie abhalten, Verhandlungen wegen ihres Beitritts zum Zollvereine zu eröffnen.

Der Zweck der gegenwärtigen Note ist, diesen Vorschlag näher zu erläutern, und dessen Annehmlichkeit für alle Betheiligten, zunächst für die Herzoglich Braunschweigische Regierung darzuthun.

Es ist fortdauernd die Absicht der Preussischen Regierung, die gesammten Herzoglich Braunschweigischen Lande (abgesehen von einigen Enklaven) in den Zollverein aufzunehmen, und in dieser Art Namens des Vereins den Vertrag abzuschliessen. Die Aufnahme erstreckt sich auch auf den Harz- und Weser-Distrikt, und der Vorschlag besagt nur, diesen Distrikt durch einen besonderen, vielleicht unter der Vermittelung Preussens abzuschliessenden Vertrag — vorausgesetzt eine Verständigung über die näheren Bedingungen — bei dem Steuervereine zu belassen. Vorbehalten bleiben dabei Verkehrs-Erleichterungen jenes Landestheils mit dem Braunschweigischen Hauptlande.

Der Zollverein muthet hiernach der Herzoglichen Regierung eine Sonderung des Harz- und Weser-Distrikts von dem Zollsysteme des Hauptlandes nicht für beständig, nicht für eine Reihe von Jahren, nicht auf unbestimmte Zeit, sondern für ein einziges Jahr, für das nächste Jahr 1842 zu, und der Zollverein verpflichtet sich nach Verlauf dieses Jahres auf Verlangen der Herzoglichen Regierung den Harz- und Weser-Distrikt unter allen Umständen in den Verein aufzunehmen.

So weit die Unterzeichneten die Verhältnisse kennen, 1841 besorgen sie hievon materiellen Nachtheil für die Herzoglichen Unterthanen auf keine Weise; nur der Genuss der Vortheile, welchen die Aufnahme in den Zollverein auch diesem Theile der Herzoglichen Lande gewähren soll, bleibt auf ein Jahr ausgesetzt. Allein so lange Hannover sich vom Zollvereine fern hält; sind solche Vortheile nicht ohne Opfer zu erlangen.

Soll dem verderblichen Schleichhandel nicht Thor und Thür geöffnet werden, so muss der Harz- und Weser-Distrikt ganz als Grenzbezirk bewacht und behandelt werden, man wird selbst gegen das östlich und westlich anstossende Zollvereinsgebiet die Kontrollen schärfen müssen; viele lästige Beschränkungen des Verkehrs bleiben dadurch unvermeidlich.

Von der Billigkeit der Herzoglichen Regierung ist man aber überzeugt, dass sie nicht bloss ihre eigene Lage, sondern auch die Lage ihrer künftigen Zollverbündeten berücksichtigen wird.

Nach den Erklärungen, wie sie Königlich Hannoverischer Seite unter dem 6ten und 10ten d. M. abgegeben sind, wird der Wunsch Hannovers, sich dem Zollvereine anzuschliessen, unumwunden ausgesprochen. Die Preussische Note vom 9ten d. M. lässt Hannover die Wahl zwischen zwei Vorschlägen; nach dem einen soll der Harz- und Weser-Distrikt in den Zollverein sofort aufgenommen, aber eine Einrichtung getroffen werden, um die Verkehrsverhältnisse zwischen diesem Distrikte und den Hannoverischen Landen dauernd, wenigstens auf mehrere Jahre freundschaftlich zu regeln, um die freilich unvermeidlichen Unbequemlichkeiten möglichst zu erleichtern; — nach dem anderen Vorschlage soll der status quo aber nur auf ein einziges Jahr aufrecht erhalten werden, mit der ausdrücklich ausgesprochenen Hoffnung, die Königlich Hannoverische Regierung werde in diesem Jahre die Hindernisse, welche dem Zoll-Anschlusse entgegenstehen, beseitigen. Indem die Königlich Hannoverische Regierung diesem letzteren Vorschlage entschieden den Vorzug giebt, bestätigt sie durch die That den von ihr erklärten Wunsch, sich dem Zollvereine anzuschliessen und die Verhandlungen zu diesem Zwecke so früh als möglich zu eröffnen.

Nichts erscheint natürlicher, als während dieser

1841 verhältnismässig sehr kurzen Zeit den Harz- und Weser-Distrikt beim Steuervereine zu belassen, um den Bewohnern des Distrikts lästige Verkehrs-Beschränkungen, eine Folge der Grenzbewachung und der Einrichtungen des Zollvereins, diesen letzteren aber sehr beträchtliche Kosten zu ersparen, während nach dem Zutritt Hannovers zu dem Zollvereine, zu demselben der Harz- und Weser-Distrikt ganz als Binnenland ohne alle Beschwerde und ohne alle Kosten übergeht.

Ginge man auf diesen Vorschlag nicht ein, so würde die Königlich Hannoverische Regierung sich mit Recht über Unbilligkeit beklagen. Hannover würde sich vor seinen Unterthanen und vor ganz Deutschland darauf berufen, dass die Regierung den Wunsch, dem Zollvereine beizutreten, zu erkennen gegeben habe, dass man ihr aber nicht habe Zeit lassen wollen, Hindernisse, welche mit Zustimmung vieler als notorisch bezeichnet werden, zu beseitigen, ihre Verhältnisse mit Ruhe zu erwägen, die Verhandlungen über einen so wichtigen, so verwickelten Gegenstand ohne Uebereilung zu führen, dass man Hannover endlich ohne Noth, ohne eigene überwiegende Vortheile in bedeutende Kosten und unangenehme Weiterungen gestürzt habe. Durch solche nicht unbegründete Klagen und durch die Zoll-Einrichtungen im Harz- und Weser-Distrikte, welche den Verkehr der Hannoverischen Lande nothwendig belästigen müssen, wird sich die öffentliche Meinung in Hannover, und es steht zu fürchten, in ganz Deutschland, gegen den Zollverein erklären. Der Zoll-Verein hat seine Freunde, aber auch stets, wie jedes grossartige, segensreiche Unternehmen seine Gegner gehabt; diese letzteren werden in Hannover und in ganz Deutschland ihre Stimmen erheben; zu den gerechten Klagen werden auch viele ungerechte kommen, man wird die Gemüther gegen den Zollverein einnehmen, und der so wünschenswerthe Beitritt der noch isolirt stehenden Staaten Norddeutschlands zum Zollvereine wird hintertrieben werden.

Nimmt der Zollverein aber einen Vorschlag an, welchen Hannover selbst seinen Verhältnissen am meisten zuträglich hält, in der ausgesprochenen Absicht, der Königlich Hannoverischen Regierung Zeit zu lassen, die ihrem Beitritt zum Zollvereine entgegenstehenden Hindernisse zu beseitigen, so muss jedem einleuchten, dass

der Zollverein Hannover bei der eigenthümlichen Lage, 1841 in der sich dieser Nachbarstaat befindet, auf das rück-sichtsvollste behandelt, dass von einem Zwange und den gehässigen Mitteln dazu, von einem Zoll-Kriege nicht die Rede ist, dass man im Gegentheile alles vermeiden will, was für Hannover Verlegenheiten bereiten könnte.

Durch ein Benehmen, welches so alle Verhältnisse des Nachbarstaats schont, muss der Zollverein alle Wohlgesinnte in Hannover und in ganz Deutschland gewinnen.

Sollten nach Ablaufe des Jahres 1842 die gehegten Erwartungen nicht erfüllt werden, sollte Hannover dieses Jahr unbenutzt lassen, um wie die Note vom 10ten d. M. andeutet, die Verhandlungen und Einrichtungen wegen des Anschlusses an den Zollverein vorzubereiten, so bleibt dann vorbehalten, dass der Zollverein mit vorzugewisser Berücksichtigung seiner eigenen Lage alle diejenigen Maassregeln ergreift, welche sein Interesse erheischt.

Schliesslich dürfen die Unterzeichneten Ew. etc. nicht vorenthalten, dass mehrere Staaten des Zollvereins in der Hoffnung des baldigen Beitritts Hannovers und in dem Wunsche, in Deutschland alles fern zu halten, was einer Störung der freundschaftlichen Verhältnisse ähnlich sieht, auch in Hinblick auf die grossen Kosten, welche der Zollverein, wie man glaubt, ohne Frucht aufwenden müsste, die Erwartung ausgesprochen haben, es werde Braunschweig gefallen, seinen Harz- und Weser-Distrikt einstweilen beim Steuerverein zu belassen. Die Preussische Regierung theilt diese Erwartung und darf sich mit Zuversicht der Hoffnung hingeben, dass je bereitwilliger Preussen allen Wünschen Braunschweigs bei den Anschluss-Verhandlungen entgegengekommen ist, um so weniger Braunschweig anstehen wird, einen Wunsch des Zollvereins zu erfüllen, dem, so viel erhellt, Braunschweigische Interessen nicht entgegenstehen, und von dessen Erfüllung sehr erspriessliche, von dessen Ablehnung sehr unerfreuliche Folgen vom Zollvereine erwartet werden.

Bei der vorgerückten Zeit im Jahre haben die Königlich Hannoverischen Kommissarien um eine baldige Rückäusserung der Herzoglich Braunschweigischen Regierung gebeten; indem die Unterzeichneten sich dieser

1841 Bitte anschliessen, benutzen sie mit grossem Vergnügen diesen Anlass, Ew. etc. den Ausdruck ihrer vorzüglichen Hochachtung zu erneuern.

Berlin, den 12ten September 1841.

(gez.) EICHMANN. POCHHAMMER.

II.

Note der Königl. Preussischen Kommissarien an die Herzogl. Braunschweigischen, datirt Berlin, 25. Oktober 1841.

Die Unterzeichneten haben sich beehrt, Ew. etc. durch ihre ergebene Note vom 5ten d. M. zu benachrichtigen, dass die Königlich Hannoverischen Kommissarien unter demselben Tage davon in Kenntniss gesetzt sind, die Herzoglich Braunschweigische Regierung fände in den zeitherigen Erklärungen der Königlich Hannoverischen Regierung noch nicht diejenigen beruhigenden Zusicherungen, durch welche sie sich bewogen fühlen könne, den Harz- und Weser-Distrikt für das Jahr 1842 bei dem Hannover-Oldenburgischen Steuerverein zu belassen. Beim Abschluss des Vertrages vom 19ten d. M. wegen Beirritts des Herzogthums Braunschweig zum Zollvereine ist deshalb in einem Separat-Protokoll vorgesehen und verabredet, dass jener Distrikt, welcher nach dem Vertrag selbst in den Zollverein schon aufgenommen ist, dann, wenn die Königlich Hannoverische Regierung in jener Beziehung eine für genügend zu erachtende Erklärung abgebe, für das Jahr 1842 aus dem Zollverein noch ausgeschlossen und dem Steuerverein unter den demnächst zu verabredenden Bedingungen angeschlossen bleiben sollte.

Unter dem 23sten d. M. ist nun den Unterzeichneten Seitens der Königlich Hannoverischen Kommissarien eine Note zugegangen, in welcher Namens der Königlich Hannoverischen Regierung in der Hauptsache wörtlich Folgendes erklärt wird:

„Vertrauend auf diese Versicherungen hat die gewünschte Zusage über die baldthunlichste Eröffnung von Verhandlungen wegen des Beitritts Hannovers zu dem Zollverein um so weniger besondere Bedenken finden können, da dieselbe im Wesentlichen schon in der früheren Erklärung vom 6ten v. M. lag, indem dieselbe nur dagegen sich aussprach, dass im Vor

aus ein bestimmter Zeitpunkt für den Anfang der 1841 Verhandlungen festgesetzt werde . . ."

„Indem die Unterzeichneten diesem noch die Bemerkung hinzufügen, dass die erforderlichen Untersuchungen und Prüfungen förderndst werden begonnen werden, und dass die Königlich Hannoverische Regierung es sich wird angelegen seyn lassen, die Hindernisse, welche den Beginn der Verhandlungen verzögern und der Erreichung einer Vereinbarung sich entgegenstellen, so viel in ihren Kräften steht zu beseitigen, erneuern sie . . ."

In Verbindung mit den Ew. etc. mitgetheilten Königlich Hannoverischen Erklärungen vom 6ten und 10ten v. M. erhält die Königlich Preussische Regierung aus der Note vom 23sten d. M. mit Genugthuung die Ueberzeugung, dass die Königlich Hannoverische Regierung den ernstesten Willen hat, dem Zollverein beizutreten und baldthunlichst deshalb Verhandlungen anzuknüpfen.

Wollte die Königlich Hannoverische Regierung den Verhandlungen selbst nicht präjudiziren, und dies dürfte nicht erwartet werden, so konnte sie nicht füglich sich mit grösserer Bestimmtheit erklären, auch abgesehen davon, dass die Königlich Hannoverische Regierung wohl dafür halten mag, gerade in gegenwärtiger Zeit zur besonderen Vorsicht aufgefordert zu seyn. Dagegen geht aus den Aeusserungen der Königlich Hannoverischen Kommissarien hervor und sie berufen sich dabei ausdrücklich auf ihre Instruktionen, dass die Königlich Hannoverische Regierung wünscht, sofort einleitende vertrauliche Besprechungen zu veranlassen, um sich über diejenigen Gegenstände zu verständigen, welche bei den Zollanschluss - Verhandlungen hauptsächlich in Betracht kommen müssen. Als solche werden bezeichnet: Tarif-Positionen gewisser überseeischer Produkte, deren Ermässigung man für nothwendig hält, und gewisse Einkünfte der Königlich Hannoverischen Kassen, welche man auch als Mitglied des Zollvereins beibehalten will. Die Königlich Hannoverischen Kommissarien sind angewiesen, über den ersteren, so sehr wichtigen Gegenstand ungesäumt mit dem hier anwesenden Grossherzoglich Oldenburgischen Kommissarius, Geheimen Hofrath Jansen, in Kommunikation zu treten.

Verhandlungen, durch welche der Beitritt zum Zoll-

1841 verein am geeignetsten vorbereitet wird, sollen daher Königlich Hannoverischer Seits schon gegenwärtig beginnen.

Die Unterzeichneten halten sich überzeugt, auch die Herzoglich Braunschweigische Regierung werde zu dem in dem Separat-Protokoll vom 19ten d. M. vorgesehenen Zwecke die Königlich Hannoverischer Seits gemachten Eröffnungen für genügend erachten, und ersuchen Ew. etc. ganz ergebenst, dieselben alsbald Ihrer höchsten Regierung vorzulegen, auch bei der grossen Dringlichkeit der Umstände alles so vorzubereiten, dass in den nächsten Tagen die nöthigen Verabredungen wegen Belassung des Harz- und Weser-Distrikts beim Steuerverein für das Jahr 1842 getroffen werden können. Seitens der Königlich Preussischen Regierung wird zur Förderung dieser Angelegenheit geschehen, was thunlich ist.

Mit Vergnügen benutzen die Unterzeichneten diesen Anlass, Ew. etc. die Versicherung ihrer ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Berlin, den 25. Oktober 1841.

(Unterr.) EICHMANN. POCHHAMMER.

96.

Traité signé à Londres, le 20 Décembre 1841, entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse, sur la suppression de la traite d'esclaves.

Texte original anglais.

Art. I. — Their Majesties the Emperor of *Austria*, King of *Hungary* and *Bohemia*, the King of *Prussia*, and the Emperor of all the *Russias* engage to prohibit all Trade in Slaves, either by their respective Subjects or under their respective Flags, or by means of Capital belonging to their respective Subjects, and to declare such Traffic Piracy; their Majesties further declare, that any Vessel which may attempt to carry on the Slave Trade shall by that Fact alone lose all Right to the Protection of their Flag.

Art. II. — In order more completely to accomplish 1841 the Object of the present Treaty, the High Contracting Parties agree by common Consent that those of their Ships of War which shall be provided with special Warrants and Orders, prepared according to the Forms of the Annex (A.) of the present Treaty, may search every Merchant Vessel belonging to any one of the High Contracting Parties which shall on reasonable Grounds be suspected of being engaged in the Traffic in Slaves, or of having been fitted out for that Purpose, or of having been engaged in the Traffic during the Voyage in which she shall have been met with by the said Cruisers; and that such Cruisers may detain and send or carry away such Vessels, in order that they may be brought to Trial in the Manner hereafter agreed upon.

Nevertheless the above-mentioned Right of searching the Merchant Vessels of any one or other of the High Contracting Parties shall be exercised only by Ships of War whose Commanders shall have the Rank of Captain, or that of Lieutenant in the Royal or Imperial Navy, unless the Command shall by reason of Death or otherwise have devolved upon an Officer of inferior Rank; the Commander of such Ship of War shall be furnished with Warrants according to the Form annexed to the present Treaty, under Letter (A.)

The said mutual Right of Search shall not be exercised within the *Mediterranean Sea*: Moreover the Space within which the Exercise of the said Right shall be confined shall be bounded on the North by the Thirtysecond Parallel of North Latitude; on the West, by the Eastern Coast of *America*, from the Point where the Thirty-second Parallel of North Latitude strikes that Coast, down to the Forty-fifth Parallel of South Latitude; on the South, by the Forty-fifth Parallel of South Latitude, from the Point where that Parallel strikes the Eastern Coast of *America* to the Eightieth Degree of Longitude East from the Meridian of *Greenwich*; and on the East, by the same Degree of Longitude, from the Point where it is intersected by the Forty-fifth Parallel of South Latitude, up to the Coast of *India*.

Art. III. — Each of the High Contracting Parties which may choose to employ Cruisers for the Sup-

1841 pression of the Slave Trade, and to exercise the mutual Right of Search, reserves to itself to fix according to its own Convenience the Number of the Ships of War which shall be employed on the Service stipulated in the Second Article of the present Treaty, as well as the Stations on which the said Ships shall cruise.

The Names of the Ships appointed for this Purpose and those of their Commanders shall be communicated by each of the High Contracting Parties to the others; and they shall reciprocally apprise each other every Time that a Cruiser shall be placed on a Station, or shall be recalled from thence, in order that the necessary Warrants may be delivered by the Governments authorizing the Search, and returned to those Governments by the Government which has received them, when those Warrants shall no longer be necessary for the Execution of the present Treaty.

Art. IV. — Immediately after the Government which employs the Cruisers shall have notified to the Government which is to authorize the Search the Number and the Names of the Cruisers which it intends to employ, the Warrants authorizing the Search shall be made out according to the Form annexed to the present Treaty, under Letter (A.), and shall be delivered by the Government which employs the Cruiser.

In no Case shall the mutual Right of Search be exercised upon the Ships of War of the High Contracting Parties.

The High Contracting Parties shall agree upon a particular Signal to be used exclusively by those Cruisers which shall be invested with the Right of Search.

Art. V. — The Cruisers of the High Contracting Parties authorized to exercise the Right of Search and Detention in execution of the present Treaty, shall conform themselves strictly to the Instructions annexed to the said Treaty, under Letter (B.), in all that relates to the Formalities of the Search and of the Detention, as well as to the Measures to be taken in order that the Vessels suspected of having been employed in the Traffic may be delivered over to the competent Tribunals.

The High Contracting Parties reserve to themselves the Right of making in these Instructions, by common Consent, such Alterations as Circumstances may render necessary.

The Cruisers of the High Contracting Parties shall mutually afford to each other Assistance in all Cases when it may be useful that they should act in concert. 1841

Art. VI. — When a Merchant Vessel sailing under the Flag of One of the High Contracting Parties shall have been detained by a Cruiser of the other duly authorized to that Effect conformably to the Provisions of the present Treaty, such Merchant Vessel, as well as the Master, the Crew, the Cargo, and the Slaves who may be on board, shall be brought into such Place as the High Contracting Parties shall have respectively designated for that Purpose, and they shall be delivered over to the Authorities appointed with that View by the Government within whose Possessions such Place is situated, in order that Proceedings may be had with respect to them before the competent Tribunals in the Manner hereafter specified.

When the Commander of the Cruiser shall not think fit to undertake himself the bringing in and the Delivery up of the detained Vessel, he shall intrust that Duty to an Officer of the Rank of Lieutenant in the Royal or Imperial Navy, or at least to the Officer who shall at the time be the Third in Authority on board the detaining Ship.

Art. VII. — If the Commander of a Cruiser of One of the High Contracting Parties should have Reason to suspect that a Merchant Vessel sailing under the Convoy of or in company with a Ship of War of One of the other Contracting Parties has been engaged in the Slave Trade, or has been fitted out for that Trade, he shall make known his Suspicions to the Commander of the Ship of War, who shall proceed alone to search the suspected Vessel; and in case the last-mentioned Commander should ascertain that the Suspicion is well founded, he shall cause the Vessel, as well as the Master, the Crew, the Cargo, and the Slaves who may be on board, to be taken into a Port belonging to the Nation of the detained Vessel, to be there proceeded against before the competent Tribunals, in the Manner hereafter directed.

Art. VIII. — As soon as a Merchant Vessel detained and sent in for Adjudication shall arrive at the Port to which she is to be carried, in conformity with Annex (B.) to the present Treaty, the Commander of the Crui-

1841 ser which shall have detained her, or the Officer appointed to bring her in, shall deliver to the Authorities appointed for that Purpose a Copy, signed by himself, of all the Lists, Declarations, and other Documents specified in the Instructions annexed to the present Treaty, under Letter (B.); and the said Authorities shall proceed in consequence to the Search of the detained Vessel and of her Cargo, as also to an Inspection of her Crew, and of the Slaves who may be on board, after having previously given Notice of the Time of such Search and Inspection to the Commander of the Cruiser, or to the Officer who shall have brought in the Vessel, in order that he, or some Person whom he may appoint to represent him, may be present thereat.

A Minute of these Proceedings shall be drawn up in Duplicate, which shall be signed by the Persons who shall have taken part in, or who shall have been present at the same; and one of those Documents shall be delivered to the Commander of the Cruiser, or to the Officer appointed by him to bring in the detained Vessel.

Art. IX. — Every Merchant Vessel of any one or other of the Five Nations, which shall be searched and detained in virtue of the Provisions of the present Treaty, shall, unless Proof be given to the contrary, be deemed to have been engaged in the Slave Trade, or to have been fitted out for that Traffic, if in the Fitting, in the Equipment, or on board the said Vessel, during the Voyage in which she was detained, there shall be found to have been One of the Articles herein-after specified; (that is to say,)

First, — Hatches with open Gratings, instead of the close Hatches which are usual in Merchant Vessels.

Secondly, — Divisions or Bulkheads in the Hold or on Deck in greater Number than are necessary for Vessels engaged in lawful Trade.

Thirdly, — Spare Plank fitted for being laid down as a Second or Slave Deck.

Fourthly, — Shackles, Bolts, or Handcuffs.

Fifthly, — A larger Quantity of Water in Casks or in Tanks than is requisite for the Consumption of the Crew of such Merchant Vessel.

Sixthly, — An extraordinary Number of Water Casks, or of other Receptacles for holding Liquid, un-

less the Master shall produce a Certificate from the Custom House at the Place from which he cleared Outwards, stating that sufficient Security had been given by the Owners of such Vessel that such extra Number of Casks or of other Receptacles should only be used to hold Palm Oil, or for other Purposes of lawful Commerce. 1841

Seventhly, — A greater Quantity of Mess Tubs or Kids than are requisite for the Use of the Crew of such Merchant Vessel.

Eighthly, — A Boiler or other cooking Apparatus of an unusual Kind, and larger, or capable of being made larger, than requisite for the Use of the Crew of such Merchant Vessel; or more than One Boiler or other cooking Apparatus of the ordinary Size.

Ninthly, — An extraordinary Quantity of Rice, of the Flour of *Brazil*, Manioc, or Cassada, commonly called Farina, or of Maize, or of *Indian* Corn, or of any other Article of Food whatever, beyond the probable Wants of the Crew; unless such Quantity of Rice, Farina, Maize, *Indian* Corn, or any other Article of Food should be entered on the Manifest as forming Part of the Trading Cargo of the Vessel.

Tenthly, — A Quantity of Mats or Matting greater than is necessary for the Use of such Merchant Vessel, unless such Mats or Matting be entered on the Manifest as forming Part of the Cargo.

If it is established that One or more of the Articles above specified are on board, or have been on board during the Voyage in which the Vessel was captured, that Fact shall be considered as *prima facie* Evidence that the Vessel was employed in the Traffic; she shall in consequence be condemned and declared lawful Prize, unless the Master or the Owners shall furnish clear and incontrovertible Evidence, proving to the Satisfaction of the Tribunal that at the Time of her Detention or Capture the Vessel was employed in a lawful Undertaking, and that such of the different Articles above specified as were found on board at the Time of Detention, or which might have been embarked during the Voyage on which she was engaged when she was captured, were indispensable for the Accomplishment of the lawful Object of her Voyage.

Art. X. — Proceedings shall be immediately taken

1841 against the Vessel detained as above stated, her Master, her Crew, and her Cargo, before the competent Tribunals of the Country to which she belongs, and they shall be tried and adjudged according to the established Forms and Laws in force in that Country; and if it results from the Proceedings that the said Vessel was employed in the Slave Trade, or fitted out for that Traffic, the Vessel, her Fittings, and her Cargo of Merchandize shall be confiscated, and the Master, the Crew, and their Accomplices shall be dealt with conformably to the Laws by which they shall have been tried.

In case of Confiscation, the Proceeds of the Sale of the aforesaid Vessel shall, within the Space of Six Months, reckoning from the Date of the Sale, be placed at the Disposal of the Government of the Country to which the Ship which made the Capture belongs, in order to be employed in conformity with the Laws of that Country.

Art. XI. — If any One of the Articles specified in Article IX. of the present Treaty is found on board a Merchant Vessel, or if it is proved to have been on board of her during the Voyage in which she was captured, no Compensation for Losses, Damages, or Expenses consequent upon the Detention of such Vessel shall in any Case be granted either to the Master or to the Owner, or to any other Person interested in the Equipment or in the Lading, even though a Sentence of Condemnation should not have been pronounced against the Vessel as a Consequence of her Detention.

Art. XII. — In all Cases in which a Vessel shall have been detained in conformity with the present Treaty as having been employed in the Slave Trade, or fitted out for that Traffic, and shall, in consequence, have been tried and confiscated, the Government of the Cruiser which shall have made the Capture, or the Government whose Tribunal shall have condemned the Vessel, may purchase the condemned Vessel for the Service of its Royal Navy, at the Price fixed by a competent Person selected for that Purpose by the said Tribunal; the Government whose Cruiser shall have made de Capture shall have a Right of Preference in the Purchase of the Vessel; but if the condemned Vessel shall not be purchased in the Manner above pointed out, she shall be wholly broken up immediately after the

Sentence of Confiscation, and sold in separate Portions 1841 .
after having been broken up.

Art. XIII. — When by the Sentence of the competent Tribunal it shall have been ascertained that a Merchant Vessel, detained in virtue of the present Treaty, was not engaged in the Slave Trade, and was not fitted out for that Traffic, she shall be restored to the lawful Owner or Owners, and if in the course of the Proceedings it should have been proved that the Vessel was searched and detained illegally or without sufficient Cause of Suspicion, or that the Search and Detention were attended with Abuse or Vexation, the Commander of the Cruiser, or the Officer who shall have boarded the said Vessel, or the Officer who shall have been intrusted with bringing her in, and under whose Authority, according to the Nature of the Case, the Abuse or Vexation shall have occurred, shall be liable in Costs and Damages to the Master and the Owners of the Vessel and of the Cargo.

These Costs and Damages may be awarded by the Tribunal before which the Proceedings against the detained Vessel, her Master, Crew, and Cargo, shall have been instituted; and the Government of the Country to which the Officer who shall have given occasion for such Award shall belong, shall pay the Amount of the said Costs and Damages within the Period of Six Months from the Date of the Sentence, when the Sentence shall have been pronounced by a Tribunal sitting in *Europe*, and within the Period of One Year when the Trial shall have taken place out of *Europe*.

Art. XIV. — When in the Search or Detention of a Merchant Vessel effected in virtue of the present Treaty any Abuse or Vexation shall have been committed, and when the Vessel shall not have been delivered over to the Jurisdiction of her own Nation, the Master shall make a Declaration upon Oath of the Abuses or Vexations of which he shall have to complain, as well as of the Costs and Damages to which he shall lay claim; and such Declaration shall be made by him before the competent Authorities of the first Port of his own Country at which he shall arrive, or before the Consular Agent of his own Nation at a Foreign Port, if the Vessel shall in the first instance touch at a Foreign Port where there is such an Agent.

1841 This Declaration shall be verified by means of an Examination upon Oath of the principal Persons amongst the Crew or the Passengers who shall have witnessed the Search or Detention; and a formal Statement of the whole shall be drawn up, Two Copies whereof shall be delivered to the Master, who shall forward One of them to his Government in support of his Claim for Costs and Damages.

It is understood that if any Circumstances beyond Control shall prevent the Master from making his Declaration, it may be made by the Owner of the Vessel, or by any other Person interested in the Equipment or in the Lading of the Vessel.

On a Copy of the formal Statement above mentioned being officially transmitted to it, the Government of the Country to which the Officer to whom the Abuses or Vexations shall be imputed shall belong shall forthwith institute Inquiry; and if the Validity of the Complaint shall be ascertained, that Government shall cause to be paid to the Master or the Owner, or to any other Person interested in the Equipment or Lading of the molested Vessel, the Amount of Costs and Damages which shall be due to him.

Art. XV. — The High Contracting Parties engage reciprocally to communicate to each other when asked to do so, and without Expense, Copies of the Proceedings instituted, and of the Judgments given, relative to Vessels searched or detained in execution of the Provisions of this Treaty.

Art. XVI. — The High Contracting Parties agree to ensure the immediate Freedom of all the Slaves who shall be found on board Vessels detained and condemned in virtue of the Stipulations of the present Treaty.

Art. XVII. — The High Contracting Parties agree to invite the Maritime Powers of *Europe* which have not yet concluded Treaties for the Abolition of the Slave Trade to accede to the present Treaty.

Art. XVIII. — The Acts or Instruments annexed to the present Treaty, and which it is mutually agreed to consider as forming an integral Part thereof, are the following:

(A.) Forms of Warrants of Authorization, and of Orders for the Guidance of the Cruisers of each Na-

tion in the Searches and Detentions to be made in 1841 virtue of the present Treaty.

(A.) Instructions for the Cruisers of the Naval Forces employed in virtue of the present Treaty for the Suppression of the Slave Trade.

Art. XIX. — The present Treaty, consisting of Nineteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications thereof shall be exchanged at *London*, at the Expiration of Two Months from this Date, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, in *English* and *French*, and have thereunto affixed the Seals of their Arms.

Done at *London*, the Twentieth Day of *December* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one.

(L.S.) ABERDEEN. (L.S.) KOLLER. (L.S.) ST. AULAIRE.
(L.S.) SCHLEINITZ. (L.S.) BRUNNOW.

ANNEX (A.)

To the Treaty between Great Britain, Austria, France, Prussia, and Russia for the Suppression of the African Slave Trade; signed at London, the Twentieth Day of December in the Year One thousand eight hundred and forty-one.

FORM L. — *Warrants in virtue of which a Cruiser of one of the High Contracting Parties to this Treaty may visit and detain a Merchant Vessel belonging to or bearing the Flag of another of the High Contracting Parties, and suspected of being engaged in the Slave Trade, of or fitted out for that Traffic.*

Whereas by a Treaty concluded between *Great Britain, Austria, France, Prussia and Russia*, signed at *London* on the Twentieth Day of *December* One thousand eight hundred and forty-one, for the total Suppression of the *African Slave Trade*, it was stipulated that certain Cruisers belonging to the said Countries respectively should be instructed to visit and detain, within particular Limits, Merchant Vessels of the other Contracting Parties engaged in the Traffic in Slaves, or suspected of being fitted out for that Traffic:

1841 And whereas the Government of _____ has thought fit that the Vessel you command shall be one of the Cruisers furnished with the said special Instructions, you will accordingly receive Instructions from the said Government for your Guidance on the said Service; you are therefore authorized by virtue of those Instructions and of the present Warrant to visit Merchant Vessels under the _____ Flag, suspected of being engaged in the Traffic in Slaves, within the Limits set forth in the Second Article of the said Treaty, and to deal with such Vessels as shall have engaged in the Slave Trade, or shall be suspected of being fitted out for that Traffic, as pointed out in the said Treaty and in the Instructions thereunto annexed.

Given under our Hands and the Seal of the
Office of _____ the

Day of _____

To the Commander of the _____

FORM. II. — Orders for the Guidance of the Commander of the Cruiser of one of the High Contracting Parties, in visiting and detaining a Merchant Vessel belonging to or bearing the Flag of another of the High Contracting Parties.

Whereas by a Treaty concluded between *Great Britain, Austria, France, Prussia, and Russia*, signed at *London* on the Twentieth of *December* One thousand eight hundred and forty-one, for the total Suppression of the *African* Slave Trade, it was stipulated that certain Cruisers belonging to the said Countries respectively shall be authorized, under special Instructions therein mentioned, to visit and detain, within particular Limits, Merchant Vessels of the other Contracting Parties engaged in the Slave Trade, or suspected of being fitted out for that Traffic: And whereas we think fit that the Vessel you command shall be one of the _____ Cruisers furnished with the said special Instructions, we herewith transmit to you a Copy of the said Treaty of the Twentieth of *December*, and of the Instructions thereunto annexed, hereinbefore mentioned; and you are accordingly authorized, by virtue of this present Order and of the accompanying Warrant from the Government of _____ to

visit, within the Limits set forth in the Second Article [1841] of the said Treaty, Merchant Vessels under the Flag, suspected of being engaged in the Slave Trade, and to deal with such Vessels as shall have engaged in that Traffic, or shall be suspected of being fitted out for that Traffic, in the Manner pointed out in the said Treaty, Warrant, and Instructions; and we charge and require you to conform most strictly to all the Provisions and Stipulations contained therein, taking care to exercise the Authority so conferred upon you in the mildest Manner, and with every Attention which is due between allied and friendly Nations, and to co-operate cordially with the Commanders of any

Vessels of War employed in the same Service.

Given under our Hands and the Seal of the
Office of the
Day of

To the Commander of the

These Forms of Warrants and Orders shall be annexed to the Treaty signed this Day between *Great Britain, Austria, France, Prussia, and Russia*, for the Suppression of the *African Slave Trade*, and shall be considered as an integral Part of that Treaty.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed this Annex, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at *London*, the Twentieth Day of *December* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one.

(L.S.) ABERDEEN. (L.S.) KOLLER. (L.S.) ST. AULAIRE.
(L.S.) SCHLEINITZ. (L.S.) BRUNNOW.)

ANNEX (B.)

To the Treaty between Great Britain, Austria, France, Prussia, and Russia for the Suppression of the African Slave Trade; signed at London, the Twentieth Day of December in the Year One thousand eight hundred and forty-one.

Instructions to Cruisers.

First, — Whenever any Merchant Vessel belonging to or bearing the Flag of any One of the High Con-

1841 Contracting Parties shall be visited by a Cruiser of any One of the other High Contracting Parties, the Officer commanding the Cruiser shall, before he proceeds to the Visit, exhibit to the Master of such Vessel the special Orders which confer upon him by Exception the Right to visit her; and he shall deliver to such Master a Certificate, signed by himself, specifying his Rank in the Navy of his Country, and the Name of the Ship which he commands, and declaring that the only Object of his Visit is to ascertain whether the Vessel is engaged in the Slave Trade, or is fitted out for the Purpose of such Traffic, or has been engaged in that Traffic during the Voyage in which she has been met with by the said Cruiser. When the Visit is made by an Officer of the Cruiser other than her Commander, such Officer shall not be under the Rank of Lieutenant in the Navy, unless he be the Officer who at the Time is Second in Command of the Ship by which the Visit is made; and in this Case such Officer shall exhibit to the Master of the Merchant Vessel a Copy of the special Orders above mentioned, signed by the Commander of the Cruiser, and shall likewise deliver to such Master a Certificate, signed by himself, specifying the Rank which he holds in the Navy of his Country, the Name of the Commander under whose Orders he is acting, the Name of the Cruiser to which he belongs, and the Object of his Visit, as herein-before recited.

If it shall be ascertained by the Visit that the Ship's Papers are regular and her Proceedings lawful, the Officer shall certify upon the Log Book of the Vessel, that the Visit took place in virtue of the special Orders above mentioned, and when these Formalities shall have been completed the Vessel shall be permitted to continue her Course.

Secondly, — If in consequence of the Visit the Officer commanding the Cruiser shall be of opinion that there are sufficient Grounds for believing that the Vessel is engaged in the Slave Trade, or has been fitted out for that Traffic, or has been engaged in that Traffic during the Voyage in which she is met with by the Cruiser, and if he shall in consequence determine to detain her, and to have her delivered up to the Jurisdiction of the competent Authorities, he shall

forthwith cause a List to be made out in Duplicate of 1841
all the Papers found on board; and he shall sign this
List and the Duplicate, adding after his own Name his
Rank in the Navy, and the Name of the Vessel under
his Command.

He shall in like Manner make out and sign in Du-
plicate a Declaration, stating the Place and Time of
the Detention, the Name of the Vessel and that of her
Master, the Names of the Persons composing her Crew,
and the Number and Condition of the Slaves found
on board.

This Declaration shall further contain an exact De-
scription of the State of the Vessel and of her Cargo.

Thirdly, — The Commander of the Cruiser shall
without Delay carry or send the detained Vessel, with
her Master, Crew, Passengers, Cargo, and the Slaves
found on board, to one of the Ports herein after spe-
cified, in order that Proceedings may be instituted in
regard to them, conformably to the Laws of the Coun-
try under whose Flag the Vessel is sailing, and he
shall deliver the same to the competent Authorities, or
to the Persons who shall have been specially appointed
for that Purpose by the Government to whom such
Port shall belong.

Fourthly, — No Person whatever shall be taken
out of the detained Vessel, nor shall any Part of her
Cargo, nor any of the Slaves found on board, be re-
moved from her until after such Vessel shall have been
delivered over to the Authorities of her own Nation,
unless the removal of the Whole or Part of the Crew
or of the Slaves found on board shall be deemed ne-
cessary, either for the Preservation of their Lives or
from any other Consideration of Humanity; or for the
Safety of the Persons who shall be charged with the
Navigation of the Vessel after her Detention; in any
such Case, the Commander of the Cruiser, or the Of-
ficer appointed to bring in the detained Vessel, shall
make a Declaration of such Removal, in which he
shall specify the Reasons for the same; and the Mas-
ters, Sailors, Passengers, or Slaves so removed shall
be carried to the same Port as the Vessel and her
Cargo, and they shall be received in the same Manner
as the Vessel, agreeably to the Regulations herein after
set forth.

1841 Provided always, That nothing in this Paragraph shall be understood as applying to Slaves found on board of *Austrian, Prussian, or Russian Vessels*; but such Slaves shall be disposed of as is specified in the following Paragraphs.

Fifthly, — All *Austrian Vessels* which shall be detained on the Stations of *America or Africa* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *Austrian Jurisdiction at Trieste*.

But if Slaves shall be found on board any such *Austrian Vessel* at the Time of her Detention, the Vessel shall in the first instance be sent to deposit the Slaves at that Port to which she would have been taken for Adjudication if she had been sailing under the *English or French Flag*; the Vessel shall afterwards be sent on, and shall be delivered up to the *Austrian Jurisdiction at Trieste* as above stipulated.

All *French Vessels* which shall be detained on the Western Coast of *Africa* by Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *French Jurisdiction at Goree*.

All *French Vessels* which shall be detained on the Eastern Coast of *Africa* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *French Jurisdiction at the Isle of Bourbon*.

All *French Vessels* which shall be detained on the Coasts of *America* to the Southward of the Tenth Degree of North Latitude by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *French Jurisdiction at Cayenne*.

All *French Vessels* which shall be detained in the *West Indies* or on the Coast of *America* to the Northward of the Tenth Degree of North Latitude by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *French Jurisdiction at Martinique*.

All *British Vessels* which shall be detained on the Western Coast of *Africa* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *British Jurisdiction at Bathurst* on the River *Gambia*.

All *British Vessels* which shall be detained on the Eastern Coasts of *Africa* by the Cruisers of the other

Contracting Parties, shall be carried and delivered up **1841** to the *British* Jurisdiction at the *Cape of Good Hope*.

All *British* Vessel which shall be detained on the Coast of *America* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *British* Jurisdiction at the Colony of *Demerara* or at *Port Royal* in *Jamaica*, according as the Commander of the Cruiser may think most convenient.

All *British* Vessels which shall be detained in the *West Indies* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *British* Jurisdiction at *Port Royal* in *Jamaica*.

All *Prussian* Vessels which shall be detained on the Stations of *America* or *Africa* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *Prussian* Jurisdiction at *Stettin*.

But if Slaves shall be found on board of any such *Prussian* Vessel at the Time of her Detention, the Vessel shall in the first instance be sent to deposit the Slaves at that Port to which she would have been taken for Adjudication if she had been sailing under the *English* or *French* Flag; the Vessel shall afterwards be sent on, and shall be delivered up to the *Prussian* Jurisdiction at *Stettin* as above stipulated.

All *Russian* Vessels which shall be detained on the Stations of *America* or *Africa* by the Cruisers of the other Contracting Parties, shall be carried and delivered up to the *Russian* Jurisdiction at *Cronstadt* or at *Reval*, according as the Season of the Year may allow the one or the other of those Ports to be reached.

But if Slaves shall be found on board any such *Russian* Vessel at the Time of her Detention, the Vessel shall in the first instance be sent to deposit the Slaves at that Port to which she would have been taken for Adjudication if she had been sailing under the *English* or *French* Flag; the Vessel shall afterwards be sent on, and shall be delivered up to the *Russian* Jurisdiction at *Cronstadt* or at *Reval* as above stipulated.

Sixthly, — As soon as a Merchant Vessel which shall have been detained as aforesaid shall arrive at one of the Ports or Places above mentioned, the Commander of the Cruiser, or the Officer appointed to bring in such detained Vessel, shall forthwith deliver to the

1841 Authorities duly appointed for that Purpose by the Government within whose Territory such Port or Place shall be, the Vessel and her Cargo, together with the Master, Crew, Passengers, and Slaves found on board, and also the Papers which shall have been seized on board the Vessel, and one of the Duplicate Lists of the said Papers, retaining the other in his own Possession; such Officer shall at the same Time deliver to the said Authorities One of the original Declarations as herein-before specified, adding thereto a Statement of any Changes which may have taken place from the Time of the Detention of the Vessel to that of the Delivery, as well as a Copy of the Statement of any Removals which have taken place as above provided for.

In delivering over these several Documents the Officer shall make in Writing and on Oath an Attestation of their Truth.

Seventhly, — If the Commander of a Cruiser of one of the High Contracting Parties who shall be duly furnished with the aforesaid special Instructions shall have Reason to suspect that a Merchant Vessel sailing under Convoy of or in Company with a Ship of War of any one of the other Contracting Parties is engaged in the Slave Trade, or has been fitted out for the Purpose of that Traffic, or has been engaged in the Traffic in Slaves during the Voyage in which he is met with by the said Cruiser, he shall confine himself to communicating his Suspicions to the Commander of the Ship of War, and he shall leave it to the latter to proceed alone to visit the suspected Vessel, and to deliver her up to the Jurisdiction of her own Country, if there shall be Cause for doing so.

Eighthly, — By Article IV. of the Treaty it is stipulated, that in no Case shall the mutual Right of Visit be exercised upon Ships of War of the High Contracting Parties.

It is agreed that this Exemption shall apply equally to Vessels of the *Russian American Company*, which being commanded by Officers of the Imperial Navy are authorized by the Imperial Government to carry a Flag which distinguishes them from the Merchant Navy, and are armed and equipped similarly to Transports of War.

It is further understood that the said Vessels shall

be furnished with a *Russian Patent* which shall prove 1841 their Origin and Destination. The Form of this Patent shall be drawn up by common Consent. It is agreed that this Patent, when issued by the competent Authority in *Russia*, shall be countersigned at *Saint Petersburg* by the Consuls of *Great Britain* and *France*. Ninthly, — In the Third Clause of Article IX. of the Treaty it is stipulated, that failing Proof to the contrary, a Vessel shall be presumed to be engaged in the Slave Trade if there be found on board spare Plank fitted for being laid down as a Second or Slave Deck.

In order to prevent any Abuse which might arise from an arbitrary Interpretation of this Clause, it is especially recommended to the Cruisers not to apply it to *Austrian, Prussian, or Russian Vessels* employed in the Timber Trade, whose Manifests shall prove that the Planks and Joists which they have had on board are or were a Part of their Cargo for Trade.

Therefore, in order not to harass lawful Commerce, Cruisers are expressly enjoined only to act upon the Stipulations contained in the Third Clause of Article IX., when there shall be on board the Vessel visited spare Plank evidently destined to form a Slave Deck.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with the Eighteenth Article of the Treaty, signed by them this Day, that these Instructions shall be annexed to the Treaty signed this Day between *Great Britain, Austria, France, Prussia, and Russia* for the Suppression of *African Slave Trade*, and shall be considered as an integral Part of that Treaty.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed this Annex, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at *London*, the Twentieth Day of *December* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty one.

(L.S.) ABERDEEN. (L.S.) KOLLER. (L.S.) ST. AULAIKE.
(L.S.) SCHLEINITZ. (L.S.) BRUNNOW.

- 1841 *Act for carrying into execution the Treaty signed at London for the suppression of the Slave Trade, so far as the same relates to Great-Britain, Austria, Prussia and Russia.*

London, 10th August 1843.

Whereas on the 20 Day of December in the Year of our Lord 1841 a Treaty was signed at London between Great-Britain, Austria, France, Prussia and Russia, for the suppression of the African Slave-Trade, whereby it was agreed as follows:

(Suit le texte du Traité).

And whereas the said Treaty was ratified between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Emperor of Austria, the King of Prussia and the Emperor of all the Russias and such Ratifications were exchanged on the Nineteenth Day of *February* in the Year One thousand eight hundred and forty-two; but the same has not been ratified by the King of the *French*: And whereas it is expedient and necessary that effectual Provision should be made for carrying into execution the Provisions of the said Treaty, and the Annexes thereto, so far as the same relate to *Great Britain, Austria, Prussia, and Russia*: Be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the Advice and Consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons in this present Parliament assembled, and by the Authority of the same, That it shall be lawful for any Officer commanding any Ship of War of Her Majesty, or of their Majesties the Emperor of *Austria* King of *Hungary* and *Bohemia*, the King of *Prussia*, and the Emperor of all the *Russias*, who shall have such Rank as by the Second Article of the said Treaty is agreed, and who shall be duly instructed and authorized and furnished according to the several Provisions of the said Treaty, and within the Waters described, and according to the Provisions and Exceptions contained in the said Second Article of the said Treaty, to exercise the Right of visiting and searching any *British, Austrian, Prussian, or Russian* Merchant Vessels liable to Suspicion, and suspected of having been engaged in the Traffic in Slaves, or of having

been fitted out for that Purpose, or of having been 1841
engaged in the Traffic during the Voyage in which she
shall have been met with by the said Cruisers of Her
Majesty the Queen, or by the Cruisers of *Austria*,
Prussia, or *Russia*, except Vessels of the *Russian*
American Company, commanded by Officers of the
Imperial Navy, as mentioned in the Eighth Article of
the Instructions to Cruisers in Anney (B.), forming an
integral Part of the said Treaty, and upon sufficient
Grounds of detaining, sending, carrying in, and deli-
vering over, without Delay, any such Vessel, together
with its Masters, Sailors, Passengers, Slaves, and Cargo,
to the Authorities appointed for the Purpose of the
said Treaty, by the respective Governments of *Great*
Britain, *Austria*, *Prussia*, and *Russia*, and to one
of the Jurisdictions in the said Instructions mentioned,
in order that Proceedings may be instituted conforma-
bly to the respective Laws of the said Countries; and
all Commanders of Her Majesty's Ships in the Exer-
cise of such Rights as aforesaid shall comply with the
several Provisions and Instructions of the said Treaty
which apply thereto respectively.

II. And be it enacted, That all Ships and Vessels
belonging wholly or in part to Her Majesty's Subjects
which shall be suspected upon reasonable Grounds of
being engaged in the Traffic in Slaves, or of having
been fitted out for that Purpose, or of having been
engaged in such Traffic during the Voyage in which
such Vessel is met, and all Boats, Apparel, and Car-
goes therein, shall be subject to Search and Detention
by *British*, *Austrian*, *Prussian*, or *Russian* Ves-
sels of War duly authorized for that Purpose, accord-
ing to the Stipulations of the said Treaty, and subject
to Condemnation or other Judgment by the Courts of
Admiralty in Her Majesty's Dominions.

III. And be it enacted, That where any such Offi-
cer of their Majesties the Emperor of *Austria* King
of *Hungary* and *Bohemia*, the King of *Prussia*, and
the Emperor of all the *Russias*, shall send, carry, or
deliver over as aforesaid any such Merchant Vessel,
wholly or in part owned by any Subject or Subjects
Her Majesty the Queen of the United Kingdom of
Great Britain and *Ireland*, every Proceeding insti-
tuted in the Tribunals herein-after mentioned in regard

1841 to such Merchant Vessel and its Crew, Cargo, and Slaves, and in respect to the Cause, shall be conducted in the Name of Her Majesty by some Person duly thereunto authorized; (that is to say,) all Ships, Cargoes, and Slaves which shall be detained by the Cruisers of their said Majesties the Emperor of *Austria*, King of *Prussia*, and Emperor of all the *Russias*, and delivered up to the Jurisdiction of Her Majesty at *Bathurst*, on the River *Gambia*, shall be proceeded against and adjudicated in the Vice Admiralty Court of *Sierra Leone*; and that all other Ships, Cargoes, and Slaves which may in like Manner be detained by the Cruisers of Their said Majesties, and delivered up to the Jurisdiction of Her Majesty, either at *Jamaica*, *Cape of Good Hope*, or *Demerara*, shall be proceeded against and adjudicated in the Vice Admiralty Court established in the said Colonies respectively, and the Judges and other Officers of the said Vice Admiralty Courts respectively shall be authorized to take cognizance thereof accordingly.

IV. And be it declared and enacted, That if any of the Particulars specified in the Ninth Article of the said Treaty shall be found in her Outfit or Equipment, or on board of any such Merchant Vessel wholly or in part owned by any Subject or Subjects of Her Majesty, and visited and detained in pursuance of the said Treaty, such Vessel, unless Proof be given to the contrary, shall be taken to have been engaged in the Slave Trade, or to have been fitted out for the Purposes of such Traffic, and to be equipped and employed for the Purposes declared unlawful by an Act of Parliament passed in the Fifth Year of the Reign of His Majesty King George the Fourth, intituled *An Act to amend and consolidate the Laws relating to the Abolition of the Slave Trade*.

V. And be it enacted, That in case any such Merchant Vessel wholly or in part owned as last aforesaid, shall be seized by any Officer of their Majesties the Emperor of *Austria*, King of *Prussia*, or Emperor of all the *Russias* duly authorized, and shall, with the Goods, Wares, and Merchandize laden therein, be confiscated according to the Laws of this Country, and the Provisions of the said Treaty, the Proceeds arising from the Sale thereof shall be paid to such Person or

Persons as the Commissioners of Her Majesty's Treasury may appoint to receive the same. 1841

VI. And be it enacted, That it shall be lawful for the High Court of Admiralty of *England*, and for all Courts of Vice Admiralty in any Dominions of Her Majesty beyond the Seas, to take cognizance of and try any such *British* Vessel which shall be detained or captured within the Limits aforesaid, under any such Order or Authority, and to condemn any such Vessel and adjudge as to the Slaves found therein, in like Manner and under such and the like Rules and Regulations as are contained in any Act or Acts of Parliament in force in relation to the Suppression of the Slave Trade by *British*-owned Ships, as fully as if all the Powers and Provisions contained in such Acts were re-enacted in this Act as to such High Court of Admiralty or Courts of Vice Admiralty.

VII. And be it enacted, That every Person who shall wilfully and corruptly give false Evidence in any Examination or Deposition had, or Affidavit taken in any Proceeding under the said Treaty or this Act, shall be deemed guilty of Perjury, and being thereof convicted shall be liable to all the Pains and Penalties to which Persons convicted of wilful and corrupt Perjury are liable; and every such Person may be tried for any such Perjury, either in the Place where the Offence was committed, or in any Colony or Settlement of Her Majesty near thereto, in which there is a Court of competent Jurisdiction to try any such Offence, or in Her Majesty's Court of Queen's Bench in *England*; and that in case of any Prosecution for such Offence in Her Majesty's said Court of Queen's Bench, the Venue may be laid in the County of *Middlesex*.

VIII. And be it enacted, That the Pendency of any Suit or Proceeding instituted for the Condemnation or Restitution of any Ship or Cargo, or Slaves taken, seized, or detained by virtue of the said Treaty in the High Court of Admiralty in *England*, or in any Vice Admiralty Court, or the final Adjudication, Condemnation, or Judgment or Determination there-upon, may be pleaded in Bar or given in Evidence under the General Issue, and shall be deemed in any Court whatever to be a complete Bar in any Action, Suit, or Proceeding, whether instituted by any Person or Persons for the

1841 Recovery of any such Ship, Vessel, or Cargo, or of any Damage or for any Injury sustained thereby, or by the Persons on board the same, in consequence of any Capture, Seizure, or Detention, or any thing done in pursuance of the Provisions of the said Treaty.

IX. And be it enacted, That any Ship or Vessel which shall be condemned under any such Authority as aforesaid may be taken into Her Majesty's Service upon Payment of such Sum as the Lord High Admiral or the Lords Commissioners of the Admiralty shall deem a proper Price for the same, or if not so taken, shall be broken up and demolished, and the Materials thereof shall be publicly sold in separate Parts, and the Proceeds thereof shall be paid to such Person or Persons as the Commissioners of Her Majesty's Treasury may appoint to receive the same.

X. And be it enacted, That where any Ship or Vessel employed or engaged in illicit Traffic in Slaves, in violation of the Treaty or Articles herein-before mentioned, shall be seized by any Ship or Vessel belonging to Her Majesty, duly authorized to make such Seizure under the Provisions of the said Treaty, and shall be afterwards condemned by any of the said Tribunals, there shall be paid to the Captors One Moiety of the net Proceeds, after deducting all necessary Expenses; such Portion to be distributed in the Manner herein-after directed for the Distribution of Bounties on Slaves taken on board the said Vessels.

XI. And be it enacted, That there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make Seizures under the said Treaty a Bounty of Five Pounds for every Man, Woman, and Child Slave seized and found on board a *British, Austrian, Prussian, or Russian* Ship or Vessel taken and condemned in pursuance of the Provisions of the said Treaty and of this Act, such Bounty to be issued and paid by Order from the Commissioners of Her Majesty's Treasury, and to be distributed to and amongst the Captors aforesaid, in such Manner and Proportions as Her Majesty shall think fit to order by any Order in Council, or by any Proclamation to be made for that Purpose.

XII. And be it enacted, That where any Ship or Vessel which shall have been seized and condemned

under the Provisions of the said Treaty shall have been 1841
or shall be demolished, and the Materials thereof publicly sold in separate Parts, as well as her Cargo, there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make and making such Seizures, in addition to the Amount which may be payable in respect of the Moiety of the Proceeds of such Sale as herein-before mentioned, a further Bounty on the Tonnage of such Ship or Vessel at the Rate of Thirty Shillings for every Ton of such Tonnage.

XIII. And be it enacted, That where any Ship or Vessel having no Slaves on board shall have been seized and condemned under the Provisions of the said Treaty, there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make and making such Seizure an additional Bounty upon the Tonnage of such Ship or Vessel, at the Rate of Four Pounds for every Ton; and the Tonnage of all such Vessels shall be ascertained according to the Mode of ascertaining the Admeasurement of *British* Vessels, either by the principal Officer of the Customs at the Port where the Vessel may be at the Time of Condemnation, or in default thereof by the best Evidence which can be obtained, to be certified by the Commissioners by whom such Condemnation shall be pronounced: Provided always, that in every Case in which any Ship or Vessel shall be seized with Slaves on board, in which the Bounty calculated upon the Number of Slaves shall be less than the Bounty calculated upon the Tonnage, the Commanders of Her Majesty's Ships making the Seizure may elect to take the Bounty calculated according to Tonnage, instead of the Bounty which would be payable upon the Number of Slaves on board.

XIV. And be it enacted, That all Bounties payable under this Act shall be paid out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make such Seizures under the Provisions of any such Treaties or Conventions, and such Bounties shall be issued and paid by Order from the Commissioners of Her Majesty's Treasury.

XV. And be it enacted, That the said Bounty, as

1841 also all Bounties payable under any of the Acts for the Abolition or Suppression of the Slave Trade, shall not hereafter be charged with Treasury Fees or Exchequer Fees of any Description.

XVI. Provided always, and be it enacted, That in order to entitle the Captors to receive the said Bounty Money, the Tonnage of the Ship or Vessel so seized and condemned shall be proved to the Commissioners of Her Majesty's Treasury, by producing a Copy duly certified of the Sentence or Decree of Condemnation, or by such documentary or other Evidence as they may deem satisfactory.

XVII. Provided always, and be it enacted, That in order to entitle the Captors to receive the said Bounty Money on Slaves, the Number of Men, Women, and Children so taken, delivered over, and condemned shall be proved to the Commissioners of Her Majesty's Treasury, by producing a Copy, duly certified, of the Sentence or Decree of Condemnation, and also a Certificate under the Hand of the proper Officer or Officers, Military or Civil, who may be appointed to receive such Slaves.

XVIII. And be it enacted, That where any Slaves, or Persons treated as Slaves, shall be seized on board any *British, Austrian, Prussian, or Russian Ship* or Vessel taken and condemned in pursuance of the Provisions of the said Treaty and of this Act, but who shall not have been delivered over in consequence of Death, Sickness, or other inevitable Circumstance, it shall be lawful for the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, if to their Discretion it shall seem meet, to direct Payment of One Moiety of the Bounty which would have been due in each Case respectively if the said Slaves had been delivered over.

XIX. Provided also, and be it enacted, That any Party or Parties claiming any Benefit by way of Bounty under the Provisions of this Act, or of any Share of the Proceeds of any *British, Austrian, Prussian, or Russian Vessel* confiscated in pursuance of the Provisions of the aforesaid Treaty, may resort to the High Court of Admiralty for the Purpose of obtaining the Judgment of the said Court in that Behalf: and that it shall be lawful for the Judge of the said High Court of Admiralty to determine thereon, and also to

hear and determine any Question of joint Capture which 1841 may arise upon any Seizure made in pursuance of this Act, and also to enforce any Decrees or Sentences of the said Vice Admiralty Courts relating to any such Seizure.

XX. And be it enacted, That all the Provisions, Rules, Regulations, Forfeitures, and Penalties respecting the Delivery by Prize Agents of Accounts for Examination and the Distribution of Prize Money, and the accounting for and paying over the Proceeds of Prize, and the Per-centage due thereon to *Greenwich Hospital*, shall be extended to all Bounties and Proceeds to be distributed under the Provisions of this Act to the Officers and Crews of any of Her Majesty's Ship and Vessels of War.

XXI. And be it enacted, That where any Ship or Vessel belonging in whole or in part to the Subjects of the Emperor of *Austria*, King of *Prussia*, or Emperor of all the *Russias* shall have been detained and brought to Adjudication by any Officers of Her Majesty the Queen of *Great Britain and Ireland*, and the said Ship shall be restored as mentioned in the Twelfth Article of the said Treaty, it shall be lawful for the Commissioners of Her Majesty's Treasury, by Warrant signed by any Three or more of them, to direct Payment to be made out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland* of any Costs or Damages which may be duly awarded according to the Provisions of the said last-mentioned Article: Provided always, that nothing herein contained shall exempt such Officer from his Liability to make good the Payments so made, when lawfully called upon, either by the Parties interested therein or by Order of the said Commissioners of Her Majesty's Treasury.

XXII. And be it enacted, That when any Seizure shall be made by any of the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make Seizure under the aforesaid Treaty, and Judgment shall be given against the Seizor, or when such Seizure shall be relinquished by him, it shall be lawful for the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, if to their Discretion it shall seem meet, by Warrant signed by any Three or more of them, to direct Payment to be

1841 made out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* of such Costs and Expences as the Seizor may have incurred in respect of such Seizure, or any proportional Part thereof.

XXXIII. Provided always, and be it enacted, That if any of the Things specified in the Ninth Article of the said Treaty shall be found on board any Vessel which shall be detained and brought before either of the said Courts, neither the Master nor the Owner, nor any Person whatsoever interested in the Equipment or Cargo of the Vessel, shall recover any Compensation or Damages for such Detention, although such Tribunal should not pronounce any Sentence of Condemnation.

SUPPLÉMENS
AUX TOMES ANTÉRIEURS DE CE
RECUEIL.

1.

Articles supplémentaires à la convention pour la navigation du Rhin, conclue entre la France, la Prusse, la Hollande, la Bavière, les grands-duchés de Bade et de Hesse et le duché de Nassau le 31 Mars 1831. Signés à Mayence le 20 Novembre 1834, le 1 Aout 1837, le 17 Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839, par les plénipotentiaires de ces gouvernements et ratifiés par ceux-ci.

Supplementär-Artikel I—IV, unterzeichnet von der Central-Commission zu Mainz den 20 November 1834.

Supplementär - Artikel 1.

zu dem Art. 61. der Rheinschiffahrts-Akte.

Auf dem Oberrheine jedoch können die Schiffer fortfahren, wie bisher mit Anhängen zu fahren.

Die Central-Kommission wird näher untersuchen, ob und in wiefern dieselbe Toleranz auch auf anderen Rheinstrecken zulässig sey.

Supplementär - Artikel II.

zu dem Art. 62. der Rheinschiffahrts-Akte.

Es soll eine Ausnahme von dem Verbote, mit Oberlast zu fahren, gestattet seyn, so oft ein Schiff ausschließlich geladen hat:

Stroh;

Hou,

Lohrinde,

Holzkohlen,

Bettfedern,

Rauchkarden,

- 1841 Korkholz und Korkstopfen
 Töpferwaaren, Steingut,
 Faschinen,
 Korbweiden,
 Körbe und andere Weiden-Arbeiten,
 Binsen,
 Leere Tonnen oder Fässer,
 Flossen-Geräthe,
 Leere Bouteillen und andere Hohlglaswaaren,
 Wolle,
 Brandholz, Fassdauben, hölzerne Reife und Pfähle.
 Ausser obigen Gegenständen sollen die Schiffe des
 Oberrheins, welche zwischen Mainz und Basel fahren,
 fortwährend befugt seyn, auf dem Verdeck zu laden:
- 1) Unverarbeiteten Hanf;
 - 2) Seegras,
 - 3) Gelbwurzel,
 - 4) Unverpackten Krapp,
 - 5) Süssholz,
 - 6) Baum- und Reben-Setzlinge,
 - 7) Möbel und Hausgeräth.

So oft jedoch die Ladung in dieser Weise von der allgemeinen Regel abweicht, müssen der Eigenthümer der Waaren oder dessen Geschäftsführer, und der Versicherer — wenn eine Versicherung stattfindet — mit dem Schiffer einverstanden seyn. — Dieses Einverständniss wird stillschweigend gefolgert aus der Uebergabe der Waaren, sobald der Schiffer über die Art der Zusammensetzung seiner Ladung, nach Ortsgebrauch, seine Erklärung abgibt.

Im ganzen Laufe des Rheins können die in Ballen ohne Reife verpackte Baumwolle, so wie die Weberkarden, als Oberlast geladen werden.

Supplementar - Artikel III.

Beschluss zu Art. 16. der Rheinschiffahrts-Akte, in Folge dessen die Ausnahmen A. B. D. des Tarifs C. der Konvention die folgende Fassung erhalten:

A. Ein Viertel von obigen Tarifsätzen wird entrichtet von:

Asche (unausgelaugte), Grütze von Gold- und Silberarbeit.

Bruchsteine (behauene), Backofensteine, Mühl-

- steine, steinerne Platten, Lithographiesteine, 1841
Schleifsteine, Marmorplatten.
Bierhefe, Weinhefe, Drusen.
Bomben (eiserne), Granaten, Kugeln, Kanonen,
wenn sie als altes Eisen zu betrachten sind.
Eichenrinde, Lohrinde.
Eisen (altes).
Eselsspiegel (weisser Glanzstein), von Mannheimkom-
mend.
Galmey - Erz.
Gelbwurzel.
Gemüse (dürre) oder Hülsenfrüchte aller Art.
Getreide aller Art.
Gusseisen in Gänsen, Masseln, Roheisen.
Hornstücke, Hornschuhe.
Knochen.
Lauge (konzentrirte), Seifensieder- oder alkalische
Lauge.
Mehl, Griess und Grütze aller Art.
Malz.
Marienglas.
Pech und Mineralkitt.
Rothstein, Röthel.
Sämereien aller Art (sémences et graines de toute
espèce).
Salzpottasche.
Salz.
Schmergel, Amarissteine.
Stahlkuchen, ohne weitere Fabrikation.
Theer und Mineral-Theer.
Wau oder Waid.
B. Ein Zwanzigstel des Tarifsatzes wird entrichtet von:
Alaun, (Stein und Erde).
Artillerie-Requisite, Munition zum Militairgebrauch.
Brennholz von aller Art und Kohlen daraus, Wel-
len und Reisig.
Erz (roh), alle nicht besonders benannte (siehe 4
Gebühr).
Gebrannte Steine aller Art, wohin auch Dachziegel.
Geriss, Steinkohlen.
Gyps.
Hornschabsel.
Kalk.
Leien oder Schiefersteine.

1841

Leimleder (nasses).
 Lohkäse, Lohkuchen.
 Mörtel von Dachziegeln und Backsteinen.
 Muschel - Schaaalen (gemahlene).
 Ochsenblut.
 Reifstangen von Weiden.
 Rohr für Tüncher.
 Sägemehl.
 Salzabgang.
 Salzlauge.
 Salzwasser.
 Schweinborsten (Abgang von) zu Salmiak-Fabriken.
 Seifenfluss.
 Schwerapath (unverpackt).
 Steinernes Geschirr.
 Töpferwaaren (gemeine).
 Torf, Torfkohlen.
 Tuffsteine (gemahlen und ungemahlen).
 Vitriol-Steine.

D. Von folgenden Artikeln:

Bausteine (gebrochene), Sandsteine, von abgebrochenen Gebäuden, rohe ungebrannte Kalksteine.
 Besen.
 Butter (frische).
 Dünger aller Art, als ausgelaugte Asche, Abfälle von Fabriken.
 Stallmist, Gyps, Mergel etc.
 Eicheln zur Saat und zur Mast.
 Eier.
 Erde, gemeine, wie Sand, Lehm, Kiess etc.
 Erde, schwarze und gelbe, Walker-, Töpfer und Pfeifenerde, Sand von Frechem.
 Zinn- und Silber-Sand, Sand zu feinen Gussarbeiten.
 Faschinen zu Wasserbau, Weiden-Setzlinge.
 Fische, lebende.
 Floss- und Schiffsgeräthschaften.
 Futterkräuter, Hen etc.
 Gartengewächse (frische), als: Blumen, Gemüse, Zwiebeln und genießbares Wurzelwerk, wie z. B. Kartoffeln, auch Runkelrüben.
 Geflügel.
 Knochenabgänge.
 Knochenmehl (NB. zahlt die $\frac{1}{20}$ tel Gebühr, wenn diese sich geringer herausstellt).

Milch.

1841

Moos.

Obst (frisches), wohin auch Nüsse in SchaaLEN.

Pflastersteine.

Schilf.

Stroh, Spreu, Stoppeln.

Thiere (lebende).

Wird entrichtet:

wenn ihr Gewicht unter 50 Centner ist nichts.

für 50 und unter 300 Centner . . . 0,10 Cent.

„ 300 „ „ 600 „ . . . 0,90 „

„ 600 „ „ 1000 „ . . . 1,83 „

„ 1000 „ „ 1500 „ . . . 3,— „

und so weiter nach der Skala der Schiffsgebühr.

Wenn das Schiff noch andere Gegenstände geladen hat, so ist der dafür bestimmte Zoll noch besonders zu zahlen.

Anmerkung.

In Folge dieser neuen Fassung sind die Worte:

„oder die doppelte Schiffsgebühr“

im zweiten Alinea des Art. 72. der Konvention durch die Worte:

„oder der in der Ausnahme D. festgestellte Zollsatz“ zu ersetzen.

Supplementar-Artikel IV.

zu dem Art. 66. der Rheinschiffahrts-Akte.

Von der Verpflichtung, einen Nachen vorauszuschicken, sind jedoch die kleinen Flosse befreit, welche nach den Lokalobservanzen, früher, oder bis jetzt, dazu nicht verbunden waren, und die auf dem Rhein, z. B. unter der Benennung einzelne Boden und einzelne Stümmel bekannt sind.

Die Führer solcher Flosse, die im übrigen den allgemeinen Bestimmungen dieses Artikels unterworfen bleiben, sind aber gehalten, auf dem Flosse selbst die vorgeschriebene Flagge aufzustecken, auch den sonstigen polizeilichen Anordnungen nachzukommen, welche in den einzelnen Uferstaaten für die Sicherheit der Schifffahrt getroffen werden können.

Supplementar-Artikel V—IX, unterzeichnet den 1. August 1837.

1841

Vter Supplementar-Artikel.

Der Senfsaamen ist den Ausnahmen A. des Tarifes C. beigelegt.

VIter Supplementar-Artikel.

Chaisen und Reisewagen, Moos, Rohr, Schiff sind der im Schlusssatz des IIten Supplementar-Artikels bezielten Klasse der Gegenstände beigelegt, welche von dem Oberlast-Verbote ausgenommen sind.

VIIter Supplementar-Artikel.

Die in der Kategorie D. der Ausnahmen des Tarifes C. begriffenen Artikel sind von den Schiffsgebühren befreit, welche zu Folge des IIIten Supplementar-Artikels von denselben erhoben wurden.

VIIIter Supplementar-Artikel.

Die Worte „desselben Gebiets“ sind im Artikel 83. der Rheinschiffahrts-Ordnung gestrichen.

IXter Supplementar-Artikel.

Zusatz zu dem zweiten alinea des Artikels 35. der Rheinschiffahrts-Ordnung:

Es bleibt jedoch den resp. Regierungen der Uferstaaten freigestellt, vorstehendes Strafmaass durch eine Geldbusse von 3 bis 30 Franks zu ersetzen, bei deren Anwendung alsdann von den Rheinzollgerichten in jedem einzelnen Falle die vorliegenden Belastungs- und Milderungsgründe zu berücksichtigen sind.

Xter Supplementar-Artikel,

unterzeichnet den 17. Juli 1838.

Es hat die Zentral-Rheinschiffahrtskommission in Beziehung auf die, ihrem Protokolle vom 25. Juni 1837. Nr. XIII. als Anlage Nr. 3. beigelegten Artikel eines Regulativs für die gleichförmige Aichung der Schiffe auf dem Rheine, welche also lauten:

1. Für die konventionsmässige Aichung der Schiffe von Dezimeter zu Dezimeter, von ihrer geringsten bis zur höchsten Ladungs-Einsenkung ist die stereometrische Vermessung des Schiffsraumes von innen, als allein gültige Methode, von allen Uferstaaten angenommen.

Die bestehenden Instruktionen über die Anwendung dieser Aich-Methode, so wie über die äussere Bezeich-

nung des Schiffes, mittelst Anbringung der Aich-Skalen, 1841 bleiben vorbehaltlich einer Revision derselben in Kraft.

2. Die Feststellung und Erhebung der Aichgebühren bleibt den respectiven Regierungen anheimgestellt.

3. Das vollständige Resultat der Aiche von Dezimeter zu Dezimeter ist in den Aichschein aufzunehmen, welcher dem Schiffer ausgestellt wird, und den derselbe verpflichtet ist, bei sich auf dem Schiffe zu haben und den Rheinzoll-Beamten vorzulegen.

4. Jedes Rhein-Zollamt hat nach jedesmal zu machender Aufnahme der Aiche, die Resultate auf dem Manifeste genau und vollständig zu vermerken.

Zeigt die Aich-Skala ein grösseres Gewicht, als das Manifest des Schiffers, so wird der Rheinzoll nach der Aiche erhoben.

Bei Güterladungen aus verschiedenen Tariffklassen wird zu diesem Ende der Mehrbefund, wie früher, verhältnissmässig auf die verschiedenen Tariffklassen der manifestirten Güter vertheilt.

Bringt der Schiffer späterhin, sey es durch Revision der Aiche, welche, wenn sie zu Gunsten des Schiffers ausfällt, kostenfrei geschieht, sey es durch Verifikation bei der Ausladung, den rechtsgenügenden Beweis bei, dass er durch die Erhebung des Rheinzolls nach der Aiche, prägravirt worden, so findet Rückerstattung des zu viel Erhobenen statt.

Eine Ausnahme von vorstehender Bestimmung tritt jedoch alsdann ein, wenn in der im Artikel 28. der Rheinschiffahrts-Ordnung vorgesehenen Weise das Manifest des Schiffers und die Einsenkung des Schiffes bei der Abfahrt beglaubigt sind, und diese Einsenkung noch unverändert ist. In diesem Falle wird der Rheinzoll nach dem attestirten Manifeste erhoben.

Bei wirklichen oder beabsichtigten Defraudationen der Schiffahrts-Abgaben, finden die Bestimmungen des 7. Titels der Rheinschiffahrts-Ordnung ihre Anwendung.

5. Jeder Rheinufer-Staat wird, so weit dies noch nicht geschehen, allein oder im Verein mit anderen Rheinufer-Staaten die nöthigen Aich-Anstalten einrichten, bei welchen die Schiffe seiner Unterthanen zu aichen sind.

6. Die Schiffer der Nebenströme, welche den Rhein befahren wollen, und dazu berechtigt sind, müssen gleichfalls bei einer solchen Anstalt des Landes, dem

1841 sie angehören, ihre Fahrzeuge aichen lassen, wenn ihnen nicht von Seiten ihrer Regierung die Aich-Anstalt eines anderen Ufer-Staats, mit dessen Einverständniss, dazu bezeichnet wird.

Andere den Rhein befahrende und dazu berechtigte Schiffer müssen ihre Schiffe bei irgend einer Aich-Anstalt eines Rheinufer-Staats aichen lassen.

7. Schiffe, die nicht vorschriftsmässig geacht sind, sollen vom 1. Januar 1839. an in keinem Rheinhafen zur Landung zugelassen werden.

Wenn die Schiffe zwar geacht sind, der Schiffer aber den Aich-Schein nicht vorlegt, geschieht die rheinzollamtliche Abfertigung zwar nach dem Manifeste, jedoch ist der Schiffer alsdann gehalten, für den etwaigen Mehrbetrag des Rheinzolla, nach Ausweis des nachzubringenden Aichscheins, bis dieses geschehen, eine von dem Rheinzollamte zu bestimmende Caution zu leisten, in ihrer 12ten diesjährigen Juli-Sitzung sich zu dem Beschlusse vereinigt, folgenden Suppleментар-Artikel zum Artikel 17 der Rheinschiffahrts - Akte v. 31. März 1831 der Ratification der theilhaftigen Souveraine vorzulegen:

Suppleментар-Artikel X.

Zusatz zu Artikel 17 der Akte vom 31. März 1831.

Die in der Anlage 3 des Protokolls der Zentralcommission vom 25. Juli 1837 Nr. XIII enthaltenen sieben Artikel sollen als Regulativ für die gleichförmige Aichung der Schiffe auf dem ganzen Rheine in Anwendung kommen, und zu diesem Ende in allen Uferstaaten publicirt werden.

So geschehen Mainz, den 17. Juli 1838.

Suppleментар-Artikel XI—XIII, unterzeichnet den 17. Juli 1839.

XIter Suppleментар-Artikel

zu Art. 62 der Akte vom 31. März 1831.

Die Worte des Deutschen Textes der Convention Art. 62:

mit einer Oberlast auf dem Rheine zu fahren ist verboten.
besagen nichts anders, als was auch der Französische Text ausdrückt, nämlich:

Waaren auf das Verdeck zu laden ist ver- 1834
boten. —39

Als Verdeck (tillac) ist aber auch die festgezimmerte Bedachung eines Schiffes zu betrachten. Ueberschreitung des Verbots ist daher vorhanden, wenn ein Theil der Ladung, (worunter jedoch ein oder anderer unerheblicher Gegenstand nicht zu verstehen ist) auf dem Verdecke niedergelegt ist, oder über das durchbrochene Verdeck, respective die festgezimmerte Bedachung hinausragt, oder wenn der Schiffer diese letzte willkürlich, d. i. ohne Gutheissung der nach Art. 53. der Konvention zur Prüfung angestellten Sachverständigen erhöht hat.

Bei Fahrzeugen ohne gezimmertes Verdeck oder Bedachung ist derjenige Theil der Ladung als Oberlast oder als Ladung auf dem Verdecke anzusehen, welcher die durch Observanz oder die Sachkundigen, wo deren in den verschiedenen Einladungshäfen angestellt sind, bestimmte Höhe über das feste Gebürde des Schiffes übersteigt.

Diejenigen Artikel, welche ausnahmsweise als Oberlast geführt werden dürfen, können ohne Unterschied der Rheinabtheilungen als Oberlast geladen werden, die Ladung mag ganz oder theilweise aus solchen Artikeln bestehen.

XIIter Supplementar-Artikel.

zu Art. 65. der Akte vom 31. März 1831.

Bei andern entzündlichen oder ätzenden Stoffen, als Schwefel-, Salpeter-, Salzsäure-, Streichfeuerzeugen und Zündhölzern u. s. w. hat die Hafenpolizei-Behörde des Einladungsorts zu bestimmen, ob sie in abgesonderten Fahrzeugen geführt werden müssen, oder mit andern Gütern verladen werden dürfen.

Im letztern Falle hat sie die erforderlichen Vorsichts-massregeln anzuordnen und im Manifeste zu bemerken, denen sich der Schiffer zu unterwerfen hat. Zuwider-handlungen werden nach den Landesgesetzen des betreffenden Uferstaats bestraft.

Es bleibt aber jeder Regierung unbenommen, den Art. 64. der Konvention für anwendbar zu erklären, jedoch mit der Massgabe, dass nur der geringste Satz der darin vorgesehenen Geldbusse erkannt und auch

1837 dieser, nach Umständen, auf 10 Franks ermässigt werden kann.

XIIIter Supplementar-Artikel.

Schiffer, deren Fahrzeuge tiefer gehen als die Linie, durch welche von der kompetenten Behörde die grösste zulässige Einsenkung derselben bezeichnet worden ist, verfallen in die durch die Gesetze des Staats, in dessen Gebiete die Uebertretung entdeckt worden, gegen Ueberladung der Schiffe verhängten Strafen.

Es bleibt aber jeder Regierung unbenommen, den Art. 64. der Rheinschiffahrts-Ordnung für anwendbar zu erklären, jedoch mit der Massgabe, dass die darin festgesetzte Geldbusse, nach Umständen, bis auf 20 Franks ermässigt werden kann.

Zugleich sind solche Schiffer anzuhalten, in dem ersten Hafen die Ladung bis zur erlaubten Einsenkung zu vermindern.

2.

Convention entre l'Autriche et le Royaume de Hanovre sur l'abolition du droit de détraction, en date du 20 Mai 1837.

Publication officielle faite le 13 Juin 1837 à Hanovre.

(Gesetzsammlung für das Königreich Hannover. Jahrg. 1837. 1ste Abtheil. Nr. 14, v. 17. Juni 1837).

Verordnung, betreffend die über eine wechselseitige Freizügigkeit mit der Kaiserlich - Königlich - Oesterreichischen Regierung in Ansehung der zum deutschen Bunde nicht gehörenden Kaiserlichen Staaten getroffene Vereinbarung.

Hannover, den 13ten Junius 1837.

Wilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Nachdem Unser Cabinets-Ministerium einerseits und

die Kaiserlich - Oesterreichische Regierung andererseits 1837 unter dem 20. v. M. sich dahin vereinbart haben, dass — wie solches bereits zufolge des Art. 18. der deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junius 1815 und des Beschlusses der deutschen Bundes-Versammlung vom 23. Junius 1817 in Rücksicht auf Vermögens-Exportationen aus den zum deutschen Bunde gehörenden Kaiserlich-Oesterreichischen Ländern und umgekehrt der Fall ist — der Abschoss und das Abfahrtsgeld (oder Abzugsrecht) zwischen den beiderseitigen Staaten überhaupt aufgehoben werden soll; so sind dieselben über folgende Bestimmungen übereingekommen:

1) Bei keiner Vermögens-Ausführung aus den nicht zum deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Oesterreichischen Staaten und Landen in die Königlich-Hannoverschen Lande und aus den letzteren in jene, es mag nun diese Ausführung durch Auswanderung oder Erbschaft oder Legat oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art veranlasst werden, ist eine Nachsteuer (Abschoss, *gabella hereditaria*) oder Abfahrtsgeld (Auswanderungs-Steuer, *census emigrationis*) zu erheben. Ausgenommen sind diejenigen Abgaben, welche mit einem Erbschaftsanfall, Legat, Verkauf u. s. w. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder Ausländer ist, in den beiderseitigen Staaten etwa entrichtet werden müssen, wie z. B. Stempel-Abgaben, Erbschaftssteuer, Zoll-Abgaben und dergleichen.

2) Die vorstehend festgesetzte Freizügigkeit soll nicht allein auf diejenigen Abschoss-Abgaben und Ausfuhrgele der sich erstrecken, welche einen Theil des öffentlichen Einkommens ausmachen, sondern auch auf diejenigen, welche seither durch Städte, Gerichtsherrschaften, Corporationen, Gemeinden oder Individuen erhoben worden sind.

Hievon machen jedoch diejenigen Fälle, in denen Vermögensausführungen aus Ungarn und Siebenbürgen in die Hannoverschen Lande und umgekehrt aus diesen in jene Staaten Statt finden, in so fern eine Ausnahme, als hiebei den Corporationen und Privatpersonen die ihnen etwa zustehenden Abzugsrechte ausdrücklich vorbehalten bleiben.

3) Die in beiden vorstehenden Artikeln bestimmte

1837 Freizügigkeit soll sich nur auf das auszuführende Vermögen beziehen.

Es bleiben demnach ungeachtet dieses Uebereinkommens diejenigen Königlich-Hannoverschen und Kaiserlich-Oesterreichischen Gesetze in Kraft und es sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Auch soll in Zukunft keine der hohen contrahirenden Regierungen in Ansehung aller jener Gegenstände, welche die Pflicht zu Kriegsdiensten und anderen persönlichen Verpflichtungen des Auswandernden betreffen, in der Gesetzgebung für ihre respectiven Staaten durch gegenwärtige Uebereinkunft auf irgend eine Weise beschränkt seyn.

Da nun in Unseren Staaten das Abzugsrecht nur im Wege der Retorsion ausgeübt werden kann, so finden Wir diese Uebereinkunft — deren Wirksamkeit von dem Tage des Abschlusses den 20sten v. M. anhebt — Unseren Absichten gemäss, lassen solche Unseren sämtlichen getreuen Unterthanen zur Kenntnis gelangen, und befehlen allen obrigkeitlichen Behörden Unseres Königreichs, den Bestimmungen derselben gehörend nachzukommen.

Gegenwärtige Verordnung soll der ersten Abtheilung der Gesetz-Sammlung inserirt werden.

Hannover, den 13ten Junius 1837.

Kraft Seiner Königlichen Majestät Allergnädigsten Special-Vollmacht.

ADOLPHUS.

ALTES.

3.

Document concernant les Isles de la Société dans l'Océanie.

La Reine Pomaré et les chefs de Taïti à la Reine Victoria.

Taïti, le 8 novembre 1838.

Salut, compliment et amitié à la puissante Reine d'Angleterre. Moi, la Reine Pomaré, avec les chefs et

les représentans de mon peuple, nous sommes assem- 1838
blés ce jour comme un seul corps et une seule âme,
pour vous manifester avec le plus grand plaisir les sen-
timens de gratitude que nous a inspirés votre sympathie
constante et chrétienne.

En agissant ainsi, non seulement nous remplissons
un devoir à nous transmis par une generation presque
éteinte; mais, accoutumés dès l'enfance à chérir le nom
anglais, nous suivons l'impulsion de notre coeur. De-
puis que le premier Anglais a touché nos bords sur un
de vos vaisseaux, nous avons rendu grâce à votre peu-
ple comme à la seule nation qui nous ait montré un
coeur chretien; puissiez-vous aujourd'hui nous prêter
une main chrétienne!

Les benedictions de votre religion, que vous nous
avez appris à connaître, nous ont ouvert deux nou-
veaux mondes jusqu'ici inconnus à notre pauvre peuple.

Avec l'assistance de Jesus-Christ et le soin paternel
des missionnaires, nous pouvons espérer faire notre
salut dans l'un de ces mondes; mais l'autre, dans le-
quel la civilisation nous conduit, commence à remplir
notre vie d'amertume, et bientôt, sans doute, nous pri-
vera même des tombeaux de nos ancêtres, si nous som-
mes abandonnés à nos propres ressources.

Le commerce et l'industrie, que la civilisation attire
dans nos fies, nous mettent journellement en relations
avec le peuple blanc, supérieur à nous par l'esprit
et le corps, et à qui nos institutions paraissent folles et
notre gouvernement faible. Avec ce que notre pauvre
expérience nous inspirait, nous avons fait tous nos ef-
forts pour obvier à ces difficultés; mais si nous avons
réussi à décréter des lois, nous ne pouvons parvenir à
leur donner la force nécessaire.

Ainsi, dans l'impossibilité où nous sommes d'être
forts et respectés, nous sommes menacés dans tout ce
que nous avons de plus cher au coeur, la foi prote-
stante et notre nationalité.

Nous n'avons personne pour nous soutenir dans
notre triste situation, excepté vous, qui avez mis dans
nos coeurs l'amour de Jehovah, l'amour de l'ordre et
de l'industrie. Ne laissez point périr ces bonnes se-
mençes, ne laissez pas inachevé ce que vous avez com-
mencé, et qui progresse si heureusement. Prêtez-nous
votre main puissante; prenez-nous sous votre protec-

1839 tion; que votre pavillon nous couvre et que votre lion nous défende. Déterminez vous-même la manière dont nous devons nous abriter légalement sous vos ailes; faites que nos enfans vous bénissent comme nous le faisons. Puisse le grand Jehovah veiller sur vous et vous récompenser pour tout ce que vous faites en notre faveur!

La paix soit avec vous, Reine de la Grande-Bretagne!

Signé: Reine POMARE.

P. S. Si ce qui précède ne pouvait être compris par vous, nous nous référerons au capitaine Elliott, commandant du *Fly*; il est au courant de tout ce qui se passe ici, et vous donnera tous les renseignements nécessaires.

Loi votée par le corps législatif taïtien concernant la propagation de doctrines contraires au véritable Evangile.

Que Taïti et toutes les îles du royaume de Pomaré, Vahiné Ire, se rangent uniquement à la doctrine évangélique que les missionnaires de la Grande-Bretagne ont toujours propagée depuis l'an 1797, c'est-à-dire depuis plus de quarante ans. Lorsque des étrangers viendront d'autres pays dans celui-ci, que cette loi leur soit mise entre les mains, afin que, s'ils propagent des doctrines contraires à l'Evangile, s'ils bâtissent des chapelles, s'ils réunissent des disciples dans les lieux inhabités pour enseigner toutes sortes d'étrangères doctrines, s'ils troublent les rites actuels et propagent des coutumes étranges, dans un but d'amusement, qui ne s'accordent pas avec la parole écrite du Dieu de vérité, ils sachent qu'ils se rendent coupables de violation de la loi et qu'ils seront, comme tels, mis en jugement. Telle sera leur condamnation: ils seront renvoyés dans leur pays et ne pourront plus résider à Taïti. Si quelque Taïtien propage des doctrines incompatibles avec l'esprit de vérité, telles que celles appelées Mamoia, comme elles sont incompatibles avec les doctrines qui nous ont été enseignées par les missionnaires de la Grande-Bretagne, et avec la parole écrite de Dieu, cet homme aura violé la loi. Que ce soit un homme de haut rang ou de classe inférieure, il aura violé la loi, et, comme tel, il sera jugé et condamné. Voici son jugement: Il sera

envoyé dans sa contrée pour y faire cinquante brasses 1839
de route publique, ou tout autre travail, comme il est
écrit dans la loi. S'il persiste à refuser d'exécuter le
travail, il sera jugé de nouveau et condamné à un tra-
vail plus rude.

4.

*Déclarations concernant le renouvel-
lement de la convention d'étappes
entre la Prusse et le Grand-duché
de Hesse. En date du* ^{20 Novembre 1838}
_{16 Février 1839.}

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1839.
Nr. 7. v. 4. April.)

Bekanntmachung von Seiten Preussens.

Nachdem die zwischen der Königlich Preussischen
und der Grossherzoglich Hessischen Regierung am 17.
Januar 1817. zu Frankfurt a. M. abgeschlossene und
am 7. Oktober 1828. durch wechselseitige Ministerial-
Erklärungen erneuerte Militär-Durchmarsch- und Etap-
penkonvention, der in dem §. 34. dieser Erklärungen
enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1. Oktober
1837. abgelaufen ist und seither nur stillschweigend
fortgedauert hat, das Bedürfniss eines die diesfälligen
gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens
aber noch fort dauert: so haben die beiderseitigen Mi-
nisterien, kraft des ihnen erteilten Auftrages, verabre-
det, dass besagte Uebereinkunft bis zum 1. Oktober
1846. ferner bestehen und unter nachfolgenden Modifi-
kationen von neuem abgeschlossen sein soll.

1) Zu §. 1. c. der Ministerial-Erklärungen vom 7.
Oktober 1828.

Die während eines Jahres die Etappe Bingen passi-
renden Truppen werden von jetzt an unter sämmtliche
zu dieser Etappe gehörenden Ortschaften nach Ver-
hältniss der Feuerstellen vertheilt werden, wes-
halb über die Anzahl der Letztern ein Kataster ange-
legt werden wird.

1839 2) Zu §. 2. der gedachten Erklärungen.

Da kein Theil der zur Besatzung von Mainz gehörenden Königlichen Truppen mehr zu Wetzlar in Garnison steht, so soll die Bestimmung des §. 2. wegen Gestattung eines Nachtlagers zu Friedberg auf diejenigen Preussischen Truppen der Garnison von Mainz beschränkt bleiben, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königlichen Landen oder von dort nach Mainz marschiren. Uebrigens bleiben die Bestimmungen des §. 2. in Ansehung der Vergütungspreise, des Rayons und der Entfernungen ganz unverändert.

3) Zu §. 7. ebendasselbst.

Die Marschrouten für die Königlich Preussischen Truppen können, ausser von dem Königlich Preussischen Kriegsministerium, den Generalkommandos des 4ten Armeekorps zu Magdeburg oder Berlin und des 8ten Armeekorps zu Coblenz, auch noch von dem Militairgouvernement oder von der Kommandantur zu Mainz, jenachdem die eine oder die andere dieser Stellen von Seiten der Krone Preussen besetzt ist, mit Gültigkeit ertheilt werden.

4) Zu §. 33. ebendasselbst.

Die wegen Vergütung der verabreichten Mundbeköstigung, des gestellten Vorspanns und der Boten oder Wegweiser bisher stipulirt gewesene Quartal-Liquidation findet, nach Maassgabe des hierunter seit dem 1. Januar 1834. bereits eingetretenen, abgeänderten Verfahrens, nur für die einzeln durchmarschirenden Soldaten und für die kleinen, ohne Offiziere marschirenden Detaschements ferner noch statt, wogegen bei Durchmärschen ganzer Truppenabtheilungen und grösserer, unter Führung von Offizieren marschirenden Detaschements, die gedachten Leistungen nach den konventionsmässig festgestellten Sätzen in der Regel direkt und sogleich von den Truppenabtheilungen an die Grossherzoglichen Etappenkommissarien gegen deren Quittungen und unter Ertheilung von Gegenbescheinigungen über die gezahlten Geldbeträge bezahlt werden. Sollte diese direkte, sofortige Bezahlung in seltenen Ausnahmefällen durch die Truppen nicht haben bewirkt werden können, so tritt das Liquidationsverfahren ein, und zwar nach der Wahl der Grossherzoglichen Behörde entweder in jedem einzelnen Falle sogleich oder vierteljährlich.

Wenn die Truppenabtheilungen mit dem zur Be-¹⁸³⁹zahlung der obengedachten Leistungen erforderlichen Golde in natura nicht versehen sind, so wird die Zahlung in Preussischem Silbergelde mit 13½ Prozent Agio, also in Stelle von 5 Thlr. Gold mit 5 Thlr. 20 Sgr. in Silbergeld (den Thaler zu 30 Silbergroschen gerechnet), geleistet.

Hierüber ist Königlich Preussischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und mit dem Königlichen Insiegel versehen worden.

Berlin, den 20. November 1838.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

FRH. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Grossherzoglich Hessischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden, hiedurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 16. Februar 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:

FRH. v. WERTHER.

1839

5.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt sur l'accession de la dernière à la convention subsistant entre les royaumes de Prusse et de Saxe relativement aux Exilés. En date du 5 Février 1839.

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1839
Nr. 4. v. 14. Februar.)

Officielle Bekanntmachung in Preussen.

Ministerial-Erklärung wegen der zwischen der Königlich Preussischen und der Fürstlich Schwarzburg-Rudolstadtischen Regierung getroffenen Uebereinkunft zum Anschluss an die mit der Königlich Sächsischen Regierung bestehende Konvention, bezüglich auf die wechselseitige Uebernahme der Ausgewiesenen. Vom 4. Februar 1839.

Nachdem zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Sächsischen Staats-Regierung wegen der wechselseitigen Uebernahme der Ausgewiesenen eine Konvention unter dem 21. Januar 1820. abgeschlossen
5. Februar

und zu Beseitigung mehrerer Zweifel und Missverständnisse, zu welchen deren Inhalt und Fassung im Verlaufe der Zeit Anlass gegeben hat, zwischen den gedachten Königlichlichen Staats-Regierungen eine, die erwähnte Konvention erläuternde und ergänzende Uebereinkunft durch Ministerial-Erklärung d. d. Berlin den 12. und Dresden den 20. November 1838. verabredet worden, die Staats-Regierung des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt aber, auf ergangene Einladung, der zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Sächsischen Regierung abgeschlossenen Konvention d. d. 21. Januar

5. Februar 1820. wegen der wechselseitigen Uebernahme der Ausgewiesenen, sowie den ergänzenden Bestimmun-

gen, welche in der, einen integrierenden Theil jener ¹⁸³⁹ Konvention bildenden Ministerial-Erklärung d. d. 17. November 1838. enthalten sind, beigetreten ist, so erklärt das Königlich Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten Namens der Königlichen Regierung, dass in allen in Beziehung zur Fürstlich Schwarzburg-Rudolstadtischen Regierung vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme von Ausgewiesenen betreffen, die Bestimmungen der diesfälligen zwischen den Königreichen Preussen und Sachsen bestehenden Konvention vom 21. Januar

5. Februar 1820. und der darauf bezüglichen Ministerial-Erklärung vom 17. November 1838. zur Anwendung gebracht werden sollen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine entsprechende Erklärung des Fürstlich Schwarzburg-Rudolstadtischen Geheime-Raths-Kollegiums ausgetauscht worden, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten und deshalb öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 4. Februar 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

6.

Déclaration explicative sur la convention entre la Prusse et la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant les vagabonds et exilés. En date du ^{18 Janvier}/_{6 Février} *1839.*

Königl. Preussische offizielle Bekanntmachung.

Nachdem zwischen der Königlich Preussischen und der Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung unter dem ^{26. Dezember}/_{23. Februar} 1822. eine Uebereinkunft dahin getroffen worden:

in allen vorkommenden Fällen, welche die Ueber-

1839 **nahme von Vagabonden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach der Bestimmung der unter dem 5. Februar 1820. zwischen den Königreichen Preussen und Sachsen abgeschlossenen Convention richten zu wollen,**

seitdem sich aber Zweifel und Missverständnisse über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a. und c. der erwähnten Convention, namentlich

a) **in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben, von Einfluss seyen?**

sowie

b) **über die Beschaffenheit des §. 2. c. der Convention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung**

ergeben haben, so sind zu deren Beseitigung die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem in der Convention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar

zu a.

1) **dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlung ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfe, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben,**

ingleichen

2) **dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ih-**

res Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können. 1839

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im Herrschaftlichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat;

oder

2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich an noch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angeschlossen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

1839 An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszurweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 18. Januar 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung des Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen Geheime - Rathes - Kollegiums vom 25. Januar d. J. ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 6. Februar 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. V. WERTHER.

7.

Déclaration explicative sur la convention entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen de la ligne aînée concernant les exilés. En date du 16 Février 1839.

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1839. Nr. V. v. 2. März).

Bekanntmachung von Seiten Preussens:

Ministerial - Erklärung zur Erläuterung und Ergänzung der zwischen der Königlich Preussischen und der Fürstlichen Regierung älterer Linie Reuss von Plauen bestehenden Uebereinkunft wegen der wechselseitigen Uebnahme der Ausgewiesenen. Vom 16. Febr. 1839.
Zur Beseitigung derjenigen Zweifel und Missver-

ständnisse, welche sich seither über die Auslegung der 1829

Bestimmungen §. 2. a. und c. der unterm ^{21. Januar} 6. Februar

1820. zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Sächsischen Regierung abgeschlossenen, durch

die Erklärungen vom ^{6. Juni} 9. Juli 1821. auch zwischen der

Königlich Preussischen und der Fürstlichen Regierung älterer Linie Reuss von Plauen gegenseitig als verbindlich anerkannten Konvention, wegen wechselseitiger Uebnahme der Ausgewiesenen, namentlich

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wieweit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seyen?

sowie

b) über die Beschaffenheit des §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

ergeben haben, so sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem, in der Konvention ausgesprochenen Prinzipie etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar

zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben,

ingleichen

2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen,

- 1839 indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschafilichen Behörde eintreten können.

Nächst dem soll zu b.

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat;
oder

- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich an noch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundes-Staates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertrags-Verhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der

kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme 1839 des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 16. Februar 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

FR. V. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung der Fürstlich Reuss-Plauenschen der älteren Linie Regierung vom 25. v. M. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht

Berlin, den 16. Februar 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

FR. V. WERTHER.

8.

Déclaration portant une modification de la convention subsistant depuis 1827 entre la Prusse et le Duché de Brunswick sur les délits forestiers. En date du ^{25 Janvier}/_{25 Février} *1839.*

Officielle Bekanntmachung von Seiten Preussens.

Ministerial-Erklärung vom ^{25. Januar}/_{25. Februar} 1839., die Abän-

derung der mit Braunschweig bestehenden Uebereinkunft zur Verhütung der Forstfrevel vom ^{23. Januar}/_{7. Februar} 1827. betreffend.

In Betracht des Umstandes, dass der Grund der
Recueil gén. Tome II. Nn

1839 Bestimmung des Artikels 1. der unter dem 23. Januar und 7. Februar 1827. zur Verhütung der Forstfrevel abgeschlossenen Uebereinkunft, zufolge welcher Herzoglich Braunschweigische Unterthanen wegen der im Königlich Preussischen Gebiete begangenen Forstfrevel nach den Königlich Preussischen Gesetzen beurtheilt werden sollen, mit dem Erscheinen des Herzoglich Braunschweigischen Forstfrevel-Gesetzes vom 26. Juni 1837. zu bestehen aufgehört hat, und ferner in Betracht, dass die Bestimmung des Artikels 5. der gedachten Uebereinkunft dem beabsichtigten Zwecke einer angemessenen Bestrafung der Forstfrevler in ihrer Ausführung nicht entspricht, sind die Königlich Preussische und die Herzoglich Braunschweigische Regierung übereingekommen, die gedachten Artikel 1. und 5. auf folgende Weise zu modificiren:

Art. 1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preussische als die Herzoglich Braunschweigische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. 5. Geldbussen, Werths- und Schadenersatz sollen dem Waldeigenthümer, Gerichtskosten, Pfändungs- oder Anmeldegebühren aber denjenigen Kassen und Personen zufallen, denen sie zufallen würden, wenn der Frevel im Inlande verübt wäre.

Gegen unvermögende Frevler soll statt der Geldstrafe, den bestehenden Vorschriften gemäss, Forst- oder sonstige Strafarbeit verhängt, jedoch auf Kosten und zum Nutzen des Staats vollstreckt werden, dessen Unterthan der Verurtheilte ist.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Braunschweig zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung, in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten und öffentlich bekannt gemacht werden.

9.

Déclaration explicative sur la Convention subsistant entre la Prusse et le Grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach relativement aux Exilés.

En date du 4 Mars 1839.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1839. Nr. 6 v. 23. März).

Officielle Bekanntmachung von Seiten Preussens.

Ministerial-Erklärung zur Ergänzung und Erläuterung der zwischen der Königlich-Preussischen und der Grossherzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung bestehenden Uebereinkunft vom 7. Mai 1822. wegen Uebernahme 12. Juni der Ausgewiesenen. D. d. den 4. März 1839.

Zur Beseitigung derjenigen Zweifel und Missverständnisse, welche sich seither über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a. u. c. der zwischen der Königl. Preussischen und der Königlich Sächsischen Regierung wegen wechselseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen und Vagabunden bestehenden Konvention vom 21. Januar 1820., die nach 5. Februar

der provisorischen Uebereinkunft zwischen der Königlich Preussischen und der Grossherzoglich Sächsischen Regierung vom 7. Mai 1822. auch für das Grossherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach Gültigkeit erlangt hat, namentlich:

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seyen?

sowie

b) über die Beschaffenheit des §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

1839 ergeben haben, so sind zu deren Beseitigung die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem in der Konvention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erworben, ingleichen

2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschafilichen Behörde eintreten können.

Nächst dem soll zu b.

die Verbindlichkeit eines der Kontrahirenden Staaten zur Uebnahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigne Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienste, Beköstigung verschafft hat; oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten

hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll..)

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich an- noch dahin übereingekommen;

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angetrauen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromiss auszuwählenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der Theilhabenden Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nach- nichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet der auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befindet, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 4. März 1839.

(L. S.) Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Fau. v. Wartzen.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung des Grossherzoglich Sachsen-Weimarschen Staatsministeriums der auswärtigen Angelegenheiten vom 12. v. M. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 4. März 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Fau. v. Wartzen.

1839

10.

*Convention supplémentaire entre la Prusse et le Duché de Saxe-Altenbourg sur la reception des Exilés.**En date du* ^{18. Janvier} ~~8. Avril~~ *1839.**Officielle Bekanntmachung von Seiten Preussens.*

Ministerial-Erklärung vom ^{18. Januar} ~~8. April~~ 1839., die Ergänzung und Erläuterung der ^{13. September} ~~unteren~~ 1822. zwischen Preussen und Sachsen-Altenburg getroffenen Uebereinkunft wegen der gegenseitigen Verpflichtung zur Uebernahme von Ausgewiesenen betreffend.

Nachdem zwischen der Königlich Preussischen und der Herzöglich Sachsen-Altenburgischen Regierung durch Ministerial-Erklärung vom ^{13. September} ~~17. December~~ 1822. die Uebereinkunft getroffen worden:

in allen vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme von Vagabunden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach der Bestimmung der unter dem 5. Februar 1820. zwischen den Königlich Preussen und Sachsen abgeschlossenen Konvention richten zu wollen, seither sich aber Zweifel und Misverständnisse über die Auslegung der Bestimmungen §. 2a. und c. der erwähnten Konvention namentlich

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselfstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben, von Einfluss seyen?

sowie

b) über die Beschaffenheit des §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

ergeben haben, so sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem, in der Konvention ausgesprochenen

Prinzipie etwas ändern zu wollen, dass die Unter-
thanenschaft eines Individuums jedesmal nach der 1839
eigenen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu
beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig
und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegen-
seitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Ge-
walt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die
Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne
dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders
begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen
Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die
Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder
erwerben, imgleichen

2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staats-
angehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder,
diejenigen Veränderungen nicht äussern können, wel-
che sich nach dem Tode des Vaters derselben in der
Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen,
indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher
unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ih-
res Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren
Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vor-
mundschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächst dem soll zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten
zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere
Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig ge-
worden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des
§. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in wel-
chem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und
ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft geführt
hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von
Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch
dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der
Eheleute sich auf eine andere Art, als im herrschaft-
lichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat; oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn
übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn
Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat,
wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils,
Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht
weiter ankommen soll.

1839 Endlich sind die genannten Regierungen zugleich an- noch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundes-Staates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertrags-Verhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisse zu ersuchenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der beteiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 18. Januar 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

FRAH. V. WERTHER.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem dieselbe gegen eine übereinstimmende Erklärung des Herzoglich Sachsen-Altenburgschen Geheimen Ministeriums vom 8. März d. J. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 8. April 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

FRAH. V. WERTHER.

II.

Convention entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha relative aux Exilés. En date du 16 Avril 1839.

Officielle Bekanntmachung von Seiten Preussens.

Ministerial-Erklärung vom 16. April 1839., zur Ergänzung und Erläuterung der zwischen Preussen und Sachsen-Coburg-Gotha bestehenden Uebereinkunft wegen Uebernahme von Ausgewiesenen.

Zur Beseitigung derjenigen Zweifel und Missverständnisse, welche sich bisher über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a und c. der zwischen der Königlich Preussischen und der Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen Regierung bestehenden Konvention wegen wechselseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen; namentlich

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der ungelbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seyen?

sowie

b) über die Beschaffenheit des, §. 2 c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

ergeben haben, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem, in der Konvention ausgesprochenen Prinzipie etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar

zu a.

1) dass unaelbstständige, d. h. aus der älterlichen Ge-

1839 walt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlung ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfe, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben,

ingleichen

- 2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundtschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im Herrschaftlichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat.

oder

- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich an noch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angeschlossen wird, der

in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzuthellen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 16. April 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

FRH. v. WERTHER.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen Ministeriums vom 29. v. M. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 16. April 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

FRH. v. WERTHER.

1839

12.

Articles supplémentaires à l'Acte pour la navigation du Weser du 10 Septembre 1823, arrêtés par la commission de revision dans sa séance à Nenndorf, le 16 Août 1839 et ratifiés par les gouvernemens respectifs.

Art. 1. Zu §. 2. der Weserschiffahrts-Acte und zu Artikel 1. des Schlussprotokolls der Weserschiffahrts-Revisionskommission zu Bremen vom 21. Dezember 1823.

Das vorschriftsmässige Niederlassen von Fährlinien, um den Schiffen bei der Auf- und Niederfahrt die sofortige ungehinderte Vorbeifahrt zu gestatten, muss ohne Zeitverlust vorgenommen werden, sobald die Schiffe in einer von der betreffenden Behörde nach Maassgabe der Lokalität festzusetzenden und durch die Aufrichtung eines Pfahls am Ufer zu bezeichnenden Entfernung von der Fährre angelangt sind und ein ihnen vorzuschreibendes Signal gegeben haben.

Die desfallsige Verpflichtung der Inhaber der Fähranstalten ist nicht auf die Tagesstunden beschränkt, sondern sie sind gehalten, derselben zu jederzeit, mithin auch vor Sonnenaufgang, und nach Sonnenuntergang unweigerlich nachzukommen.

Den Fährinhabern ist verboten, ihre Fähren da quer in dem Strom stehen zu lassen, wo Schiffe am Ufer vorüberfahren müssen.

Art. 2. ad §. 6 der Weserschiffahrts-Akte. Dieser §. fällt für die Zukunft weg und ist statt desselben die nachstehende Bestimmung vereinbart worden:

„Die Zahl der Schiffe eines Eigenthümers ist nicht beschränkt, eben so wenig, als die den Schiffen zu gebende Form und Einrichtung, unbeschadet der in den §§. 4 und 5. der Weserschiffahrts-Akte enthaltenen Bestimmungen.

Es ist verboten, an die Schiffe Balken zu hängen, um solche auf diese Weise zu transportiren.

Art. 3. ad §. 13. der Weserschiffahrts-Akte ist in 1839 der zu demselben gehörigen Tabelle, Anlage B. sub. A. 3. statt der Worte: „Altes Preussische Kourant“, zu setzen: „Das im 21 Fl. Fuss ausgeprägte Kourant der Weser-Uferstaaten.“

Art. 4. ad Art. 5. der Weserschiffahrts-Ergänzungsakte vom 21. Dezember 1825. Der Art. 5. der Weserschiffahrts-Ergänzungsakte vom 21. Dezember 1825. ist modifizirt, wie folgt:

1) Auf die Hälfte des Weserzolls.

Aldun, Anis, Blech (Eisen-), Blut, Eier, Eisenwaaren in der Niederfuhr, Essig (inländischer) Farbehölzer, Fische (lebendige und grüne), Gartengewächse (mit Ausnahme von Sämereien, Bohnen und Kartoffeln), Harz, Kienruß, Kreide (ganze und gemahlene), Kümmel, Leinsaat, Leinwand (inländische), Milch, Obst (trockenes), Pech, Salz (Küchen-, inländisches), Schmirgel, Stärke, Stuhlrohr, Theer, Trippel, Vitsbohnen, Zunder, Feuerschwamm.

2) Auf ein Viertel des Weserzolls.

Asche (Perl-, Waid-, Pott-), auch Aschenkalk, Blei, Bohnen (ausser Vitsbohnen), Bomben, Borsten, Braunstein, Drath (eiserner), Eichenborke (ganze und gemahlene), Eisen (Stab- und Guss-), Gusswaaren (eiserne), Erbsen, Garn (leinenes), Getreide aller Art, Glas aller Art (inländisches), Glasgalle, Glätte, Grauben, Gries, Grütze, Hirse, Holzkohlen, Kanonen, Kisten und Fustagen (leere), Kugeln (eiserne), Linsen, Malz, Marmor roher), Mehl, Mennige, Metallerden, Mörser (Bomben-), Muschelkalk, Obst (frisches), Pottloh, Rappsaat und alle Rübkörner, Schilf und Dachrohr, Seegras, Stahl, Wicken, Zink (gewalztes).

3) Auf ein Achtel des Weserzolls.

Asche (unsausgelaugte), Bolus, Eisen (altes), Eisen (Roh- und Bruch-), Erze (rohe, einschliesslich Bleierz), Gras, Heu, alles inländische (nordeuropäische) Bau- und zugeschnittenes Nutzholz, von welcher Gattung es auch seyn mag (blos mit Ausschluss der zu $\frac{1}{24}$ tarirten Brenn-, Busch- und Faschinen-Hölzer etc. etc., so wie der dem vollen Normalsatze unterliegenden ausländischen Holzgattungen für Tischler und der zu $\frac{1}{2}$ tarirten Farbehölzer), Farbeerde, irdene Waare (ordinaire), Holzwaare (grobe), Kalk und Gyps, Kandieskistenbretter, Kartoffeln, Knicker, Ocker, Oelkuchen,

1800 Packmatten von Schilf und Bast, Pfeifen (irdene), Schmelztiegel, Soda, Stroh, Wachholderbeeren, Zink in Blöcken.

4) Auf ein Vierundzwanzigsteltheil des Weserszolls.

Asche (ausgelaugte), Austerschalen und Muschelschalen aller Art, Bäume zum Verpflanzen, Brenn-, Busch- und Faschinenholz aller Art, einschliesslich der Schlagl- und Zaunpfähle, des Bandholzes für Böttgerarbeit und des Ruthenholzes für Korbmacherarbeit, so wie auch der Birkenbesen und Haidbesen, Cement, Dachschiefer, Flaschenkeller, Glasscherben, Kohlen (Braun- und Stein-), Mergel, Mist und Dünger, Sand nebst Grand, Kies und aller gemeinen Erde, auch Thon- und Pfeifenerde, Steine (sowohl gebrannte Ziegel- und Back-, als Mühl-, Schleif-, Sollinger, wie auch behauene oder unbehauene inländische Bruch- und Feldsteine aller Art), desgleichen aus gemeinem inländischen Material gefertigte steinerne Tröge, Kümpe, Krippen, Leichensteine etc., Torf und Trass.

Art. 5. ad §. 18. der Weserschiffahrts-Akte. Dieser §. ist gegenwärtig dahin vereinbart worden: „Lebendige vierfüssige Thiere und Vögel sind keiner Verzollung unterworfen; Bäume zum Verpflanzen werden nach dem Tarifsatze des Faschinenholzes verzollt.“

Art. 6. ad §. 50. der Weserschiffahrts-Akte. Bei den Bestimmungen der Weserschiffahrts-Akte und des dieselben modifizirenden oder ergänzenden Bestimmungen des Revisions-Schluss-Protokolls vom 21. Dezember 1825. behält es sein alleiniges Bewenden, soweit dieselben durch gegenwärtiges Protokoll nicht ausdrücklich abgeändert worden.

Art. 7. ad §. 51. der Weserschiffahrts-Akte. Die Bestimmungen des gegenwärtigen, unter Vorbehalt der Ratifikation vereinbarten Protokolls sollen nach vorgängiger, binnen drei Monaten vom heutigen Tage an entgegen zu sehender, allseitiger Genehmigung mit dem 1. März 1840. in Vollzug gesetzt und zu dem Ende bis dahin in allen Weserufer-Staaten publizirt werden.

Art. 8. ad §. 54. der Weserschiffahrts-Akte. Die nächste Revisionskommission wird sich am 1. August 1842. zu Karlsruhen versammeln.

18

Traité entre la Prusse, le royaume de Hanovre et le Grandduché d'Oldenbourg pour la repartition des Activa et Passiva du Pays de Munster. Signé à Berlin, le 16 Octobre 1839.

Nachdem in Folge der durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25ten Febrnar 1803 angeordneten Säkularisation und Theilung des Hochstifts Münster unter mehrere Landesherren eine Auseinandersetzung der letzteren wegen der auf jeden Antheil übergehenden Rechte und Verbindlichkeiten, so weit solche damals thunlich befunden, Statt gehabt und über das Ergebniss derselben am 30sten Junius 1804 ein Recess zum Abschluss gekommen, worin auch wegen Sustentation der ehemaligen Münsterschen Civil- und Militärsbeamten, wegen der Landesschulden und wegen gewisser Activ-Forderungen Bestimmungen getroffen worden, welche die Fortdauer einer Gemeinschaft der Besitzer des getheilten Landes zur Erfüllung der ihnen in Absicht auf die genannten Verhältnisse obliegenden Verbindlichkeiten nöthig machten, die Ausführung der dieselben Bestimmungen und die Erfüllung der damit zusammenhängenden Bedingungen aber späterhin durch die wiederholten Veränderungen in dem Besitze des Landes und durch den Eintritt einer neuen Gesetzgebung und Verwaltung, welche unter Andern auch eine Umgestaltung des Landes-Schuldwesens zur Folge gehabt hat, gestört und unterbrochen worden; — so haben die jetzigen souverainen Besitzer des ehemaligen Hochstifts Münster, sobald nach Aufhören der französischen Herrschaft ihre Hoheit über die betreffenden Landestheile wieder eingetreten oder durch besondere Staatsverträge neu festgestellt worden war, zuvörderst vorläufige Anordnung treffen, demnächst aber zum Zwecke einer definitiven Auseinandersetzung commissarische Verhandlungen pflegen lassen, und sodann Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

1830 Seine Majestät der König von Hannover
 Allerhöchst Ihren General-Lieutenant, ausserordentli-
 chen Gesandten und bevollmächtigten Minister am
 Königlich-Preussischen Hofe August von Berger,
 Grosskreuz des Königlich-Hannoverschen Guelphen-
 Ordens u. s. w.

und

Allerhöchst Ihren Cammer-Consulenten Friedrich Ernst
 Witte;

Seine Majestät der König von Preussen

Allerhöchst Ihren wirklichen Geheimen Legations-Rath
 und Direktor im Ministerium der auswärtigen Ange-
 legenheiten Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter
 des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens zwei-
 ter Classe mit dem Sterne und des eisernen Kreuzes
 zweiter Classe am weissen Bande u. s. w.

und

Allerhöchst Ihren Geheimen Legations-Rath Friedrich
 Carl von Bülow, Ritter des rothen Adler-Ordens
 dritter Classe mit der Schleife und des eisernen Kreuz-
 zes zweiter Classe u. s. w.

und

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Ot-
 denburg

Höchst Ihren Staatsrath Carl Friedrich Eerdinand Su-
 den Capitular-Kleinkreuz des Grossherzoglich-Ot-
 denburgischen Haus- und Verdienst-Ordens des Her-
 zogs Peter Friedrich Ludwig u. s. w.,
 welche auf den Grund jener commissarischen Verhand-
 lungen, mit Vorbehalt der Ratification, über folgende
 Bedingungen übereingekommen sind:

Erster Abschnitt.

*Von der Vertretung des vormaligen Hochstifts
 Münster durch die pacificirenden hohen Souveraine
 und von dem Concurrrenz-Fusse.*

§. 1. Bei der gegenwärtigen Uebereinkunft vertritt
 die Krone von Preussen:

den im §. 3. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses
 vom 25ten Februar 1803 Ihr überwiesenen Theil
 des Hochstifts Münster, imgleichen die durch den Ar-
 tikel 43. der Wiener Congress-Acte vom 9ten Junius
 1815 unter Ihre Souverainität gestellten, jetzt stan-

des herrlichen Besitzungen der Fürsten von Salm-1839
Salm und Salm-Kyrburg, des vormaligen Wild-
und Rheingrafen, jetzigen Fürsten von Salm-Horst-
mar, so wie der Herzoge von Croy und von
Looz und Corswaren, so weit solche nicht un-
ter der Souverainität der Krone Hannover stehen;

die Krone Hannover:

die zum standesherrlichen Gebiete des Herzogs von
Looz und Corswaren gehörenden Abspisse von
Emsbüren, Salzbergen und Schepsdorf, und das Ih-
rer Souverainität, eben so wie die letzteren in Folge
des Artikels 32. der Wiener-Congress-Acte unter-
worfenen, dem Herzoge von Arenberg gehörige
standesherrliche Amt Meppen;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg:
die demselben im 3ten und 8ten §. des Reichs-Depu-
tations-Hauptschlusses vom 25ten Februar 1803 über-
wiesenen vormals Münsterschen Aemter Vechta und
Cloppenburg.

§. 2. Zur Erleichterung und Vereinfachung des Aus-
einandersetzungs-Geschäfts in Ansehung der Landes-
schulden hat man sich dahin vereinbart, statt des in
dem Recesse vom 30sten Junius 1804 §. 29. festgesetz-
ten ordinären Contributions- und extraordinären Steuer-
fusses, einen mit Rücksicht auf die eingetretenen Ter-
ritorial-Veränderungen nach Verhältniss jener Concur-
renzfüsse berechneten Fractions-Fuss bei allen zur
Vertheilung kommenden Activ- und Passiv-Objecten,
worauf sich der ebenfalls in demselben Recesse §. 29.
festgesetzte Cammeral-Fuss nicht bezieht, in Anwen-
dung zu bringen, dergestalt dass

die Krone Preussen mit	53,508
	<hr/>
	67,200
die Krone Hannover mit	6,203
	<hr/>
	67,200
das Herzogthum Oldenburg mit	7,489
	<hr/>
	67,200

dabei betheiligt ist. Da aber diese Abweichung von
den früheren recessmässigen Bestimmungen den Staats-
Regierungen von Hannover und Oldenburg mehr oder
weniger zum Nachtheil gereicht, so wird denselben
desfalls von Seiten Preussens bei der schlüssigen Aus-

1839 gleichung (IV. Abschnitt) vollständige Entschädigung geleistet.

Dagegen wird der vorgedachte mit Rücksicht auf die inzwischen eingetretenen Territorial-Veränderungen berichtigte Cammmeral-Fuss, wonach

Preussen mit	76	„	8	β	—	Δ
Hannover mit	11	„	2	„	1	„
Oldenburg mit	12	„	17	„	11	„

bei Vertheilung von 100 „

Theil nehmen und beitragen, bei der Auseinandersetzung aller Activ- und Passiv-Objecte, bei welchen jener Fuss Anwendung findet, unverändert zu Grunde gelegt.

Zweiter Abschnitt.

Von Erledigung gewisser unmittelbarer Ansprüche der pacificirenden Regierungen an einander, so wie der Gesamtheit an dritte Personen oder Corporationen.

§. 3. In Beziehung auf die sogenannten Totalitäts-Verhältnisse, welche theils daraus hervorgegangen sind, dass nach dem Recesse vom 30sten Junius 1804 §. 4. die daselbst aufgeführten gemeinschaftlich verbliebenen Activ-Forderungen und Rechnungs-Resultate jedem Landestheile nach dem bestehenden und verglichenen Verhältnisse beziehungsweise zu Gut und zur Last gerechnet werden sollen — theils darauf beruhen, dass für die nach den §§. 31—34. jenes Recesses von den damals betheiligt gewesenen sieben Landesherren zur Sustentation für die Münsterschen Civil- und Militairbeamten und zur einstweiligen Verzinsung, auch allmäligen Abtragung der Münsterschen Landesschulden errichtete Sustentations- und Schulden-Casse eine gemeinschaftliche Berechnung (Totalitätsrechnung) eingeführt war, ist Königlich-Preussischer Seits eine Schluss-Liquidation über alle bei der Totalitäts-Casse wegen der sieben Landestheile des vormaligen Hochstifts Münster bis für das Jahr 1809 einschliesslich in Einnahme zu berechnen gewesenen Geldbeiträge und daraus bestrittenen Ausgaben aufgestellt, welche von den beiden anderen betheiligten Staaten als richtig angenommen wird.

Zur Berichtigung des Preussischen Saldo im Debet von

$$= 44,431 \text{ „ } 18 \text{ } \beta \text{ } 8 \text{ } \Delta =$$

wird die Königlich-Preussische Regierung der Krone 1839
Hannover

= 9,584 $\text{R} 9 \text{ S } 10 \text{ A} =$

und der Grossherzoglich-Oldenburgschen Regierung

= 34,847 $\text{R} 8 \text{ S } 10 \text{ A} =$

— ohne jedoch zu diesen Zahlungen eine streng-rechtliche Verpflichtung anzuerkennen, — bei der definitiven Ausgleichung vergüten (IV. Abschnitt).

§. 4. Da die Grossherzoglich Oldenburgsche Regierung, ausser den derselben bereits in der vorhin erwähnten Schluss-Liquidation bis Ende 1809 vergüteten Summen, noch im Jahre 1810 zu Bestreitung Münsterscher Pensionen eine Zahlung von

= 6,482 $\text{R} 10 \text{ S } 7 \text{ A} =$

geleistet hat, so werden derselben desfalls in gleicher Art, wie in dem vorhergehenden §. bestimmt worden, bei der schliesslichen Ausgleichung (IV. Abschnitt) an noch vergütet:

von Preussen

= 5,161 $\text{R} 16 \text{ S } 7 \text{ A} =$

und von Hannover

= 598 $\text{R} 10 \text{ S } 3 \text{ A} =$

während der eigene Oldenburgsche Antheil beträgt:

= 722 $\text{R} 11 \text{ S } 9 \text{ A} =$

§. 5. In Folge einer nähern Revision der nach dem 1sten Januar 1814 neu aufgestellten gemeinschaftlichen Sustentations-Etats, auf deren Grund die Sustentation Alt-Münsterscher Civil- und Militairbeamten von den paciscirenden Regierungen mittelst verhältnissmässiger jährlicher Beiträge bisher bewirkt worden ist, wird Königlich-Preussischer Seits anerkannt, dass die Aufnahme der Pensionen oder beziehungsweise Pensions-Antheile von Elf bei Revision der Sustentations-Rechnung namentlich bezeichneten Personen in jene Etats und deren Beibehaltung in denselben auf einem Irrthume beruht hat, indem diese Sustentationen wegen früher oder später Statt gehabten Eintritts jener Pensionaire in Preussische Dienstverhältnisse nach dem im §. 11. des Recesses vom 30sten Junius 1804 angenommenen Grundsatz gemeinschaftliche Lasten zu seyn aufgehört haben. Für die von Hannover und Oldenburg demnach ohne Verbindlichkeit bis zum Ende des Jahrs 1831 geleisteten Beiträge zu diesen Sustentationen im Gesamt-Betrage von

1839

= 4,851 fl 9 β 10 sh =

vergütet Preussen der Königlich-Hannoverschen Regierung

= 2,122 fl 16 β 5 sh =

und der Grossherzoglich-Oldenburgschen Regierung

= 2,728 fl 21 β 5 sh =

bei der unten folgenden Ausgleichung (IV. Abschnitt). Königlich-Preussischer Seits entsagt man zugleich einer an Hannover und Oldenburg zu richtenden Entschädigungs-Forderung, welche sich darauf gründet, dass bei Erfüllung der im §. 12. des Recesses vom 30sten Junius 1804 eingegangenen Verbindlichkeit wegen Erleichterung des ältern Civil-Sustentations-Etats auf die Höhe von 1004 fl 20 Sgr. 1 sh an dahin gehörigen Pensionen im Ganzen 1028 fl 11 Sgr., also 23 fl 18 Sgr. 8 sh mehr, als jene Verbindlichkeit erforderte, von der Königlich-Preussischen Regierung ausschliesslich übernommen und geleistet worden sind.

§. 6. Von dem bei der Verwaltung der gemeinschaftlichen Sustentations-Casse durch den substituirten Rendanten von Ellerts entstandenen und bereits vollständig — grösstentheils mittelst Erstattung aus dessen Nachlass-Masse — gedeckten Defects von

= 1,715 fl 13 β 2 sh =

kommen concurrenzmassig der Königlich-Hannoverschen Regierung

= 67 fl 23 β 10 sh =

und der Grossherzoglich-Oldenburgschen Regierung

= 178 fl 3 β =

zu Gute, und werden diese Summen bei der definitiven Ausgleichung (IV. Abschnitt) von Preussen geleistet, welches für Sich bei jenem Defecte mit

= 1,469 fl 14 β 4 sh =

betheiligt ist.

§. 7. Wegen der bereits bei der Säcularisation und Theilung des Hochstifts Münster in Anregung gekommenen und von Hannover und Oldenburg erneuerten Ansprüche an das Vermögen des Münsterschen säcularisirten Domcapitels hat man sich dahin verglichen, dass von Preussen in gedachter Beziehung an Hannover überhaupt

= 9,876 fl 14 β 2 sh =

und an Oldenburg überhaupt

= 10,875 fl 13 β 4 sh =

bei der schliesslichen Ausgleichung (IV. Abschnitt) vergütet wird.

In Rücksicht der obigen Zugeständnisse von Seiten Preussens begeben sich Hannover und Oldenburg aller und jeder Ansprüche auf Vergütung wegen des seit der ersten Besitznahme des Hochstifts Münster im Jahre 1802 bis zum Jahre 1814 entbehrten Mitgenusses des damaligen domstiftischen Gesamtvermögens, sey es an Einkünften aus eingezogenen Präbenden, Vicarien etc. oder von dem reichsschlussmässigen Zehntel des Gesamt-Einkommens, oder endlich von den vorgefundenen Aerarial-Beständen und sonstigen eingezogenen Vermögenstheilen herrührend, wogegen Preussen nicht verlangen will, dass zu den auf den verschiedenen domstiftischen Fonds haftenden Lasten an Armengeldern, Messen, Renten, imgleichen zur Zahlung der reichsschlussmässigen Competenzen und zu den Kosten für die reichsschlussmässige Ausstattung der Domkirche zu Münster von Hannover und Oldenburg beigetragen werde.

Dritter Abschnitt.

Von den durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25sten Februar 1803 und den Recess vom 30sten Junius 1804 übernommenen gemeinsamen Verbindlichkeiten gegen Privatpersonen, Institute und Corporationen, so wie von verschiedenen anderen mit jenen in Verbindung stehenden Gegenständen.

§. 8. Die durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25sten Februar 1803 und den Recess vom 30sten Junius 1804 übernommenen gemeinsamen Verbindlichkeiten betreffen neben der Sustentation der Civil- und Militärbeamten, worüber unten die erforderlichen Bestimmungen festgesetzt sind (V. Abschnitt), hauptsächlich das Münstersche Landes-Schuldenwesen, bei welchen hier allgemeine Schulden von gewissen besonderen Privatforderungen unterschieden und unter die ersteren zunächst eigentliche verbrieftete Schulden, nämlich Pfennigkammer-, Quotisations- und Hofkammer-Schulden, sodann aber auch nichtmehr vorhandene und daher gemeinschaftlich zu erstattende gerichtliche Depositen begriffen werden.

1839 Ueber die Zinsen von denjenigen Arten dieser Schulden, welche verzinslich sind, wird wegen dabei in Betracht kommender besonderer Verhältnisse, unabhängig von den Capitalien, bestimmt.

§. 9. Nach der in Gemässheit des §. 18. des Recesses vom 30sten Junius 1804 bewirkten legalen Reduction der ursprünglich in verschiedenen ältern Münzsorten dargeliehenen oder beziehungsweise niedergelegten Landesschulden-Capitalien auf Conventionsgeld oder den Zwanzig - Guldenfuss, wobei die Königlich - Hannoversche Verordnung vom 20sten December 1822 zum Grunde gelegt ist, sind die im §. 8. bezeichneten Landesschulden bei allen durch gegenwärtige Uebereinkunft festgestellten Bestimmungen, wo nicht ausdrücklich und ausnahmsweise ein Anderes bestimmt ist, vorläufig und mit Vorbehalt der Reduction auf Preussisches Courant so zu berechnen und zu behandeln, als wären sie in Conventionsgeld zu berichtigen.

§. 10. Die Landesschulden-Capitalien (§. 8. 9.), zu deren antheiliger Uebernahme mit Preussen, Hannover und Oldenburg bereit sind, bestehen:

1) aus den in der Anlage A. speciell aufgeführten Pfenigkammer-Schulden im Betrage von

= 1,528,614 \mathfrak{R} 3 β 8 \mathfrak{S} ,

einschliesslich 80,744 \mathfrak{R} 14 β in Golde, wovon nach dem Fractions-Fuss (§. 2.)

auf Preussen . 1,217,159 \mathfrak{R} — β 1 \mathfrak{S}

einschliesslich 64,292 „ 22 „ 7 „ Gold,

auf Hannover . 141,101 „ 2 „ 7 „

einschliesslich 7,453 „ 6 „ 11 „ Gold,

auf Oldenburg 170,354 „ 1 „ — „

einschliesslich 8,998 „ 12 „ 6 „ Gold,

fallen.

2) aus den in der Anlage B. speziell bezeichneten sogenannten Quotisations-Schulden aus den Jahren 1759, 1760 und 1761, nachdem selbige in Gemässheit der Bestimmungen des Recesses vom 30sten Junius 1804 reducirt worden, im Betrage von

= 125,127 \mathfrak{R} 6 β 11 \mathfrak{S} ,

wovon concurrenzmassig der Antheil

Preussens 99,632 \mathfrak{R} 16 β — \mathfrak{S} ,

Hannovers 11,550 „ 1 „ 9 „

Oldenburgs 13,994 „ 17 „ 2 „

beträgt.

3) aus den nachstehend bezeichneten, im §. 4. des Re- 1839
cesses vom 30sten Junius 1804 für Totalitätsschul-
den erklärten sogenannten Hofkammer-Schulden,
nämlich:

- a. der Forderung des Clemens-Hospitals zu Münster
von 800 fl Gold mit 32 fl jährlicher Zinsen,
- b. der Forderung des Erbkämmerers von Galen zu
Dinklage von 948 fl 4 β 1 sh mit 32 fl jährli-
cher Zinsen,
- c. der Forderung der Erben Driver zu Vechte von
237 fl 1 β mit 8 fl jährlicher Zinsen, zusam-
men im Betrage von
= 1,985 fl 5 β 1 sh ,

einschliesslich 800 fl in Golde,
wovon die Antheile

Preussens	1,514 fl 11 β 6 sh
einschliesslich	610 „ 8 „ — „ in Golde,
Hannovers	219 „ 23 „ 8 „
einschliesslich	88 „ 16 „ 8 „ in Golde,
Oldenburgs	250 „ 25 „ 11 „
einschliesslich	101 „ 3 „ 4 „ in Golde,

nach dem Cammeral-Fuss (§. 2.) betragen.

§. 11. Von den nach §. 8. in Betracht kommenden
gerichtlichen Depositum ist

a. eine Summe von 32,948 fl 4 β 8 $\frac{1}{2}$ sh ,

da der Betrag jedes einzelnen dar-
unter befindlichen Depositums die
Summe von 50 fl erreicht oder
übersteigt, nach der landesherrli-
chen Verordnung vom Jahre 1795
mit zwei Procent zu verzinsen,
wogegen

b. bei einer Summe von 3,067 „ — „ 6 $\frac{1}{2}$ „

da der Betrag jedes einzelnen dar-
unter begriffenen Depositums die
Summe von 50 fl nicht erreicht,
eine Verzinsung nicht Stattfindet.

Ausserdem übernehmen die con-
trahirenden Regierungen ihre ver-
hältnissmässigen Antheile an dem
bei dem Gerichte zu Frisoyte in

Latus 36,015 fl 5 β 3 sh ,

1839

Transport 36,015 ₰ 5 β 3 Δ.

Sachen Discuss. Herbert Tameling
 niedergelegten Depositum von 84 — „ 9 „
 so dass nach den darüber aufgestell-
 ten und besonders anerkannten Ge-
 neral - und Special-Verzeichnissen
 die Summe der übernommenen ge-
 richtlichen Depositen an Capital
 überhaupt 36,099 ₰ 6 β — Δ
 beträgt, wovon concurrenzmassig auf
 Preussen 28,744 ₰ — β — Δ
 Hannover 3,332 „ 5 „ 5 „
 Oldenburg 4,023 „ — „ 7 „
 fallen.

§. 12. Die Ansprüche der Erbin des Grafen von Plettenberg-Mietingen auf den Capital - Rest eines bei der ehemaligen Münsterschen Landes-Casse hinterlegten, also aussergerichtlichen Depositums, nebst Zinsen, werden von den paciscirenden Staaten ohne Präjudiz befriedigt und der Capital-Rest mit 2250 ₰ als gemeinschaftliche Schuld anerkannt.

Davon fallen concurrenzmassig
 auf Preussen
 = 1,791 ₰ 15 β 9 Δ,
 auf Hannover
 = 207 ₰ 19 β 4 Δ,
 auf Oldenburg
 = 250 ₰ 20 β 11 Δ.

§. 13. Eben so wollen die contrahirenden Regierun-
 gen verhältnissmässig die Tilgung der im Namen der Te-
 staments- Executoren des Fürstbischofs Christoph Bern-
 hard erhobenen Forderung des Grafen von Galen im
 Betrage von

= 6,020 ₰ Preussisch Courant
 wegen des Agios von einem abgelegten Pfennigkammer-
 Capitale, ohne Präjudiz, bewirken, wenn zuvor der
 Creditor die Mortification des Schuld-Documents, wel-
 ches nicht hat beigebracht werden können, in rechts-
 erforderlicher Art nachgewiesen hat.

In der Voraussetzung, dass dieses geschehen werde,
 wird die gedachte Summe zur Vertheilung gebracht und
 haben dazu beizutragen:

Preussen 4793 ₰ 11 β 11 Δ.

Hannover	555	₤	19	β	2	℔
Oldenburg	670	„	24	„	11	„

in Preussischem Courant.

§. 14. Ausweislich der Anlagen A. B. bei §. 10. betragen seit dem 1sten Januar 1814, von wo ab für Preussen und Oldenburg die Zinsen laufen, während die Verzinsung für Hannover mit dem 15ten Junius desselben Jahrs ihren Anfang nimmt, die jährlichen Zinsen

a. von den §. 10 Nr. 1. gemeinschaftlich übernommenen Pfennigkammer - Schulden

= 51,578 ₤ 15 β 4 ℔.

b. von den §. 10. Nr. 2. gemeinschaftlich übernommenen Quotisations - Schulden

= 5,002 ₤ 2 β 5 ℔.

dergestalt, dass seit dem 1sten Januar 1814 von Preussen und Oldenburg, seit dem 15ten Junius desselben Jahrs aber auch von Hannover rücksichtlich der zu a. und b. gedachten Schulden ein jährliches Zinsen-Quantum aufzubringen war von überhaupt

= 56,580 ₤ 17 β 9 ℔,

welches für den Zeitraum vom 1sten Januar und resp. 15ten Junius 1814 bis zum 31sten December 1831, welcher hierdurch als Abrechnungs - Termin festgesetzt wird, eine Summe von überhaupt

= 1,019,665 ₤ 27 β 10 ℔.

ergiebt.

Davon fallen concurrenzmassig auf

Preussen 814,302 ₤ 22 β 9 ℔.

Hannover 91,728 „ 2 „ 4 „

Oldenburg 113,635 „ 2 „ 9 „

§. 15. Nachdem während des gedachten Zeitraumes von den theilhaftigen Staaten bereits für gehörige Verzinsung der fraglichen Schulden Fürsorge getroffen worden ist, und aus Vergleichung der während der ganzen Periode geleisteten Beiträge mit der verhältnissmässigen Quote (§. 14.) sich ergibt, dass Hannover und Oldenburg mehr beigetragen haben, als ihr Beitrags-Verhältniss unter Zugrundelegung des gegenwärtigen Vertrages mit sich bringt, so wird in dieser Beziehung von Preussen Vergütung geleistet bei der unten folgenden Ausgleichung (IV. Abschnitt).

§. 16. Was die vor dem 1sten Januar 1814 aufgelaufenen Rückstände an Zinsen von Münsterschen Lan-

1839 desschulden betrifft, so wollen Hannover und Oldenburg zu deren Berichtigung ihre Mitwirkung in folgender Art eintreten lassen :

An Zins-Rückständen aus der Zeit vor 1814 übernehmen die contrahirenden Staaten diejenigen, welche ausweislich der darüber aufgestellten General- und Special-Etats auf die Pfennigkammer-Capitalien während der französischen Verwaltungs-Periode in den Jahren 1811, 1812 und 1813 in dem Betrage von

132,235 fl 1 β 7 S .

und vor 1811 während der Bergischen Verwaltungs-Periode und der frühern französischen Occupation in dem Betrage von

221,014 „ — „ 3 „

überhaupt mit = 353,249 fl 1 β 10 S .
aufgelaufen sind.

Hiervon fallen concurrenzmassig auf

Preussen 281,274 fl 15 β 11 S .

Hannover 32,607 „ 5 „ 8 „

Oldenburg 39,367 „ 8 „ 3 „

Nachdem die Königlich-Preussische Regierung bereits früher ihre verhältnissmässigen Quoten der Zinsen-Rückstände aus den gedachten beiden Perioden an die im Preussischen wohnenden Gläubiger in Staatsschuld-Scheinen nach dem Nennwerthe mit Zinsengenuß vom 1sten Julius 1822 und beziehungsweise vom 1sten Julius 1827 an hat abtragen lassen, und der Werth dieser Leistung, nach dem damaligen Course der Staatsschuld-Scheine reducirt, zu ungefähr 75 Procent baar veranschlagt worden ist, so erklären sich Hannover und Oldenburg bereit, ihre Antheile an Retardat-Zinsen von den fraglichen Pfennigkammer-Schulden aus den angegebenen beiden Perioden durchgängig mit 75 Procent zu berichtigen, oder in so weit die Berichtigung bereits erfolgt ist, desfalls verhältnissmässige Vergütung zu leisten.

Der concurrenzmassig zu übernehmende Antheil, auf 75 Procent reducirt, beträgt

für Hannover 24,455 fl 11 β 3 S .

für Oldenburg 29,525 „ 13 „ 2 „

Dagegen wird nunmehr auch Preussen den bisher noch nicht berichtigten Theil seiner concurrenzmassigen

Quote ebenfalls mit 75 Procent an die betreffenden 1830
Gläubiger zahlen lassen.

§. 17. Die Zinsen der anerkannten Hofkammer-
Schulden (§. 10. Nr. 3.) betragen jährlich 72 Rthl . —

Da von jenen Schulden bisher aus gemeinschaftli-
chen Fonds überall keine Zinsen berichtet worden
sind, so sind dieselben jetzt für die ganze Periode vom
3ten August 1802 bis zum 31sten December 1831 zum
Vollen zu berichtigen und auszugleichen, und betragen
überhaupt

$$= 2,117 \text{ Rthl } 16 \text{ Sch } 10 \text{ D.$$

Davon fallen concurrenzmassig
auf Preussen

$$1,619 \text{ Rthl } 2 \text{ Sch } 4 \text{ D.},$$

auf Hannover

$$= 230 \text{ Rthl } 24 \text{ Sch } —$$

auf Oldenburg

$$= 267 \text{ Rthl } 13 \text{ Sch } 6 \text{ D.}$$

§. 18. Die Zinsen von den verzinslichen Gerichts-
Depositen (§. 11.) sind auf gleiche Weise für die ganze
Periode von der Zeit der Niederlegung bis zum 31sten
December 1831 zum Vollen zu berechnen und betra-
gen ausweislich der aufgestellten General- und Special-
Etats überhaupt

$$= 22,350 \text{ Rthl } 27 \text{ Sch } 2 \text{ D.}$$

Davon beträgt der concurrenzmassige Antheil

$$\text{Preussens } 17,575 \text{ Rthl } 13 \text{ Sch } 2 \text{ D.}$$

$$\text{Hannovers } 2,163 \text{ „ } 13 \text{ „ } 9 \text{ „}$$

$$\text{Oldenburgs } 2,612 \text{ „ } — \text{ „ } 9 \text{ „}$$

§. 19. Die Zinsen und beziehungsweise Retardat-
Zinsen des Gräfllich-Plettenbergischen aussergerichtlichen
Depositums auf gleiche Weise berechnet, betragen
überhaupt

$$= 1,329 \text{ Rthl } 10 \text{ Sch } 3 \text{ D.}$$

Davon fallen

$$\text{auf Preussen } 1000 \text{ Rthl } 2 \text{ Sch } 10 \text{ D.}$$

$$\text{„ Hannover } 149 \text{ „ } 4 \text{ „ } 10 \text{ „}$$

$$\text{„ Oldenburg } 180 \text{ „ } 2 \text{ „ } 7 \text{ „}$$

1839

Vierter Abschnitt.

Von der definitiven Ausgleichung der paciscirenden Staaten wegen der in den vorhergehenden Abschnitten regulirten Activ- und Passiv-Verhältnisse.

§. 20. Zum Behuf der Ausgleichung unter den contrahirenden Regierungen wird die Agio-Vergütung auf das Silber in dem Verhältnisse zu dem Golde auf zehn Procent und, wenn die Zahlungen in Silber, wo dieses geschehen muss, nicht in Conventions-Gelde geleistet werden, auf das Preussische Courant $3\frac{1}{4}$ pro Cent festgesetzt.

§. 21. Vermöge des im §. 31. des Recesses vom 30sten Junius 1804 festgestellten Grundsatzes übernimmt jede contrahirende Regierung auf ihren Antheil an den nach §. 10. Nr. 1. 2. 3. §. 12 und 13. gemeinschaftlich übernommenen Landesschulden und den dazu gehörigen Zinsen (§§. 14. 16. 17. 19.) zunächst diejenigen, bei welchen ihre eigenen Unterthanen, Institute und Corporationen als Gläubiger theilhaftig sind. Desgleichen übernimmt jede der paciscirenden Regierungen den Ersatz sämmtlicher aus ihrem eignen Gebietsantheile herrührenden und nicht mehr vorhandenen gerichtlichen Depositen, einschliesslich der auf einem Theile derselben haftenden Zinsen (§. 11. 18). Dasjenige, was alsdann zur Vervollständigung der concurrenz-mässigen Quote der einen oder der andern Regierung noch fehlt, wird auf die unten (§. 23. 24.) bestimmte Weise ausgeglichen und berichtet.

§. 22. In Gemässheit dieser Grundsätze und zur Erleichterung der Auseinandersetzung übernimmt

A. Preussen.

1) sämmtliche im §. 10. Nr. 1. gemeinschaftlich übernommene Pfennigkammer-Capitalien, welche Nicht-Hannoverschen und Nicht-Oldenburgischen Unterthanen, Instituten und Corporationen als Gläubigern zustehen, und zwar neben seinem eignen concurrenz-mässigen Antheile von:

= 1,217,159 Rthl — β 1 S
 einschliesslich = 64,292 Rthl 22 β 7 S Gold,
 für Hannover:

= 81,944 Rthl 11 β 5 S
 einschliesslich 7,265 Rthl 20 β 11 S

für Oldenburg:

1839

= 152,678 ₰ 7 β 4 ℔

einschliesslich 8,598 ₰ 12 β 6 ℔ Gold.

- 2) sämtliche im §. 10. Nr. 2. gemeinschaftlich übernommene Quotisations-Capitalien, welche Nicht-Hannoverschen und Nicht-Oldenburgischen Unterthanen, Instituten und Corporationen als Gläubigern zustehen, und zwar — im reducirten Betrage — nebst seinem eigenen concurrenzmassigen Antheile von

= 99,632 ₰ 16 β — ℔

für Hannover:

= 5,045 ₰ 6 β 11 ℔

für Oldenburg:

= 7,088 ₰ 16 β 4 ℔

- 3) an Hofkammer-Schulden nebst Zinsen, auf seinen eigenen Antheil das Capital des Clemens-Hospitals zu Münster von 800 ₰ Gold nebst sämtlichen Zinsen;
4) sämtliche im §. 11. gemeinschaftlich übernommene Gerichts-Depositum aus seinem vormals Münsterschen Landestheile, nebst den Zinsen derjenigen, welche verzinslich sind, bis zum 31sten December 1831 für seinen Antheil mit resp.

= 25,692 ₰ 7 β 3½ ℔

und 14,576 „ 18 „ 1 „

- 5) den ganzen Betrag des Gräflich von Plettenbergischen Depositums (§. 12.) nebst Zinsen (§. 19.)
6) den ganzen Betrag der Gräflich von Galenschen Agio-Forderung (§. 13.).
7) alle aus der Periode vom 1sten Januar 1814 bis zum 31sten December 1831 einschliesslich etwa rückständig gebliebenen Zinsen sämtlicher in §. 10. Nr. 1 und 2. aufgeführten Pfennigkammer- und Quotisations-Schulden, ohne Concurrenz der beiden andern Staaten;
8) die im §. 16. erwähnten Retardat-Zinsen von den gemeinschaftlich übernommenen Pfennigkammer-Schulden aus den Jahren 1811, 1812 und 1813, so wie für 1810 und rückwärts, welche Nicht-Hannoversche und Nicht-Oldenburgische Unterthanen, Institute und Corporationen zu fordern haben, mit 75 Procent zu berichtigen, und zwar neben seinem eignen concurrenzmassigen Antheile, so weit dieser noch nicht berichtet ist,

für Hannover:

1839

mit 14,257 ₭ 8 β 8 ℥

für Oldenburg:

mit 26,252 ₭ 19 β 3 ℥

- 9) die berechnete Entschädigung wegen des bei der Schulden-Vertheilung statt des Verhältnisses nach der ordentlichen Contribution und der extraordinaireren Steuer angewandten Fractionsfusses (§. 2.),

für Hannover:

mit 10,528 ₭ 8 β 9 ℥ ,

für Oldenburg:

mit 43 ₭ 9 β 8 ℥

zu leisten.

B. Hannover.

- 1) sämmtliche in der Anlage C. und Ca. verzeichnete Pfennigkammer- und Quotisations-Schulden, gerichtliche Depositen, nebst Zinsen bis zum 31sten December 1831 und Retardat-Zinsen auf seinen Antheil mit

= 76,680 ₭ 22 β 4 ℥ einschliesslich 187 ₭ 14 β in Golde;

- 2) an Agio auf Gold von Capitalien, welche ausser der concurrenzmassigen Quote von Preussen übernommen worden, den Hannoverschen Antheil an Preussen

mit 735 ₭ 12 β 2 ℥

zu vergüten; endlich übernimmt

C. Oldenburg

- 1) sämmtliche in der Anlage D. verzeichnete Pfennigkammer-, Quotisations- und Hofkammer-Schulden, Zinsen der Hofkammer-Schulden, gerichtliche Depositen und deren Zinsen bis zum 31sten December 1831, endlich Retardatzinsen mit

= 47,526 ₭ 8 β 5½ ℥ einschliesslich 400 ₭ in Golde;

- 2) an Agio auf Gold von Capitalien, welche von Preussen ausser seiner concurrenzmassigen Quote übernommen worden, den Oldenburgschen Antheil an Preussen

mit = 869 ₭ 26 β 9 ℥

zu vergüten.

§. 23. Diesem gemäss ist die unter Lit. E. anliegende generelle Schluss-Ausgleichungs-Berechnung aufgestellt worden, welche sämmtliche in dem gegenwärtigen Staatsvertrage behandelte Schulden und

gegenseitige Forderungen befasst, und mittelst dieses 1839 von den pacificirenden Regierungen als richtig anerkannt und bestätigt wird. In Gemässheit derselben kommen bis zum 31sten December 1831 schliesslich

A. zur Last

Preussen	2,459,715	₤	24	β	8	λ
Hannover	273,914	„	—	„	9	„
Oldenburg	333,548	„	4	„	2½	„

und

B. zu Gute

Preussen	2,511,103	₤	21	β	6	λ
Hannover	272,914	„	—	„	9	„
Oldenburg	283,160	„	7	„	4½	„

dergestalt, dass nach Vergleichung des einen mit dem andern Hannover 1000 ₤ und Oldenburg 50,387 ₤ 24 β 10 λ noch an Preussen baar zu vergüten haben.

§. 24. Die nach dem vorstehenden §. 23. an Preussen zu leistenden Baarzahlen werden von Seiten Hannovers und Oldenburgs nach deren Wahl an die Königliche Regierungs-Haupt-Casse zu Münster oder an die Casse der Königlichen Hauptverwaltung der Staats-Schulden zu Berlin, und zwar in Conventionsgelde des 20 Guldenfusses oder in Preussischem Courant mit 3½ Procent Agio — spätestens sechs Monate nach Auswechselung der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages berichtet.

§. 25. Vom 1. Jan. 1832 an hat jeder der drei contrahirenden Staaten die Verzinsung der nach §. 22. zu A. B. und C. auf ihn übergegangenen verzinslichen Schulden allein zu tragen, und in so weit die hiernach von Hannover und Oldenburg zu leistenden Zinsen von Preussen berichtet sind, oder bis zur Ausführung dieses Vertrages berichtet werden, hat letzterer Staat von den beiden anderen nach vorgängiger Liquidation eine vollständige Vergütung zu empfangen.

Fünfter Abschnitt.

Von den Sustentationswesen.

§. 26. Die noch lebenden Alt-Münsterschen gemeinschaftlichen Civil- und Militair - Pensionairs erhalten nach wie vor die ihnen gebührenden Pensionen, wozu nach Ausweis des beiliegenden Verzeichnisses F., in so

1839 fern sich nicht die Anzahl der Pensionsberechtigten vermindert, jährlich eine Summe erforderlich ist von

6,483 Rthl 4 Sgr. 8 Pf

Dazu haben beizutragen:

Preussen 5,059 Rthl 5 Sgr. 8 Pf

Hannover 661 „ 22 „ 6 „

Oldenburg 762 „ 6 „ 6 „

in Preussischem Courant.

Die zur Einziehung der Beiträge und Berichtigung der Pensionen bestimmte gemeinschaftliche Sustentations-Casse wird vorerst noch in ihrer bisherigen reccessmässigen Einrichtung beibehalten, und namentlich werden die Beiträge zu derselben nach wie vor, wie in den §§ 9 und 10. des Recesses vom 30sten Junius 1804 bestimmt worden, berechnet.

Sechster Abschnitt.

Von dem Rechnungswesen und Aufbewahrung der gemeinschaftlich verbleibenden Acten und Rechnungen, so wie einigen anderen Gegenständen.

§. 27. So weit bei der Abnahme der Rechnungen über die gemeinschaftliche Sustentations-Casse Königlich-Hannoversche und Grossherzoglich-Oldenburgische Commissarien reccessmässig mitgewirkt haben, hat es hierbei sein Verbleiben. Die weiteren Sustentations-Rechnungen, bei deren Abnahme Hannover und Oldenburg noch nicht mitgewirkt haben, werden ebenfalls gemeinschaftlich abgenommen werden.

§. 28. Da die geführten Rechnungen über die ehemalige sogenannte Totalitäts-Casse während ihres Bestandes, so wie über die Sustentations-Casse bis 1814 und die frühere und spätere gemeinschaftliche Schulden-Casse von Königlich-Preussischen Behörden abgenommen worden sind oder noch abzunehmen seyn werden, und die Königlich-Hannoversche und die Grossherzoglich-Oldenburgische Regierung sich versichert halten, dass dabei auch ihr Interesse, so weit es dabei in Frage kommt, wahrgenommen sey oder doch auf desfallsige Anweisung des Königlich-Preussischen Gouvernements an die betreffenden Königlich-Preussischen Rechnungs-Behörden von diesen noch werde wahrgenommen werden; so wollen dieselben es unter dieser Voraussetzung bei jener Rechnungs-

Abnahme, von deren Ergebnissen hiernächst den ge- 1839
dachten beiden Staats-Regierungen Kenntniss zu geben
ist, bewenden lassen.

Uebrigens ergeben schon die vorhergehenden ver-
tragsmässigen Bestimmungen, namentlich im dritten Ab-
schnitt des gegenwärtigen Vertrages, dass die bisherige
gemeinschaftliche Schulden - Casse als mit dem 31sten
December 1831 eingegangen und aufgehoben zu be-
trachten ist.

§. 29. Für die Aufbewahrung der die Gemeinschaft
betreffenden Rechnungen und Acten u. s. w. wird die
Königlich-Preussische Staats-Regierung Sorge tragen.

Der Königlich-Hannoverschen und der Grossherzog-
zoglich-Oldenburgischen Staats-Regierung bleibt es auch
für die Folge vorbehalten, erforderlichen Falls von den-
selben Einsicht nehmen zu lassen.

§. 30. Die Concepte und Abschriften von Schuldur-
kunden, die Anerkenntnisse, Abrechnungen und sonstigen
Actenstücke, welche sich auf die auf Hannover
und Oldenburg übergehenden Schulden jeglicher
Art beziehen (Anlagen C. und D.), sollen an die Re-
gierungen von Hannover und Oldenburg ausgehändigt
oder falls dieses Schwierigkeiten haben sollte, densel-
ben abschriftlich oder zur Einsicht mitgetheilt werden.

§. 31. In so fern die in dem gegenwärtigen Staats-
vertrage gegenseitig übernommenen Verbindlichkeiten
und Ausgleichungen bereits durch den Vertrag selbst in
Erfüllung gehen, erkennen die betheiligten Staaten sich
desfalls für befriedigt. Nachdem aber die noch erst
zur Ausführung zu bringenden Bestimmungen, nament-
lich in den §§. 24 und 25. gleichmässig in Erfüllung ge-
gangen seyn werden, erklären die pactisirenden Staaten
sämmliche gemeinschaftliche Verhältnisse in Ansehung
des vormaligen Hochstifts Münster und alle ihre gegen-
seitigen Ansprüche aus denselben, namentlich aus dem
Recesse vom 30sten Junius 1804, in so weit dieselben
nicht ausdrücklich vorbehalten werden, für aufgehoben,
erledigt und abgethan.

§. 32. Der gegenwärtige Vertrag wird von Seiner
Majestät dem Könige von Hannover, von Seiner Maje-
stät dem Könige von Preussen und von Seiner König-

1839 lichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg ratificirt werden, und die Auswechselung der Ratificationen wird binnen zwei Monaten oder, wenn es geschehen kann, früher erfolgen.

Zur Urkunde dessen ist selbiger in drei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und von den im Eingange genannten Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

Geschehen zu Berlin, den 16ten October 1839.

A. v. BERGER.	EICHORN.	SUDENN.	F. E. WITTE.
(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)
	v. Bülow.		
	(L. S.)		

14.

Déclaration concernant la prolongation de la convention subsistant entre le Grandduché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour la réunion de quelques territoires de la dernière au système de douanes du premier. En date du 27 Décembre 1839.

(Grossherzoglich Badisches Staats- und Regierungsblatt
1840 v. 7. Januar).

Officielle Bekanntmachung der grossherzoglich Badischen Regierung.

Die mit der fürstlich Hohenzollern Sigmaringenschen Regierung wegen Aufnahme einzelner fürstlichen Landestheile in den Grossherzoglichen Zollverband abgeschlossene Uebereinkunft betreffend.

Der durch das Regierungsblatt von 1835, Seite 477 verkündete, mit dem 1. Januar künftigen Jahrs zu Ende gehende Vertrag mit der Fürstlich Hohenzollern Sigmaringenschen Regierung wegen Aufnahme verschiedener Fürstlicher Gebietstheile in den Grossherzoglichen Zoll-

verband ist in gegenseitigem Einverständnisse beider be- 1839
theiligten Regierungen bis zum 1. Januar 1842 verlän-
gert worden.

Dies wird zur Nachricht und Nachachtung bekannt
gemacht.

Carlsruhe, den 27. Dezember 1839.

Ministerium der Finanzen.

VON BOECKH.

Vdt. PFELTICKER.

15.

*Publication du gouvernement Prus-
sien relative à la convention de l'as-
sociation allemande de douanes et
de commerce avec la ville de Ham-
bourg du 12 Décembre 1839. En
date de Berlin, le 31 Décembre 1839.*

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten.
1840. Nro 1. 18. Januar).

Bekanntmachung, wegen einer mit der freien und Han-
sestadt Hamburg getroffenen Uebereinkunft wegen
gegenseitiger Verkehrs-Erleichterungen. Vom 31. De-
zember 1839.

In dem zwischen den Staaten des Zollvereins und
dem Königlich Niederländischen Gouvernement unter
dem 21. Januar d. J. abgeschlossenen Handels-Vertrage
sind Seitens der Ersteren dem Letzteren gewisse Zoll-
erleichterungen für die Einfuhr von Niederländischem
Lumpenzucker zum Versieden, raffinirtem Zucker und
Reis bewilligt, auch hinsichtlich des Bezuges des Weins
aus den Niederlanden dieselben Begünstigungen, de-
ren der vereinsländische unmittelbare Bezug des Weins
aus den Ländern der Erzeugung zu geniessen hat, zu-
gestanden worden. Durch den Zolltarif des Vereins
für die Jahre 1840. bis 1842. sind sodann die gedach-
ten Zollerleichterungen für die Einfuhr von Zucker
und Reis unter der von sämmtlichen Vereins-Regierun-
gen ausdrücklich erklärten Erwartung allgemein ausge-

1839 **sprochen worden, dass diejenigen Staaten, die hieraus Vortheile erlangen, sich bei den deshalb eingeleiteten Verhandlungen zu billigen Gegenleistungen verstehen werden.**

In Beziehung auf die freie und Hansestadt Hamburg ist diese Erwartung durch eine Uebereinkunft erledigt, welche nicht bloss hinsichtlich des Lumpenzuckers und raffinirten Zuckers, sondern auch hinsichtlich Weinbezuges eine völlige Gleichstellung Hamburgs mit dem Königreiche der Niederlande, ingleichen die dafür zu gewährenden Gegenleistungen feststellt. Der Inhalt dieser für die Dauer des Handelsvertrages zwischen dem Zollvereine und dem Königreiche der Niederlande mittelst gegenseitig resp. unter dem 12. und 17. d. M. aufgestellter und demnächst ratifizirter Deklarationen abgeschlossenen Uebereinkunft wird in Nachstehendem zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

(Folgen die Artikel, welche bereits im XVI Bande des Nouv. Recueil S. 1051 mitgetheilt sind).

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1834 — 1839.

- 20 Novembre 1834 — 27 Juillet 1839. Articles Page
supplémentaires à la convention pour la na-
vigation du Rhin, conclue entre la France,
la Prusse, la Hollande, la Bavière, les grand-
duchés de Bade et de Hesse et le duché de
Nassau, le 31 Mars 1831. Signés à Mayence
le 20 Novembre 1834, le 1 Août 1837, le
17 Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839, par les
plénipotentiaires de ces gouvernemens et ra-
tifiés par ceux-ci. 537

1837.

- 20 Mai. Convention entre l'Autriche et le royaume
de Hanovre sur l'abolition du droit de dé-
traction. 546
Document concernant les Isles de la Société dans
l'Océanie. 548

1838—39.

- 20 Novembre 1838 Déclarations réciproques concer-
16 Février 1839 nant le renouvellement de la con-
vention d'étapes entre la Prusse et le grand-
duché de Hesse. 551

1839.

- 5 Février. Convention entre la Prusse et la Prin-
cipauté de Schwarzbourg-Rudolstadt sur l'ac-

- cession de la dernière à la convention subsis-
tante entre les royaumes de Prusse et de
Saxe, relativement aux exilés. 554
- 18 Janvier Déclaration explicative sur la conven-
6 Février tion entre la Prusse et la principauté de
Schwarzbourg-Sondershausen, concernant les
vagabonds et exilés. 555
- 16 Février. Déclaration explicative sur la conven-
tion entre la Prusse et la principauté de
Reuss-Plauen de la ligne aînée, concernant
les exilés. 558
- 25 Janvier Déclaration portant une modification de
25 Février la convention subsistante depuis 1827
entre la Prusse et le Duché de Brunswick sur
les délits forestiers. 561
- 4 Mars. Déclaration explicative sur la Convention
subsistante entre la Prusse et le Grand-duché
de Saxe-Weimar-Eisenach relativement aux
Exilés. 563
- 18 Janvier Convention supplémentaire entre la Prusse
8 Avril et le Duché de Saxe-Altenbourg sur la
réception des Exilés. 566
- 16 Avril. Convention entre la Prusse et le Duché
de Saxe-Cobourg-Gotha relativement aux
Exilés. 569
- 16 Août. Articles supplémentaires à l'Acte pour la
navigation du Weser du 10 Septembre 1823,
arrêtés par la commission de revision dans sa
séance à Nenndorf et ratifiés par les gouver-
nements respectifs. 572
- 16 Octobre. Traité signé à Berlin entre la Prusse,
le royaume de Hanovre et le Grandduché
d'Oldenbourg pour la répartition des Activa
et Passiva du Pays de Munster. 575
- 27 Décembre. Déclaration concernant la prolonga-
tion de la convention subsistante entre le
Grandduché de Bade et la Principauté de Ho-
henzollern-Sigmaringen pour la réunion de
quelques territoires de la dernière au système
de douanes du premier. 594
- 31 Décembre. Publication du Gouvernement Prus-
sien relative à la convention de l'association
allemande de douanes et de commerce avec
la ville de Hambourg du 13 Décembre 1839. 595

1841.

- 20 Janvier. Circulaire du Plénipotentiaire anglais Pag. en Chine, annonçant la conclusion d'un arrangement préliminaire de paix avec le Commissaire imperial chinois, daté de Macao. 1
- 25 — Convention publiée à Carlsruhe entre le grandduché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, concernant la punition des délits en matière de police, de discipline et de finances. 2
- 26 — Arrêté (Portaria) du gouvernement-général de l'Inde portugaise, relatif aux droits d'entrée sur les marchandises étrangères. 5
- 29 — Proclamation de Charles Elliot, plénipotentiaire anglais en Chine, relative à la prise de possession de l'Isle de Hong-kong. 6
- 1 Février. Proclamation de l'Amiral anglais en Chine, relative à la prise de possession de l'Isle de Hong-kong. 7
- 14 Février — 25 Mars. Actes et documens relatifs au renouvellement de l'union douanière entre le royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick. 468
- 25 — Ordre du Conseil de S. M. Britannique, relatif à l'abolition des droits différentiels sur les navires étrangers, en cas de réciprocité. 8
- 2 Mars. Convention de commerce et de navigation conclue et signée à Londres entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Hesse, les Etats de l'union douanière de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et la Grande-Bretagne de l'autre part. 11
- 3 — Convention publiée à Berlin entre les royaumes de Prusse et de Saxe, sur la protection réciproque des étiquettes des marchandises. 21
- 6 — Arrêté du gouvernement-général d'Algérie, relatif au commerce avec les tribus arabes. 22
- 12 — Convention publiée à Darmstadt entre les Grand-duchés de Hesse et de Bade, concernant la persécution réciproque des malfaiteurs sur leurs territoires respectifs. 24

- 13 Mars. Loi publiée en Grèce et datée d'Athènes contre le commerce des esclaves. 26
- 31 — Arrangement publié à Cassel entre le royaume de Hanovre et l'Electorat de Hesse sur la restitution des frais judiciaires occasionnés par les délits de douane. 28
- 31 — Déclaration réciproque de commerce et de navigation entre le royaume de Danemarc et le Grandduché d'Oldenbourg, signée à Copenhague et à Oldenburg. 29
- 10 Avril. Traité signé à Berlin entre la Prusse, le royaume de Hanovre et le duché de Brunswic, sur la construction d'une route de fer de Magdebourg à Minden, par Brunswic et Hanovre. 31
- 10 — Traité signé à Berlin entre le gouvernement de la Prusse et celui du duché de Brunswic sur la construction d'un chemin de fer de la ville de Magdebourg à la ville de Brunswic. 38
- 10 — Convention publiée à Berlin entre le royaume de Prusse et le Grandduché de Hesse, pour la persécution réciproque des malfaiteurs au-delà des frontières respectives. 43
- 26 — Convention signée à Buenos-Ayres entre les commissaires français et argentins, pour régler l'article 2 du traité du 29 Octobre 1840. 47
- 1 Mai. Traité de commerce et de navigation signé à Hambourg entre les royaumes de Suède et de Norwège d'une part et la ville libre et anseatique de Bremen de l'autre part. 48
- 8 Mai. Convention signée à Berlin entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort relative à la continuation de l'union de douanes et de commerce subsistant entre les dits Etats. 56
- 8 Mai. Convention signée à Berlin entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin entre la Prusse, la Saxe et les Etats de Thuringue sur la con-

tinuation des conventions du 30 Mars et du Pag.	
11 Mai 1833 concernant l'imposition uniforme des produits indigènes.	71
11 Mai. Nouvel article additionnel à la convention de poste, conclue le 27 Mai 1836 entre la France et la Belgique.	74
13 Mai. Traité de commerce entre S. M. le Roi de Saxe et S. M. le Roi de la Grèce, fait en duplicate à Drèsde et à Athènes.	74
18 Mai — 7 Dec. Correspondances qui ont eu lieu en Angleterre pour la répression de la traite des nègres sous pavillon américain.	82
„ „ „ Convention de navigation, conclue entre l'Autriche et la France (Extrait).	87
22 Mai — 23 Octobre. Négociations entre les cabinets de la Prusse et du Hanovre sur le système de douanes.	438
4 Juin. Convention signée à Berlin entre la Prusse et le Grandduché de Hesse sur l'exécution réciproque des jugemens donnés par les tribunaux de justice dans la Prusse et dans la Hesse rhénane.	88
5 Juin. Proclamation de Charles Elliot, Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne en Chine relative à la rançon de la ville de Canton.	91
6 Juin. Proclamation du même, adressée aux habitans de la ville de Canton.	93
7 Juin. Proclamation du même relative au port de Hong-kong.	93
30 Juin. Circulaire du ministre de la guerre en Espagne aux capitaines généraux relative à la répression de la contrebande.	94
9 Juillet. Loi, qui autorise l'établissement provisoire d'un nouveau tarif de douanes en Espagne.	96
10 Juill. Conférence tenue à Londres entre les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte ottomane, relative aux affaires de l'Orient.	126
13 Juillet. Convention signée à Londres entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part et la Porte ottomane de l'autre part, dans le but de maintenir à l'avenir le principe que le passage des détroits	

- des Dardanelles et du Bosphore reste toujours Pag.
fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant
que la Porte se trouve en paix. 128
- 14 Juillet. Décret publié en Espagne sur l'importation des provinces basques. 97
- 17 Juill. Règlement publié en Russie pour la port de Riga. 132
- 19 Juill. Protestation de la Reine Christine contre la nomination de M. Arguelles en qualité de tuteur de sa fille, Isabelle Reine d'Espagne. 140
- 19 Juill. Lettre adressée par la Reine Christine au duc de Victoria, Régent du royaume d'Espagne, relative à la protestation qui précède. 142
- 30 Juill. Circulaire du gouvernement de la Hesse électorale sur le renouvellement de la convention avec la Bavière relative à la punition des délits forestiers, de chasse, champêtres et de pêcheries. 130
- 3 Août. Traité additionnel de navigation conclu à Londres entre la Grande-Bretagne et les villes anséatiques. 145
- 11 Août. Publication ministérielle dans la Hesse électorale concernant une convention conclue avec la Principauté de Schaumbourg-Lippe sur la juridiction du tribunal mixte à Obernkirchen dans la province de Schaumbourg. 150
- 12 Août. Proclamation de Sir Henr. Pottinger, nouveau plénipotentiaire anglais en Chine, adressée aux sujets de Sa Majesté britannique. 131
- 13 Août. Convention entre la Grande-Bretagne et le Danemarck sur les droits du Sund, conclue à Elseneur. 151
- 16 Août. Articles additionnels à la convention de poste du 31 Mai 1831 conclue entre la France et la République suisse de Genève. 165
- 21 Août — 12 Octobre. Instructions données par le gouvernement du Duché de Brunswick à ses commissaires à Berlin, pour les négociations dans l'affaire de douanes. 485
- 26 Août. Loi publiée par le gouvernement hessois-électoral sur la compétence du sénat criminel de la cour suprême d'appel à Cassel relativement aux délits commis dans les districts pos-

- sédés en commun par la Bavière et la Hesse Pag.
électorale. 167
- 1 Sept. Convention supplémentaire au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 18 Mai 1839 entre les villes libres et anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg et la Porte Ottomane, signée à Constantinople. 183
- 2 Sept. Règlement publié en Suisse sur la perception et le contrôle des droits d'entrée fédéraux. 169
- 6 Sept. Traité de navigation conclu à Turin entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne. 179
- 10 Sept. — 21 Oct. Correspondance diplomatique entre le gouvernement des Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la Grande-Bretagne, au sujet du droit de visite. 189
- 11 Sept. Acte, qui modifie les droits de douanes dans les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 196
- 12 Sept. Notes des commissaires Prussiens adressées à ceux du Duc de Brunswic relativement à l'accession du duché de Brunswic à l'association douanière Prussienne. 499
- 13 Sept. Convention additionnelle à la convention du 27 Mai 1836, réglant le transport des correspondances entre la France et la Belgique signée à Paris. 201
- 17 Sept. Convention entre la Belgique et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour assurer aux sujets des deux pays la faculté réciproque de succéder et d'acquérir aux mêmes titres que les nationaux. 205
- 21 Sept. Convention entre le Grandduché de Hesse et la ville libre de Francfort, concernant la persécution réciproque des malfaiteurs sur leurs territoires respectifs. 206
- 15 Oct. Ordre de la trésorerie de la Grande-Bretagne, qui assimile les droits sur les riz importés des Etats-Unis de l'Amérique aux droits sur les riz provenant de la côte occidentale d'Afrique. 208
- 18 Oct. Traité signé à Berlin entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade,

- les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Pag. Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et la Principauté de Lippe-Detmold de l'autre part, sur l'accession de ce dernier Etat à l'union de douanes et de commerce allemande. 209
- 18 Oct. Traité conclu à Berlin entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold sur les droits à percevoir des produits indigènes dans la dite Principauté. 218
- 18 Oct. Traité signé à Berlin entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold sur le renouvellement du Traité du 9/17 Juin 1826, portant extension du système de douanes et de contributions indirectes de la première sur les territoires de la dernière, enclaves de la Prusse. 222
- 19 Oct. Traité signé à Berlin entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, les deux Hesses, les Etats de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et le Duché de Brunswic de l'autre part, sur l'accession du dernier Etat à l'union de douanes et de commerce allemande. 228
- 19 Oct. Convention signée à Berlin entre la Prusse et le Duché de Brunswic sur des droits uniformes à percevoir des produits indigènes. 250
- 19 Oct. Traité signé à Berlin entre la Prusse et le Duché de Brunswic sur l'exécution du système commun de douanes et sur les droits à percevoir des produits indigènes dans les territoires prussiens de Wolfabourg, Hehlingen, Hesslingen et Lühtringen. 260
- 19 Oct. Traité signé à Berlin entre la Prusse et le Duché de Brunswic sur l'exécution du système commun de douanes dans la principauté de Blankenbourg et dans les districts de Walkenried et de Calvoerde, ainsi que sur les droits à percevoir des produits indigènes dans ces territoires. 253
- 25 Oct. Arrêté du gouvernement espagnol de la Havane sur l'admission des paquebots à vapeur de la compagnie royale anglaise des mallees des Antilles. 280

- 25 Oct. Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne entre l'Autriche et la Belgique. 266
29. Oct. Note du gouvernement du royaume des Pays-bas sur le refus de ratifier l'accession du Grandduché de Luxembourg à l'union des douanes allemande, communiquée au corps diplomatique à la Haye et adressée aux différens gouvernemens de la dite union. 272
- Octobre. Loi des douanes, tarifs et instructions en vigueur dans l'Espagne et les Isles adjacentes, à partir du 1er Novembre 1841. 98
- 7 Nov. Arrêté relatif à l'exploitation du bois d'acajou pour le commerce, publié dans la République de Hayti. 286
- 8 Nov. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les trois villes libres anseatiques (Lubeck, Bremen et Hambourg) d'une part et la République mexicaine de l'autre part, signé à Londres le 7 Avr. 1832, mais dont l'exécution s'était retardée jusqu'à l'an 1841. 288
- 11 Nov. Explication officielle publiée dans le Royaume de Hanovre, relative à la convention conclue en 1815 avec le Grandduché d'Oldenbourg sur l'extradition réciproque des mal-fauteurs. 317
- 12 Nov. Convention conclue entre la Belgique et la Saxe, pour assurer aux sujets des deux pays la faculté réciproque de succéder et d'acquérir aux mêmes titres que les nationaux. 318
- 13 Nov. Traité signé à Berlin entre la Prusse et les autres membres de l'union de douanes et de commerce d'une part et la Hesse-électorale de l'autre part sur l'admission du Comté de Schaumbourg à la dite union. 308
- 13 Nov. Traité signé à Berlin entre la Prusse et l'Electorat de Hesse sur les droits à percevoir dans le comté de Schaumbourg de l'eau de vie et du sucre de betteraves. 314
- 23 Nov. Décret du congrès de Corrientes, qui ouvre au commerce étranger les ports de la province sur le Parana. 321
- 28 Nov. Ukase impérial, qui ordonne la mise en vigueur d'un nouveau tarif de douanes en Russie. 322

- 2—10 Déc. Arrangement entre la Belgique et la France pour la concordance du châtiment annuel sur les rivières et les canaux dont la navigation intéresse à la fois les deux pays. 323
- 4 Déc. Décret du Régent de l'Espagne relatif aux droits à percevoir ex Espagne sur le pavillon Chilien. 325
- 9 Déc. Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswic, pour faciliter l'administration de la justice. 325
- 11 Déc. Traité conclu à Berlin entre les Etats de l'Union de douanes allemande et la Principauté de Waldeck sur l'accession de la Principauté de Pyrmont à la dite Union. 342
- 11 Déc. Traité conclu à Berlin entre la Prusse et le Waldeck sur les droits à percevoir des produits indigènes et sur la vente du sel dans la Principauté de Pyrmont. 350
- 13 Déc. Accord provisoire conclu pour régler le service des postes entre le royaume de France et le Grandduché de Luxembourg. 353
- 14 Déc. Traité conclu à Berlin entre le royaume de Hanovre et le Grandduché d'Oldenbourg sur la continuation de l'Union de douanes subsistant entre eux en vertu du Traité du 7 Mai 1836. 354
- 16 Déc. Traité conclu et signé à Berlin entre la Prusse — pour elle même et au nom des autres membres de l'union de douanes allemande — et le Duché de Brunswic d'une part et le Royaume de Hanovre et le Grandduché d'Oldenbourg d'autre part, concernant les contributions indirectes payables dans quelques districts du Duché de Brunswic. 357
- 17 Déc. Traité conclu et signé à Berlin entre la Prusse et les Etats de l'Union de douanes allemande d'une part et le Hanovre, le Brunswic et l'Oldenbourg d'autre part, concernant le renouvellement du Traité du 1 Nov. 1837, pour faciliter les relations réciproques de commerce. 361
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin entre la Prusse, les autres Etats de l'union de dou-

- Prussienne, et le Duché de Brunawic d'une part et l'union de douanes-hanovrienne de l'autre part, pour la répression de la contrebande. 366
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin entre la Prusse, les autres Etats appartenans à la ligue de douanes allemande et le Duché de Brunswic d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part sur l'accession renouvelée du comté de Hohnstein et du baillage d'Elbingerode au système de douanes établi entre les dits premiers Etats. 367
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin entre les Etats appartenans à l'union douanière Prussienne et le Duché de Brunswic d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part, sur l'accession de la partie méridionale du baillage de Fallersleben au système de douanes établi entre les dits premiers Etats. 369
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin entre la Prusse d'une part et le Hanovre et les autres Etats réunis à celui-ci par un système commun de douanes d'autre part, sur l'accession renouvelée de quelques territoires Prussiens au système de contributions indirectes établi dans les derniers Etats. 376
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin entre la Prusse, les autres Etats de l'union douanière Prussienne et le Duché de Brunswic d'une part et le Royaume de Hanovre et les Etats appartenans à l'union douanière Hanovrienne d'autre part, pour faciliter le commerce réciproque. 377
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin entre la Prusse et le Hanovre concernant le renouvellement de la convention du 1 Nov. 1837 sur l'adoption d'un système uniforme de contributions indirectes pour les territoires hanovriens dont l'accession à l'union douanière Prussienne a été stipulée. 383
- 20 Déc. Traité conclu à Berlin entre la Prusse l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Saxe-Weimar-Eisenach et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha sur la construction d'une route de fer de Halle à Cassel etc. 385

- 20 Déc. Traité signé à Londres entre l'Autriche, l'Angleterre, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie sur la répression de la traite d'esclaves d'Afrique. 392
- Texte original anglais. 508
- ... Déc. Convention entre les gouvernements des Etats appartenans à l'union de douanes allemande concernant le transport et l'expédition des marchandises sur les sections du Rhin et des rivières situées dans le territoire de la dite union. 413
- ... Déc. Convention entre les gouvernements des Etats appartenans à l'union douanière allemande sur l'application du tarif subsistant lors d'une nouvelle période du tarif ou en cas d'une modification du tarif. 434

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Amérique septentrionale (Etats-unis).

- 1841 10 Septemb. — 21 Octobre. Correspondance diplomatique avec la Grande-Bretagne, au sujet du droit de visite. Pag. 189
- 11 Septemb. Acte du Congrès qui modifie les droits de douanes. 196

Anhalt-Bernbourg (Duché).

- 1841 17 Septembre. Convention avec la Belgique pour assurer aux sujets des deux pays la faculté réciproque de succéder et d'acquérir aux mêmes titres que les nationaux. 205

Autriche.

- 1837 20 Mai. Convention avec le royaume de Hanovre, sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 546
- 1841 ... Mai. Convention de navigation, conclue avec la France. (Extrait). 87
- 10 Juillet. Conférence tenue à Londres entre les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte Ottomane, relative aux affaires de l'Orient. 126
- 13 Juillet. Convention signée à Londres entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part et la Porte Ottomane de

- l'autre part, dans le but de maintenir le principe que le passage des détroits des Dardanelles et du Bospore reste toujours fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix. 128
- 1841 25 Octobre. Traité de commerce et de navigation conclu et signé à Vienne avec la Belgique. 266
- 20 Décembre. Traité signé à Londres avec la Grande-Bretagne, la Russie et la Prusse sur la répression de la traite d'esclaves. 392
- Texte original anglais. 508

Bade (Grand-duché).

- 1834—39. Articles supplémentaires à la convention, conclue le 31 Mars 1831 à Mayence, pour la navigation du Rhin, avec la France, la Prusse, la Hollande, la Bavière, le Grandduché de Hesse et le duché de Nassau. Signés à Mayence le 20 Novembre 1834, le 1 Août 1837, le 17 Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839. 537
- 1841 25 Janvier. Convention publiée à Carlsruhe avec la principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, concernant la punition des délits en matière de police, de discipline et de finances. 2
- 2 Mars. Convention de commerce et de navigation conclue et signée à Londres avec la Grande-Bretagne. 11
- 12 — Convention avec le Grandduché de Hesse, concernant la persécution réciproque des mal-faiteurs sur leurs territoires respectifs. 24
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière sur l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la principauté de Lippe-Detmold sur l'accession de celle-ci à l'union douanière Prussienne. 209
- 19 — Traité signé à Berlin avec le Duché de Brunswic sur l'accession de celui-ci à l'union douanière Prussienne. 228
- Les autres Traités et conventions concernant le système de douanes voy. *Prusse*.

Bavière.

- 1834 —39 Articles supplémentaires à la convention, Pag.
conclue le 31 Mars 1831 à Mayence,
pour la navigation du Rhin, avec la France,
la Prusse, la Hollande, les Grandduchés de
Bade et de Hesse et le duché de Nassau.
Signés à Mayence, le 20 Novembre 1834 le
1 Août 1837, le 17 Juillet 1838 et le 27
Juillet 1839. 537
- 1841 2 Mars. Convention de commerce et de naviga-
tion conclue et signée à Londres avec la
Grande-Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continua-
tion de l'union douanière. 56
- 8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de l'union douanière pour l'établisse-
ment d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves 67
- 30 Juillet. Publication sur le renouvellement de
la convention avec la Hesse électorale, rela-
tive à la punition des délits forestiers, de
chasse, champêtres et de pêcheries. 130
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la princi-
pauté de Lippe - Detmold sur l'accession de
celle-ci à l'union douanière Prussienne. 209
- 19 Octobre. Traité signé avec le Duché de Brun-
swic sur l'accession de celui-ci à l'Union doua-
nière Prussienne. 228
- Les autres traités et conventions concernant le sy-
stème de douanes voy. *Prusse*.

Belgique.

- 1841 11 Mai. Nouvel article additionnel à la convention
postale, conclue le 27 Mai 1836 avec la
France 74
- 13 Septembre. Convention additionnelle à la con-
vention du 27 Mai 1836, réglant le trans-
port des correspondances avec la France,
signée à Paris. 201
- 17 Septembre. Convention avec le Duché d'An-
halt-Bernbourg, pour assurer aux sujets des
deux pays la faculté réciproque de succéder
et d'acquérir aux mêmes titres que les na-
tionaux. 202

- 25 Octobre. Traité de commerce et de navigation
conclu et signé à Vienne avec l'Autriche. 266
- 1841 12 Novembre. Convention conclue avec le royaume
de Saxe, pour assurer aux sujets des deux
pays la faculté réciproque de succéder et d'ac-
quérir aux mêmes titres que les nationaux. 318
- 2—10 Décembre. Arrangement avec la France pour
la concordance du chômage annuel sur les ri-
vières et les canaux dont la navigation in-
téresse à la fois les deux pays. 323

Brème (ville libre).

- 1839 16 Août. Articles supplémentaires à l'acte pour
la navigation du Weser du 10 Septembre
1823, arrêtés par la commission de revision
dans sa séance à Nenndorf. 572
- 1841 1 Mai. Traité de commerce et de navigation signé
à Hambourg avec les royaumes du Suède et
de Norwège. 48
- 3 Août. Traité additionnel de navigation conclu
à Londres avec la Grande-Bretagne. 145
- 1 Septembre. Convention supplémentaire au Traité
d'amitié, de commerce et de navigation, con-
clu le 18 Mai 1839 avec la Porte-Ottomane,
signée à Constantinople. 183
- 8 Novembre. Traité d'amitié, de commerce et de
navigation conclu et signé à Londres le 7
Avril 1832 avec la République mexicaine, mais
dont l'exécution s'était retardée jusqu'à l'an
1841. 288

Brunswic (Duché).

- 1839 25 Janvier Déclaration portant une modification de
25 Février la convention subsistante depuis 1827 avec
la Prusse sur les délits forestiers. 561
- 16 Août. Articles supplémentaires à l'acte pour la
navigation du Weser du 10 Septembre 1823,
arrêtés par la commission de revision dans
sa séance à Nenndorf. 572
- 1841 14 Février — 25 Mars. Actes et documens relatifs
au renouvellement de l'association douanière
avec le royaume de Hanovre. 468
- 1841 10 Avril. Traité signé à Berlin avec la Prusse et

le Hanovre pour la construction d'une route de fer de Magdebourg à Minden.	Pag. 31
10 Avril. Traité signé à Berlin avec la Prusse sur la construction d'une route de fer de la ville de Magdebourg à la ville de Brunswic.	38
21 Août — 12 Octobre. Instructions données aux Commissaires à Berlin pour les négociations dans l'affaire de douanes.	485
12 Septembre. Notes des Commissaires Prussiens adressées à ceux du Duc de Brunswic relativement à l'accession du Duché de Brunswic à l'association douanière Prussienne.	499
19 Octobre. Traité signé à Berlin avec les Etats de l'union douanière Prussienne sur l'accession du Duché de Brunswic à cette Union.	228
19 — Convention signée à Berlin avec la Prusse sur les droits uniformes à percevoir des produits indigènes.	250
19 — Traité signé à Berlin avec la Prusse sur l'exécution du système commun de douanes et sur les droits à percevoir des produits indigènes dans les territoires Prussiens de Wolfsburg Hehlingen, Hesslingen et Lüchtringen.	260
10 — Traité signé à Berlin avec la Prusse sur l'exécution du système commun de douanes dans la principauté de Blankenbourg et dans les districts de Walkenried et de Calvoerde, ainsi que sur les droits à percevoir des produits indigènes dans ces territoires.	253
9 Décembre. Convention avec la Prusse pour faciliter l'administration de la justice.	325
16 Décemb. Traité conclu et signé à Berlin avec le royaume de Hanovre et le Grandduché d'Oldenbourg, concernant les contributions indirectes payables dans quelques districts du Duché de Brunswic.	357
17 Décemb. Traité signé à Berlin avec la Prusse et les autres membres de l'union douanière Prussienne, sur le renouvellement du Traité du 1 ^{er} Novembre 1837, pour faciliter les relations réciproques de commerce.	361
Les autres Traités et conventions concernant le système de douanes voy. <i>Prusse et Hanovre.</i>	

Buenos - Ayres (république argentine).

- 1841 26 Avril. Convention signée à Buenos-Ayres, pour régler l'article 2 du traité conclu avec la France le 29 Octobre 1840. 47
- 23 Novembre. Décret du congrès de Corrientes, qui ouvre au commerce étranger les ports de la province sur le Parana. 321

Chine.

- 1841 20 Janvier. Circulaire du plénipotentiaire anglais annonçant la conclusion d'un arrangement préliminaire de paix avec le commissaire impérial, daté de Macao. 1
- 29 — Proclamation de Charles Elliot plénipotentiaire anglais, relative à la prise de possession de l'Isle de Hong-kong. 6
- 1 Février. Proclamation de l'Amiral anglais sur le même objet. 7
- 5 Juin. Proclamation de Charles Elliot, plénipotentiaire anglais en Chine, relative à la ranson de la ville de Canton. 91
- 6 Juin. Proclamation du même adressée aux habitants de Canton. 93
- 7 Juin. Proclamation du même relative au port de Hong-kong. 93
- 12 Août. Proclamation de Sir Henri Pottinger, nouveau plénipotentiaire anglais en Chine, adressée aux sujets de Sa Maj. britannique. 131.

Danemarc (Royaume).

- 1841 31 Mars. Déclaration signée à Copenhague pour le commerce et la navigation avec le Grand-duché d'Oldenbourg. 29
- 13 Août. Convention conclue à Elseneur avec la Grande-Bretagne sur les droits du Sund. 151

Espagne.

- 1841 30 Juin. Circulaire du Ministre de la guerre aux capitaines généraux relative à la répression de la contrebande. 94
- 9 Juillet. Loi qui autorise l'établissement provisoire d'un nouveau tarif de douanes. 96

14 Juillet. Décret sur l'importation des produits des provinces basques.	Pag. 97
19 Juillet. Protestation de la Reine Christine contre la nomination de M. Arguelles en qualité de tuteur de sa fille, la reine Isabelle.	140
19 Juillet. Lettre adressée par la reine Christine au Duc de Vitoria (Espartero), Régent, relative à la protestation qui précède.	142
25 Octobre. Arrêté du gouvernement espagnol de la Havane sur l'admission des paquebots à vapeur de la compagnie royale anglaise des Malles des Antilles.	280
... Octobre. Loi des douanes, tarifs et instructions en vigueur à partir du 1 Novembre 1841.	98
4 Décembre. Décret du Régent relatif aux droits à percevoir sur le pavillon chilien.	325

France.

1834—39 Articles supplémentaires à la convention conclue le 31 Mars 1831 à Mayence pour la navigation du Rhin, avec la Prusse, la Hollande, la Bavière, les grand-duchés de Bade et de Hesse et le duché de Nassau. Signés à Mayence le 20 Novembre 1834, le 1 Août 1837, le 17 Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839.	537
1841 6 Mars. Arrêté du gouvernement-général d'Algérie, relatif au commerce avec les tribus arabes.	22
26 Avril. Convention signée à Buenos-Ayres, pour régler l'article 2 du traité avec la république argentine du 29 Octobre 1840.	47
11 Mai. Nouvel article additionnel à la convention postale, conclue le 27 Mai 1836 avec la Belgique.	74
... Convention de navigation conclue avec l'Autriche (Extrait).	87
16 Août. Articles additionnels à la convention postale conclue le 31 Mai 1831 avec la république de Genève.	165
13 Septemb. Convention additionnelle à la convention conclue le 27 Mai 1836 avec la Belgique, réglant le transport des correspondances avec la Belgique, signée à Paris.	201
2—10 Décembre. Arrangement avec la Belgique pour la concordance du chômage annuel sur	

les rivières dont la navigation intéresse à la fois les deux pays. 323

12 Décemb. Accord provisoire conclu pour régler le service des postes avec le grandduché de Luxembourg. 353

Francfort a. M. (ville libre).

- 1841 2 Mars. Convention de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56
- 8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves 67
- 21 Septemb. Convention avec le grandduché de Hesse, concernant la persécution réciproque des malfaiteurs sur leurs territoires respectifs 206
- Les traités et conventions signés à Berlin concernant les douanes voy. *Prusse*.

Grande-Bretagne.

- 1841 20 Janvier. Circulaire du plénipotentiaire anglais en Chine, annonçant la conclusion d'un arrangement préliminaire de paix avec le commissaire impérial chinois, daté de Macao. 1
- 29 — Proclamation de Charles Elliot, plénipotentiaire anglais en Chine relative à la prise de possession de l'Isle de Hong-kong. 6
- 1 Février. Proclamation de l'amiral anglais sur le même sujet. 7
- 25 — Ordre du Conseil de S. M. relatif à l'abolition des droits différentiels sur les navires étrangers, en cas de réciprocité. 8
- 2 Mars. Convention de commerce et de navigation conclue et signée à Londres avec l'union douanière allemande. 11
- 18 Mai—7 Décembre. Correspondances qui ont eu lieu en Angleterre pour la répression de la traite des nègres sous pavillon américain. 82
- 5 Juin. Proclamation de Charles Elliot, plénipotentiaire anglais en Chine, relative à la rançon de la ville de Canton. 91

6 Juin. Proclamation du même adressée aux habitants de Canton.	Pag. 93
7 Juin. Proclamation du même, relative au port de Hong-kong.	93
10 Juillet. Conférence tenue à Londres entre les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de Russie, de Prusse et de la Porte Ottomane, relative aux affaires de l'Orient.	126
13 Juillet. Convention signée à Londres entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse d'une part et la Porte ottomane de l'autre part, dans le but de maintenir à l'avenir le principe que le passage des détroits des Dardanelles et du Bospore reste toujours fermé aux bâtimens de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix.	128
3 Août. Traité additionnel de navigation conclu à Londres avec les villes anseatiques.	145
12 Août. Proclamation de Sir Henr. Pottinger, nouveau plénipotentiaire anglais en Chine, adressée aux sujets de S. M. britannique.	131
13 Août. Convention avec le Danemarc sur les droits du Sund, conclue à Elseneur.	151
6 Septemb. Traité de navigation conclu et signé à Turin avec la Sardaigne.	179
10 Septemb. — 21 Octobre. Correspondance diplomatique avec le gouvernement des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, au sujet du droit de visite.	189
15 Octobre. Ordre de la trésorerie, qui assimile les droits sur les riz importés des Etats-Unis de l'Amérique aux droits sur les riz provenant de la côté occidentale d'Afrique.	208
20 Décembre. Traité conclu et signé à Londres avec l'Autriche, la Russie et la Prusse, sur la répression de la traite d'esclaves.	508

Grèce (Royaume).

1841 17 Mars. Loi publiée à Athènes contre le commerce des esclaves.	26
12 Mai. Traité de commerce avec le Royaume de Saxe.	74

Hambourg (ville libre).

- 1839 31 Décembre. Publication du gouvernement Prussien relative à la convention de l'union douanière avec la ville de Hambourg. 595
- 1841 3 Août. Traité additionnel de navigation conclu à Londres avec la Grande-Bretagne. 145
- 1 Septembre. Convention supplémentaire au Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 18 Mai 1839 avec la Porte-Ottomane, signé à Constantinople. 183
- 8 Novembre. Traité d'amitié, de commerce, et de navigation, conclu et signé à Londres le 7 Avril 1832 avec la République mexicaine, mais dont l'exécution s'est retardée jusqu'à l'an 1841. 288

Hanovre (Royaume).

- 1837 20 Mai. Convention avec l'Autriche, sur l'abolition réciproque du droit de détraction. 546
- 1839 16 Août. Articles supplémentaires à l'Acte pour la navigation du Weser du 10 Septembre 1823, arrêtés par la commission de revision dans sa séance à Nenndorf. 572
- 16 Octobre. Traité signé à Berlin avec la Prusse et le Grandduché d'Oldenbourg, sur la répartition des Activa et Passiva du Pays de Munster. 575
- 1841 14 Février — 25 Mars. Actes et documens relatifs au renouvellement de l'association douanière avec le Duché de Brunswic. 468
- 31 Mars. Arrangement avec l'Electorat de Hesse sur la restitution des frais judiciaires occasionnés par les délits de douanes. 28
- 10 Avril. Traité signé à Berlin avec la Prusse et le Duché de Brunswic, sur la construction d'une route de fer de Magdebourg à Minden. 31
- 22 Mai — 23 Octobre. Négociations avec le cabinet Prussien sur le système de douanes. 438
- 11 Novembre. Explication officielle relative à la convention conclue en 1815 avec le Grandduché d'Oldenbourg sur l'extradition des mal-faiteurs. 317
- 14 Déc. Traité signé à Berlin avec le Grandduché

- d'Oldenbourg sur la continuation de l'Union Pag.
douanière subsistant entre eux en vertu du
Traité du 7 Mai 1836. 354
- 16 Déc. Traité conclu et signé à Berlin avec la
Prusse — pour elle même et au nom des au-
tres membres de l'union douanière Prussienne
— et le Duché de Brunswic concernant les
contributions indirectes payables dans quelques
districts du Duché de Brunswic. 357
- 17 Déc. Traité signé à Berlin avec la Prusse et
les autres membres de l'Union douanière Prus-
sienne, sur le renouvellement du Traité du
1 Nov. 1837, pour faciliter les relations ré-
ciproques de commerce. 361
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin avec l'union
douanière prussienne, et le Duché de Brunswic,
pour la répression de la contrebande. 366
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin avec la
Prusse, les autres Etats appartenans à l'union
douanière prussienne et le Duché de Bruns-
wic sur l'accession renouvelée du comté de
Hohnstein et du baillage d'Elbingerode au
système de douanes prussien. 367
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin avec les
Etats appartenans à l'union douanière prus-
sienne et le Duché de Brunswic, sur l'acces-
sion de la partie méridionale du baillage de
Fallersleben au système de douanes prussien. 369
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin avec la
Prusse sur l'accession renouvelée de quelques
territoires prussiens au système de contribu-
tions indirectes hanovrien. 376
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin avec les
Etats de l'union douanière prussienne et le
Duché de Brunswic, pour faciliter le com-
merce réciproque. 377
- 17 Déc. Convention conclue à Berlin avec la
Prusse sur le renouvellement de la conven-
tion du 1 Nov. 1837, concernant l'adoption d'un
système uniforme de contributions indirectes
pour les territoires hanovriens dont l'acces-
sion à l'union douanière prussienne a été sti-
pulée. 383

Hayti (République).

- 1841 7 Novembre. Arrêté relatif à l'exploitation du bois d'acajou pour le commerce. 286

Hesse (Electorale.)

- 1839 16 Août. Articles supplémentaires à l'acte pour la navigation du Weser du 10 Septembre 1823, arrêtés par la commission de revision dans sa séance à Nenndorf. 572
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-Bretagne. 11
- 31 — Arrangement avec le royaume de Hanovre sur la restitution réciproque des frais judiciaires occasionnés par les délits de douane. 28
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56
- 8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 30 Juillet. Publication sur le renouvellement de la convention avec la Bavière relative à la punition des délits forestiers, de chasse, champêtres et de pêcheries. 130
- 11 Août. Publication ministérielle concernant une convention conclue avec la principauté de Schaumbourg-Lippe sur la juridiction du tribunal mixte à Obernkirchen dans la province de Schaumbourg. 150
- 26 Août. Loi sur la compétence du sénat criminel de la cour suprême d'appel à Cassel relativement aux délits commis dans les districts possédés en commun avec la Bavière. 167
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la principauté de Lippe - Detmold sur l'accession de celle-ci à l'union douanière prussienne. 209
- 19 — Traité signé à Berlin avec le Duché de Bruncwic sur l'accession de celui-ci à l'union douanière prussienne. 228
- 13 Novembre. Traité signé à Berlin avec la Prusse et les autres membres de l'union de douanes et de commerce prussienne sur l'admission du comté de Schaumbourg à la dite Union. 308

- 13 Novembre. Traité signé à Berlin avec la Prusse Pag.
sur les droits à percevoir dans le comté de
Schaumburg de l'eau de vie et du sucre de
betteraves. 314
- 20 Déc. Traité conclu à Berlin avec la Prusse,
le Grandduché de Saxe-Weimar-Eisenach et
le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha sur la con-
struction d'une route de fer de Halle à Cas-
sel etc. 385
- Les autres Traités et conventions concernant les re-
lations de douanes, conclus et signés à Ber-
lin dans le mois de Décembre voy. *Prusse*.

Hesse (Grand-duché).

- 1834—39. Articles supplémentaires à la convention, con-
clue le 31 Mars 1831 à Mayence, pour la
navigation du Rhin, avec la France, la Prusse,
la Hollande, la Bavière, le grandduché de Bade,
et le duché de Nassau. Signés à Mayence,
le 20 Novembre 1834, le 1 Août 1837, le
17 Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839. 537
- 1838 20 Novembre Déclarations réciproques sur le renou-
1839 16 Février. vellement de la convention d'étappes avec
la Prusse. 551
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-
Bretagne. 11
- 12 — Convention avec le grandduché de Bade
sur la persécution réciproque des malfaiteurs
sur leurs territoires respectifs. 24
- 10 Avril. Convention avec la Prusse sur la persé-
cution réciproque des malfaiteurs au de là des
frontières respectives. 45
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la conti-
nuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de l'union douanière pour l'établis-
sement d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves. 67
- 4 Juin. Convention signée à Berlin avec la Prusse,
sur l'exécution réciproque des jugemens don-
nés par les tribunaux de justice dans la Prusse
et dans la Hesse rhénane. 88
- 21 Septembre. Convention avec la ville libre de
Francfort, concernant la persécution récipro-

- que des malfaiteurs sur leurs territoires re- Pag.
spectifs. 206
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la princi-
pauté de Lippe - Detmold sur l'accession de
celle-ci à l'union douanière Prussienne. 209
- 19 — Traité signé à Berlin avec le Duché de Bruns-
wic sur l'accession de celui-ci à l'union dou-
nière prussienne. 228
- 13 Novembre. Traité avec la Hesse électorale
voy. *Prusse*.
- Les autres traités et conventions concernant les
douanes, signés au mois de Décembre à Ber-
lin voy. *Prusse*.

Hohenzollern - Siegmaringen (Principauté).

- 27 Décembre. Déclaration concernant la prolonga-
tion de la convention subsistante avec le
Grandduché de Bade sur la réunion de quel-
ques territoires de la principauté au système
de douanes de celui-là 594
- 25 — Convention avec le grandduché de Bade,
concernant la punition des délits en matière
de police, de discipline et de finances. 2

Hollande (Pays-Bas).

1834. — 39. Articles supplémentaires à la convention,
conclue le 31 Mars 1831 à Mayence,
pour la navigation du Rhin, avec la France,
la Prusse, la Bavière, les grandduchés de
Bade et de Hesse et le duché de Nassau.
Signés à Mayence le 20 Novembre 1834, le
1 Août 1837, le 17 Juillet 1838 et le 27 Juil-
let 1839. 537
- 1841 29 Octobre. Note du gouvernement du royaume
des Pays-Bas sur le refus de ratifier l'acces-
sion du grandduché de Luxembourg à l'union
douanière allemande, communiquée au corps
diplomatique à la Haye et adressée aux diffé-
rens gouvernemens de la dite union. 272
- 13 Décemb. Accord provisoire conclu avec la France
pour régler le service des postes pour le
grandduché de Luxembourg. 353

Lippe-Detmold (Principauté).

- 1841 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec l'union douanière prussienne sur l'accession de la principauté de Lippe-Detmold à cette union. 209
- 18 — Traité conclu à Berlin avec la Prusse sur les droits à percevoir des produits indigènes dans la principauté de Lippe-Detmold. 218
- 18 — Traité signé avec la Prusse sur le renouvellement du Traité du 9/17 Juin 1826, portant extension du système de douanes et de contributions indirectes de la Prusse sur les territoires de la principauté de Lippe-Detmold, enclaves de celle-là. 222

Lippe-Schaumbourg (Principauté).

- 1841 11 Août. Publication concernant une convention avec l'Electorat de Hesse sur la juridiction du tribunal mixte à Obernkirchen dans la province hessoise de Schaumbourg. 150

Lübec (ville libre).

- 1841 3 Août. Traité additionnel de navigation, conclu à Londres avec la Grande-Bretagne. 145
- 1 Septembre. Convention supplémentaire au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 18 Mai 1839 avec la Porte-Ottomane, signée à Constantinople. 183
- 8 Novembre. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu et signé à Londres le 7 Avril 1832 avec la République Mexicaine, mais dont l'exécution s'est retardée jusqu'à l'an 1841. 288

Mexique.

- 1841 8 Novembre. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec les trois villes libres anseatiques (Hambourg, Bremen et Lübeck), signé à Londres le 7 Avril 1832, mais dont l'exécution s'était retardée jusqu'à l'an 1841. 288

Nassau (Duché).

- 1834—39. Articles supplémentaires à la convention, conclue le 31 Mars 1831 à Mayence, pour la navigation du Rhin, avec la France, la Prusse,

- la Hollande, la Bavière, et les grandduchés Pag.
de Bade et de Hesse. Signés à Mayence, le
20 Novembre 1834, le 1 Août 1837, le 17
Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839. 537
- 1841 2 Mars. Convention de commerce et de navigation
avec la Grande-Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continua-
tion de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de l'union douanière pour l'établisse-
ment d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves. 67
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la Princi-
pauté de Lippe - Detmold sur l'accession de
celle-ci à l'union douanière Prussienne. 209
- 19 — Traité signé à Berlin avec le Duché de
Brunswic sur l'accession de celui-ci à l'union
douanière Prussienne. 228
- 13 Novemb. Traité avec la Hesse électorale Voy.
Prusse.
- Les traités et conventions concernant les douanes,
signés au mois de Décembre à Berlin Voy.
Prusse.

Océanie.

- 1837 Document concernant les Isles de la Société dans
l'Océanie. 548

Oldenbourg (Grand-duché).

- 1839 16 Août. Articles supplémentaires à l'acte pour la
navigation du Weser du 10 Septembre 1823,
arrêtés par la commission de révision dans
sa séance à Nenndorf. 572
- 16 Octobre. Traité signé à Berlin avec la Prusse
et le Hanovre, sur la repartition des Activa
et Passiva du pays de Münster. 575
- 1841 31 Mars. Déclaration signée pour le commerce et
la navigation avec le Danemarck. 29
- 11 Novembre. Explication officielle relative à la
convention conclue en 1815 avec le royaume
de Hanovre sur l'extradition réciproque des
malfaiteurs. 317
- 14 Décemb. Traité conclu à Berlin avec le royaume
de Hanovre sur la continuation de l'union

douanière subsistant entre eux en vertu du Pag.
Traité du 7 Mai 1836. 354

16 Décemb. Traité conclu et signé à Berlin avec
la Prusse — pour elle-même et au nom des
autres membres de l'union douanière Prus-
sienne — et le Duché de Brunswic, concer-
nant les contributions indirectes payables dans
quelques districts du Duché de Brunswic. 357

17 Décemb. Traité signé à Berlin avec les mem-
bres de l'union douanière Prussienne sur le
renouvellement du Traité du 1 Novemb. 1837,
pour faciliter les relations réciproques de
commerce. 361

Les autres traités et conventions concernant les re-
lations de douanes, signés au mois de Dé-
cembre à Berlin Voy. *Hanovre.*
Pays-bas Voy. Hollande.

Porte Ottomane.

1841 10 Juillet. Conférence tenue à Londres entre les
Plénipotentiaires de la Porte Ottomane, de
l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Rus-
sie et de Prusse, relative aux affaires de
l'Orient. 126

13 Juillet. Convention signée à Londres entre la
Porte-Ottomane d'une part et l'Autriche, la
Grande-Bretagne, la Russie et la Prusse de
l'autre part, dans le but de maintenir à l'a-
venir le principe que le passage par les dé-
troits des Dardanelles et du Bospore reste
toujours fermé aux bâtimens de guerre étran-
gers, tant que la Porte se trouve en paix. 128

1 Septembre. Convention supplémentaire au Traité
d'amitié, de commerce et de navigation, con-
clu le 18 Mai 1839 avec les villes anséati-
ques (Hambourg, Bremen et Lübec), signée
à Constantinople. 183

Portugal.

1841 26 Janv. Arrêté (Portaria) du gouvernement-général
de l'Inde orientale, relatif aux droits d'en-
trée sur les marchandises étrangères. 5

Prusse.

1834—39. Articles supplémentaires à la convention, con-
Recueil gén. Tome II. Rr

- clue le 31 Mars 1831 à Mayence pour la navigation du Rhin, avec la France, la Hollande, la Bavière, les grandduchés de Bade et de Hesse et le duché de Nassau. Signés à Mayence le 20 Novembre 1834, le 1 Août 1837, le 17 Juillet 1838 et le 27 Juillet 1839. 537
- 20 Novembre 1838 Déclarations réciproques sur le renouvellement de la convention d'étappes avec le grandduché de Hesse. 551
- 16 Février 1839 Convention avec la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, sur l'accession de cette principauté à la convention subsistante entre les royaumes de Prusse et de Saxe, relativement aux exilés. 554
- 5 Février. Déclaration explicative sur la convention avec la principauté de Rudolstadt-Sondershausen, concernant les vagabonds et exilés. 555
- 6 Février. Déclaration explicative sur la convention avec la principauté de Reuss-Plauen de la ligne aînée, concernant les exilés. 558
- 16 Février. Déclaration portant une modification de la convention subsistante depuis 1827 avec le Duché de Brunswick sur les délits forestiers. 561
- 25 Fév. Déclaration explicative sur la convention subsistante avec le Grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach relativement aux exilés. 563
- 4 Mars. Convention supplémentaire avec le Duché de Saxe-Altenbourg sur la réception des exilés. 566
- 18 Janvier 8 Avril. Convention avec le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha relative aux exilés. 569
- 16 Août. Articles supplémentaires à l'acte pour la navigation du Weser du 10 Septembre 1823. arrêtés par la commission de revision dans sa session à Nenndorf. 572
- 1839 16 Octobre. Traité signé à Berlin avec le royaume de Hanovre et le grandduché d'Oldenbourg, pour la répartition des Activa et Passiva du pays de Münster. 575
- 31 Décembre. Publication relative à la convention de l'union douanière avec la ville de Hambourg. 595
- 1841 2 Mars. Convention de commerce et de navigation

conclue et signée à Londres avec la Grande-Pag. Bretagne.	11
3 Mars. Convention avec le royaume de Saxe sur la protection réciproque des étiquettes des marchandises.	21
10 Avril. Traité signé à Berlin avec le royaume de Hanovre et le duché de Brunswic, sur la construction d'une route de fer de Magdebourg à Minden, par Brunswic et Hanovre.	31
10 — Traité signé à Berlin avec le duché de Brunswic sur la construction d'un chemin de fer de la ville de Magdebourg à la ville de Brunswic.	38
10 — Convention avec le Grandduché de Hesse, sur la persécution réciproque des malfaiteurs au-delà des frontières respectives.	45
8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union de douanière relative à la con- tinuation de cette union.	56
8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves.	67
8 Mai. Convention signée à Berlin avec le royaume la Saxe et les Etats de Thuringue sur la con- tinuation des conventions du 30 Mars et du 11 Mai 1833 concernant l'imposition uniforme des produits indigènes.	71
22 Mai — 23 Octobre. Négociations avec le ca- binet du royaume Hanovre sur le système de douanes.	438
4 Juin. Convention signée à Berlin avec le Grand- duché de Hesse sur l'exécution réciproque des jugemens donnés par les tribunaux de justice dans la Prusse et dans la Hesse rhé- nane.	88
10 Juillet. Convention tenue à Londres entre les plénipotentiaires de la Prusse, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Porte-Ottomane, dans le but de maintenir à l'avenir le principe que le passage des dé- troits des Dardanelles et du Bospore reste toujours fermé aux bâtimens de guerre étran- gers, tant que la Porte se trouve en paix.	128

- 12 Septembre. Notes des commissaires Prussiens adressées à ceux du Duc de Brunswick, relativement à l'accession du Duché de Brunswick à l'association douanière Prussienne. 499
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la Principauté de Lippe - Detmold sur l'accession de celle-ci à l'union de douanière Prussienne. 209
- 18 Oct. Traité signé à Berlin avec la Principauté de Lippe-Detmold sur les droits à percevoir des produits indigènes dans cette Principauté. 218
- 18 Oct. Traité signé à Berlin avec la Principauté de Lippe - Detmold sur le renouvellement du Traité du 9/17 Juin 1826, portant extension du système de douanes et de contributions indirectes de la Prusse sur les territoires de la dite Principauté, enclaves de celle-là. 222
- 19 Oct. Traité signé à Berlin avec le Duché de Brunswick sur l'accession de celui-ci à l'union douanière Prussienne. 228
- 19 Oct. Convention signée à Berlin avec le Duché de Brunswick sur les droits uniformes à percevoir des produits indigènes. 250
- 19 Oct. Traité signé à Berlin avec le Duché de Brunswick sur l'exécution du système commun de douanes et sur les droits à percevoir des produits indigènes dans les territoires Prussiens de Wolfsbourg, Hehlingen, Hesslingen et Lühtringen. 260
- 19 Oct. Traité signé à Berlin avec le Duché de Brunswick sur l'exécution du système commun de douanes dans la Principauté de Blankenbourg et dans les districts de Walkenried et de Calvoerde, ainsi que sur les droits à percevoir des produits indigènes dans ces territoires. 253
- 13 Nov. Traité signé à Berlin avec la Hesse-électorale sur l'admission du Comté de Schaumbourg à l'union de douanes et de commerce Prussienne. 308
- 13 Nov. Traité signé à Berlin avec la Hesse-électorale sur les droits à percevoir dans le comté de Schaumbourg de l'eau de vie et du sucre de betteraves. 314

- 9 Décembre. Convention avec le Duché de Bruns-
wic, pour faciliter l'administration de la justice. 325
- 11 Décembre. Traité conclu à Berlin avec la Prin-
cipauté de Waldeck sur l'accession de la
Principauté de Pymont, à l'union douanière
Prussienne. 342
- 11 Décembre. Traité conclu à Berlin avec la même
sur les droits à percevoir des produits indi-
gènes et sur la vente du sel dans la Princi-
pauté de Pymont. 350
- 16 Décembre. Traité conclu et signé à Berlin avec
le royaume de Hanovre et le Grandduché
d'Oldenbourg, concernant les contributions
indirectes payables dans quelques districts du
Duché de Brunswick. 357
- 17 Décembre. Traité conclu et signé à Berlin avec
le royaume de Hanovre, le duché de Bruns-
wic et le Grandduché d'Oldenbourg, sur le
renouvellement du Traité du 1 Novembre
1837, pour faciliter les relations réciproques
de commerce. 361
- 17 Décembre. Convention conclue à Berlin avec
l'union douanière hanovrienne pour la ré-
pression de la contrebande. 366
- 17 Décembre. Convention conclue à Berlin avec
le royaume de Hanovre sur l'accession renou-
vellée du Comté de Hohnstein et du baillage
d'Elbingerode au système de douanes prussien. 367
- 17 Décemb. Convention conclue à Berlin avec le
royaume de Hanovre, sur l'accession de la
partie meridionale du baillage de Fallersleben
au système de douanes prussien. 369
- 17 Décemb. Convention conclue à Berlin avec le
Hanovre et les autres Etats réunis à celui-ci
par un système commun de douanes sur l'ac-
cession renouvelée de quelques territoires
Prussiens au système de contributions indi-
rectes établi dans l'union douanière Hano-
vrienne. 376
- 17 Décembre. Convention conclue à Berlin entre
la Prusse, les autres Etats de l'union doua-
nière prussienne et le Duché de Brunswic
d'une part et les Etats de l'association doua-

- nière hanovrienne de l'autre part pour faciliter le commerce réciproque. 377
- 17 Décemb. Convention conclue à Berlin avec le royaume de Hanovre concernant le renouvellement de la convention du 1 Novembre 1837 sur l'adoption d'un système uniforme de contributions indirectes pour les territoires hanoviens dont l'accession à l'union douanière Prussienne a été stipulée. 383
- 20 Décemb. Traité conclu à Berlin avec l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Saxe-Weimar-Eisenach et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha sur la construction d'une route de fer de Halle à Cassel etc. 385
- 20 Décemb. Traité signé à Londres avec la Grande-Bretagne, l'Autriche, et la Russie sur la répression de la traite d'esclaves. 392
texte original anglais. 508
- ... Décemb. Convention entre les gouvernements appartenans à l'union douanière prussienne concernant le transport et l'expédition des marchandises sur les sections du Rhin et des rivières situées dans le territoire de la dite Union. 413
- ... Décemb. Convention entre les mêmes sur l'application du tarif subsistant lors d'une nouvelle période du tarif ou en cas d'une modification du tarif. 434

Reuss (Principautés).

- 1839 16 Février. Déclaration explicative sur la convention entre la Prusse et Reuss-Plauen concernant les exilés. 558
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec la Prusse, la Saxe et les autres Etats de Thuringue sur la continuation des conventions du 30 Mars

- et du 11 Mai 1833, concernant l'imposition Pag.
uniforme des produits indigènes. 71
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la Principauté de Lippe - Detmold sur l'accession de celle-ci à l'union douanière Prussienne. 209
- 19 — Traité signé à Berlin avec le Duché de Brunswick sur l'accession de celui-ci à l'union douanière Prussienne. 228
- Les traités et conventions concernant les douanes signés au mois de Décembre à Berlin Voy. *Prusse.*

Russie.

- 1841 10 Juillet. Conférence tenue à Londres entre les plénipotentiaires de la Russie, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Porte - Ottomane, relative aux affaires de l'Orient. 126
- 13 Juillet. Convention signée à Londres entre la Russie, l'Autriche, la Grande - Bretagne, et la Prusse d'une part et la Porte - Ottomane de l'autre part, dans le but, de maintenir à l'avenir le principe que le passage des Dardanelles et du Bosphore reste toujours fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix. 128
- 17 Juillet. Règlement pour le port de Riga. 132
- 28 Novembre. Ukase impérial qui ordonne la mise en vigueur d'un nouveau tarif de douanes. 322
- 20 Décembre. Traité conclu et signé à Londres avec la Grande - Bretagne, l'Autriche et la Prusse, sur la répression de la traite des esclaves. 392
texte original anglais. 508

Sardaigne.

- 1841 6 Septembre. Traité de navigation conclu et signé à Turin avec la Grande-Bretagne. 179

Saxe (Royale).

- 1841 2 Mars. Convention de commerce conclue et signée à Londres avec la Grande-Bretagne. 11
- 3 — Convention avec la Prusse sur la protection réciproque des étiquettes des marchandises. 21
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56

- 8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres Pag.
Etats de l'union douanière pour l'établisse-
ment d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec la Prusse
et les Etats de Thuringue sur la continuation
des conventions du 30 Mars et du 11 Mai
1833, concernant l'imposition uniforme des
produits indigènes. 71
- 44 — Traité de commerce avec la Grèce. 74
- 18 Octobre. Traité signé à Berlin avec la princi-
pauté de Lippe - Detmold sur l'accession de
celle-ci à l'union douanière Prussienne. 209
- 19 — Traité signé à Berlin avec le Duché de
Brunswic sur l'accession de celui-ci à l'union
douanière Prussienne. 228
- 12 Novembre. Convention conclue avec la Belgi-
que, pour assurer aux sujets des deux pays
la faculté réciproque de succéder et d'acqué-
rir aux mêmes titres que les nationaux. 318
- 13 — Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse*.
- 11 Décembre. Traité avec la Princip. de Waldeck
Voy. *Prusse*.
- 16 — Traité avec le Hanovre et l'Oldenbourg
Voy. *Prusse*.
- 17 — Traité avec le Hanovre, le Brunswic et
l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- Les autres conventions relatives au système de dou-
anes Voy. *Prusse*.

Saxe-Altenbourg (Duché).

- 1839 18 Janvier Convention supplémentaire avec la Prusse
8 Avril. sur la réception des exilés. 566
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-
Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la conti-
nuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de l'union douanière pour l'établisse-
ment d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec la Prusse, la
Saxe-royale et les autres Etats de Thuringue
sur la continuation des conventions du 30

- Mars et du 11 Mai 1833, concernant l'imposition uniforme des produits indigènes. 71
- 18 et 19 Octobre. Traités avec la Principauté de Lippe - Detmold et le Duché de Brunswick Voy. *Prusse*.
- 13 Nov. Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse*.
- 11 Décemb. Traité avec la Princip. de Waldeck Voy. *Prusse*.
- 16 — Traité avec le Hanovre et l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- 17 — Traité avec le Hanovre, le Brunswick et l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- Les autres traités et conventions concernant les douanes, conclus au mois de Décembre à Berlin, Voy. *Prusse*.

Saxe-Cobourg-Gotha (Duché).

- 1839 16 Avril. Convention avec la Prusse relativement aux exilés. 569
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres Etats de Thuringue, la Prusse et la Saxe-royale, sur la continuation des conventions du 30 Mars et du 11 Mai 1833, concernant l'imposition uniforme des produits indigènes. 71
- 18 et 19 Octobre. Traités avec la Principauté de Lippe - Detmold et le Duché de Brunswick Voy. *Prusse*.
- 13 Novemb. Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse*.
- 11 Décemb. Traité avec la Princip. de Waldeck Voy. *Prusse*.
- 16 — Traité avec le Hanovre et l'Oldendembourg Voy. *Prusse*.
- 17 — Traité avec le Hanovre, le Brunswick et l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- Les autres traités et conventions concernant les dou-

nes, conclus au mois de Décembre à Berlin, Pag.
Voy. *Prusse*.

- 20 Décemb. Traité conclu à Berlin avec la Prusse,
l'Electorat de Hesse et le Grandduché de Saxe-
Weimar - Eisenach, sur la construction d'une
route de fer de Halle à Cassel, etc. 385

Saxe-Meiningen (Duché).

Les traités et conventions concernant les douanes,
conclus à Berlin, Voy. *Prusse*.

Saxe-Weimar-Eisenach (Grandduché).

- 1839 4 Mars. Déclaration explicative sur la convention
subsistante avec la Prusse relativement aux
exilés. 563
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-
Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signé à Berlin sur la continua-
tion de l'union douanière. 56
- 8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de l'union douanière pour l'établisse-
ment d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de Thuringue, la Prusse et la Saxe-ro-
yale, sur la continuation des conventions du
30 Mars et du 11 Mai 1833, concernant l'im-
position uniforme des produits indigènes. 71
- 18 et 19 Octobre. Traités avec la Principauté de
Lippe - Detmold et le Duché de Brunswic
Voy. *Prusse*.
- 13 Nov. Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse*.
- 11 Décemb. Traité avec la Princip. de Waldeck
Voy. *Prusse*.
- 16 Décemb. Traité avec le Hanovre et l'Olden-
bourg Voy. *Prusse*.
- 17 Décemb. Traité avec le Hanovre, le Bruns-
wic et l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- Les autres traités et conventions concernant les dou-
anes, conclus le 17 Décembre à Berlin, voy.
Prusse.
- 20 Décembre. Traité conclu à Berlin avec la Prusse,
l'Electorat de Hesse et le Duché de Saxe-

Cobourg-Gotha, sur la construction d'une route Pag.
de fer de Halle à Cassel, etc. 385

Schwarzbourg-Rudolstadt (Principauté).

- 1839 5 Février. Convention avec la Prusse sur l'acces-
sion de la principauté de Schwarzbourg-Ru-
dolstadt à la convention subsistante entre les
royaumes de Prusse et de Saxe relativement
aux exilés. 554
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-
Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la conti-
nuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de l'union douanière pour l'établis-
sement d'un impôt sur la fabrication du sucre
de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres
Etats de Thuringe, la Prusse et la Saxe-ro-
yale, sur la continuation des conventions du
30 Mars et du 11 Mai 1833, concernant l'im-
position uniforme des produits indigènes. 71
- 18 et 19 Octobre. Traités avec la Principauté de
Lippe-Detmold et le Duché de Brunswic Voy.
Prusse.
- 13 Nov. Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse.*
- 11 Décemb. Traité avec la Princip. de Waldeck
Voy. *Prusse.*
- 16 — Traité avec le Hanovre et l'Oldenbourg
Voy. *Prusse.*
- 17 Décemb. Traité avec le Hanovre, le Brunswic
et l'Oldenbourg Voy. *Prusse.*
- Les autres traités et conventions concernant les doua-
nes, conclus le 17 Décembre à Berlin, voy.
Prusse.

Schwarzbourg-Sondershausen (Principauté).

- 1839 18 Janvier Déclaration explicative sur la convention
16 Février. subsistante avec la Prusse, concernant les
vagabonds et exilés. 555
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-
Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la conti-
nuation de l'union douanière. 56

- 8 Mai. Convention signée à Berlin avec les autres États de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres États de Thuringe, la Prusse et la Saxe-royale, sur la continuation des conventions du 30 Mars et du 11 Mai 1833, concernant l'imposition uniforme des produits indigènes. 71
- 18 et 19 Octobre. Traités avec la Principauté de Lippe - Detmold et la Duché de Brunswic Voy. *Prusse*.
- 13 Nov. Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse*.
- 11 Décemb. Traité avec le Princip. de Waldeck Voy. *Prusse*.
- 16 — Traité avec le Hanovre et l'Oldenbourg voy. *Prusse*.
- 17 — Traité avec le Hanovre, le Brunswic et l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- Les autres traités et conventions relatifs au système de douanes, conclus le 17 Décembre à Berlin, voy. *Prusse*.

Suède (et Norwège).

- 1841 1 Mai. Traité de commerce et de navigation, conclu et signé à Hambourg avec la ville libre et anseatique de Bremen. 48

Suisse.

- 1841 16 Août. Articles additionnels à la convention postale conclue le 31 Mai 1831 entre la république de Genève et la France. 165
- 2 Septemb. Règlement sur la perception et le contrôle des droits d'entrée fédéraux. 169

Waldeck.

- 1841 11 Décembre. Traité conclu à Berlin avec les États de l'union douanière Prussienne sur l'accession de la Principauté de Pyrmont à la dite Union. 342
- 11 — Traité conclu à Berlin avec la Prusse sur les droits à percevoir des produits indigènes et sur la vente du sel dans la Principauté de Pyrmont. 350

Les autres traités et conventions concernant le système de douanes conclus à Berlin, qui regardent la Principauté de Waldeck Voy. *Prusse*.

Wurtemberg (royaume).

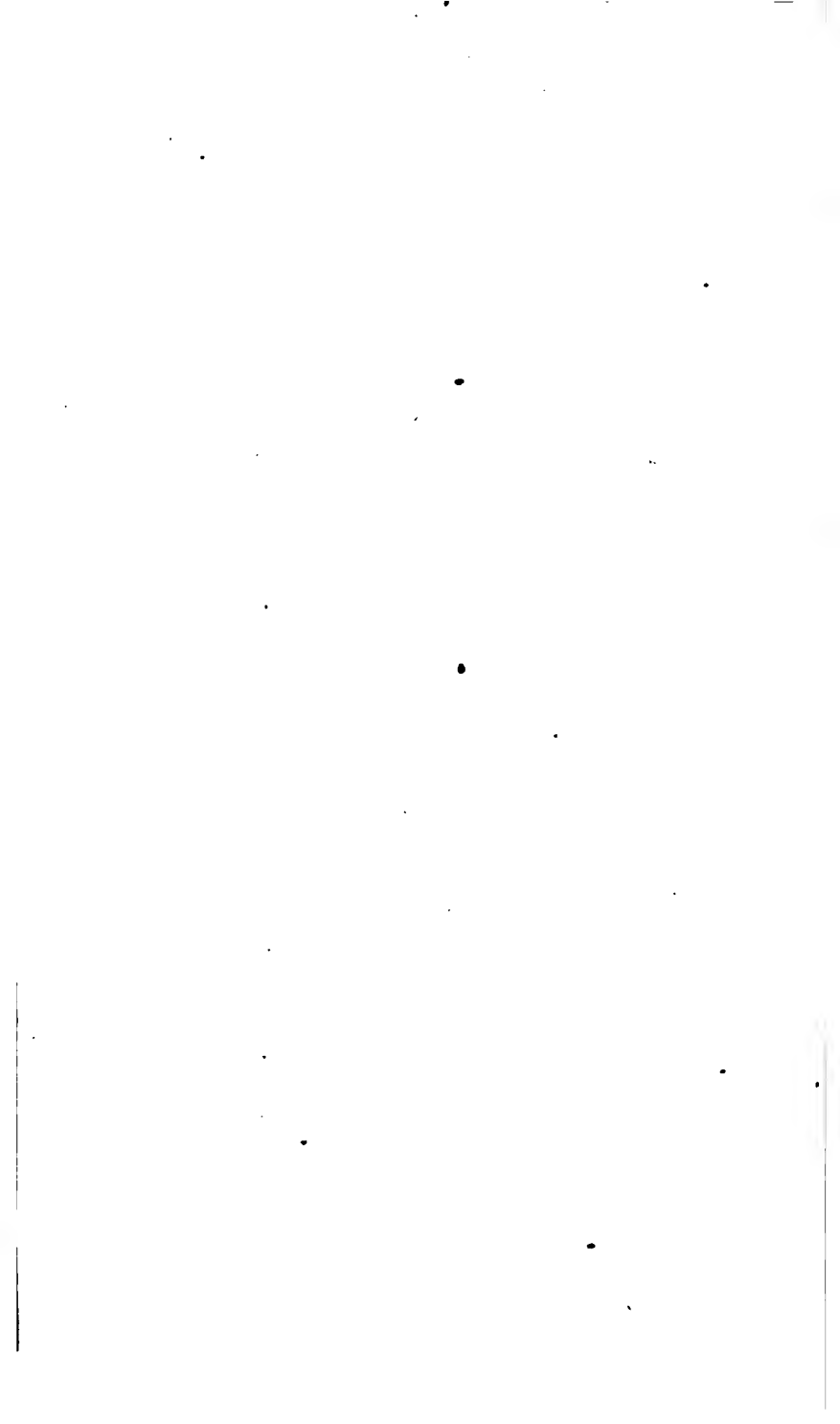
- 1841 2 Mars. Convention de commerce avec la Grande-Bretagne. 11
- 8 Mai. Convention signée à Berlin sur la continuation de l'union douanière. 56
- 8 — Convention signée à Berlin avec les autres Etats de l'union douanière pour l'établissement d'un impôt sur la fabrication du sucre de betteraves. 67
- 18 et 19 Octobre. Traités avec la Principauté de Lippe - Detmold et le Duché de Brunswick Voy. *Prusse*.
- 13 Nov. Traité avec la Hesse électorale Voy. *Prusse*.
- 11 Décembre. Traité avec la Principauté de Waldeck Voy. *Prusse*.
- 16 — Traité avec le Hanovre et l'Oldenbourg Voy. *Prusse*.
- Les autres Traités et conventions concernant les douanes, signés à Berlin au mois de Décembre Voy. également *Prusse*.

ERRATA.

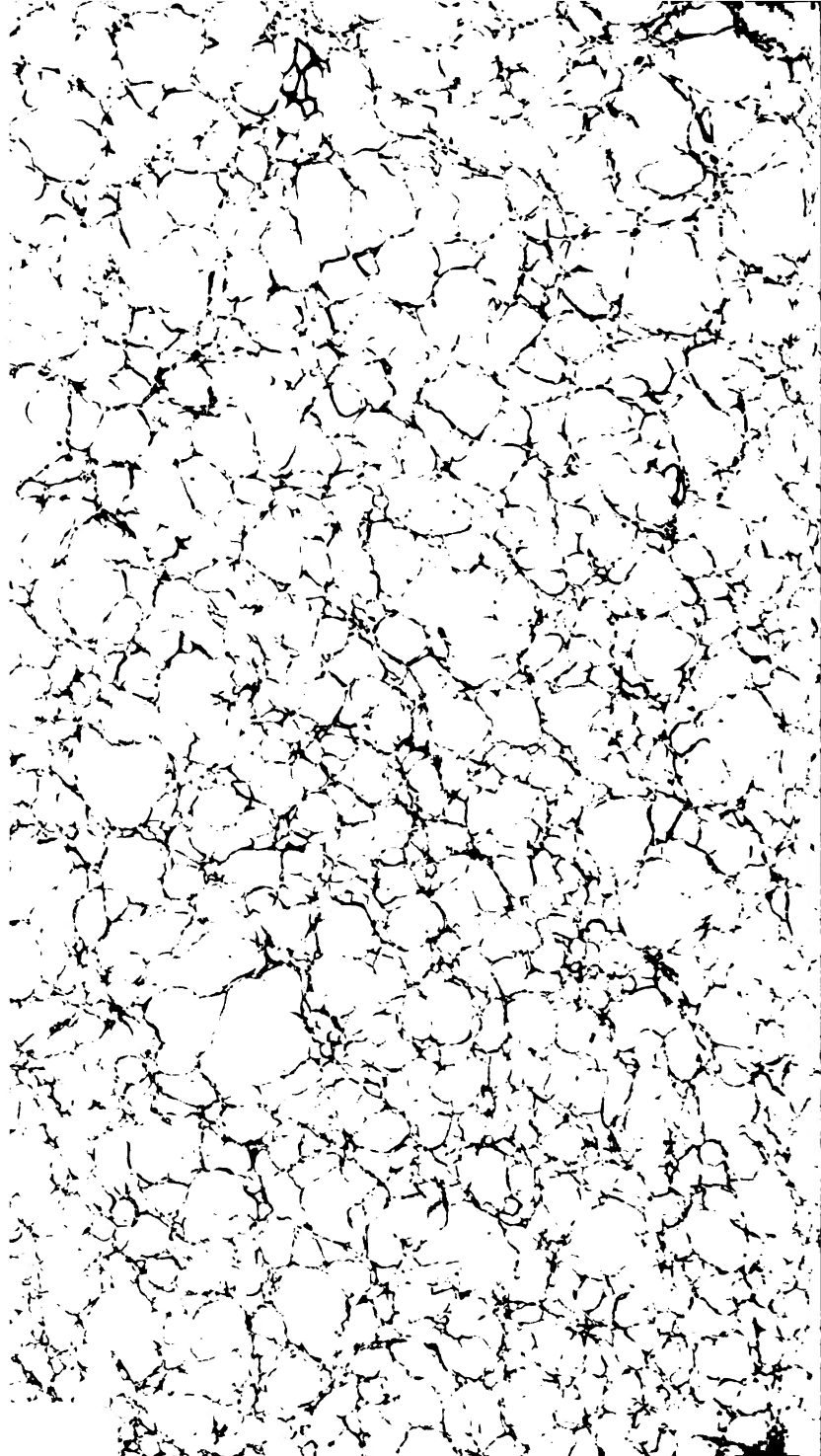
P. 253 au lieu du Nro 58 lisez 61.

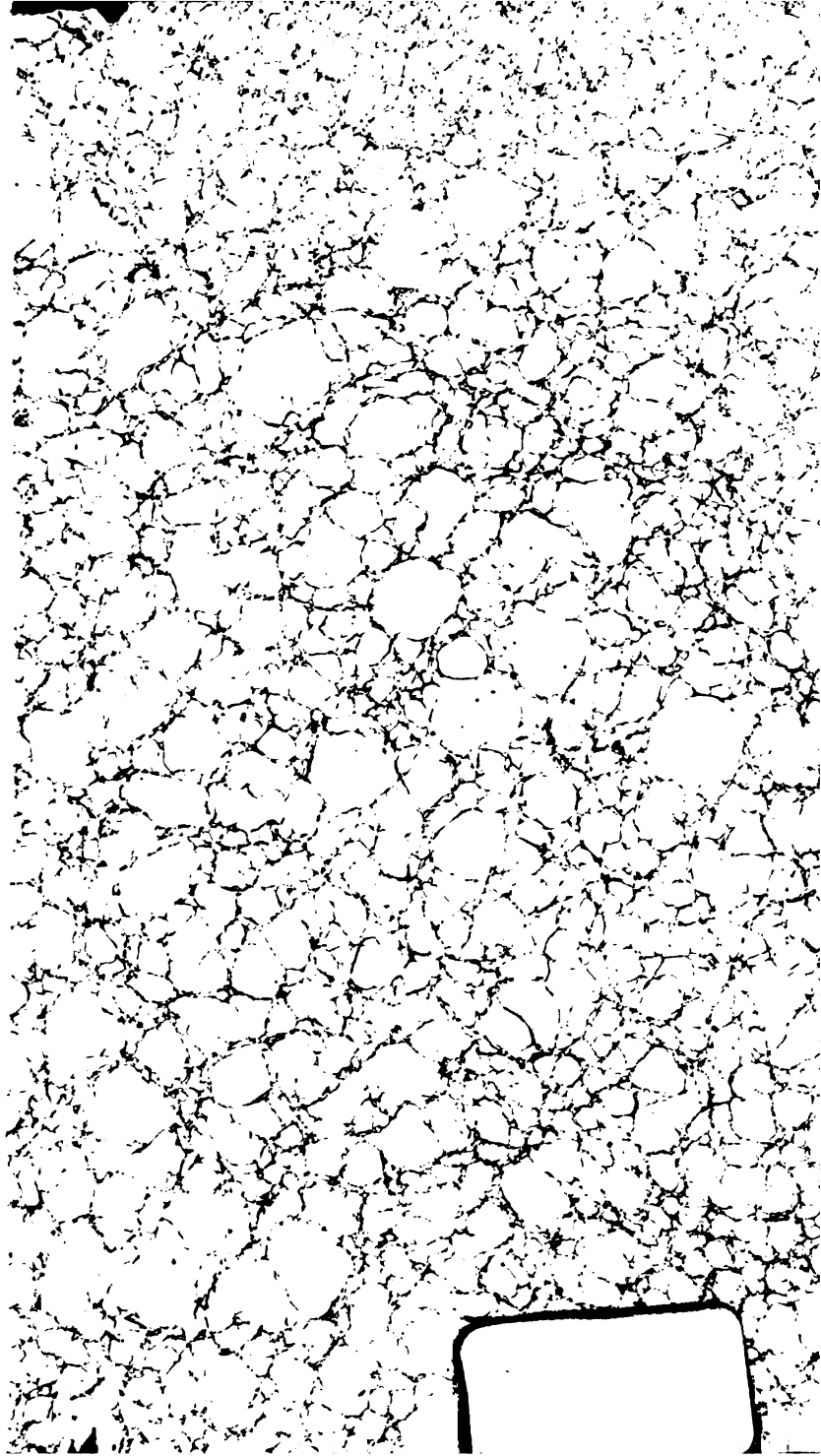
P. 537 et suiv. au lieu de 1841 lisez 1834—1839.













2044 093 008 977